

ÉTIENNE-ALEXANDRE
BERNIER
ÉVÊQUE D'ORLÉANS
ET
L'APPLICATION DU CONCORDAT

TOME II

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

JEAN LEFLON

Curé de Saint-Nicaise de Reims

ÉTIENNE-ALEXANDRE BERNIER

ÉVÊQUE D'ORLÉANS

ET

L'APPLICATION DU CONCORDAT

ÉTIENNE-ALEXANDRE BERNIER
EVÊQUE D'ORLÉANS
ET
L'APPLICATION DU CONCORDAT

Ce volume a été déposé à la Bibliothèque Nationale en 1938.

ÉTIENNE-ALEXANDRE BERNIER

ÉVÊQUE D'ORLÉANS

ET

L'APPLICATION DU CONCORDAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ
DE PARIS

TOME II

PAR

JEAN LEFLON

CURÉ DE SAINT-NICAISE DE REIMS



PARIS

LIBRAIRIE PLON

LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT

IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6°

Tous droits réservés

42408.

ETIENNE-ALEXANDRE BERNIER

EVÊQUE D'ORLÉANS

ET

L'APPLICATION DU CONCORDAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN LETTRES
PRÉSENTÉE À LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ
DE PARIS

TOME II

PAR

JEAN LEROUX

DOCTEUR EN SCIENCE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE



PARIS

LIBRAIRIE DE LA FACULTÉ

DES LETTRES DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

Droits de reproduction et de traduction réservés
pour tous pays, y compris l'U. R. S. S.

ÉTIENNE-ALEXANDRE BERNIER

ÉVÊQUE D'ORLÉANS

LIVRE II (*Suite*)

L'APPLICATION DU CONCORDAT (*Suite*)

CHAPITRE V

INSTALLATION DE BERNIER A ORLÉANS ET A BLOIS

- I. Situation religieuse du Loiret à l'arrivée de Bernier. — Les constitutionnels : l'évêque de Jarente, le presbytère, les chefs : Bourdon, Barbazan, Soret. — Les insermentés ; leurs chefs, Blain, — Bernier et l'opinion orléanaise.
- II. Installation de Bernier. — Bernier à Saint-Paterne.
- III. Situation religieuse du Loir-et-Cher. — Grégoire et M. de Thémynes. — Le clergé constitutionnel ; ses effectifs, sa valeur. — Le presbytère, les chefs : Dupont, Vallon, Métivier. — Le clergé insermenté ; ses effectifs, sa valeur, la rigueur de ses principes. — Situation religieuse de la ville de Blois. — Opposition aiguë des deux partis. — M. de Thémynes, Grégoire et Bernier.
- IV. Installation de Bernier à Blois. — Réception des insermentés, des constitutionnels. — L'office pontifical à Saint-Louis.
- V. Organisation provisoire du culte dans l'église de Blois. — Fermeture des oratoires. — Confirmation des titulaires en exercice. — Organisation particulière de l'église Saint-Louis. — L'union des deux clergés officiellement réalisée.
- VI. Organisation provisoire du culte dans l'église d'Orléans. — Fermeture des oratoires. — La cathédrale. — Les curés en exercice. — Les paroisses supprimées.

Il était urgent que Bernier prît possession de son diocèse. Sans doute, les administrateurs de l'Église d'Orléans, Blain, Blanbisson, Métivier, lui avaient, dès sa nomination, adressé une lettre déférente

et, ce qui était plus important, à Blois, les vicaires généraux de M. de Thémines avaient déjà reconnu son autorité. De part et d'autre on avait échangé des protestations de dévouement mutuel et de collaboration totale (1). Mais ces protestations verbales ne réglaient aucune des difficultés pendantes dans les deux départements soumis à la juridiction du prélat; l'un et l'autre réclamaient sa présence pour le bien de l'Église et pour celui de l'évêque lui-même. Plus il tarderait, plus se prolongeraient le malaise et le chaos, plus aussi on s'emploierait à le discréditer.

I

Quelle était la situation religieuse d'Orléans lorsque Bernier vint y prendre possession de son siège? Il importe de le savoir pour comprendre sa politique, encore qu'il soit difficile de le déterminer dans les derniers détails, faute d'études locales suffisamment poussées.

Le diocèse d'Orléans avait eu le rare privilège de conserver comme évêque constitutionnel son évêque légitime. Il échappait ainsi à une dualité gênante, mais, comme Autun, Sens et Viviers qui n'avaient pas changé de titulaires, il achetait cet avantage par le maintien d'un chef indigne et scandaleux. Jarente avait la foi, ce qui le différencie des Brienne et des Talleyrand, et son esprit ne manquait pas d'équilibre, ce qui le différencie de Savine, car Savine « avait toujours passé pour un fou » (2).

Mais, prêtre sans vocation, évêque par la grâce de son oncle Louis Sextius de Jarente, alors chargé, pour le malheur de l'Église et de son neveu, de la feuille des bénéfices, il avait, par ses mœurs, déshonoré l'Église d'Ancien régime avant de déshonorer l'Église constitutionnelle. Un de ses contemporains nous le dépeint « tout fourré d'hermine et de soie, affectant des airs de grandeur et de faste, se drapant comme une femme pour la représentation »... vrai « prélat de cour

(1) Bernier à MM. Blain, Blanbisson, Métivier, administrateurs du diocèse d'Orléans, 18 avril 1802. Bibl. Orléans. Fonds Denoyer, ms 1502. Bernier à MM. les vicaires généraux d'Orléans résidant à Blois. Bibl. du séminaire de Blois. *Papiers Bergeron*. Cette lettre non datée est, son contenu l'indique, de la fin juin 1802.

(2) PISANI, *l'Episcopat constitutionnel*, 12.

qui n'avait rien de sérieux dans le caractère » (1). Maintenu par son serment à la tête de son diocèse, il refusa de donner l'onction pontificale aux évêques assermentés et de les mettre en possession juridictionnelle. « Nous jurons, nous ne sacrons pas, » avait-il déclaré avec Brienne. Plus tard, lorsqu'il demandera son pardon, il se prévaudra auprès du Pape de ce refus comme d'un acte de courage susceptible d'entraîner son déplacement ou de lui attirer la persécution (2).

Ce courage du début ne tarda pas à l'abandonner. De capitulation en capitulation, il en vint à abdiquer l'épiscopat en plein conseil du département et dans des termes qui aggravent encore sa déchéance. Il déclare solennellement qu'il ne voulait plus être ni évêque ni prêtre. « Grâce à la Révolution, ajoutait-il, me voilà libre de ces chaînes qui pesaient sur moi depuis mon enfance. Je déclare en même temps n'avoir jamais adopté tous les préjugés religieux et fanatiques, qui ont troublé la France depuis si longtemps, à la honte de la raison. Désormais, j'appartiens sans réserve à la République une et indivisible (3). » Il ne lui restait plus qu'à se marier ; ce qu'il fit en épousant Adélaïde Chomel, veuve du notaire orléanais Odigier. Dès lors, il mena une vie errante et misérable. Garde-magasin de l'hôpital militaire à Tarbes, puis à Bordeaux, il obtient avec la protection du général Lamée, beau-frère de M. de Bausset, une place au ministère de la Justice, auprès de Merlin ; il n'y reste pas. L'École centrale d'Agen en fait son professeur de belles-lettres, Talleyrand un bibliothécaire à l'Arsenal, enfin, le général Lamée, à nouveau, un garde-magasin à Valence où il ne peut se maintenir. Incapable d'aucun emploi, il passe de ville en ville, de situation en situation, méprisé et suspect tout ensemble. A supposer qu'il n'ait pas envoyé sa démission au Pape en 1793, qu'il ne l'ait pas renouvelée en octobre 1801, Jarente était trop déconsidéré pour que sa mémoire ou son influence pussent entraver l'action de son successeur (4).

(1) Cité par Sicard. *L'ancien clergé de France*, II, 50.

(2) Jarente au pape, 5 juin 1802. Arch. Vat., Ep. Nap. Fr. II.

(3) Extrait du procès-verbal de la séance du conseil du département du Loiret, 1^{er} frimaire an II. Arch. Loiret, L 527.

(4) Jarente essaya par la suite de se réhabiliter. Par Fouché il fait passer à Portalis une demande « pour rentrer dans la carrière ecclésiastique » (Arch. Nat. F¹⁹+, 207, 22 oct. 1801). Mais Portalis évite de s'engager. Par Champion de Cicé, Jarente obtient son pardon du pape, L'archevêque d'Aix conduisit à Caprara, en juin 1802, Jarente pénitent. Ce dernier poursuivait alors l'annulation de son mariage civil. (De Cicé à Caprara, 12 juin 1802. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. II.) Sa femme de son côté demandait le divorce sous prétexte que le mariage

Un tel évêque devait déconsidérer l'Église constitutionnelle du Loiret. Cette Église avait pourtant, à ses débuts, connu une grande prospérité. A l'exemple de Jarente, les prêtres avaient en masse prêté le serment et peu de diocèses comptaient semblable proportion de jureurs. Le district de Montargis hérité de Sens ne faisait pas exception. En 1791, le curé de Lorris, Girard, écrivait que sur 88 curés en fonctions dans ce district, 85 étaient assermentés ; les vicaires et prêtres habitués donnant à peu près le même pourcentage, sur 117 prêtres, 113 y appartenaient à l'Église constitutionnelle (1). En 1791, pour l'ensemble du département, on ne compte que 35 réfractaires sur 350 curés (2). Sans doute, les rétractations postérieures avaient-elles diminué le nombre des jureurs, mais ceux-ci conservaient néanmoins une écrasante majorité. En août 1792 le nombre des réfractaires était monté à 100. Après la Terreur, le mouvement de retour s'accrut. Dans le Gâtinais particulièrement, pour lequel nous possédons des indications assez précises, le curé de Châtillon, Tonnelier et son vicaire, Poisson, rétractés eux-mêmes en 1794, réconciliés, entre 1795 et 1797, bon nombre de leurs confrères, au nom de l'abbé de Condé, vicaire général de Sens et, si l'on s'en rapporte aux documents laissés

était nul, ayant été contracté par la terreur. (Jarente d'Orgeval, évêque du Loiret. Article de Ch. COCHARD, *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, XIV, 532-550.) Jarente s'était remis à M. de Cicé du soin de sa réconciliation, se déclarant disposé à faire tout ce que celui-ci lui prescrirait, avec une petite réserve toutefois. « Je suis bien assuré que vous ne me conseillerez rien que de raisonnable et qu'à ma place vous n'eussiez été disposé à faire ». (Jarente à M. de Cicé, 8 juin 1802. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. II.) Il rédige une lettre au pape et un mémoire où il rend compte de sa conduite ; le légat transmet les deux pièces à Consalvi, en sollicitant la plus grande indulgence pour l'évêque d'Orléans. Le mémoire est assez piteux ; la lettre par contre est un humble aveu de ses fautes, en particulier du « grand scandale » « objet continuel de sa douleur », et une demande d'absolution à Sa Sainteté « aux conditions qu'Elle jugera convenable de me prescrire. Il n'y a rien que je ne fasse, ajoute Jarente, pour mériter cette faveur ». (*Ibid.*)

Jarente, réconcilié avec l'Église, reçoit du gouvernement, en févr. 1806, un traitement égal au tiers du traitement des évêques en activité. (Arch. Nat., F¹⁹ + 211.) Il avait en 1804 demandé à Bernier une entrevue pour le charger d'une démarche obligeante en sa faveur. Sa fin fut chrétienne. (Th. COCHARD, *Sous la Terreur*, 253 et sq.)

(1) Ces données m'ont été fournies par M. l'abbé Crépin, vicaire à Montargis.

(2) Ces chiffres m'ont été fournis par M. Perchelet. COCHARD, *Annales religieuses d'Orléans*, XLII, 316, donne le chiffre de 48 réfractaires en 1791 et de 105 rétractés en avril 1792.

par eux, 46 curés paraissent régulièrement approuvés en 1802 (1).

Dans le reste du Loiret, l'influence profonde de quelques hommes aussi estimables que modérés, tels que Blain, Mérault, Desjardins, obtient un résultat analogue. Nous sommes loin de la rigueur et de l'intransigeance usitées dans le diocèse de Blois. « Vos supérieurs ont eu plus de torts que vous, déclarait Blain au curé de Gien, Vallet, rétracté en 1795 ; mais cela ne vous justifie pas entièrement (2). » Cette intelligente bonté ne pouvait que favoriser les retours.

Affaibli à la fois par la défection de son évêque, par les abdications, les mariages, les rétractations, le clergé constitutionnel représentait encore une force dont il fallait tenir compte. Si dans les sous-préfectures, il a perdu Pithiviers et Gien, il garde Montargis où le curé Rousselet tient et tient bon. Dans les cantons, il garde Courtenay, Ferrières, Artenay, Châteauneuf-sur-Loire, la Ferté, Patay, Beaune-la-Rolande, Bazoches, Malesherbes, Puiseaux. Mais à Orléans surtout, il l'emporte officiellement ; seul, il possède les églises, où le culte a été restauré par ses soins et plusieurs de ses curés exercent une influence réelle, en raison de leur personnalité ou des services rendus, tels Barbazan, curé de Saint-Paul et Soret curé de Saint-Donatien.

A cette Église il ne manque donc ni le nombre, ni les mérites, ni les valeurs, mais seulement un chef qui rassemblerait ces forces éparses, On essaya bien de lui en donner un. En 1800, Clément, évêque de Seine-et-Oise, s'y emploie à défaut du métropolitain Royer et fait désigner Baillet, curé constitutionnel de Saint-Étienne-du-Mont. Mais Baillet n'accepte pas. Clément s'obstine, obtient l'appui des évêques du centre réunis à Bourges en concile, assigne même à son candidat la date du 21 octobre, pour son sacre (3). Peine perdue, l'élu demeure inébranlable, soit qu'un voyage à Orléans l'ait convaincu

(1) Les documents Tonnelier datent de 1802, probablement juillet ou août. Tonnelier, sans doute à la demande de Bernier ou de Blain, dressa un état des prêtres résidant dans les paroisses héritées de Sens. La valeur de ses renseignements est inégale ; ses documents sont imprécis, surtout pour les cantons de Lorris, Châtillon et Montargis ; plus imprécis sur le canton de Courtenay, car pour ce canton, c'est un curé des environs de Montargis qui fournit ces renseignements à Tonnelier, plus imprécis encore sur les paroisses du district de Pithiviers. Ils demandent à être utilisés avec discernement mais, dans l'ensemble, ils fournissent des renseignements extrêmement précieux. M. l'abbé Crépin, vicaire à Montargis, possède une copie de ces documents.

(2) Cité par Cochard, *Annales religieuses d'Orléans*, XLIII, 235.

(3) PISANI, *l'Eglise de Paris et la Révolution*, IV, 175, note 1.

« du peu de vitalité de l'Église du Loiret (1) », soit que son ami Sezeure, l'ancien accusateur public de ce département, lui ait conseillé un refus. Il se contente de représenter au concile de 1802 le clergé constitutionnel d'Orléans, en compagnie de Jean-Pierre Servois.

A défaut d'un évêque, le presbytère, reconstitué en 1795, essaye d'administrer en liaison avec les « Réunis », cette église vacante. Ses membres Bourdon, Carré, Barbazan, Gravet, Rochas, Septier, Soret, restaurent le culte dans la ville plus favorisée que la campagne, et s'emploient avec zèle à leur ministère, mais sans faire preuve d'un esprit bien combatif. Bourdon, qui exerce à Sainte-Croix les fonctions de curé et qui paraît son chef, est un homme estimable et modéré. Il a eu l'honneur de se voir destitué en 1793 par le représentant Laplanche et ne paraît pas s'être livré aux polémiques religieuses, si fréquentes et si aigres en ce temps-là. Le mémorialiste orléanais Lottin nous rapporte bien que, le 28 mars 1800, il prononça à Sainte-Croix « des dénominations odieuses et tendant à ranimer les haines » (2); mais Lottin écrivait à l'époque et dans les sentiments de la Restauration. Ce prêtre respectable que Bernier nommera chanoine honoraire, alors que Dupont curé de la cathédrale et chef des constitutionnels de Blois mourra sans cette dignité, n'a point cependant les faveurs de la préfecture. Dans le rapport de l'an X « sur les ecclésiastiques qui méritent la confiance du gouvernement », il ne figure qu'au treizième rang. Une note, ajoutée dans la marge, constate « qu'il ne paraît pas jouir de l'estime publique au même degré que ceux désignés » (3). Sans doute, il ne présente pas le même relief que certains membres du clergé rival ni même que certains jureurs orléanais. Mais, ici encore, il faut se souvenir que le préfet Maret frayait ouvertement avec les royalistes de la société et qu'autour de lui, beaucoup d'ex-prêtres, employés dans ses bureaux, gardaient rancune au curé de Sainte-Croix; Rey en particulier, ex-curé d'Izy, ne pardonnait pas au presbytère qui l'avait exclu, en raison de son mariage, des fonctions ecclésiastiques. Ils se vengèrent en desservant Bourdon.

Son collègue Barbazan, curé de Saint-Paul, était aussi un modéré. Après avoir pendant la Révolution, évolué avec prudence dans le sein de la Société populaire et mérité sa destitution pour l'insuffisance de son civisme, il était rentré lui aussi dans son église aussitôt

(1) PISANI, *l'Episcopat constitutionnel*, 73.

(2) LOTTIN, *Recherches historiques sur la ville d'Orléans*, 2^e partie, III, 288.

(3) Arch. Nat., F¹⁹, 866.

la fin de l'orage. La dignité de sa vie, les immenses services qu'il avait rendus aux jours critiques, lui valaient le respect et la reconnaissance ; car sa parenté avec le commandant Barbazan lui avait permis de tempérer de dangereuses ardeurs lorsque, au nom de la Convention, les dragons de ce dernier occupèrent la ville mise hors la loi. Son intervention officieuse prévint massacres et pillages. Il était juste qu'on ne l'oublîât point.

Peut-être eût-on rencontré chez son collègue Soret, curé de Saint-Donatien, des dispositions moins accommodantes ? Indépendant, personnel, Soret ne manquait ni de caractère ni d'allant. Pendant la Révolution, il avait apporté de l'audace et même une certaine fougue au service des idées nouvelles. D'autre part, on lui reconnaissait une valeur intellectuelle incontestable quoique l'esprit fût chez lui moins solide et moins juste que brillant. Son mérite, son rôle dans les conseils de Beaugency et d'Orléans le mettaient au premier plan et il laissait derrière lui tous les autres membres du presbytère, Bourdon et Barbazan compris. En 1802, il aurait pu jouer un rôle de chef, nourrir des polémiques, devenir le centre d'une opposition. Ce rôle, on ne voit pas qu'il l'ait joué. L'expérience avait-elle éteint son ardeur ? La situation de l'Eglise constitutionnelle d'Orléans l'avait-elle découragé ? Ses vues s'opposaient-elles aux vues de ses collègues ? On ne retrouve plus en lui le militant de jadis.

Si les constitutionnels d'Orléans demeuraient relativement pacifiques, les insermentés d'autre part avaient pour chef un homme sage et modéré, le grand pénitencier Blain. Tout le rendait respectable, ses soixante-quinze ans, ses vertus, son courage, son expérience. Il n'avait prêté aucun serment, ni même promis la soumission aux lois et cependant, malgré l'inflexibilité de sa propre conduite, il se montrait large et compréhensif vis-à-vis de tous. La confiance du préfet le présente en tête de liste (1) ; son nom figure parmi les candidats à l'épiscopat (2) ; il s'impose à toutes les opinions et, ce qui est plus rare, aux prêtres des deux partis « par ses mœurs et les lumières de sa théologie (3) ». Avant l'arrivée de Bernier qui trouvera en lui le plus précieux des auxiliaires, Blain a déjà mis dans le sanctuaire toute la paix dont celui-ci était alors susceptible. Son influence est prépondérante et, si les autres vicaires généraux, Blanbisson et Métivier, n'apportent pas la même modération dans

(1) Sur Blain, voir Th. COCHARD, *Sous la Terreur*, 62 et sq. Arch. Nat., F¹⁹, 866.

(2) Arch. Nat., F¹⁹, 1902.

(3) *Ibid.*, F¹⁹, 866.

leur attitude et dans leurs vues, le grand pénitencier leur en impose ; il est par-dessus tout « le grand pénitencier ».

De ce côté, le nouvel évêque trouvait donc un terrain assez bien préparé et, par comparaison, assez facile. Par contre, il avait à redouter plus que beaucoup de ses confrères, l'esprit public. Au premier moment sa nomination semble avoir été bien accueillie du clergé, à en croire le mémorialiste orléanais Pataud, bien placé pour connaître les sentiments du monde ecclésiastique. Si « les chefs de chapelle » plus réservés, se contentent de respecter le Concordat « dans ce premier choix de Napoléon », les assermentés fondent des espoirs sur l'impartialité dont Bernier a fait preuve « comme rédacteur de la nouvelle organisation des cultes » (1). N'y voit-on pas figurer Saurine avec Boisgelin, Le Coz avec les Barral et les Roquelaure?

Mais l'opinion orléanaise se divise à son sujet. Ses ennemis d'Anjou répandent dans la ville une ode « dont toutes les strophes étaient dictées par la haine » (2). Chacun le discute d'après ses espérances ou ses préjugés, « de manière que l'ange d'un cercle passait pour monstre dans un autre » (3). Les royalistes ne lui pardonnent pas ce qu'ils appellent sa trahison et, à Orléans, les royalistes sont nombreux et ardents en propos. Les émigrés sont revenus pour la plupart ; Maret les reçoit dans ses salons et vit en coquetterie avec eux. Le maire Crignon-Desormeaux en secret, les favorise et, si l'on s'en rapporte à certaines traditions, appartient à l'obédience de Louis XVIII. En ville, le roi a son correspondant, M. de Teyssièrre de Miremont, Cadoudal son lieutenant, Charles d'Hozier. On fomenta des conspirations tandis que des chouans tiennent la forêt d'où ils sortent pour des démonstrations et pour des brigandages (4). Autant d'ennemis irréconciliables pour Bernier.

Les républicains ne sont pas moins acharnés, car les bataillons de volontaires orléanais ont été décimés en Vendée par les troupes du nouvel évêque et, dit-on « en partie par ses mains » (5). Aussi

(1) *Chronologie des faits relatifs à l'histoire d'Orléans*, depuis la chute des cinq directeurs de la République française jusqu'à nos jours, pour servir de suite à l'histoire d'Orléans, rédigée par Jacques Pataud, prêtre du diocèse d'Orléans, chanoine honoraire de Sainte-Croix. Bibl. Orléans, ms 567, fo 38.

(2) *Ibid.*, 38.

(3) *Ibid.*, 39.

(4) J. DOINEL, *les Conspirations dans le Loiret sous le Consulat. La Révolution française*, XIV, 1009 et sq.

(5) *Mémoires du général baron Thiébault*, III, 345.

les faubourgs s'affirment-ils vraiment hostiles ; à en croire le général Thiébault, Bernier n'osera de longtemps « paraître dans les parties basses de la ville » et ne sortira guère à pied. Aussi, le matin de son installation, trouve-t-il à sa porte un seau de sang avec cette inscription : « Bois. » Aussi, toujours d'après la même source, forme-t-on un complot pour tuer à sa première sortie celui qu'on appelait « l'évêque-poignard » (1).

Mais le gouvernement veille et avec lui l'armée, favorables l'un et l'autre au prélat. Maret, frère du futur ministre, ne se borne pas à exécuter ponctuellement les ordres du gouvernement ; il le fait avec zèle. C'est ainsi que la cathédrale est mise à la disposition de l'évêque dès le 8 avril (2), tandis qu'à Blois, Corbigny retardera cette mesure jusqu'au 15 juillet. Presque aussitôt, il en fait effacer les inscriptions relatives à l'Être suprême (3). A l'approche de la cérémonie d'installation, il la prépare avec un soin méticuleux, écrivant de sa main toutes les convocations, arrêtant avec le maire, le général, les vicaires généraux, le détail de toutes les dispositions utiles. Il voulait non seulement éviter tout incident, mais donner tout l'éclat désirable à une cérémonie qui marquerait la rentrée officielle de la religion dans la vie de la cité.

II

Bernier, venant d'Anjou, était arrivé à Orléans le 2 juillet. A défaut du palais épiscopal alors inhabitable, il descendit à l'hôtel d'Ambrun, place du Martroy, au coin de la rue d'Escures. Cet hôtel, devenu bien national par l'émigration de son propriétaire, avait été provisoirement mis à sa disposition par le préfet. Le lendemain, il reçut officiellement les corps constitués qui, successivement, vinrent lui présenter leurs devoirs et lui débiter leurs harangues. On admira avec quelle souplesse il répondait à chacun, « en termes analogues à leurs fonctions respectives », reprenant sous différentes formes le même principe « que la religion étant la base nécessaire

(1) *Mémoires du général baron Thiébault* III, 345.

(2) Arch. Loiret, V 40.

(3) *Ibid.*

du bonheur public, elle devait être aussi la règle de leur conduite » (1).

Le dimanche 4 juillet eut lieu la cérémonie de l'installation solennelle. « Dès le matin, rapporte Bernier à Portalis, les cloches de toute la ville et le tir des boîtes annoncèrent la solennité de ce jour (2). » Sur les dix heures, le préfet escorté par la gendarmerie, vint, en carrosse, chercher l'évêque à son domicile pour le conduire avec ses assistants à la maison commune. Là, s'étaient assemblés le conseil de la ville ainsi que tous les corps constitués. Le clergé, à son tour, s'y rend processionnellement. Maret présente l'évêque à ses prêtres, les prêtres à leur évêque ; dans un discours solennel, il invite ces derniers à reconnaître leur nouveau chef et à lui obéir, le tout mêlé naturellement des plus grands éloges à l'adresse du gouvernement pacificateur. Blain, que l'archevêque de Paris avait chargé de le représenter, comme doyen d'âge de tout le diocèse, répondit par une harangue émue et « les larmes, qui coulaient des yeux de ce vieillard généralement estimé, produisirent la plus vive impression » (3). Bernier parla le dernier « avec cette simplicité que dictent en pareil cas les sentiments du cœur » ; il fit sentir combien il devait « de reconnaissance au Premier Consul de l'avoir placé à la tête d'un clergé vertueux et uni, au milieu d'un peuple généreux et hospitalier et sous les yeux de magistrats et d'administrateurs aussi sages que bienfaisants » (4).

Puis la procession se mit en marche, précédée de la gendarmerie, des chasseurs à cheval, au son des cloches, au bruit du canon. Tout le long du parcours, la garde nationale et les vétérans faisaient la haie, maintenant difficilement la foule énorme qu'attirait la nouveauté de ce spectacle, où figuraient deux cent quatre-vingts prêtres en habit de chœur, le préfet, les conseillers de préfecture, le maire, le conseil de ville et tous les corps constitués en grand uniforme. A l'entrée de la cathédrale on se bouscula si fort que, « sans les soins et les imprécations du général Scheiner, commandant la place » (5), le prélat eût été étouffé. On dut reporter dans le sanctuaire la cérémonie liturgique, qui devait se faire au portail. Bernier chanta pontificalement la messe des saints Pierre et Paul pendant laquelle on

(1) Devilliers, curé et maire d'Ouzouer-le-Marché, à Corbigny, 19 mess. an XI (8 juil. 1802). Arch. Loir-et-Cher. V 9, IV, 4^o B.

(2) Bernier à Portalis, 6 juil. 1802. Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) Bibl. Orléans, ms 567, f^o 40.

exécuta à grand orchestre une messe de Méhul, le *Domine Salvam* et le *Te Deum* « avec artillerie ». « Il y eut, note Pataud, plus de symphonie que de dévotion (1). » Le soir, à l'issue des vêpres, le nouvel évêque prononça un grand discours « sur les bienfaits que nous devons attendre dans l'ordre temporel et moral du rétablissement de la religion catholique en France » (2). Ce discours fit une très grosse impression sur l'immense auditoire qui remplissait la cathédrale. « On criait au prodige, parce que peu d'Orléanais se ressouvenaient d'avoir vu un évêque en chaire (3), » et aussi parce que l'éloquence de Bernier avait été à la hauteur de sa réputation.

Tout le monde se déclara satisfait de cette journée ; le préfet, l'évêque échangèrent des actions de grâces et, à l'envi, se félicitèrent l'un de l'autre auprès du gouvernement. Plus significatives que ces compliments officiels, la relation de l'abbé Pataud et celle du curé d'Ouzouer, tous deux constitutionnels, donnent une note concordante. « Tout le monde n'a qu'une voix, écrit ce dernier, pour applaudir à ses actes publics (4). » « Je n'ai jamais vu, écrit Bernier à Girardon, un pareil enthousiasme (5). »

Le dimanche suivant, l'évêque d'Orléans officie encore pontificalement, mais cette fois à Saint-Paterne où exerçait le constitutionnel Charles. Par là, il voulait faire, selon son expression favorite, la balance, témoigner publiquement son impartialité, signifier la fin des désaccords. Il profite de la circonstance pour prononcer encore un grand discours aussi politique que religieux, où il exalte le Premier Consul. Le texte choisi était celui de la Genèse : « Sors de l'Égypte, car je t'ai appelé pour être le père d'une multitude de croyants. » On devine le développement et les applications, qu'on jugea « heureuses » (6).

Le 12, Bernier bénit la chapelle de l'Hôtel-Dieu réouverte au culte, le 13, il donne, à Sainte-Croix, la première confirmation. Tous les regards sont sur lui, d'autant qu'il porte en dehors des offices et des églises le costume ecclésiastique, ce qui constitue une innovation. Les prêtres imitent rapidement cet exemple. Les enterrements sont repris avec tout le cérémonial extérieur d'autrefois, et c'est un événe-

(1) Bibli. Orléans, ms 567, f° 40.

(2) Bernier à Portalis. Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(3) Bibli. Orléans, ms 567, f° 40.

(4) Devilliers à Corbigny, 19 mess. an X (8 juil. 1802). Arch. Loir-et-Cher, V 19, VI, 4° B.

(5) Bernier à Girardon, 11 juil 1802. *Andegaviana*, XXVII, 196.

(6) Bibli. Orléans, ms 567, f° 40.

ment quand le 6 juillet, le clergé de la cathédrale sort avec la croix et les chandeliers pour le premier convoi solennel. « Tout le monde était aux portes (1). » Les cloches sonnent comme elles sonnaient sous l'Ancien régime. C'est toute la vie religieuse qui reprend droit de cité.

Cet heureux début faisait bien augurer de l'avenir si chargé pourtant de difficiles problèmes. Malgré l'opposition des chouans orléanais et celle des patriotes, fort de l'appui du gouvernement, du concours loyal de Maret, Bernier avait pris possession de la place sans heurt apparent. L'ensemble du clergé et de la population l'avait non seulement accepté, mais accueilli avec joie et respect. « Je souhaite ardemment, écrivait-il à Portalis, que tous mes collègues, en arrivant à leur siège trouvent dans leurs diocésains des dispositions semblables à celles qu'on m'a exprimées. Je bénis le ciel de m'avoir donné un pareil peuple (2). »

En formulant ce souhait pour ses collègues, Bernier le formulait aussi pour lui-même, car il n'avait pas encore pris contact avec le Loir-et-Cher, et pouvait se demander quel accueil lui réservait le second département de son diocèse.

III

C'est que, dans le Loir-et-Cher, la situation se présente toute différente et autrement compliquée. Dans peu de départements en effet, les luttes religieuses avaient revêtu pareille acuité, et les partis se trouvaient à ce point excités et aigris.

Cet état d'esprit tenait peut-être au passé du pays. Divisé jadis en partis extrêmes au temps du protestantisme et du jansénisme, fortement secoué par les crises doctrinales du seizième, du dix-septième, du dix-huitième siècle, le Blésois offrait pour les luttes nouvelles un terrain préparé. Les chefs des deux Églises avaient encore aggravé la scission, car, chez Thémines et chez Grégoire, tout ce qui différait, différait au maximum et, tout ce qui concordait réussissait encore à séparer. Chez eux, même passion, même obstination, même rigidité de principes, même absolu dans les jugements, même ardeur dans la polémique, même bonne foi. Esprits entiers

(1) Bibl. Orléans, ms 567, f° 40.

(2) Bernier à Portalis, 6 juil. 1802. Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

poussant jusqu'au bout la logique d'une idée sans soupçonner ses déviations possibles, ni ses rectifications nécessaires, ils sont de ceux que la contradiction stimule au lieu d'arrêter, entête au lieu de faire réfléchir. Ils incarnent deux doctrines contraires, deux époques, deux régimes, deux classes, deux mentalités, au point qu'ils sont l'un et l'autre représentatifs de deux attitudes, de deux systèmes, de deux églises schismatiques. Jusqu'au bout, ils prétendent, contre Rome, sauver la religion, jusqu'au bout, ils condamnent comme une compromission politique le Concordat. Fidèles à leur idéal chrétien qu'ils estiment avili, aux droits du passé qu'ils trouvent méconnus, ils s'enferment dans un isolement superbe, enveloppant d'une pitié également méprisante et ceux qui se trompent et ceux qui se laissent tromper.

Mais avant de se claustre dans cet isolement superbe, les deux évêques ont longtemps bataillé, polémique, formé des prêtres à leur image. Leur esprit, quoiqu'on fasse, survivra longtemps, et lorsque Bernier prend possession de son diocèse, clergé et fidèles constituent deux chrétientés effectives et fortement opposées.

L'Église constitutionnelle de Loir-et-Cher avait été gravement éprouvée par la Terreur. Grégoire avait tenté en 1795 de la réorganiser; mais, affaiblie par les défections et les rétractations, elle n'avait pu retrouver sa vitalité primitive. Dans sa lettre pastorale du 8 octobre 1801 où il annonçait sa démission à ses diocésains, l'évêque en faisait, non sans amertume, la constatation douloureuse. Il attribuait cet affaiblissement à la versatilité et à la lâcheté « de l'espèce humaine », et au caractère de « cette contrée, où l'on doit féliciter les hommes naturellement doux de n'avoir pas l'audace du crime, mais en les plaignant d'avoir rarement le courage de la vertu ». Il rappelait « la cruauté de ces prétendus fidèles, qui vouaient à la misère de vénérables pasteurs couverts des cicatrices de ce qu'ils ont souffert pour la défense de la foi », ignorant ou feignant d'ignorer l'indigence de leur évêque lui-même. Seul « un petit nombre d'âmes vraiment célestes », d'une piété pure et immaculée, avait toujours été sa joie et sa consolation; encore celles-ci se trouvaient-elles submergées dans une masse d'individus impies, indifférents, peu instruits ou adonnés à une piété fausse.

Quant à son clergé où l'ignorance « présentait une conquête sûre au parti dissident », où les rétractations « avaient imprimé une tache ineffaçable à l'espèce d'hommes les plus méprisables de tous les temps et aujourd'hui les plus embarrassés du personnage qu'ils

doivent faire », il gardait, grâce à Dieu, des prêtres dignes de ce nom, « qui bravent les persécutions, les outrages, pour rester fidèles à Dieu et à la République ». Le cœur de Grégoire s'attendrissait, ses yeux devenaient humides de larmes au souvenir de leur zèle, de leurs vertus, de leurs travaux, de leurs souffrances et il adressait un adieu ému à ses « vénérables coopérateurs »... ces respectables Barthélémy, curé de Vendôme, Auger, curé de Soing, Métivier, curé de Saint-Nicolas, Deshayes, curé de Chitenay, Boucher, vicaire épiscopal, et tant d'autres pasteurs dont la vie fut remplie de travaux évangéliques... « Pour lui, sa tâche finirait avec la prise de possession de son successeur. D'avance, il bénissait le jour où il lui serait permis « de déposer ce terrible fardeau, de quitter des fonctions légitimes, canoniques, mais accablantes par leur poids. »

Malgré ses protestations d'attachement, cette lettre amère et désabusée ne flattait guère l'Église constitutionnelle de Loir-et-Cher. Mérite-t-elle donc, au moment d'expirer, le jugement sévère de son chef?

Il est assez difficile d'établir la situation exacte du clergé blésois en 1802. Les états dressés par les vicaires généraux de Thémynes (1) ne concernent que l'ancien diocèse. Or, si l'ancien diocèse a cédé à l'Eure-et-Loir le doyenné de Cloyes, il a, par contre, gagné vingt paroisses de Bourges, trente-sept du Mans, huit de Chartres, quinze de Tours, soixante-cinq d'Orléans. Cent cinquante paroisses échappent ainsi aux statistiques officielles établies par l'abbé Gallois et ses coadjuteurs. Lorsqu'on voulut, au moment de la réorganisation concordataire, compléter leur travail, on s'adressa pour obtenir listes et renseignements officiels à Guy, curé de Mennetou, pour le sud, et à Plessis, curé de Boursay, pour le nord du département. Ceux-ci firent de leur mieux, mais à une époque où les curés changeaient si facilement de paroisse de leur propre chef, ils avouent souvent ignorer si telle commune possède un prêtre, et s'il exerce. De là des incertitudes, des erreurs, des omissions touchant les personnes et leur situation réelle; on constate, par exemple, que des ecclésiastiques mariés sont signalés sans aucune allusion à leur mariage. Comment, dans ces conditions établir des proportions exactes?

Le clergé constitutionnel de Loir-et-Cher comprenait en 1791

(1) Tableau du clergé du diocèse de Blois de 1791 jusqu'à mai 1802. Arch. Évêché Blois, 5. K.

deux cent soixante-dix-huit membres auxquels vinrent s'ajouter les vingt-huit prêtres ordonnés par Grégoire, soit en tout trois cent six ecclésiastiques. Mais les défections, les mariages, la mort éclaircissent ses rangs. Les rétractations d'autre part lui enlevèrent une centaine d'adhérents au profit du clergé théminien. En 1800, « ils étaient encore quatre-vingt-deux, plus un acéphale ou indépendant et deux prêtres mariés qui exerçaient en dépit de tout le monde » (1). En 1802, les statistiques les plus larges parlent de cent à cent vingt constitutionnels (2).

S'il est impossible de dénombrer de façon plus précise les effectifs du clergé grégorien, il est aussi difficile d'en déterminer la valeur. Outre qu'un jugement général en pareille matière est toujours sujet à caution, les données que nous possédons viennent surtout de rapports non conformistes. Du côté officiel, seule, une lettre du préfet nous fournit quelques notes; ces notes nettement favorables, mais assez vagues, se restreignent à treize constitutionnels sur les dix-neuf ecclésiastiques recommandés au gouvernement. Corbigny se borne à signaler les plus notoires. « Je n'ai pas cru nécessaire, écrit-il, d'entretenir le gouvernement de gens au moins médiocres, honnêtes très souvent, mais qui ne peuvent que suivre l'impulsion donnée et non pas l'imprimer eux-mêmes (3). » Que penser des autres? Il est certain que le clergé constitutionnel avait été à la fois fortifié et purifié par l'épreuve. « La fournaise de la persécution, en consumant le bon grain, a dévoré l'ivraie qui croissait dans le champ du Seigneur, » avait écrit Grégoire (4). L'évêque de son côté, sévère vis-à-vis des abdicataires, restait irréductible pour les prêtres mariés. En somme, dans ce clergé réduit à cent ecclésiastiques pour trois cent vingt-six paroisses, on doit constater une notable amélioration. « L'ère est passée des désordres qui s'étaient au grand jour, des reniements qui s'affichent. Hier, les pasteurs scandaleux pouvaient impunément ravager leur troupeau; à leur endroit, l'administration diocésaine avait les mains liées. Aujourd'hui, elle a recouvré son autonomie; grâce à son contrôle, le clergé est mieux recruté, et bien des curés sont des prêtres dignes, soucieux des âmes, attentifs à leur devoir pastoral, en un mot de vrais

(1) A. GAZIER, *Histoire religieuse de la Révolution française*, 142, note 1. (Lettre de Bouché à Grégoire, 7 juil. 1800).

(2) J. GALLERAND, *les Cultes en Loir-et-Cher sous la Terreur*, 596.

(3) Arch. Nat., F¹⁹, 866.

(4) J. GALLERAND, *les Cultes en Loir-et-Cher sous la Terreur*, 597.

prêtres » (1). Tous malheureusement ne méritent pas cet éloge. On a beau soumettre les rapports non conformistes à une critique sévère, on est cependant obligé d'en tirer cette constatation « que beaucoup d'assermentés restaient inférieurs à leur devoir sacerdotal, soit au point de vue du zèle et de l'esprit religieux, soit au point de vue de la moralité » (2).

Le conseil épiscopal s'était lui aussi amélioré et réduit. En 1791, il comptait dix-sept membres ; de ces dix-sept membres, quatre seulement se retrouvent en 1795, Dupont, Boucher, Riffault, Claude Vallon. Le reste, Rochejean, Chabot, Nusse, Répécaud, Hébert et autres, mariés, abdicataires ou terroristes s'étaient d'eux-mêmes éliminés. Les quatre survivants s'étaient adjoint Charles-Olivier Vallon, curé de Saint-Saturnin, et Métivier, curé de la Madeleine-Villefrouin. Mais en 1802, Boucher meurt, Claude Vallon « très retiré » ne figure plus sur les états, Riffault que des notes contradictoires donnent comme marié ou comme rétracté, disparaît également. Dupont, Charles Vallon et Métivier demeurent seuls membres du presbytère grégorien (3).

Si le dernier apparaît comme un personnage de second plan, ses deux collègues font vraiment figure de chefs. C'était en effet un personnage que Claude Dupont. Chanoine de Saint-Aignan avant la Révolution, son ardeur pour les idées nouvelles, sa campagne en faveur du serment l'avaient signalé aux électeurs. Membre du Directoire du département, puis adjoint au maire de Blois, il possédait la faveur du monde politique et de l'administration. Celle du clergé lui avait permis de disputer sérieusement à Grégoire le siège épiscopal de Loir-et-Cher. Évincé par le curé d'Embermesnil, il devint l'un de ses principaux collaborateurs et, avec Boucher, l'âme de son administration. Que valait cet homme si influent ? Il est malaisé de le dire, car les jugements portés sur son compte varient d'étrange façon. Les notes de l'évêché d'Orléans lui sont extrêmement défavorables (4). Le préfet le recommande au gouvernement, car il est

(1) J. GALLERAND, *les Cultes en Loir-et-Cher sous la Terreur*, 602.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 599.

(3) La dernière délibération du presbytère, le 3 germinal an IX (24 mars 1801), n'est signée que de Dupont et de Métivier. *Registre des actes du conseil épiscopal du diocèse constitutionnel du Loir-et-Cher*. Arch. Ev. Blois, I D 9.

(4) « Mœurs dissolues avant la Révolution, privautés, adonné au vin, ambitieux, plaideur, ruiné par les procès..., conseiller de son frère qui a divorcé et s'est remarié sous ses yeux. » Arch. Ev. Blois, V K. État non daté, 1802.

« charitable, zélé » et on doit lui reconnaître du mérite (1). Dufort de Cheverny nous le dépeint comme « sale de corps, assez nul d'esprit » (2). S'il n'était pas aussi nul d'esprit que ce dernier témoin, sujet à caution, veut bien le dire, on ne lui voit pas de qualités intellectuelles marquantes, mais plus de persévérance que de brillant, plus de fermeté dans les idées que d'ouverture. Son attitude pendant la Terreur ne prête à aucune critique ; il sauve l'honneur de l'administration grégorienne déconsidérée par des vicaires épiscopaux indignes, et l'honneur du sacerdoce catholique lui-même ; ce n'est pas un mince mérite en des jours si mauvais. Après 1802, il donnera l'exemple des vertus pastorales, restaurera dans sa paroisse de Montrichard, l'église, le culte, la dévotion à la Vierge, les hôpitaux, avec zèle, piété, méthode et les historiens de Montrichard n'auront pour lui que des éloges (3).

Son collègue, Charles Vallon, jouissait peut-être d'un plus grand prestige encore. Demeuré à l'écart de la politique, il n'exerce aucune charge officielle et, dans le conseil épiscopal où il est entré seulement en 1795, il prend à l'administration une part beaucoup moins importante. Mais il a pour lui l'autorité d'un confesseur de la foi. « La religion, la conscience et l'honneur me défendent toute activité en ce qui concerne l'abdication de mon état que je tiens de Dieu seul (4), » telle est la fière déclaration envoyée par lui à un membre du district, au temps où d'autres se déprêtaient ; ce qui lui valut, avec une dénonciation à Garnier de Saintes, des menaces de séquestration. Par ailleurs, son zèle pour la constitution civile n'était pas refroidi par ses soixante-dix ans. « Schismatique, entêté, opiniâtre, outré, demeurant au Bourg-Neuf, paroisse Saint-Honoré, d'où il se rend en Vienne tous les jours pour perpétuer les âmes dans le schisme, » ainsi le caractérise une note de Gallois (5). Avec de pareils états de service et une pareille ardeur, Vallon représentait une force avec laquelle il faudrait compter.

Telle est donc, en mai 1802, la situation du clergé constitutionnel de Loir-et-Cher. S'il n'a pu réaliser la forte organisation qu'eussent voulu les évêques réunis et qu'essaya Grégoire après 1795, s'il est

(1) Arch. Nat., F¹⁹, 866.

(2) *Mémoires du comte de Cheverny*, II, 304.

(3) LABREUILLE, *Etudes historiques sur Montrichard et Nantueil*, II, 207-260.

(4) J. GALLERAND, *les Cultes en Loir-et-Cher pendant la Terreur*, 596.

(5) Arch. Ev. Blois. *Etat de la paroisse de Vienne fait par ordre de MM. les vicaires généraux*, 4 K.

appauvri d'hommes et de ressources, si, purifié par la persécution, il conserve des éléments douteux, il constitue encore une Église et cette Église veut vivre.

Quelle est en regard la situation du clergé théminien?

Des cent cinquante et un réfractaires de 1791, beaucoup sont morts ou déportés. Mais les rétractations, une centaine, sont venues réparer ses pertes, si bien que son effectif égale largement l'effectif adverse, si même il ne le dépasse pas. A défaut de supériorité numérique, il lui resterait une incontestable supériorité morale. Formé à la rude école de Thémynes, docile à ses directives rigoureuses, il condamne tous les compromis et ne transige à aucun prix sur les principes. On a dit ce qu'il souffrit pour rester fidèle ou pour l'être redevenu (1), au prix de quels périls il exerça pendant la Terreur un culte clandestin, quel renouveau de persécution il subit après fructidor. Le sens de la hiérarchie lui conserve malgré les dissentiments secondaires, une réelle cohésion. Il possède enfin, pour représenter son évêque exilé, un chef vaillant, énergique, qui s'est, aux plus mauvais jours, exposé plus que personne, continuant son ministère dans sa paroisse Saint-Nicolas; ce chef s'appelle Mathurin Gallois. Après de lui, le chanoine Adam, septuagénaire, infirme, l'abbé Habert, revenu d'Orléans depuis 1801, survivent seuls des neuf vicaires généraux institués par Thémynes. Mais cette administration réduite n'en est pas moins une administration très active. Pour s'en rendre compte, il suffit de parcourir les pièces d'archives et les états qui restent à l'évêché de Blois. Au moins pour la partie qui constituait l'ancien diocèse, il y avait une autorité ecclésiastique et un gouvernement effectif.

Toutefois ces hommes respectables, tendus par la lutte et par les consignes de leur évêque, poussaient facilement la fermeté jusqu'à la raideur. Peu de diocèses se montrèrent aussi intransigeants, car les directives venues d'Espagne étaient des plus strictes, tant sur les relations avec les intrus que sur les serments, indistinctement condamnés. Si Gallois et ses collaborateurs se montraient moins sévères que Grégoire vis-à-vis des prêtres mariés, s'ils acceptaient de les réhabiliter, alors que Grégoire s'y refusait absolument, ils faisaient preuve vis-à-vis des assermentés d'une rigueur extrême. Ceux-ci devaient sous-

(1) J. GALLERAND, *les Cultes en Loir-et-Cher pendant la Terreur*, 1^{re} partie, chap. II, III, IV, V, et 2^e partie. Épilogue, 573-574.

crire de longues et humiliantes formules, où ils se déclaraient « enseveli dans l'abîme profond de tous les crimes, chargé de tous les anathèmes de l'Église, séparé de son sein, privé de sa communion, de ses prières publiques et mort depuis si longtemps à la grâce » (1). Ces formules devaient être lues dans une assemblée de fidèles, car « nulle désertion publique, avait ordonné Thémines, ne pourra être lavée par des lotions secrètes ». Encore le rétracté devait-il attendre longtemps avant de se voir rétabli dans ses fonctions, l'évêque s'étant réservé personnellement l'absolution des suspenses et irrégularités, encourues par « tous les prévaricateurs ecclésiastiques » (2). Enfin, tous les serments étaient considérés comme coupables, la soumission aux lois y compris (3) et il faudra plus tard que Bernier, appuyé par une lettre du légat, interdise à Gallois trop zélé d'inquiéter cette catégorie de jureurs ; car la soumission aux lois n'a rien de commun avec le serment schismatique (4).

On comprend qu'avec de tels principes et des pratiques si radicales, la réconciliation du clergé théminien avec les constitutionnels ait posé un problème des plus délicats.

D'autant que les oppositions se concentraient davantage entre les chefs résidant à Blois et se compliquaient de rivalités paroissiales. A la campagne, la présence simultanée de deux prêtres se rencontrait assez rarement et à supposer qu'elle aboutît à des difficultés personnelles, ces difficultés purement locales n'entraînaient pas la même répercussion sur la situation générale du diocèse. Selon le mot de Corbigny, ces desservants ne pouvaient « que suivre l'impulsion donnée et non pas l'imprimer ». L'impulsion venait de Blois et, à Blois, tout concourait à la rendre divergente.

Les trois paroisses érigées par la nouvelle circonscription de 1791 appartenaient officiellement avec leurs lieux de cultes aux constitutionnels. Le citoyen Dupont, vicaire épiscopal, exerçait à Saint-

(1) Rétractation de Sylvain-Gabriel Ricard. Arch. Ev. Blois, 3 K. Cette rétractation comprend quatorze pages.

(2) « Ordonnances de Monseigneur touchant les serments et autres actes de cette nature. » *Ibid.*

(3) « Dans la nomenclature des coupables, on ne parle pas des jureurs et sermentés des diverses époques et des soumissionnaires, parce qu'on suppose qu'ils ne font qu'une même classe avec les intrus, d'après la doctrine primitive prononcée au début et publiée en 1791. » *Ibid.*

(4) Bernier à MM. les vicaires généraux d'Orléans résidant à Blois, 2 août 1802. Bibl. Séminaire de Blois. *Papiers Bergeron.*

Louis, le citoyen Charles Vallon, vicaire épiscopal, à Saint-Saturnin, Ange Chenu, à Saint-Nicolas. Mais, en face de ces églises, les théminiens avaient établi des oratoires. D'abord clandestins, ceux-ci étaient fréquentés de plus en plus ouvertement ; leur clergé s'était même enhardi jusqu'à inviter le préfet aux *Te Deum*, qui s'y chantaient pour les victoires de la République. Églises et oratoires se partageaient les fidèles, inégalement, comme le montre un rapport soigneusement établi par Gallois sur l'état religieux des quatre paroisses « dissidentes » (1). Si Saint-Saturnin de Vienne ne comptait que deux cent quinze catholiques sur huit cents âmes, Saint-Martin deux cent cinquante-six sur huit cents, Saint-Sauveur, trente ou quarante, Saint-Solemme, par contre, accusait une proportion très forte de mille deux cents à mille cinq cents non conformistes, dont huit cents pascalisans. Toutes les familles marquantes relevaient de la confession théminienne, sauf cinq ou six qui s'agréaient à la confession grégorienne. Or, Saint-Solemme était la paroisse de la cathédrale, et la cathédrale ne gardait guère en ouailles que le menu peuple et les artisans. Le citoyen Dupont n'était pas le curé de la « société » blésoise, tandis qu'au plein cœur de la ville, les riches notables soutenaient Gallois, les préjugés de classes et les préférences politiques mêlant de vues humaines cette religieuse fidélité ; les deux obédiences n'en étaient que plus tranchées. Ainsi donc, au centre même de Blois, là précisément où s'opposaient les chefs, la situation paroissiale se trouvait des plus tendues. Tout semblait donc à souhait pour perpétuer le schisme en l'accentuant.

Faut-il ajouter que la personnalité des deux évêques Thémines et Grégoire n'aidait pas au rapprochement des partis ? Le premier avait refusé sa démission au Pape en termes motivés et catégoriques, dans une lettre qu'il avait écrite pour obéir « au cri impérieux de sa conscience » et aux pieds de son crucifix. Car il croyait « que la soumission aveugle peut plaire davantage aux souverains de la terre, mais que le vicaire de Jésus-Christ, le chef suprême de la catholicité aimait mieux une soumission éclairée et réfléchie, qui ne cède qu'à l'évidence du bien et qui discute et demande des raisons... » qui en apporte aussi ; car cet homme de principes ne manquait point de raisons, qu'il croyait purement doctrinales, sans paraître soupçonner

(1) Enquête sur les paroisses du diocèse de Blois, 1797. Arch. Ev. Blois, 4 K, Naturellement, dans ce rapport, Gallois suit la circonscription ancienne qui comportait pour Blois six paroisses, Saint-Saturnin, Saint-Sauveur, Saint-Martin, Saint-Solemme, Saint-Honoré, Saint-Nicolas.

que son royalisme ait déteint sur sa théologie. « Lié au roi très chrétien, Louis XVIII, par le serment de fidélité que j'ai prêté à son auguste frère, le glorieux et saint martyr, Louis XVI, il est trop profondément gravé dans mon cœur pour qu'il puisse jamais en être effacé. Ma démission ne serait-elle pas radicalement frappée de nullité sans son aveu et n'est-ce pas par lui seul qu'elle peut être présentée à Sa Sainteté? » Ainsi écrivait Thémynes au nonce Casoni (1), le 27 février 1802, et rien ne le fera céder ; il entendra en dépit du Pape, du Consul, plus tard, après la Restauration, en dépit du roi lui-même, demeurer évêque de Blois, regardera ses successeurs à l'égal de Grégoire comme intrus, leur juridiction comme inexistante, leurs actes comme entachés de nullité. Il ne cessera pas d'écrire en latin et en français, de la même encre et du même style, grandiloquent, confus, incorrect souvent ; des émissaires sûrs apporteront dans son diocèse lettres pastorales, protestations, directives, et la police de Fouché ne réussira pas toujours à les arrêter.

Les principes de Thémynes voulaient qu'il refusât au Pape une démission qui relevait du seul roi. Ceux de Grégoire voulaient qu'il adressât la sienne « non pas au Pape, ni au gouvernement qui, disait-il, n'était pas compétent, mais à son métropolitain Dufraisse, évêque de Bourges » (2). Il la notifia ensuite à ses diocésains dans une pastorale qui se terminait par des souhaits d'union et de paix religieuse. Ses diocésains se consolèrent vite de son départ, le ton des adieux épiscopaux, « ton de reproche et d'aérimonie qui fait peine au lecteur » (3) ne trouble pas leur indifférence ; sauf quelques exceptions, ils avaient d'avance oublié.

Mais le clergé constitutionnel de Loir-et-Cher se souviendra longtemps de Grégoire. Sa bonté, sa simplicité, qui contrastait si heureusement avec la morgue du « brutal » Thémynes (4), avaient conquis le cœur de ses prêtres. Sa vie austère, son courage, sa constante fidélité lui valaient leur admiration. Ils l'aimaient comme on aime un père (5), ils le vénéraient comme on vénère un confesseur de la foi. Son départ les déconcerte autant qu'il les afflige et leurs lettres lui apportent l'expression touchante de leurs inquiétudes et

(1) Thémynes à Casoni, 27 fév. 1802. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. III.

(2) A. GAZIER, *Etudes sur l'Histoire religieuse de la Révolution française*, 153.

(3) Id., *Ibid.*, 154.

(4) J. GALLERAND, *les Cultes en Loir-et-Cher sous la Terreur*, 42.

(5) A. GAZIER, *Etudes sur l'Histoire religieuse de la Révolution française*, 154,

de leurs regrets. Malgré ses réponses volontairement banales, ils continueront, même après l'installation de Bernier, de lui écrire. Seul, le silence complet de Grégoire, parti pour l'étranger, réussira à décourager ses correspondants obstinés, car Grégoire tient étroitement aux principes de réserve absolue qu'il s'est tracés ; il ne veut plus aucune relation avec son ancien diocèse ; il entend laisser le champ libre à son successeur, ce successeur s'appelât-il Bernier.

Ce silence plein de dignité déconcerta les constitutionnels de Blois sans changer leurs sentiments. Par ailleurs le choix du Premier Consul n'était point de nature à les consoler. « Quelle différence entre votre successeur et vous ! » écrivait le 25 avril, Morel, curé d'Onzain, à son ancien évêque. (1). De fait, on trouverait difficilement un contraste plus complet que celui de ces deux hommes, que tout sépare, le tempérament, la religion, la politique, la rivalité d'influence, pour ne pas dire l'hostilité. Celle de Grégoire éclate ouverte, méprisante, passionnée (2) ; celle de Bernier, pour demeurer plus cauteleuse, ne se révèle pas moins perfide. Après avoir desservi l'évêque du Loir-et-Cher auprès de Bonaparte, il continue à le surveiller ; peu de temps après sa disgrâce, le 18 septembre 1805, il écrit encore à l'Empereur, « pour lui adresser une lettre venue d'Allemagne rendant compte de la conduite d'un sénateur voyageant dans ce pays » (3), et ce sénateur s'identifie très aisément. Là où Grégoire apporte de la raideur, Bernier use d'accommodements et de souplesse. Les scrupules ne l'embarrassent pas ni les changements de front, pourvu qu'ils soient opérés avec élégance. L'intransigeance n'est point son fait, ni la rectitude dont s'honore justement le chef des Réunis. Si les esprits géométriques considèrent la ligne droite comme le plus court chemin pour aller d'un point à un autre, Bernier ne se pique pas de géométrie et sa diplomatie ne se repose point sur un pareil axiome.

Ainsi, et ce n'est pas le moins curieux dans cette situation toute

(1) A. GAZIER, *Etudes sur l'Histoire religieuse de la Révolution française*, 157.

(2) Les *Mémoires* de GRÉGOIRE sont significatifs à ce point de vue, notamment, II, 421.

(3) *Registre pour la correspondance*. Arch. Ev. Orléans, f° 7. Cette lettre à l'Empereur est suivie le 20 d'une lettre à Portalis : « Envoi d'un extrait de la lettre de M. Grolet concernant le sénateur Grégoire. » On trouve aux Arch. du Vat., Bavière 40, des dépêches de Troni (août et septembre 1805) sur des conférences de Grégoire et de Dalberg, ainsi que des lettres d'un ecclésiastique de Leipzig sur des conversations tenues par lui avec ce sénateur. La réponse de Portalis se trouve aux Arch. Nat., F⁹¹ + 208, f° 98, 23 brum. an XIV (14 novembre 1805).

de contrastes, ne s'oppose-t-il pas moins à son autre prédécesseur, M. de Thémines. Les réfractaires, écrivant au prélat émigré, pourraient fort bien et aussi justement reprendre le mot du constitutionnel d'Onzain : « Quelle différence entre votre successeur et vous ! » et mettre dans ce mot la même estime et les mêmes regrets. Car l'exil a grandi Thémines à leurs yeux, l'épreuve, par-dessus les distances, l'a rapproché de ses prêtres ; ceux-ci ont appris à le connaître sous un jour différent de ses heures hautaines et prospères, et sa rude fermeté en impose. Esprit entier, raide, étroit, M. de Thémines demeure pour l'intelligence très inférieur à Bernier, mais par son désintéressement, sa valeur morale, la dignité de sa vie, son incontestable vertu, il laisse, comme Grégoire, son successeur bien loin derrière lui.

Ainsi donc, tout conspirait à rendre difficile la situation du nouvel évêque ; sa personnalité elle-même devenait un obstacle et les services qu'il avait rendus à l'Église et à l'État, dans ce pays d'opinions extrêmes, pouvaient se retourner contre lui. Mais il comptait bien que sa présence, sa parole, son action directe emporteraient les résistances et rallieraient tous les cœurs. Il résolut donc de se rendre à Blois sans tarder. Il y prendrait possession de sa seconde cathédrale, se ferait reconnaître par les deux clergés et, avec l'aide du préfet Corbigny, opérerait sur place la réunion.

IV

Bernier fit son entrée à Blois dans la soirée du 15 juillet, « au milieu d'un concours extraordinaire du peuple, au son de toutes les cloches, et avec des témoignages non équivoques de l'allégresse publique » (1).

A la porte de la ville, la municipalité en corps l'attendait pour le recevoir officiellement. En l'absence du maire, retenu à Paris, l'honneur de haranguer le nouvel évêque revenait au premier adjoint. Ce premier adjoint n'était autre que le citoyen Dupont. Bernier fut donc complimenté par le vicaire épiscopal de Grégoire, ce qui ne manquait pas de piquant. Dupont d'ailleurs se tira avec

(1) Rapport au citoyen Portalis, conseiller d'État, sur l'installation de l'évêque d'Orléans à Blois, 21 juil. 1802. Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

dignité de cette situation fausse et, dans son rapport à Portalis, le prélat rendit hommage à la modération de son discours. Une modération égale inspira la réponse de l'évêque. A quoi bon appuyer? Il se garda bien d'une pareille maladresse et se contenta d'insinuer, c'est le terme du rapport, son désir de procurer la paix et de réunir les esprits et les cœurs (1).

Le vendredi 16 juillet fut le jour des visites et réceptions officielles. Successivement, le préfet, accompagné du secrétaire général, des conseillers de préfecture, puis les autorités publiques, les autorités militaires, le tribunal, les juges de paix, etc... se présentèrent. On échangea compliments, protestations et discours. Le clergé, ou plutôt les clergés, succédèrent et ici commencent, après ce prélude aisé, les variations laborieuses que n'avait pas connues la première installation à Orléans.

Vinrent en premier lieu les insermentés de la ville et de la campagne, « le clergé catholique », lisons-nous dans le registre de Gallois (2), « le clergé ci-devant attaché à M. de Thémynes », lisons-nous dans le rapport de Bernier, ce qui résume par des qualificatifs, tout une situation. Ils vinrent tous, en corps, conduits par les vicaires généraux du précédent évêque, offrir leurs hommages à leur nouveau prélat.

Ce qu'étaient ces hommes nous l'avons vu. Ils méritaient le respect par leur courage, leur fidélité à leurs convictions, leurs travaux, leurs souffrances. Mais, ennemis de toute transaction, habitués à maintenir dans toute leur rigueur les principes, associés aux luttes ardentes d'un évêque passionné, aigris par des polémiques amères, meurtris des coups reçus, plus favorables au régime ancien qu'au régime actuel, ils n'étaient point portés ni par tempérament, ni par le pli qu'ils avaient reçu, à suivre les directions nouvelles. Dix ans de lutte les rattachaient au passé, à Thémynes, en même temps qu'à l'Église ; entre la Révolution, le clergé constitutionnel et eux, un fossé, toujours plus profond, s'était creusé.

Il s'agissait cependant d'en obtenir deux choses : d'abord, que

(1) Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(2) « *Registre des délibérations* qui seront prises pour la discipline intérieure de l'église Saint-Louis de Blois et la célébration des divins offices, par MM. du Chapitre érigé en la dite église, comme section de Sainte-Croix d'Orléans, sous la présidence de M. Gallois, vicaire général, curé de la dite église et en cette dernière qualité vice-doyen de la dite église de Sainte-Croix, commencé le 18 janv. 1803. » Arch. Ev. Blois, 1 H.

malgré le refus de démission de Thémines, ils reconnussent le nouvel évêque pour leur évêque légitime ; puis, qu'ils acceptassent de s'unir aux constitutionnels réconciliés. A en croire les documents officiels, tout alla sans difficultés. Bernier fut satisfait des ci-devant Théminiens : « Je leur annonçai mes dispositions, écrit-il, ils en furent et me promirent de les exécuter (1). » Les ci-devant Théminiens ne se montrèrent pas moins satisfaits de Bernier ; il les avaient accueillis de la manière la plus consolante.

Restaient les ci-devant Grégoriens. L'après-midi leur avait été réservé. Qu'advierait-il de cette première entrevue ? L'évêque appréhendait bien un peu et ses appréhensions se trahissent dans son rapport. Les constitutionnels à Blois gardaient la majorité des fidèles, la totalité des églises et ils formaient une chrétienté vivante. A supposer même qu'ils n'eussent pas reçu l'« impulsion terrible » de Grégoire, que Bernier dénonce à Portalis, ils ne manquaient pas de chefs locaux, énergiques, tenaces, ardents. Bernier, d'aucune façon, n'était leur homme. Enfin, nulle part jusqu'ici, les assermentés n'avaient porté bonheur au prélat.

Le premier contact ne pourrait être qu'embarrassé et contraint. Mais aussitôt que l'orateur du groupe eut pris la parole, Bernier se rassure. « J'ai entrevu, écrit-il, dès le début de son orateur, le succès de ses dispositions annoncées la veille. Nous renonçons, a-t-il dit, à la Constitution du clergé, non seulement comme surannée, mais comme également rejetée par l'Église et par l'État. » Bernier était loin d'espérer une déclaration aussi explicite, à laquelle les assermentés se refusaient généralement. Aussi procède-t-il immédiatement à la réconciliation de ses prêtres. « Ils ont rempli tout de suite, ce que j'ai cru devoir leur demander, d'après les instructions que le gouvernement m'avait données et les devoirs qui m'étaient imposés (2). » Que leur demanda-t-il exactement ? Il se garda bien de le préciser. Ne fallait-il pas craindre un blâme du gouvernement ou de Rome, dont les vues ne concordaient pas sur les rétractations à exiger ? Ne fallait-il pas craindre plus encore les démentis des intéressés ? Le registre de Gallois n'est guère plus explicite ; il mentionne seulement que le prélat, satisfait de leurs déclarations, les a relevés des censures par eux encourues et les a reçus dans sa communion (3).

(1) Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(2) *Ibid.*

(3) *Registre des Délibérations...* de l'église Saint-Louis de Blois. Arch. Ev. Blois,

A quelles conditions cette absolution fut-elle subordonnée? S'il est exact, comme l'affirme Bernier, qu'il n'a rencontré ni un récalcitrant ni une objection, il faut supposer ou que l'évêque se montra peu exigeant, ou que les constitutionnels de Blois avaient complètement changé; la seconde hypothèse paraît moins vraisemblable que la première (1).

Restait à rendre publique cette réconciliation si heureusement obtenue. La solennité de l'installation fournissait une occasion unique que Bernier se garda de négliger et, pour rendre cette réconciliation plus éclatante, il imagina une mise en scène aussi dramatique qu'attendrissante.

Le dimanche donc, tandis que les cloches de toutes les églises sonnent à toute volée, toute la ville se prépare pour la cérémonie. Dès neuf heures, la dix-septième demi-brigade légère se rend en armes à l'ancien évêché où s'était installée la préfecture. Les corps constitués et militaires s'y groupent à leur tour, suivant l'ordre des préséances, avec les cérémonies d'usage. Derrière les troupes qui font la haie, dans les rues voisines, tout autour de Saint-Louis, la foule se presse. A dix heures, sort de la cathédrale la procession des insermentés : quarante prêtres de la ville et de la campagne la composent ; ils ont à leur tête Pointeau et Gallois. La croix levée, ils gagnent la préfecture.

Sur le perron, paraît alors Bernier en habits pontificaux ; le préfet se tient à sa droite, les autorités tout autour. Pointeau commence sa première harangue ; il y mêle les actions de grâces à Dieu, au gouvernement, au préfet, à l'évêque, se répand en protestations de confiance, de vénération, d'obéissance, de fidélité ; de ces protestations, les deux puissances peuvent chacune prélever large part.

A son tour, entre en scène le clergé constitutionnel. De la préfecture où il s'était rassemblé, derrière l'évêque et le préfet, les deux traits d'union, il se range. C'est le moment pathétique. Corbigny prend la parole. Successivement il s'adresse à l'évêque et aux prêtres. Il invite le premier à se servir de tous les moyens qu'il avait en son pouvoir pour faire cesser les dissensions qui, depuis trop longtemps, existaient dans le clergé de Blois ; il presse les seconds de réaliser entre eux cette union d'idées et de sentiments que tous appellent

(1) D'autant plus qu'en 1808, plusieurs de ces prêtres, dont Vallon et David, firent entre les mains de Gallois leur rétractation (Gallois à Mgr Rousseau, 12 janv. 1808). Arch. Ev. Blois, 5 K, ce qui laisse croire que Bernier ne leur avait pas demandé en 1802 une rétractation formelle.

de leurs vœux ; par là, ils s'attacheront « au gouvernement réparateur, auquel ils doivent leur existence et le nouvel éclat rendu à la religion » (1).

Bernier reprend le même thème ; après avoir solennellement déclaré aux ecclésiastiques présents qu'il les recevait tous dans sa communion, « il leur fit sentir combien il était nécessaire que les ministres d'une religion de paix oubliassent tous les éléments de discorde qui, jusque-là, avaient pu les diviser. Le temps des dissensions était fini ; la volonté du gouvernement, conforme à la voix de la religion, était de faire disparaître toutes luttes religieuses » (2). Il fallait rapprocher les opinions, réconcilier les cœurs ; réunis en un seul troupeau, sous un chef commun, ils devaient se considérer comme frères, comme amis, ne former qu'un seul faisceau dans les liens de la charité. « Confondez-vous maintenant les uns avec les autres, ajouta-t-il, et choisissez le rang que l'humilité chrétienne vous désignera (3). » A l'instant même, tous se précipitèrent dans les bras des uns des autres et se mêlèrent indistinctement. Bernier entonna le *Te Deum* et la procession se mit en marche vers Saint-Louis.

Mais, qui recevrait à la porte de sa cathédrale le nouvel évêque ? La question était épineuse. Trois jours auparavant, Dupont y exerçait encore, au nom de Grégoire, les fonctions curiales, puisque le préfet ne l'avait mise à la disposition de l'évêque d'Orléans que le jeudi précédent. Or Bernier ne voulait pas de Dupont. Il ne pouvait d'autre part se faire introduire par Gallois, ni par un autre vicaire général de Thémines. Pour tourner la difficulté, on choisit le doyen d'âge et, comme le doyen d'âge se trouvait être Pointeau, ci-devant prévôt du chapitre, par ailleurs insermenté, tout allait pour le mieux.

Pointeau fut donc chargé de recevoir le prélat et de lui rendre les honneurs liturgiques. De ce fait, il lui adressa à l'entrée de la cathédrale une seconde harangue, non toutefois sans difficulté, car la troupe se trouva débordée par la foule qui envahissait l'église et l'on eut quelque peine à rétablir l'ordre un instant troublé. Bernier célébra pontificalement la messe, dans l'appareil le plus imposant. On n'oublia pas le *Domine Salvam* à grand orchestre. Après quoi, au chant d'un second *Te Deum*, l'évêque et le préfet furent reconduits

(1) Journal de la Préfecture, 6 thermidor an X (25 juil. 1802).

(2) *Ibid.*

(3) Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

à la préfecture dans le même ordre, avec la même solennité.

La cérémonie du soir ne fut pas moins brillante. Bien qu'elle ne présentât plus rien d'officiel, les fonctionnaires y figurèrent à nouveau, à la suite de Corbigny. Bernier qui, le matin, s'était borné à des allocutions, prononça un de ces grands discours mi-religieux, mi-politiques, dans lesquels il excellait ; il célébra le rétablissement de l'unité catholique en France, ainsi que ses heureux résultats « pour la paix des consciences, le repos des familles, la tranquillité de la République » (1).

Enfin, une grande procession du Très Saint Sacrement termina la journée. On y fit assaut de dévotion. Le citoyen préfet, chez qui on n'aurait pu soupçonner pareille ferveur, tint les cordons du dais, avec le second adjoint, les deux présidents des tribunaux criminels et civils, « tandis que les autres fonctionnaires publics, ayant à leur tête le secrétaire de la préfecture, portaient des flambeaux (2). » C'était un spectacle bien édifiant, auquel ces messieurs n'avaient pas habitué leurs administrés et qui ne manqua pas de frapper par ce qu'il représentait de vraiment nouveau, et pour les assistants et pour les acteurs eux-mêmes. La cérémonie du matin avait marqué la fin du schisme ; celle du soir, non moins significative, marquait la rentrée officielle du culte dans la vie de l'État. On comprend que l'impression ait été profonde et que l'évêque, dans sa relation, ait manifesté hautement sa joie.

V

Bernier profita de ces circonstances si favorables et des excellentes dispositions de son clergé pour organiser provisoirement le culte dans l'église de Blois. Sous peine de voir renaître tout de suite la scission des fidèles et des prêtres, on ne pouvait laisser les choses en l'état. A l'arrivée de l'évêque, toutes les églises étant au pouvoir des constitutionnels, les insermentés exerçaient dans des oratoires où les suivait le petit troupeau de leurs fidèles. En attendant les nominations définitives, sans rien brusquer, sans chasser les occupants de chez eux, il importait de pourvoir à la répartition des lieux de culte,

(1) Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(2) *Ibid.*

ainsi qu'à la fermeture des oratoires. Une ordonnance, rendue à Blois le jour même de l'installation, régla la question avec infiniment de sagesse. L'évêque d'Orléans commençait par affirmer que la paix était rétablie, l'union réalisée. En conséquence, il n'y avait plus qu'un clergé ; tous les prêtres, toutes les églises de Blois se trouvaient dans sa communion ; les fidèles pouvaient donc fréquenter toutes ces églises indistinctement, y assister aux offices et y prier Dieu avec confiance pour le salut de leur âme. Nulle part, du moins il l'espérait, on ne rappellerait les souvenirs amers, nulle part on n'enseignerait des doctrines erronées.

C'était, en fait, confirmer ou valider les pouvoirs de tous les curés ou vicaires et maintenir dans les paroisses le *statu quo*. Une église cependant se recommandait particulièrement à la sollicitude pastorale de Bernier, celle que le préfet avait mise à sa disposition personnelle, la cathédrale de Blois. Il sentait l'urgence de fixer d'une manière plus précise l'heure et l'ordre des divins offices, le rang des prêtres qui les célébreraient et l'administration des sacrements. En raison de la situation spéciale de cette église, il décréta l'arrêté suivant : « L'administration de la ci-devant église cathédrale de Blois reste entre nos mains jusqu'à l'organisation définitive du clergé de notre diocèse. » Les fonctions seront remplies « par les ecclésiastiques de Blois qui, jusqu'à ce jour, n'ont adopté aucune église et par ceux qui existaient dans la dite église, quand nous avons pris possession » ; ils exerceront ces fonctions sous la présidence de M. Pointeau, doyen d'âge, « que nous nommons pour nous représenter pendant notre absence. » M. Pointeau réglerait l'heure des offices, l'administration des sacrements et les fonctions des ministres de cette église. Quant au rang de ces ministres il serait fixé « d'après l'âge uniquement, sans pouvoir alléguer aucun des titres supprimés » (1).

Par là se trouvait heureusement dénouée une situation fort délicate. Les insermentés perdant leurs oratoires plus ou moins clandestins, il convenait de leur ménager une église où ils ne dépendraient pas des constitutionnels. D'autre part, on ne pouvait interdire de la cathédrale où il avait rétabli le culte, Dupont et le clergé grégorien. Enfin, comment nommer un curé sans le prendre dans l'un

(1) Ordonnance concernant l'exercice de la religion catholique dans la ville de Blois, 18 juil. 1802. Arch. Ev. Orléans. Registre de l'évêché. *Dispenses et actes épiscopaux*, I, f^o 11.

ou l'autre parti et sans paraître favoriser l'un au détriment de l'autre? L'ordonnance de Bernier tenait compte de toutes ces données en apparence contradictoires; il résolvait sagement ce problème complexe sans même avoir l'air de le poser, puisque les appellations litigieuses faisaient place à des périphrases aussi longues que pacifiques : « Les ecclésiastiques qui jusqu'ici n'ont adopté aucune église, ceux qui existaient dans cette église quand nous avons pris possession. » Aucun des deux clergés ne pouvait se dire maître de la cathédrale, dont Bernier restait personnellement administrateur. Son représentant, le bon Pointeau, ne devait cet honneur qu'à ces soixante-dix-sept ans, titre indiscutable entre tous.

Mais puisqu'une heureuse coïncidence avait accumulé ces années sur la tête d'un non-jureur, c'étaient au fond les « bons prêtres » que Bernier installait dans sa seconde cathédrale. Toutefois, comment l'accuser de partialité à leur égard, puisqu'il les y introduisait avec des manières si innocentes et de si bonnes raisons, puisque, dans les autres églises, il laissait tous les jureurs exercer en son nom, puisqu'enfin, l'interdiction absolue et immédiate des oratoires pouvait s'interpréter comme un désaveu des « dissidents »? Cette ordonnance recueillait tous les suffrages. « Tous les partis, affirme Bernier, y ont applaudi (1). »

Après avoir reçu toute la journée du lundi les prêtres des communes rurales, qui venaient le reconnaître pour leur évêque et se soumettre au Concordat, il reprit, le mardi 20 juillet, la route d'Orléans.

« Ainsi, dans l'espace de quatre jours, écrivait Bernier à Portalis, dès le 21, l'union s'est rétablie dans une ville où, la veille, presque personne ne la croyait possible. J'en ai été félicité par le préfet, par tous les corps administratifs et par les personnes les plus marquantes de la ville. Je conserve le souvenir bien précieux des témoignages de confiance, d'estime et d'attachement qu'ils m'ont donnés (2). »

Que valait cette union si rapidement obtenue? Bernier était trop perspicace pour la croire profonde et définitive. Mais enfin, elle existait, supposant de part et d'autre une réelle bonne volonté et de réels sacrifices, consentis à la paix religieuse pour des motifs religieux. Il y avait eu, pour le peuple, la scène pathétique de la réconciliation. L'évêque pouvait être satisfait de son clergé qui l'avait compris,

(1) Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(2) *Ibid.*

de son préfet qui l'avait efficacement aidé par son action et son exemple. Mais il était non moins satisfait de lui-même. Sans doute, la justice oblige à reconnaître qu'il s'était habilement tiré d'une situation singulièrement épineuse. Dans aucun autre diocèse, on n'en rencontrerait de pareille. Ailleurs, dans l'un des deux camps, on aurait pu trouver peut-être l'équivalent d'un Grégoire ou d'un Thémines. Blois seule avait réuni à la tête de ses deux églises adverses des hommes aussi marquants, aussi extrêmes, aussi irréductibles et qui faisaient l'un et l'autre figure de chef. On pouvait, on devait même escompter pour l'avenir quelques soubresauts. Malgré tout, mettre fin officiellement à un schisme local, dans de pareilles conditions, c'était enregistrer un grand, un très grand succès. Bernier avait donné là une nouvelle preuve de son adresse. Mais il faut reconnaître également que son rapport à Portalis, destiné à être mis sous les yeux du Premier Consul, aurait pu, tout en accusant une satisfaction légitime, garder un ton plus modeste, prendre une allure moins intéressée, rendre justice à tous ceux dont le concours et l'abnégation avait rendu cet arrangement possible, appeler moins ouvertement les félicitations et les récompenses. Mais, dans cet ordre-là, il ne faut pas demander trop à Bernier.

Bientôt d'ailleurs il faudra déchanter. Mais, si pour le moment cette lune de miel connaît quelques ombres, ce sont des ombres fugitives. Le préfet enverra bien, le 30 juillet, une réclamation relative à certaines frictions entre les deux clergés. L'évêque y répondra par des consignes si pacifiques et des blâmes si discrets, que les chefs des différents partis se rendront les uns chez les autres, officieront dans leurs églises respectives, « pour montrer au peuple qu'ils étaient franchement réunis » (1).

Malheureusement, les chefs ne seront pas toujours suivis et l'opposition viendra. Contrairement aux prévisions de Bernier, elle ne partira pas des constitutionnels ; de ce côté il ne rencontrera que des résistances sourdes et isolées. Les fidèles de M. de Thémines par contre s'emploieront à organiser le schisme, et réussiront à le soutenir malgré le gouvernement, le préfet, les gendarmes, malgré Bernier lui-même. Ce sera l'histoire de la Petite Église dans le Vendômois et le Blésois.

(1) Bernier à Portalis, 5 août 1802. Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

VI

Après son installation à Blois, Bernier regagne Orléans où il passe la fin de juillet. Dès son retour, il pourvoit à l'organisation provisoire du culte dans sa ville épiscopale et, le 24, une lettre pastorale publie les mesures arrêtées à cet effet.

Elle comporte d'abord la fermeture des oratoires. « Comme la religion a repris tout l'éclat de son culte et tout l'appareil de ses solennités », elle ne doit plus employer, pour transmettre aux fidèles ses secours et ses consolations, les moyens extraordinaires et secrets que des temps malheureux avaient suggérés. Aujourd'hui que tout est changé, « c'est dans le temple consacré au vrai Dieu et rouvert, à la voix d'un héros, par les Pontifes et les ministres de l'Eglise, qu'elle va sans crainte offrir à Dieu au Seigneur ses tendres hommages et le tribut de sa reconnaissance et de son amour ». En conséquence, les oratoires particuliers, « qui ne peuvent et ne doivent suppléer nos temples que pendant les temps d'orage », perdent leur raison d'être (1).

Ce premier point réglé, le culte s'organiserait de la manière suivante, « pour que chaque fidèle reconnaisse son pasteur et chaque ministre son temple. » A la cathédrale, les fonctions ecclésiastiques seraient exercées par MM. Blain, Desalmançon, Blanbisson, Demadières et Métivier, les anciens chanoines, les anciens curés des paroisses supprimées. Les prêtres, qui ne seraient pas encore réunis à l'une ou l'autre des paroisses de la ville, pourraient se joindre à eux, à moins que leur préférence ne les porte ailleurs. A Sainte-Croix, Blain, comme doyen d'âge, aurait le premier rang ; l'ancienneté seule réglerait les préséances, les titres précédents demeureraient nonavenus.

Quant aux fidèles, dont les paroisses se trouvaient supprimées, ils se rattacheraient à la cathédrale, à moins qu'ils n'aient d'autres engagements avec d'autres églises ou qu'ils ne préfèrent s'adresser

(1) T. COCHARD, *Sous la Terreur*, 186 et sq. en énumère d'après le registre complémentaire où furent reportés baptêmes et mariages célébrés pendant la Révolution, une soixantaine pour Orléans ; mais il est difficile de savoir s'il s'agit d'oratoires organisés ou si les sacrements s'y donnaient occasionnellement.

moins loin. Tous les prêtres en fonction étaient provisoirement confirmés dans leurs pouvoirs, jusqu'à l'organisation définitive du culte.

Ces dispositions s'avouaient aussi larges que prudentes. Pratiquement, chacun gardait la liberté de son obédience et, en toute hypothèse, se trouvait d'accord avec l'autorité épiscopale. Par ailleurs, le mandement qui les promulguait, se maintient dans des formules si générales, plane avec tant de sérénité sur les terrains jadis brûlants, affecte de tenir, entre les partis, une balance si égale, que les susceptibilités et les principes y trouvent également leur compte. « J'ai ménagé la délicatesse de tous et usé de tous les tempéraments que la prudence exige, écrivait Bernier au préfet Maret, afin d'amener par la douceur un résultat heureux (1). » Ce résultat fut-il atteint?

Dans l'ensemble, ces mesures furent bien accueillies du public. Si la fermeture des oratoires déplut vivement à « des personnes riches qui trouvaient très agréable de pouvoir suivre les offices sans sortir de la chambre » (2), elle consola les anciens constitutionnels, dont le chef Bourdon se trouvait évincé de la cathédrale (3). » Elles avaient reçu d'avance l'approbation du préfet. Enfin le conseil municipal d'Orléans, au cours d'une assemblée extraordinaire, leur apporta, le 28 juillet, la consécration d'une harangue solennelle. Au nom de la ville, il exprima à son évêque les sentiments et remerciements de la cité; il le félicita tout particulièrement de « cet ascendant... qui a su opérer, dans le second département de votre diocèse, une réunion si prompte et si inespérée, que le premier magistrat de ce département n'a pu s'empêcher de s'écrier avec admiration qu'on était encore au temps des miracles... » (4).

Sans doute, il s'agit d'une harangue officielle, et dans le style du temps. Il y a bien quelque exagération à prétendre qu'« en un même jour toutes les barrières qui séparent les fidèles sont renversées », et Bernier, qui s'est pourtant prêté à beaucoup de rôles, fait difficilement figure de thaumaturge. Il n'en est pas moins vrai que son premier séjour dans son diocèse avait été bienfaisant. C'était un heureux commencement. Toutefois, la vraie tâche restait à fournir, tâche de fond qui serait longue et dure. S'il se fût agi seulement

(1) Bernier au préfet Maret, 24 juillet 1802. Arch. Loiret, V 40.

(2) LOTTIN, *Recherches historiques sur la ville d'Orléans*, 2^e partie, III, 344.

(3) Bibl. Orléans, ms 567, f^o 42.

(4) Arch. Nat., F¹⁹, 326.

d'un travail de réorganisation, avec son incroyable activité et son esprit réaliste, le prélat eût pu, à la rigueur et pour l'essentiel, le mener à bien rapidement. Mais il s'agissait d'un travail de pacification ; or, pour apaiser les esprits après une crise aussi violente, Bernier le savait mieux que personne et l'avait souvent répété, il faudrait du temps, beaucoup de temps et le temps allait manquer à cet évêque de quarante ans.

CHAPITRE VI

LE RETOUR A PARIS. — BERNIER AUX CULTES ET A LA LÉGATION

- I. Bernier et l'opinion. — La réconciliation des prêtres constitutionnels de second ordre. — Bernier perd la confiance de la Légation. — L'affaire Baillet. — L'affaire des évêques réconciliés par Bernier. — Mécontentement de la Légation et du gouvernement. — Les explications de Bernier.
- II. La question des mariages. — Les dispenses. — Les réguliers.
- III. Bernier et les anciens évêques constitutionnels. — Leur théologie du mariage. — Leur opposition au mariage religieux des prêtres unis civilement pendant la Révolution. — Les bulles des anciens évêques constitutionnels.
- IV. Bernier et la réforme de la liturgie gallicane.
- V. Bernier et l'Église de la République italienne. — Concordat ou bulles. — Premiers projets de concordat italien. — Bernier et les Églises d'Allemagne. — La sécularisation.

I

Bernier arriva à Paris dans les premiers jours d'août 1802. Malgré le succès officiel de sa mission en Vendée et l'heureux début de son épiscopat, il n'y rentrait pas en triomphateur. Sans doute, Portalis le rappelait auprès de lui pour la solution des affaires pendantes ; sans doute, le légat lui avait écrit à plusieurs reprises son impatience de le revoir. Mais en réalité, il retrouvait une situation singulièrement diminuée, sinon fortement compromise.

L'opinion publique, longtemps hésitante et partagée à son sujet, s'est, pendant son absence, coalisée contre lui presque unanime. L'allocution pontificale au consistoire du 24 mai, la publication des pièces relatives à la prétendue réconciliation des évêques constitutionnels, les dénégations publiques de ces derniers, le mettaient en fâcheuse posture, en révélant son rôle douteux dans cette négociation. En présence d'affirmations si catégoriques et si contradictoires, Émery se demandait de quel côté se trouvaient les faus-

saïres (1) ; en homme prudent, il évitait de se prononcer. Mais entre la parole des évêques constitutionnels et la parole de Bernier, l'opinion n'hésite pas. « Le bruit se répandit constamment qu'il avait trompé le légat et le Saint-Siège, et cela suffit à lui faire perdre toute confiance (2). » Sa longue absence, par ailleurs, donnait lieu aux interprétations les plus défavorables. Les uns disent qu'il craint de paraître depuis que sa supercherie a été découverte (3), d'autres le prétendent disgracié, ajoutant même que le gouvernement mécontent de sa conduite l'avait relégué à Château-Gonthier (4).

Que Bernier n'ait pas hâté son retour, la chose est assez claire (5) ; il attendait que l'apaisement se fit et, contrairement à sa pratique, il n'offre ses services, ni au légat qui l'appelle en vain, ni au gouvernement. A Pancemont qui a reçu mission de le suppléer, il laisse le soin de résoudre, entre autres problèmes, celui que posait la réconciliation des prêtres constitutionnels. L'évêque d'Orléans avait bien, avant son départ, abordé cette épineuse affaire, mais sans aboutir à une solution définitive. Caprara, d'une part, proposait une formule de soumission qui comportait la renonciation explicite à la Constitution civile et la condamnation du schisme. Mais Portalis, de son côté, en présentait une autre qu'il prétendait approuvée par M. de Cicé, ancien archevêque de Bordeaux et archevêque concordataire d'Aix. Lorsque Bernier, mandaté par le légat, essaya d'obtenir que Bonaparte agréât la première, il le trouva prévenu en faveur de la seconde et ne put aboutir. Il ne put aboutir davantage auprès du cardinal, qui refusa le texte du gouvernement. L'extrême condescendance, dont avaient bénéficié les évêques constitutionnels lors de leur réconciliation, se légitimait, répondit celui-ci, par l'extrême gravité de la situation ; il s'agissait alors d'assurer la publication du Concordat et d'empêcher au dernier moment l'échec total des accords. Les circonstances actuelles n'autorisaient plus cette ligne de conduite. Après la publication du Concordat et dans les conditions nouvelles où se trouvaient l'Église de France, le

(1) Émery à Bausset, 3 juin 1802. » Papiers Émery, VII, f° 199.

(2) *Concord. Esecuzione*. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I.

(3) *Ibid.*

(4) AULARD, *Paris sous le Consulat*, III, 140.

(5) « Il paraît n'avoir pas cherché à abrégé son absence à un moment où les révélations, heureusement peu vraisemblables de Lacombe, pouvaient l'exposer à des questions singulièrement embarrassantes. » BOULAY DE LA MEURTHE, *Histoire du rétablissement du Culte en France*, VIII, 244.

légat ne pouvait arguer de raisons extrêmement graves pour se contenter d'un tel minimum ; il lui fallait donc exiger pour la réconciliation du clergé de second ordre, une explicite rétractation. Telles étaient les raisons par lesquelles le représentant du Saint-Siège essaya de rallier Bernier à ses vues.

Il ne semble pas que celui-ci ait entrepris une discussion. Jugeait-il impossible une solution immédiate, la décision du Premier Consul étant irrévocable, et le cardinal ne paraissant pas pour le moment disposé aux concessions nécessaires ? Son départ tout proche l'empêcha-t-il de terminer cette négociation ? Préféra-t-il laisser à d'autres la conclusion de cette affaire épineuse ? Autant d'hypothèses vraisemblables. Il se borna donc à proposer une solution d'attente : Rome prolongerait en faveur des évêques concordataires les facultés extraordinaires accordées par Pie VI aux anciens évêques pour la durée de la Révolution ; ainsi, les chefs des nouveaux diocèses seraient-ils autorisés à réconcilier les prêtres constitutionnels, aux conditions déterminées par le Pape dans ses brefs des 19 mai et 13 juin 1790.

Le légat accepta cette suggestion, et minuta sur-le-champ le décret nécessaire (1). Ce décret, adressé le 10 mai aux évêques de France, leur conférait pour six mois les pouvoirs exceptionnels dont avaient joui leurs prédécesseurs.

Cette mesure indigna les constitutionnels et ils se plaignirent hautement qu'on remit en vigueur des mesures, portées contre les membres d'une Église qu'ils n'avaient jamais regardée comme schismatique. Elle jeta dans un grand embarras beaucoup d'autres évêques, qui jugeaient suffisante et commode l'acceptation pure et simple du Concordat, à laquelle la volonté du gouvernement les priait de se tenir. Soumettre les jureurs aux conditions exigées par Pie VI, c'était, à leurs yeux, entraver par les plus grandes difficultés la réconciliation des prêtres, c'était soulever des incidents dommageables pour les particuliers aussi bien que pour l'Église.

Mis en éveil par les tiraillements constatés dans divers diocèses, ému par les doléances des assermentés, Portalis demanda au légat de retirer son décret du 10 mai. En vain insiste-t-il, en vain le Premier Consul, au cours d'une audience orageuse à la Malmaison, se répand-il en accès de colère ; Caprara ne cède pas. Pancemont, de Cicé, Talleyrand, appelés à l'aide, ne réussissent pas davantage à l'ébranler.

(1) *Notizia Intrusi*. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I, f° 10.

En désespoir de cause, on se souvient de Bernier. Le gouvernement, à la vérité, est peu satisfait de son rôle dans la réconciliation du vendredi saint. Mais l'évêque d'Orléans a su déjà résoudre tant de problèmes, apparemment insolubles, qu'on le rappelle en hâte. Portalis lui écrit donc en Anjou qu'il revienne sans tarder à Paris, car on a besoin de ses bons offices. Bernier, docile, allait se mettre en route quand, le 10 juin, il reçut contre-ordre du conseiller d'État. C'est qu'enfin le légat vient d'accepter la formule du gouvernement. « Actuellement que la tracasserie théologique est terminée, ajoutait Portalis, je pense que vous pouvez organiser votre diocèse avant que de revenir à Paris. Cependant venez le plus tôt possible (1). »

Il n'était donc pas encore question de disgrâce. Une ombre cependant avait passé sur la faveur de l'évêque d'Orléans, car le gouvernement consulaire ne lui pardonnait pas de l'avoir trompé, lors de la réconciliation des évêques constitutionnels, en ajoutant à la formule de soumission, à laquelle il avait ordre de se tenir, une rétractation et une absolution. Les constitutionnels, de leur côté, protestaient contre le rôle que Bernier avait tenté de leur faire jouer à l'égard de Rome. Leurs récriminations réveillèrent les rancunes de leurs partisans, et ressuscitèrent dans les milieux officiels où ils comptaient de nombreux et puissants amis, toutes les accusations portées contre l'ancien commissaire des armées royales en Vendée. Bonaparte en fut impressionné, et son attitude à l'égard de l'évêque témoigna désormais quelques froideurs. Les rapports entre Portalis et Bernier n'en furent pas interrompus pour autant, mais désormais ils souffriront d'une certaine gêne. Si le premier continue à utiliser le concours indispensable du second, celui-ci n'est plus l'homme du Premier Consul.

Dans cette journée du vendredi saint, nouvelle journée des dupes, le moins dupe ne fut pas le cardinal légat. Mais celui-ci, par dignité autant que par système, connaissait l'art de dissimuler les défaites. Son cœur ignorant la rancune, il ne témoigne aucun mécontentement à l'évêque d'Orléans. Il a besoin de lui, car sa mission est trop lourde pour son âge, ses forces, ses aptitudes; désabusé d'autre part, il se résigne à rencontrer des faiblesses chez les hommes et ne se lasse pas de pardonner. Autant de raisons de maintenir sa con-

(1) Portalis au citoyen évêque d'Orléans, à Angers, 21 prair. an X (10 juin 1802). Arch. Loiret, V, 380.

fiance à cet auxiliaire incertain qui a rendu, dans le passé, d'incontestables services à l'Église.

Mais les membres de la Légation sont loin d'imiter cette indulgente réserve et jugent avec sévérité les façons de faire de Bernier. Chose plus grave, Pancemont, l'évêque de Vannes, abandonnant son ami, se répand en plaintes et en critiques, avec une continuité de violences qui impressionne. Dans les notes rédigées par les secrétaires de Caprara, on sent grandir à l'égard de Bernier, jour par jour, la défiance. Bientôt même, les accusations de mauvaise foi se formuleront ouvertement.

On reproche d'abord à l'évêque ses procédés irréguliers dans la réhabilitation de Baillet, ancien curé constitutionnel de Saint-Étienne-du-Mont. Celui-ci avait été désigné pour la cure de Saint-Séverin, et Portalis avait chargé Pancemont, en l'absence de Bernier, d'obtenir pour lui l'institution canonique. Pancemont demanda si Baillet s'était soumis ; Portalis assura que Bernier, délégué de l'archevêque, avait pourvu à sa réconciliation, selon la formule convenue entre le légat et lui. Fort de cette affirmation, l'évêque de Vannes se porta garant devant M. de Belloy, de l'orthodoxie de Baillet, qui fut pourvu de la cure. Or, le 16 mai, Pancemont s'entretenant avec le légat de la rétractation des assermentés, se rendit compte que le cardinal n'avait jamais approuvé la formule de Bernier, mais qu'il exigeait au contraire des prêtres du second ordre un texte beaucoup plus explicite. Pancemont, dont la bonne foi avait été surprise, manifesta son mécontentement ; en termes très vifs, il exprima ses regrets d'avoir été involontairement cause d'une institution canonique entachée de nullité, puisque le curé de Saint-Séverin n'était pas vraiment réconcilié avec l'Église. Comment redresser cette situation ? On convint d'avertir les archevêques de Paris et de Rouen, et de leur faire savoir combien la Légation, en défiance contre Bernier (1), blâmait ses procédés tortueux. Ainsi, le retour de semblables erreurs serait désormais évité.

Toutefois, l'affaire Baillet descendit vite au second plan. Les démentis des évêques constitutionnels, leur attitude, le curieux incident auquel donne lieu la réconciliation de Berdollet (2), nommé à

(1) *Notizia Intrusi*, fo 14. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I.

(2) Berdollet avait été réconcilié, le 9 mai, par Pancemont, en l'absence de Bernier parti pour l'Anjou. Mais Pancemont, pour prévenir tout démenti, refusa de certifier par sa signature que cet évêque avait accepté son absolution et les conditions que le légat y avait mises ; il exigea que celui-ci signât lui-même son

Aix-la-Chapelle, soulevèrent un problème autrement grave. Dans quelles conditions Primat, Leblanc-Beaulieu, Périer, Le Coz, Saurine, Belmas, Raymond, Lacombe, avaient-ils été réconciliés par Bernier? Ceux-ci affirmaient publiquement n'avoir rien rétracté. Était-il possible de laisser s'accréditer pareille version? Le cardinal pensa qu'il avait le devoir de rétablir publiquement la vérité. Mais comment la rétablir et sous quelle forme? Caprara se le demande.

Il confie donc à l'évêque de Vannes et au personnel de la Légation son intention de les réunir en conseil pour arrêter une ligne de conduite ; mais il attendrait pour cela le retour de Bernier dont la présence était indispensable, en raison même des soupçons et de la défiance qui pesaient sur lui.

Au nom de Bernier, Pancemont éleva une protestation très vive et déclara hautement son déplaisir de voir l'évêque d'Orléans mêlé à cette affaire. Il n'avait pas en lui l'ombre de confiance et le croyait de mauvaise foi : mauvaise foi dans la réconciliation des évêques constitutionnels, à laquelle l'évêque de Vannes n'avait pas été invité, contrairement aux ordres du légat ; mauvaise foi dans la question des articles organiques, son œuvre, si affligeante pour l'Église de France ; mauvaise foi dans la réconciliation des prêtres constitutionnels de Paris. Depuis longtemps, toute la capitale murmurait contre Bernier auquel elle eût refusé toute espèce de considération, si le curé de Saint-Sulpice ne l'avait appuyé de son autorité et de son crédit. Quant à la confiance dont l'honorait le légat, elle étonnait, car on avait de sérieuses raisons de croire Bernier vendu au gouver-

décret. Berdollet y consentit. La formule suivante : *Ego hoc decretum reverenter excepi et sensui ejusdem me confirmavi*, suivie de sa signature, donnait toutes les garanties voulues. Mais le 19 mai suivant, Berdollet réclama à la Légation qu'on lui rendît cette pièce, par crainte de l'abus qu'on en pourrait faire. Les autres constitutionnels n'avaient rien souscrit de pareil ; il ne voulait pas qu'on exigeât de lui ce qu'on n'avait pas exigé des autres. Une longue discussion s'engagea. Le légat se disposait à céder, mais Sala intervint et conseilla d'attendre, pour rendre à Berdollet le décret signé de sa main, le retour de Bernier. (*Notizia Intrusi*, f^{os} 15-18. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I.) Si l'on s'en rapporte à cette notice, l'avant-veille, Berdollet avait publiquement prétendu n'avoir rien souscrit hors de la lettre du pape ; il avait également prétendu, en présence même de Pancemont, n'avoir reçu aucune absolution. Convaincu du contraire par le témoignage de l'évêque de Vannes, il se retrancha alors derrière une subtile distinction : cette absolution, il l'avait reçue seulement *ad cautelam*, mais avec la certitude de son inutilité, car il n'avait rien à se reprocher ni rien à rétracter. Dans cette notice, où la Légation s'applique à établir la mauvaise foi de Berdollet, on trouve tout le récit, au jour le jour, de cette affaire (f^{os} 13-17).

nement. Si donc le cardinal tenait le conseil projeté, Pancemont exposerait ses griefs avec la plus grande franchise et l'on verrait bien si l'évêque d'Orléans pourrait lui répondre (1).

L'allocation papale du 24 mai, rétablissant avec éclat la vérité, rendit la conférence projetée sans objet. L'évêque d'Orléans échappait ainsi à une discussion pénible, qui risquait fort de le mettre vis-à-vis de Pancemont en fâcheuse posture. Bernier cependant eût préféré de beaucoup cette désagréable éventualité aux retentissantes révélations de Pie VII, qui compromettaient son avenir, sa tranquillité et sa réputation même. Combien un débat à huis clos eût mieux valu pour lui que cet étalage de documents, qui provoque des démentis, déchaîne des polémiques, inquiète et mécontente le gouvernement !

Le gouvernement, en effet, réclame des comptes. Que signifiait cette déclaration signée de Bernier, attestant que les évêques constitutionnels avaient donné des signes de repentir et accepté leur décret d'absolution ? D'ordre du Premier Consul, Portalis écrit à Angers pour obtenir une explication. Le conseiller d'État, qui avait assisté à la scène de réconciliation du vendredi saint dans son cabinet, ne pouvait avoir oublié les décrets d'absolution distribués sous ses yeux. Mais il semble bien qu'il se soit abstenu d'en informer Bonaparte, soit que Bernier lui eût représenté le peu d'importance de cette simple formalité, soit qu'il craignît, en la mentionnant, de réveiller toutes les querelles, soit qu'il préférât envelopper, de silence toute cette pénible affaire. Eut-il connaissance de l'attestation signée de Bernier qui garantissait la rétractation de Primat, Leblanc-Beaulieu, Périer, Le Coz, Saurine ? Jauffret ne le croit pas (2) et tout laisse à penser que le conseiller d'État chargé des Cultes fut laissé à ce sujet dans une ignorance totale, Bernier ayant trop d'intérêt à lui céler l'existence de cette pièce. Portalis toutefois en savait assez pour regretter qu'on remît l'affaire en question, d'autant que le Premier Consul, très mécontent de Bernier, pouvait étendre jusqu'au directeur des Cultes la manifestation de son déplaisir.

Que répondre à cette demande d'explications ? L'évêque d'Orléans ne parut nullement embarrassé. C'est uniquement, affirme-t-il, en raison de la lettre adressée au Pape et approuvée par le gouverne-

(1) *Notizia Intrusi*, f^{os} 17-18. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I.

(2) JAUFFRET, *Mémoires historiques sur les Affaires ecclésiastiques de France*, I, 75.

ment, que les évêques constitutionnels ont reçu leur institution canonique. Tout le reste demeure accessoire. L'accord conclu chez le conseiller d'État, et qui excluait toute rétractation, a seul déterminé cette institution. Quant à la déposition qu'on reproche à l'évêque, d'Orléans, elle se trouve si peu liée à cette collation de pouvoirs qu'elle lui reste postérieure de huit jours.

Dans son rapport au Premier Consul, Portalis parut satisfait. « Cela n'expliquait point, remarque-t-il pourtant, pourquoi la déposition avait été faite, mais cela m'apprenait suffisamment que l'affaire en soi était indépendante (1). »

Non content d'avoir transmis à son gouvernement la réponse de l'évêque d'Orléans, le conseiller d'État la communiqua en outre, le 6 juin, à Boisgelin et à Pancemont. Aussitôt, ceux-ci d'accourir à la Légation, très émus ; ils demandèrent à prendre connaissance, sur les actes authentiques, des dépositions faites par Bernier. On confronta les registres pour vérifier si l'institution canonique des évêques constitutionnels a précédé ou suivi leur absolution, et les deux prélats constatent que l'institution canonique se trouve postérieure à tous les autres actes. La démonstration était probante et dégageait la responsabilité du légat. Il suffirait de produire les pièces officielles de la Légation pour faire éclater la vérité ; rien de plus facile. Toutefois, à la réflexion, on dut renoncer à ce projet, car les assertions de Bernier concordaient avec celles des constitutionnels. Le gouvernement les ferait nécessairement siennes et, si la Légation voulait établir, pièces en mains, la vérité, elle serait accusée de « friponnerie » et même, les Romains seraient traités de faussaires. La Légation se borna donc à gémir, à blâmer sévèrement la conduite de l'évêque d'Orléans, à l'accuser hautement de mauvaise foi ; elle regretta vivement de ne pas avoir, le vendredi saint, fait signer par ce dernier la convention, oralement conclue avec le légat, car cette pièce officielle eût empêché de prétendre accessoires les décrets d'absolution, alors acceptés comme partie intégrante de l'accord. Caprara lui-même intervint, invoquant le témoignage de tous les membres de sa Légation, pour établir qu'il s'agissait bien d'une stipulation, conclue au nom du gouvernement par son mandataire, Bernier. Dès lors, cette stipulation aurait dû être respectée dans son intégrité, sans distinction d'essentiel ou d'accessoire.

(1) Observations générales de M. Portalis sur l'exécution du Concordat intitulé : *Tableau général des opérations*. Arch. Nat., F¹⁹, 1904.

Ainsi donc, les habiletés, les faux-fuyants de l'évêque d'Orléans n'avaient pu le tirer de cette impasse et toutes ses finesses se retournaient contre lui. Les constitutionnels, Caprara, Portalis, le gouvernement, découvraient tour à tour ses « supercheries », et le « triste manège » (1) auquel il s'était livré, pour subtiliser des concessions en laissant croire à chacun qu'il avait partie gagnée, et Jauffret, qui était bien placé pour le savoir, nous assure que cette « conduite équivoque » (2) l'empêcha plus tard d'être promu au cardinalat. Quoiqu'il en soit, à la Légation comme aux Cultes, sa situation devenait des plus difficiles. Réussirait-il à dissiper tant de défiances et à rétablir son crédit?

II

Durant cette période, il est impossible de suivre Bernier au jour le jour et dans toutes les affaires qu'il eut à traiter. A Paris, ses rapports avec la Légation et avec les Cultes sont continuels et directs : aussi en reste-t-il assez peu de traces écrites. Les documents seront autrement riches lorsque ses séjours à Orléans nécessiteront une correspondance active avec Portalis et Caprara.

Une des premières questions que Bernier eut à résoudre, aussitôt après son retour, fut celle des mariages ; question infiniment délicate, car, outre des situations de fait, conséquences de la Révolution, deux doctrines s'opposaient, l'une soutenue par le gouvernement et partagée par un certain nombre de prêtres, voire d'évêques et l'autre traditionnelle dans l'Église. Le mariage, affirmait la thèse gouvernementale, étant essentiellement un contrat, le contrat devant l'officier d'état civil le constitue, et la bénédiction nuptiale donnée à ceux qui justifient, « en bonne et due forme avoir contracté mariage devant l'officier d'état civil (3) », n'ajoute rien d'essentiel à ce

(1) BOULAY, *Histoire du rétablissement du Culte*, 196.

(2) JAUFFRET, *Mémoires historiques sur les Affaires ecclésiastiques de France*, I, 76.

(3) *Cinquante-quatrième article organique*. Le rapport de Portalis sur les organiques expose cette doctrine de la façon la plus explicite. « Le mariage est un contrat qui, comme tous les autres, est du ressort de la puissance séculière à laquelle seule il appartient de régler les contrats, déclare Portalis. » Le chancelier de Pontchartrain, ajoute-t-il, établit que le mariage est uniquement du ressort

contrat. « La bénédiction, déclarait Portalis dans sa circulaire du 8 juin 1802 aux nouveaux évêques, n'est pas nécessaire à la validité du contrat. » Le contrat matrimonial étant passé devant la seule autorité civile, c'est la seule autorité civile qui en règle les conditions ; aussi l'État a-t-il le droit d'établir des empêchements dirimants, et le droit d'en dispenser. Les ecclésiastiques se borneront donc à « prescrire la manière de sanctifier l'union matrimoniale, sans agir en rien sur la validité, ce qui fait que l'ordre sacré et les vœux ne sont plus des empêchements dirimants » (1). Telle était la doctrine de Portalis, celle qu'il avait déjà soutenue en 1765 dans un opusculé sur *La distinction des deux pouvoirs*, celle qu'il soutint en 1804 devant le Corps législatif, lors de la promulgation du nouveau code. Telle était la doctrine officielle du gouvernement.

Or cette doctrine, en contradiction formelle avec celle de l'Église, posait dans la pratique de nombreux cas de conscience, qu'il s'agisse soit de revalider des mariages contractés pendant la Révolution, soit d'en contracter de nouveaux. Un certain nombre de fidèles, sinon de prêtres et d'évêques, jugeaient en effet tout recours à Rome inutile, aucune dispense n'étant requise pour des empêchements que la seule loi ecclésiastique avait proclamés. D'autre part, les curés fidèles aux règles canoniques, s'exposaient aux rigueurs du gouvernement, lorsqu'en vertu de celles-ci, ils devaient refuser la bénédiction nuptiale ; car le gouvernement avait ses principes et il entendait qu'on les appliquât.

Bernier intervint donc directement auprès de Consalvi pour régler cette question des dispenses et fit « un long détail sur cet objet » (2). Mais Rome ne se pressa pas de répondre. Après un mois, elle n'avait pas donné signe de vie. Les cas se multipliant, une solution provisoire fut donc proposée. Le légat, sollicité par plusieurs évêques et pressé par le gouvernement, prorogea, de son chef, pour six mois, les pouvoirs extraordinaires accordés en 1792 aux évêques de France par Pie VI pour le temps exceptionnel de la Révolution

de la puissance civile, que le sacrement ne peut être appliqué qu'à un mariage contracté selon les lois, que la bénédiction nuptiale appliquée à un mariage qui n'existerait pas encore serait un accident sans sujet et qu'un tel abus des choses religieuses serait intolérable. Rapport sur les organiques, 8.

(1) *Discours au Corps législatif*, 1804, cité par L. Mahieu, *Monseigneur Belmas*, I, 219. Voir au sujet des idées de Portalis sur le mariage, *ibid.*, 217-219, et Lévy SCHNEIDER, *Champion de Cicé*, 251-253.

(2) Bernier à Consalvi, 15 oct. 1802. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., II.

et, dans une dépêche du 19 septembre 1802, il exposa au secrétaire d'État les raisons impérieuses qui justifiaient cette mesure. Sans doute l'affaire était d'importance ; cependant, il ne s'agissait que d'un point de discipline et, pour sauver la religion catholique, il fallait bien se résigner à des sacrifices, « nécessités par une opinion morale invincible dans les hommes actuels » (1).

On ne pouvait se flatter que Rome transformât cette solution provisoire en solution définitive, ni qu'elle se dessaisît en faveur de l'épiscopat, de ses pouvoirs en matière matrimoniale. Un temps viendrait où la situation de l'Église de France redevenue normale et l'apaisement réalisé permettraient le retour aux règles traditionnelles. Pour le moment, il fallait se contenter de mesures transitoires et attendre que la paix religieuse officielle, réalisée par le Concordat, se transformât peu à peu en paix effective ; le temps, l'évolution des idées et des hommes, la disparition des irréductibles, entraîneraient cet heureux résultat, mais progressivement. La Révolution, en réalité, durait encore avec ceux qui l'avaient faite ou subie ; on devait en tenir compte, si l'on ne voulait compromettre pour un bien partiel le bien total, et pour un bien immédiat, l'avenir même de la religion. Telle était la conviction de Bernier, telle était la conviction de Caprara qui écrivait à Consalvi avec une certaine fermeté : « Je connais le vrai état de choses et je voudrais qu'il fût connu à Rome des personnes que j'estime et que j'aime tendrement. Si, à Rome, des hommes pleins de préjugés se fâchent contre nous, parce qu'ils ne voudraient pas qu'on usât de condescendance dans les choses de discipline, cette voie les amènera à nous vouloir forcer la main sur les objets de dogme, comme est celui du divorce (2). »

Aussi l'évêque d'Orléans insiste-t-il auprès du secrétaire d'État, pour qu'à son tour le Pape proroge les facultés extraordinaires accordées par Pie VI, au delà des six mois concédés par le légat. En France, la religion « ne fait que de naître ; elle vient à la suite d'une révolution qui a brisé tous les liens ; comment pouvait-elle les rattacher tous et les resserrer tout d'un coup ? Il faut pour cela du temps et cette époque n'est pas encore venue. Ne vaut-il pas mieux, sous tous les rapports, souffrir momentanément ce triste

(1) THEINER, *Histoire des Deux Concordats*, I, 532.

(2) Caprara à Consalvi, 19 sept. 1802. THEINER, *Histoire des Deux Concordats*, I, XI, 530.

résultat des événements passés que de s'exposer à voir naître encore de nouveaux désordres? » Puis, avec des formes adoucies, il laisse entendre à quelle pénible situation et à quelle « bigarrure » on en viendrait dans l'Église de France, si Rome refusait aux évêques communication de ses pouvoirs; la conduite incertaine de l'épiscopat, les exigences du gouvernement, l'étonnement des « hommes encore néophytes », les scènes scandaleuses auxquelles donneraient lieu les refus de mariage, multiplieraient les incidents et accuseraient les divisions.

Quant à la durée de la prorogation sollicitée, Bernier s'en remettait à la sagesse du Pape. Dans un avant-projet de Concordat, un article l'avait fixée à vingt ans et cet article avait été retiré, sur la promesse que cette prorogation serait accordée. La demande de l'évêque d'Orléans ne s'étendait pas aussi loin. Il s'en rapportait donc à Sa Sainteté, observant seulement que « cette prorogation est tellement nécessaire, au moins pour un temps raisonnable, que sans elle, nous avons tout à craindre » (1).

Rome admit la valeur de ses raisons, mais beaucoup moins libérale que ne l'avait suggéré Bernier, elle limita à une année ce provisoire. Le 22 décembre 1802, Caprara avertissait de cette décision l'évêque d'Orléans, retourné dans son diocèse pour les fêtes de Noël (2); en même temps, avec une grande délicatesse, il lui adressait à lui le premier, communication de ces pouvoirs. Pour l'expédition aux autres diocèses, le légat suivrait l'avis du prélat. Bernier conseilla un envoi immédiat. Caprara suivit le conseil et les évêques de France, sauf trois ou quatre constitutionnels, reçurent sans tarder la faculté de dispenser en matière matrimoniale (3), selon les termes de la bulle de Pie VI.

Deux empêchements toutefois demeuraient réservés : l'empêchement d'ordre sacré, et l'empêchement de vœux solennels, dirimants tous deux. Il était donc impossible de régulariser la situation des prêtres et des religieux qui, pendant la Révolution, avaient contracté des mariages réels ou fictifs. A la demande expresse du Premier Consul, un bref pontifical avait déjà réglé le sort des premiers; mais pour les seconds, rien n'était encore arrêté. Le gouvernement s'en préoccupa et Bernier fut chargé de négocier avec le légat

(1) Bernier à Consalvi, 15 oct. 1802. Arch. Vat. Ep. Nap. II.

(2) Arch. Nat., AF IV, 1891, 10^e cahier, f^o 72.

(3) *Ibid.*, 11^e cahier, f^o 13.

cette délicate affaire. Dès le 28 janvier 1802, et sans attendre la publication du Concordat, il entame la négociation. Sans doute, il serait désirable que les religieux fussent rappelés à leur ancien état. « Mais il n'existe plus de monastères et les cloîtres détruits n'offrent plus d'asile au repentir. » D'un autre côté, il est impossible de les arracher au monde « dont ils ont goûté les perfides douceurs » ; le mariage les y attache, ils ne peuvent en être séparés sans troubler les familles et la société. Il importait de donner, dans le monde, à ces hommes « arrachés à leur état, des moyens de salut que le cloître ne leur offre plus », et de pourvoir à leur sort. Bernier envoyait donc, au nom du gouvernement, un mémoire relatif à « ces malheureuses victimes de la Révolution », mémoire que le cardinal voudrait bien prendre en considération, et transmettre « avec ses propres réflexions » (1) au Souverain Pontife.

Dans cette longue étude, en langage et dans les formes théologiques, Bernier discute le problème suivant : Le Pape a-t-il le droit de relever les religieux de leurs vœux ? Après avoir exposé les opinions diverses de saint Thomas, Albert le Grand, Sanchez, Gerson, Cajetan et discuté les arguments des thèses opposées, Bernier propose une conclusion : personnellement, il répondrait affirmativement, mais, en matière aussi grave, il ne peut conseiller de suivre une opinion, qui est seulement probable. *Fundamentum totius exigit*, écrit-il, *et rerum gravitas et Sanctæ Sedis judicantis auctoritas*. Bien que le Pape dispense déjà les religieux des deux vœux d'obéissance et de pauvreté, il n'est pas d'avis qu'il accorde la dispense du vœu de chasteté. Comme d'autre part des situations de fait existent, on pourrait s'en tenir à une solution moyenne et satisfaisante. Le Pape ne relèverait pas les réguliers du vœu de chasteté, mais il suspendrait partiellement son effet, et de façon très limitée, pour le mariage contracté, et seulement *in ordine ad hoc matrimonium*; hors du mariage contracté et après le veuvage, ce vœu garderait toute sa valeur et son obligation. *Non hic agitur de dispensatione, nec a fortiori de dissolutione obligationis divinæ quoad subjectum, sed tantummodo de dispensatione effectuum voti, ad tempus, propter urgentem necessitatem* (2).

Le 28 août 1802, en remerciant le cardinal Consalvi de la Bulle du Pape et du Bref si élogieux pour sa personne qui s'y trouvait joint,

(1) Bernier à Caprara, 28 janv. 1802. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., XVII.

(2) Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., XVII.

l'évêque d'Orléans insiste à nouveau pour que Rome se montre aussi large que possible, demandant que « Sa Sainteté veuille bien donner à S. E. le cardinal légat encore une plus grande latitude pour le mariage des réguliers... » « Leur état fait pitié, ajoute-t-il, leur nombre est grand et leur plaie trop profonde pour qu'on ne vienne pas à leur secours (1). »

Après beaucoup d'hésitations, Rome se décide enfin aux mesures réclamées par le gouvernement français, mais à des conditions beaucoup plus strictes que les conditions proposées par le mémoire théologique de Bernier. Si le Pape adopte la solution proposée par lui, pour le vœu de chasteté, qui demeurerait suspendu pour la durée du mariage civilement contracté, il exige que le consentement soit renouvelé devant le curé et deux témoins. Les enfants ne se trouvent pas légitimés ; enfin, il ne relève pas des vœux d'obéissance et de pauvreté, qui continuent à obliger dans la mesure où leur observation reste possible.

Dès que le Bref pontifical qui contenait ces dispositions fut arrivé à Paris, Bernier s'empessa d'en aviser le Premier Consul (2) et le lendemain, Bonaparte félicitait l'évêque d'Orléans de l'activité qu'il avait mise « à concilier les intérêts d'une classe nombreuse, ce qui est un service rendu à l'État et à la religion » (3). L'évêque d'Orléans, à son tour, témoignait sa satisfaction à Consalvi. La décision pontificale attendue avec impatience, avait produit le meilleur effet. Ainsi, un terme se trouvait-il mis « aux dernières suites de la Révolution » (4).

III

Toutefois, pour que ces mesures apaisantes fussent efficaces, il ne suffisait pas que Rome y consentît ; il fallait encore qu'on les appliquât. Or un certain nombre d'évêques constitutionnels s'y

(1) Bernier à Consalvi, 28 août 1802. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., II.

(2) Bernier au Premier Consil, 25 brum. an XI (16 nov. 1802). Arch. Nat., F^{no}, 1902.

(3) Bonaparte à Bernier, 26 brum. an XI. *Correspondance de Napoléon*, VIII, n° 6433.

(4) Bernier à Consalvi, 28 nov. 1802, p. p. Theiner, *Histoire des Deux Concorats*, I, 528.

refusaient, les uns par rigorisme, les autres en raison de leurs principes théologiques sur le mariage.

Restés fidèles à l'enseignement de l'Église constitutionnelle, ils partageaient, pour la plupart, les idées de Portalis et du gouvernement sur le mariage civil et le mariage religieux. A leurs yeux, le mariage civil était vraiment valide et Reymond, évêque de Dijon, en était si bien persuadé qu'il avait modifié dans ce sens la formule de la bénédiction nuptiale. Il ne disait plus : *Ego conjungo vos in matrimonium, in nomine Patris* etc... mais : *Ego vos, matrimonio conjunctos, benedico, in nomine Patris* etc... Les époux étant légitimement unis par l'officier de l'état civil, la cérémonie religieuse consacrait leur union, elle ne la constituait pas. Or, les curés du diocèse s'insurgèrent et protestèrent contre cette innovation et, comme l'évêque ne voulait rien entendre et prétendait maintenir son texte envers et contre tous, ils en référèrent au légat. A son tour, le légat, désarmé et impuissant, recourut à Bernier, et Bernier fit intervenir Portalis, qui défendit formellement à Reymond de rien changer à la formule des sacrements (1).

En vertu des mêmes principes, les anciens constitutionnels concluaient que les mariages contractés par les prêtres ou les religieux n'avaient nul besoin d'être régularisés, puisqu'ils étaient valides; le même Reymond rejetait « comme abusives » les lettres adressées par Caprara à l'ancien curé de Joinville, pour l'autoriser à contracter légitimement devant l'Église; il prétendit « que le mariage était valide, que ce n'était pas le cas de le célébrer en face de l'Église, que seulement il accorderait aux époux un acte d'admission à la communion ». Il fallut que le cardinal adressât un duplicata de la dispense au curé de la paroisse, avec l'autorisation de recevoir le consentement des époux. Mais le curé s'y refusa par crainte des foudres épiscopales, si bien que Petitjean fut obligé de venir à Paris pour se mettre en règle. Cette fois encore, à la demande de Caprara, Bernier fit rappeler à l'ordre son confrère et le gouvernement enjoignit à Reymond de marier les prêtres qui auraient reçu dispense d'ordre. « On a vu avec indignation la conduite contraire », ajoutait Bernier, en communiquant cette décision à Caprara (2).

Cette conduite contraire n'était point particulière au diocèse de Dijon. Dans d'autres diocèses, les anciens constitutionnels adop-

(1) Arch. Nat., AF IV, 1889, III, f^{os} 29-31.

(2) *Ibid.*, f^{os} 32-36.

taient assez généralement la même attitude; les uns opposaient aux décrets de Caprara la force d'inertie, d'autres refusaient positivement de régulariser les unions contractées par les prêtres, d'autres enfin dénonçaient à Portalis, au nom des principes, les rescrits du cardinal accordant les dispenses nécessaires. Le moins ardent à la lutte n'était pas l'archevêque de Besançon. « Le mariage des prêtres, déclarait-il, est valide, mais illicite. » Or, d'une part, les rescrits du légat le regardent comme nul, et sont par là en contradiction formelle avec les lois de l'État, puisqu'ils méconnaissent la valeur du contrat civil qui constitue l'union des époux; d'autre part, ils prétendent le légitimer et, par là, il ne se trouvent pas moins en opposition formelle avec la morale catholique, puisqu'ils méconnaissent les règles ecclésiastiques, facilitent « la triste manie de se laïciser », empêchent « les lois saintes de reprendre leur empire » (1). L'intérêt de l'État, comme celui de la religion, exigeait donc que de tels rescrits demeurassent sans effet.

Si l'argumentation était spécieuse et cadrait avec les idées de Portalis sur la nature du mariage, sa conclusion contredisait formellement les vues apaisantes du gouvernement. Bernier, à qui la lettre de Le Coz fut communiquée, n'eut point de peine à le rappeler. « C'est par l'ordre exprès du Premier Consul, pouvait-il écrire au conseiller d'État, que j'ai demandé, dans les négociations relatives au Concordat, la faveur que l'Église accorde aux prêtres qui se sont mariés pendant la Révolution; on voulait même en faire un article du Concordat. » Portalis connaissait aussi bien que personne les intentions de Bonaparte à ce sujet; il était donc superflu d'insister.

Montrer que les rescrits du légat ne contredisaient pas les lois apparaissait plus difficile, tant les théories officielles concordaient peu avec la doctrine catholique. Bernier s'y applique cependant avec le double souci de ne point heurter les idées de Portalis, qu'il sait particulièrement chatouilleux en la matière, et de maintenir, pour l'essentiel, en jouant sur les mots, les principes de la théologie. En affirmant dans ses rescrits que le mariage des prêtres est nul aux yeux de l'Église, le légat, assure Bernier, formule une proposition qui est « de toute vérité. Elle n'est opposée à aucune loi existante; elle

(1) Dans une lettre à Portalis (Arch. Nat., F¹⁹, 1902), Bernier cite un extrait de la lettre de Le Coz qu'il s'applique à réfuter. « Les évêques craignent que leur diocèse n'en soit scandalisé; ils veulent que la triste manie de se laïciser cesse à leurs prêtres et que les lois saintes reprennent leur empire. »

n'attaque point le contrat ; elle dit seulement que le contrat de mariage fait par un prêtre ne peut être matière valide et compétente du sacrement de mariage à raison de l'empêchement d'ordre. Tout cela ne prouve pas et ne suppose pas que le même contrat ne soit civilement valide ». Quand le légat autorise les prêtres mariés à régulariser leur situation, « loin de dissoudre le mariage, le cardinal le confirme et le sanctionne en permettant qu'il soit solennellement béni ; il ne déclare de nullité existante que dans la matière du sacrement et non dans le contrat civil ; il lève cette nullité par une dispense ; la matière du sacrement devient alors digne de l'Église et il permet en son nom qu'on lui applique la bénédiction ».

Enfin, passant du terrain juridique sur le terrain politique et de la défensive à l'offensive, Bernier en conclusion, croyait devoir démasquer les vrais sentiments de Le Coz. En réalité, Le Coz désapprouvait « la mesure sage et prudente » que le gouvernement et l'Église prenaient en faveur des prêtres mariés. Toutes ses raisons et déclarations ne pouvaient donner le change sur une opposition systématique au gouvernement « qu'il serait peu décent et dangereux même de déclarer ». « Il ne suit cette marche, ajoutait l'évêque d'Orléans, que par esprit de contradiction (1). »

On ne pouvait accuser l'évêque de Cambrai d'apporter aux vues du gouvernement la même opposition systématique. Mais, avec des formes plus modérées et moins déclamatoires, il maintenait sur les rapports du mariage civil et du mariage religieux les principes en honneur dans l'Église constitutionnelle. En vertu de ces principes, étaient seuls dirimants les empêchements établis par la loi. En conséquence, les dispenses accordées par Rome pour des empêchements purement ecclésiastiques demeuraient sans objet à ses yeux ; inutile de les demander, inutile de les donner. Toutefois, par prudence et pour éviter avec ses prêtres comme avec ses fidèles des difficultés en la matière, Belmas les accordait toutes, y compris la dispense des vœux solennels de religion (2). Par ailleurs, lorsqu'il levait les empêchements d'après la concession de Caprara, il s'abstenait de faire mention de la délégation pontificale, ce qui frappait cet acte de nullité. Comme la validité des mariages contractés dans ces conditions était en jeu, le cardinal adressa directement un certain nombre de dispenses dans le diocèse de Cambrai sans tenir compte de l'évêque.

(1) Bernier à Portalis, 18 frim. an XI (9 déc. 1802). Arch. Nat., F¹⁹, 1903.

(2) L. MAHIEU, *Monseigneur Belmas*, I, 230.

Il chargeait les curés ou les vicaires de les transmettre eux-mêmes aux intéressés. Bernier, de son côté, chapitra Belmas. Mais Belmas se plaignit des procédés du légat qui semblait méconnaître son autorité et ses droits ; il pria son confrère d'Orléans d'intervenir, pour qu'on passe désormais par son intermédiaire, conformément « aux usages constamment suivis en France ». On lui donna, au nom du Cardinal, les assurances voulues, ce qui n'empêcha pas celui-ci de déléguer, sur la fin de 1802, un curé de Douai pour marier un sous-diacre de cette ville. L'évêque à nouveau protesta ; à nouveau, il charge Bernier d'insister pour que, désormais, on suive, dans la transmission des dispenses, les voies hiérarchiques. Nous ne possédons pas la réponse, mais il est certain que la demande fut transmise car on la retrouve aux archives de la Légation (1).

Les difficultés soulevées par les rescrits et les validations de mariages ne sont pas les seules que Bernier eût à résoudre. Portalis l'avait chargé d'obtenir en cour de Rome les bulles des nouveaux évêques, auxquels il les transmettrait. Pour la généralité des prélats, l'envoi se fait sans à-coup, avec une régularité tout administrative, mais pour les constitutionnels, il en va bien autrement ; Bernier rencontre l'opposition du Saint-Siège, subit des retards, se heurte finalement à un refus.

Le Coz, par exemple, a donné à sa supplique une forme telle que Bernier, hésitant à l'envoyer, consulte Caprara. Caprara déclare la lettre irrecevable. Le Coz n'écrit-il pas que, « même au milieu des chaînes, il est resté fidèle à l'unité » et ne fait-il pas suivre cette affirmation osée de cette hautaine impertinence : *Faxit Deus, ut quemadmodum Petrus ceterique apostoli, pleno ac constanti animorum consensu, in propagando Evangelio adlaboraverint, ita Petri successores et ceteri omnes episcopi, posthabitis omnibus vanis et periculosis questionibus, in eo toti sint, ut horrenda novissimæ persecutionis mala resarciant*? La leçon donnée était trop nette pour que les termes de la lettre ne fussent pas modifiés, faute de quoi, Le Coz ne recevrait ni bulles, ni pallium. Le Premier Consul intervint, et les Cultes envoyèrent directement à Rome la supplique amendée (2).

En dépit de ces corrections, elle demeure cependant sans réponse, comme celles des anciens constitutionnels, Montault excepté. Les autres, affirme le cardinal légat, ne recevront pas leurs bulles, s'ils

(1) *Notizia Intrusi*, f° 51. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I.

(2) *Ibid.*, f° 59.

ne se convertissent. On verra par là ce que pense de leur attitude le Souverain Pontife (1).

En fait, il faudra le voyage de Pie VII à Paris et une seconde rétractation pour que leur situation se trouve régularisée ; jusque-là, Rome les considérera officiellement comme relaps (2).

On ne voit pas que Bernier ait rien fait pour diminuer cette tension entre Rome et les prélats constitutionnels. Tout au contraire, à en croire les notes de la Légation, il joint ses doléances aux doléances de Caprara, et lui avoue même que le gouvernement est très mécontent de la conduite de ces irréductibles. Le Coz surtout provoque une plainte générale et réalise contre lui l'unanimité des partis. L'opposition devient même si aiguë que Portalis ordonna à Bernier de présenter au Premier Consul un mémoire sur son collègue. On lui signifia un désaveu, on refusa trois fois son plan d'organisation de l'archidiocèse. Fut-il question de le destituer ? Il n'est pas impossible que Caprara ait envisagé cette perspective, car, dans cette hypothèse, il prit soin de réserver les droits du Saint-Siège. Si le gouvernement, convaincu du démerite de Le Coz, estimait qu'une mesure s'imposât, il faudrait éviter le mauvais exemple d'une procédure entreprise par la puissance laïque contre un archevêque ; le gouvernement, fit-il observer, devrait laisser les mains entièrement libres à l'autorité ecclésiastique, seule compétente en pareil cas (3).

Avec d'autres constitutionnels, Bernier espéra un moment plus de succès. Nous le voyons intervenir auprès du Légat pour la réconciliation de Delcher, évêque de la Haute-Loire, Bertin, évêque du Cantal, Gausserand, évêque du Tarn, Rouannet, évêque de l'Hérault (4). Il fait envoyer des pouvoirs pour les deux premiers à l'évêque de Saint-Flour et, pour les deux autres, à l'évêque de Montpellier. Mais il paraît bien s'être fait quelques illusions sur le compte de ces convertis. Malgré les encouragements de Mgr de Belmont, Delcher ne semble pas avoir mis à exécution ses projets de réconciliation (5).

(1) Arch. Nat., AF iv, 1889, II, f^{os} 38-39.

(2) Rome savait parfaitement à quoi s'en tenir sur la rétractation du vendredi saint. Mais, par dignité, par égard pour Caprara, en considération de la parole épiscopale de Bernier, elle parut admettre la version officielle de la Légation ; elle préféra considérer les constitutionnels comme des relaps, revenus sur leurs rétractations et retombés dans leur schisme.

(3) *Notizia Intrusi*, f^o 48.

(4) Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I.

(5) PISANI, *l'Episcopat constitutionnel*, 298-299.

Bertin posa des conditions inacceptables et ne se résoudra à cette démarche qu'en 1822 (1). Quant à Gausserand et à Rouannet, ils se refusèrent toujours à toute espèce de rétractation ; tous deux s'obstinèrent dans une opposition ouverte, jusqu'à la fin (2).

IV

Cette unité religieuse qu'il essayait de restaurer dans les esprits, Bernier chercha également à la réaliser dans le culte. C'était la volonté du Premier Consul, exprimée dans l'article organique trente-neuvième : « Il n'y aura qu'une liturgie et un catéchisme pour toute l'Église de France. » L'évêque d'Orléans fut donc officiellement chargé d'établir pour toute la France une liturgie commune et, en attendant qu'il rédigeât le catéchisme national, il entreprit ce « travail immense » (3).

Il s'agissait de « faire disparaître cette bigarrure de rits (*sic*), d'usages et de cérémonies qui régnaient dans un même empire et dans une même Église ». Rien en effet de plus disparate que les cérémonies et les formules de prières, instituées et modifiées dans les différents diocèses par les évêques successifs. En 1765, l'Assemblée du Clergé de France, pour réagir contre une telle diversité, avait bien projeté une réforme. Mais des réformes de cette nature rencontrent souvent des oppositions locales très vives, chacun tenant à ses traditions. On estima qu'après la Révolution qui avait nivelé tant de choses, un pareil projet pourrait aboutir. Ainsi l'Église gallicane réalisera-t-elle l'uniformité de culte, souhaitée depuis longtemps.

Or, comme l'écrivait Bernier à Consalvi, « en rappelant tout à l'uniformité ne pouvait-on pas aussi rappeler tout à l'unité » ? Il le pensa. Non content de faire observer dans l'Église gallicane la même liturgie, il conçut le dessein d'y implanter celle de Rome. C'est du moins ce qu'il affirme au secrétaire d'État, en lui demandant communication des projets de Benoît XIV sur la réforme du bréviaire. « Je sais, écrit-il, que le savant et célèbre pontife Benoît XIV s'était

(1) PISANI, *l'Episcopat constitutionnel*, 295.

(2) ID., *Ibid.*, 407, 344.

(3) Bernier à Consalvi, 9 oct. 1802. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., II.

occupé de la rédaction d'un bréviaire général. Les matériaux qu'il a laissés peuvent-ils m'être communiqués? Ne me serait-il pas permis de m'en servir? Je promets de le suivre en entier pour tout ce qui peut convenir à notre état actuel. J'espère même que tout y conviendra. Alors quel avantage pour nous que cette nouvelle union avec Rome! Combien ne serait pas utile et pour vous et pour nous ce nouveau rapprochement! Je vous demande la grâce d'en parler à Sa Sainteté, de lui offrir l'hommage de mon profond respect et qu'on me communique ce qu'a laissé son illustre prédécesseur sur le Bréviaire, le Rituel et le Missel. Je veux rattacher de plus en plus Rome et le peuple français (1). »

Un tel zèle remplit de consolation le légat, qui insista de son côté pour que Rome favorisât les bonnes intentions de Bernier. Toutefois, il faudrait agir avec une extrême prudence, de peur d'éveiller les susceptibilités gallicanes et garder le plus profond secret. Si Consalvi envoie les documents, on se gardera de dire qu'ils ont été demandés et qu'ils émanent de Benoît XIV, sans quoi tout serait perdu. Cette liturgie importée de Rome sera mise en usage sans qu'on puisse soupçonner sa provenance. L'essentiel est de l'introduire. Adoptée et implantée, elle pourra alors avouer son origine sans inconvénients. Ainsi, l'Église de France se trouvera-t-elle unie à celle de Rome par des liens plus étroits; ainsi, sans bruit, sans heurts, mais effectivement, le résultat cherché sera atteint. Tel est le plan de Bernier et tels sont les conseils de Caprara à sa cour. « Personne, écrit l'évêque d'Orléans ne le saura, même après l'admission de la liturgie. Je ne veux pas m'exposer en cela à des contradictions (2). »

Consalvi ne fut pas dupe de si belles dispositions. Plus défiant que le légat, il comprit où tendait ce plan merveilleux. Il avait trop protesté contre les articles organiques pour n'en pas connaître les moindres détails; aussi, n'entendait-il nullement favoriser, sous un déguisement ultramontain, leur application. Il fit donc répondre que les recherches entreprises dans les archives pontificales étaient demeurées sans résultat et que les documents de Benoît XIV n'avaient pas été retrouvés (3).

(1) Bernier à Consalvi, 9 oct. 1802. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., II.

(2) *Ibid.*

(3) *Stor. Concord. Ibid.* Dans une dépêche à Sévérioli du 12 mai 1804 (Arch. Vat. Cif Nunz, V, f° 155), Consalvi écrit que la réforme du bréviaire a été refusée au Premier Consul. Voir à ce sujet : A. LATREILLE, *le Catéchisme impérial*, 12, note 1.

Rome ne désirait nullement que l'Église de France se constituât une liturgie uniforme, qui aurait pris figure de liturgie gallicane ; la plupart des diocèses français, de leur côté, par attachement à leurs rites locaux n'y répugnaient pas moins. Le projet échoua donc et l'« immense travail » liturgique entrepris par l'évêque d'Orléans demeura sans objet.

V

En même temps qu'il s'employait à organiser l'Église de France, Bernier, infatigable, cherchait à pacifier les églises d'Allemagne et d'Italie.

Lorsqu'il rentra dans la capitale au début d'août 1802, les négociations relatives au Concordat italien se trouvaient engagées. Le 28 juillet, le Premier Consul avait informé le Pape qu'un premier projet avait été remis, par son ordre, au cardinal Caprara et qu'il désirait, malgré l'opposition des Cisalpins, le faire aboutir. Aussi, pria-t-il Sa Sainteté de conférer au légat les pouvoirs nécessaires pour négocier avec le gouvernement français et le gouvernement de Milan.

Mais Rome se montrait peu favorable à l'accord désiré. Les lois organiques proclamées par la Consulte de Lyon et les décrets du 23 juin sur les attributions du ministre des Cultes dans la République italienne, l'avaient indisposée. Elle ne pouvait admettre qu'on réglât les questions religieuses de façon unilatérale, sans avoir consulté l'autorité pontificale ; elle refusait en outre un accord qui consacrerait l'aliénation des légations et les conquêtes françaises ; elle objectait enfin que l'exemple de l'Italie encouragerait d'autres États à demander des concordats, contraires, comme lui, aux droits du Saint-Siège. En conséquence, le Pape se montrait hostile au principe même d'un concordat italien ; il convenait sans doute qu'il fallait pourvoir à une situation nouvelle et consentir même des sacrifices. Mais il entendait procéder directement, par des brefs, sans se lier par aucun traité avec la nouvelle République.

Avant toutes choses, il était donc nécessaire d'obtenir une acceptation de principe et Bernier va s'y employer. Notes diplomatiques et lettres personnelles tendent à montrer la supériorité d'un accord réciproque et général sur des mesures particulières et séparées. « Il importe essentiellement à Sa Sainteté, écrivait-il à Consalvi le

9 octobre 1802, d'accepter le Concordat. Elle ne sait à quoi elle s'expose en terminant cette affaire par des brefs ; elle cèdera tout de son côté sans rien pouvoir obtenir ; elle n'aura aucune garantie ; elle s'obligera sans réciprocité. Ses brefs seront mal reçus, mal interprétés, mal exécutés par un peuple qui tend à imiter la France de 1792 plutôt que celle de 1802. C'est un incendie au milieu de l'Italie qu'il faut éteindre, il ne peut l'être que par un traité solennel (1). »

Mais encore fallait-il que ce traité fût acceptable. Bernier, au nom de son gouvernement, soumet donc un second projet retouché par lui (2) ; il y joint deux notes. L'une d'elles contient des « Remarques sur le projet de Concordat », où il répond aux observations de Rome sur le premier projet ; l'autre, des « Remarques sur les articles organiques de Lyon et sur l'organisation du ministère des Cultes à Milan ». Dans cette dernière, il s'applique à effacer le mauvais effet de ces mesures et propose des arrêtés qui les rendront acceptables ; solution avantageuse, assure-t-il qui doit incliner le Pape à l'acceptation du traité. « Accédez aux articles, écrira-t-il directement à Consalvi. Vous ne pouvez mieux faire pour le bien de la religion. Ils vous offrent un moyen sûr de réformer une foule d'articles qui vous déplaisent et sur lesquels interviendra un arrêté de la part du Premier Consul (3). »

Rome se laissa persuader et, par un bref du 27 novembre, Caprara fut mandaté pour ouvrir officiellement cette négociation ; en même temps le Saint-Siège l'accréditait auprès de Bonaparte en qualité de légat à latere pour les affaires de la République italienne.

Bernier n'avait pas attendu ce bref pour discuter avec le cardinal les affaires cisalpines ; nous savons même que certaines conférences sur la suppression des évêchés Piémontais prêtèrent à des discussions extrêmement vives (4). Le cardinal ne pouvait admettre qu'on les réduisît à six, comme le voulait le gouvernement. Bien d'autres difficultés se présenteraient par la suite, et on n'aboutira qu'après dix mois de pourparlers laborieux. Pendant ces pourparlers, entre le Premier Consul, Melzi, Talleyrand, Rome et le légat, c'est Bernier qui assurera fidèlement une liaison délicate. A la fin, ses efforts aboutiront et il aura la joie de conclure le Concordat italien après le Concordat français.

(1) Bernier à Consalvi, 9 oct. 1802. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., II.

(2) Arch. Nat., F¹⁹, 1904 et 1919, AF IV, 1708.

(3) Bernier à Consalvi, 9 oct. 1802. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., II.

(4) Arch. Nat., F¹⁹, 1923.

Conclura-t-il aussi un concordat germanique? A cette époque, on ne parle pas encore ouvertement de la chose, mais la nouvelle situation politique de l'Allemagne entraînait, dans le domaine religieux, des bouleversements si considérables que Rome amorce des négociations avec Paris. Le septième article de la paix de Lunéville établissait en effet le principe de la sécularisation, en faveur des princes allemands qui avaient perdu leurs domaines sur la rive gauche du Rhin; ils recevraient sur la rive droite un dédommagement, aux dépens des biens ecclésiastiques qui passeraient en leur possession. Malgré les protestations du Pape, la Diète de Ratisbonne avait, par son Conclusum du 8 septembre 1802, admis ce principe de la sécularisation avec l'approbation de l'empereur François II. Les princes allemands passèrent donc immédiatement à l'exécution pour se servir au mieux. Certains mêmes, non contents de confisquer à leur profit les biens d'Eglise, empiétèrent sur le spirituel, tel le prince électeur de Bavière, qui prétendait nommer les curés dans ses nouveaux domaines, tel aussi le roi de Prusse, qui subordonnait les nominations ecclésiastiques à l'approbation de ses préfets, occupait les couvents et leur interdisait le recrutement des novices.

Impuissante à réprimer ces abus, Rome pria Caprara d'intervenir auprès du Premier Consul; intervention délicate, car le Premier Consul avait posé lui-même le principe de la sécularisation; d'autre part, sans compter les profits personnels qu'il tirait de cette fructueuse opération (1), Talleyrand ne pouvait qu'approuver en Allemagne une mesure que jadis, évêque d'Autun, il avait proposée dans les assemblées françaises.

Fort embarrassé de cette mission, le légat eut recours à Bernier qui rédigea, à son usage, une note très insinuante et très étudiée (2).

(1) « Les agents autrichiens promettent de grandes récompenses à l'entourage de Bonaparte et de Talleyrand, écrit, le 17 janv. 1802, Luchesini à Haugwitz, si l'on donne une tournure favorable à Vienne aux affaires des indemnités... L'expérience a appris à ceux qui traitent l'affaire ici, à ne rien donner avant que l'affaire soit entièrement finie, mais elle a prouvé aussi que l'appât du gain fait souvent faire des miracles... Vous savez, Excellence, ce qu'on dit en tout temps du ministre Talleyrand. Son amie semble encourager les gens modestes et réservés en étalant à leurs yeux les beaux cadeaux que Russes, Autrichiens, Suédois, Romains et Anglais lui offrent à l'envi. » *Preussen und Frankreich, von 1795 bis, 1802. Diplomatische Correspondenz*, herausgeben von P. Baillen, II, Teil, 71-72. M. G. Lefèvre estime que Talleyrand reçut de 10 à 15 millions dans cette fructueuse opération. *Napoléon*, 154.

(2) « Le brouillon de cette note se trouve aux Arch. Nat., F¹⁹, 1919, et la

Naturellement, l'évêque d'Orléans se garde bien d'attaquer le principe même de la sécularisation ; il fait seulement appel à la « protection d'un gouvernement qui, avec son attribution de très chrétien, a été de tout temps le principal appui de la religion », pour écarter des églises d'Allemagne « tout le mal possible », étant donnée la situation où elles vont se trouver, par suite des dispositions qu'on vient de manifester. « La glorieuse paix de Lunéville qu'on a signée ne sera solide et durable, elle ne remplira le but du Premier Consul qu'autant que l'on conservera dans ces vastes contrées la religion dans tout son éclat et les titres ecclésiastiques dans les endroits où ils sont établis. » Agir autrement, ce serait préparer de nouvelles secousses et perpétuer la guerre par des innovations dangereuses. Les avantages, qu'assure aux alliés de la France la modération de Bonaparte, « ne seront tels que si la religion leur sert d'appui ». Acheter la paix par les sacrifices des établissements religieux, ce serait affaiblir la fidélité des peuples à leur souverain, car l'expérience montre « à quel relâchement de principes, à quel oubli de leurs devoirs, à quelles commotions intestines sont sujettes les nations qui abandonnent les sentiers de la religion, ou auxquelles on arrache les consolations qu'elle donne et le frein qu'elle impose. « En conséquence, dans l'intérêt même des affaires politiques, le légat au nom de Sa Sainteté réclamait la médiation du Premier Consul ; il le priait d'employer efficacement l'ascendant qu'il devait à son nom, à sa gloire, à ses victoires, à sa puissance « pour obtenir que les évêchés, chapitres, monastères et autres établissements ecclésiastiques existant actuellement en Allemagne soient conservés et que leur nombre et leurs titres n'éprouvent aucune réduction » (1).

Cette note ne pouvait que ralentir les sécularisations et limiter les

rédaction définitive, AF iv, 1694. Les modifications portent principalement sur le début où l'expression de la douleur du Saint-Père a été remplacée par celle de sa confiance en un gouvernement très chrétien, appui principal de la religion. En outre, on n'y fait plus mention qu'une seule fois et à la fin, de la convention signée le 4 juin à Paris, on se contente dans le reste de la note de la désigner par des formules flottantes. Par l'intermédiaire de Luchesini, à la suite de conférences tenues à Paris sur la fin de mai 1803, un accord réglant les indemnités de la Prusse avait été signé entre la France et la Prusse, cet accord avait été ratifié par le roi de Prusse le 6 juin. Tout une série de conventions analogues fut signée alors avec les différents princes allemands. Dans cette série d'actes, le plus connu est celui du 4 juin 1802 qui assignait une part à chacun des prétendants. » BOULAY, *Histoire du Rétablissement du Culte*, 287.

(1) Arch. Nat., F¹⁹, 1915.

dommages sans les arrêter. Elle posait du moins les bases de négociations ultérieures et ouvrait un nouveau champ à l'activité envahissante de Bernier. Elle marquait enfin, dès le début de septembre, auprès du légat qui recourait à lui pour se tirer des affaires épineuses, un retour très net de confiance.

Le personnel de la Légation ne tardera pas lui-même à être reconquis. Dans la *Notizia* (1) souvent citée, une note constate, à la fin de novembre 1802, que Bernier manifeste une ardeur toujours plus grande pour la cause de l'Église, que le cardinal recourt constamment à lui dans les cas les plus difficiles où une action directe échouerait, que l'évêque d'Orléans intervient avec succès. On a oublié les réquisitoires de Pancemont, la réconciliation des constitutionnels et les reproches de mauvaise foi. On les oubliera de plus en plus et, de plus en plus, Bernier deviendra l'homme de la Légation.

(1) *Notizia Intrusi*. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I.

CHAPITRE VII

L'ORGANISATION DU DIOCÈSE D'ORLÉANS

- I. L'organisation religieuse du Loiret. — La nouvelle circonscription des paroisses : les paroisses rurales, les paroisses d'Orléans. — Les nominations ecclésiastiques. — Les vicaires généraux. — Le chapitre. — Les chanoines. — La désignation des curés et desservants ; les principes dont s'inspire Bernier pour cette désignation ; les résultats.
- II. L'organisation religieuse du Loir-et-Cher. — Le préfet Corbigny. — La circonscription des paroisses ; Bernier s'oppose à leur réduction. — Les nominations ; les influences opposées. — Les cures de sous-préfectures. — Les cures de Blois. — Le chapitre. — Corbigny et Gallois.
- III. Bernier et le préfet d'Orléans. — Bernier refuse de soumettre ses mandements à son visa. — Portalis blâme sévèrement Maret.

Lors de sa prise de possession, à Orléans comme à Blois, Bernier s'est contenté de mesures provisoires ; il a, dans ses deux cathédrales, réglé la célébration du culte sous la présidence du doyen d'âge, et, par ailleurs, confirmé purement et simplement les curés en exercice. Reste à établir l'organisation définitive.

Pour cela, il faut d'abord procéder à une nouvelle circonscription de paroisses ; le Concordat la prévoit et les circonstances l'exigent, pour les villes comme pour les campagnes. Dans les premières, un certain nombre de cures ont été supprimées en 1791, et leurs églises ont été détruites ou aliénées, tandis que d'autres églises, collégiales ou régulières, deviennent des centres paroissiaux. Dans les campagnes, la raréfaction du clergé ne permet plus de pourvoir toutes les communes ; celles-ci donc doivent être réparties en groupes sous un seul pasteur. Enfin, la réorganisation civile appelle une réorganisation ecclésiastique parallèle, par cantons et justices de paix.

Dès juillet, Bernier a tenu les premières conférences avec ses deux préfets et ses conseillers ecclésiastiques. Sur son ordre et d'après ses indications, à Orléans sous la direction de Blain, à Blois sous la

direction de Gallois, des dossiers se constituent ; les distances kilométriques, l'état des églises, la situation matérielle faite au clergé par les communes, la personne même des prêtres en fonctions, fournissent autant d'éléments qui décident soit l'érection, soit la suppression des succursales. De Paris, où il est revenu pour traiter les affaires générales de l'Église, le prélat suit attentivement cette enquête ; en liaison avec Maret, Corbigny, Blain et Gallois, il en coordonne les résultats. Ce travail terminé et sanctionné par le gouvernement, l'évêque d'Orléans publie, le 16 septembre, une lettre pastorale « concernant la circonscription des paroisses et la nomination des curés et desservants des succursales de son diocèse ».

Dans cette lettre, il exhorte les fidèles à vénérer leurs pasteurs, à prier pour eux, à être, par leur piété, leur vertu, la pureté de leurs mœurs, « leur consolation, leur couronne et leur gloire ». Il exhorte en même temps ses prêtres à la charité et à l'union. « Oubliez, leur dit-il, qu'il existe parmi vous de longues dissensions. Ne vous rappelez jamais les maux qu'elles ont produits que pour bénir le ciel d'y avoir mis un terme. Malheur à celui qui préférant sa répugnance personnelle à la voix de l'Église, voudrait encore se séparer de ses frères, quand ils sont, par leur union au légitime évêque, dans la communion de l'Église et de son Chef ! » Il déclare enfin tous les anciens titres ecclésiastiques « absolument éteints, sans qu'il puisse être permis à chacun de ceux qui en ont été revêtus de les prendre ou de s'en prévaloir à l'avenir » ; il interdit formellement de célébrer la messe dans un oratoire particulier « du jour de l'installation du curé ou desservant », à moins d'une « permission expresse et légale ». Quant aux prêtres non compris dans le tableau de circonscription et de nomination, ils devraient se présenter dans le délai d'un mois à leur évêque ou aux vicaires généraux, pour faire renouveler leurs pouvoirs.

I

Le tableau de circonscription du Loiret fut prêt le premier. Il érigeait trente-deux cures, qui seraient réduites à trente et une, nombre exact des chefs-lieux du canton, et deux cent soixante-trois succursales. Sur les deux cent quatre-vingt-quatorze prêtres

nommés, la proportion des constitutionnels était de cent cinquante-sept (1).

Naturellement, l'organisation nouvelle ne pouvait répondre à toutes les espérances locales. Certaines paroisses se trouvent humiliées de rester simples succursales, telle la paroisse de Saint-Marceau d'Orléans qui dépose ses inquiétudes dans « le sein paternel de son évêque ». D'autres, en campagne, réclament un desservant attitré, l'une, parce qu'elle possède la plus belle église du canton, l'autre, parce qu'elle contribue plus généreusement aux frais du culte que le village dont elle dépend, la troisième, parce qu'elle traite bien son curé et le loge. On proteste enfin contre certaines réunions ; on invoque les communications difficiles, la distance, les débordements du Loing, qui rendent, six mois de l'année, les chemins et les gués impraticables, voire les rassemblements annuels où s'engagent les domestiques des différentes fermes, etc. (2). De là des pétitions, adressées soit à la préfecture, soit à l'évêché, que les deux autorités se transmettent avec leurs observations mutuelles. Faute de pouvoir contenter tout le monde, on essaie du moins de faire droit aux réclamations les plus raisonnables. Mais trop souvent, on se heurte à des impossibilités, car la pénurie de prêtres est trop grande. Bernier prêche donc la patience ; plus tard, lorsqu'il disposerait des sujets nécessaires, il érigerait de nouvelles succursales ou du moins de nouvelles annexes. En attendant, faute de ressources, il ne peut que répartir au mieux son clergé trop restreint.

Pour la ville d'Orléans, le tableau de circonscription avait seulement déterminé, le 16 septembre 1802, le nombre des paroisses, sans délimiter leur territoire respectif ; il y aurait dans la ville, trois cures, Sainte-Croix, Saint-Paul, Saint-Paterne, et sept succursales, Saint-Vincent, Saint-Marc, Saint-Aignan, Saint-Donatien, Saint-Marceau, Saint-Laurent, Notre-Dame-des-Aides. C'est seulement le 23 octobre que Bernier, retardé par le manque de renseignements sur les quartiers *extra-muros*, put adresser son projet de division à la préfecture. La cathédrale recevait très large part. Outre que « la première église méritait cette distinction », elle en avait besoin pour se soutenir, car l'exercice du culte y serait dispendieux. « Il faut donc, écrit l'évêque d'Orléans, multiplier pour elle le nombre des fidèles, afin qu'ils aident par leurs facultés ceux qui la desservi-

(1) Arch. Nat., F¹⁹, 737.

(2) Arch. Ev. Orléans.

ront (1). » Plus tard, s'il devenait nécessaire d'établir un plus grand nombre de succursales, on les prélèverait sur Sainte-Croix. On pouvait d'ailleurs espérer qu'à cette époque, cette paroisse reconstituée n'exigerait plus la même population pour subvenir à ses charges financières.

Le préfet cependant demande quelques rectifications au projet épiscopal. Il obtient une démarcation différente pour Notre-Dame-des-Aides, sur les observations de M. Charles qui a, de sa personne, reconnu les limites de Saint-Paterne et de cette église. Par contre, Bernier refuse nettement d'augmenter le territoire de Saint-Aignan aux dépens de la cathédrale et, pour que Saint-Aignan renonce de ce côté à ses prétentions, il lui accorde le faubourg de Bourgogne, précédemment attribué à Saint-Marc. C'est d'ailleurs répondre aux vœux de ce quartier ; la proximité, les habitudes prises, les nécessités d'une grande église, les sacrifices consentis en sa faveur le rattachent à l'ancienne collégiale. Une pétition appuyée par Maret a longuement exposé les raisons de cette préférence et Bernier se laisse aisément persuader (2).

D'autres paroisses d'Orléans ne manquèrent pas de réclamer l'arrondissement de leur territoire. Celle de Saint-Laurent fait remarquer l'insuffisance de ses ressources. Réduite aux seuls faubourgs Saint-Jean et Sainte-Madeleine, elle se déclare incapable d'assurer, avec une « population médiocre », l'entretien du culte et les réparations urgentes de sa nef ; elle demande donc une partie de Saint-Paul, dont l'église trop petite suffit à peine à ses anciens paroissiens. Mais cette réclamation reste sans effet. Ce n'est pas que Bernier en conteste le bien-fondé. « Il est physiquement impossible, écrit-il au préfet le 8 avril 1803, que l'église de Saint-Paul puisse contenir seulement la moitié de ses paroissiens. Hier soir encore, on y étouffait et on a eu peine à en retirer le curé (3). » Mais l'évêque a d'autres vues. Car, entre temps, des tractations se sont engagées avec les acquéreurs de l'église de Recouvrance, qui offrent de la restituer, à condition expresse que le culte y soit régulièrement exercé. Cette donation une fois approuvée par le gouvernement, Recouvrance deviendra un nouveau centre religieux, malgré l'opposition de la paroisse voisine, Saint-Paul, qui se juge indûment dépouillée. « Les

(1) Bernier au préfet Maret, 23 oct. 1802. Arch. Loiret, V 144.

(2) Arch. Évêché Orléans.

(3) Bernier au préfet Maret, 8 avril 1803. Arch. Loiret, V 40.

prétentions de ceux qui voudraient tout avoir, écrit au préfet l'évêque d'Orléans, doivent céder devant la commodité du peuple. Nous ne sommes prêtres que pour lui et non pour attacher à nos églises des revenus de plus, en le forçant d'y refluer, par la privation d'une église qu'il pourrait avoir (1), » et il maintient sa décision. Toutefois, pour ménager les transitions, il fait de Recouvrance une simple chapelle de secours, soumise à la juridiction comme à l'autorité de Barbazan. Cette chapelle de secours n'acquerra que progressivement son indépendance pour devenir, à la longue, succursale distincte. Les fabriciens de Saint-Paul auront beau protester ; leurs plaintes laisseront Bernier totalement insensible. Un mémoire des plus savants, où ils remonteront jusqu'aux limites de Gennabum et aux commentaires de César (2), n'aura pas plus de succès. D'autres considérations d'ordre divers l'emporteront sur celles de l'histoire. On ne manqua pas de prétendre que cette amputation d'une paroisse, confiée à l'un des anciens vicaires épiscopaux, rentrait dans les procédés classiques de Bernier, qu'à Orléans comme à Paris, il n'était pas fâché d'affaiblir ainsi la situation des anciens constitutionnels (3). On ajouta qu'en arbitrant ainsi de vieilles querelles (4), il voulait donner satisfaction aux royalistes du quartier. Ces raisons inavouées ont pu entrer en ligne de compte dans sa détermination ; mais l'occasion était vraiment trop belle de recouvrer une église chère aux Orléanais pour qu'on attribue uniquement à de pareils calculs la mesure prise par l'évêque d'Orléans.

La désignation des titulaires soulevait des problèmes beaucoup plus épineux que la distribution des paroisses. Outre que le personnel ecclésiastique du Loiret se trouvait étrangement mêlé, il fallait tenir soigneusement compte dans la répartition des oppositions passées,

(1) Arch. Loiret. V 40.

(2) Arch. Ev. Orléans.

(3) Si l'on s'en rapporte au mémoire des marguilliers de Saint-Paul, Barbazan supporta avec dignité son infortune et s'abstint officiellement de toute protestation. « Le curé de Saint-Paul, contenu par le respect qu'il devait à son évêque, supporta sans se plaindre le coup que l'on portait à son église et le retranchement arbitraire d'un tiers de sa juridiction. » Arch. Ev. Orléans.

(4) En 1790, les 25 paroisses d'Orléans avaient été ramenées à 6. Le principe de cette organisation avait été de constituer les nouvelles paroisses à la fois de quartiers bourgeois et de quartiers populaires ; de là, dans certains quartiers aristocratiques, de nombreuses protestations. Voir à ce sujet : E. BRULEY, *la Réunion des paroisses orléanaises en 1790 et 1791. Bulletin de la Société archéologique et historique d'Orléans*, XX, 355 et sq.

si l'on voulait réaliser, entre réfractaires et jureurs, une union réelle sous une autorité épiscopale reconnue de tous.

Les premières nominations furent celles des vicaires généraux. Bernier choisit, le 13 octobre 1802, comme archidiares officiels, Blain et Barbazan. Ils représentaient, le premier, comme administrateur apostolique du diocèse, le second, comme vicaire épiscopal, non seulement les deux clergés, mais encore la direction des deux églises jadis rivales ; leur collaboration prenait la valeur d'un symbole. « Tous deux vieillards, tous deux amis de la paix (1), » ils personnifiaient l'esprit nouveau. En outre, dans une pareille promotion, la balance paraissait bien égale entre les deux partis. Le choix fut donc regardé « comme le résultat d'une politique habile » (2).

En réalité, la balance n'était pas tenue aussi égale qu'on pouvait le croire. Bernier aurait trouvé sans peine, pour représenter les constitutionnels d'Orléans, des personnalités plus marquantes ; Bourdon, chef du presbytère, et surtout Soret, curé de Saint-Donatien, présentaient autre relief que Barbazan. Il préféra un homme plus éteint. En outre, pour limiter l'influence de ce personnage accommodant, Bernier adjoignit à ces deux vicaires généraux officiels, d'autres grands vicaires ; sans parler de l'abbé d'Astros, chanoine de Paris, promu à cette dignité pour flatter son oncle Portalis, Borros de Gamanson, Hudebert de Blanbisson, Demadières, tous réfractaires, vinrent renforcer le conseil, tandis qu'un assermenté, le principal du collège, Métivier, leur apportait un contrepoids plus apparent que réel. Enfin, l'un des membres les plus agissants de l'administration épiscopale sera bientôt Laurent Jourdan, ex-curé de Saint-Pierre-du-Martroy. Le grand âge de Blain, l'effacement de Barbazan lui laisseront un rôle important qu'il tiendra avec zèle et autorité. Or, Jourdan figure parmi les adversaires les plus ardents de l'Église constitutionnelle. N'a-t-il pas provoqué par son intense propagande le mouvement de rétractation qui creusa, en 1792, tant de vides chez les jureurs et mit le Directoire départemental dans un si grand embarras (3)? L'influence prise par ce personnage paraît donc assez significative. On ne pouvait donner le même sens à la nomination

(1) *Palaud*. Bibl. Orléans, ms 567.

(2) LOTTIN, *Recherches historiques sur la ville d'Orléans*, 2^e partie, III, 346.

(3) « Le président du département avouait, le 14 avril 1792, que le recours aux religieux disponibles, presque tous capucins, trop âgés ou infirmes, ne suffit pas à fournir les curés utiles aux vacances des démissionnaires ». Arch. Nat., F¹⁰, 440-441.

d'Athanase-Louis Mérault de Bizy que sa valeur éminente imposa, indépendamment de toute préoccupation de dosage. Tout le distinguait, la noblesse de sa naissance, sa culture intellectuelle, ses hautes relations, sa fortune, les charges qu'il avait exercées avant la Révolution, son attitude courageuse et libérale pendant la Terreur, par-dessus tout, ses vertus sacerdotales. C'était un homme d'Église que cet oratorien, à qui sa congrégation avait confié la formation de ses théologiens et la direction de son Institut de la rue d'Enfer. Réfugié à Orléans dans sa famille maternelle, la persécution religieuse ne l'avait pas empêché de continuer son ministère ; devenu jardinier pour dépister la police, il exerce avec courage jusqu'à son arrestation, et reprend le culte à Saint-Jean-de-Braye, dès qu'il est libre. Autant que son zèle et que sa piété, on apprécie son immense charité et la libéralité de son esprit. Tous les partis le respectent et l'estiment. Son influence considérable lui permet d'apaiser les querelles, de réconcilier bien des prêtres avec l'Église, de travailler efficacement à l'union. A une époque où les finances ecclésiastiques se trouvent insuffisantes en face de lourdes restaurations, il sera la providence des Carmels, des séminaires, du diocèse. Enfin, d'excellentes et amicales relations avec Fouché, jadis son élève, son secrétaire et son confrère à l'Oratoire, lui permettent souvent des interventions heureuses en faveur du clergé. Il rendra sans bruit, matériellement et spirituellement, d'immenses services, sans compter le prestige que l'administration épiscopale tirera de sa collaboration.

Sauf M. Mérault et Jourdan, ces vicaires généraux constituèrent le noyau du chapitre, organisé le 22 décembre, pour Noël. L'abbé Clavelot, ancien vicaire de Saint-Sulpice, qui avait suivi Bernier à Orléans comme secrétaire, leur fut adjoint avec quatre autres prêtres, Morin de Letz, Collignon, Lasneau et Plumant, ce qui porta à onze le nombre des titulaires. La nomination de cinquante-quatre chanoines honoraires suivit, le 28 décembre : anciens membres des chapitres ou collégiales disparues, anciens curés de paroisses supprimées, prêtres âgés incapables de reprendre un ministère actif, amis personnels de l'évêque, fils de notabilités locales, ils recevaient ainsi « rang dans la cathédrale ». On y voyait figurer parmi des confesseurs de la foi échappés des pontons, un abdicataire, parmi des insermentés militants, le vicaire épiscopal, Jean Bourdon, parmi des étrangers, les représentants authentiques de la noblesse ou de la bourgeoisie orléanaises.

Restait à pourvoir les paroisses. Le 4 décembre, avaient été dési-

gnés les curés de la ville épiscopale : Sainte-Croix avait été confiée à Blain, avec Jourdan comme vice-gérant ; Barbazan conservait Saint-Paul, et Charles Saint-Paterne (1) ; la nomination des vingt-huit autres curés suivit le 10 janvier, pour le reste du département ; celle des desservants parut à la fin du même mois ; cent sept succursalistes reçurent leurs pouvoirs le 21 janvier et vingt et un le 3 février.

Dès son arrivée, Bernier avait tenu à rassurer son clergé sur ses intentions : l'organisation nouvelle ne serait pas un bouleversement ; sans donner d'assurance positive, il avait laissé entendre « qu'il ne trouverait pas le mieux dans un déplacement général » (2). Faire le moins de changements possible, tel fut le principe dont il s'inspira. « J'ai conservé soigneusement les anciens titulaires qui avaient la confiance, écrivait-il à Maret, dès le début de septembre, en lui communiquant ses projets. Je n'ai effectué de déplacement que quand les préventions des catholiques contre un curé ou le défaut de confiance de leur part m'y ont obligé (3). »

Il s'applique d'abord, dans la mesure du possible, à maintenir les situations de droit. D'une manière générale, il laisse donc ou renvoie dans leur paroisse de 1791 les curés d'avant la Révolution, quitte à pourvoir d'autres postes les ecclésiastiques qui ont pris leur place, et fait suppléer les titulaires jusqu'à leur libération ou leur retour d'exil. C'est ainsi qu'en février 1803, il rend leur paroisse à Rubline de Chaingy, déporté en Guyane, à Gaurier de Saint-Gondon, à Laureau de Marsainvilliers, à Marchand de Neuvy-en-Sullias, autorisés à revenir en France ; il en agira de même avec Besnard de Cléry et Servant de Jouy-le-Potier, complices supposés de bandes qui terrorisent le département et bénéficiaires d'une récente amnistie. Enfin, il s'efforce de récupérer les anciens curés installés dans d'autres diocèses, tel le desservant de Chevry qu'il réclame à l'évêque de Troyes (4).

Les situations de fait, dans la mesure du possible, ne sont pas moins respectées et, pour les rendre canoniques, l'évêque d'Orléans, avec une extrême largeur d'esprit, confirme dans leurs fonctions

(1) Charles, le curé de Saint-Paterne, était le frère du célèbre savant de ce nom et le beau-frère d'« Elvire ».

(2) Devilliers à Corbigny, 19 mess. an X (8 juil. 1802). Arch. Loir-et-Cher, V, 9 IV 4^o B.

(3) Bernier au préfet Maret, 11 sept. 1802. Arch. Loiret, V 40.

(4) Bernier à Maret, 25 mars 1803. Arch. Loiret, V 40.

un certain nombre de prêtres en exercice au moment du Concordat, qu'ils aient été élus comme constitutionnels, tel Reuilly à Beaugency, ou qu'ils se soient installés eux-mêmes au hasard de leurs pérégrinations. Ce dernier cas n'était pas rare, car les paysans qui voulaient surtout la messe ne se montraient pas exigeants en fait de titres, et même ne vérifiaient pas toujours si le prêtre qui se proposait était réellement ordonné. Bernier, plus tard, expédiera l'un de ces prétendus ecclésiastiques, incapable de prouver l'authenticité de son sacerdoce. Au besoin même, dans certains villages des laïcs, du cru célébraient eux-mêmes le culte, tant leur désir était grand de reprendre les cérémonies religieuses. « Il y avoit un homme de Barville, quoique paysan, rapporte dans son livre de raison, Gautier, qui se mit à dire la messe à l'autel comme il savoit, les chantres se sont mis à chanter, le sonneur et le bedeau à officier à leur façon (1). »

On conçoit que l'évêque, se montrant plus difficile que les paroissiens, ait éconduit des occupants douteux, indésirables ou indignes, qu'il ait, en particulier, mis fin au ministère de quelques prêtres mariés qui continuaient d'exercer et même, comme Chiquant à Marigny, plaçaient leur femme au chœur. De pareils abus ne pouvaient durer. Mais, sauf les cas où des raisons graves imposaient un départ, Bernier maintient le *statu quo* avec la plus grande condescendance. Ainsi, parmi les curés, outre les curés de Saint-Paul et de Saint-Paterne d'Orléans, il laisse dans leur paroisse les anciens constitutionnels de Beaugency, Châteauneuf, Chécy, Neuville, Montargis, Gien, Châtillon-sur-Loing, Châtillon-sur-Loire, Jargeau, Puiseaux, Malesherbes, Château-Renard, Sully, Briare, Bellegarde, La Ferté Saint-Aubin. Il maintient également ou rétablit dans leur paroisse d'avant la Révolution, Besnard à Clery, Regnard à Pithiviers, Girard à Lorris. Enfin, il étend même ce principe à deux prêtres qui exerçaient les fonctions curiales dans les chefs-lieux de canton, où ils étaient vicaires en 1789, Maillot de Meung et Proust d'Artenay. Les nouvelles nominations de curés se réduisent ainsi à six, celles de Forceville à Courtenay, de Fron à Beaune-la-Rolande, de Pillé à Ferrières, de Moret à Ouzouer-sur-Loir, de Landais à Patay, de Vallerrand à Bazoches ; ce dernier d'ailleurs n'accepta pas et fut remplacé par Poisson, l'auxiliaire de Tonnelier.

Un autre souci apparaît dans cette promotion, celui de dissoudre les groupes de prêtres, soit jureurs, soit réfractaires, qui se sont formés

(1) *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais*, XVII, 234.

dans différents centres. C'est ainsi qu'à Orléans, il refuse le constitutionnel Pataud à Charles qui le demande comme vicaire, tandis qu'il remanie progressivement les autres vicariats de sa ville épiscopale, principalement ceux de Saint-Paul, de Saint-Paterne et Saint-Donatien. C'est ainsi qu'à Montargis, où il laisse un peu malgré lui Rousselet, un traditeur qui s'obstinait à marier des divorcés et à prêcher sur la légitimité du divorce, il disperse les insermentés qui desservaient l'oratoire dissident. Des trois récollets qui exerçaient « dans le clan catholique », deux sont expédiés dans des succursales voisines ; ils avaient pourtant demandé, en raison de leur grand âge, à rester les auxiliaires du nouveau curé. Deux autres prêtres qui les secondaient, Lhote et Barbier, subissent le même sort. Seul, un troisième récollet, appelé Pour, est maintenu comme prêtre habitué. Un autre récollet, Otiar, qui était partisan de Rousselet, quitte pareillement la ville. La place une fois libre, l'évêque choisira comme vicaire un certain Bard, originaire du Morvan, qui s'était, après sa rétractation, retiré à Montargis. Ainsi disparaissent les oppositions et se facilite l'unité.

Enfin, si Bernier laisse dans les deux sous-préfectures de Montargis et de Gien le curé constitutionnel en exercice, il se garde de leur donner la moindre autorité sur l'arrondissement lui-même. A Gien, le doyen rural sera le rétracté Bouillier, curé de Sully-Saint-Ythier, à Montargis, le rétracté Tonnelier, curé de Châtillon-sur-Loing, ancien délégué apostolique du Gâtinais. Seul le curé de Pithiviers, Regnard, sera à la fois curé du chef-lieu et doyen rural de l'arrondissement ; il appartient en effet au clergé réfractaire. L'autorité hiérarchique échappe ainsi aux jureurs et tous les postes de commande appartiennent aux insermentés.

D'éléments aussi disparates et aussi opposés, on ne pourrait constituer, avant longtemps, un clergé homogène. Trop averti pour se bercer d'une pareille illusion, Bernier s'applique du moins à rétablir dans la mesure du possible une certaine unité et il semble qu'il y ait partiellement réussi. Sur ce point, les affirmations du constitutionnel Pataud confirment celles de son évêque. Par ailleurs, si l'on en croit le Commissaire du gouvernement, accusateur public près du Tribunal criminel du Loiret, l'apaisement réalisé au début de 1803 ne fut pas éphémère car, le 19 février 1804, en réponse à une enquête de police sur les prêtres, ce magistrat envoie à Fouché un rapport des plus rassurants ; aucun écrit séditieux ne circule dans la région ; « il paraît même, ajoute-t-il, d'après ce que m'a assuré le préfet, qu'il

n'est pas un prêtre de ce département qui soit hors de la communion de l'évêque (1). »

Le mérite de cet apaisement ne revient pas entièrement à Bernier ; outre que les circonstances et la situation locale ont facilité sa tâche, il a été vraiment secondé par la collaboration effective de Maret. A Orléans, en ces débuts de Concordat, les deux puissances travaillent en bon accord ; l'heure des mésintelligences profondes n'a pas encore sonné.

II

Il n'en va pas de même à Blois, où les relations entre l'évêque et le préfet présentent un caractère tout différent et s'avèrent déjà laborieuses. C'est en effet une personnalité que le citoyen Corbigny, préfet de Loir-et-Cher. Son voisin d'Orléans devait surtout sa fortune à son frère Hugues, homme de confiance du Premier Consul. Méthodique, fidèle, laborieux comme celui-ci, plus riche de qualités solides que de qualités brillantes, il exécute ponctuellement les consignes, mais sans y mettre beaucoup de lui-même, et Talleyrand, qui brocarde sans cesse la bêtise du secrétaire d'État, n'eût découvert aucune intelligence chez ce digne fonctionnaire, dont les pensées reflètent si docilement les pensées de ses chefs. On ne peut dire la même chose de son confrère, le préfet de Blois.

Chicoilet de Corbigny a de la naissance, bien qu'il s'intitule encore « citoyen » et supprime pour le moment sa particule. Il a des lettres et ce sont les lettres qui l'introduisent dans la politique. Les *Tableaux historiques de la Révolution* auxquels il collabore lui valent en effet une mission en Italie, puis la confiance de Bonaparte. Bonaparte, qui apprécie sa culture et son talent d'écrivain, fait de lui le rédacteur de sa *Gazette*, « *La France vue de l'armée d'Italie* », puis, après la suppression de ce journal, le nomme à Corfou commissaire du gouvernement pour le département de Corcyre. Plus tard, lorsqu'on publie les « *Tableaux historiques des campagnes d'Italie* », c'est Corbigny qui en compose le texte, aussi curieux que « suggestif et

(1) Arch. Nat., F⁷, 3021.

précis » (1). Enfin, après brumaire, une enquête politique, heureusement menée dans un certain nombre de départements, lui vaut, à vingt-neuf ans, la préfecture du Loir-et-Cher.

Très homme du monde, mais non moins personnel, le jeune préfet manifeste dès le début l'indépendance d'esprit qui fera de lui, à une époque plus avancée de sa carrière, le familier des princes d'Espagne internés au château de Valençay et le protecteur presque avoué de Mme de Staël (2). En 1803, cette indépendance se traduit surtout par son attitude en matière religieuse. Car cet homme de lettres est fortement teinté de philosophie ; sans être positivement ennemi du catholicisme, il exerce volontiers son esprit à ses dépens ; pratiquement, il l'ignore. Sa réponse à l'enquête de l'an IX est assez significative à cet égard. La liste des ecclésiastiques qu'il fournit se réduit à vingt noms, et il avoue assez cavalièrement qu'« il est assez difficile à un administrateur qui fréquente peu les prêtres d'avoir des notions précises sur leur compte » (3). Enfin, il est nettement favorable aux constitutionnels et non moins nettement prévenu contre les réfractaires.

L'évêque et le préfet se trouvèrent d'abord en divergence d'idées, lorsqu'il s'agit d'établir le nouveau plan de circonscription. Corbigny voulait réunir le plus possible les communes pour réduire le nombre des desservants ; ainsi se trouveraient diminuées les charges financières et partant les impôts, dont l'impopularité pouvait rejaillir sur le Concordat (4). Bernier tient au contraire à maintenir les paroisses et à conserver les églises. Sans méconnaître le poids des raisons alléguées par le préfet, en son nom, comme au nom de Portalis, il fait valoir l'attachement des habitants à leur culte local et, fort de sa situation aux Cultes, il ne craint pas d'identifier ses idées personnelles avec les idées même du gouvernement. Aussi bien se garde-t-il de combattre de front celles de Corbigny et rien n'est plus curieux que ses réponses si diplomatiques, si enveloppées, aux lettres rapides, directes, tranchantes, voire un peu cavalières du préfet de Loir-et-Cher.

Apparemment, Bernier est d'accord avec Corbigny sur le principe. « Je partage, lui écrit-il, votre opinion sur la réunion des communes. »

(1) F. MASSON, *Pour l'Empereur*, 2^e série. *Un préfet de Napoléon et les princes d'Espagne*, 124-133.

(2) F. MASSON, *Ibid.*, *Madame de Staël et le préfet de Blois*, 137-147.

(3) Arch. Nat., F¹⁹, 866.

(4) Corbigny à Bernier, 7 vend. XI (29 sept. 1801), Arch. Loir-et-Cher, V 9 III.

Mais, pour le moment, il juge dangereuse son application et tel est l'avis de la direction des cultes. « Rien ne répugne davantage aux habitants des campagnes que d'être obligés d'abandonner leur église pour en fréquenter une autre. Ce changement blesse leurs habitudes et choque ouvertement les préventions qu'ils ont en faveur de l'église de leur domicile. » Contrarier ainsi les goûts de plusieurs communes, ce serait provoquer des oppositions. Pour vaincre ces oppositions, il faudrait faire acte d'autorité, peut-être même recourir à des moyens qui répugnent à l'évêque d'Orléans. Le plus sage serait d'attendre que les circonstances et la force même des choses amènent les réunions souhaitées. Ces réunions, les communes qui réclamaient actuellement un prêtre les voteraient d'elles-mêmes, lorsqu'elles se reconnaîtraient, à l'usage, incapables de subvenir aux charges du culte. Vouloir leur imposer de force une mesure dont la nécessité leur échappait serait provoquer leurs protestations et le gouvernement se trouverait suffisamment assailli de plaintes « amères » à ce sujet, sans que le Loir-et-Cher vînt grossir le concert. Il valait donc mieux laisser à l'expérience le soin de les édifier sur l'insuffisance de leurs moyens. « Tant il est vrai, concluait Bernier, qu'il faut souvent donner au peuple le temps de toucher les choses du doigt pour se familiariser avec elles et empêcher qu'il ne s'effarouche (1). »

En attendant, il s'empessa de faire approuver officiellement par le gouvernement son projet de circonscription. Dans son rapport au Premier Consul, Portalis donna en effet raison à l'évêque ; il déclarait que le nombre de deux cent cinquante-sept succursales pour le Loir-et-Cher n'avait rien d'exagéré et « qu'en le réduisant, on exciterait des mécontentements » (2).

Ainsi, tout le monde fut satisfait, Corbigny approuvé par Bernier dans ses principes n'avait plus qu'à attendre leur consécration par les faits, tandis que Bernier, immédiatement, obtenait le nombre de succursales qu'il avait fixé.

La désignation des titulaires souleva entre les deux autorités d'autres conflits. De toute évidence, Corbigny prend ses inspirations chez les constitutionnels ; en matière ecclésiastique, son homme de confiance est l'ancien doyen du chapitre de Saint-Aignan, Louis-Pierre Juchereau.

C'est que la personnalité de Juchereau, débordant la région du

(1) Bernier à Corbigny, 2 oct. 1802. Arch. Loir-et-Cher, V 12 2 C.

(2) Arch. Nat., F¹⁹ 737.

Berry incorporée au Loir-et-Cher, s'impose au département entier. Tout le monde s'accorde à reconnaître la dignité de sa vie sacerdotale, sa haute instruction, la sagesse de son esprit grave et réfléchi, sa puissance de travail, son habileté en affaires (1). Membre du Conseil général, ancien procureur-syndic, premier adjoint de sa résidence, il a joué un rôle très important et occupé une place marquante dans les administrations ; car c'est surtout à l'administration qu'il s'emploie, avec une compétence très appréciée ; elle l'intéresse beaucoup plus que la politique, dont il ne se mêle guère. Sans doute, on lui reproche d'avoir tiré quelques bénéfices personnels de ses fonctions et d'avoir pris soin de ses intérêts propres, autant que des intérêts publics. A-t-il profité de sa situation pour acquérir deux cent mille livres de biens nationaux ? A-t-il vraiment oublié de les payer ? On le prétendait chez les théminiens (2). Mais surtout, on lui faisait grief d'avoir continuellement collaboré avec le gouvernement révolutionnaire, même lorsqu'en vertu de sa charge, il devait « sévir non seulement contre la religion, mais contre ses propres ministres » (3).

Ceux mêmes qui le défendent ne nient point la chose et se bornent à plaider les circonstances atténuantes. Il aurait peut-être dû se démettre de ses fonctions, avoue dans ses notes sur le clergé de Saint-Aignan, Guy, curé de Mennetou. « Mais ses vives lumières, sa prudence, les vœux de ses concitoyens, qui trouvaient tous en lui un homme de confiance, l'y avaient appelé et il eût été bien dangereux pour lui, et pour beaucoup d'autres, d'en sortir dans une infinité de circonstances où on l'aurait bien désiré. » « Sans trop chercher à le disculper dans cette partie, ajoute-t-il, on doit au moins à la justice de dire que c'est un homme à grande âme et d'un cœur excellent et qu'il a rendu à tous, et notamment aux ecclésiastiques, des services incalculables. » Juchereau s'était par ailleurs mis en règle avec ses supérieurs de Bourges. « Il a avantageusement tout réparé, affirme Guy, et est en règle (4). »

(1) Malgré son hostilité contre ce « Talleyrand au petit pied » (II, 473) DELORME, dans son *Histoire de Saint-Aignan*, lui rend du moins ce témoignage. II, 194.

(2) Paroisses des diocèses réunis à celui d'Orléans. État du 28 déc. 1802. Arch. Ev. Blois, 5 K.

(3) DELORME, *Histoire de Saint-Aignan*, II, 273.

(4) État des curés titulaires, desservans et autres prêtres de quelques parties démembrées des anciens diocèses de Bourges, Tours et Blois, y compris quelques curés et ecclésiastiques du diocèse ancien d'Orléans, réunis au dit diocèse par la

Son attitude pendant la Révolution ne pouvait le desservir auprès de Corbigny. D'autre part, le préfet du Loir-et-Cher était homme à apprécier sa haute culture et sa compétence administrative. Il semble même en avoir fait plus de cas que de l'archidiaque grégorien Dupont, en raison de sa supériorité intellectuelle et de son accommodante pondération. Aussi, sans négliger les avis du second, consulte-t-il volontiers l'ancien doyen de Saint-Aignan. De son côté, Juchereau sait mettre son influence au service de ses amis et recommande chaudement ses confrères constitutionnels pour les nominations prochaines (1).

Bernier au contraire se documente auprès des anciens vicaires généraux de Thémines, Gallois et Adam. En prévision de l'organisation nouvelle et sur la demande de leur évêque, Adam et Gallois ont dressé un état ecclésiastique de leur ancien diocèse intitulé « Tableau général du diocèse de Blois depuis 1791 jusqu'en mai 1802 » (2). Quant aux prêtres qui résident dans les paroisses héritées de Chartres, du Mans, de Tours, de Bourges, ils ont réuni sur leur compte tout une documentation avec le concours de certains curés comme Guy et Plessis. Naturellement, Bernier adopta, dans l'ensemble, sur les situations et les hommes, les jugements portés par ses mandataires, quitte à tempérer la rigueur de leurs vues, d'après les exigences du moment. Il eut toutefois la coquetterie de consulter parallèlement le vicaire épiscopal de Grégoire, le citoyen Dupont et, dans sa correspondance officielle, nous voyons parfois qu'il s'autorise de ses avis pour écarter des candidats sujets à caution (3). Sans doute voulait-il se donner des airs d'impartialité. En tout cas, il apparaît que l'influence de Dupont sur les nominations demeura bien mince et que, si elle s'exerça, ce fut surtout par l'intermédiaire de l'administration départementale, des conseillers de préfecture et de Corbigny.

Lorsqu'on examine attentivement la promotion des curés de Loir-et-Cher, on s'aperçoit que Bernier a maintenu dans leur paroisse, comme il l'a fait pour le Loiret, un certain nombre de titulaires de 1791, Picheré à Saint-Amand, Billault à Droué, Pillereau à Bra-

nouvelle circonscription des archevêchés et évêchés de France. Arch. Ev. Blois, 5 K. Dans cet état, les notes concernant la partie de Bourges ont été rédigées par Guy, y compris la note curieuse qui lui est consacrée.

(1) Arch. Loir-et-Cher, V 9 III et IV.

(2) Arch. Ev. Blois, 5 K.

(3) Bernier à Corbigny, 20 oct. 1802. Arch. Loir-et-Cher, V 12 2 C,

cieux, Toussaint à Marchenoir, Servant à Chaumont, Guy à Menetou, Chenille à Neung, Bezard à Salbris, que, sur les neuf constitutionnels qu'on y relève, trois seulement s'étaient rétractés, enfin, que cinq prêtres étrangers au diocèse y figurent, dont plusieurs occupent des postes stratégiques. C'est ainsi qu'à Vendôme, où les partisans de Thémines demeurent nombreux, s'installe à la place de l'intrus, Louis Hersant, un ami personnel de l'évêque et un associé en chouannerie. Après l'avoir défendu contre l'hostilité du préfet de la Sarthe (1), après l'avoir attaché quelque temps à sa personne en qualité de secrétaire, Bernier l'avait agrégé à son diocèse. A défaut de la Flèche où il n'a pu le réintégrer, il lui procure à Vendôme une situation de premier plan. C'était payer ses dettes d'amitié, mais aussi s'assurer dans ce poste difficile un homme sûr. Par ailleurs, le passé d'Hersant l'accréditerait auprès du clergé comme auprès des fidèles attachés aux anciens oratoires ; on pouvait donc escompter qu'il saurait ramener sous la nouvelle obédience les théminiens de la ville. Son incontestable valeur réussirait en outre à l'imposer, et son titre d'étranger lui permettrait une plus grande indépendance à l'égard des factions locales.

A Romorantin, une mesure analogue met fin à une opposition aiguë. Là se trouvent en présence le curé insermenté Levassor et le curé constitutionnel Biet. Confirmé provisoirement par Bernier, l'intrus Biet se voit soutenu par une partie de la population, qui le réclame à cor et à cris ; on multiplie les pétitions à l'évêque, au préfet, à Portalis même, pour obtenir son maintien, car Bernier pourrait se laisser circonvenir par « les opulents » (2) en faveur du réfractaire. Corbigny prend fait et cause pour lui, et manifeste à Levassor une hostilité si grande qu'il faut renoncer à le rétablir dans sa paroisse. Mais son compétiteur ne triomphera pas pour autant. Ici encore on ira chercher, dans le Loiret, un prêtre étranger au pays, Denys Gable,

(1) Sur l'affaire Hersant et les interventions de Bernier en sa faveur voir : Arch. Nat., F⁷ 8063, et F¹⁹+ 196, f^o 23, F¹⁹+ 207, f^o 34, F¹⁹+ 145, f^{os} 75-76. Hersant était, dans la Sarthe, l'Éminence grise de l'administrateur apostolique Duperrier, avec qui il entretenait, sous le pseudonyme de « Carotte », une correspondance secrète. Or, ce Duperrier était très opposé au gouvernement et prônait la politique du pire. « Plus mal les choses iront, plus vite on sentira la nécessité du remède, » écrivait-il, et il ajoutait : « Je désire que les assemblées... ne soient composées que d'exclusifs. » Voir à ce sujet M. RHEINHARD, *le Département de la Sarthe sous le régime dictatorial*, 269 et 324.

(2) Arch. Ev. Blois, 5 K.

pour en faire le curé de Romorantin et le doyen rural de son arrondissement.

Toutefois, après avoir accordé au préfet cette satisfaction relative, l'évêque d'Orléans ne manque pas de prendre immédiatement sa revanche. Levassor, dépossédé, est nommé à Saint-Aignan. Or, à Saint-Aignan se trouvait, autour de Juchereau et des anciens chanoines, un véritable centre constitutionnel, qui aurait voulu pour curé l'un de ses membres, le vicaire épiscopal et curé-intrus Pioche. Au lieu de Pioche, expédié à Selles, c'est un insermenté notoire qui s'installe en la personne du nouveau titulaire. C'était, du même coup, dissocier le groupe des jureurs en le privant de son élément le plus intrépide, et lui enlever, au profit d'une influence contraire, la direction d'une paroisse considérable, qu'il regardait un peu comme son fief.

Une solution élégante avait donc pourvu d'hommes nouveaux les deux sous-préfectures du Loir-et-Cher. Dans la ville de Blois, Bernier ne jouit pas de la même latitude, et la nomination des curés s'y révéla particulièrement délicate. Pour la cathédrale, Corbigny proposait avec insistance, le doyen de Saint-Aignan, Louis Juchereau. « C'est un homme comme celui-là, ayant de l'esprit et un esprit modéré, qu'il nous faut à Saint-Louis, écrivait-il à l'évêque d'Orléans, le 3 octobre 1802 (1). » Mais s'il désire confier à Juchereau ce poste de tout premier ordre, il tient plus encore à en écarter Gallois. Il y tient d'abord pour des raisons d'équilibre ; puisqu'on fait partir de la ville le chef des constitutionnels, Dupont, la même mesure doit être prise pour le chef des réfractaires. Il y tient surtout pour des raisons personnelles, car Gallois et lui ne peuvent s'entendre. Aussi absolus, aussi tenaces dans leurs idées, aussi raides l'un que l'autre, ils ne cessent de se heurter et ne s'estiment qu'à regret (2). C'était entre eux affaire de tempérament et d'antipathie naturelle ; c'était aussi affaire de principes, car ce préfet philosophe ne goûte pas chez un prêtre pareille ardeur dans les convictions, pareille fermeté dans la conduite ; enfin, il n'aime pas les résistances ; celle qu'il rencontre, souple et insaisissable, auprès de Bernier, n'aboutit guère qu'à l'énervier ; celle de Gallois, toute rigide, l'exaspère. Dans ces conditions, on comprend qu'il ait travaillé de toutes ses forces à l'éloigner.

(1) Corbigny à Bernier, 10 vend. an XI (3 oct. 1802). Arch. Loir-et-Cher, V 12 2^o C.

(2) « Je suis fâché d'être forcé de l'estimer, » disait le préfet de l'ancien curé de Saint-Nicolas. (Mgr Rousseau à Portalis, 27 janv. 1808. Arch. Nat., F¹⁹ 326.)

« M. Gallois, que vous nommez à la cure de Saint-Louis, écrit-il à l'évêque d'Orléans, est, dit-on, un homme de mérite ; mais il n'est pas aimé ni estimé même de ceux qui ont servi son parti. Je connais tels de ses collègues au grand vicariat de M. de Thémynes, qui ont gémi cent fois de la violence des opinions de M. Gallois, et qui n'ont pas voulu signer ses actes. Il n'a pas été plus modéré depuis sa réconciliation opérée par vous (1). » Bernier essaya de rassurer Corbigny et se prodigua en bonnes paroles. Gallois n'aurait que le titre de pro-curé, ce qui le rendait amovible, et permettrait de le changer s'il se conduisait mal (2) ; il parvint de cette façon à faire accepter son candidat. Par ailleurs, pour « faire le contrepoids de tout le système d'exagération dans cette ville » (3), il offre Saint-Nicolas à Juchereau. Mais Juchereau invoque sa mauvaise santé et refuse ; Bernier a beau lui promettre les vicaires qui lui conviendraient et le préfet joindre ses instances à celles de l'évêque, Juchereau persiste à se récuser. Il sera donc remplacé par un insermenté Vilain, fort bien vu des milieux officiels, en raison de sa modération et de sa valeur intellectuelle.

Les postes principaux du Loir-et-Cher se trouvent donc tous, comme à Orléans, aux mains des non jureurs, tandis que leur chef, Gallois, curé de la paroisse principale, se voit en outre promu à la dignité de grand vicaire. Dans des conditions autrement difficiles et d'une façon encore plus complète qu'à Orléans, avec une souveraine habileté, en dépit du préfet, de toutes les oppositions, Bernier est arrivé à ses fins.

Il réussit également, par un biais, à reconstituer dans la cathédrale de Blois une sorte de chapitre, sans contrevenir aux dispositions concordataires qui interdisaient ces institutions, hors de l'église épiscopale. Comme beaucoup de vieillards n'avaient pu trouver place dans l'organisation nouvelle, il annonça à Corbigny son intention de les faire chanoines de Sainte-Croix d'Orléans. « Je les dispenserai, ajoutait-il, en raison de leur âge, de venir dans cette ville et ils assisteront en cette qualité à Saint-Louis ou à Saint-Nicolas (4). » Ainsi

(1) Corbigny à Bernier, 10 vend. an XI (2 oct. 1802). Arch. Loir-et-Cher, V 12 2^o C.

(2) Corbigny à Bernier, 3 therm. an XII (23 juil. 1804). Arch. Ev. Blois, I D 10. Corbigny à cette date rappelle à Bernier que la nomination de Gallois lui a été proposée à ces conditions.

(3) Bernier à Corbigny, 28 sept. 1802. Arch. Loir-et-Cher, V 9 III.

(4) *Ibid.*, 2 sept. 1802. Arch. Loir-et-Cher, V 9 III.

fut formée la « Section capitulaire de Blois », composée de dix-neuf membres. Rien de plus hétéroclite que cet assemblage, où figuraient avec d'anciens chanoines, d'anciens curés et d'anciens religieux, et où voisinaient des insermentés fort intransigeants, des constitutionnels, des abdicataires, des traditeurs. Sauf deux ou trois, ces vénérables dignitaires sont largement septuagénaires, plusieurs marchent difficilement et sont presque infirmes, l'un est en enfance, l'autre « d'une grande simplicité mais pieux », un troisième souffre une partie de la journée, mais surtout après les repas, de convulsions nerveuses, ce qui ne l'empêche pas de posséder « un talent rare, celui de prêcher très bien, tous les dimanches, sans écrire » (1).

Ce chapitre valétudinaire fut érigé le 16 janvier 1803, à la suite d'un office pontifical où le préfet reçut le serment des nouveaux chanoines et des nouveaux curés. Lui aussi, il relève de l'autorité de Gallois, car c'est Gallois qui le préside en qualité de vice-doyen. Vicaire général, curé de Saint-Louis, vice-doyen de la « Section capitulaire de Blois », cet ecclésiastique concentre donc en ses mains tous les pouvoirs ; grand archidiacre du département, il en est pratiquement le chef religieux. Bernier a réussi à l'imposer.

Mais s'il a réussi à l'imposer, il aura toutes les peines à le maintenir contre l'hostilité croissante de Corbigny, qui s'obstine à l'écarter, multipliant les réclamations pour obtenir son déplacement. Il accuse le curé de Saint-Louis d'abuser de ses pouvoirs, de tourmenter ses confrères. Ses relations avec les autorités sont franchement mauvaises, et des mémoires ont été rédigés contre lui par le bureau de Bienfaisance et le Conseil d'arrondissement. On lui reproche « l'intolérance de son caractère et de ses maximes, sa religion pleine de mômeries et telle qu'au quinzième siècle ». N'a-t-il pas refusé de marier l'un de ses paroissiens divorcé, dont la première femme vit encore, et obligé le procureur de Blois à informer contre lui, pour cette atteinte à la législation civile? Aussi bien, Bernier, conscient de la « répugnance » qu'il inspirait « à toutes les personnes attachées au gouvernement, » n'avait-il pas assuré le préfet que Gallois porterait seulement le titre de pro-curé, qu'il serait amovible et qu'on le changerait s'il ne donnerait pas satisfaction (2).

Aux réclamations demeurées sans autre résultat que des promesses

(1) Liste de MM. les anciens Chanoines et Curés du ci-devant diocèse. Arch. Ev. Blois, 5 K.

(2) Arch. Ev. Blois, 1 D 10.

fuyantes, Corbigny ajoute des procédés discourtois ; il se montre aussi désagréable que possible vis-à-vis de Gallois et le reçoit si mal, « chaque fois qu'il s'est présenté, qu'il a été forcé de n'y plus retourner » (1) ; aux cérémonies officielles en pleine cathédrale, pendant le discours du curé de Saint-Louis, le préfet affecte de lire le *Moniteur* (2) ; pour ne pas recourir à son ministère, il remet le baptême de sa fille. Bref, dans toutes les occasions, son aversion éclate ouvertement. Au besoin, c'est à Bernier lui-même qu'il sait manifester sa mauvaise humeur. Un jour où celui-ci a fait remettre à la préfecture un paquet à l'adresse de « M. Gallois, grand vicaire », le préfet refuse positivement de transmettre le colis et s'en explique. « Vous savez très bien, écrit-il à l'évêque d'Orléans, que M. Gallois n'est point votre grand vicaire et vous me l'avez assuré. Pourquoi donc lui donne-t-on ce titre de votre part, malgré cette assurance ? » Et il menace d'en référer au gouvernement. Il est vrai que ce jour-là sa mauvaise humeur s'explique. On lui a prêté des réflexions « sur la substitution de la saint-Napoléon à la saint-Roch » ; on les a rapportées au Premier Consul, et il somme Bernier, « témoin de l'accusation », de lui donner des détails assez explicites pour qu'il puisse se justifier. Peut-être soupçonne-t-il son évêque d'avoir été plus que témoin dans cette affaire et de l'avoir desservi en haut lieu (3) ?

Il est certain qu'à plusieurs reprises celui-ci adressa des plaintes à Portalis sur l'attitude de Corbigny et sur son hostilité systématique vis-à-vis de certains prêtres (4), et comme « la conduite du préfet ne se dément pas », Portalis finit par en référer au Premier Consul (5).

Le successeur de Bernier, Mgr Rousseau, qu'on ne peut suspecter d'intransigeance, rencontrera d'ailleurs les mêmes difficultés et son jugement concordera, sur ce point, avec celui de son prédécesseur. Lui aussi, il devra défendre Gallois contre les mêmes attaques, assurer que le désaccord existant n'est point imputable au curé de Saint-Louis, que, sur les ecclésiastiques qui ont dévié pendant la Révolution, le vicaire général a les mêmes principes que son évêque. L'assaut sera assez violent pour que le maire de Blois, Pardessus, vienne à

(1) Mgr Rousseau à Portalis, 27 janv. 1808. Arch. Nat., F¹⁰ 326.

(2) *Ibid.*

(3) Corbigny à Bernier, 28 therm. an XI (16 avril 1803). Arch. Ev. Blois, I D 10.

(4) Portalis à Bernier, 19 brum. an XII (11 nov. 1803). Arch. Nat., F¹⁰+ 249, f^o 157.

(5) *Ibid.*, 1^{er} floréal an XII (21 avril 1804). Arch. Nat., F¹⁰+ 152, f^o 1267.

l'aide. M. Mérault enfin aura recours à Fouché et lui demandera, « comme votre serviteur et honoré de votre amitié, d'intervenir dans cette affaire » et d'écrire au préfet. « Ce mot favorable à M. Gallois calmera tout. » « Gallois, assure-t-il au ministre de la Police n'a jamais dévié, » ni sous le rapport religieux, ni sous le rapport politique ; il est justement considéré dans le diocèse. Quant à Corbigny, d'administration diocésaine a tout lieu de s'en plaindre. « Nous l'avons constamment vu, affirme Mérault, protéger de mauvais sujets, nous demander des cures pour ceux que l'opinion publique repoussait et je vous avoue que nous l'avons constamment refusé (1). »

III

A Orléans, Bernier ne rencontra pas les mêmes difficultés qu'à Blois. Hugues Maret ne partage ni le philosophisme de son voisin Corbigny, ni son opposition systématique vis-à-vis des personnes, ni son parti pris pour les survivants de l'Église constitutionnelle. Mais cet honnête fonctionnaire apporte dans l'administration un esprit si méticuleux, un tel souci des détails, qu'il en oublie souvent les vues d'ensemble. Par ailleurs, pénétré de son importance, il se considère comme le premier dignitaire du département ; aussi jaloux de son autorité que préoccupé du protocole, chez lui, les questions de préséance deviennent des affaires d'État et cette manie

(1) On trouve aux Arch. Nat., F¹⁰ 326, les lettres de Mgr Rousseau, de Pardessus et de Mérault, relatives à cette affaire ; elles datent du début de 1808. Corbigny mourut en 1811. Le chanoine de Grandmaison fit son éloge et l'adressa à Portalis. « J'ai vengé sa mémoire, écrit-il à Portalis, des calomnies de ses ennemis en exposant aux yeux du public impartial tout ce qu'a fait M. de Corbigny pour ce département. La religion et ses ministres auxquels il fit tant de bien, avec des formes peut-être un peu philosophiques, le regrettent sincèrement. » « L'excès de sa sensibilité, ajoute son panégyriste, l'a conduit au tombeau. » Arch. Nat., F¹⁰ 342. Le chanoine de Grandmaison ne manquait aucune occasion de se mettre en avant et de flatter les puissances, témoin une autre lettre à Portalis du 16 oct. 1810 et ses sollicitations pour obtenir la Légion d'honneur. F¹⁰+ 169, f^o 6. La figure curieuse de Corbigny n'a encore tenté aucun biographe non plus que celle de Gallois. Sur ce dernier il n'existe à la bibliothèque de Blois aucune étude. Le *Parallèle entre M. Gallois, curé de Saint-Louis et M. Turpin, président du tribunal civil de Blois, décédés dans le cours de 1817*, ne fournit que des généralités oratoires.

lui attire avec la magistrature, l'armée et les pouvoirs locaux, des luttes aussi pittoresques que mesquines (1).

Le 20 décembre 1802, Maret se met en devoir de prendre, sur les questions religieuses, un ensemble de dispositions qu'une circulaire officielle porte à la connaissance des municipalités. Entre autres mesures, il subordonne au visa du préfet et au visa du maire l'exercice du culte par les ecclésiastiques autres que le curé de la paroisse, l'ouverture des oratoires, la publication des bulles, brefs, discours, mandements. Un arrêté du 28 décembre, spécialement consacré à l'autorisation des écrits épiscopaux, vient compléter et confirmer sur ce dernier point sa circulaire du 20. Pour édicter pareil règlement, il s'autorise d'une lettre où, de façon générale, le ministre de l'Intérieur Chaptal soumettait toute espèce de publication à l'approbation préalable.

Bernier ne pouvait accepter pareille ingérence. Immédiatement et avec la plus grande énergie, il proteste contre le principe de ce contrôle et la manière dont Maret prétend l'assurer. Laissant de côté, pour le moment, les autres dispositions relatives à l'exercice du culte, sur lesquelles il se contente de faire ses réserves, il revendique hautement pour les actes épiscopaux la liberté et fait observer à Maret que l'initiative prise par lui débordant le cadre local, intéresse tous les diocèses de France et, par conséquent, échappe à la compétence d'un préfet pour relever, en raison de sa portée générale, du gouvernement. La question, ajoute-t-il, reste d'ailleurs pendante, car le Conseil d'État se préoccupe de déterminer dans quelle mesure la lettre du ministre de l'Intérieur s'applique aux ministres du culte. Lorsque le Conseiller d'État aura pris une décision, Bernier s'y conformera, « avec la plus scrupuleuse exactitude ». En attendant, Maret devra, pour sa circulaire, se contenter d'un accusé pur et simple de réception (2). Le préfet ne se tient pas pour battu. Le jour même, il répond que son arrêté est bien conforme à la lettre de Chaptal, qu'il maintient donc ses dispositions. Mal lui en prit car de sa plus belle encre, Bernier le rappelle à une interprétation plus judicieuse des directives officielles. La lettre du ministre de l'Intérieur, lui écrit-il, « est essentiellement différente de votre arrêté. Elle ne dit point que vous prendrez un arrêté pour l'exer-

(1) On en trouve un écho savoureux dans les *Mémoires du général Thiébault*, II, 347-348.

(2) Bernier à Maret, 30 déc. 1802. Arch. Loiret, V 40.

cice du droit qu'elle vous attribue ; si le gouvernement l'eût jugé nécessaire, il l'aurait pris lui-même ; elle ne dit point que vous mettez aux pieds des mandements la *permission de publier*. Le citoyen Chaptal est trop pénétré des égards que l'on doit à des hommes honorés de la confiance et du choix du Premier Consul, pour leur prescrire cette clause humiliante.

« Il dit encore moins que vous deviez afficher un soupçon injurieux pour moi, en supposant dans un arrêté que je puis m'oublier, et en invitant mes subordonnés à me désobéir. Je prends la ville et le diocèse à témoin, si j'ai rien fait qui puisse justifier cette précaution déshonorante.

« Elle ne vous dit pas cette lettre que le droit qu'elle vous attribue doit passer à chaque maire, qu'ils sont investis d'un *veto général* sur tout ce que les prêtres peuvent publier et qu'ainsi un prêtre de mon diocèse ne pourrait plus annoncer à ses paroissiens quel dieu ils doivent adorer, sans que le maire eût mis au bas de l'annonce, *vu et permis de publier*. De pareilles entraves n'ont jamais existé, elles ne sont pas dans votre cœur, citoyen préfet. Consultez-le, il vous dira que d'autorité à autorité, la délicatesse prescrit des égards que l'on vous a fait méconnaître dans votre arrêté. La publicité produirait les plus mauvais effets. Ayez un peu plus de confiance dans mes dispositions et vous agirez autrement envers moi. J'aime la paix et n'ay pas besoin d'un arrêté pour me contraindre à la maintenir. J'ay exposé ma vie pour la ramener dans l'Ouest ; je périrois, s'il le falloit, pour la maintenir à Orléans.

« Je vous déclare itérativement, conclut-il, que je persévère dans les dispositions *manifestées par ma lettre d'hier* (1). »

Le ton de cette lettre, les raisons alléguées, les menaces sous-jacentes produisirent leur effet. Maret s'aperçoit qu'il s'est mal engagé et s'applique à battre en retraite. Une circulaire, fort embarrassée, notifie, le 7 janvier, aux curés et desservants du Loiret que le gouvernement « ayant l'intention de fixer le mode d'exécution de sa décision relative à la publication des lettres, discours ou mandements des évêques », il a sursis à « l'exécution des dispositions contenues » en sa circulaire du 20 décembre, dans son arrêté du 28 décembre (2). Peine inutile, car trois jours après arrive un blâme des

(1) Arch. Loiret, V 40.

(2) *Ibid.*, M 1886.

plus sévères et des plus catégoriques. Portalis rappelle sans ménagement que les préfets n'ont aucune autorité pour légiférer en matière religieuse « et désavoue formellement des mesures si contraires aux vues du Premier Consul. Si, dans sa lettre, le ministre de l'Intérieur n'avait fait aucune mention des écrits et mandements épiscopaux, c'était à dessein, « pour que les autorités ecclésiastiques dont le rôle est de prêcher une religion qui ne change pas, ne paraissent pas trop ouvertement être sous la main de la puissance civile ». Or, une disposition de l'arrêté pris par Maret, désignait littéralement les évêques que le ministre avait eu l'intention de ne pas nommer ! Portalis ajoutait sévèrement : « Cela renverse toutes les idées. Les préfets ne sont pas le gouvernement et quand la loi exige l'autorisation du gouvernement, elle n'exige pas celle des préfets, qui ne sont que des magistrats nommés par le gouvernement, subordonnés au gouvernement, et révocables à volonté. » La conclusion n'était pas moins dure. « Le rétablissement du culte en France est une affaire d'État qu'il faut conduire avec les vues judicieuses et modérées d'une administration et non avec la prévoyance hostile d'un ennemi (1). »

Cette diatribe calma pour longtemps le zèle malencontreux qui avait inspiré à Maret sa circulaire ; elle lui apprit combien il était dangereux de légiférer en matière religieuse et lui démontra qu'il était imprudent de vouloir lutter avec un évêque, si bien averti des intentions officielles et si puissant auprès du ministre des Cultes. Le coup était rude, injuste même, en partie, car si le préfet d'Orléans apportait parfois une certaine étroitesse dans son administration, il ne méritait pas qu'on lui prêtât à l'égard de l'Église « la prévoyance hostile d'un ennemi ».

S'il contribua à le faire blâmer, avec pareille rigueur, Bernier dépassa vraiment la mesure. Mais quelque regrettables que fussent pour Maret les conséquences de son intervention, l'évêque d'Orléans rendit en cette occasion un service de très haut prix à la liberté religieuse. En défendant son indépendance personnelle contre les prétentions de son préfet, il défendait la cause commune de tout l'épiscopat de France. Grâce à lui, la lettre de Chaptal recevait une interprétation heureuse, et un point obscur se trouvait fixé qui prêtait à bien des ingérences regrettables. Désormais, les mandements, discours, écrits, émanant des évêques, relèveraient seulement

(1) Portalis à Maret, 20 niv. an XI (10 janv. 1803). Arch. Loiret, V 40.

de l'autorisation des Cultes ; les préfets auraient simplement le droit de faire produire cette autorisation, sans pouvoir la donner eux-mêmes.

Aussi Caprara pouvait-il féliciter Bernier de l'heureux succès d'une affaire qui touchait tous ses collègues (1) tandis que les notes de la Légation enregistraient avec satisfaction la défaite de Maret (2).

(1) Caprara à Bernier, 19 janv. 1803. A. N., AF IV, 1891, 12^e cahier, f^o 10.

(2) St. Concord. Arch. Nat. Ep. Nap. Fr., I.

CHAPITRE VIII

RESTAURATION DE LA CATHÉDRALE, DU PALAIS ÉPISCOPAL DU CULTE EXTÉRIEUR

- I. Restauration de la cathédrale Sainte-Croix. — Bernier fait intervenir le Premier Consul. — Les anciens bâtiments capitulaires.
- II. Bernier recouvre intégralement le palais épiscopal des évêques d'Orléans. Sa restauration. — Son ameublement.
- III. Restauration du culte. — Bernier orateur. — Ses mandements. Ses consignes au clergé.
- IV. Le culte extérieur. — Service solennel pour le docteur Petit et le général Leclercq. — Les sonneries des cloches. — Le costume ecclésiastique.
- V. Les processions. — Les processions pascuales. — La fête de la Pucelle et la délivrance d'Orléans. — Bernier fait approuver par le Premier Consul la reprise de cette fête ; il en compose la messe. — Lettre pastorale sur le rétablissement de la fête de la Pucelle. — Ordre de la cérémonie. — Conflit de préséance entre le préfet et le président de la Cour d'appel. — Conflit entre l'évêque et le maire relatif au droit d'invitation.
- VI. La procession de la Fête-Dieu à Orléans (1803). — La restauration du culte de Saint-Aignan. — Translation solennelle des reliques de Saint-Aignan.

L'activité épiscopale de Bernier ne se borne pas à reconstituer les cadres ecclésiastiques de son diocèse ; il s'attache parallèlement à la restauration de sa cathédrale, de son palais épiscopal, et, par des initiatives heureuses, rend au culte catholique tout son éclat extérieur.

I

Laissée de longues années sans aucune réparation, utilisée même comme écurie, la cathédrale Sainte-Croix est dans un état lamentable ; des travaux urgents s'imposent, « sans lesquels il serait impossible d'y célébrer l'office divin, surtout pendant l'hiver » (1). Le

(1) Portalis à Maret, 16 fruct. an X (3 sept. 1802). Arch. Loiret, V 40.

pavé se trouve endommagé en beaucoup d'endroits, les vitraux en partie brisés, les voûtes dégradées par des infiltrations ; le fer employé en abondance s'oxyde et par son gonflement fait éclater les pierres (1) ; d'autre part, « les démolitions faites pour arracher des murs les signes de féodalité qui y étaient incrustés, ont laissé des ouvertures qu'il est indispensable et pressant de faire boucher » (2). Quant aux boiserie et aux stalles elles ont disparu.

Dès juillet 1802, Bernier se préoccupe de cette situation. Il cherche d'abord à se procurer sur place les premières ressources. Une quête à domicile est organisée par ses soins ; et, pour assurer le succès de cette collecte, il lance un appel chaleureux « aux religieux habitants de la ville d'Orléans ». De son côté, dans une lettre publique le maire, Crignon-Désormeaux, invite les citoyens à multiplier leurs dons. Il prie en particulier « ceux qui ont fait exercer à l'intérieur de leurs maisons un culte qui leur était cher et qui, réunis aujourd'hui à la messe des fidèles, avoient pour l'exercice des saints Mystères des objets qui leur sont maintenant inutiles, d'en faire l'offrande à la première église de ce diocèse, qui doit être la première décorée (3) ».

Cette quête, si abondante fût-elle devait permettre tout au plus de pourvoir aux nécessités immédiates et d'acquérir le mobilier essentiel. La remise en état de l'édifice dépassait les moyens d'une souscription privée, elle exigeait le concours financier du département, de l'État. Le préfet se dérobant, Bernier s'adresse directement au Premier Consul. Après lui avoir exposé dans un mémoire le délabrement de sa cathédrale, et l'urgence d'une restauration, il en appelle à sa haute autorité. Sans paraître incriminer personne, il dénonce pratiquement la carence de Maret, car, dans la dernière session du Conseil général, il avait obtenu qu'on passât, sur cette affaire, à l'ordre du jour. « Le moment de traiter de cet objet, avait-il déclaré, n'est pas encore venu. » Après cette décision, il ne restait plus qu'à attendre d'une intervention supérieure les réparations demandées. Bonaparte communique le mémoire de l'évêque au Conseiller d'État Portalis. Portalis en écrivit au préfet, le priant sur l'ordre du Premier Consul, de vouloir bien indiquer au gouverne-

(1) Voir au sujet de l'état où se trouvait Sainte-Croix et au sujet des réparations : G. CHÉNESSEAU, *Sainte-Croix d'Orléans*, I, 353, III, 57-58.

(2) Portalis à Maret, 16 fruct. an X (3 sept. 1802). Arch. Loiret, V 40.

(3) *Journal départemental du Loiret*, 10 therm. an X.

ment quelles seraient les sommes indispensables pour mettre la cathédrale « dans un état décent » (1).

En avril 1803, lorsque approche le moment où doit se réunir le Conseil général, Bernier s'applique à réveiller chez Maret le souvenir de ce rappel. Il lui dépêche donc l'un des administrateurs de l'Église Sainte-Croix, M. de Champvallin, car M. de Champvallin lui « a paru avoir des idées excellentes sur les moyens de mettre cette église dans un état de décence aussi urgent que nécessaire » (2). Il l'a donc prié de communiquer ses vues au chef du département. Non content d'agir ainsi par personne interposée, l'évêque intervient directement. « J'aurai l'honneur, écrit-il au préfet de vous voir après votre conférence avec M. de Champvallin et nous arrêterons, si vous le trouvez bon, ce qui pourrait être présenté au conseil général comme mémoire, sauf à lui à statuer ensuite ce qu'il jugera convenable (3). » L'invitation est impérative, on croirait presque une sommation.

Bernier ne le prend pas toujours de si haut. Cependant, même lorsqu'il adoucit le ton, il manque rarement d'invoquer à l'appui de ses requêtes ses rapports officiels avec la Direction des Cultes ; s'il renonce à en référer, il laisse du moins sentir et de façon très nette, la possibilité d'un pareil recours.

En homme d'Église, il s'applique à recouvrer progressivement ce qui reste encore disponible des anciens bâtiments capitulaires. « Cherchons autant que possible à remettre les choses sur l'ancien pied, » c'était déjà à Lyon le programme du cardinal Fesch (4). Malgré les divergences qui le séparent du cardinal (5), Bernier s'inspire exactement des mêmes vues. Ne sont-elles pas comme instinctives dans le clergé de toute époque, de toute école et de tout rang?

(1) Portalis à Maret, 16 fruct. an X (3 sept. 1802). Arch. Loiret, V 40.

(2) Bernier à Maret, 23 avril 1803. Arch. Loiret, V 40.

(3) *Ibid.*

(4) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 117.

(5) Bien qu'il soit difficile de préciser les rapports exacts de ces deux prélats, il est certain que l'élévation du second sur le siège primatial des Gaules, son cardinalat, surtout sa mission d'ambassadeur à Rome avaient porté ombrage à l'évêque d'Orléans qui se trouvait plus de titres à la pourpre, en raison des services rendus, et plus de compétence en diplomatie. Sur ce dernier point, il partageait le mécontentement de Talleyrand à qui ce choix avait déplu. Fesch par ailleurs évoluait au point de vue ecclésiastique dans l'ambiance d'Émery, qui n'estimait pas Bernier. Enfin, l'archevêque de Lyon, très ombrageux et très jaloux de son autorité, avait tout lieu de se défier d'un homme qui s'immisçait si volontiers dans les affaires et se montrait si habile dans l'art de miner les gens. Sur Fesch et Talleyrand, voir A. LATREILLE, *Ibid.*, 135-136.

Si d'autres formes d'esprit ecclésiastique manquent à l'évêque d'Orléans, celle-là du moins ne lui fait pas défaut. On doit même avouer qu'il apporte une certaine âpreté dans la revendication des biens épiscopaux et capitulaires encore disponibles. Ainsi réclame-t-il, le 13 avril 1803, un bâtiment attenant à Sainte-Croix et Maret se voit prié de le mettre à sa disposition « le plus tôt possible ». Il s'agit, explique-t-il, d'un appartement connu sous le nom de chambre du prédicateur, parce qu'il servait à recevoir celui qui devait prêcher à la cathédrale « et à lui fournir après son discours, ce qui lui était nécessaire ». Cet appartement servirait à loger, pour la facilité des sacrements, de jour et de nuit, le vicaire de semaine. « Il est indispensable pour le service de l'église et la commodité des fidèles. Je me hâte de vous le demander, écrit Bernier..., et d'ajouter que je ne veux tenir cette jouissance *que de vous* (1) ». Ces trois mots qu'il souligne s'interprètent sans peine ; sous une forme apparemment délicate, on y perçoit la menace d'une haute intervention.

Cette insistance de Bernier s'explique aussi par le peu d'empressement de l'autorité préfectorale qui ne favorise guère ces sortes de restitutions, à supposer qu'elle n'y mette pas volontairement obstacle. Un incident relatif à l'ancienne salle capitulaire paraît assez significatif à cet égard. Sur la fin de 1804, cette salle capitulaire est mise en vente à fin de démolition. L'évêque d'Orléans recourt à son habitude à la Direction des Cultes pour faire respecter ses droits, mais Maret, afin de placer le gouvernement devant le fait accompli, entreprend immédiatement les travaux projetés. Nouvelle protestation du prélat, qui se plaint amèrement à Portalis et des prétentions de Maret et de ses procédés inadmissibles. Chose plus grave, non content d'incriminer le chef du département, il incrimine aussi les bureaux du Conseiller d'État. Ceux-ci, affirme-t-il, ont averti en sous-main la préfecture de la réclamation épiscopale, pour lui permettre d'en prévenir les effets. Cette dernière accusation est-elle fondée ? Portalis, à en juger par sa réponse, ne semble pas l'avoir prise au tragique ; les renseignements plus précis et les preuves qu'il sollicite montrent assez qu'il n'est pas persuadé de cette connivence reprochée à ses bureaux. Mais, pour l'affaire elle-même, une fois de plus, il tranche en faveur de l'évêque le différend, désavoue le préfet, lui rappelle la règle établie par le gouvernement en la matière : les maisons et les bâtiments qui appartenaient au Chapitre Sainte-

(1) Bernier à Maret, 13 avril 1803. Arch. Loiret, V 40.

Croix et qui n'ont pas été aliénés, doivent revenir intégralement à celui-ci. En conséquence, ordre est donné de surseoir immédiatement à tous les travaux de démolition (1). Maret toutefois ne se tint pas pour battu ; il réussit même à donner des explications si pertinentes que, quelques mois plus tard, Portalis reconnaissait « la régularité » de ses opérations et lui envoyait ses félicitations pour cette « nouvelle preuve de son administration sagement ordonnée » (2). Malgré toute sa ténacité, l'évêque d'Orléans ne put sauver la salle capitulaire de Sainte-Croix.

II

Bernier ne lutte pas avec moins de ténacité, pour recouvrer son palais épiscopal, assurer sa remise en état, le pourvoir de l'ameublement nécessaire. Il lui faudra bien des efforts, beaucoup de temps, pour aboutir.

C'est que Maret avait des vues sur l'ancien évêché. Il le trouve beaucoup trop vaste « pour l'état actuel de l'évêque » ; par contre, il expose au gouvernement que le local conviendrait très bien pour y installer la préfecture, « placée peu convenablement » (3). Peut-on supposer qu'il a, outre les raisons invoquées, des arrière-pensées ; que, soucieux de paraître en tout le premier personnage du département, il préfère maintenir dans un logement plus modeste, où elle prendra moins de relief, la première autorité spirituelle du diocèse ?

Au début, il invoque le délabrement trop réel du palais devenu inhabitable et assigne à Bernier pour sa résidence une maison d'émigré soumise au séquestre national, la maison de Mme d'Embrun, au coin de la « rue d'Escures », avec tout son mobilier. Il était convenu qu'il s'agissait là d'une demeure provisoire. Or, cette dame se trouve en discussion avec ses créanciers et le prélat s'est à peine installé que ses appartements sont, pendant deux jours, « assiégés par des huissiers ». En son absence, malgré les protestations de ses domestiques, les hommes de loi pénétrèrent pour instrumenter jusque « dans

(1) Portalis à Bernier, 11 frim. an XIII (2 déc. 1804). Arch. Nat., F¹⁹+ 255, f^o 38.

(2) Portalis à Maret, 25 prair. an XIII (14 juin 1805). Arch. Nat., F¹⁹+ 179, f^o 45.

(3) Arch. Nat., AF iv, 1044.

l'endroit où s'est établi le secrétariat provisoire. Ils menacent de revenir à la charge pour les autres appartements » de façon peu décente. L'évêque prie donc le préfet de lui épargner ces désagréments ; il le fait d'ailleurs avec modération, en protestant qu'il ne veut nullement entraver la justice, ni se mêler des affaires de Mme d'Embrun ; « Elle (*sic*) ne m'intéressent, ajoute-t-il, qu'autant qu'elle est ma diocésaine et que sous ce rapport je dois désirer ce qui lui est utile. » Mais en représentant qu' « il est pénible de se voir entouré d'exécutions domiciliaires au début de sa carrière », il laisse entendre discrètement que pareille situation demeure provisoire autant que précaire (1). Maret envoya, avec des excuses fort convenables, ses regrets, pour « l'acte inconsidéré du citoyen Hulquin », poussé à bout « par les tergiversations de la dame » ; il ordonna à la régie de dresser un inventaire du mobilier et d'en laisser la disposition au prélat (2).

Ce n'était là qu'un incident passager facilement réglé par les bonnes relations d'un heureux début, mais on y saisit déjà chez Bernier le dessein d'aboutir pour sa résidence à une autre solution ; les termes sont encore adoucis, mais ils restent assez clairs pour que le préfet puisse comprendre à mi-mot, et comme le préfet fait la sourde oreille, une lettre officielle du ministère des Cultes se charge de lui rappeler, le 20 août suivant, que, d'après la volonté du gouvernement les palais épiscopaux disponibles doivent être rendus à leur destination ; en conséquence, Portalis ordonne au préfet d'Orléans de réaliser cette disposition, sauf motifs importants. Maret dut s'exécuter (3).

Ce premier point est donc acquis : Bernier recouvrera son évêché. Mais avant qu'il puisse s'y installer, une mise en état sérieuse s'impose, en raison du délabrement de cet édifice. Or les travaux traînent en longueur ; manifestement, l'administration préfectorale les retarde plus qu'elle ne les active et les raisons ne lui manquent pas pour s'excuser. Elle prétexte d'abord le manque de crédits, mais Bernier fait approuver par l'Intérieur une première dépense de 14 000 francs votée par le Conseil général ; elle prétexte encore l'incertitude où l'on est des plans adoptés par l'évêque, comme si ce dernier n'avait pas assez nettement indiqué qu'il se contenterait

(1) Bernier à Maret, 12 juil. 1802. Arch. Loiret, V 40.

(2) Maret à Bernier, 24 mess. an X (13 juil. 1802). Arch. Loiret, V 40.

(3) Arch. Nat., F¹⁹+ 206, f^o 6.

d'abord de l'aile gauche où logeaient ses prédécesseurs. Aussi le prélat s'impatiente-t-il. Il se fait pressant, menaçant presque. « Je ne suis pas logé, écrit-il à Maret, je dois quitter la maison que j'habite et le Premier Consul lui-même me croyait déjà logé à l'évêché (1). »

Par ailleurs, si pour le moment il ne réclame qu'une aile de son palais, il entend bien réserver tous ses droits sur le reste. Il n'admet pas qu'on y établisse la Bibliothèque municipale, car cette idée est « incompatible avec la décence », et la maison épiscopale « étant à la charge des deux départements qui constituent le diocèse, ne peut par conséquent servir à un établissement qui n'a pour objet qu'Orléans ou le département du Loiret » (2). Maret se rend à ces réclamations, renonce à son projet, mais il renonce trop tard, car Bernier une fois de plus en a référé à Paris et Paris lui a donné raison.

Il n'admet pas davantage qu'on maintienne plus longtemps les soupes économiques installées par le bureau de bienfaisance dans un local destiné au secrétariat. Outre que le secrétariat doit se trouver à l'intérieur de la maison, « il serait pénible et dangereux peut-être pour un évêque qui ne peut pas faire tout le bien qu'il désire, d'avoir ainsi, dans sa cour même d'entrée, la foule des pauvres réunis qui peuvent dans des moments de disette et d'effervescence se porter à de mauvais procédés ». A cet égard, il n'admet aucune réclamation. Il cède par contre, dans les dépendances, un local où pourront être transférées les soupes populaires, « en fermant toutes communications et toute espèce de jour sur l'évêché (3). » Enfin, il n'entend pas qu'on enlève sans une permission expresse de sa part des matériaux provenant de son palais, ni furtivement « par la porte du cloître », ni ouvertement par la grande porte, surtout s'il s'agit de les remplacer par d'autres de qualité inférieure, comme c'est le cas pour certains verres de bohême ; les pavés de la cuisine eux-mêmes doivent être respectés. C'est son droit, n'est-il pas le « surveillant naturel de l'évêché » ? Car « il est de fait, écrit-il, à Maret que, par décision du gouvernement, je suis mis en possession de l'évêché et que la délivrance que vous en ferez à mon fondé de pouvoir ne sera que l'exécution d'un ordre donné depuis plusieurs mois ». C'est aussi l'intérêt du département. La justice et l'économie interdisent de pareils enlèvements et Paris, qu'il a consulté, ne les permettra pas plus

(1) Bernier à Maret, 24 juil. 1803. Arch. Loiret, V 40.

(2) *Ibid.*, 1^{er} avril 1803.

(3) *Ibid.*

longtemps. L'ingénieur en chef du Loiret doit se le tenir pour dit. Quant au préfet, il connaît assez les vues du Premier Consul pour s'y conformer sur ce point. D'ailleurs, ajoute Bernier, « j'ai chargé des personnes de confiance à Orléans de surveiller tous les enlèvements qui pourraient se faire et de m'en donner un état, pour que je puisse le soumettre au gouvernement ; mais j'ai lieu de croire que par l'activité de votre surveillance, cette mesure deviendra inutile » (1).

Enfin, après tous ces atermoiements, Maret remit, le 31 mars 1804, les clefs de l'évêché au chanoine Clavelot mandaté par son évêque pour les recevoir (2). Presque aussitôt, Bernier obtiendra que la chapelle de l'Officialité, destinée aux ordinations et aux confirmations particulières, rentre également en sa possession (3) en vertu d'une décision prise le 19 mars par le Premier Consul.

Reste à pourvoir de meubles et de tentures le palais épiscopal ainsi restauré, car le prélat n'entend nullement supporter les frais de cette installation. Malgré les subventions dont le Premier Consul le gratifie (4), les ressources pécuniaires lui font défaut, étant donnés les immenses besoins de son clergé et de son diocèse ; en outre il serait injuste de lui faire supporter la partie de l'ameublement qui doit rester dans la maison, telles que sont les tapisseries et autres décorations permanentes, « qui ne peuvent ni ne doivent être à la charge du fonctionnaire public auquel le gouvernement fournit un logement. Elles ne sont point personnelles, elles appartiennent à la maison. » Du reste il ne demande rien qui ressente le luxe, « mais uniquement une propreté décente et convenable (5). » Pour lui, il se bornera à fournir les meubles ordinaires après en avoir dressé un état, « afin qu'ils ne soient pas confondus avec ce qui aura été fait ou disposé aux frais des deux départements » qui composent son diocèse (6).

Le Loir-et-Cher doit en effet subvenir pour sa part à l'établissement de son évêque. Bernier obtient donc que le gouvernement fixe lui-même la contribution qui lui incombe. La même mesure est prise pour le Loiret. Le paiement des chanoines d'Orléans par « le trésor

(1) Bernier à Maret, 6 mars 1804. Arch. Loiret, V 40.

(2) *Ibid.*, 30 mars 1802.

(3) *Ibid.*, 9 avril 1804.

(4) Le 30 déc. 1802, Portalis lui envoie de la part du Premier Consul 10 000 livres « en partie pour vos dépenses personnelles, en partie pour les pauvres de votre diocèse ». Arch. Nat., F¹⁹+ 145, f^o 73.

(5) Bernier à Maret, 26 févr. 1804. Arch. Loiret, V 40.

(6) *Ibid.*, 11 avril 1804.

public » rend disponible une somme de 7 000 francs ; des crédits votés par le Conseil général en 1803 et non utilisés fournissent en outre un complément appréciable. Malgré tout, le financement de l'affaire demeure laborieux et, ici encore, le prélat se heurte aux lenteurs de Maret. Sur la fin de 1805, plusieurs mémoires restent à payer. « Vu les besoins des ouvriers, » l'évêque les a réglés de ses deniers personnels, quitte à poursuivre auprès de la préfecture le recouvrement de ses avances (1). Quant au jardin « inculte, inégal, creusé dans plusieurs endroits », il demande lui aussi à être remis en état. Il faut « rapporter partout des terres, des arbres, du gazon, faire des distributions nouvelles etc... » C'est un travail très dispendieux et il ne sera terminé qu'en octobre 1805 (2).

Tous ces détails seraient fastidieux, s'ils ne révélaient un aspect nouveau de Bernier. Ils nous permettent de constater avec quel soin il veille de près à toute cette organisation matérielle, que les grands esprits affectent souvent d'ignorer. On le voit contrôler les entrepreneurs qui toisent ses appartements, discuter avec eux la qualité de la tapisserie, le prix de l'ouvrage, s'occuper de peinture et au besoin d'horticulture, vérifier les mémoires etc... Le langage qu'il tient au préfet dans toutes ces négociations, son attitude si ferme pour ne pas dire autoritaire, ses procédés redoutables, sont encore choses plus significatives ; nous sommes loin des allures insinuantes et des formes assouplies qu'il réserve en diplomatie pour les puissances. Il parle presque en maître auquel il est dangereux de résister.

Ainsi se révèle chez lui un esprit dominateur qui semble bien former le fond de son être. Généralement, cet esprit dominateur sait se contenir, se dissimuler sous des attitudes effacées, fuyantes, se résigner à des euphémismes quand il le faut et aussi longtemps qu'il le faut. Mais dès qu'il le peut, il s'impose ; le ton change, les termes deviennent impérieux. L'homme onctueux se revêt de raideur, les suggestions se muent en ordres. Maître de la position par habileté, il la tient avec force et se met à dominer. Malheureusement, les plus intelligents s'illusionnent et, pour avoir quelquefois anticipé sur le moment propice, s'être démasqué trop tôt, cru trop sûr, il arriva que Bernier perdit le bénéfice de ses travaux d'approche les plus savants. Ce sera en partie, nous le verrons, l'explication de sa disgrâce définitive.

(1) Bernier à Maret, 7 oct. 1804. Arch. Loiret, V 40.

(2) *Ibid.*

Bien que son étoile ait déjà perdu beaucoup de son premier éclat, l'heure de cette disgrâce définitive n'a pas encore sonné. Mais, en passant, nous avons rencontré sur le vif un trait de caractère susceptible d'expliquer sa défaveur. C'est pourquoi, dans cette vie qui appartient à la grande histoire, cette page toute locale présente un intérêt supérieur aux débats d'ordre matériel qu'elle a voulu retracer.

III

Cette restauration matérielle du diocèse d'Orléans après la tourmente révolutionnaire devait se compléter d'une restauration religieuse et morale. Si l'on a pu dire que Bonaparte demandait surtout à un évêque des qualités administratives et de la modération dans l'esprit, l'Église exige plus et autre chose ; elle attend de lui une action pastorale sur les âmes, il doit faire œuvre spirituelle.

Que Bernier se soit prodigué au début de son épiscopat, la chose est évidente ; Caprara, auquel il rapporte non sans quelque complaisance ses courses apostoliques, le félicite à plusieurs reprises de son zèle et des « consolations » qu'il trouve auprès de ses diocésains (1). Comme ses confrères, il donne des confirmations par milliers (2), si nombreux sont les chrétiens qui n'ont pu recevoir ce sacrement depuis 1789. Comme ses confrères et peut-être avec plus d'éloquence, il se prodigue en discours, parle souvent et longuement ; car il a beaucoup de compliments à entendre et beaucoup de compliments à prodiguer. Comme il convient, le « héros », restaurateur de l'ordre et des autels, prélève la plus large part des éloges, car l'évêque d'Orléans n'est pas le dernier à donner l'exemple « de la basilolâtrie où le clergé allait se ruer » (3). Les autorités publiques ont ensuite leur tour et voient louer leurs fonctions et leur personne : le code civil et la magistrature, l'armée et nos victoires, les administrations et le « génie réparateur », la ville, sa municipalité et son histoire, se partageaient les couplets successifs de ces panégyriques. Dieu reçoit ce qui reste d'encens. Quant au peuple chrétien s'il admire « cet

(1) Caprara à Bernier. Arch. Nat., AF iv, 1891, 15^e cahier, f^o 80.

(2) En septembre. 1803, il donne 17 930 confirmations dans la région de Vendôme. Bernier à Portalis, 26 sept. 1803. Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(3) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 112.

orateur de l'ordre le plus distingué » (1), il trouve difficilement dans une éloquence aussi abondante, l'enseignement doctrinal et le réconfort spirituel qu'il est en droit d'y rencontrer. Si, pour parler politique, Bernier s'inspire du Discours sur l'Histoire universelle et, pour parler batailles, de l'Oraison funèbre de Condé, s'il manie volontiers le style « bossuétique » si goûté de Bonaparte, il oublie trop souvent de relire chez son modèle le Panégyrique de saint Paul et le Sermon sur la Parole de Dieu.

Même remarque pour ses lettres pastorales. Sauf quelques exceptions, et par les sujets qu'elles traitent, et par la façon dont elles les traitent, ces lettres ne nous semblent « pastorales » qu'assez indirectement. Les unes sont consacrées à des questions de nature admi-

(1) Le mot est du général THIÉBAULT, *Mémoires du général baron Thiébault*, II, 348. On trouve dans ce chapitre un passage des plus savoureux sur Bernier orateur. Pour le ramener à la note juste, il faut se rappeler que ce général « si critique, si malveillant, si caustique et que certains retards de sa carrière rendent amer », a pu être appelé « un démolisseur de réputations ». (MADELIN, *la France de l'Empire*, 227.) Ce passage vaut cependant d'être cité à titre d'indication générale.

A chaque fête « l'évêque montait en chaire, et là, en possession de tout dire sans être contredit, de tout faire écouter sans être interrompu, cet homme, qui me charmait dès qu'il parlait, qui me révoltait dès que je pensais à lui, se donnait carrière; son thème était généralement l'éloge du Premier Consul d'abord (plus tard l'Empereur); puis, avec un art diabolique, il trouvait moyen d'arranger la suite de son discours au gré de ses antipathies ou de ses prédilections et devenait aussi embarrassant pour ceux à qui il prodiguait ses flagorneries que mortifiant pour ceux à propos desquels il affectait de se taire. Détestant le préfet, il laissait peser sur lui et sur l'administration tout le dédain de son silence; puis, à propos du salut de l'Eglise et du législateur dont Dieu s'était servi pour rétablir le culte, il faisait l'apologie de la justice, disait des choses flatteuses pour M. Chabrol et l'enveloppait dans l'hommage qu'il adressait au grand homme, auquel la France devait ou allait devoir ses nouveaux Codes. Et, lorsqu'il en arrivait à la gloire de nos armées, il ne tarissait plus. Seules nos victoires avaient rendu possible tous les miracles accomplis par un génie qui résolvait l'art de gouverner les peuples, et là-dessus il reprenait nos plus mémorables campagnes, s'arrêtait avec affectation à celles que j'avais faites, et dès ce moment, me fixait, ne jetant plus que des regards sardoniques sur M. Maret et renchérissait d'autant plus en allusions louangeuses à mon égard que le préfet se montrait plus exaspéré. Un jour, qu'il avait sans doute une revanche à prendre sur son ennemi, il parla une heure et demie et passa tellement toutes les bornes du contraste que, pour ma part, je fus au supplice. Tel était l'homme. Ne flattant les uns que pour mieux accabler les autres. Il y avait du venin dans ses plus suaves paroles; transformant en victimes jusqu'aux personnes qu'il accablait de flatteries, il savait en arrière d'elles et par d'atroces sarcasmes ou par d'odieuses calomnies, se venger de l'apparence de son admiration et de la profusion de ses éloges. » 349-352.

nistratives, lettre sur la circonscription des paroisses, lettre sur la célébration des fêtes transférées le dimanche, lettres concernant l'établissement des fabriques, etc... Les autres ordonnent des prières pour la prospérité des armées de la France ou des *Te Deum* pour les grands événements de la vie nationale : *Te Deum* pour le Consulat à vie, pour la conservation des jours du Premier Consul, pour l'heureux avènement de Napoléon Bonaparte au trône impérial des Français, pour le sacre, pour les victoires remportées en Allemagne, pour Austerlitz. On y trouve des accents indignés contre la perfide Angleterre qui, menacée de toutes parts, « a prodigué ses richesses, répandu ses trésors sur le continent, pour acquérir des défenseurs et des alliés ». Telle jadis la commerçante Tyr dont il est écrit : « *Persae et Lydii et Lybies erant in exercitu tuo, viri bellatores tui* (1). » Non contente de susciter des ennemis, elle soudoie des assassins. « Au lieu de diriger sur nos ports ces flottes redoutables dont le nombre et la force inspirent tant d'orgueil à nos fiers rivaux, » elle « vomit » sur nos côtes de lâches criminels, et mérite qu'on lui applique « ce que l'Esprit-Saint disait d'un peuple ambitieux : « *Omnia quae loquitur populus iste conjuratio est* » (2). Mais ses efforts sont aussi vains que le furent jadis ceux des Palestiniens, jaloux de la prospérité d'Israël ; eux aussi armaient à leur service les peuples voisins « et Dieu, dans sa colère, leur disait par l'organe du prophète Ezéchiel : ... J'étendrai mon bras et je ferai disparaître les tyrans et les ministres ambitieux qui achètent au poids de l'or le sang des nations » (3).

Mais s'il emprunte pour traduire son indignation, les accents inspirés des prophètes, c'est le souvenir de Bossuet qui l'obsède lorsqu'il narre les victoires de Napoléon ; on sent qu'il a toujours devant les yeux le récit de la bataille de Rocroi et qu'instinctivement, il s'applique à reproduire un si parfait modèle. Avouons d'ailleurs qu'il y réussit fort bien, témoin ce passage de grande allure sur la capitulation d'Ulm : « Cinq jours suffisent aux héros français pour parvenir de Strasbourg jusqu'aux bords de la Lesch. Vainqueur à Wertingen, triomphant à Güntzburg, il se montre à nos fidèles alliés comme un

(1) Mandement pour la prospérité des armées de Sa Majesté l'Empereur des Français, roi d'Italie, 28 sept. 1805.

(2) Mandement qui ordonne des prières publiques d'actions de grâces pour la conservation des jours du Premier Consul, 19 févr. 1804.

(3) Mandement qui ordonne que le *Te Deum* sera chanté dans toutes les églises de son diocèse en actions de grâces de la victoire éclatante remportée par Sa Majesté l'Empereur des Français, roi d'Italie, à Austerlitz en Moravie, 20 déc. 1805.

libérateur. La Bavière étonnée l'applaudit et l'admire. Augsbourg et Munich lui ouvrent leurs portes. Ulm seul paraît devoir lui résister. Cette ville renferme dans ses murs l'élite des soldats autrichiens : trente-trois mille hommes se disputent l'honneur de la défendre. Mais quand le ciel se prononce, à quoi servent les délibérations humaines? *Non est consilium contre Dominum*. Déjà la victoire a couronné nos guerriers à Elschingen, les hauteurs qui dominent la ville assiégée sont en leur pouvoir. Leur vive impatience ne souffre aucun délai : ils brûlent du désir de s'immortaliser par de nouveaux exploits ; mais l'humanité du héros enchaîne leur courage, il veut triompher sans effusion de sang. Bientôt l'ennemi capitule ; il subit la loi du vainqueur, il vient déposer à ses pieds ses munitions et ses drapeaux. C'est en vain qu'une partie de cette armée qui paraissait redoutable a voulu chercher son salut dans la fuite ; un prince, digne émule de l'activité du monarque, le poursuit, l'atteint, le combat et ne lui laisse aucune relâche qu'il n'ait en son pouvoir les glorieux monuments de son entière défaite. *Reliqui fugerunt et accepit spolia eorum* (1). »

Enfin, ces mandements belliqueux n'oublient pas de prêcher en faveur de la conscription. « Souvenons-nous qu'un chrétien fidèle doit à son Souverain, à sa Patrie, ses facultés, ses bras, son existence ; qu'il doit défendre l'un et l'autre au péril de sa vie, et que cette obligation est tellement étroite que plusieurs conciles ont prononcé des peines contre qui oserait s'y soustraire. » On renvoie même pour le prouver au troisième canon du concile d'Arles (2).

L'évêque d'Orléans ne manque pas d'adresser à qui de droit ces lettres pastorales si édifiantes. Même après sa disgrâce, il continuera ces envois à l'Empereur, à Portalis, au prince Murat, à l'archichancelier, à l'architrésorier, au prince Joseph, au prince Louis (3). Fouché, Talleyrand eux-mêmes les reçoivent et le ministre des Relations extérieures, juge compétent en la matière, remercie l'évêque d'Orléans, « qui a voulu, écrivait-il, que je lusse son mandement

(1) Mandement qui ordonne que le *Te Deum* sera chanté dans toutes les églises de son diocèse en actions de grâces des victoires remportées en Allemagne par Sa Majesté l'Empereur des Français, roi d'Italie, 30 oct. 1805.

(2) Mandement qui ordonne des prières pour la prospérité des armées de Sa Majesté l'Empereur des Français, roi d'Italie, 28 sept. 1805.

(3) *Registre pour la correspondance*, commencé le 10 août 1805, fcs 10, 14, 26. Arch. Ev. Orléans.

et qui n'est pas du nombre de ceux à qui on peut demander s'ils en font autant » (1).

On a beau feuilleter la série de ces lettres pastorales, on n'en trouve aucune qui traite de sujets doctrinaux ; les mandements de carême ne font même pas exception. On y lit cependant de fort belles exhortations à la pénitence. « Les larmes de la pénitence, écrit Bernier dans son mandement de 1802, ont des douceurs cachées. L'impie ne les connaît pas ; le pécheur obstiné les dédaigne, le chrétien pénitent les recherche et les aime. Imitons son exemple. Offrons à Dieu comme lui le tribut d'un cœur pénétré de vif repentir de l'avoir offensé ; immolons à sa volonté sainte nos passions et nos vices. Sacrifions à la morale évangélique les maximes funestes d'un monde égaré. Refrénons par le jeûne, le recueillement, la prière et l'abstinence, les mouvements déréglés de la chair, les saillies de l'humeur, les révoltes de l'amour-propre et les écarts de l'imagination. Rachetons surtout par d'abondantes aumônes les égarements d'une vie peu chrétienne. Ne craignons pas d'épuiser en les répandant dans les mains des pauvres les ressources d'une fortune que la mort un jour doit nous ravir (2). » Mais, jusque dans la pénitence, les intérêts du « héros qui nous gouverne » doivent rester présents à l'esprit des chrétiens ; indépendamment des nouvelles grâces que les âmes recueilleront de cette sainte quarantaine, Dieu ajoutera « à l'administration paternelle du Restaurateur de la religion, un nouveau degré d'illustration, de mérite et gloire (3). »

Bernier maintient toutefois dans sa sévérité la rigueur traditionnelle du carême. Malgré l'intervention du maire d'Orléans qui demandait une dispense générale et la permission du gras pendant quatre jours de la semaine, il refuse en 1802 d'abandonner les anciens principes. Ses prédécesseurs n'ont jamais accordé cette permission et, dans les circonstances présentes, elle pourrait produire un effet contraire au résultat cherché. Cependant, pour répondre au désir du maire, il donne aux curés et desservants pouvoir de dispense, il les invite même à user très largement. « Cette espèce de parti moyen, ajoute-t-il, n'offensera pas la délicatesse des consciences par une généralité de permission inusitée dans le diocèse et donnera en même temps la facilité de faire gras à ceux que la cherté (*sic*) des vivres

(1) Talleyrand à d'Hauterive, 14 oct. 1805. *Lettres inédites de Talleyrand à Napoléon* (1800-1803), éditées par P. Bertrand. Lettre 27.

(2) *Mandement de carême pour permettre l'usage des œufs*, 12 févr. 1803.

(3) *Ibid.*

et la dureté de la saison y obligent (1). » Lui-même sollicite personnellement cette dispense du cardinal légat et le cardinal légat s'empresse de la lui accorder. Non seulement il autorise l'évêque d'Orléans à faire gras quatre fois par semaine, « mais il serait presque tenté de lui en faire une loi précise », en raison de « sa santé qui est un peu dérangée », de ses grandes occupations et de son travail assidu, car « sa conservation... intéresse le bien de l'Église » (2). L'année suivante, Bernier se décidera à cette mesure générale qu'il n'avait pas estimée opportune au début de son épiscopat ; il permettra les aliments gras les dimanche, lundi, mardi et jeudi de chaque semaine, jusqu'au vendredi de la semaine de la Passion exclusivement (3).

L'opportunité, telle est en effet la grande règle de cet évêque diplomate, toujours attentif à se modeler sur les circonstances pour leur mieux imposer les principes. Telle est la consigne qu'il donne à son clergé dans une circulaire d'avril 1803 (4). Un zèle ou une activité inconsidérés sont à ses yeux choses extrêmement dommageables. Officiellement restaurée, la religion doit reprendre son action avec prudence dans la paix. Il ne faut pas aller trop vite.

Après tant d'années où le culte dut se cacher, on est heureux d'en multiplier les signes, à tel point qu'en août 1804, le préfet de Loir-et-Cher signalera au ministère de la Police la quantité de calvaires et de statues religieuses érigées dans son département ; il en a compté 787 (5) et n'en paraît pas autrement satisfait. Pour ces « érections de croix ou autres signes permanents de notre sainte religion », Bernier demande à ses curés et desservants de se concerter avec l'autorité civile. Longtemps, confiné dans des oratoires plus ou moins secrets, on aime les cérémonies au grand jour et on étend volontiers les parcours des processions. Bernier défend que l'on dépasse les limites de la commune (6). « Ces processions désordonnées,

(1) Bernier au maire d'Orléans, 16 févr. 1803. Bibl. Orléans, M 943-945.

(2) Sala à Clavelot, 27 févr. 1803. Arch. Nat., AF iv, 1891, 14^e cahier, f^o 23.

(3) Mandement qui ordonne la publication d'un jubilé d'actions de grâces pour le rétablissement de la religion catholique en France et qui permet l'usage des œufs pendant le carême prochain jusqu'au mardi de la semaine sainte inclusivement et celui des aliments gras les dimanche, lundi, mardi et jeudi de chaque semaine jusqu'au vendredi de la semaine de la Passion inclusivement, 27 janv. 1804.

(4) Bibl. Orléans, ms 943-945.

(5) Arch. Nat., F⁷ 8.063.

(6) Circulaire au clergé, avril 1803. Bibl. Orléans, ms 943-945.

parce qu'elles sont trop longues, peuvent être remplacées par celles que vous faites au milieu de votre paroisse et sur le territoire qui vous est confié. »

La prudence des prêtres s'exercera principalement sur deux points particulièrement névralgiques, les mariages et les obsèques religieuses. Pour les mariages, les curés ne porteront eux-mêmes aucune décision sur la validité de certaines unions contractées pendant la Révolution ; outre que la matière est délicate (1), il doit régner une uniformité constante de principes et de conduite entre les ecclésiastiques ; ils informeront tout de suite et en détail leur évêque qui se réserve cet objet.

(1) La matière est en effet doublement délicate :

1^o La question divisait les assermentés et les insermentés. Les premiers regardaient comme invalides les mariages contractés devant un « intrus » sans juridiction. Les seconds les déclaraient valides en vertu de leurs théories sur la juridiction ecclésiastique. Les premiers regardaient comme invalides les mariages contractés avec des empêchements que le droit canon déclarait dirimants, s'ils n'avaient été levés par l'autorité légitime. Les seconds, dans l'ensemble, ne reconnaissaient comme empêchements dirimants que les empêchements déterminés par la loi civile. En outre, sur ce terrain s'opposait les doctrines traditionnelles de l'Église et les doctrines officielles de l'État dont il a été parlé plus haut. (Ch. VI, 143 et sq.)

2^o Embrouillé par les idées fausses et les passions de l'époque, le problème est en lui-même complexe. On trouve aux Archives vaticanes une *Instruction sur la validité des sacrements*, revue par le cardinal Di Pietro et par le secrétaire de l'Index, qui donne les solutions suivantes :

1^o Les mariages contractés devant un intrus sont valides quand on ne pouvait recourir au curé légitime ou à un prêtre ayant pouvoir de l'Ordinaire.

2^o Les mariages contractés avec empêchements dirimants, dont un intrus a dispensé ou dont on n'a pas demandé dispense à l'évêque légitime, sont invalides. * Noter cependant que cette solution laisse une marge d'incertitude. Dans quelle mesure peut-on établir le recours possible à un prêtre ayant juridiction de l'évêque légitime ?

Di Pietro propose donc de revalider en vertu de l'autorité pontificale, par la *sanatio in radice*, les mariages invalides, soit parce qu'ils ont contractés devant un intrus alors qu'on pouvait recourir à un prêtre ayant juridiction de l'évêque légitime, soit parce qu'ils ont été contractés avec empêchements sans dispense de l'autorité légitime.

3^o Les mariages contractés sans prêtre délégué « pro eo quod commodè haberi non potuerit » doivent être déclarés valides ; on doit cependant exhorter ceux qui les ont contractés à recevoir la bénédiction, tout en les avertissant que sans cette bénédiction, leur mariage est et reste valide.

4^o Ceux qui ont contracté un mariage purement civil, comme mariage civil, sans souci du sacrement, doivent recevoir le sacrement et sont coupables d'avoir adhéré aux faux principes de la Convention. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., XV.

Quant aux obsèques religieuses, il faut « éviter... le refus souvent injuste et toujours mal vu de sépulture. C'est à la mort que l'Église, toujours indulgente, est toujours disposée à présumer, par un sentiment de charité aussi surnaturel que chrétien, le repentir du pécheur appelé au tribunal du Souverain Juge » (1). On ne pouvait guère se montrer plus conciliant, ni plus soumis au gouvernement, car le gouvernement poursuivait, quelle que fût la légitimité de leurs raisons, les curés qui n'accordaient pas à leurs paroissiens les obsèques religieuses, la pacification des esprits prévalant à ses yeux sur les principes les plus fermes de la législation canonique.

IV

« C'est le culte extérieur qui se rétablissait, non la substance de la religion, » écrivaient les théologiens romains à propos de la restauration concordataire. Sans doute, voulaient-ils par là condamner ce qui dans cette restauration ne cadrerait pas « avec la divine constitution de l'Église », car la substance de la religion... est inséparable du système qui lui a été prescrit par son divin auteur » (2). Mais, à condition de ne pas lui donner une forme trop absolue, on pourrait reprendre ce jugement dans un autre sens et dire que l'Église concordataire à ses débuts vit plus par le dehors que par le dedans, que l'extérieur l'emportait souvent sur l'intérieur, l'officiel sur le spirituel, la lettre sur l'esprit. A Paris, constatait Grégoire, « plus encore que dans le reste de la France, il y a du culte mais très peu de religion » (3). Pour venir d'un opposant, le mot ne manque pas de justesse. C'est qu'il est plus facile de reconstituer les cadres administratifs, d'organiser des démonstrations religieuses éclatantes, avec

(1) Circulaire au clergé. Avril 1803. Bibl. Orléans, ms 943-945.

(2) Stor. Concord. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I.

(3) GRÉGOIRE, *Mémoires*, II, 423. On trouve un jugement analogue chez D'HAUSSONVILLE, *l'Eglise romaine et le Premier Empire*, I, 218. « Si le Premier Consul a beaucoup fait pour la pompe du culte... il s'en faut qu'il en ait autant fait pour le bien de la religion elle-même. » « Il y a lieu de croire..., remarque M. Lefebvre, que Napoléon ne tenait pas à rechristianiser profondément la France ; il s'était arrangé pour tenir ceux de ses sujets qui obéissaient avant tout au prêtre ; il ne lui en fallait pas davantage. » G. LEFEBVRE, *Napoléon*, 400.

le concours de toutes les autorités, que de rendre aux âmes le sens et la pratique du christianisme vrai. La première œuvre peut se mener assez rapidement, la seconde requiert du temps, une action méthodique, profonde, silencieuse ; elle paraît moins et les documents officiels n'en conservent guère de traces, elle demeure par nature mystérieuse et cachée dans le secret des cœurs.

Cette tâche intérieure et spirituelle il ne faudrait pas croire trop facilement que la jeune Église concordataire l'ait entièrement négligée (1). Mais il arriva parfois que certains de ses évêques, absorbés par d'autres soucis et agréablement illusionnés par la protection et les hommages du gouvernement, se complurent trop dans la restauration extérieure du temple et laissèrent au second plan l'adoration en esprit et en vérité, pour laquelle le temple doit être construit. Aussi bien, rendre à la religion « de la majorité des Français » tout l'éclat dont elle est susceptible, lui restituer dans l'État et dans la cité une place officielle, n'était-ce pas lui valoir auprès du peuple un prestige considérable, dont son influence spirituelle pourrait bénéficier ?

Dans son diocèse et particulièrement à Orléans, Bernier s'attacha de façon sagement progressive à cette restauration extérieure du culte, qui revêtait à ses yeux une particulière importance. Toutes les occasions lui sont bonnes pour convoquer les corps constitués à des cérémonies religieuses. S'agit-il d'honorer un bienfaiteur de l'Hospice, le docteur Petit ? Il célèbre, en juillet 1802, à la demande du préfet et des médecins, un service des plus solennels et prononce « une oraison funèbre très remarquable » (2). Le docteur avait été inhumé en 1794, sans aucune cérémonie, les églises étant alors fermées ; il avait multiplié pour les pauvres de la ville les fondations charitables. On juge quels durent être sur ces deux thèmes les heureux développements de Bernier.

La mort du beau-frère de Bonaparte, le général Leclerc, prêta, le 26 janvier 1803, à une démonstration plus éclatante encore et à un discours encore plus émouvant. Non content d'officier lui-même,

(1) Napoléon, a-t-on dit, jugeait surtout les évêques par leur valeur administrative et leur action conciliatrice. Il ne lui déplaisait pas que ses évêques fussent des saints, mais il demandait surtout à ses « préfets violets » des qualités administratives et une action conciliatrice. Voir à ce sujet un article du P. DUDON, *Études*, CV, 744-762. *Pourquoi l'épiscopat se trouva faible en face de Napoléon.*

(2) LOTTIN, *Recherches historiques sur la ville d'Orléans*, 2^e partie, III, 343, et Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

l'évêque d'Orléans fit l'éloge « de ce jeune guerrier » et retraça « vivement à la garnison, aux diverses autorités civiles et militaires et à tous les citoyens qui sont accourus à cette touchante cérémonie, la perte qu'avait faite la patrie dans la personne de ce général, si justement et si généralement regretté » (1).

Il prit pour texte « les regrets et la douleur de David à la mort de son beau-frère Jonathas » et présenta le beau-frère de Bonaparte « comme le modèle des guerriers par sa bravoure et sa modération dans les succès, des magistrats par sa sagesse et sa prévoyance dans l'administration de Saint-Domingue, et de tous les citoyens par son désintéressement à sa patrie et ses vertus morales. « Si l'immense multitude qui remplissait la cathédrale, « plus vaste qu'aucune des églises de France », ne put entendre la voix de l'orateur, » éteinte par la fatigue et un rhume de poitrine, « celui-ci eut du moins la satisfaction de « payer le tribut de reconnaissance qu'il devait à la famille du Premier Consul et surtout personnellement à lui » (2), de prouver au gouvernement l'attachement des Orléanais, de réunir enfin autour de l'autel l'armée, la magistrature, les fonctionnaires, « les citoyens de tous les États » dans une cérémonie grandiose.

A l'occasion de ces cérémonies grandioses et sous le couvert de ces solennités officielles, Bernier réintroduit la religion dans la vie de la cité, comme dans celle de la nation, et le gouvernement couvert de fleurs, les autorités locales abondamment complimentées, ne peuvent que se féliciter d'un pareil retour.

L'évêque d'Orléans rencontra plus de difficultés lorsqu'il s'agit de reprendre certains usages abolis pendant la Révolution et qui lui tenaient particulièrement à cœur.

Longtemps les cloches avaient été condamnées au silence, tout culte se trouvant proscrit; beaucoup même avaient été envoyées aux fonderies nationales pour les besoins de l'armement. A la première éclaircie, timidement d'abord, puis avec une hardiesse croissante, dans la plupart des communes on se remit à sonner celles qui restaient dans leur beffroi. Le Concordat signé, les carillonneurs se donnèrent libre cours. Si l'on en croit le mémorialiste Pataud, la ville d'Orléans attendit le 20 juin 1802 pour mettre les siennes en branle; mais, sans doute pour se dédommager de ce retard, certaines paroisses le firent avec tant de zèle qu'un député de la préfecture dut

(1) Maret à l'Intérieur, 8 pluv. XII (29 janv. 1803). Arch. Nat., F. C. III.

(2) Arch. Nat., F¹⁹+ 226, f^o 43-44.

ralentir l'ardeur de celles de Saint-Paul (1). En général le peuple se réjouit de cette résurrection. Toutefois, quelques protestations s'élevèrent au sujet de ces manifestations sonores dont la tradition paraissait se rétablir ; elles traduisaient les inquiétudes plus ou moins vaines qui cachaient souvent une opposition de principe, car, selon le mot de Portalis, « il y a des mécontents qui se plaignent plutôt de ce qu'ils n'aiment pas que de ce qui les incommode » (2). Il n'en est pas moins vrai que l'on gardait dans la ville assez mauvais souvenir de certains abus, fréquemment dénoncés sous l'Ancien régime. La « Campanomanie » sévissait ailleurs que dans « l'Isle sonnante » décrite par Rabelais. Multipliés par le nombre des couvents, la fréquence des offices annoncés et réannoncés, les carillons presque ininterrompus avaient motivé plus d'une plainte. D'aucuns semblaient craindre pour la tranquillité de leurs jours et le sommeil de leurs nuits.

Soucieux de donner tous les apaisements nécessaires à l'opinion qu'il entendait rallier à sa politique religieuse, le gouvernement se préoccupa donc de restreindre les sonneries des cloches et chargea les préfets de s'entendre avec les évêques pour élaborer un règlement. Maret d'un côté, Corbigny de l'autre, se mirent donc en devoir de prendre un arrêté. Le premier, se montra assez large. Le second, plus méticuleux, ne se borna point à déterminer la nature des cloches affectées à chaque sonnerie, il fixe encore le nombre de minutes et le nombre de coups auxquels il faut se limiter : pour l'Angélus, cinq minutes, pour les trépas, dix minutes et six tintements, pour les funérailles, six minutes, pour les agonisants, un tintement de cinq minutes, pour le viatique, un tintement de dix-huit coups, pour la messe basse, un tintement de douze coups. On ne pouvait souhaiter, pour contenir l'élan des carillonneurs, des règles plus étroitement délimitées. Tout en adoptant cet arrêté, Bernier ne manque pas de relever avec une aimable finesse cet excès de précaution. « Je vous prie... écrit-il à Corbigny, d'être indulgent si parfois on excède de deux ou trois minutes le temps fixé. Vous n'exigerez pas sur cet objet une précision mathématique ; je m'en rapporte absolument à vous (3). » Les sonneries restaient interdites, avant le lever et après le coucher du soleil. Les abbayes et couvents, où se célébrait l'office

(1) Bibl. Orléans, ms 567, f° 40.

(2) Portalis à Corbigny, 4 vend. an XI (26 sept. 1802). F¹⁹ + 209, f° 38 v.

(3) Bernier à Corbigny, 13 déc. 1802. Arch. Loir-et-Cher, V 6 C.

de nuit n'existaient pourtant plus, mais ne fallait-il pas bannir toute crainte de réveils nocturnes, pour calmer les mécontents? Sur la demande de Bernier une exception fut faite pour la nuit de Noël dans la ville d'Orléans. Ce serait, écrit-il à Maret une satisfaction pour le peuple « d'être averti de la messe de minuit par les cloches ». « Cette satisfaction, ajoute-t-il, ne peut avoir d'inconvénient. Il est dans votre cœur comme dans le mien de la lui accorder (1). » A Paris, le gouvernement avait autorisé cette exception et Orléans ne pouvait rester en dessous de la capitale.

La reprise du costume ecclésiastique était aux yeux de l'évêque d'Orléans un signe non moins éclatant de la restauration religieuse, conséquence du Concordat. Nous avons vu que, dès son arrivée, dans son diocèse, il donne lui-même l'exemple à son clergé, en portant l'habit long et cet exemple est assez suivi pour que les préfets, Corbigny surtout, s'en inquiètent (2) et sollicitent des instructions. Portalis répond sans répondre; le préfet de Loir-et-Cher fera sentir aux prêtres qui croiraient pouvoir sortir en soutane « qu'ils s'exposent à des procédés de violence contre lesquels la loi ne peut les défendre, puisqu'ils les ont provoqués par une infraction à la loi » (3); mais d'interdiction positive il n'est nullement question. Maret reçoit une consigne analogue.

Entre temps Bernier s'emploie à obtenir mieux que cette tolérance; mais il devra attendre le 13 septembre 1803 pour aboutir.

(1) Bernier à Maret, 23 déc. 1802. Arch. Loiret, V 40.

(2) « M. le préfet nous a repris, écrit Gallois le 10 août 1802, de nous rendre de chez nous à l'église en soutane et surplis. Nous lui avons observé qu'il y aurait de l'indécence qu'une trentaine d'ecclésiastiques se dépouillassent dans la sacristie, sans savoir où mettre leurs habits et au risque d'être volés. Il a consenti, quoique avec peine, à fermer les yeux et a promis d'en écrire au ministre. » Arch. Ev. Blois, 5 K.

(3) En même temps qu'il dénonçait à Portalis « la licence que se donnent les prêtres de sortir dans les rues en soutane et en surplis », Corbigny lui avait adressé une consultation « sur la tolérance que les évêques mettent à s'entendre appeler Monseigneur ». La réponse de Portalis est aussi prudente que libérale. « Les évêques, écrit-il à Corbigny, ont droit, d'après la loi du 12 germinal, art. 3, au titre de Monsieur. Si dans leurs écrits et communications publiques, ils se permettent celui de Monseigneur, il y a matière à un recours auprès du Conseil d'État. » S'il s'agit seulement de conversations particulières, « c'est une puérile satisfaction de vanité à laquelle l'autorité mettrait beaucoup d'importance si elle s'en apercevait. Si la chose se fait en présence du préfet, je pense, ajoutait Portalis, que vous devriez avertir le flatteur et que vous avez le droit de faire des représentations. » Portalis à Corbigny, 4 vend. an XI (26 sept. 1802). Arch. Nat., F¹⁹ + 209, f^o 38.

A cette date, une lettre de Portalis apporte à ses démarches répétées une réponse satisfaisante ; il a soumis au Premier Consul la demande de l'évêque d'Orléans, relative au costume des prêtres. « Le Premier Consul ne voit aucun inconvénient à ce que les prêtres portent la soutane, c'est l'habit de leur état et cet habit peut être pour les ecclésiastiques un nouveau motif de se respecter eux-mêmes et de chercher à se concilier le respect des autres (1). » Immédiatement, l'évêque d'Orléans adresse à ses deux préfets une copie certifiée de cette réponse officielle. Il l'adresse également à tous les prêtres de son diocèse, avec invitation instante d'user de cette autorisation ; ils auront à cœur, leur écrit-il, « de reprendre l'honorable costume qui leur est assigné par l'Église ». « Ils verront sans doute, avec plaisir, ajoute-t-il, que ce saint et respectable habit, qui a décoré les ministres du sanctuaire pendant tant de siècles, peut et doit reparaître aux yeux des fidèles pour l'honneur du sacerdoce, ...et la gloire de l'Église, dont il signale le triomphe et la pleine liberté (2). »

L'évêque d'Orléans connaît assez son clergé pour ne point s'illusionner sur l'unanimité de sa joie. De fait, il y eut des protestations : « Plusieurs prêtres pauvres, nous rapporte Pataud, jetèrent les hauts cris, parce qu'on les forçoit de recourir au tailleur quand ils n'avoient pas de quoi payer le boulanger (3). » Et l'on comprend la gêne de ces malheureux ecclésiastiques dont la misère n'était que trop réelle.

Toutefois à ces raisons matérielles, d'autres s'ajoutèrent qui ne relevaient point de l'ordre financier, mais s'inspiraient des anciennes divisions ; sous la réticence des textes, on devine dans quelle partie du clergé cette mesure rencontra le moins d'empressement.

V

Pour rendre au culte catholique dans la ville d'Orléans « son ancienne splendeur » (4), il restait à établir les processions générales

(1) Portalis à Bernier, 26 fruct. an XI (13 sept. 1803). Arch. Nat., F¹⁹ + 249, f^o 126 v.

(2) Bernier à Huau, doyen de l'arrondissement de Blois, 14 sept. 1803. Arch. Ev. Orléans.

(3) Bibl. Orléans, ms 567, f^o 69. Arch. Loir-et-Cher, V, I, IV 3^o.

(4) PATAUD, *Chronologie des faits relatifs à l'histoire d'Orléans*. Bibl. Orléans, ms 567, f^o 58.

qui se déroulaient avant la Révolution à certains jours de fête.

Dès 1803, Bernier s'y emploie activement. Le 26 mars, une ordonnance épiscopale règle celle des Rameaux qui conduira le clergé de Sainte-Croix à la chapelle de l'hôpital, celle du dimanche *in albis*, dont le parcours habituel sera modifié, les églises où se faisaient les stations se trouvant désaffectées ou trop excentriques (1); c'est ainsi que, au lieu de se rendre comme jadis « aux Augustins pour y remercier Dieu du succès de la quinzaine pascalle », on adoptera désormais « l'église Saint-Aignan pour le même objet » (2). Cette dernière procession, dite « des beaux surplis », fut présidée par l'évêque lui-même. Le peuple s'y rendit en foule, heureux de revoir cette cérémonie qu'il aimait, heureux d'« entendre le prélat qui surprend jusqu'aux vieillards, par sa scrupuleuse exactitude à remplir tous ses devoirs » (3). Le 15 avril suivant, un mandement prenait des dispositions analogues pour les Rogations, la saint Marc, la Fête-Dieu. Le même mandement annonçait que, le 8 mai prochain, « la Fête de la Pucelle » serait reprise dans les conditions accoutumées » (4).

A vrai dire, cette initiative ne venait pas de l'évêque, mais du maire d'Orléans; dès le 17 janvier 1802, sans attendre le rétablissement officiel du culte, Crignon-Désormeaux avait adressé au chef du département une notice sur l'institution et la célébration de cette solennité. Après en avoir rappelé l'origine, l'objet, l'histoire, il en proposait le rétablissement dans les formes traditionnelles qu'il serait facile de retrouver, car à défaut des registres municipaux sur lesquels on consignait les événements mémorables de la cité et que la Terreur avait détruits, les souvenirs des habitants se trouvaient assez vivaces pour qu'on pût reconstituer le cérémonial constamment suivi (5). La notice fut transmise au ministre de l'Intérieur et, le 22 avril 1802, celui-ci présenta au Premier Consul un rapport favorable à « cette fête vraiment civique » (6). Mais Bonaparte ne se tint pas à cet avis; il renvoya l'affaire à Cambacérès et demanda au préfet d'Orléans un

(1) *Ordonnances et actes épiscopaux*. Reg. I. Arch. Ev. Orléans.

(2) PATAUD, *Chronologie des faits relatifs à l'histoire d'Orléans*. Bibl. Orléans, ms 567, fo 58.

(3) *Ibid.*

(4) *Ordonnances et actes épiscopaux*. Reg. I. Arch. Ev. Orléans.

(5) Arch. Loiret, M 456.

(6) Chaptal au Premier Consul, 2 flor. an X (22 avril 1802). Arch. Loiret, M 456.

mémoire détaillé sur la question. « Il veut, écrivait Hugues Maret à son frère en le priant de rédiger ce mémoire, que tu y joignes ton opinion sur le cérémonial qui se pratiquait et sur celui qu'on pourrait observer, dans le cas où il conviendrait de célébrer cette fête vraiment nationale. » La réponse doit être rapide, car le Premier Consul est « pressant et pressé ». Par ailleurs, ajoute le *post-scriptum*, on a tout lieu d'espérer une réponse favorable, car le gouvernement « désire faire quelque chose qui soit agréable aux Orléanais, dont la conduite paraît améliorée » (1). Malgré la hâte de Bonaparte, malgré son désir d'encourager les nouvelles dispositions des Orléanais, le projet demeura en suspens. Sans doute, jugea-t-on « préférable d'attendre alors la nouvelle réorganisation officielle du culte et la prise de possession du nouvel évêque » (2).

Mais Crignon-Désormeaux tient absolument à son projet et la municipalité avec lui. En attendant qu'il aboutisse, le Conseil de ville décide qu'on relèvera sur la place du Martroy, le monument de la Pucelle détruit pendant la Révolution (3). Cette délibération est envoyée à Bonaparte qui la trouve « très agréable » et donne son entière approbation, car l'exemple de « l'illustre Jeanne d'Arc montre bien que le génie français est capable de tous les miracles, qu'unie, la nation française n'a jamais été vaincue », tandis que « les dissensions semées par l'ennemi dans nos rangs causent tous les désastres que rappelle notre histoire » (4). Cette réponse comblait tous les vœux de Crignon-Désormeaux, qui dépassa vraiment les bornes de la flatterie dans l'élan de sa reconnaissance. Sa lettre de remerciement est un véritable dithyrambe en l'honneur du « héros » que la postérité placera au-dessus de la Pucelle, car la Pucelle « ne fut que guerrière », tandis que, pour sa gloire et le bonheur de son peuple, le « héros » a moissonné bien d'autres lauriers. Les protes-

(1) Maret à son frère, 23 vend. an X (14 mars 1802). Arch. Loiret, M 456.

(2) P. DUDON. Pour Jeanne d'Arc. *Études*, CXI, 387.

(3) Le monument fut érigé par souscription publique. Le ministre de l'Intérieur, Chaptal, souscrivit pour 5 000 francs, Le Coz, archevêque de Besançon, envoya 50 francs en s'excusant sur ses moyens et sur ses charges de ne pouvoir davantage. La lettre qui accompagne cet envoi est des plus curieuses. Le Coz regrette que la pauvreté du clergé ne lui permette pas de faire ériger cette statue « en réparation pour la condamnation de cette héroïne par le clergé ». Cela ne l'empêche pas de protester contre « le phylosophisme barbare » qui l'a détruite et contre le « plus infâme philosophe », qui a souillé de sa bave impure la sublime libératrice de la patrie. Bibl. Orléans, 943-945.

(4) *Correspondance de Napoléon*, VIII, 6561.

tations qui suivent ne sont pas moins étonnantes de la part d'un maire qui se vantera, plus tard, d'avoir été à Orléans, pendant tout le règne de l'« usurpateur », l'homme de Louis XVIII. Son dévouement et son zèle « sont sans bornes, comme notre amour et notre respect » (1).

Tandis que Crignon-Désormeaux s'adresse au Premier Consul pour la restauration du monument élevé jadis en l'honneur de la Pucelle d'Orléans, Bernier recourt à Portalis pour la fête religieuse, car l'inauguration de la nouvelle statue lui paraît une occasion idéale pour reprendre la procession traditionnelle du 8 mai. « Je vais appeler votre attention, lui écrit-il, sur un objet qui intéresse la gloire nationale, qui entre dans les vues du Premier Consul, et sur lequel il a bien voulu s'expliquer dès le premier instant de ma nomination à l'évêché d'Orléans. » Bernier montre donc au conseiller d'État la portée locale et générale d'une cérémonie qui intéresse non seulement la ville délivrée par Jeanne d'Arc mais la patrie entière, car l'événement qu'elle commémore « se rattache à tout ce qui tient au salut de la France et à cette ancienne rivalité de deux nations célèbres, dont l'une eût obtenu dans des temps malheureux des succès bien funestes, si la levée du siège d'Orléans n'eût été le terme de ses victoires ».

Puis, après avoir rappelé l'historique de cette fête, la place que doit y tenir une religion qui enflamme le courage des guerriers et donne « au sexe le plus faible des sentiments au-dessus de ses forces », le prélat en explique le cérémonial traditionnel. Naturellement, il met surtout en valeur les rapprochements « exprimés dans tout l'office de ce jour. On dirait qu'on y a résumé, plusieurs siècles avant la Révolution, tout ce qui pouvait retracer en grand le sublime ouvrage de celui qui vient de la terminer ». D'ailleurs, pour rendre ces rapprochements encore plus sensibles aux yeux du peuple, Bernier a pris soin d'ajouter à cet office « une messe particulière, qui sera chantée en musique et dont toutes les paroles seront tirées des endroits les plus sublimes de l'Écriture et les plus propres à enflammer le patriotisme »... « J'y joindrai, ajoute-t-il, la prière pour le Consul, un psaume et des hymnes analogues, à la place de celles qui n'ont de rapport qu'à la dédicace de l'église d'Orléans. » En terminant, il exprime l'espoir que ce programme agréera à Bonaparte, car ce serait, pour la première année de son épiscopat, une « douce consola-

(1) Cité par DUDON, *Études*, CXI, 388.

tion d'avoir vu rétablir une solennité aussi chère à tous les Français qu'elle l'est à mon diocèse » (1).

Portalis ne pouvait qu'appuyer une pareille requête. « L'idée de ressusciter cette procession, écrit-il au Premier Consul, d'y faire prononcer un discours relatif à ce grand événement par un orateur imposant, habile et dévoué au gouvernement ne peut être que très utile à l'esprit public. » Le conseiller d'État trouve « bon et piquant » le plan de prières proposé par l'évêque. Quant aux hymnes latines de l'ancien office, il les juge « barbares » et voudrait qu'on les remplaçât par de « nouvelles qui s'adaptassent mieux à la circonstance ». Il faudrait surtout, pour compléter les chants liturgiques par des chants populaires, en langue nationale, « faire composer en français un hymne plein de chaleur, qu'on ferait chanter dans quelques édifices publics ou au spectacle, s'il y a spectacle à Orléans ». Bonaparte entra pleinement dans les vues du conseiller d'État et les ordres nécessaires furent donnés au ministre de l'Intérieur « pour arrêter le règlement de la fête et pour composer les hymnes » (2).

Tandis qu'à Paris, on examine le cérémonial et les textes des prières proposés par Bernier, Crignon-Désormeaux s'applique à dresser un « Programme pour la célébration de la fête de la délivrance d'Orléans par Jeanne d'Arc » (3). Ce programme, il le soumet d'une part au préfet, d'autre part à l'évêque. Le préfet et l'évêque demandent qu'on y apporte quelques modifications. Le premier fait rectifier les considérants ; ils attribuaient au désir du gouvernement le rétablissement de la cérémonie, alors que le gouvernement s'était borné à une simple autorisation. Le second observa que la place attribuée au célébrant dans le dernier article était contraire à l'usage de l'Église. Quand l'évêque n'officie pas, le célébrant n'est pas immédiatement devant lui, mais au milieu de la procession, à la tête du chapitre et immédiatement après la croix de la cathédrale. Le dernier article fut donc corrigé dans ce sens.

La désignation du prédicateur prêta également à une discussion, d'ailleurs fort aimable et fort pacifique entre les autorités, cette première fête de la Pucelle réalisant entre tous un accord parfait. La tradition voulait que cet orateur fût désigné par l'autorité civile. Bernier passa sur cette tradition qu'il prétendait ignorer et chargea

(1) Cité par P. DUDON, *Études*, CXI, 385-390.

(2) *Ibid.*, 391.

(3) Arch. Loiret, V. M 456.

de ce discours l'un des chanoines de sa cathédrale, M. Corbin (1). Mis devant le fait accompli, le maire s'inclina sans protester ; non content de s'incliner, il crut devoir intervenir avec toutes sortes de précautions diplomatiques, pour excuser l'évêque auprès du préfet. « Ce que cette disposition a de contraire à ce qui se pratiquait dans cette solennité, écrit-il solennellement à Maret, ne vous paraîtra pas, je l'espère, citoyen, un motif d'improbation, si vous voulez bien considérer l'ignorance où était à cet égard M. l'Évêque et la preuve qu'il a par là donné de son zèle. J'ajoute que M. Corbin eût été l'objet du choix que je vous aurais prié d'agréer pour cette tâche honorable, et que cette irrégularité involontaire ne tirera à aucune conséquence pour l'avenir (2). » Le préfet répondit le jour même de la façon la plus rassurante, s'élevant même jusqu'aux principes, il déclara que le nouvel ordre de choses ayant établi une délimitation entre les différents pouvoirs, les désignations que font les évêques des ecclésiastiques qui doivent porter la parole dans les temples, lors des cérémonies publiques, n'ont aucun besoin de l'approbation de l'autorité civile. « Je ne pense pas, ajoutait-il, qu'il soit dans nos attributions d'approuver ou d'improver la désignation qu'a faite M. l'Évêque d'Orléans pour cette cérémonie (3). » En conséquence de cette décision, le maire renonça à son privilège traditionnel et l'article premier concernant la cérémonie religieuse porta en toutes lettres : « A dix heures, l'orateur choisi par M. l'Évêque prononcera le panégyrique de Jeanne d'Arc. »

Toutes choses se trouvant ainsi réglées d'un commun accord entre les diverses autorités, le 28 avril, Bernier fit paraître une lettre pastorale, pour annoncer à son clergé et aux fidèles de son diocèse « le rétablissement de la fête de la délivrance d'Orléans connue sous le nom dite Fête de la Pucelle ». La procession se déroulerait sous le rite et les cérémonies d'usage, de Sainte-Croix à Saint-Marceaux. Le clergé de toutes les paroisses y prendrait part, dans l'ordre fixé par le mandement épiscopal. Le lendemain, un service funèbre serait célébré « pour le repos de l'âme de Jeanne d'Arc et des guerriers qui sont morts pendant le siège d'Orléans ou qui sont tombés sous ses murs ». Des considérations historiques suivaient ; suivait aussi l'éloge du Premier Consul, s'opposant en de savantes antithèses à celui de

(1) Arch. Loiret, M 456.

(2) Le maire d'Orléans au préfet, 14 vent. an X (5 mars 1803). *Ibid.*

(3) Le préfet du Loiret au maire d'Orléans, 14 vent. an X. *Ibid.*

la Pucelle, libératrice d'Orléans ; dans les deux cas se manifestait l'intervention providentielle de Dieu « qui tient en réserve les Gédéon, les David, les Mathathias ». Au quinzième siècle, il emploie « l'instrument le plus faible, une simple bergère de dix-huit ans... pour mettre en fuite les bataillons anglais, et pour humilier « une nation aveuglée par ses propres triomphes ». Mais quand « la France opprimée réclamera à grands cris la liberté de son culte et de ses autels, l'Éternel appellera du sein de l'Égypte un conquérant pour la délivrer (1). » On juge à quels rapprochements peut conduire semblable parallèle. Aussi Portalis trouve-t-il ce mandement « excellent », aussi assure-t-il son auteur que le Premier Consul ne manquera pas « d'y trouver une nouvelle preuve de votre attachement à sa personne et de votre zèle pour l'honneur français » (2).

Parallèlement, un arrêté du maire déterminait le programme de la fête publique et la composition du cortège (3). En tête, la cavalerie avec ses fanfares de trompettes et un détachement de la garde nationale, à la suite des pauvres des hospices sur deux rangs, le clergé, derrière le clergé, la musique militaire, celle de la garde nationale ; puis, sur le même front, le président de la Cour d'appel, le préfet, le général, suivi de son état-major ; enfin, sur deux lignes parallèles, le reste des autorités ; à droite, le secrétaire de la préfecture, les conseillers de préfecture, le conseil général, les professeurs du lycée, les chefs des services publics, le maire, la municipalité, la commission des hospices, le bureau de bienfaisance, etc... ; à gauche, les tribunaux, les juges de paix, les notaires et avoués. La garde nationale fermerait la marche avec un détachement de cavalerie. Tout le long du parcours, les troupes de la garnison feraient la haie. Au son des cloches, des fanfares, des salves d'artillerie, on suivrait jusqu'à Saint-Marceaux le parcours traditionnel.

Le programme religieux et civil fut exécuté en tous points. On loua l'éloge que M. Corbin fit de la Pucelle ; on admira cette « pompe inconnue depuis longtemps » (4). La journée se termina par des illuminations et des feux d'artifice.

(1) *Mandement de M. l'évêque d'Orléans qui ordonne le rétablissement de la fête de la délivrance d'Orléans par Jeanne d'Arc, connue sous le nom de fête de la Pucelle*. Bibl. Orléans, H 559.

(2) Portalis à Bernier, 15 flor. an XI (5 mai 1803). Arch. Nat., F¹⁹ + 249, f^o 36.

(3) LOTTIN, *Recherches historiques en la ville d'Orléans*, 2^e partie, III, 355.

(4) Pataud. Bibl. Orléans, ms 567.

Malheureusement, ce triomphe officiel fut troublé par des tiraillements entre les diverses autorités et cette fête de Jeanne provoqua un conflit de préséances, dans lequel Bernier se trouva entraîné.

Ce conflit s'éleva entre le préfet et le président de la Cour d'appel. Le premier invoquait ses droits comme chef suprême du département, le second faisait prévaloir les siens, car le ressort de sa cour, débordant les limites du Loiret, lui conférait une dignité plus haute. L'un et l'autre avaient leurs partisans. Le maire et le président du Tribunal de Commerce soutenaient la thèse préfectorale ; le président du Tribunal civil et, si nous en croyons le général Thiébault, l'évêque lui-même embrassaient la cause opposée. Depuis longtemps on se disputait les places dans les cérémonies officielles. La fête de Jeanne d'Arc, avec son défilé éclatant, posa le problème de façon plus aiguë. De part et d'autre, on en référa au gouvernement.

Or, après avoir, le 1^{er} avril 1802, donné le pas à Jean-Philbert Maret, sur André Chabrol de Croussol (1), le gouvernement décida en 1804, que l'étendue des juridictions déterminerait dorénavant les préséances. M. de Chabrol devenait donc le premier personnage d'Orléans, au grand désespoir de son compétiteur. A ce titre, il présiderait désormais les fêtes de la Pucelle, à ce titre, il marcherait à la procession, en tête du cortège civil.

Maret ne put se résigner à pareille déchéance. Il se concerta avec le maire pour sauver sa dignité et, d'accord avec lui, sinon à son instigation, Crignon-Désormeaux déclara en 1805 que la fête de Jeanne d'Arc serait « purement municipale ». On avait imaginé ce moyen pour évincer M. de Chabrol, car, dans une fête purement municipale, l'ordonnance de la cérémonie revient au maire, avec la charge des invitations. Ces invitations, on les restreindrait aux autorités de rang inférieur. Ainsi, le maire garderait sans conteste possible la présidence ; ainsi, demeureraient illusoires les droits de préséance reconnus au président de la Cour.

On avait compté sans Bernier qui, de son côté, adressa également des invitations. Puisqu'il s'agit d'une solennité religieuse, c'est à l'évêque qu'il appartient de convier les représentants du gouvernement : tel est l'argument qu'il invoque à l'appui de son droit et, en son nom, deux de ses chanoines se rendent successivement chez M. de Chabrol, chez le préfet, chez le général, chez le maire, etc..., les priant de vouloir bien, comme les années précédentes, assister

(1) Arch. Loiret, M 2395.

aux cérémonies commémoratives de la délivrance d'Orléans. Pour l'évêque, c'est une question de principe ; vu le caractère de fête, son organisation relève de son autorité, et il apporte à l'appui de sa thèse de si excellentes raisons que Portalis en reconnaîtra le bien-fondé. Cette question de principes se double-t-elle d'une question de personnes ? On peut se le demander. L'attitude de Bernier concorde si bien avec les intérêts du président de la Cour, le plan du maire se trouve si efficacement traversé, qu'il n'est pas téméraire d'y voir avec le général Thiébault « une bonne riposte » (1).

Que cette bonne riposte ait été imaginée par M. de Chabrol et simplement exécutée par Bernier, comme Thiébault le prétend, ou que l'idée en vienne de Bernier lui-même, il n'en reste pas moins vrai qu'elle déjoua complètement les calculs de Maret et de Crignon-Désormeaux, pour la plus grande satisfaction de leur rival.

Le dépit de Maret se manifesta par son abstention : il ne parut point à la cérémonie. Malgré son admiration pour son « illustre payse » (2), malgré ses excellentes relations avec Bernier qui le tenait sous son charme, Thiébault refusa de prendre parti dans la querelle des autorités ; pour ne point départager l'évêque et le maire, il demeura chez lui. Les fonctionnaires suivirent, dans l'ensemble, la même ligne de conduite. Par contre, la Cour au grand complet se rendit à Sainte-Croix en corps et en grande robe, conduite par son premier président. Elle fut accueillie dans la cathédrale par les protestations publiques de Crignon-Désormeaux. Crignon-Désormeaux s'éleva hautement et contre la présence de M. de Chabrol, et contre le rang qu'il occupait à la cérémonie. Puis, comme ce dernier opposait à ses protestations une fin de non-recevoir, il refusa la place d'honneur qu'on lui avait réservée et se mit avec affectation dans les dernières chaises. Cet incident causa un petit scandale. Ce scandale fut encore accru par l'attitude du maire pendant toute la cérémonie, car, dans l'église même, sur ses ordres, on distribua du vin aux militaires qui se trouvaient là et ceux-ci n'eurent garde de refuser. « Ne cessant de boire pendant la messe et le sermon, écrit Portalis, ils ont fait de cette fête une orgie indécente (3). »

Retenu chez lui par une indisposition, Bernier n'avait point, cette année-là, assisté à la messe solennelle de la Délivrance d'Orléans.

(1) *Mémoires du général Thiébault*, III, 399.

(2) *Ibid.*, 400.

(3) Arch. Nat. F¹⁹ 5692.

Peut-être sa présence eût-elle empêché ce désordre qui trouva ses vicaires généraux impuissants? Il ne restait qu'à le regretter. Mais Bernier n'est pas homme à se perdre en plaintes stériles et, immédiatement, il tire de la situation les avantages qu'elle lui présente. Avec une modération et une hauteur de vues que Portalis eut la naïveté d'admirer, le prélat se défend de toute attaque personnelle contre la conduite du maire; il veut que la question demeure une question de principes et, une fois de plus, il expose avec force et sérénité la thèse suivante : la fête est plus religieuse que civile, puisqu'elle comporte une messe, une procession le jour même et une messe des morts le lendemain. Son ordonnance relève donc de l'autorité épiscopale et non du maire. Cela ne l'empêche pas de rapporter les faits et, tout en protestant qu'il ne veut pas se plaindre, il les rapporte assez clairement pour que le ministre des Cultes inflige un blâme sévère à Crignon-Désormeaux. Derrière le rapport de Portalis (1), on devine le ton détaché, indifférent, presque méprisant avec lequel Bernier relate ces petites choses qu'il ne daigne pas exploiter.

Crignon-Désormeaux ne manqua point de se défendre et Maret s'employa à le soutenir en haut lieu. « Je ne puis que donner des éloges à la circonspection avec laquelle il s'est conduit en cette circonstance, écrit-il le 17 mai 1805 au ministre de l'Intérieur, où il n'eût été ni surprenant, ni sans exemple, que des prétentions rivales, éveillées indiscrètement, eussent produit une suite si contraire à l'objet de la réunion. Je dois également approuver la conduite qu'il a tenu (*sic*) ultérieurement pour assurer ses droits, qu'il doit maintenir et transmettre dans leur intégrité (2). »

Ces droits, une sorte de mémoire avait essayé de les établir, où l'on s'applique à prouver que l'anniversaire de la délivrance d'Orléans n'est point une fête d'Eglise, qu'on se borne à y faire *mémoire* de l'office du jour; Jeanne d'Arc n'a été ni canonisée ni béatifiée; on ne l'invoque point; on remercie Dieu de la délivrance qu'il a procurée par le bras d'une femme forte que l'on compare à Judith; la messe que l'on célèbre après le panégyrique est la messe de l'octave de Sainte-Croix; enfin, on doit à la procession, d'après la décision du ministre lui-même, chanter des hymnes français (3). La thèse vaut ce qu'elle peut et il semble bien que Maret ne se soit guère fait illu-

(1) Arch. Nat., F¹⁰ 5692.

(2) Arch. Loiret, M 456.

(3) *Ibid.*

sion sur sa solidité, car, dans une lettre au maire, il regrette que celui-ci ait affaibli sa position en abandonnant à l'évêque le choix de l'orateur. Il n'aurait pas dû se dessaisir de ce droit consacré par la tradition et reconnu par la loi du 18 germinal an X. « Les suites de cette concession, écrit le préfet, peuvent bien entrer pour quelque chose dans les considérations que l'on fait valoir, pour représenter cette fête comme principalement religieuse et devant être, en quelque façon, disposée et ordonnée par l'autorité ecclésiastique (1). »

Portalès se prononça en faveur de Bernier et le ministre de l'Intérieur confirma cette décision. Le 5 mai 1806, l'Empereur tranchait définitivement la question. Sa Majesté considérait « comme municipale et particulière à la ville d'Orléans la fête instituée en l'honneur de la Pucelle ». En conséquence, le maire devait « en ordonner les apprêts et diriger les détails ». Mais, pour les cérémonies de l'Église, il avait à se concerter avec l'évêque, et celui-ci continuerait « de régler ce qui appartient au culte ». Par ailleurs, si le maire est chargé d'inviter les fonctionnaires à la cérémonie, « ceux-ci » y assisteront et y prendront le rang entre eux dans l'ordre établi par le décret du 24 messidor an XII. « Enfin, si le maire a droit à une place distincte hors du rang que formeront les fonctionnaires publics » de manière à ce qu'on distingue clairement les fonctions qu'il remplit, jamais le maire ne se trouvera « au-dessus des autorités qui doivent avoir le pas sur lui dans l'ordre des préséances » (2).

Ainsi se terminait un débat qui devait, un siècle plus tard, se rouvrir en d'autres termes. Malgré quelques satisfactions, Crignon-Désormeaux se trouve, pour l'essentiel, entièrement débouté : l'évêque reste maître d'organiser la cérémonie religieuse. Quant aux invitations, si elles relèvent du maire, il n'est point libre de les restreindre, car elles seront envoyées « aux fonctionnaires de diverses classes qui sont établis dans la ville ». Enfin, l'ordre des préséances sera réglé selon le décret de messidor an XII et la présidence reviendra en conséquence à M. de Chabrol.

Maret a quitté la ville lorsque parvient à Orléans la décision impériale. Malgré le crédit de son frère, les oppositions locales ont eu raison de lui et, sans qu'on puisse attribuer à Bernier sa disgrâce, il est à présumer que ses divergences avec l'évêque ne sont pas de-

(1) Arch. Loiret, M. 456.

(2) Le ministre de l'Intérieur à M. Pieyre, préfet du Loiret, 15 flor. an XIII (5 mai 1805). Arch. Loiret, M 2395.

meurées étrangères à cette infortune. A Orléans comme à Angers, Bernier portait malheur aux préfets.

VI

En 1803, la situation ne se trouvait pas tendue à ce point. Entre le préfet, l'évêque et les diverses autorités locales, les difficultés ne faisaient que de naître et, dans la joie des restaurations religieuses et sociales, ces difficultés naissantes pouvaient aisément s'oublier. Aussi Bernier profite-t-il de l'atmosphère favorable, créée dans l'opinion locale par les succès des fêtes de Jeanne d'Arc, pour reprendre avec éclat la procession du Saint-Sacrement. Il y convie non seulement toutes les paroisses de la ville, mais encore les pouvoirs publics et la garnison. Les pouvoirs publics et la garnison officiellement n'étaient point tenus de paraître, car il ne s'agissait pas d'une fête nationale ni d'une fête ordonnée par le gouvernement. Mais des consignes très favorables autorisaient les généraux à prêter leurs troupes pour assurer le service d'ordre (1) et, sous ce prétexte, ces derniers fournissaient libéralement des effectifs aussi imposants que disproportionnés. Les fonctionnaires, par ailleurs, sans être obligés d'assister en corps et en tenue, pouvaient figurer dans le cortège à titre privé. On leur avait même fait savoir que leur présence serait bien vue (2) et la plupart se rendirent à cette invitation discrète ; Maret donna plus que l'exemple, en tenant les cordons du dais. Quant à la population, elle apporta avec satisfaction un concours empressé. Dans Orléans pavoisé, la procession se déroula avec une somptuosité inconnue depuis 1790. Les chroniqueurs locaux s'accordent à relater la magnificence des reposoirs et s'extasiaient sur la décoration des rues, des maisons, sur « la pompe » de la cérémonie. Ils attribuent même à Bernier le succès de cette journée. « Quelque soit le caractère politique du prélat, écrit Pataud, toujours est-il certain qu'il reprend la vraie route de l'administration de son diocèse. Jamais la religion catholique ne parut à Orléans sous un plus beau jour, chacun se

(1) Portalis à Maret, 10 prair. an XI (30 mai 1803). Arch. Nat., F¹⁹, 440-441.

(2) JAUFFRET, *Mémoires historiques sur les affaires religieuses de France*, I, 158-159.

dispute l'honneur d'embellir les repositoires par les tableaux les plus recherchés comme par les arbustes les plus prétieux (*sic*) (1). »

Ceci se passait le 12 juin 1803. Le surlendemain 14, une nouvelle cérémonie restaurait dans la ville d'Orléans le culte de son patron et libérateur.

C'est une curieuse histoire que celle des reliques de saint Aignan pendant la période révolutionnaire. Lorsque la collégiale où elles étaient conservées se trouva convertie en atelier de tentes, le curé constitutionnel de Saint-Euverte, Odezenne, sollicita de la municipalité leur transfert dans son église. L'autorisation ayant été accordée, ce transfert eut lieu le 3 juillet 1793. Mais, en août de la même année, Saint-Euverte est convertie à son tour en hôpital pour les malades de Vendée ; peu après commence à Orléans le règne du terroriste Laplanche ; le culte est interrompu et la nef gauche de Saint-Euverte abrite les réunions d'un club ; la section de Marat délibère non loin des reliques de saint Aignan, ce qui constituait pour ces dernières un voisinage fort dangereux. C'est alors que le citoyen Pierre Pouteau décida de les dérober pour les soustraire à la profanation. De nuit, il pénétra dans l'église avec un complice, fut assez heureux pour enlever, sans attirer l'attention, le corps du saint et le fit remettre à un prêtre de Saint-Sulpice, économiste du séminaire, M. Desparrin qui se cachait, rue Sainte-Anne, chez M. de Morett et tenait, dans cette maison, un oratoire clandestin.

Après la restauration du culte, M. Desparrin fit savoir à l'évêque d'Orléans qu'il gardait à sa disposition les reliques sauvées par ses soins. Bernier ordonna qu'on les reconnût solennellement et, le 12 octobre 1802, une commission composée de vicaires généraux, après audition des témoins, signa le procès-verbal de leur authenticité. Restait à les transférer dans l'église consacrée au culte du saint. On attendit pour cette solennité le 14 juin ; c'était la date des anciennes translations, c'était aussi, heureuse coïncidence, la date de Marengo.

Portalès consulté ne pouvait qu'approuver le projet épiscopal. L'occasion était trop belle « de remercier le ciel, comme citoyen, de l'événement glorieux qui opéra ce même jour le bonheur de la France » (2). Sous les auspices du héros, le saint pouvait rentrer chez

(1) Bibl. Orléans, ms 567, f° 62 et LOTTIN, *Recherches historiques sur la ville d'Orléans*, 2^e partie, III, 357.

(2) Portalès à Bernier, 8 prair. an XI (28 mai 1803). Arch. Ev. Orléans.

lui, glorieusement. Une lettre pastorale annonça au clergé et aux fidèles du diocèse la solennité prochaine. On y trouve un tableau oratoire de l'invasion d'Attila, de sa défaite, un hommage très délicat « au courage » qui a sauvé les reliques, « à la piété » qui les a conservées, au « nouvel Obédodon » qui leur a donné asile ; et, comme d'habitude, des rapprochements beaucoup moins discrets avec les événements contemporains. « Le héros qui gouverne la France, a secondé vos vœux ; il veut qu'au même instant où la perfidie de nos ennemis suscite une nouvelle guerre, le libérateur d'Orléans, le vainqueur d'Attila, reparaisse au milieu de son peuple et sollicite pour lui et pour la France entière la protection du Dieu des armées (1). »

Le 11 juin, les reliques avaient été, en présence du maire et des adjoints, déposées dans une nouvelle châsse. Le lundi 13, une procession solennelle vint les chercher à l'hôtel de M. de Morett où elles se trouvaient exposées dans une chapelle ardente. M. Desparrin, entouré des sauveteurs et de la famille Morett, accueillit l'évêque par un discours où il releva « d'une manière infiniment touchante les circonstances extraordinaires de l'enlèvement et du dépôt entre ses mains de ces précieuses reliques » (2). Le prélat répondit en termes paternels et pathétiques et paya à ceux qui avaient conservé « précieusement ce riche trésor au milieu des orages de la Révolution » le juste tribut de reconnaissance qu'il leur devait. Après quoi, la procession se mit en marche pour transporter la châsse à Sainte-Croix. Bernier célébra les premières vêpres de la Translation et, le lendemain, officia pontificalement. Le soir du 14, une nouvelle procession conduisit à Saint-Aignan les reliques du saint. Rien ne manquait, ni la garde nationale qui faisait la haie, ni les dragons à cheval qui ouvraient le cortège, ni le maire, ni les adjoints, ni la musique municipale. Tout se termina par un discours de l'évêque, discours « éloquent », note Pataud, « où on a remarqué les rapprochements les plus heureux avec la solennité du jour ». Les fêtes se prolongèrent tout une semaine ; une garde d'honneur ne cessait de veiller autour des reliques, et, chaque soir, les orateurs locaux reprirent, pour l'édification des fidèles, l'éloge du saint et celui du héros (3).

(1) *Mandement sur la translation des reliques de saint Aignan*. Arch. Ev. Orléans, registre I.

(2) Pataud. Bibl. Orléans, ms 573.

(3) Le 23 octobre suivant, Bernier fit, pour les reliques de sainte Christine, une translation analogue, quoique avec une moindre solennité. Pendant la Terreur, ces reliques avaient été sauvées par le même moyen que celles de saint

L'action de l'évêque cependant ne ralliait pas tous les suffrages. Malgré la pression officielle et l'adresse de Bernier, il existait encore à Orléans une véritable opposition religieuse qui se manifestait parfois en dépit de la police. Une gravure se répandit dans la ville : le Premier Consul y était représenté se noyant dans un bénitier et des évêques, parmi lesquels on reconnaissait celui d'Orléans, s'employaient à coups de crosse à l'y enfoncer. Un incident, plus grave et plus désagréable encore pour le prélat, marqua le baptême des cloches, le 19 décembre 1803, à Saint-Aignan. Deux jeunes gens se mirent à crier dans l'église : « Allons-nous-en ! Il va sonner le tocsin ! » et ils « prirent la fuite de la manière la plus scandaleuse » (1).

Pour désagréable que fût une pareille avanie, il ne faudrait pas croire qu'elle reste une exception. A cette époque, en d'autres villes, d'autres évêques en subirent de pareilles. A Rouen même, sans égard pour le frère du second consul, Cambacérès, un officier fanatique se mit à crier qu'il dépouillerait l'archevêque de ses ornements et qu'il le tuerait (2). A Limoges contre M. Dubourg, à Bourges contre M. de Mercy, des accusations calomnieuses se colportent et se chansonnent (3). Les passions religieuses et politiques avaient été trop

Aignan par un certain Lepierre, domicilié à la Croix Fleurie. Mais Lepierre se plaignit amèrement qu'on n'eût pas pour sa maison les mêmes égards que pour celle de M. de Morett en semblable cas. Le peuple par ailleurs, si on en croit Pataud, ne manifesta aucun enthousiasme. *Pataud*, Bibl. Orléans, ms 567, f° 70. Pataud note cette diminution de l'enthousiasme « pour indiquer la marche de l'esprit orléanais ». Il semble naturel que les habitants de la ville aient manifesté moins d'ardeur pour sainte Christine que pour leur patron saint Aignan. La remarque de Pataud indique plutôt l'évolution de ses dispositions personnelles que celles de l'opinion publique ; car, dans ses notes, on constate que son admiration pour Bernier va decrescendo : on le comprend lorsqu'on sait le refus opposé par l'évêque à M. Charles, qui le demandait comme vicaire à Saint-Paterne. Il semble bien que Pataud ait fondé sur la faveur de Bernier certaines espérances. Laissé de côté par l'évêque, il en conçut un certain dépit. Sur ce personnage curieux qui a accumulé les notes les plus disparates, on trouve des renseignements dans les *Annales religieuses du diocèse d'Orléans* (1904). Ch. CUISSARD lui a consacré une *Notice historique sur l'abbé Pataud* (1752-1817). Pataud est un ancien constitutionnel, curé de Saint-Marceaux pendant la Révolution, il renonça au sacerdoce en 1793. Il devint en 1802 vicaire de Saint-Aignan. Plus tard, il fut nommé chanoine. Pour l'histoire des reliques de saint Aignan et leur translation, voir : E. SÉJOURNÉ, *les Reliques de saint Aignan, évêque d'Orléans*.

(1) Pataud. Bibl. Orléans, ms 573.

(2) Arch. Vat. Ep. Nat. Fr., I. Concord. Esecuzione.

(3) JAUFFRET, *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France*, I, 144.

déchaînées pour que l'apaisement réel correspondît à l'apaisement officiel.

Il n'en reste pas moins que le zèle de Bernier, aussi habile que prudent, contribua heureusement à la renaissance religieuse d'Orléans. Que cette renaissance se soit opérée sans trop d'à-coups, les faits obligent à le reconnaître. Mais il n'est pas moins juste de restituer à ceux qu'oublie trop souvent la correspondance officielle, la part de félicitations qui leur revient, les prêtres qui, au péril de leur vie ont su maintenir la foi dans l'Orléanais, pendant les mauvais jours de la persécution religieuse (1).

(1) Voir à ce sujet D'HAUSSONVILLE, *l'Eglise romaine et le Premier Empire*, I, XI, et P. DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 403-405.

CHAPITRE IX

UN CARDINALAT MANQUÉ — LES ARTICLES ORGANIQUES

- I. Bonaparte demande des cardinaux français et désigne nommément Bernier. — Le cardinalat de Bernier. — L'opposition que rencontre cette candidature ; elle ne vient pas de Rome, mais des milieux politiques. — Bonaparte se ravise ; Bernier demeurera cardinal *in petto*. — Dépit de Bernier. — Vains efforts de Caprara pour que son cardinalat soit proclamé. — Évolution de Bernier ; il se retourne vers la Légation, devient l'homme de confiance et le conseiller de Caprara.
- II. Bernier et les articles organiques. — Il leur ménage dans l'article premier du Concordat un point d'insertion dans les accords. — L'idée des organiques vient-elle de lui ? — Il collabore à leur rédaction. — Protestation du Pape. — Lenteur de Caprara. — Il s'adresse à Bernier pour rédiger sa note relative aux organiques. — L'affaire des organiques à Namur. — Le voyage du Légat en Belgique. — Démission de l'évêque de Namur. — Nomination de Mgr Pisani de la Gaude.

Retourné à Orléans le 15 décembre 1802, Bernier ne reparut à Paris qu'à la fin de mai 1803. Pourtant, dès le 30 décembre, Caprara gémissait de son absence et le pressait de revenir. « Les affaires se multiplient à chaque instant, lui écrit-il, et me font désirer de plus en plus votre retour (1). » Le 5 janvier, nouvelle insistance : « Il est essentiel de vous avoir ici au plus tôt. Il s'agit d'objets qui tiennent à l'intérêt général de la religion, et vous sentez qu'il est de la plus haute importance d'en traiter avec une personne qui jouit également de la confiance des deux partis (2). » Le 13 janvier, l'impatience du cardinal est devenue extrême (3). Mais Bernier est retenu par les difficultés afférentes à la publication de ses mandements ; un accident de santé lui sert ensuite de prétexte. Février se passe. Le légat tombe

(1) Arch. Nat., AF iv, 1891, 11^e cahier, f^o 21.

(2) *Ibid.*, f^o 34.

(3) *Ibid.*, 12^e cahier, f^o 10.

gravement malade au point de recevoir les derniers sacrements, et Sala a beau mander à l'évêque d'Orléans que sa présence procurerait un soulagement à Son Éminence (1), Bernier ne bouge pas. Des incommodités retardent, assure-t-il, son retour à Paris. Enfin, il est bien forcé d'avouer la véritable raison de tous les délais : une promotion de cardinaux français ayant eu lieu et sa propre nomination demeurant *in petto*, il ne veut pas assister à la remise des barrettes.

I

Dès le 30 mars 1802, au cours de la fameuse audience où il notifia au légat pontifical sa volonté sur les évêques constitutionnels, le Premier Consul demanda pour la première fois la création de cardinaux français. Il réclama pour lui le droit d'en désigner quatre, trois comme consul de France, un comme président de la République italienne. Tout de suite, il indique ses candidats ; si pour les archevêques de Bordeaux et d'Aix, il ne se montre pas très catégorique, s'il réserve le nom d'un troisième prélat (le représentant du Saint-Siège soupçonne qu'il s'agit de Cambacérès « dont il n'y a rien à redire »), pour son « théologien » Bernier, il est des plus décidés ; il désire « comme de juste » le voir élevé au cardinalat ; puisque le Pape a conféré cette haute dignité à son théologien Caselli, le théologien du Premier Consul doit recevoir la même récompense (2).

Pris au dépourvu, Caprara se retrancha derrière le Pape, et promit de transmettre au Saint-Siège la demande du gouvernement français. A Rome, l'affaire traîna en longueur. Bien que le Concordat eût reconnu à Bonaparte « les mêmes droits et prérogatives » dont jouissait auprès de Sa Sainteté l'ancien gouvernement, bien que la Cour pontificale fût dans la disposition de contenter le restaurateur du culte, il fallait tenir compte des règles traditionnelles, qui répartissaient tour à tour, entre le Pape et certaines cours catholiques, la désignation des cardinaux. D'autre part, le Premier Consul avait accru ses prétentions en réclamant pour la France, dans la note du 14 juin 1802, non plus trois, mais sept chapeaux. Le 29 juin, Pie VII

(1) Arch. Nat. AF iv 1891, 13^e cahier, f^o 75.

(2) Caprara à Consalvi, 4 avril 1802. Arch. Nat., F¹⁹, 1923.

objecta que le chef de l'Empire n'ayant droit qu'à trois *porporati* il ne pouvait en accorder sept à la France. Il fallait par ailleurs, pour cette nomination, attendre la promotion régulière des cours. Or cette promotion supposait six vacances et il ne manquait que cinq cardinaux. Vu le grand âge de certains titulaires on pouvait présumer qu'un sixième chapeau serait bientôt disponible. Si on voulait une nomination immédiate, il ne restait qu'une solution : anticiper sur le droit de désignation des couronnes ; mais, pour cela, il fallait l'autorisation des cours intéressées. Le chef de l'Empire, l'Espagne, le Portugal, la Sardaigne et Venise devaient se prêter à cette dérogation. Le Pape pourrait alors nommer un prélat français, il proposait même le nom de Bernier, car les services rendus par cet évêque lors des négociations concordataires expliqueraient une mesure aussi exceptionnelle prise en sa faveur. L'assentiment des puissances s'en trouverait facilité d'autant.

Peu averti des règles qui présidaient à la répartition des chapeaux, Bonaparte s'impatiente de ces complications ; volontiers, il interpréterait comme un signe de mauvaise volonté ce respect des formes traditionnelles, que Talleyrand lui-même semblait avoir oubliées. Pour apaiser le Premier Consul, il faut donc que Cacault rafraîchisse les souvenirs du ministre dans une dépêche où l'on retrouve sous des formes pittoresques son habituelle franchise. « On voit que *la sublime matière des protocoles* des règles et des lois de la Cour de Rome, écrit-il, n'a plus à Paris ses docteurs et qu'elle est un peu tombée dans l'oubli. Cela fait qu'il y a dans votre lettre des erreurs de fait. Vous serez bien aise que je vous redresse sur un tel point, vous qui avez tant de lumières supérieures aux miennes dans les choses d'une véritable importance. Les raisonnements de nos plus grands hommes d'État... offrent aux oreilles romaines des choses mal sonnantes, et, sans vous en apercevoir à Paris, il vous échappe à la journée des erreurs monstrueuses. » Heureusement, ajoutait le diplomate, « nous sommes devenus bonnes gens à Rome. Tout blessé que l'on soit de vos dissonances et de vos erreurs, on ne vous en fait point d'affaires ». Et il ajoutait à des exposés de protocole les conseils les plus judicieux. Si l'on veut la religion, qu'on sache parler sa langue, si l'on veut des cardinaux, qu'on n'exige pas du Pape qu'il bouleverse tout à coup en faveur de la France les règles anciennes. « Si l'on veut tailler à bras raccourci dans la vigne du Seigneur, au nom de Bonaparte, devant qui l'Europe est interdite et obéissante on ne gagne autre chose ici que... de faire perdre la tête à des vieillards qui, avec beaucoup

d'esprit, ne sont que sensibles et nullement courageux. Il n'y a nul mérite à prendre un ton si haut avec des gens aussi mous, quand on a derrière soi la puissance de la France ; ce serait même le moyen de tout gâter (1). »

Ainsi chapitré par son ambassadeur, le gouvernement se résigna au jeu lent, mais correct, des règles traditionnelles. On négocia avec les cours intéressées et celles-ci autorisèrent en faveur de la France l'anticipation nécessaire. Il arriva d'ailleurs que cette autorisation devint superflue ; deux cardinaux étant morts entre temps, le nombre de vacances exigé pour la promotion des couronnes se trouvait non seulement atteint mais dépassé. Cette promotion pouvait donc se faire normalement, sans aucune dérogation à « la sublime manière des protocoles » dont parlait Cacault.

Alors se posa de nouveau la candidature de Bernier. Il est certain que l'évêque d'Orléans avait reçu du Premier Consul la promesse d'un chapeau. Bonaparte lui-même en convenait auprès du Pape de façon assez explicite dans une lettre du 18 août 1802. Il est non moins certain que Caprara mit le plus grand zèle à soutenir cette promotion qui lui tenait à cœur, qu'il usa de tout son crédit pour la recommander à sa cour, au gouvernement, qu'avec une insistance digne d'un meilleur résultat, il s'employa envers et contre tout à la faire aboutir. Mais cette candidature rencontra une si forte opposition que tous les efforts du légat se brisèrent contre elle.

L'opposition ne vint pas du Saint-Siège. Rome sait pourtant qu'on trouverait sans peine dans le clergé français des sujets plus incontestés et plus dignes. Bernier est connu dans les cercles pontificaux, connu surtout du secrétaire d'État, avec lequel il a directement et personnellement traité. Trop fin pour ne point déchiffrer ce partenaire énigmatique qu'il trouve tantôt en face de lui, pour soutenir les intérêts de son gouvernement, tantôt avec lui, pour soutenir les intérêts de Rome, trop au courant des choses de Paris pour ignorer ce qui se colportait sur le passé douteux de ce prêtre discuté, Consalvi, malgré des formes avenantes, observa toujours une prudente réserve. Après son retour à Rome, il reste sur ses gardes et se dérobe avec une aimable souplesse à toutes les manœuvres enveloppantes que l'évêque d'Orléans ne manque pas d'esquisser. Loin de modifier cette attitude, la confiance aveugle et naïve de Caprara en Bernier réussit plutôt à l'accentuer, et les recommandations réitérées du légat

(1) Arch. Af. Etr. Rome, 30 therm. X (18 août 1802), f^{os} 489-491.

semblent avoir accru sa vigilance au lieu de l'endormir. La Cour de Rome se fait une médiocre idée de son représentant et Consalvi n'est pas le dernier à déplorer son insuffisance. Elle blâme la faiblesse de sa volonté qui éteint la perspicacité de son esprit, se rend compte que ses airs candides masquent souvent le désir de ne pas voir. Toutes ces constatations ne rendent pas grand lustre à son candidat et ne font pas oublier les points d'interrogation qui continuent à se poser.

Mais Rome, qui possède une si longue expérience des hommes et des affaires, sait qu'il est rarement possible de supprimer tous les points d'interrogation ; s'il faut s'appliquer à les découvrir et d'autant plus qu'ils apparaissent moins, car une saine prudence doit tempérer la confiance et la retenir, il faut aussi se résigner à ce que, en dépit de tous les efforts, il en subsiste un certain nombre, car en toutes choses une part revient nécessairement aux contingences humaines et il reste toujours une marge d'incertitude qu'on ne peut supprimer. Sans s'illusionner sur Bernier, le Saint-Siège lui reste reconnaissant des services incontestables qu'il a rendus à l'Église dans une négociation épineuse ; à des moments critiques, il a, soit ouvertement, soit sous main, apporté d'heureuses suggestions, soutenu par ses assurances la confiance ébranlée de Consalvi et de Spina, fait preuve d'une science, d'une habileté, d'une ténacité, d'une souplesse rares. De tels services ne pouvaient s'oublier, et Rome qui se souvient des services, sans pour cela perdre la mémoire des défaillances, accepte de traduire sa reconnaissance par un cardinalat.

La mémoire ne manquait pas davantage au Premier Consul, mais il arrivait que, chez lui, la reconnaissance ne répondît pas toujours à la fidélité du souvenir. Dans une note relative aux nominations épiscopales (1), il avait reconnu tout ce que le curé de Saint-Laud avait fait « pour le système » ; puis, au lieu de l'archevêché promis, le curé de Saint-Laud n'avait obtenu que le siège d'Orléans.

Pour le cardinalat cependant, Bonaparte s'était trop avancé et de façon trop officielle pour qu'il lui fût possible de reculer. Mais comment reprendre sa parole ? Et comment, d'autre part, la tenir sans soulever l'opposition de milieux très remuants ? Avec une désinvolture qui trahissait une certaine gêne, il s'applique pourtant à se

(1) BOULAY, *Documents*, V, 234.

dégager. D'abord, il cherche à gagner du temps. « Je ne crois pas utile au bien de la religion dans ce moment-ci, écrit-il au Pape le 18 août, de nommer cardinal un homme qui nous a rendu de très grands services, mais qui, dans des temps malheureux, a trop marqué par la part active qu'il a prise à la guerre civile ; il résulterait pour la politique de l'État dans le moment actuel, plus d'inconvénients que d'avantages à cette nomination. Mais, comme je lui ai en quelque sorte promis de faire un jour à Votre Sainteté la demande de cette place pour lui, elle pourra le nommer à la première vacance, qui ne doit pas tarder puisque, sur quatre que je présente, trois ont plus de quatre-vingts ans (1). »

Or cette vacance se produisit avant même la première promotion, puisque deux prélats désignés pour la pourpre, MM. de la Tour du Pin et de Fontanges, moururent avant de la recevoir. Le problème se posant à nouveau de façon immédiate, le Premier Consul imagine une nouvelle solution. Il ne présenterait pas Bernier pour le cardinalat, mais Pie VII lui conférerait cette dignité *proprio motu*, de sa propre initiative, sans que le gouvernement prenne aucune part active à cette nomination qu'il se bornerait à accepter. Enfin, cette nomination resterait *in petto* et l'on attendrait un certain temps pour la rendre publique.

Bonaparte s'ouvrit en ce sens à Caprara, en octobre 1802, au cours d'un dîner officiel. Caprara eut beau lui rappeler qu'il avait posé personnellement, le premier, la candidature de l'évêque d'Orléans, ajouter que le Pape escomptait cette promotion, qu'il lui serait agréable d'introduire dans le Sacré Collège le négociateur du Concordat. Tout fut inutile. Le Premier Consul ne méconnaissait pas les services rendus par Bernier à la paix religieuse, protestait même à son endroit de ses sentiments, mais le rôle joué par le prélat dans la guerre de Vendée obligeait pour des raisons politiques à une grande réserve et, plus explicite dans cette conversation que dans sa lettre officielle du 18 août, Bonaparte représentait au légat tout le sang que Bernier avait versé, le sang des soldats français (2) !

Caprara connaissait les accusations portées contre l'évêque d'Orléans. Dans une dépêche du 19 septembre 1802, il s'en explique à demi-mot. « Quant à la promotion de la personne dont la conduite présente quelque exception morale, écrit-il à Consalvi, je ne sais ce

(1) *Correspondance de Napoléon, VIII*, n° 6273.

(2) Arch. Nat., F¹⁹, 1923.

qui en est. Quant à la dignité qui pourrait lui être nécessaire, il me semble qu'il ne saurait y avoir aucune difficulté à l'en décorer. Sur ce qui est arrivé où il commandait, l'opinion universelle est qu'il l'ignorait et qu'il ne pouvait d'ailleurs se flatter raisonnablement de l'empêcher (1). »

Si des réticences apparaissent sur certains points, le cardinal ne retient pas la responsabilité réelle de Bernier dans les exécutions de Vendée. Il ne trouve pas plausible la raison alléguée par le Premier Consul pour écarter son candidat. Bien plus, selon sa tendance habituelle, il en arrive à des explications rassurantes en rapport avec ses désirs et se persuade, à force de réflexion, que cette opposition est une feinte. Le représentant du Saint-Siège s'autorise de certaines déclarations ; Bonaparte ne vient-il pas de lui affirmer son « estime » et sa « tendresse » pour l'évêque d'Orléans ? Il s'appuie sur l'influence dont jouit le prélat dans les affaires religieuses, pour conclure à un calcul raffiné du gouvernement français. Voici le plan qu'il lui prête : obtenir que, de son propre mouvement, le Pape donne la pourpre à Bernier ; garder ainsi disponibles les quatre chapeaux dont l'attribution a été consentie au Premier Consul ; ainsi, par un moyen détourné on s'en assurerait en réalité cinq, ainsi, la représentation de la France dans le Sacré Collège se trouverait renforcée d'une unité.

Non content d'avoir deviné ce plan, Caprara l'approuve et l'adopte. Ce serait, explique-t-il à Consalvi dans sa dépêche, une façon élégante d'avantager une nation qui a scellé d'un pacte solennel sa réconciliation avec l'Église, sans dépasser pour cela le nombre de *porporati* qui lui revient. Dans ces conditions, on ne pourrait dire que le Pape accorde à Bonaparte la nomination d'un cardinal en surnombre. Cette promotion, faite par Pie VII de son propre mouvement, à titre exceptionnel, en récompense des services rendus par Bernier dans la négociation du Concordat et la restauration du culte paraîtrait absolument légitime (2).

Caprara avait beau s'entretenir dans l'illusion à force de subtilité ; la décision du Premier Consul était prise : il ne présenterait pas Bernier pour le cardinalat, la nomination viendrait du Pape *proprio motu*, resterait *in petto* et l'on attendrait six mois pour la publier. Cette décision fut signifiée au légat en termes suffisamment

(1) Arch. Nat., F¹⁹, 1923.

(2) Caprara à Consalvi, 10 oct. 1802. *Ibid.*

nets pour qu'il revînt à la réalité et renonçât à son exégèse. Il finit par comprendre ce que Rome avait compris depuis longtemps (1).

Les choses se passèrent donc comme Bonaparte l'avait désiré. Dans le Consistoire du 17 janvier 1803, de Belloy fit partie de la promotion des cours ; la promotion dite du Concordat comprenait avec Fesch, Cambacérès, de Boisgelin, un quatrième cardinal dont le Pape réservait le nom *in pectore* pour le communiquer plus tard, à son heure. Ce quatrième cardinal, rien dans les termes vagues choisis à dessein, ne permettait de l'identifier (2). Mais on devina aisément de qui il s'agissait, d'autant plus que les *Débats* du 18 janvier ne manquèrent pas de désigner Bernier, à la suite des archevêques de Paris, Lyon, Rouen et Tours, parmi les Français honorés de la pourpre romaine. « J'incline à croire, écrivait Émery à Bausset, que c'est lui qui est *in petto* (3). »

L'évêque d'Orléans avait été officiellement averti de sa nomination par le Premier Consul et par Consalvi. Bonaparte se tire d'embarras par une double inexactitude ; il s'attribue la nomination et rejette sur le Pape la réserve provisoire qui la maintient secrète. « Sa Sainteté m'ayant fait connaître, écrit-il le 14 janvier 1803, qu'il serait accordé au clergé français quatre cardinaux, à l'occasion du Concordat, je lui ai fait connaître qu'il me serait agréable que son choix tombât sur vous pour une de ces nominations. Elle m'a fait connaître que son intention était de vous nommer au Consistoire qu'elle doit tenir le 17 janvier, mais que des raisons supérieures l'obligeaient à tenir votre nomination *in petto* l'espace d'une année. Il est donc convenable que vous gardiez cette lettre pour vous seul, n'ayant pas voulu tarder davantage à vous donner cette preuve de la satisfaction que j'ai de vos services (4). »

Nous ignorons ce que Bernier répondit au Premier Consul. Les termes dont il usa vis-à-vis du secrétaire d'État furent des plus modestes. En le remerciant de ce qu'il daignait lui annoncer dans sa dernière lettre, l'évêque d'Orléans se déclarait « un serviteur inutile, qui n'a fait que ce qu'il devait faire, qui ne l'a pas fait peut-être

(1) Caprara à Consalvi, 5 déc. 1802. Arch. Nat., F¹⁹, 1923.

(2) « Quartum vero dignum hac honoris amplitudine virum, justis de causis, nunc in pectore reservamus, arbitrio nostro quandocumque divulgandum », ainsi s'exprimait le pape. THEINER, *Histoire des deux Concordats*, II, 221.

(3) Émery à Bausset, 13 févr. 1803. Papiers Émery VI, f^o 235.

(4) *Correspondance de Napoléon*, VIII, n^o 6541.

aussi bien qu'il devait et qui, par cette raison, doit solliciter l'indulgence plus que les récompenses » (1).

En réalité, son dépit fut grand, si grand que cet homme, ordinairement beau joueur, ne sut pas le dissimuler. Le bruit courut que, furieux, il avait écrit une lettre « fulminante » au citoyen Portalis (2). Ce bruit lancé par les royalistes trouva immédiatement créance, pour la plus grande joie de ses ennemis. Car l'évidente déconvenue de ce candidat évincé ajoutait encore à leur joie. Le succès des campagnes menées contre lui, à droite et à gauche, en devenait plus éclatant ; les camps opposés y voyaient le couronnement de leurs efforts. C'est que, de part et d'autre, l'acharnement demeurait extrême et les haines se trouvaient comme réveillées par la perspective d'une si éminente promotion. De part et d'autre, on reprenait les vieilles accusations, le faubourg Saint-Germain parlait trahison, les jacobins et les constitutionnels massacres. On traînait le prélat non seulement dans la boue, mais encore dans le sang ; on y mettait de la passion sinon plus. Pour s'édifier à ce sujet, il suffit de lire ce qu'écrivit le citoyen Grégoire sur cette « honte éternelle du clergé réfractaire », qui espérait la soutane rouge au lieu de la souquenille de même couleur, réservée par la vindicte publique à certains délits (3). Sans négliger l'opinion royaliste qu'il voulait ménager, avec espoir de ralliement, Bonaparte fut surtout retenu par l'opposition républicaine qui trouvait des porte-paroles dans le sein même du gouvernement, et le général Vendémiaire fut plus sensible à la mort des soldats français tombés dans les embuscades de Vendée qu'à une volte-face profitable à ses desseins. La raison qu'il invoque pour ne point présenter Bernier le montre bien suffisamment.

Que d'autres influences se soient exercées, moins bruyantes mais non moins efficaces, pour empêcher ce cardinalat, la chose est évidente, encore qu'il soit impossible de les démêler exactement. Caprara nous laisse entendre que cette promotion déplairait « à une grande autorité », sans spécifier de quel personnage il s'agit (4). Emery, qui cherche des explications, avoue qu'il ignore la cause précise. L'ingérence indiscrete qu'on reproche à Bernier n'est pour rien dans son échec. « On n'est pas sorti des affaires ecclésiastiques et l'on ne s'occupait d'autre chose que de son avancement, écrit-il à

(1) Cité par THEINER, *Histoire des deux Concordats*, I, 504.

(2) AULARD, *Paris sous le Consulat*, II, 626.

(3) GRÉGOIRE, *Mémoires*, II, 421-422.

(4) Caprara à Consalvi, 19 sept. 1802, Arch. Nat., F¹⁹, 1923.

Bausset. » Le supérieur de Saint-Sulpice suppose que l'évêque d'Orléans « n'a pas été bien servi par l'oncle du Premier Consul. Mais c'est, ajoute-t-il, un soupçon (1). » Plus tard, l'opposition, pour ne pas dire l'hostilité de Fesch vis-à-vis de Bernier deviendra patente. Si, pour le moment, il est impossible encore de l'établir, elle reste aussi vraisemblable que celle du ministre de la Police et M. Émery connaît trop le primat des Gaules, réconcilié par lui avec l'Église, pour qu'on puisse écarter, malgré leur vague, ses indications.

Que le cardinal manqué ait su à quoi s'en tenir sur les personnes qui lui barraient la route, la chose ne paraît pas douteuse ; pour indéchiffrables qu'elles demeurent, les allusions qu'on relève dans sa correspondance avec le légat montrent assez qu'il est au courant. L'art de se renseigner ne fait-il point partie de l'art diplomatique ? Depuis longtemps, Bernier, qui entretient des intelligences un peu partout, est passé maître en la matière.

Il va donc adopter une attitude de réserve, sinon de bouderie, et se confiner de longs mois dans son diocèse. Sala d'abord, sans succès, puis Caprara lui-même auront beau insister pour qu'il revienne. Ce sera peine perdue. Le représentant du Saint-Siège a pourtant « ouvert son cœur » dans une lettre pressante, pour exposer à l'évêque d'Orléans toutes les raisons qui exigent, immédiatement, son retour. Il ne s'agit pas seulement « du grand préjudice que son absence porte à beaucoup d'affaires en souffrance » ; il s'agit aussi de son intérêt personnel. « Croyez-moi, lui écrit-il, un si long retard vous est trop préjudiciable. Vos adversaires en profitent et lancent tous les jours contre vous des traits de feu. Je l'entends de mes propres oreilles ; je le sais aussi authentiquement d'autre part. » A Rome les cardinaux *in petto* ne manquent pas de venir, en simples prélats, complimenter les nouveaux cardinaux et de leur faire leur cour ; ils ne se croient pas humiliés et déshonorés pour autant. Par ailleurs la présence de Bernier ne peut qu'« attendre le consul », car le consul n'a rien contre Bernier, et avancer la proclamation de son cardinalat. Dans cette hypothèse le légat se fait fort d'obtenir la réunion d'un consistoire spécial et l'Ablegato pourrait, avant son départ, remettre la barrette rouge à l'évêque d'Orléans (2).

Celui-ci répondit que sa présence « à la fameuse cérémonie » pour-

(1) Émery à Bausset, 13 févr. 1803. Papiers Émery, V, f° 235.

(2) Caprara à Bernier, 27 févr. 1803. Arch. Nat., AF iv, 1891, 14^e cahier, f° 20.

rait « déplaire et faire du tort à quelque personne », et la raison parut d'un tel poids au représentant du Saint-Siège qu'il renonça à toute insistance (1).

Retardé « par l'extravagance des temps » (2) et par une avarie de voiture, l'Ablegato, Mgr Doria, ne parvint à Paris que le 20 mars. La remise des barrettes fut donc retardée jusqu'au 27. Dans un salon des Tuileries transformé en chapelle, les quatre cardinaux reçurent du Premier Consul, successeur des rois de France, l'insigne de leur nouvelle dignité.

Bernier pouvait maintenant revenir. Mais la proximité de Pâques le retient dans sa ville épiscopale pour les cérémonies de la semaine sainte. Portalis lui a écrit, personnellement, de hâter son retour ; qu'il l'ait différé jusqu'après la remise des barrettes, le conseiller d'État le comprend fort bien, qu'il reste dans son diocèse pour la semaine sainte, il le lui accorde également ; mais on l'attend après les fêtes. De la part de son oncle, l'abbé d'Astros, envoie une seconde lettre, dans le même sens. Enfin, la direction des Cultes charge Caprara d'insister et, naturellement, Caprara s'acquitte de cette mission avec chaleur. Des affaires urgentes, mande-t-il au prélat, exigent absolument sa présence à Paris ; un courrier est arrivé de Rome avec la réponse du Pape pour le Concordat italien ; les anciens évêques constitutionnels soulèvent dans leurs diocèses des difficultés particulièrement épineuses ; le prêtre Merlier veut soumettre à sa médiation le débat qui agite le diocèse de Namur à propos des articles organiques ; restent enfin, sans compter les autres problèmes, le problème des missions et le problème des fêtes transférées au dimanche. On ne peut guère se fier à la poste et il faut profiter d'occasions sûres pour transmettre à Orléans, lettres et dossiers (3). Heureusement, le cardinal se console, car Bernier ne peut tarder ; et, mêlant aux considérations humaines les considérations surnaturelles, il rappelle au prélat que l'heureuse solution de toutes ces affaires lui vaudra « beaucoup de mérites et de louanges au regard de Dieu et des hommes », qu'il trouvera ainsi l'occasion d'opérer un rapprochement avec

(1) Caprara à Bernier, 4 mars. Arch. Nat., AF iv 1891, 14^e cahier, f^o 67.

(2) *Ibid.*, 21 mars. *Ibid.*, 15^e cahier, f^o 41.

(3) Caprara transmet par le prêtre Merlier copie des lettres relatives aux affaires religieuses d'Italie, et aux missions. « Tout cela était prêt depuis longtemps, mais je n'ai pas voulu le confier aux hasards de la poste. » Caprara à Bernier, 2 mars. Arch. Nat., AF iv, 1891, 15^e cahier, f^o 24. De même Jauffret transmet des propositions touchant les fêtes transférées. *Ibid.*, f^o 63.

le Premier Consul, « chose que vous désirez vivement » (1).

C'est donc entendu : l'évêque d'Orléans reviendra à Paris, aussitôt l'octave de Pâques. D'avance, le bon cardinal se réjouit « de le réembrasser » ; mais, comme s'il lui restait un doute sur ce retour, ses exhortations pieuses font place à un ton plus ferme ; dans la mesure où Caprara en est capable, c'est équivalentement une mise en demeure qu'il envoie. « Je vous écris au nom du conseiller d'État Portalis ; c'est positif et vous n'avez pas à attendre de nouvelles demandes. » Un nouveau retard donnerait lieu à des récriminations et à des interprétations fâcheuses, on dirait que Bernier veut se faire prier.

Le mois d'avril se termine, Bernier ne réapparaît toujours pas. Le 20 avril, il mande au légat qu'il a changé d'avis ; il reste dans son diocèse et donne comme raisons certains propos qui lui ont été rapportés. Sans nier les propos, le cardinal, toujours bienveillant se borne à discuter leur interprétation ; il ne croit pas qu'il faille leur donner le sens qu'on leur prête. Mais un paquet de lettres, reçu d'Orléans, en communication confidentielle, lui ouvre les yeux. « Vous pouvez croire que les intentions les plus pures, écrit-il à Bernier, me poussaient, et, quand je vous pressais au nom d'autrui, c'était en toute bonne foi et par communication expresse. Maintenant, sans entrer dans de nouveaux détails, il conviendra de se restreindre au souhait que vous ayez l'autorisation de revenir ici où tant d'affaires vous attendent. Je vous félicite, ajoute-t-il des récentes démonstrations de bonté dont le Premier Consul vous a honoré (2). » De cette lettre et d'une autre lettre du 28, on peut conclure que Portalis était beaucoup moins désireux que Caprara de retrouver la collaboration de Bernier. « Il m'a promis, écrit le légat, qu'il demandera à l'audience de demain la permission de vous écrire et de vous faire revenir J'espère qu'il tiendra parole (3). »

Il ne semble pas pourtant que Portalis ait joué double jeu et abusé le cardinal. Gêné lui-même par la défaveur que Bonaparte témoignait à l'évêque d'Orléans, le directeur des Cultes ne se sentait pas très libre de rappeler cet auxiliaire déprécié, et son désir de le revoir pouvait subir des alternatives explicables ; par ailleurs, on sait que le cardinal endormait volontiers sa clairvoyance naturelle et que ses

(1) Caprara à Bernier, 29 mars. Arch. Nat., AF IV, 1891, f^{os} 66-67.

(2) *Ibid.*, 23 avril 1803. *Ibid.*, 17^e cahier, f^o 25.

(3) *Ibid.*, f^o 53.

interprétations, aussi tendancieuses que favorables, se refusaient souvent à tenir compte de certaines données contraires à ses désirs ; il sentait les difficultés des choses comme la mauvaise volonté des hommes, mais il n'aimait pas s'y arrêter, préférant s'endormir dans un optimisme et une sécurité voulus, avec un curieux mélange de bonté, de faiblesse, de lassitude, de fausse naïveté. Cela lui valait de temps en temps d'étranges surprises et de bien désagréables réveils. Il n'est pas impossible qu'avec ces dispositions, à force d'insister auprès de Portalis pour obtenir le retour de Bernier, il ait pressé certains acquiescements. Plus défiant et mieux renseigné par les amis qu'il compte à la direction des Cultes, Bernier sait mieux à quoi s'en tenir sur les dispositions successives qu'on manifeste à son endroit. Il n'est pas dupe des paroles engageantes, ni même des lettres officielles.

Enfin, Portalis se décide à rappeler l'évêque d'Orléans. Il lui écrit à cet effet et sa lettre concorde avec les dernières assurances qu'il vient de donner au légat (1). Au prochain conseil, le conseiller d'État demandera pour l'évêque d'Orléans la permission de revenir à Paris et la permission sera accordée par le Premier Consul. Le voyage se trouve encore retardé par les fêtes de la Pucelle, puis par une chute qui nécessitera un repos de quelques jours. Enfin le 22 mai, le représentant du Saint-Siège annonce à Consalvi le retour si désiré du prélat.

Le cardinal profite de l'occasion pour reprendre une affaire qui lui tient à cœur, il voudrait qu'on publiât la nomination faite *in petto* de l'évêque d'Orléans. Il a donc amorcé la chose avec le gouvernement et sondé le terrain. Sans avoir encore une réponse ferme, un espoir lui apparaît de ce côté, celui d'obtenir les autorisations nécessaires pour que Sa Sainteté puisse procéder à cette publication. Dans cette perspective, le prochain consistoire pourrait être retardé de quelques jours. La présence à Paris de Mgr Doria éviterait l'envoi d'un ablégat, il suffirait d'expédier le texte du serment et une barrette. Enfin, la nouvelle de cette publication pourrait simplement venir par le courrier ordinaire de France, puisque « le Premier Consul regarde M. Bernier comme déjà créé cardinal depuis l'époque où l'avis lui en a été donné » (2).

Mais, tandis que Caprara tente un suprême effort auprès de Rome

(1) Caprara à Bernier, 29 avril 1803. Arch. Nat., iv, 1891, 17^e cahier, f^o 65.

(2) *Ibid.*, 22 mai 1803. Arch. Nat., F¹⁹, 1923.

et de Paris, des influences continuent à s'exercer en sens inverse, en premier lieu celle de Fesch. « Le cardinal Fesch, écrit Consalvi au légat le 6 juillet 1803, m'a parlé de la publication du chapeau de l'évêque d'Orléans et m'a fait entendre expressément qu'elle sera très inopportune, parce que cet évêque est mal vu de tous les partis et que sa promotion ferait très mauvais effet en France... Le cardinal m'a dit aussi à demi-voix que l'on assiège Votre Éminence pour réussir dans ce dessein. Votre Éminence voit par là l'attitude réservée qu'elle doit garder envers celui qui ne jouit même plus de la confiance du gouvernement lui-même. » Consalvi tranquillisa Fesch « en lui disant qu'il n'y a pas de danger que Sa Sainteté le (Bernier) publie sans demande expresse du Premier Consul » (1).

Entre temps, l'Alegato Doria, « pris vivement par une indisposition à laquelle il est sujet » (2), avait exprimé le désir de rentrer dans sa patrie et Talleyrand le lui avait accordé gracieusement. L'affaire était manquée et remise aux calendes grecques. Caprara et Bernier lui-même en restèrent donc pour leurs frais ; le bon légat en fut quitte pour exprimer son chagrin « sur le fort éloignement qui existe entre les deux personnes de Rome et de Paris, d'autant plus ajoute-t-il, que je dois être en relations d'amitié étroite avec toutes les deux » (3).

Bernier ne serait jamais cardinal. Une totale disgrâce lui enlèverait bientôt ce qui lui restait d'espérances, en attendant qu'une mort prématurée consacraît la ruine totale de cette suprême ambition.

Cette attitude réservée que lui conseillait Consalvi envers un homme « qui ne jouissait même plus de la confiance de son gouvernement », Caprara n'eut garde de la tenir. Constatation curieuse, c'est au moment où Bernier perd son crédit à Rome et à Paris que Caprara lui accorde entièrement le sien. De plus en plus, il fait de lui son conseiller et son appui. Aucune décision n'est prise, aucun cas de conscience tranché, qu'on ne sollicite son avis ; sa solution est toujours louée et adoptée ; les textes et mémoires, émanés de sa plume, fidèlement transcrits.

Que le vieux légat accablé par l'âge, par la maladie, par les infirmités, par un travail disproportionné avec ses forces physiques et ses forces intellectuelles, ait cherché un collaborateur plus jeune,

(1) Consalvi à Caprara, 6 juil. 1803. Cité par le cardinal MATHIEU, *le Concordat de 1801*, 55.

(2) Caprara à Consalvi, 19 juin 1803. Arch. Nat., F¹⁰, 1923.

(3) *Ibid.*, 6 août. *Ibid.*

plus alerte, plus compétent, plus actif, la chose est naturelle. Sans doute, il pouvait trouver dans le personnel de la Légation le secours qui lui était nécessaire, car le mérite de ce personnel était très supérieur à l'opinion défavorable que s'en faisait Consalvi. Si Vadorini, secrétaire particulier du légat se recommande plus par son dévouement à son « padrone » que par des qualités exceptionnelles, Sala, d'une part, et Mazio, de l'autre, ne sont pas inférieurs à la tâche difficile qui les attend. Le secrétaire d'État les sous-estimait certainement ; le jugement qu'il portait sur le légat déteignait sur les hommes que celui-ci s'était adjoints, et Spina, à qui il avait exposé ses doutes, avait dû les mettre en garde contre une défiance aussi « mal placée » que nuisible à la bonne marche des affaires. Le caractère de ces prélats ne légitimait pas cette prévention.

Si en effet Raphaël Mazio, spécialiste des protocoles et cérémoniaux, n'a pas encore montré, avant son arrivée à Paris, de quoi il est capable dans les grandes circonstances, Joseph-Antoine Sala, secrétaire et dataire de la Légation a déjà fait ses preuves. Lors de la première invasion française, il a prêté son concours avec autant de compétence que de courage et non sans risques personnels, à la commission laissée par Pie VI dans la ville de Rome. Grégoire XVI, lorsqu'il le proclamera cardinal en 1831, insistera sur la fermeté de son caractère, non moins que sur la pureté de sa doctrine et la pénétration de son esprit (1). Au près du faible Caprara, Sala représente incontestablement l'énergie autant que la science et Bonaparte n'en n'ignore rien. Aussi Sala eut-il sa large part de colère, de reproches et de menaces, dans la scène fameuse où le pauvre Caprara se trouva si malmené, pour les obstacles qu'il apportait à la réconciliation des ecclésiastiques de second ordre (2). C'est dans la Légation un personnage de premier plan. On le verra bien lorsqu'il sera contraint en 1806 de regagner Rome. Privé de ce soutien, Caprara deviendra de jour en jour inférieur à lui-même et ne connaîtra plus guère

(1) BOULAY, *Histoire du Rétablissement du Culte en France*, 231.

(2) « Is enim comes datus Cardinali Caprara, episcopo Alsino, quando legatus a latere a Pio VII Lutetiam Parisiorum missus fuit, legationi illius perquam saltebrosæ et discriminis plenæ secretarius, quo ingenii acumine, qua sacrarum rerum scientia, qua fide, qua animi firmitate eminuerit, nemo vestrum ignorat. » Ce sont les termes même de l'allocution pontificale. Les écrits de Sala ont été édités par la Société romaine d'histoire. *Scritti di Giuseppe Antonio Sala*. Miscellanea delle Società Romane di Storia Patria. On y trouve en particulier le *Diario romano degli anni 1798-1799*, le *Voto sul Matrimonio di Napoleone*.

que des abdications : comme le constate amèrement Di Pietro, il ne cessera de dire : *Amen*, « parce que Sa Majesté le veut ainsi, et qu'une discussion ou un raisonnement quelconque serait nuisible et offenserait Sa Majesté » (1).

Sans préjudice de ses autres collaborateurs, le cardinal trouvait donc auprès de Sala et de Mazio les lumières théologiques, les conseils et l'appui voulus pour s'acquitter avec honneur de sa lourde tâche. Mais cette tâche pesait si lourdement sur ses épaules, qu'il leur adjoignit en la personne de l'évêque d'Orléans, un renfort. Sans doute, à la Légation pas plus qu'à la direction des Cultes, Bernier n'a aucun titre officiel, mais il finit par devenir la cheville ouvrière à tel point que rien ne se fait sans lui. La correspondance de Caprara est, à cet égard, des plus significatives. Le cardinal ne peut plus se passer de lui ; lorsqu'il réside dans son diocèse, ce sont des lamentations incessantes, des consultations continuelles sur les affaires majeures et mineures, le tout mêlé à l'égard de sa « digne personne » d'affectueuses protestations.

Que l'évêque d'Orléans se soit glissé à la Légation, la chose serait assez dans sa manière, car il aime s'immiscer dans tous les milieux et dans toutes les questions. Toutefois, cette immixtion présente ici quelque chose de particulier, car elle coïncide avec un véritable changement de front. Si, au début, le prélat s'applique à gagner la confiance du cardinal, c'est pour favoriser le succès de ses négociations et pour faire triompher les idées de son gouvernement ; nous avons constaté plus haut de quelle façon et par quels procédés cette manœuvre réussit. Mais, progressivement, aussi bien dans l'intérêt de sa mission que dans l'intérêt de l'Église et dans son intérêt personnel, il rend au légat de réels services. Par ailleurs, peu à peu, à force de déconvenues, il se détache de Bonaparte pour se rapprocher de Rome ; sa nomination à Orléans, la demi-disgrâce qui le frappe, son échec au cardinalat, le mènent à servir davantage la cause pontificale ; son gallicanisme se transforme en ultramontanisme ; son jeu se modifie. Jadis, sous prétexte de sauver l'Église et le Concordat menacé de ruine, il amenait le légat inquiet à composition, lui imposait la volonté du Premier Consul ; désormais, c'est la cause de Rome, ce sont les intérêts du légat qu'il défend ; sous couleur de soutenir les vues de Portalis, ce sont les vues de Caprara qu'il s'applique à faire prévaloir. Le rôle d'arbitre dans lequel il se complaît, il continue à

(1) Cité par A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 562.

le tenir, mais le sens de ses arbitrages s'est inversé. Naturellement, Bernier est trop adroit pour tout accorder au cardinal ; le prélat connaît les doctrines et les principes gallicans contre lesquels il se briserait ; il affecte donc de les adopter, mais, en les professant, il s'applique à les tourner sinon à les dissoudre ; il obtient, et cette fois ce n'est plus pour le circonvenir, que Caprara se résigne pour s'assurer le maximum d'avantages, à des satisfactions incomplètes. De toute évidence, s'il continue à mener son jeu habituel en travaillant dans les deux camps, il est passé dans le camp romain avec tout ce qu'il a pu emporter d'armes et de bagages ; sans se compromettre ni se livrer, il a retourné ses positions.

Sans doute, de temps en temps, pour rendre des gages à son gouvernement, par exemple dans la négociation du sacre, nous le verrons reprendre son attitude première ; ne doit-il pas conserver les rares appuis qui lui restent, celui de Talleyrand en premier lieu, celui de Portalis en second ? Puisqu'on sait encore le trouver pour remettre en route les affaires bloquées et reprendre en sous-œuvre les négociations compromises, à défaut d'autre rôle, il tient du moins à garder celui-là. Il veut demeurer l'homme indispensable, la dernière ressource dont on ne peut se passer. Trop fin pour être dupe, il sent bien que Bonaparte se résigne à son intervention plus qu'il ne la désire, qu'il l'accorde passivement à ses ministres impuissants à sortir de peine. Cependant, ce rôle qu'on lui confie à regret ne laisse pas de le flatter ; c'est la consécration de son savoir-faire, un moyen de rentrer en grâce, d'obtenir son cardinalat, l'occasion peut-être d'aiguiller sur une autre voie sa carrière ecclésiastique, la preuve enfin que ses services demeurent nécessaires, que son abstention devient néfaste au gouvernement.

Que la détresse du légat, que sa confiance affectueuse ait parfois touché Bernier, qu'il se soit inquiété de la situation souvent tendue, qu'il ait voulu le bien de l'Église de France, tout cela est encore possible. Car, cette époque de réorganisation concordataire, qui nous paraît à distance si belle et si enviable, s'avère à l'historien des plus laborieuses. « Les affaires de la religion vont très mal dans beaucoup d'endroits et Dieu sait quand elles prendront meilleure tournure, écrivait à Bernier le cardinal Caprara, le 29 mars 1803 (1). » De toutes parts, le légat lui signale difficultés sur difficultés ; elles

(1) Caprara à Bernier, 29 mars 1803. Arch. Nat., AF iv, 1892, 15^e cahier
fo 40.

viennent des évêques constitutionnels impénitents, de prélats imprudents ou trop zélés comme l'évêque de Namur, de prêtres insoumis à leur ordinaire, des paroisses qui refusent leur curé, des autorités civiles qui empiètent sur le spirituel, d'obsèques ou d'absolutions refusées, des questions matrimoniales, de la misère matérielle du clergé, etc... « Quelles gênes et quelles entraves dans tout ce qui concerne l'autorité ecclésiastique, gémit le légat ! Quels efforts pour empêcher le bien et avilir la religion ainsi que ses ministres (1) ! » Aussi requiert-il sans cesse le secours de l'évêque d'Orléans ; si la théologie de ce dernier est moins sûre que celle de Sala ou de Mazio, par sa connaissance du milieu parisien, de l'opinion, du personnel politique, il l'emporte de très loin sur les prélats d'outre-monts. Quant à sa dextérité, elle reste hors de pair ; il n'est jamais à bout de ressources ni de combinaisons et la finesse des diplomates romains se trouve déconcertée d'une pareille maîtrise. Le cardinal sait qu'avec Bernier on finit par sortir de toutes les impasses ; sa présence est pour lui une sécurité, ses conseils un apaisement ; il se remet presque aveuglément entre ses mains. De là ses protestations et ses déclarations reconnaissantes. Non content de lui exprimer sa « parfaite estime et son tendre attachement » (2), il le félicite de sa « cordialité et de sa franchise » (3), il déclare se conformer entièrement à toutes ses décisions, car elles sont le fruit d'une expérience et d'une sagesse consommées (4).

II

Rien ne caractérise mieux cette évolution de Bernier que son attitude dans l'affaire des Articles organiques.

On sait que, pour reprendre indirectement les concessions faites à Rome par le Concordat, le gouvernement français s'était déterminé à lui adjoindre des règlements administratifs. Par ce moyen dé-

(1) Caprara à Bernier, 13 nov. 1803. Arch. Nat., AF iv, 1892, 2^e cahier, f^o 79. « Hélas ! disait le pape à Cacault, je n'ai de vraie paix et de vrai repos que dans le gouvernement des catholiques qui sont sujets des hérétiques et des schismatiques. » Dépêche de Cacault, 2 août 1802. Arch. Aff. Etr., Rome 533.

(2) Caprara à Bernier, 27 oct. 1804. Arch. Nat., AF iv, 1889, 2^e cahier, f^o 49.

(3) *Ibid.*, 14 déc. 1803. AF iv, 1892, 28^e cahier, f^o 4.

(4) *Ibid.*, 17 août 1804. AF iv, 1893, 41^e cahier, f^o 85.

tourné, il réintroduirait dans la convention les maximes gallicanes et « consacrerait en matière de culte l'intervention de l'État » (1). Ainsi s'expliquent les discussions âpres auxquelles prêta l'article premier du traité, Consalvi s'appliquant à obtenir sans restriction la liberté et la publicité du culte, tandis que Bonaparte voulait absolument se ménager une porte de sortie. Le secrétaire d'État proposait la formule suivante : « L'exercice de la religion sera libre et public. » Bernier obtint qu'on coupât la phrase. Aucune restriction ne serait mise au libre exercice de la religion ; par contre, pour ce qui regardait sa publicité on devrait se conformer, « vu les circonstances, aux règlements de police qui seront jugés nécessaires ». Il fallut en passer par là : encore Consalvi dut-il abandonner l'incise « vu les circonstances », qui donnait à cette concession un caractère provisoire, tandis que le droit de prendre unilatéralement ces règlements se trouvait plus nettement attribué au gouvernement par la rédaction définitive. « La religion catholique, apostolique et romaine, sera librement exercée en France ; son culte sera public, en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique. » Ainsi se trouva libellé l'article premier de la convention. Le gouvernement devenait donc juge des mesures exigées en matière cultuelle pour la tranquillité publique. Sous couleur de maintenir celle-ci, il se réservait positivement le droit d'intervenir par des réglementations appropriées. Naturellement, il entendait bien user de ce droit « afin de pourvoir, selon l'expression de Talleyrand, « aux inconvénients majeurs » qui pourraient provenir de l'exécution « littérale » du Concordat (3).

A qui doit-on attribuer l'idée de ce procédé ingénieux qui rendait au gouvernement ce que le même Talleyrand appelle « une position indépendante » (4), et lui permettait d'accomplir « à son gré » les vues « auxquelles les agents du Saint-Siège se sont obstinément refusés à déférer ? » Au ministre des Relations extérieures ? Peut-être, car le ministre des Relations extérieures avait l'esprit assez subtil pour

(1) DE LA GORCE, *Histoire religieuse de la Révolution française*, V, 359.

(2) BOULAY, *Documents*, II, 184.

(3) « Si le Premier Consul accorde sa ratification à la convention, il lui sera possible de pourvoir aux inconvénients majeurs qui pourraient résulter de son exécution littérale par des arrêtés particuliers relatifs à chacun de ses inconvénients. » Rapport de Talleyrand au Premier Consul, 29 août 1801. BOULAY, *Documents*, III, 183.

(4) *Ibid.*

qu'on pût lui faire honneur de cette trouvaille, et il tenait trop aux maximes gallicanes pour ne pas chercher un moyen sûr qui les garantirait contre « ces anciennes maximes ultramontaines, qui ont si longtemps agité l'Europe et qu'en France seule on a réussi à bien combattre » (1). Nous voyons que Talleyrand fit siennes l'idée des Articles organiques. Cette idée vient-elle de lui? Les preuves manquent qui permettraient de l'assurer.

Les preuves manquent aussi pour qu'on puisse reporter sur l'industriel Bernier la responsabilité de cette manœuvre. Dans ce sens on ne relève guère que des indications insuffisantes pour constituer une preuve. Ces indications entraînent cependant une forte vraisemblance, sinon une positive probabilité. Bernier sait que le gouvernement tient essentiellement à un certain nombre de dispositions qui consacrent ses principes en matière religieuse, il sait également que Rome se refusera absolument à les insérer dans le Concordat, car elles contredisent formellement sa doctrine. Pour éviter sur ce point une opposition insurmontable et susceptible de compromettre la négociation, ne vaut-il pas mieux réserver ces problèmes irritants sur lesquels une entente est absolument impossible? Le gouvernement procéderait ensuite par des réglementations particulières et, pour introduire ces réglementations en marge du Concordat, on leur ménagerait un point d'insertion dans le texte même du traité.

En tout cas, si Bernier n'a pas inspiré cette réglementation, il est un point bien établi par un document d'archives, c'est qu'il collabora personnellement à la rédaction des Articles organiques français. Les règlements administratifs qui devaient rectifier le Concordat en le complétant, Bonaparte et Talleyrand les avaient d'abord conçus sous forme d'arrêté. Le projet primitif d'octobre 1801 porte en effet le titre suivant : « Projet d'arrêté en exécution de la convention passée à Paris le 26 messidor an IX entre le gouvernement français et Pie VII (2). » Dirigé par « les notes sages et profondes » que Portalis avait prises sous la dictée de Bonaparte (3), le projet contient, pour l'essentiel et parfois dans les mêmes termes, les dispositions définitivement adoptées par la loi du 18 germinal an X. Or, si les deux premières pages sont de la main de Portalis, les pages troisième (article 7 à 11), quatrième (section II, articles 1 et 2), sont de la main

(1) Rapport de Talleyrand, 22 mars 1801. Cité par DRIAULT, *Napoléon en Italie*, 185.

(2) BOULAY, *Documents*, IV, n° 941.

(3) *Id.*, *Ibid.*, n° 942.

de Bernier (1). Faut-il croire que le curé de Saint-Laud ait seulement rempli en l'occurrence le rôle d'un simple expéditionnaire? Si aux notes émanées du Premier Consul, Portalis avait ajouté tout ce qui concerne l'appel comme d'abus, auquel il tenait essentiellement par tradition parlementaire, il est fort à croire que Bernier apporta aussi quelques compléments, sinon quelques rectifications de son cru. Peut-être n'est-ce point par hasard qu'on reconnaît son écriture dans la section « *des ministres* », relative aux évêques et aux curés?

Confident, sinon auteur partiel du projet, Bernier se garda bien de donner l'éveil. Si Consalvi toujours perspicace sembla avoir eu vent des réglementations qui se préparaient, Caprara, lui, ne se doutait de rien. Lorsque le Premier Consul lui parla pour la première fois de la chose, le légat se trouvait tellement abasourdi par la discussion relative aux évêques constitutionnels qu'il ne vit pas la véritable portée de cette ouverture. Le vote de la loi du 18 germinal an X, le discours de Portalis, la phrase célèbre affirmant que « la Convention avec le Pape et les Articles organiques de cette Convention participent à la nature des traités diplomatiques, c'est-à-dire à la nature d'un véritable contrat » (2) consummaient la manœuvre savamment montée, progressivement perfectionnée. Au lieu d'être de simples arrêtés émanés du seul pouvoir exécutif, les Organiques devenaient une loi; cette loi ne se trouvait pas distincte du Concordat; elle faisait partie intégrante de « la loi relative à l'organisation des cultes »; enfin, on laissait croire que les soixante-dix-sept Articles organiques avaient été, tout comme les dix-sept articles de la Convention, acceptés par le Pape.

Que cette réglementation ait été ajoutée par opportunisme politique pour diminuer l'opposition des assemblées délibérantes, c'est incontestable. Mais, plus que cet opportunisme, une doctrine l'avait inspirée, celle du gallicanisme, jaloux d'assurer contre les conceptions romaines l'indépendance de l'Église de France et, contre les empiètements du spirituel, l'autonomie du temporel. De là, les dispositions principales des Articles organiques, l'autorisation gouvernementale requise pour les brefs, les légats, les commissaires apostoliques, les

(1) Une page manque au projet. La lacune comprend la fin du *Titre I* (fin de l'article 6; article 7 et 8) et les trois premières sections du *Titre II. Des ministres*. Il est assez curieux que le début de la partie manquante comprenne l'appel comme d'abus, conception personnelle de Portalis que Bonaparte accepta difficilement. Arch. Nat., F¹⁹, 1902.

(2) BOULAY, *Documents*, V, 385.

décrets des conciles, la tenue des conciles nationaux ou métropolitains, l'enseignement obligatoire de la déclaration de 1682 dans les séminaires, l'appel comme d'abus, l'étroite subordination des prêtres aux évêques, etc... De là, les déclarations de Portalis sur la souveraineté de l'État en matière mixte, et la primauté de « l'intérêt public dont le gouvernement tient la balance dans tout ce qui n'est pas de l'essence de la religion » (1).

Dans son allocution consistoriale du 24 mai 1802, le Pape protesta en termes très nets quoique très modérés contre les Articles organiques ; il déclara qu'il n'avait pas eu connaissance de ces dispositions promulguées avec le Concordat, qu'il ne pouvait les accepter sans qu'elles reçoivent les modifications « opportunes et nécessaires » (2), qu'il attendait ces modifications du Premier Consul et de la sagesse française. Quant à la Légation elle releva, dans les discours « pleins d'hérésie du conseiller Portalis » (3), quantité d'erreurs théologiques ; mais elle ne mêlait pas l'évêque d'Orléans à toute cette affaire ; le rôle éclatant et douteux tenu par ce prélat dans la réconciliation des constitutionnels absorbait alors toute l'attention des prélats romains.

Ce fut M. de Pancemont qui éveilla les premiers doutes, lorsque, le 19 mai 1802, il prononça devant le cardinal et ses conseillers, contre la mauvaise foi de Bernier (4), le réquisitoire dont nous avons parlé. De cette mauvaise foi Pancemont donnait trois preuves ; Bernier ne l'avait pas appelé pour recevoir avec lui l'abjuration des évêques constitutionnels ; Bernier avait réconcilié les prêtres constitutionnels de Paris sans observer les formes convenues avec le légat ; enfin, malgré la grande amitié qui l'unissait alors au curé de Saint-Sulpice, Bernier lui avait fait mystère des lois organiques « si affligeantes pour l'Église de France ». C'est, concluait-il, un homme « vendu au gouvernement ».

Sur les deux premiers points, la Légation ne trouva rien à répondre ; mais sur le troisième elle s'appliqua à dégager la responsabilité de l'évêque d'Orléans, assurant qu'il n'avait aucune part dans l'affaire. Pancemont maintint son accusation (5). « J'ai, déclara-t-il, des raisons

(1) BOULAY, *Documents*, V, 300.

(2) *Id.*, *Ibid.*, 589.

(3) Arch. Vat. *Stor. Concord. Ep. Nap. F.*, I.

(4) Voir, ch. VI, p. 40.

(5) Sur le réquisitoire de Pancemont, voir : Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I. *Notizia Intrusi*, fo 18.

pour croire que Bernier est lui-même l'auteur des Articles organiques. » Quelles étaient ces raisons ? Les secrétaires du cardinal ne l'indiquent pas. Peut-on présumer qu'à la direction des Cultes où il remplaçait alors Bernier parti pour l'Anjou, l'évêque de Vannes avait recueilli certains aveux, trouvé certaines pièces ? Dans cette hypothèse, on comprendrait fort bien qu'il ait gardé sur les preuves ainsi obtenues une prudente discrétion. Il fit seulement état d'une menace de censure portée par l'évêque d'Orléans, au nom de M. de Belloy, contre les prêtres de Paris qui célébreraient la messe dans des oratoires, sans avoir préalablement obtenu l'autorisation requise par les lois organiques. C'était manifester un bien grand zèle en faveur de celles-ci. Le gouvernement lui-même avoua que la peine se trouvait sans proportion avec le délit. On pouvait aller plus loin et s'étonner à juste titre de ce qu'un interdit apportât comme une consécration *canonique* à une réglementation unilatérale, qu'on prétendait acceptée par le Pape et que le Pape en réalité repoussait.

Il ne semble pas que l'évêque de Vannes ait, sur ce point, convaincu la Légation. Hypnotisés par la réconciliation des constitutionnels, le cardinal et ses secrétaires laissaient au second plan cette affaire des Articles organiques ; elle ne réclamait pas une solution immédiate et, d'autre part, on ne voit pas qu'elle ait revêtu à leurs yeux l'importance extrême qu'on lui attribuait en cour de Rome (1). La protestation du Pape avait été, dans son allocution consistoriale du 24 mai 1802, immédiate. Celle de Caprara attendit un an pour se produire. Pourtant, le cardinal avait été chargé de faire des représentations sur ces dispositions législatives que le Saint-Siège se refusait à reconnaître. Mais il prit longuement le temps de la réflexion. Lorsqu'enfin il se décida à intervenir, en août 1803, il a si bien oublié les réquisitoires de Pancemont, qu'il recourt, pour la rédaction de sa note, à Bernier.

La Légation a bien dressé un projet pour transmettre à Portalis les remontrances de Rome, concernant les Organiques ; mais, avant de l'adopter, Caprara le soumet à l'évêque d'Orléans. En matière si délicate, il tient à recueillir ses sages avis sur la forme définitive que doit revêtir le mémoire destiné au gouvernement français.

Bernier ne se fait pas prier. Sans être nullement gêné par le rôle

(1) Spina avait déclaré que les organiques « étaient un mal assurément grave, mais moins grave et moins insupportable que le choix des constitutionnels pour les nouveaux sièges ». BOULAY, *Histoire du Rétablissement du Culte*, 218.

qu'il a joué dans la rédaction des articles incriminés, il présente ses observations sur le mémoire. Puis, non content d'émonder et d'« édulcorer » (1) le projet de la Légation, il propose lui-même un texte. C'est une note très longue qui, après des considérations générales, discute « article par article » les dispositions législatives ajoutées au Concordat (2).

Caprara fut satisfait. Il adopta la rédaction de l'évêque d'Orléans et remit à Portalis, le 18 août 1803, « les remarques sur les Articles organiques copiées exactement sur les dernières feuilles de Mgr Bernier » (3). Il écrivit ensuite à Consalvi pour le mettre au courant de sa démarche. Après tant de délais, malgré son inconcevable lenteur, le bon légat osait parler de son empressement « à terminer le travail qui, ainsi que Votre Éminence le sait, était préparé depuis longtemps, pour être mis au moment opportun sous les yeux du gouvernement » (4). Il avait attendu pour cela quatorze mois !

On pouvait donc espérer que « le moment opportun », guetté depuis l'allocution consistoriale du 24 mai 1802, avait été bien choisi et qu'un mémoire si longuement étudié porterait. Malheureusement, il n'en fut rien. Portalis répondit, au début de janvier 1804, par une fin de non-recevoir qui dissipa les illusions de Caprara, à supposer que Caprara se fit quelques illusions sur l'efficacité de ses remontrances. Car il était trop fin pour croire au succès de ses protestations. Ne jugeait-il pas, au contraire, que leur unique résultat serait de mécontenter en pure perte le gouvernement ? N'est-ce pas la véritable explication de ses attermolements où le calcul et la réflexion avaient plus de part qu'on ne pense ? Il avait conscience de se heurter à une position définitive et à une doctrine intangible. « Votre Éminence, écrivait-il à Consalvi, en lui transmettant la réponse de Portalis, verra en lisant cette copie, sans qu'il soit nécessaire que j'ajoute aucune réflexion, la manière de penser de celui qui a émis ces lois (5). » Pour lui, il connaissait trop cette « manière de penser » pour attendre la moindre concession sur les principes qui inspiraient les Organiques et sur les dispositions qui les consacraient.

La longanimité du légat, sa grande modération méritaient pour-

(1) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 181.

(2) Arch. Aff. Etr. Rome 935, f^{os} 364-372.

(3) Caprara à Bernier, 18 août 1803. Arch. Nat., AF IV, 1891, 23^e cahier, f^{os} 13-14.

(4) Caprara à Consalvi, 20 août 1803. Arch. Nat., F¹⁹, 1923.

(5) *Ibid.*, 21 janv. 1804. *Ibid.*

tant qu'on accordât quelque accommodement ; on ne pouvait l'accuser de brusquer les choses ni de forcer la voix. Au contraire, ce qu'il avait fait dans les diocèses de Belgique soulevés par la résistance aux Articles organiques, montrait bien qu'il voulait avant tout l'apaisement des esprits et des âmes.

Si, en France, le clergé imbu de traditions gallicanes avait accepté ces articles sans protester, il n'en allait pas de même en Belgique, où l'on se montrait attaché aux doctrines ultramontaines. Or, par une conduite singulière, là où les dispositions législatives adjointes au Concordat devaient être introduites avec le plus de précautions, il semble qu'on se soit appliqué à les imposer sans ménagements, pour ne pas dire avec vigueur. Car le préfet Pérès ne se contente pas de l'adhésion pure et simple au Concordat, il veut une reconnaissance formelle des Organiques et, comme un certain nombre de prêtres à la suite de Stevens refusent d'y souscrire, l'évêque de Namur, Mgr Bexon, intervient à son tour et frappe de suspense tous les récalcitrants. De ce fait, trois cents ecclésiastiques se trouvent interdits.

De part et d'autre, on recourut au légat et à Portalis. Mgr Bexon en particulier demandait positivement au représentant du Saint-Siège de se prononcer nettement en faveur des articles litigieux. L'embarras de celui-ci ne pouvait être que très grand. Bernier heureusement s'entremet auprès de la direction des cultes, comme auprès de Mgr Bexon, pour arranger l'affaire. De la part de Portalis comme de la part du légat, il écrivit, le 4 décembre, à l'évêque de Namur, une lettre fort étudiée, si étudiée que la Légation la trouva « conçue en termes équivoques » (1). Officiellement, au nom du ministre des Cultes et au nom du cardinal il mandait à l'évêque de Namur « qu'il fallait regarder comme bonne et valable toute soumission au Concordat et au légitime évêque qui n'aurait pas été accompagnée ou suivie d'une protestation contre les Articles organiques ». On devait donc d'un côté s'en tenir à la formule : J'adhère au Concordat et je veux vivre dans la communion de mon évêque, et de l'autre, retirer toutes protestations contre les Articles organiques, car « ces protestations, écrit Bernier, sont de nature non seulement à mécontenter le gouvernement, mais à répandre dans le clergé des semences de division ». C'était désavouer le zèle excessif du prélat, mais aussi maintenir la version gouvernementale qui regardait les Organiques comme partie intégrante du Concordat.

(1) *Concord. Esecuzione*. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I.

Restait à dégager le cardinal. Bernier s'y emploie. « Vous avez demandé au cardinal-légat, écrit-il à Mgr Bexon, qu'il approuvât les Articles organiques. Le gouvernement n'aurait souffert ni qu'il les approuvât, ni qu'il les improuvât ; le premier parti paroîssoit inutile, le second dangereux ; il n'a été question ni de l'un ni de l'autre ; on a laissé sur cet article les choses en France dans le même état où elles étaient en 1682. Son Éminence ne s'est pas expliquée sur autre chose que sur ces deux points. Il faut s'abstenir de toute protestation et la communication *in divinis* doit être rétablie dans tous les endroits où elle a cessé à l'occasion des Articles organiques (1). »

L'évêque de Namur, de l'aveu même de Caprara, ne se distinguait point par la prudence. Par ailleurs, devant une opposition ardente, en éveil, ce mouvement de retraite n'était point facile à opérer. Il essaya pourtant de se replier en bon ordre, mais ce fut sans succès ; il eut beau se contenter de l'adhésion pure et simple au Concordat, les stévenistes ne désarmaient pas. La situation demeurerait tendue et les difficultés renaîssaient incessantes entre l'évêque et la partie irréductible de son clergé. De part et d'autre, on en référerait au légat. Celui-ci répondait sans se compromettre, par des conseils lénifiants. Dans les cas les plus embarrassants, il adressait les lettres et les personnes à Bernier, tel ce prêtre Merlier qui poussa jusqu'à Orléans pour implorer la « médiation et l'appui » (2) du prélat. De son côté, Mgr Bexon continuait à user et abuser des censures de façon si précipitée et si imprudente « qu'il n'y aura bientôt plus dans ce diocèse, écrivait Caprara, personne pour dire la messe et administrer les sacrements » (3).

On pensa que la visite du légat pourrait être bienfaisante dans ce pays agité. Le Premier Consul se trouvant en Belgique, il irait le rejoindre à Bruxelles et prêcherait tout le long du chemin l'apaisement. Bernier s'ouvrit au cardinal de ce projet et celui-ci se rendit sans aucune résistance à cette suggestion officieuse. L'évêque d'Orléans fit donc savoir à Bonaparte que les désirs de Son Éminence ne se bornaient pas à souhaiter son heureux retour. « Il voudroit, écrit le prélat, pouvoir vous rendre ses hommages à Bruxelles, vous y voir et jouir à son gré du spectacle de la satisfaction générale. » On dirait à lire cette lettre que l'initiative de ce voyage vient du légat

(1) Bernier à l'évêque de Namur, 14 août 1802. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I.

(2) Caprara à Bernier, 23 mars 1803. Arch. Nat., AF iv, 1892, 15^e cahier, f^o 59.

(3) *Ibid.*, 4 juil. 1803. *Ibid.*, 21^e cahier, f^o 32.

lui-même. Ce vœu est si bien « celui de son cœur, ajoute Bernier, qu'il n'a pas cru devoir vous le transmettre par une voie ministérielle ; il m'a choisi pour son interprète ; il eût même désiré que je l'accompagne dans ce voyage. C'étoit me proposer un double plaisir. Je lui ait (*sic*) répondu que j'étois à vos ordres, mais que mon respect profond pour vos volontés m'empêcheroit dans tous les temps de faire un pas sans votre aveu » (1). Évidemment, l'évêque d'Orléans qui a soufflé au cardinal cette seconde idée comme la première, grille d'envie de rejoindre avec lui le Premier Consul en Belgique. La réponse arriva « par voie ministérielle », par l'intermédiaire de Talleyrand et « non à la personne qui avait transmis cet avis » (2), mais au légat directement. Quant à Bernier il n'est fait de lui aucune mention dans la lettre de Bonaparte. Il resta donc à Paris avec ses amis de la Légation, auxquels Portalis, avait fait ôter « tout pouvoir de rendre des décisions et même de correspondre avec les divers diocèses (3), » car il se méfiait d'eux, et le bon cardinal s'était résigné à leur remettre des « instructions restrictives » qui tranquillisèrent le ministre des Cultes.

En Belgique, Caprara s'employa de son mieux à rallier les dissidents. Il déclara licite l'adhésion au Concordat exigée par l'évêque de Namur et prêcha par sa présence « l'heureuse union de la religion et des lois » (4). Il agit sur les ecclésiastiques ; il essaye aussi d'agir sur le Premier Consul en lui représentant que « le clergé belge serait

(1) Bernier au Premier Consul, 25 juin 1803. Arch. Nat., F¹⁹, 1902.

(2) Caprara à Consalvi, 29 juin 1803. F¹⁹, 1923.

(3) Portalis au Premier Consul, 3 juil. 1803 : « Comme je me méfie des hommes de la Légation, j'ai exigé qu'en partant le légat leur enlevât tout pouvoir de rendre des décisions et même de correspondre avec les diocèses. Le cardinal a senti la nécessité de cette mesure et il me remettra avant son départ les instructions restrictives qu'il a laissées à ses théologiens et secrétaires. » Arch. Nat., AF iv, 1041. Cela n'empêcha pas les secrétaires du légat de déployer pendant son absence une grande activité avec le concours de Bernier. Tant d'affaires restaient en suspens que Sala écrivait à l'évêque d'Orléans : « Si l'on n'avance pas en quelque chose, je prévois que nous nous trouverons dans une presse telle que nous ne pourrions suffire à tout », Sala à Bernier, 18 juil. 1803. Arch. Nat., AF iv, 1891, 21^e cahier, f^o 86, d'autant plus que « beaucoup d'autres objets resteront encore en retard à cause de l'absence du cardinal ». (Sala à Bernier, 9 juil. *Ibid.*, f^o 69). Bernier envoie le 19, quinze réponses à des consultations que Sala lui avait adressées ; mais la Légation en attend encore beaucoup d'autres et promet d'en faire usage « avec toute la réserve voulue ». (Sala à Bernier, 19 juil. *Ibid.*, 22^e cahier, f^o 3.)

(4) Cité par LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 259.

devenu le plus attaché à sa personne et le plus exact dans la soumission à son gouvernement, s'il avait persisté comme par le passé, à accorder le libre exercice de la religion et principalement s'il avait ordonné qu'on n'insistât pas sur l'observation des lois Organiques et des quatre célèbres propositions du clergé gallican » (1). Le légat se fit-il illusion sur l'efficacité de ses observations? Toujours soucieux des critiques que la cour pontificale ne lui ménageait pas, voulut-il justifier par ses heureux résultats un voyage que rien ne paraissait légitimer? Il se flatta d'avoir persuadé le Premier Consul et regagna Paris, avec l'apparence d'une entière satisfaction.

Bonaparte était pourtant bien résolu à ne rien abandonner des Organiques. Sur ce point, rien ne pouvait être gagné. Le voyage du légat eut du moins, pour Namur, d'heureuses conséquences, car la situation locale y fut réglée par le déplacement de l'évêque que sa conduite « vraiment désordonnée » (2) avait rendue impossible. Celui-ci fut mandé à Paris et, au nom de Portalis, Bernier lui demande sa démission. Mgr Bexon ne pouvait faire autrement que de la donner. Son confrère d'Orléans poussa même la complaisance jusqu'à lui dicter sa lettre de renonciation. Mgr Bexon n'eut que la peine de la transcrire (3).

Pendant la vacance, l'administration du diocèse fut confiée par le légat à M. Ducoudray. Caprara avait connu cet ecclésiastique lors de son voyage à Namur. Édifié par ses bons sentiments, rassuré par les éloges dont il est l'objet, il l'avait proposé à Portalis et Portalis l'avait agréé. Mais à l'usage, on s'aperçut que l'administrateur apostolique ne se trouvait pas à la hauteur d'une situation difficile. Si « sur le chapitre des prêtres suspendus ou tenus en disgrâce par le gouvernement, il s'est très bien conduit, offrant sa médiation en leur faveur et se limitant à leur demander le seul acte d'adhésion à la formule du serment prescrit par le Concordat » (4), il a par ailleurs dépassé ses pouvoirs, pourvu les cures vacantes et même modifié la division des paroisses. De là des plaintes dont le légat se trouve assailli. Ennuyé de s'être ainsi trompé dans la nomination de l'administrateur provisoire, il hésite à le remplacer. La seule solution serait

(1) Caprara à Consalvi, 28 juil. 1803. Arch. Vat. Nunz. F² 590, f^{os} 353-358.

(2) Portalis à Fesch, 23 sept. 1803. Cité par LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 260.

(3) Bernier au Premier Consul, 5 sept. 1803. Arch. Nat., F¹⁰, 1902.

(4) Caprara à Bernier, 31 déc. 1803. Arch. Nat., AF¹ iv, 1892, 28^e cahier, f^{os} 65-67.

la nomination rapide du nouvel évêque ; le cardinal lui donnerait immédiatement les pouvoirs nécessaires « avant même qu'il soit institué dans les formes canoniques », tel est l'avis de Bernier et le légat se range à ce parti (1). En attendant, l'évêque d'Orléans intervient auprès de Portalis pour lui représenter l'insuffisance de l'administrateur apostolique ; il lui adresse des lettres confidentielles et des pièces justificatives à l'appui ; il insiste pour qu'on ne prolonge pas la vacance du siège de Namur. Le conseiller d'État avoue qu'il n'a pas plus de confiance en Ducoudray que l'évêque d'Orléans lui-même, qu'il ne l'estime pas ; c'est en raison de ses bons rapports avec le préfet que le légat lui a donné ses pouvoirs et la direction des Cultes a fermé les yeux. L'influence de cet ecclésiastique est d'ailleurs moins grande qu'on ne le prétend. Quant à la désignation du nouvel évêque, si elle tarde, c'est que le Premier Consul tient à envoyer un sujet vraiment digne et veut s'entourer de toutes les garanties (2). C'étaient là de bonnes paroles, rassurantes à souhait pour l'avenir du diocèse de Namur. Mais ce n'étaient pas seulement de bonnes paroles ; on le vit bien, quand parut en mars la nomination de Mgr Pisani de la Gaude, ancien évêque de Vence.

Cette nomination ne pouvait que remplir de consolations le cardinal, car ce prélat était signalé par son opposition constante au schisme constitutionnel et par son attachement au Saint-Siège (3). Aussi le légat se hâte-t-il d'expédier à Rome toutes les pièces nécessaires, tandis que Bernier de son côté fait diligence pour mettre fin à une situation qui a déjà trop duré (4).

Mais les formalités administratives demandent du temps. Pour comble de malheur, Bernier tombe malade « d'une fluxion accompagnée de fièvre » (5) et Caprara, aussi compatissant que pressé, en éprouve une peine si grande qu'il ne la peut exprimer à l'évêque

(1) Caprara à Bernier, 2 janv. 1804. Arch. Nat., AF iv, 1892, 29^e cahier, f^o 7.

(2) Portalis à Bernier, 29 nov. et 31 déc. 1803. Arch. Nat., F¹⁰+, 152, f^o 825-946.

(3) « Aucune désignation ne pouvait être plus agréable au pape et la concordance des dates autorise à croire que la mesure prise contre Lantsheere fut la monnaie d'échange offerte à Bonaparte. » LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 260. Vicaire général du cardinal de Frankenberg, retiré avec son archevêque à Bréda en Hollande, Lantsheere était accusé de soutenir les stevenistes et de répandre des brochures contre le serment concordataire. Il fut mandé à Rome et le pape le fit retenir dans un couvent.

(4) Caprara à Bernier, 21 mars 1804. Arch. Nat., AF iv, 1893, 3^e cahier, f^o 73.

(5) Caprara à Clavelot, 9 juin 1804, 38^e cahier, f^o 2.

d'Orléans (1). Enfin, Mgr Pisani de la Gaude prend possession de son siège et l'on augure bien de ses débuts.

L'affaire du stévenisme ne se terminera pas pour autant. Quant à la querelle des Articles organiques, elle se prolongera entre Rome et la France jusqu'à la dénonciation du Concordat.

Dans cette querelle dont il a connu les débuts, Bernier n'aura plus à intervenir ; elle continuera désormais sans lui. La part qu'il y a prise n'en reste pas moins caractéristique de l'homme et de ses évolutions. Après avoir ménagé à ces dispositions légales un point d'insertion dans le texte du traité, après avoir participé à leur rédaction, l'évêque d'Orléans en arrive à fournir au légat des armes pour les combattre. Il est vrai qu'il émousse les traits que Caprara lancera d'une main débonnaire ; cette précaution est bonne, car il faut toujours prévoir les ricochets et, d'avance, se garantir contre eux. Bernier se plaît à ce jeu double et subtil où il est passé maître depuis longtemps. Rarement il l'a mené avec plus d'habileté, en matière plus contestable ; rarement, il a mieux caché ses menées contraires et successives qu'à cette heure où il semble prendre en main les intérêts du Saint-Siège. Malheureusement, les archives sont parfois, malgré toutes les précautions, indiscrètes. Pour l'honneur de Bernier, elles ont gardé quelques pages de trop.

(1) Arch. Nat. AF IV, 1883, 38^e cahier, f^o 2.

CHAPITRE X

LES AFFAIRES RELIGIEUSES DE FRANCE, D'ITALIE

LES MISSIONS

- I. Les fêtes transférées. — Règles adoptées par Bernier dans son diocèse. — Attitudes divergentes des évêques. — Caprara établit avec Bernier une instruction sur les fêtes transférées qui donne pour tous les diocèses une règle uniforme.
- II. Bernier et les évêques de France. — Les anciens évêques constitutionnels et les instructions du Légat sur les sacrements. — Les refus de sépulture religieuse. — Bernier et le cardinal Cambacérès.
- III. Bernier et la conclusion du Concordat italien. — Bernier et la nouvelle circonscription des évêchés d'Italie.
- IV. Les missions. — Le Premier Consul veut que les missions françaises dépendent de l'archevêque de Paris. — Bernier chargé de cette négociation. — Opposition de Caprara et de Rome. — Projet d'un séminaire des missions françaises.

I

La question des fêtes transférées ne s'opposait pas comme celle des Articles organiques à des principes et à des doctrines, mais elle intéressait la vie religieuse du peuple et des coutumes auxquelles on tenait généralement. On sait que, pour la France, le Concordat avait réduit à quatre les fêtes d'obligation susceptibles de tomber en semaine, Noël, l'Ascension, l'Assomption et la Toussaint. Les autres fêtes étaient reportés au dimanche suivant par indult pontifical.

Mais des usages immémoriaux ne se modifient pacifiquement que moyennant certains tempéraments provisoires. Ainsi l'avait compris pour son propre diocèse l'évêque d'Orléans. Le 31 mars 1803, il détermina par lettre pastorale les mesures uniformes auxquelles devraient se conformer les prêtres du Loiret et du Loir-et-Cher, afin d'éviter « des discordances aussi pénibles pour le ministère de l'Église qu'alar-

mantes pour la piété des fidèles ». Cette réduction, due à la condescendance du Pape, qui voulait « ménager plus de jours de travail pour l'agriculture et le commerce », était parfaitement conciliable avec la sanctification de ces fêtes jusqu'ici réservées au seul culte divin ; moyennant un plan général, on pourrait tirer de cette mesure tous les avantages qu'elle comportait, sans alarmer les consciences par des interprétations différentes, sans troubler l' « ordre liturgique » par des pratiques fantaisistes, au gré de chacun. Bernier donnait donc les règles suivantes : les fêtes supprimées par l'indult mentionné seraient célébrées comme des fêtes de simple dévotion, sans obligation d'entendre la messe et de cesser le travail ; elles seraient annoncées au prône dans les termes même de l'indult, et « ceux qui ne sont point obligés de vivre de leurs mains » seraient principalement invités à ne pas négliger ce jour-là l'assistance au Saint Sacrifice de la Messe ». Les offices seraient célébrés par le clergé, « tant en particulier qu'en public ». La procession extérieure de la Fête-Dieu se ferait le dimanche suivant, sauf une seule exception autorisée en faveur de la ville d'Orléans. Suivait tout une série de règles pour accorder la concurrence de ces fêtes reportées avec la liturgie dominicale (1).

Un certain nombre d'évêques avaient eu la sagesse d'adopter des mesures analogues, et toléraient qu'on célébrât les fêtes supprimées comme fêtes de simple dévotion pour éviter des inquiétudes, sinon des troubles. « Cette tolérance momentanée, écrivait Bernier à Portalis, vaut mieux qu'un schisme. Peu à peu les habitants se dégoûtent d'eux-mêmes de célébrer une fête qui n'en est plus une, et le gouvernement atteindra son but sans commotion et sans moyen violent (2). » Malheureusement, tous les diocèses ne l'entendirent pas de la sorte. Certains préfets et même certains évêques voulaient une suppression immédiate et radicale, interdisant à pareils jours les offices chantés, les sonneries de cloches, voire les saluts extraordinaires. Strasbourg et la Rochelle aux deux extrémités se rencontraient sur ce point et c'était pour l'Alsace, comme les pays ci-devant insurgés, « qu'il fallait traiter comme un convalescent, un remède un peu fort » (3). De là des plaintes du clergé, des fidèles, et des tirail-

(1) *Mandement sur les fêtes transférées au dimanche*. Arch. Ev. Orléans, registre I.

(2) Bernier à Portalis, 28 juil. 1804. Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(3) *Ibid.*

lements sans fin entre les diverses tendances et les diverses autorités (1).

Aussi le cardinal Caprara se décide-t-il à faire pour le territoire de la République ce que Bernier avait fait pour son diocèse, en établissant une réglementation uniforme. « L'indult que j'ai publié, écrit-il le 17 mars à l'évêque d'Orléans, contient toutes les concessions les plus larges, telles qu'on n'en a jamais vu de pareilles, et vous savez aussi que le gouvernement le connaissait dans toutes ses parties et que personne ne trouve à redire sur les dispositions qu'il adopte. Il ne semble donc pas opportun que, après avoir réduit le nombre des fêtes à un chiffre si faible, on veuille d'une certaine manière faire violence à la piété des fidèles, en les empêchant de se rendre à l'église le jour des fêtes supprimées, et qu'on veuille aller jusqu'à empêcher le clergé de célébrer les offices ce jour-là, comme cela se pratique dans toutes les églises du monde catholique. Vous avez vu aussi qu'il naît de la confusion pour les fêtes qui doivent être changées de jour et que, dans presque tous les diocèses, on a adopté un système différent qui bouleverse les rubriques (2). » Le légat soumettait donc à Bernier un certain nombre de mesures qu'un décret imprimé porterait ensuite à la connaissance de l'épiscopat français.

Il se trouva que ces mesures concordaient avec les instructions que l'évêque d'Orléans avait déjà arrêtées, sans connaître encore les intentions du cardinal. Le légat en exprima toute sa satisfaction ; il attendait le retour de Bernier pour établir, de concert avec lui, la réglementation uniforme qui s'imposait (3).

La multiplicité des affaires, la solution des problèmes souvent épineux qui se présentaient chaque jour, retardèrent longtemps

(1) Belmas interdisait même ces jours-là d'accepter des messes commandées pour empêcher qu'on ne tournât la loi. L. MAHIEU, *Monseigneur Louis Belmas*, 271-272.

Belmas se signala par des mesures radicales, il se signala également par les édifiants conseils d'obéissance qu'il donnait à ses fidèles : « Vous ne croyez pas qu'il soit bon de conserver encore ce qui a paru utile à supprimer, à moins que vous n'eussiez la prétention de substituer votre jugement à celui qu'a porté le chef de l'Eglise sur la demande du chef de l'Etat, et la vanité de vous estimer plus sages qu'eux. » Sa lettre pastorale s'en prenait aux dévotions de fantaisie aussi bien qu'aux hommes aveuglés par la cupidité qui décuplaient leur recette par la profanation de ces jours.

(2) Caprara à Bernier, 17 mars 1803. Arch. Nat., AF iv, 1892, 14^e cahier, f^{os} 29-30.

(3) Caprara à Bernier, 5 avril 1803. Arch. Nat., AF iv, 1892, 16^e cahier, f^{os} 33-34.

l'instruction sur les fêtes préparée par la Légation. Beaucoup d'évêques cependant réclamaient une ligne de conduite en exposant leurs embarras ; des solutions partielles ne suffisaient point et, le 9 juillet 1803, pendant le voyage du légat à Bruxelles, Sala écrivait à Bernier qu'une décision devenait absolument nécessaire. Ne fallait-il pas « donner un certain délai pour que dans chaque diocèse on préparât le petit livre de l'*Ordo* pour l'année prochaine » (1)? Enfin, le 21 septembre, Caprara se détermine à en finir, mais avant de fixer le texte définitif de son décret, il soumet une dernière fois à l'évêque d'Orléans le texte de son instruction. Bernier était prié de mettre dans la marge, sur la copie à colonnes qu'il recevrait, « les changements nécessaires ». On ne se rappelait pas exactement ce qu'il avait proposé dans la « chambre » même du légat et sur des feuilles dont on ne retrouvait aucune trace. Il devait également donner son avis sur le jeûne de la Saint-Pierre. Fallait-il le maintenir « le jour où il tombe » ou le reporter « à la veille du dimanche où la fête doit être célébrée »? Enfin, des précautions s'imposaient pour que le gouvernement n'entravât pas la publication de ce décret ; une lettre émanant soit de l'évêque d'Orléans, s'il était autorisé à cet effet, soit de Portalis, était indispensable. « Comme vous avez terminé ce travail ensemble, ajoutait le cardinal, vous obtiendrez facilement (du conseiller d'État) un acte qui prouve qu'il l'a agréé (2). »

Mais Portalis avait perdu l'affaire de vue, égarant lui aussi les pièces qu'on lui avait remises. Lorsque, le 3 octobre, Caprara s'ouvrit à lui de cette instruction, il répondit « qu'il n'en avait aucune connaissance et que c'était la première fois qu'il en entendait parler ». Il fallut lui rafraîchir la mémoire et comme on ne retrouvait pas dans les bureaux le projet qu'on lui avait communiqué, Bernier dut envoyer un duplicata (3). Naturellement il joignit ses observations, que le conseiller d'État trouva « excellentes », et proposa de « légers » changements que celui-ci adopta. Quant à la publication du décret, le ministre des Cultes la considérait comme « un acte purement exécutif de l'indult » sur la réduction des fêtes. Une autorisation tacite suffirait donc sans qu'une autorisation expresse fût requise (4).

(1) Sala à Bernier, 9 juil. 1803. Arch. Nat. AF iv 1882, 21^e cahier, f^o 70.

(2) Caprara à Bernier, 21 sept. 1803. *Ibid.*, 21^e cahier, f^o 85.

(3) Portalis à Bernier, 19 vendém. XII (12 oct. 1803). Arch. Nat., F¹⁰+, 249, f^o 188.

(4) Portalis à Bernier, 6 frim. XII (28 nov. 1803). Arch. Nat., F¹⁰+, 152, f^o 819.

L'affaire était donc enfin réglée et réglée heureusement. Les évêques de France sauraient ainsi quels principes ils devraient suivre pour la célébration et la translation de ces solennités. Les rubriques ne seraient pas seules à y gagner.

II

La question des fêtes transférées au dimanche n'était pas la seule qui amenât des divergences sinon des oppositions entre les évêques de France. Bien souvent, Bernier dut intervenir auprès de ses collègues pour régler des affaires litigieuses, soit à la demande de Caprara, soit à la demande de Portalis, soit même à la demande des deux, car il arrivait que le légat et le ministre s'entendissent pour lui confier des arbitrages parfois très laborieux.

Les évêques constitutionnels chargés des nouveaux diocèses demeuraient la grande préoccupation du cardinal et de Portalis, qui s'est plaint maintes fois des nombreux ennuis qu'ils attiraient à son administration. Le légat n'ignorait pas que son influence était nulle sur la plupart d'entre eux ; les raisons théologiques restaient sans prise sur ces esprits que les discussions et les polémiques avaient fortement ancrés dans leurs conceptions ; recourir à des peines canoniques était impossible, puisque le gouvernement, interdisant toute rétractation, n'aurait pas admis qu'ils fussent frappés en raison de principes qu'ils ne devaient pas désavouer. Quant à leur obéissance, Caprara le constate amèrement, on ne pouvait l'escompter, sans l'appui énergique du pouvoir civil. « N'est-ce pas une honte, écrit-il à Bernier, qu'un évêque (il s'agissait de Rémond), ait besoin de toute la force de l'autorité temporelle pour obéir à celle de l'Église ? » Seul, Portalis pouvait « les mettre à la raison » (1).

Mettre à la raison les constitutionnels, Portalis l'eût fait volontiers car personnellement, il ne leur était point favorable (2). Il avait

(1) Caprara à Bernier, 19 août 1803. Arch. Nat., AF iv, 1889, III, f° 55.

(2) « La position du conseiller d'État chargé des Cultes que l'on peut juger, si l'on veut illogique, ressort très clairement des papiers du fonds des cultes. Personnellement, Portalis était favorable aux insermentés plutôt qu'aux constitutionnels ; dans la mesure de ses moyens il travaillait à faire nommer les premiers par Bonaparte, tandis qu'il s'exprimait rarement sur les seconds en termes bienveillants. » A. LATREILLE, *la Révolution française*, 1^{er} trimestre 1936, 58.

essayé, mais sans y réussir, de les exclure du nouvel épiscopat ; il s'exprime rarement sur eux en termes bienveillants. Mais il devait tenir grand compte de leurs protecteurs politiques, aussi fidèles que puissants. Par ailleurs, Bonaparte ne voulait pas que l'on compromît la paix religieuse par le rappel des divisions passées et toute plainte contre les anciens jureurs le trouvait de prime abord en défiance. Bernier le savait mieux que personne. Aussi, quand il fallut exposer au Premier Consul les griefs du Saint-Siège contre Lacombe, donne-t-il à Caprara ce conseil : « Je voudrais avoir des pièces ostensibles dans lesquelles on ne mêlerait rien de ce qui a rapport aux anciens partis. Un mot échappé dans ce sens gêne tout ce qu'on peut dire (1). » Portalis était donc loin d'avoir pleine liberté d'action et ses excellentes intentions le trouvaient souvent désarmé. La docilité avec laquelle cet excellent fonctionnaire (2) se conformait aux vues du gouvernement, les principes théologiques sur le gallicanisme et le mariage civil qu'il partageait avec les assermentés, sa théologie aventureuse fleurant parfois l'hérésie, son extrême modération, ses continuels attermoiements dans ses rapports avec les constitutionnels, donnaient le change sur ses véritables sentiments (3). Mais si le légat avait pu lire dans son âme il eût été bien surpris d'y découvrir de très réelles sympathies pour le Saint-Siège, sinon la volonté de le servir.

Sa bienveillance pour le représentant du Pape n'est-elle pas évidente chaque fois qu'arrivent des plaintes et que surgissent des difficultés ? Car les fonctionnaires publics ne se plaignent pas seuls de certaines décisions rendues par le cardinal ; des prêtres et même des évêques le défèrent au gouvernement et, chaque fois, le directeur des Cultes s'applique à le dégager. En juin 1803, le préfet de l'Aveyron adresse à Paris une instruction sur les mariages émanée de Caprara et publiée par l'évêque de Cahors. Confidentiellement, le conseiller d'État communique la pièce à Bernier. Bernier doit lui mander ce qu'il en pense ; il doit en outre « prévenir le cardinal-légat que ses instructions ne sauraient rester secrètes et qu'il importe au repos des familles d'en retrancher tout ce qui peut donner prise à la malveil-

(1) Bernier à Caprara, 10 août 1803. Arch. Nat., AF iv, 1889, V, f° 87.

(2) M. d'Haussonville a écrit de lui qu'avec l'esprit d'un sage, il avait l'esprit d'un subalterne. *L'Eglise romaine et le premier Empire*, I, 157.

(3) Aussi a-t-on pu dire que les documents romains « déforment la physiologie de Portalis jusqu'à en faire un ennemi dangereux du catholicisme ». A. LATREILLE, *la Révolution française*, 1^{er} trimestre 1936, 58.

lance et à l'esprit de parti ». L'évêque d'Orléans s'acquitte de sa mission, prévient Caprara de la publicité donnée à ses circulaires, mais celui-ci se retranche avec dignité derrière son texte qui recommande, assure-t-il, la plus grande circonspection. La doctrine qu'il expose est la doctrine même de l'Église ; quant à la tranquillité des familles et aux besoins des consciences, les moyens qu'il indique sont justement destinés à y pourvoir (1). Enfin, cette instruction n'était pas inconnue de Portalis à qui le cardinal en avait envoyé copie.

Peu de jours après, un incident analogue troubla davantage le légat. Un curé alsacien, Schweitzer, l'avait consulté sur les dispenses de mariages et sur la validité des absolutions données et des mariages célébrés par les constitutionnels. Caprara répondit par un exposé de principes. Mais Schweitzer eut l'imprudence de communiquer cette lettre à un ancien constitutionnel et celui-ci n'eut rien de plus pressé que d'en avertir Saurine. Saurine en référa au préfet et interdit le curé. Le prélat communiqua la consultation incriminée à Portalis qui, une fois de plus, chargea Bernier d'avertir le légat. Cette fois, la lettre du prélat trahit quelque impatience et masque à peine son mécontentement ; jamais dans sa correspondance avec le cardinal, il n'usera de ce ton pincé. « Voici encore, écrit-il, une petite affaire qu'avec un peu plus de circonspection on eût pu s'épargner. Mais il est des hommes qui, comme les femmes, et souvent plus qu'elles, aiment à bavarder. De là viennent les petites scènes de ce genre. Quoiqu'il en soit, je vous prie de me dire si ce que je vous envoie est bien de vous et si le copiste n'y a rien changé. Cette communication, comme vous le voyez, est très confidentielle, surtout quant à la lettre du préfet. Le prêtre auquel vous avez écrit aurait bien dû s'abstenir de tout éclat. Il est très possible de bien faire et de beaucoup faire, sans publier ce que par état on n'est pas obligé de manifester à tout le monde. Du reste soyez tranquille. Je ferai en sorte qu'il ne résulte rien de tout cela. Cependant je voudrais bien qu'on n'affectât de publier que ce qui doit l'être (2). »

La réponse du légat est beaucoup moins sereine que pour l'affaire de Cahors. Il avoue combien il est peiné de cet événement « dont la faute principale semble être imputable au prêtre constitutionnel qui a dénoncé à l'évêque le curé requérant ». La copie reçue est bien

(1) Caprara à Bernier, 20 juin 1803. Arch. Nat., AF iv, 1891, 18^e cahier, f^o 60.

(2) Bernier à Caprara, 26 juin 1804. Arch. Nat., AF iv, 1889, liasse VI, f^o 72,

conforme à l'original ; elle ne contient que la doctrine généralement connue et universellement pratiquée dans tout le monde catholique, doctrine que Mgr l'évêque d'Orléans a dû enseigner plus d'une fois dans son diocèse. « On y a pris toutes les précautions voulues pour tout exprimer avec modération et réserve, conseillé la prudence et la circonspection. Pour ce qui concerne les mariages, on a employé les expressions mêmes dont on faisait usage dans le dernier décret envoyé à tous les évêques. » Empêcher les prêtres de recourir au légat pour lui demander les règles de conduite qu'ils ne peuvent recevoir de leurs évêques ci-devant constitutionnels, ce serait les abandonner à leur propre sentiment, les exposer à de continuelles incertitudes et à de graves erreurs. Le cardinal s'en remettait « à la religion, perspicacité et sagesse de l'évêque d'Orléans » pour que cette affaire n'eût pas de suite (1).

Parfois même les dénonciations émanaient de simples curés et s'adressaient à Fouché lui-même. Le desservant de Vrigne-aux-Bois, dans les Ardennes, a demandé pour un mariage une consultation à l'évêché de Metz. L'évêché, qui se défiait sans doute de cet ecclésiastique, le renvoie au curé de Sedan, Collignon. Collignon, pour appuyer sa décision, lui communique les instructions de Caprara. L'ancien constitutionnel indigné se plaint au ministre de la Police, trop enclin à écouter ces sortes de doléances (2). Combien d'incidents analogues dans la plupart des diocèses ! Aussi Caprara redouble-t-il de prudence pour répondre aux questions posées sur ces matières litigieuses et recourt-il fréquemment à Bernier, pour lui soumettre ses réponses et même pour lui en confier la rédaction.

Il recourt également à son intervention pour agir sur les évêques ci-devant constitutionnels, notamment sur les plus irréductibles : La Coz, Saurine, Lacombe, Reymond, Belmas. Des autres, il n'a pas trop à se plaindre, sauf peut-être de Bécherel, qui est mal entouré. Mais Bécherel mérite une bonne note pour les honneurs qu'il a rendus à la dépouille mortelle de Pie VI, et Caprara compte sur Bernier pour « détacher de ses côtés ses mauvais conseillers, et lui en faire prendre de bons » (3). Par contre, le dossier de Le Coz ne cesse de

(1) Caprara à Bernier, 28 juin 1803. Arch. Nat., AF iv, 1891, 21^e cahier, f^{os} 5-6.

(2) Arch. Nat., F⁷, 3031.

(3) Caprara à Bernier, 24 mars 1803. Arch. Nat., AF iv, 1891, 14^e cahier, f^o 61.

s'enfler ; à mesure qu'il se constitue l'évêque d'Orléans reçoit communication des pièces « pour l'usage qui (lui) paraîtra le plus convenable » (1). Car l'archevêque de Besançon a « réuni autour de lui un certain nombre de ses anciens collègues, Séguin et Demandre ses prédécesseurs, Royer de Paris, Dordolot de Laval, Flavigny de Vesoul, et son premier vicaire général était l'ancien bénédictin Grappin, l'un des personnages les plus en vue de l'ex-église constitutionnelle » (2). L'archevêque a la main dure ; il gouverne avec rigueur et les insermentés se plaignent fortement de sa partialité. Toutes ses préférences sont pour les jureurs qui occupent les postes en vue. « Il réserve les meilleures places du diocèse pour les faire occuper par les plus indignes (3). » Témoin ce Flavigny qu'il veut nommer à Vesoul (4), témoin ce « mauvais curé de Besançon » que « la Providence a rappelé de ce monde » et qu'il veut à toute force remplacer par « un successeur de même calibre ». Le cardinal supplie donc Bernier d'empêcher de pareilles promotions si dommageables aux pauvres paroisses ; il lui dénonce en même temps « les manigances de l'archevêque » (5), son double langage (6), les suspenses qu'il porte contre de dignes ecclésiastiques coupables d'« avoir soutenu la doctrine catholique ». Les « bons prêtres » découragés et « dégoûtés » hésitent à accepter les emplois qu'il leur offre. Le légat a beau leur écrire « de manière à leur inspirer du courage et à les déterminer à travailler dans la vigne du Seigneur », comme Bernier le lui a demandé ; ces marques d'intérêt ne suffisent pas ; il faudrait y joindre une protection « derrière laquelle ils seraient sûrs de rester à couvert des abus de M. Le Coz » (7). « N'y aurait-il pas moyen, demande Caprara, d'arrêter ses entreprises arbitraires ? Il finira par interdire tous les bons prêtres (8). » Mais il est difficile de vaincre pareil entêtement. Le cardinal n'en ignore rien ; car il connaît l'homme et sait qu'« il n'y a pas de précaution suffisante pour se mettre en mesure vis-à-vis de lui » (9). Avec ce prélat, toujours aux

(1) Caprara à Bernier, 25 févr. 1803. AF iv 1890, 14^e cahier, f^o 16.

(2) PISANI, *l'Episcopat constitutionnel*, 129.

(3) Caprara à Bernier, 10 janv. 1804. Arch. Nat., AF iv, 1892, 29^e cahier, f^o 38.

(4) *Ibid.*, 19 juil. 1803. Arch. Nat., AF iv, 1891, 20^e cahier, f^{os} 3-4.

(5) *Ibid.*, 18 juil. 1803. Arch. Nat., AF iv, 1891, 18^e cahier, f^o 86.

(6) *Ibid.*, 25 févr. 1803. Arch. Nat., AF iv, 1891, 14^e cahier, f^o 12.

(7) *Ibid.*, 19 juil. 1803. Arch. Nat., AF iv, 1892, 22^e cahier, f^{os} 3-4.

(8) *Ibid.*, 12 sept. 1803. Arch. Nat., AF iv, 1892, 24^e cahier, f^o 35.

(9) *Ibid.*, 25 oct. 1804. Arch. Nat., AF iv, 1893, 43^e cahier, f^o 37.

aguets pour prendre en faute, il faut se défier, peser ses mots, ne donner aucune prise à l'attaque, interdire toute échappatoire, car il excelle à se dérober par la subtilité, autant que par le pathétique et l'indignation. Il sera néanmoins rappelé à son devoir au nom des vrais principes de l'Église. Mais il faut s'attendre à ce que les textes du légat soient communiqués sinon à Grégoire lui-même, du moins au Collège épiscopal dont Le Coz s'entoure, passés au crible, retournés en tous sens. Tâche délicate que la rédaction d'un tel monitoire !

Heureusement, Bernier sait traduire la théologie et les blâmes en formules diplomatiques et Caprara lui communique ses réponses pour qu'il les modifie et les censure en toute liberté (1). Dans les cas les plus difficiles, il se repose même entièrement sur lui du soin de les minuter ; telle cette lettre du 27 mars 1804 sur les troubles du diocèse de Besançon qui peut être regardée comme un modèle du genre. Le légat est très étonné de ces troubles dont Le Coz lui a fait part et en éprouve une véritable peine, car il reçoit chaque jour des rapports consolants sur la paix dont jouissent les autres diocèses de France où les esprits aigris se calment, les haines s'étouffent, les ennemis les plus divisés se réconcilient. Ces heureux résultats sont dus à la sagesse et à la douceur des prélats, au zèle pieux et éclairé des prêtres, à l'obéissance filiale et respectueuse des fidèles. Le diocèse de Besançon serait donc « le seul où ce miracle de la Providence et de la grâce » ne s'opère point ? Caprara se refuse à le croire. Il craint plutôt « qu'on ne cherche à tromper (Le Coz) par de faux rapports ». Ces rapports demandent à être examinés attentivement, car un évêque doit concevoir d'autant plus difficilement l'idée d'une conspiration contre le Premier Consul que cette idée est plus atroce, qu'il s'agit de ses prêtres et de ses diocésains et qu'après tant de bienfaits une pareille conspiration serait « une horreur ». D'ailleurs les instructions données par le légat pour le diocèse de Besançon sont les mêmes que pour le reste de la France ; elles ne peuvent qu'y produire le même effet, celui « que l'Église et l'État en attendaient, la réunion des fidèles dans les mêmes sentiments et la même affection ». Le Premier Consul est convaincu d'avance qu'elles ont toutes pour but, en parfaite conformité avec la doctrine catholique, « le bien spirituel des fidèles, le repos des familles, la gloire de l'Église et celle de son Consulat » (2). La leçon était magistralement donnée ;

(1) Caprara à Bernier, 25 oct. 1804. Arch. Nat., AF iv, 1863, 43^e cahier, f^o 37.

(2) Caprara à Le Coz, 27 mars 1804. Arch. Nat., AF iv, 1893, 34^e cahier, f^o 17.

de formules insinuanes et légèrement ironiques, elle se dégageait assez clairement pour que Le Coz comprît. On ne voit pas qu'il ait répondu ; aussi bien était-ce difficile de le faire.

Dans les autres diocèses régis par d'anciens évêques constitutionnels des incidents analogues appellent aussi l'intervention, tantôt officieuse, tantôt officielle de Bernier. La direction des Cultes lui confie l'affaire du curé de Landser, interdit par Saurine pour avoir refusé de marier un divorcé, celle du curé de Giromagny, déposé sur les rapports calomnieux d'un constitutionnel, Damotte. Sans beaucoup d'illusions, il s'entremet auprès de l'évêque, car il espère peu de ses dispositions. « Sa réponse dépendra du parti que prendra le gouvernement (1). » De fait, Saurine s'attira plusieurs blâmes de Portalis parce qu'il favorisait trop « les prêtres d'un certain bord » (2) ; le curé de Landser fut relevé de son interdit et celui de Giromagny rétabli dans ses fonctions.

D'autres fois, c'est Caprara qui lui adresse certains prêtres « pour réclamer son appui et solliciter de sa coopération les remèdes nécessaires » (3). Tels, à Dijon, Huet et Garnier, auxquels Reymond défend sous peine d'interdit de faire recommencer les confessions, tel, à Cambrai, Van den Bavière, suspendu lui aussi et condamné à une retraite de trois mois pour avoir en chaire déclaré invalides les absolutions données et les mariages bénis par les constitutionnels. Dans certains cas cependant, Bernier fait la sourde oreille et s'abstient prudemment. On le constate en particulier pour Van den Bavière. Le 6 avril 1803, le légat conseille à cet ecclésiastique d'écrire directement à l'évêque d'Orléans pour lui demander sa protection. Le curé de Ghyvelde envoie donc, le 11 août, une longue supplique où il expose son affaire dans tous les détails. Mais Bernier ne répond pas et comme, le 10 juin, Van den Bavière se plaint de son silence, le légat se borne à lui dire que l'évêque d'Orléans se trouve dans son diocèse où il est très occupé (4). Abandonné de la sorte, le pauvre interdit se retira à Bruges où il mourut en 1815. Manifestement, l'évêque d'Orléans n'avait pas voulu entrer en opposition avec Belmas ; bien qu'il n'ignorât « ni ses défauts, ni ses théories parti-

(1) Bernier à Caprara, 27 juin 1803. Arch. Nat., AF IV, 1889, VI, fo 246.

(2) Portalis à Saurine, 30 août 1803. Arch. Nat., F¹⁰+, 249, fo 121.

(3) Caprara à Huet et Garnier, 31 août 1802. Arch. Nat., AF IV, 1889, III, fo 28.

(4) Sur l'affaire de Van den Bavière, voir Arch. Nat., AF IV, 1889, et MAHIEU, *Monseigneur Belmas*, I, 234-239.

culières sur le mariage, ni les critiques dont il était l'objet dans son diocèse (il) avait pour lui un faible inexplicable... » (1). Sans cesse, il use de ménagements à son égard ; loin de le desservir, soit auprès du cardinal qui constitue pourtant un dossier contre ce prélat, soit auprès du gouvernement, il s'applique à aplanir les difficultés qu'il soulève ou qu'on soulève dans son diocèse de Cambrai.

Lacombe d'Angoulême et Reymond de Dijon ne bénéficiaient pas de la même bienveillance. On constate au contraire que Bernier s'emploie à les discréditer et parle avec une pitié méprisante de leurs personnes et de leurs écrits. Il faut que le Consul connaisse bien le premier ; il s'offre donc à Caprara d'éclairer Bonaparte sur le compte de cet évêque (2). Quant au second, un mandement « d'un style et d'une platitude extraordinaires qui lui imprime dans son diocèse un ridicule difficile à concevoir » permettra au chef du gouvernement de s'édifier sur son talent. Bernier s'en procurera des exemplaires, car il a à « cœur que le Premier Consul juge à fond du degré d'instruction, de dialectique et d'éloquence de M. Reymond » (3). Pour une pastorale analogue, Lacombe reçut, en avril 1804, « une lettre foudroyante de Portalis » (4), le préfet lui-même s'étant plaint. Bernier d'ailleurs ne se fait pas illusion sur l'efficacité de cette semonce officielle ; l'incorrigible prélat « est homme de parti et ce caractère laisse peu d'espoir » (5).

Les évêques constitutionnels défunts se joignaient aux vivants pour tracasser le légat. L'évêque des Ardennes, Philbert, avait fondé dans son ancienne paroisse de Sedan, un service annuel pour le repos de son âme. Or, cette fondation jette le clergé de la ville dans un grand embarras. Successivement, deux vicaires s'adressent au cardinal pour savoir ce qu'ils doivent faire. Celui-ci hésite à prendre parti. Les principes sur lesquels on peut s'appuyer pour prendre une décision « sont pourtant universellement connus ». Mais, dans une affaire aussi délicate, « il n'ose se faire l'arbitre unique de la décision » et s'en rapporte à la sagesse de Bernier. Il s'agit de sauver les règles et d'éviter « les conséquences funestes qui pourraient dériver d'une démarche inconsidérée, au préjudice de la religion et de la

(1) L. MAHIEU, *Monseigneur Belmas*, I, 341.

(2) Bernier à Caprara, 10 août 1803. Arch. Nat., AF iv, 1889, V, f° 87.

(3) *Ibid.*, 8 mars 1803. Arch. Nat., AF iv, 1889, III, f° 41.

(4) *Ibid.*, 13 avril 1806. Arch. Nat., AF iv, 1889, V, f° 143.

(5) *Ibid.*, 13 avril 1804. Arch. Nat., AF iv, 1889, V, f° 143.

tranquillité publique » (1). L'année suivante, le vicaire Jamain revient à la charge ; Bernier est à nouveau consulté et le légat transmet, en la faisant sienne, sa décision. Comme « l'individu dont il s'agit a témoigné avant son décès des sentiments tels que devait le faire un homme mort dans la communion catholique », on doit « présumer en sa faveur, suivant les règles d'indulgence et de charité que l'Église nous prescrit... La seule chose à observer c'est de ne pas qualifier le défunt dans le service que comme prêtre » (2).

C'est que les honneurs religieux refusés aux morts ne provoquaient pas moins de difficultés que les sacrements refusés aux vivants. A plusieurs reprises, la question des sépultures se posa avec acuité pour Bernier dans son propre diocèse, entraînant, à Blois et à Orléans, des interventions officielles. Ainsi le préfet Corbigny dénonce-t-il à Portalis Roux, succursaliste de Vallières-les-Grandes, qui a refusé d'inhumer un de ses paroissiens mort sans confession (3) et comme il s'agit d'un vieux serviteur du général Moncey, celui-ci ajoute à la plainte du préfet sa plainte personnelle (4). Ce sont les autorités d'Orléans qui défèrent le curé de Saint-Léonard, car l'enterrement de Martin, ci-devant curé constitutionnel, « a provoqué des scènes scandaleuses ». Le vicaire Boucher « s'est emporté » lors de la translation du corps, hâtant la marche du cortège ; il n'a récité qu'une « petite partie des prières prescrites pour les prêtres défunts ». Le curé de Saint-Léonard s'est abstenu de paraître et cette conduite est d'autant plus grave que « la pompe extraordinaire avec laquelle on avait inhumé deux jours plus tôt M. Valfraubert, ancien curé non assermenté, eût dû être, lui écrit Portalis, un motif pour vous d'assister en personne au convoi de M. Martin ». « La sagesse commandait qu'on prît des ménagements » et le conseiller d'État s'estime « heureux que les choses se soient passées sans effusion de sang », car des individus des bords les plus opposés... semblaient manifester l'intention d'en venir aux mains (5). C'est enfin le magistrat de sûreté de Gien qui entame une procédure contre le desservant de Coulons, Clément, pour l'enterrement du prêtre Nottin, ex-moine. « On l'accuse de ne

(1) Caprara à Bernier, 7 juil. 1803. Arch. Nat., AF iv, 1892, 21^e cahier, f^{os} 53-54.

(2) Caprara à Jamain, 28 juin 1804. Arch. Nat., AF iv, 1893, 39^e cahier, f^o 1.

(3) Arch. Nat., F¹⁰+, 152, n^o 1209.

(4) *Ibid.*, n^o 1247.

(5) *Ibid.*, 172, f^{os} 20-21.

pas l'avoir enterré avec assez de pompe; d'avoir (comme son confrère de Saint-Léonard), marché trop vite, d'avoir mal chanté » et autres choses pareillement pitoyables. Mais Nottin n'appartient pas au parti constitutionnel; comme Martin il appartient au contraire à la dissidence. « Il est mort en rébellion contre le Concordat, l'Église et son évêque dont il n'avait pas même voulu recevoir un certificat de communion. » La plainte ne sera donc pas retenue et le blâme ira au magistrat de sûreté de Gien, « homme aussi ignorant qu'étourdi qui ne connaît pas même les premiers éléments d'une procédure » (1).

Le magistrat de sûreté de Gien se contentait d'ouvrir une procédure. Mais il arrive parfois que ses confrères, plus zélés, enrichissent de commentaires la circulaire de Portalis relative au refus de sacrements, « dogmatisent à leur manière, s'érigent en théologiens, censurent l'Église » (2). C'est le cas en particulier du magistrat de sûreté de Moulins. Dans une lettre circulaire, relative aux sépultures religieuses, il avait fait savoir aux maires sa volonté relativement aux enterrements religieux; il voulait qu'on accordât la sépulture ecclésiastique à tout homme de quelque culte qu'il fût, baptisé ou non. Pour avoir droit aux obsèques religieuses, « il suffirait d'appartenir à la nature humaine, fût-on adorateur du Grand Lama ou sectateur de Confucius » (3). L'évêque de Moulins déféra au légat Caprara cette étrange circulaire et le cardinal, à son tour, la transmit à Bernier bien convaincu, lui écrit-il, « que vous vous unirez à moi pour conjuguer tous nos efforts afin de mettre un terme à de si graves désordres » (4). Bernier répondit par un projet de note que Caprara fit sien, « à l'exclusion d'un seul article qui concerne les condamnés à mort, puisque dans la discipline actuelle, ils peuvent être admis à la sépulture ecclésiastique quand ils meurent dans la communion catholique » (5). Non content de rédiger cette note, l'évêque d'Orléans donne également la marche à suivre pour lui assurer tout son effet. Au lieu de s'adresser à Portalis, comme l'avait pensé Caprara,

(1) Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(2) Caprara au Grand Juge, 3 août 1804. Arch. Nat., AF iv, 1893, 41^e cahier, f^{os} 4-9.

(3) Caprara au Grand Juge, 20 juin 1804. Arch. Nat., AF iv, 1893, 39^e cahier, f^o 1.

(4) Caprara à Bernier, 3 août 1804. Arch. Nat., AF iv, 1893, 41^e cahier, f^{os} 1-2.

(5) Arch. Nat., AF iv, 1893, 41^e cahier, f^{os} 1 et 2.

il valait mieux recourir au Grand Juge. Le cardinal suivit donc ce conseil et, immédiatement, avec toutes les précautions voulues pour qu'on ne puisse soupçonner Bernier de connivence, il envoya sa protestation au ministre de la Justice. L'évêque d'Orléans était prié d'intervenir oralement auprès de celui-ci « et de la façon que vous jugerez préférable, écrit le légat, comme si je vous avais informé de l'affaire après avoir envoyé la note, et de telle façon que tout ce que vous pourrez ajouter de vive voix et l'insistance avec laquelle vous appuierez mes représentations contribuent à me faire avoir une réponse prompte et conforme à nos communs désirs. » (1). La réponse arriva six semaines après, par Portalis. Au nom de l'Empereur, le ministre des Cultes chargea Bernier de rassurer le cardinal « sur cette entreprise » ; il manda en outre au magistrat de sûreté de Moulins « de se renfermer dans les bornes de son ministère et de ne plus s'aviser de dogmatiser sur ce qu'il n'entend pas » (2). Caprara fut peu satisfait de cette solution. La réprimande lui parut légère, la simple invitation de ne plus dogmatiser insuffisante ; « Nous avons donc bien peu gagné, écrivait-il mélancoliquement à Bernier » (3).

Heureusement, il lui arrivait parfois de mieux réussir. C'est ainsi que, avec l'aide de Bernier, il put empêcher une démission retentissante, celle du cardinal Cambacérès, archevêque de Rouen. « C'était, lisons-nous dans les notes de la Légation, un homme de talent médiocre, mais un ecclésiastique exemplaire, de principes excellents et qui ne manquait pas de fermeté (4). » Il avait de plus, écrit Caprara, le « caractère difficile » (5). Or, le cardinal Cambacérès publia deux lettres pastorales sur la nullité ou la validité des mariages contractés pendant la Révolution et sur la manière de les revalider. Le terrain était brûlant ; il s'y avança d'un pied intrépide. Naturellement, d'anciens constitutionnels réagissant répondirent par un *factum* ; l'affaire fut portée au gouvernement et Portalis envoya à l'archevêque une lettre « peu agréable » (6). L'archevêque répliqua par une lettre « forte » (7) au Premier Consul ; il y déclarait qu'il

(1) Arch. Nat. AF iv, 1893, 41^e cahier, f^os 1 et 2.

(2) Portalis à Bernier, 21 fruct. an XII (8 sept. 1804). Arch. Nat., F¹⁰+, 152, n^o 1631.

(3) Caprara à Bernier, 23 oct. 1804. Arch. Nat., AF iv, 1893, 43^e cahier, f^o 24.

(4) *Concord. Esecuzione*. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I.

(5) Caprara à Bernier, 10 juil. 1804. Arch. Nat., AF iv, 1833, 33^e cahier, f^o 58.

(6) *Concord. Es ecuzione*. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I.

(7) *Ibid.*

n'était pas évêque pour avilir son ministère et donnait en conséquence sa démission. Bonaparte, très ennuyé, montra au consul Cambacérès la lettre de son frère, ainsi qu'à Portalis, leur déclarant qu'il fallait à tout prix empêcher une démission dont le retentissement serait énorme. Mais ni l'un ni l'autre ne se souciait d'arranger l'affaire, connaissant trop le tempérament du cardinal pour courir les risques d'un refus qu'aucune nuance n'adoucirait. Dans leur embarras, ils recoururent donc au légat. Déjà mis au courant de l'incident dès le 2 septembre par Bernier, le légat ne mettait pas en doute « les justes principes » (1) de l'archevêque ; que celui-ci « se soit trompé dans la façon d'agir », la chose ne lui paraissait pas impossible (2). Il se proposait alors de lui écrire « dans le sens qu'indique Mgr Bernier » (3), mais il attendait, « pour le faire avec plus de fondement », d'avoir sous les yeux le texte des mandements incriminés. Or, Bernier ne lui avait communiqué que le libellé des constitutionnels. La décision du cardinal Cambacérès, la démarche du second Consul, celle de Portalis hâtèrent son intervention. Mais comment ramener ce prélat entier et peu commode à des dispositions plus sereines ?

Embarrassé de cette mission délicate, Caprara fit venir Bernier, qui, mieux que personne, saurait adoucir l'Éminence démissionnaire. Le prélat en effet connaissait à merveille le caractère du cardinal, encore qu'ils fussent l'un et l'autre en assez mauvais termes. Bernier se mit donc en devoir de minuter la lettre demandée. Il représenta à l'archevêque que son devoir était de rester, devoir « rigoureux », car les ennemis de l'Église se prévaudraient de son départ « pour calomnier l'ordre actuel, invectiver contre le Concordat et nous imputer à tous des sentiments que nous n'aurons jamais ». Sans doute, ses fonctions lui ménagent des contrariétés ; il y rencontre des oppositions et y éprouve des dégoûts. Mais le frère du second Consul n'est pas seul à souffrir ces traverses. « Combien d'évêques, qui n'ont ni les mêmes appuis, ni les mêmes ressources, restent cependant à leur poste ? Ce poste est pour un cardinal dans le sens spirituel et religieux, ce qu'il est pour un chef d'armée dans un autre genre, le poste de l'honneur » et après avoir ainsi tenu le langage ferme du devoir, Bernier finissait par de bonnes paroles où se dosaient savamment

(1) Caprara à Bernier, 2 sept. 1803. Arch. Nat., AF IV, 1892, 23^e cahier, f^o 86.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, 2 sept. 1803. Arch. Nat., AF IV, III, 23^e cahier, f^o 86.

encouragements et louanges (1). Caprara fut ravi ; il recopia la lettre sans y changer une syllabe et l'expédia immédiatement, augurant bien de son effet (2).

Caprara ne s'était pas trompé. Le 8, il pouvait communiquer confidentiellement à Bernier la réponse de l'archevêque. Si Cambacérès avait pu se douter du rôle joué par Bernier dans toute cette affaire et connaître le véritable auteur de la belle lettre transcrite par le légat, le résultat eût été sans doute différent. Mais le frère du second Consul ne soupçonna rien et, pour cette fois, ne parla plus de démission.

La Légation entre temps, ayant reçu ses lettres pastorales, les théologiens du cardinal se mirent à les examiner soigneusement. L'exposé des principes leur parut bon, ferme et précis ; mais ils relevèrent des erreurs dans les applications et n'approuvèrent pas certains remèdes proposés (3). Caprara rédigea ses observations à ce sujet et Bernier se vit chargé de traduire ce mémoire pour Portalis, qui en ferait certainement part au Premier Consul. Le prélat pouvait s'il le jugeait bon, joindre à la traduction un extrait *per summa capita* pour éviter à Bonaparte et à Portalis une lecture pénible par sa longueur (4). Bernier s'acquitta de cette tâche et reçut, le 15 octobre, pour ce nouveau service, les remerciements du légat (5).

III

Lorsque Bernier repartit en décembre 1802 à Orléans, il avait gagné le cardinal légat à l'idée d'un Concordat pour la République italienne et, chose plus difficile, il y avait gagné le Saint-Siège lui-même. Malgré l'opposition de certains cardinaux comme Antonelli, Rome avait compris la supériorité d'un accord bilatéral sur le système des brefs dont il avait été d'abord question.

(1) Caprara à Cambacérès, 6 sept. 1803. Arch. Nat., AF iv, 1892, 24^e cahier, fos 9-10.

(2) Caprara à Bernier. *Ibid.*, fo 10.

(3) *Concord. Esecuzione*. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., I.

(4) Caprara à Bernier, 8 oct. 1803. Arch. Nat., AF iv 1892, 25^e cahier, fo 48.

(5) *Ibid.*, 15 oct. 1803. *Ibid.*, fo 79.

C'était un premier résultat. Restait à conclure cet accord (1).

Au premier projet, repoussé par la congrégation cardinalice le 25 juillet 1802, Bernier en avait, nous l'avons vu, substitué un second. Rome avait répondu par un contre-projet en vingt-deux articles où l'abrogation complète de toutes les lois contraires à la discipline ecclésiastique était soigneusement et explicitement mentionnée. Ce contre-projet arriva à Paris le 17 décembre 1802. Bernier était sinon parti, du moins trop près de son départ pour entreprendre sa discussion. L'affaire fut donc traitée lentement et péniblement par Caprara et Marescalchi ; deux points surtout les opposaient l'un à l'autre, la question des couvents, la question des lois contraires à la discipline de l'Église. Caprara se refusait à supprimer les premiers, Marescalchi voulait maintenir les secondes. Rome répondit, le 3 août, par un second contre-projet. Des instructions précises indiquaient à Caprara ce qu'il pouvait concéder et ce qu'il ne devait à aucun prix accorder. La discussion reprit donc article par article ; elle fut à certains moments assez vive pour qu'on parlât de rupture. L'article 21 que Rome considérait comme la clef de voûte de tout l'accord fut, en particulier, longuement débattu pour aboutir à la formule suivante : « Le présent Concordat est substitué à toutes les lois ordinaires et décrets, émanés jusqu'ici de la République italienne sur des matières de religion. » Durant toutes ces négociations, Bernier revenu à Paris s'était employé suivant son habitude à découvrir des moyens termes et à les faire accepter.

On finit par s'entendre et le Concordat italien fut signé le 16 septembre par Caprara et Marescalchi. Conçu sur le modèle du Concordat français dont il reproduisait certaines dispositions (nouvelle circonscription des diocèses, nomination des évêques par le pouvoir civil, serment de fidélité au gouvernement par les ecclésiastiques, aliénation des biens d'Église vendus comme biens nationaux) « il était sensiblement plus favorable pour Rome » (2) ; le catholicisme *demeurait* (3) religion d'État ; on y proclamait la volonté de main-

(1) Sur la négociation du Concordat italien, voir : Arch. Nat., F¹⁹, 1904, 1913, 1919, et les ouvrages suivants : PINGAUD, *Bonaparte, Président de la République italienne*, 1^{re} partie, 299 sq., et 2^e partie, 221 sq. BOULAY, *Histoire du rétablissement du culte en France*, 277 sq. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 262 sq.

(2) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 269.

(3) « C'est Bernier qui avait suggéré cette rédaction. Le projet primitif portait : « La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la République italienne. » Bernier avait proposé cette autre rédaction : « La République

tenir l'intégrité de ses dogmes, on promettait de s'inspirer dans les questions indécises de la discipline existante, d'abroger toutes les mesures antérieures prises par la République italienne en matière de religion, de ne supprimer aucune fondation sans le consentement de Rome, d'interdire les écrits contraires à la foi ou aux mœurs ; le clergé serait dispensé du service militaire, libre de refuser la bénédiction nuptiale en cas d'empêchements canoniques, pourvu de dotations.

Bernier eut naturellement sa part de félicitations et de cadeaux. « Vous avez contribué sans doute à une œuvre bien importante, lui écrit Caprara, en appuyant les dispositions du Concordat italien, et le zèle que vous avez montré pour l'heureuse issue de cette affaire est un nouveau titre à ma reconnaissance (1). » De la part du Premier Consul « très satisfait du zèle avec lequel l'évêque d'Orléans avait prêté ses bons offices », Marescalchi adressa 6 000 francs à Caprara pour les remettre à Bernier, car il jugeait que ce présent acquerrait un nouveau prix s'il passait par les mains du cardinal. Le Pape ne pouvait être moins généreux ; il ajouta une somme égale. C'est donc 12 000 francs que l'évêque d'Orléans reçut pour la part qu'il avait prise au Concordat italien (2).

Nul doute qu'il n'eût préféré de beaucoup, à ces félicitations officielles et à ce riche cadeau, son retour en grâce. Qu'il ait essayé de l'obtenir à cette occasion, la chose paraît évidente, témoin cette lettre écrite au Premier Consul, le 5 septembre 1803, pour lui annoncer la conclusion de l'accord.

« Le cardinal et M. Marescalchi m'avoient prié d'intervenir dans leurs négociations. Le premier a souscrit à tout ce que vous désirez, et va signer demain ce Concordat tant désiré.

« Je vais donc partir satisfait, emportant avec moi le plus doux plaisir, celui d'avoir pu, encore deux fois, remplir vos vues et vos désirs.

« Daignez, citoyen Premier Consul, vous souvenir quelquefois de l'homme qui sacrifieroit pour vous son repos et sa vie et dont

italienne déclare que la religion catholique, apostolique et romaine *continue d'être* la religion de la République. » (Arch. Nat., F¹⁹, 1904). Le texte définitif porte : « la religion catholique etc... continue d'être la religion de la République. »

(1) Caprara à Bernier, 20 déc. 1803. Arch. Nat., AF iv, 1892, 28^e cahier, f^o 39.

(2) Marescalchi à Caprara, 8 avr. 1804, et Caprara à Bernier, 5 mai 1804. Arch. Nat., F¹⁹, 1913.

le respect et le dévouement ne finiront qu'avec ses jours (1). » Cette lettre resta sans réponse et ces protestations sans écho.

Le Concordat italien établissait pour la République cisalpine le principe d'une nouvelle circonscription des diocèses. Leur nombre serait en rapport avec celui des diocèses de France (2), et leurs limites correspondraient aux nouvelles limites administratives, tous dépendraient de l'archevêché de Turin et non de métropoles étrangères soumises à des influences hostiles. La volonté de Bonaparte, formelle sur ce point, avait même revêtu la forme d'un ultimatum. Si Rome refusait l'organisation nouvelle tous les biens des évêchés, chapitres, cures, séminaires, seraient vendus comme appartenant à la nation. Portalis dirigerait lui-même l'opération de Paris. Le Saint-Siège finit par consentir et accorda que Caprara rédigeât, comme il l'avait fait pour les évêchés de France, le décret exécutoire ; mais le Pape se réservait de donner la bulle qui consacrerait la circonscription ecclésiastique de la République italienne.

Bernier se mit donc en devoir d'établir le plan de cette organisation et l'adressa à Caprara qui lui accuse, le 20 juin 1803, réception de son travail (3). Mais on apprit bientôt que le ministre des Cultes envoyait à Turin l'évêque d'Amiens, Mgr Villaret, pour préparer sur place la distribution des diocèses et l'on s'étonna fort que cette mission n'eût pas été confiée à son confrère d'Orléans ; celui-ci n'était pas homme à la refuser, au contraire ; un nouveau champ d'activité au delà des monts, ne pouvait que lui sourire. Mais il fallut rester à Paris. Le gouvernement préféra-t-il que cette activité dont il se défiait s'exerçât sous son contrôle direct ? Les innombrables affaires issues de l'application du Concordat exigeaient-elles cette présence ? Était-ce enfin une nouvelle preuve de défaveur ? Autant de questions qui se posaient et continuent à se poser.

Quoi qu'il en soit, Bernier ne perdit pas de vue cette répartition nouvelle dont on semblait vouloir l'écarter ; il la surveille et, fréquemment, à la demande du légat intervient. Le légat doit, en effet, avant de publier son décret, s'assurer que les consentements de tous les évêques, chapitres et abbés « *nullius* » ont été obtenus. L'arche-

(1) Bernier au Premier Consul, 5 sept. 1803. Arch. Nat., F¹⁹, 1902.

(2) Il y avait dix-sept diocèses en Piémont, alors que la France, pays réunis compris, n'en comptait que soixante.

(3) Caprara à Bernier, 20 juin 1803, Arch. Nat., AF iv, 1885, 18^e cahier, f^{os} 60-61.

vêque de Turin a dressé pour l'évêque d'Orléans la liste exacte de tous ceux dont il faut obtenir la renonciation (1) et celui-ci a transmis ce document à qui de droit. Or, certains chapitres, celui de Mondovi, en particulier, administrateur de ce siège pendant sa vacance, protestent n'avoir rien consenti, car on ne leur a rien demandé, irrégularité d'autant plus regrettable que les chanoines s'opposent ardemment à la suppression de leur évêché; Bernier doit donc avertir Portalis de cette difficulté que vient de lui exposer une note du légat. « Une seule demande faite par le général Menou à chaque chapitre eût suffi, écrit-il, pour les déterminer. C'étoit ce que j'avois proposé. » Il s'agit maintenant de détruire ces petits obstacles et tout en affirmant que la sagesse du conseiller d'État saura découvrir les moyens appropriés, la lettre insinue qu'il eût été plus sage de les éviter en se conformant aux avis de l'évêque d'Orléans (2).

D'autre part, le cardinal, pour établir son décret, doit avoir en main la renonciation écrite des intéressés et ne peut se contenter de la liste remise par Portalis. Or, le 23 mars 1804, six de ces pièces manquent encore et l'on craint qu'elles n'aient été égarées au ministère des Cultes. Caprara demande qu'on les retrouve, mais, pour éviter au personnel du ministère tout désagrément, il prie Bernier et Jauffret de faire des recherches discrètes, à l'insu de Portalis. Si ces recherches demeurent négatives, le légat écrira à l'évêque d'Amiens pour qu'il lui procure des duplicata. Heureusement ces duplicata furent inutiles, car le dossier n'était point perdu et fut remis à la Légation quelques jours plus tard (3).

Cependant, des protestations s'élevèrent contre le plan de circonscription présenté par Portalis. « Mgr l'évêque d'Amiens, d'accord avec le général Menou, écrit Caprara à Bernier, a reconnu qu'on y avait fait de grosses équivoques, qu'on y avait commis des erreurs regrettables et qu'il était indispensable de corriger ces erreurs et de faire une nouvelle refonte, dans laquelle se combinerait l'avantage non moins temporel que spirituel. » Mgr Villaret avait donc établi un nouveau plan, avec cartes à l'appui. Or, rien ne fut communiqué au cardinal qui se plaint de toutes ces longueurs et charge Bernier de réveiller cette affaire qui « dort ». Si l'évêque d'Orléans n'use de

(1) Caprara à Bernier, 20 juin 1803. Arch. Nat., AF iv, 1891, 17^e cahier, f^{os} 60-61.

(2) Bernier à Portalis, 31 août 1803. Arch. Nat., F¹⁹, 1907.

(3) Caprara à Bernier, 17 mars 1804. Arch. Nat., AF iv, 1893, 33^e cahier, f^o 49.

son influence, « il sera impossible de mettre en mouvement les eaux stagnantes » (1) et tout demeurera en suspens. Le décret exécutorial est pourtant prêt; Caprara a même prévu les modifications à apporter au cas où le nouveau plan de circonscription proposé par l'évêque d'Amiens serait agréé. « Mais l'afflux des affaires extraordinaires à Paris a retardé maintenant le règlement final et le retardera jusqu'en 1805 (2). »

IV

Il semble que les affaires ecclésiastiques de France, d'Italie, d'Allemagne n'aient pas épuisé l'activité de Bernier, puisqu'il s'occupe encore des missions d'Asie, d'Amérique. Il est en relations avec l'archevêque de Naxos auquel il procure les bienfaits de la protection consulaire (3); il suit les progrès de l'Église catholique au Canada (4) et communique au légat, pour sa plus grande consolation, les bonnes nouvelles qu'il reçoit de ce pays; mais surtout il s'intéresse aux établissements français des Indes occidentales, autant par souci religieux que par intérêt national.

Il faudrait d'abord organiser Saint-Domingue et les colonies d'Amérique. Après diverses tergiversations, causées par les campagnes en cours et la situation instable de ces possessions lointaines (5), Rome accorde au légat les pouvoirs nécessaires pour y ériger des évêchés selon les vues du gouvernement. En conséquence, Bernier dresse un « plan de divisions ecclésiastiques pour Saint-Domingue » y marquant avec soin « tous les établissements de cures faits dans cette île » (6).

Mais bientôt une opposition se produit entre les vues de Rome et celles du Premier Consul. Rome entendait que toutes ces missions

(1) Arch. Nat. AF iv, 1893, 11 août 1804. *Ibid.*, 41^e cahier, f^{os} 57-58.

(2) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 263.

(3) Caprara à Bernier, 14 juil. 1804. Arch. Nat., AF iv, 1892, 29^e cahier, f^o 56.

(4) *Ibid.*, 14 mars 1803. Arch. Nat., AF iv, 1891, 14^e cahier, f^{os} 16-17.

(5) Le légat avait reçu l'ordre de surseoir à toute érection d'évêché dans les Indes Occidentales, tant que la question de Saint-Domingue ne serait pas réglée entre la France et l'Espagne. BOULAY, *Documents*, IV, 495, note 3.

(6) Bernier au Premier Consul, 18 févr. 1802. BOULAY, *Documents*, V, 154.

coloniales ressortissent de la Propagande, tandis que le Premier Consul les voulait dépendantes de lui seul. En cela il suivait les suggestions présentées par Grégoire quand, au concile de 1801, il demandait l'établissement dans les colonies « d'un clergé fixe, qui fera partie intégrante du clergé de France », à l'exclusion « des missionnaires apostoliques nommés par la cour de Rome (1). C'était aussi la pensée de Portalis qui, dans son rapport du 24 décembre 1802, dénonçait chez les conseillers du Pape la tendance à tout attirer à la Propagande. Bernier venait justement de lui remettre une note du légat significative de cette prétention. Or, affirmait le conseiller d'État, les missions françaises de Saint-Vincent-de-Paul n'avaient jamais relevé des congrégations romaines, mais du gouvernement; « en France », on ne se servait de la Propagande que pour le spirituel » (2)...

Il était bien exact qu'une concession de Benoît XIV avait reconnu à l'archevêché de Paris une juridiction sur les missions de Saint-Lazare dans les îles de France, de la Réunion et de Madagascar; mais il s'agissait seulement des missions de Saint-Lazare et de ces trois îles. Or, le Premier Consul s'autorisa de cette concession pour se passer complètement du Saint-Siège. Par un décret du 2 juillet 1802 relatif à l'organisation religieuse de la Martinique et de Sainte-Lucie, il s'attribua la nomination des préfets apostoliques dans ces deux colonies; ces préfets recevraient de l'archevêque de Paris « leur mission ordinaire » et seraient « mis en possession par l'ecclésiastique que ce prélat désignerait ». Quant à leur « mission épiscopale », sans doute entendait-il par là, comme le faisait Portalis dans son rapport précédemment cité, le pouvoir de donner la confirmation, ils la tiendraient du Pape. Le 30 juillet suivant, cet arrêté fut étendu à Saint-Domingue « alors à peu près reconquise sur les nègres » (3) et, le 3 décembre, à toutes les colonies françaises.

Bernier communiqua au légat les deux premiers de ces décrets (4); Caprara de son côté les transmit à Rome, le 22 août 1802, sollicitant des instructions à ce sujet. Rome répondit par des représentations. Non seulement la distinction entre la « mission ordinaire » et la « mission épiscopale » des préfets apostoliques était théologiquement

(1) *Annales de la religion*, IV, 79, 30 nov. 1801. Mémoire de Grégoire à Portalis.

(2) *Rapport sur les missions étrangères*. Arch. Nat., AF IV, 1044, III.

(3) BOULAY, *Histoire du rétablissement du culte en France*, 275. On trouvera dans cet ouvrage, 274-276, l'exposé général de cette question.

(4) Arch. Vat. Nunz. Fr., 590, f° 115.

et canoniquement inadmissible, mais la juridiction concédée par Benoît XIV dans des conditions bien définies avait été dépassée par le gouvernement français ; le Saint-Siège s'en plaignit, il fit en outre observer que la nomination des préfets apostoliques était réservée de tout temps à la Propagande et que rien n'autorisait Bonaparte à se l'attribuer. Bernier qui avait, sans doute, comme de coutume, rédigé la note du légat, transmit personnellement la réponse officielle du Premier Consul. « Pour concilier tout à la fois et les droits du gouvernement et l'usage où s'est maintenue la congrégation de la propagande pour tout ce qui concerne l'administration spirituelle de toutes les colonies françaises, » il proposait à Rome de déléguer à l'archevêque de Paris et à ses successeurs la facilité de représenter en France la congrégation de la Propagande, avec tous les pouvoirs qui doivent être nouvellement attachés à cette délégation (1). Cette proposition était presque une mise en demeure, car Son Éminence était priée en post-scriptum de demander, au cas où elle en aurait besoin, « des pouvoirs plus amples que ceux dont elle est revêtue »... afin que cette organisation n'éprouvât aucun retard (2). Ainsi l'évêque d'Orléans essayait-il de concilier les droits de la Propagande avec les exigences de Bonaparte. « En réalité, sous l'apparence d'un compromis, il cherchait à faire prévaloir le système du gouvernement (3). »

Mais Caprara repoussa cette proposition. Il répondit à la lettre de Bernier par un long mémoire où il maintenait le droit direct du Pape et de la Propagande sur les missions. L'archevêque de Paris, rappelait-il, était déjà trop absorbé par son diocèse pour assurer l'administration spirituelle de terres lointaines ; la Propagande, au contraire, était spécialisée pour cette œuvre ; enfin, un principe de droit s'opposait à la délégation demandée. Comme il s'agissait d'une juridiction indirecte, puisque la juridiction directe sur les missions appartient au Saint-Siège, cette juridiction indirecte ne pouvait être attachée à un siège, ni passer de successeurs en successeurs ; elle était personnelle, appartenait à l'archevêque de Paris *pro tempore*, administrant au nom de la Propagande, et non à l'archevêque de Paris comme tel. Quant aux vicaires apostoliques en fonctions, Caprara acceptait de

(1) Bernier à Caprara, 4 déc. 1802. Cité par THEINER, *Histoire des deux Concordats*, I, 540-541.

(2) *Ibid.*

(3) BOULAY, *Histoire du rétablissement du culte en France*, 376.

les confirmer, mais après enquête ; il entendait exclure ceux dont les pouvoirs n'étaient pas authentiques et ceux que la Propagande avait supprimés : à ceux qui seraient maintenus, si le gouvernement leur consentait un traitement, la dignité épiscopale serait conférée (1).

Mais il ne suffisait pas d'établir pour les missions une organisation nouvelle, il fallait aussi recruter des missionnaires et les former. Timidement, Portalis avait suggéré au Premier Consul d'ouvrir à cet effet un séminaire à Paris ; il avait même proposé d'affecter à cet objet l'ancienne résidence Saint-Louis des Révérends Pères jésuites ; les bâtiments se prêteraient parfaitement à cet usage, tandis que l'église ouverte au culte procurerait d'utiles revenus. Contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, le Saint-Siège se montra « vivement alarmé » (2) de ce décret ; en soi, pareille restauration ne pouvait que le réjouir, mais elle s'accompagnait de mesures qui lui parurent inacceptables. Caprara fut donc chargé une fois de plus de faire des représentations. Une fois de plus aussi, le cardinal s'adressa pour minuter sa note à son rédacteur habituel, l'évêque d'Orléans ; une fois de plus, il se déclara « enchanté » du projet ; une fois de plus, il l'adopta « en entier » (3).

Les observations du légat portent sur deux points. Les congrégations missionnaires de France étaient avant la Révolution au nombre de trois, Saint-Lazare, le Saint-Esprit, les Missions Étrangères. Or Napoléon, soucieux de tout unifier, prétendait leur substituer une congrégation unique. C'était méconnaître une diversité nécessaire et surtout empiéter sur les droits du Saint-Siège, sans l'autorisation duquel aucune congrégation ne pouvait être établie.

Ces droits d'ailleurs n'étaient pas moins méconnus au point de vue de la juridiction (4). Là où il n'y a pas d'évêque titulaire, le Pape seul

(1) Arch. Vat. Nunz. Fr., 590, f^{os} 413-422.

(2) Caprara à Portalis, 25 juil. 1804. Arch. Nat., AF iv, 1853, 40^e cahier, f^o 43.

(3) Caprara à Bernier, 25 juil. 1804. *Ibid.*, f^o 42.

(4) La nomination de M. Hoffmann au vicariat apostolique de l'Île de France par le capitaine général Decaen, était assez significative à cet égard. La propagande avait, en 1802, nommé vicaire apostolique des missions de l'Île de France M. Boucher, lazariste, curé de Pamplémousse. Portalis pressenti avait répondu oralement que cette nomination ne présentait aucun obstacle. L'archevêque de Paris avait, sur la demande de Bernier, « apposé son *visa* à la patente de cette nomination ». Or, le capitaine général Decaen désigna comme vicaire apostolique, à son arrivée, un certain M. Hoffmann qui n'avait ni pouvoirs ni délégation du Saint-Siège. M. Boucher se plaignit au légat et celui-ci fit rédiger une note

peut donner les pouvoirs et il le fait par la Propagande dont les missions dépendent au spirituel. Le décret impérial ne tenait aucun compte de cette congrégation. Il prétendait de plus instituer un directeur des missions : ce directeur serait nommé par Sa Majesté et recevrait ses lettres de vicaire général de l'archevêque de Paris pour les îles de France et de la Réunion. Or ces îles ne font nullement partie du diocèse de l'archevêque. Les pouvoirs jadis concédés à ce prélat par Benoît XIV se limitaient aux missions de Saint-Lazare ; ils ne pouvaient donc être délégués là où ils sont inexistants. La note se termine sur un ton conciliant et adouci. Rome se repose sur les bonnes dispositions de l'empereur pour maintenir une organisation qui a fait ses preuves. « Ses prédécesseurs sur le trône de France » en ont reçu « les plus heureux fruits » ; « les mêmes institutions et les mêmes règles » lui assureraient les mêmes avantages. « Toutefois, si quelques modifications étaient nécessaires », il serait indispensable de les concerter préalablement avec Sa Sainteté et le succès serait par là même plus assuré (1).

L'affaire sera reprise lors des négociations du sacre, car le Pape aurait voulu que l'Empereur reconnût alors les droits religieux du Saint-Siège sur les colonies de la France et qu'il y favorisât la diffusion de la foi catholique. Elle sera reprise lors des remontrances adressées à Napoléon par Pie VII, en février 1805. Sur ce point le seul résultat obtenu sera le rétablissement, par décret du 22 mars 1805, de deux congrégations : les Missions Étrangères et le Saint-Esprit. Mais pour le fonds, le Saint-Siège ne put rien obtenir. Si l'on renonça à faire dépendre les missions et leurs établissements de l'archevêque de Paris, ce fut pour rattacher, sur la demande de Fesch, leur direction à la grande aumônerie. Le système était différent, mais, pour

par Bernier pour Portalis. « Les ministres de Dieu ne reçoivent, disait cette note, de mission que de l'Église et de son chef. Un commandant militaire ne peut pas plus créer des vicaires apostoliques sans l'intervention de l'Église que les vicaires apostoliques ne peuvent eux-mêmes s'immiscer dans le gouvernement ou intervenir dans la nomination des chefs militaires. Chaque autorité doit reconnaître la ligne de ses devoirs et ne jamais les dépasser. » Caprara à Portalis, 28 sept. 1804, Arch. Nat., AF iv, 1893, 44^e cahier, f^{os} 25-26-27. Caprara avait modifié la note de Bernier « pour mieux détailler les pouvoirs accordés aux archevêques de Paris, restreints seulement à l'approbation des missionnaires pris parmi les lazaristes et pour montrer que M. Boucher exerçait déjà les fonctions de vicaire apostolique ». Caprara à Bernier, 27 sept. 1804. *Ibid.*, f^o 23.

(1) Caprara à Portalis, 25 juil. 1804. Arch. Nat., AF iv, 1893, 40^e cahier, f^o 48.

Rome, les conséquences demeureraient les mêmes ; malgré les protestations pontificales, la Propagande se trouverait entièrement dessaisie. Ni les missions d'ailleurs, ni la France ne gagneront à cette organisation inusitée et malvenue. Fesch, le grand aumônier, « ne réussit qu'à créer de ses mains une situation sans issue et un conflit, qui paralysa ensuite toute son activité en la matière » (1). Les guerres maritimes, la ruine graduelle des colonies coupées de la métropole firent le reste. Le cardinal malgré ses prétentions, n'avait pas abouti plus heureusement que Bernier.

(1) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 379.

CHAPITRE XI

LE SACRE

- I. *Les négociations préliminaires.* — Les premières ouvertures. — Les objections de Rome et la note de Caprara. — Talleyrand recourt à Bernier qui rédige la réponse du gouvernement français. — La tactique de l'évêque d'Orléans ; ses sentiments personnels ; ses informations. — Le voyage en Rhénanie projeté par le Légat. — La question du couronnement civil.
- II. *Le voyage du Pape.* — Bernier insiste pour que Pie VII fasse étape à Montargis. — Il le reçoit solennellement dans cette ville et amorce des négociations directes avec lui.
- III. *Le cérémonial du sacre impérial.* — Le gouvernement français n'accepte ni le pontifical romain, exigé par le Pape, ni le cérémonial rémois en usage pour le couronnement des rois de France. — Bernier s'inspire de l'un et de l'autre pour composer un cérémonial nouveau et le présente à Pie VII. — Comment il expurge de certains rites et de certaines formules les cérémoniaux romains et français. — Comment il les complète. — Le couronnement. — La place du serment constitutionnel.
- IV. *La réconciliation des évêques constitutionnels.* — Bernier et leurs dossiers. — Bernier se tient à l'écart des négociations relatives à leur réconciliation. — Les démentis de la *Gazette de Strasbourg*. — Bernier essaie de justifier son attitude lors de la première rétractation.
- V. *Les représentations du Pape à l'Empereur.* — Bernier et les réclamations de cour pontificale. — Bernier et les réclamations de la Légation. — Bernier et les desirata de l'épiscopat français.
- VI. *Le catéchisme impérial.* — Pourquoi l'Empereur veut un catéchisme unique et national. — Bernier rédige le chapitre relatif aux devoirs du citoyen. — Il essaie de surprendre l'approbation du Pape qui se refuse. — Caprara approuve le catéchisme impérial au nom du Pape.

Proposée par le Corps législatif le 2 mai 1804, adoptée le surlendemain par le Tribunat, la restauration de l'Empire en faveur de Napoléon et de ses héritiers n'était pas encore votée par le Sénat, ni ratifiée par le plébiscite, qu'on parlait déjà de sacrer le nouvel empereur. Sur la ville à choisir pour la cérémonie, on ne s'accordait

pas : Rome, Paris, Lyon, Aix-la-Chapelle et même Orléans se disputaient les préférences (1). Mais sur la personne du consécrateur, généralement on n'hésitait guère ; le nouveau Charlemagne ne pouvait recevoir que du Pape la couronne d'Occident.

Sanctionné par la plus haute autorité religieuse, son pouvoir prendrait à ses yeux, aux yeux de ses sujets, aux yeux des cours étrangères un caractère de légitimité qui l'égalerait aux vieilles monarchies. De ce fait, il deviendrait, à l'intérieur comme à l'extérieur, incontestable ; les pays annexés aussi bien que la France le reconnaîtraient. Quant aux puissances européennes, si méprisantes jusqu'ici pour un pouvoir issu de la Révolution, elles s'inclineraient devant lui, lorsqu'il reposerait, comme elles, sur « le droit public des nations policées » (2).

Un pareil enjeu méritait qu'on engageât la partie. Mais pour la gagner, il fallait d'abord vaincre l'opposition du Conseil d'État, celle des légistes, celle enfin des républicains et des révolutionnaires plus ou moins convertis. Le sacre ne constituerait-il pas une sorte d'investiture ecclésiastique donnée par l'Église au nouvel empereur ? Recevoir cette investiture n'était-ce pas renoncer aux libertés gallicanes et désavouer les principes de 1789, qui reconnaissaient au peuple seul le droit de conférer le pouvoir temporel ? De ces objections, les arguments de l'Empereur et l'expression nette et ferme de sa volonté finirent par triompher. Napoléon plaida sa cause avec force, fournit tous les apaisements nécessaires et les milieux politiques se résignèrent à ce qu'il fût sacré, et sacré par le Pape.

Mais il fallait obtenir le consentement de Pie VII, entreprise autrement longue et difficile. Pour être en effet d'un autre ordre que celles des légistes français, et s'inspirer de principes tout différents, les objections des théologiens romains soulevèrent une si vive résistance que cinq mois de négociations seront nécessaires pour la réduire. De ces négociations suffisamment connues par la publication des

(1) Le Conseil municipal d'Orléans avait exprimé le désir que le sacre ait lieu dans la cathédrale Sainte-Croix « la plus vaste des cathédrales de France » et Bernier avait été chargé d'appuyer cette proposition. Le prélat s'acquitta sans conviction de cette mission condamnée à un échec. Bernier au maire d'Orléans, 10 mess. an XII (29 juin 1804). Bibl. Orléans, fonds Desnoyers, ms 1502.

(2) Luchesini à Haugwitz, cité par A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 294.

notes diplomatiques (1) et par des travaux de premier ordre (2), il ne peut être question de reprendre l'histoire. Mais si la lumière est maintenant faite sur l'essentiel, il reste, comme on l'a écrit (3), « les dessous des textes ministériels » et, derrière la scène où évoluent les acteurs officiels, Caprara et Talleyrand à Paris, Fesch et Consalvi à Rome, les coulisses diplomatiques où Bernier joue son rôle, silencieusement.

I

La négociation s'engagea d'abord officiellement. Le gouvernement français redoutant un refus ne voulait ni adresser « une prière formelle au Pape » (4), ni « laisser de traces écrites des propositions faites au Saint-Siège au cas qu'elles ne réussissent point » (5). D'un côté, Caprara reçut pour la transmettre à sa cour, la première ouverture confidentielle de l'Empereur ; de l'autre, Fesch entreprit des démarches « pour persuader à Sa Sainteté de se décider promptement à donner une réponse favorable au cardinal légat sur son voyage à Paris » (6).

Le 10 juin, l'ambassadeur de France communiquait à son gouvernement le résultat de ses entretiens avec Pie VII et Consalvi. Un long mémoire (7) exposait les objections des cardinaux consultés, les explications fournies pour y répondre, les conditions mises par

(1) Ces notes sont connues dans l'ensemble par les publications qu'en ont faites D'HAUSSONVILLE, *l'Eglise romaine et le Premier Empire*, I ; l'abbé FÉRET, *la France et le Saint-Siège sous le Premier Empire*, I ; THEINER, *Histoire des deux Concordats de la République française et de la République cisalpine*, II ; RINIERI, *Napoleone e Pio VII*, I.

(2) Signalons particulièrement, outre l'ouvrage du comte d'Haussonville, cité plus haut, les articles du R. P. DUDON dans les *Etudes*, 2 oct. 1904, CI, 153 et sq. ; l'étude de F. MASSON, *le Sacre de Napoléon* et la thèse récente de A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, qui met particulièrement en lumière le rôle joué par Fesch dans la négociation du sacre.

(3) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 293.

(4) Caprara à Consalvi, 10 mai 1804. Cité par THEINER, *Histoire des deux Concordats*, II, 65.

(5) Talleyrand à Fesch, 29 mess. an XII (18 juil. 1804). Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f^os 285-288.

(6) Fesch à l'Empereur, 10 juin Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f^o 259.

(7) Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f^os 259-269.

le Pape à son acceptation. La conclusion était des plus optimistes. Fesch insistait même pour qu'on l'autorisât à traiter officiellement, des conférences orales et « des raisonnements sans un mot d'écriture » ne pouvant aboutir à des propositions fermes et arrêtées. Il se flattait de mener rondement l'affaire, car la partie lui paraissait gagnée ; en quoi il se trompait et illusionnait son gouvernement ; car Rome entendait réserver sa réponse jusqu'à ce que les difficultés fussent aplanies. Mais, impatient de réussir, dupe de sa propre assurance et des formes courtoises dont se revêtait l'opposition pontificale, le cardinal-oncle méconnaissait la résistance du Saint-Siège. Naturellement, la cour impériale partagea sans peine cette agréable illusion et l'Impératrice elle-même se fit devant le légat ahuri l'écho de la certitude et de la satisfaction générales. « Eh bien ! lui dit-elle, le 20 juin, nous aurons donc le Saint-Père à Paris pour sacrer l'Empereur, mon mari ! »

L'embarras du cardinal fut extrême. Chargé par Consalvi de répondre à l'ouverture confidentielle du gouvernement français, il avait reçu des instructions exactement contraires aux affirmations de Fesch et à celles de Joséphine. Le Pape se refusait au voyage tant que les questions en litige ne seraient pas réglées ; il entendait prendre au préalable des garanties, principalement sur deux points essentiels, le texte du serment impérial et la réconciliation des évêques constitutionnels. Mais comment notifier à l'Empereur cette décision négative ? Napoléon escomptait une acceptation et son mécontentement grandirait du fait de sa déconvenue. Caprara n'avait-il pas écrit dès le 11 mai, en transmettant l'invitation hésitante de Sa Majesté, qu'« un refus de la part de Sa Sainteté lui serait des plus sensibles et aussi capable de le dégoûter » (1) ? Après les assurances données par Fesch, où l'Empereur croit tenir le succès, ce refus paraîtrait plus cuisant et des conséquences pourraient s'en suivre pour le Saint-Siège et pour l'Église de France.

Caprara usera donc de tous les ménagements possibles. Les objections qu'il énumère, avec un luxe d'euphémismes, dans sa note du 25 juin 1804 (2), sont celles de la congrégation cardinalice « dont les avis sont partagés ». De cet exposé, il ne découle nullement que le Saint-Siège les fasse siennes. Bien plus, le légat ose écrire que ces

(1) Caprara à Consalvi, cité par THEINER, *Histoire des deux Concordats*, II, 65.

(2) Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f^{os} 272-275.

représentations sont demeurées sans effet ; il se déclare même chargé de transmettre la décision favorable du Pape, qui viendra sacrer l'Empereur à Paris.

C'est seulement après avoir engagé la parole du Souverain Pontife, que le cardinal énonce les dispositions auxquelles « il est indispensable que Sa Majesté Impériale veuille bien consentir ». Ces dispositions concernaient la lettre d'invitation et son envoi, le serment de l'Empereur, les lois organiques, le cérémonial du sacre, les constitutionnels, la date du voyage. Telle était la note remise, le 25 juin, par le légat au ministre des Relations extérieures.

On pouvait difficilement donner aux consignes positives de Consalvi une interprétation plus large puisque, non content de traduire en termes édulcorés les représentations pontificales, Caprara allait jusqu'à renverser les termes du problème. Réponse négative tant que le gouvernement français n'aurait pas souscrit aux conditions du Saint-Siège, dûment et nettement motivées, telle était la volonté de Rome. Or, avant même d'avoir posé ces conditions et sans être certain qu'elles seraient acceptées, le cardinal affirme que le Pape consent à venir sacrer l'Empereur. Est-ce de son propre chef qu'il fait pareille entorse aux instructions reçues ? A-t-il trouvé seul les excellentes raisons par lesquelles il tente de légitimer son attitude et sa tactique ? Sa faiblesse naturelle, sa tendance à toujours céder, moins par espoir du mieux que par crainte du pire, les affirmations de Fesch derrière lesquelles il se retranche, les illusions sincères ou feintes qu'il tremble de décevoir, suffisent-elles à expliquer pareille initiative ? Faut-il en outre, à l'arrière-plan, supposer une intervention officieuse et une manœuvre de Bernier ?

Sans doute, ni dans la correspondance ni dans les papiers Caprara, on ne connaît aucun document qui entraîne sur ce point une complète certitude mais on doit tenir compte des faits suivants : à cette date Bernier est rentré à Paris, plus en cour que jamais auprès du légat, qu'il voyait presque chaque jour ; les bonnes paroles par lesquelles il aurait endoctriné le représentant du Saint-Siège ont pu ne laisser aucune trace ; la date de son retour cependant coïncide exactement avec l'arrivée des dépêches, qui apportent de Rome, le 20 juin, avec la lettre de récrance, les instructions relatives à la venue du Pape ; enfin, c'est lui qui, sur la demande de Talleyrand, rédige la réponse française à la note du légat. Ces faits indiquent, semble-t-il, que le ministre des Relations extérieures l'avait appelé d'Orléans pour assurer le succès de cette négociation capitale.

Talleyrand en effet n'avait pas une haute idée de notre ambassadeur à Rome, le cardinal Fesch. Ce n'est pas seulement chez lui préjugé de diplomate-né contre un égaré dans la carrière. A juste titre, il trouve celui-ci trop affirmatif, trop tranchant, trop susceptible, trop brutal; peut-être le soupçonne-t-il aussi d'accepter sur certains points qui lui tiennent particulièrement à cœur, notamment sur la réconciliation des évêques constitutionnels, les vues ultramontaines (1)? Il lui préfère de beaucoup son théologien, Bernier. Lui aussi est un parvenu, mais il a autrement de métier que l'archevêque. Il manie admirablement la langue des chancelleries, en connaît et en respecte les formes reçues. Expert à découvrir les formules, il les exprime dans un style coulant, limpide, un peu détaché et très serein, que le ministre, en connaisseur, apprécie. Par son habileté, son ingéniosité, sa dextérité, son esprit inventif, il laisse loin derrière lui le cardinal-oncle. Extrêmement maniable d'autre part, et travaillé par une ambition inassouvie, il offre sur ce grand personnage, raide de caractère et raidi par sa fortune, la supériorité d'une complaisante souplesse. Par son intermédiaire, on pourrait efficacement agir sur le légat, apaiser les inquiétudes de Rome, endormir sa vigilance, éluder ses conditions.

Il n'apparaît pas en effet que le ministre partage l'optimisme et la sécurité de son représentant. Sans doute, le 20 juin, il appuie à Saint-Cloud les affirmations prématurées de Joséphine; sans doute il assure, lui aussi, au légat que l'affaire est réglée, que le Pape viendra sacrer l'Empereur. Mais outre que la courtoisie interdit à cet homme bien élevé de démentir sa souveraine, cette attitude correspond à une manœuvre; agir comme si l'acceptation pontificale se trouvait acquise, n'était-ce pas le meilleur moyen de déconcerter toute résistance? Comment parler à un ministre de conditions préalables lorsqu'il certifie que l'accord est conclu? Aussi le pauvre Caprara est-il fort embarrassé. Talleyrand d'ailleurs ne lui laisse aucun moyen de se reprendre; aussitôt que le cardinal essaie quelques réserves, il détourne la conversation. Mais cette apparente sécurité n'a rien de commun avec l'assurance de Fesch et relève d'un évident calcul. Sorti de l'état ecclésiastique, Talleyrand possède en effet un sens autrement aigu de la diplomatie religieuse que l'ancien fournisseur

(1) « Dans son rapport à l'Empereur, où il rapportait sur ce point les conditions du Saint-Siège, Fesch prenait presque ouvertement parti pour Rome contre les évêques constitutionnels. » A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 299.

des armées républicaines, réconcilié par le sulpicien Émery. Ce qui lui reste de théologie lui permet d'apprécier avec justesse la force de certaines résistances, de peser à leur poids véritable les objections de la Curie, de mesurer l'étendue réelle de ses exigences. Une négociation aussi délicate exige mieux que les procédés hâtifs et cavaliers d'un ambassadeur d'occasion qui manque de nuances ; elle relève du grand art diplomatique dans lequel Feschne prendra jamais ses grades, tandis que l'évêque d'Orléans y est passé maître depuis longtemps. Le concours de ce prélat paraît donc indispensable. Une fois de plus, comme dans les occasions où il faut sortir d'une impasse, reprendre une affaire mal engagée ou relancer une négociation au point mort, Talleyrand le tire de la retraite où sa demi-disgrâce le maintient. Bernier est appelé à Paris.

Ainsi mandé et mandaté, Bernier fut-il l'inspirateur de ce qu'on a pu appeler « une véritable trahison des intentions répétées de la Curie » (1)? Inclina-t-il le cardinal à interpréter les consignes de sa cour? Est-il possible de retrouver dans la note du 25 juin, qui les transmet en les faussant, quelque chose de sa manière? A-t-il été chargé, selon la pratique courante du légat, de revoir cette note, de la corriger ou même de la rédiger entièrement? Un examen minutieux du document apporterait peut-être, si l'on cédait à la captieuse tentation de la critique interne, quelque lumière sur ce problème d'authenticité. Toutefois, malgré les suggestions du texte et du contexte, toute affirmation catégorique demeurerait hasardée ; il faut donc, semble-t-il, se contenter d'une hypothèse plausible. La diplomatie gardera toujours des dessous qui se devinent, mais qui échappent à l'histoire qui veut s'écrire sur preuves indiscutables.

Auteur des notes échangées par Caprara et Talleyrand, les 25 juin et 18 juillet 1804, Bernier se serait donc répondu à lui-même. La chose ne serait pas nouvelle, car, plusieurs fois dans d'autres affaires (2), on surprend l'évêque d'Orléans à minuter les projets des deux parties. Mais dans une négociation de cette importance, qui engage si gravement l'autorité du Pape, semblable procédé appellerait un jugement particulièrement défavorable. Aussi hésite-t-on, malgré ce qu'elles présentent de frappant, à presser les analogies, pour se limiter à de simples conjectures. On peut le regretter pour l'intérêt du récit

(1) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 303.

(2) C'est le cas en particulier pour l'affaire du catéchisme. Voir à ce sujet : A. LATREILLE, *le Catéchisme impérial de 1806*, 51, note 12.

qui perd à cette réserve beaucoup de son piquant ; l'honneur de Bernier, par contre, ne saurait que gagner à cette incertitude. Qu'une pareille hypothèse puisse être faite, qu'elle ne s'exclue pas nécessairement, qu'elle garde même une certaine vraisemblance, cela suffit amplement pour projeter sur sa mémoire une ombre, sinon plus.

Avec la note remise par Talleyrand, le 18 juillet, au représentant du Saint-Siège, nous quittons l'hypothèse pour rejoindre l'évidence. Nous avons vu que cette note fut rédigée par Bernier, le ministre des Relations extérieures s'étant borné à la signer (1) après l'avoir soumise à Portalis (2) et à l'Empereur. On l'accepta purement et simplement, telle que le Prélat l'avait proposée, sans lui faire subir aucun changement.

Si on la compare à celle de Caprara, on constate que, sauf pour le début, elle suit exactement le même plan, pour présenter à chaque observation du cardinal les explications correspondantes. Bernier le prend d'abord de très haut et, sur un ton fort dégagé, s'étonne de ce qu'« un voyage si évidemment utile à la religion, si glorieux pour le Saint-Siège, si avantageux sous tous les rapports à l'Église de France, à l'Europe », puisse rencontrer des obstacles. « Cependant, ajoute-t-il, il paraît qu'on a tenté par des objections, des soupçons et des craintes mal fondées de détourner Sa Sainteté de l'entreprendre. Sa Majesté voit avec plaisir que tous ces efforts n'ont eu aucun succès et que le Souverain Pontife, après les avoir jugés dans sa sagesse, a pris la ferme résolution de se rendre à Paris. » C'est seulement après avoir pris acte de cette « ferme résolution », qu'avec un dédain affecté, l'évêque d'Orléans aborde les points litigieux. « Comme il est possible que même après la décision pontificale, les difficultés se renouvellent, » l'Empereur tient à y répondre « avec cette franchise qui fait la base de son caractère ».

Ces difficultés sont de nature et de gravité fort inégales. Dans la lettre du 8 juillet (3) qui accompagne son projet de note et constitue le meilleur commentaire de ce document capital, Bernier avoue que certaines objections « chimériques » s'écartent sans peine, comme « l'induction tirée du voyage du Pape par rapport aux autres souve-

(1) Le projet de Bernier conservé aux Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f^{os} 281-284, porte l'indication suivante : ce projet a été adopté, signé, et envoyé par le ministre légat.

(2) Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f^o 289.

(3) Bernier à Talleyrand, 8 juil. 1804. Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f^{os} 276-277,

raînés, les prétendus dangers de ce voyage et la stagnation qu'il entraînerait pour les affaires ». Pour dissiper les soupçons des puissances étrangères, « des faits évidents et par trop récents pour être niés » lui donnaient la partie belle. Des faits non moins évidents et tout aussi récents lui permettaient de repousser « avec force, les idées de ceux qui voudraient déprécier les services rendus par l'Empereur au Saint-Siège », comme s'ils étaient insuffisants pour motiver le voyage de Sa Sainteté ; un « rapide tableau » montre « qu'aucun monarque n'en peut offrir de semblable ».

Restaient les points délicats savoir : le serment constitutionnel qui consacrait la tolérance des cultes et assimilait au Concordat les Articles organiques, les lois du code civil, contraires aux principes de l'Église, la réconciliation des constitutionnels, le cérémonial du sacre. Il s'agissait à la fois d'échapper aux objections de Rome sans trahir les doctrines gallicanes et d'accepter les conditions de la curie papale sans lui donner de gages. Pour garder cet équilibre dangereux, voici les règles dont s'inspirera l'évêque d'Orléans : « Répondre d'une manière assez flatteuse pour le Saint-Siège pour qu'il ne se refusât pas et assez politique de la part de l'Empereur pour qu'il ne s'engageât pas au delà des bornes et qu'on ne pût jamais *se prévaloir* de ce qu'il auroit dit (1). » Sa note reste donc aussi évasive qu'encourageante, et à propos de chaque affaire litigieuse, le même thème se retrouve constamment avec des variantes de forme ; la question sera réglée à Paris par entente directe entre le Pape et Sa Majesté ; Sa Majesté « entendra avec ces sentiments d'impartialité et de déférence qui la caractérisent les représentations du Souverain Pontife... Elle les discutera elle-même à Paris avec Sa Sainteté et fera pour la satisfaire tout ce qui sera compatible avec sa position, le bien de l'État et ses devoirs ».

Aucun engagement précis ni immédiat, mais des solutions vagues, lointaines, avec de continuelles restrictions et des échappatoires soigneusement ménagées. La tactique est la suivante, et cette tactique ne vaut pas seulement pour les Articles organiques : tout renvoyer « à l'époque du séjour du Pape à Paris. Alors il n'aura pas auprès de lui ceux qui le tourmentent et, ne jugeant que d'après son propre cœur, il prononcera mieux ». Les seules assurances un peu plus fermes sont relatives au serment prescrit par le sénatus-consulte, qui « n'aura rien de commun avec la cérémonie du sacre » et « l'affaire

(1) Arch. Aff. Étr. Rome, 936, f^{os} 276-277.

des évêques dont Sa Sainteté croit avoir à se plaindre », qui « sera terminée d'une manière satisfaisante pour elle ».

Rarement, Bernier avait déployé plus d'habileté pour éluder, sous des formes plus alléchantes, toute promesse. Les perspectives s'ouvrent sur l'avenir d'autant plus larges que le présent n'apporte rien, et les protestations de bonne volonté se multiplient en proportion des dérobades qu'il s'agit de couvrir. Toutefois, par un singulier contraste, au moment même où il attire le Pape dans une sorte de piège, car, une fois à Paris, sous la pression directe de l'Empereur, sans monnaie d'échange, sans appui, Pie VII isolé, désarmé, circonvenu, devra se contenter d'avantages « compatibles avec les circonstances », dans sa lettre personnelle à Talleyrand, Bernier prend une attitude toute différente, inattendue, et semble incliner en faveur du Souverain Pontife.

Au fond, l'évêque d'Orléans l'avait nettement aperçu et, dans son rapport à l'Empereur (1), le ministre des Relations extérieures en convient sans peine, toute la négociation se ramenait à deux difficultés essentielles : la question des Organiques inspirés par les doctrines gallicanes (2), la question des évêques constitutionnels. Or, sur le premier point le prélat proteste « avec franchise », en réalité sur un ton assez vif et quelque peu agacé, contre l'abus qui est fait de ces doctrines invoquées à tout propos et sans discernement. « On mêle avec nos libertés beaucoup trop de maximes des anciens parlements ; on les donne pour le *palladium* de l'Eglise gallicane, tandis qu'elles ne sont que les prétentions de quelques présidents et avocats *jansénistes*, qui voulaient fronder l'autorité de l'Eglise et du monarque, par des maximes nouvelles. C'est à ces maximes outrées que nous devons et les murmures de Rome

(1) Rapport de Talleyrand à Sa Majesté Impériale. Mess. an XII. Rome, 936, f^{os} 291-294.

(2) C'est probablement en raison du paragraphe relatif aux Articles organiques que Talleyrand soumit à Portalis le projet de note rédigé par Bernier pour savoir, lui écrit-il, si cette réponse « est conforme à votre opinion et aux principes du département qui vous est confié ». (Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f^o 289). Dans la lettre d'envoi jointe à son projet de note, le 8 juil. 1804 (Arch. Aff. Etr. *Ibid.*, f^{os} 276-277), Bernier s'abritait en effet derrière l'autorité de Portalis pour donner sur les Articles organiques des explications rassurantes. « M. Portalis, écrit Bernier, avait dit le 15 nivôse, dans une note adressée au légat : « Le Concordat est un traité, les articles organiques sont une loi d'exécution. Il est impossible de confondre des objets qui ne se ressemblent pas. » « J'ai dû suivre, ajoute Bernier, les mêmes principes. »

et les mécontentements de l'intérieur en matière religieuse. »

Quant aux évêques constitutionnels, il ne craint pas de leur attribuer tous les torts, car c'est leur attitude inconsidérée, ce sont leurs propos intempestifs, qui ont soulevé cet obstacle. « Ces messieurs étoient réunis au Saint-Siège, je m'étois sacrifié pour eux dans cette réunion ; tout étoit fini. Il leur a pris la fantaisie de démentir ce qu'ils avoient fait et d'examiner la question des torts qu'ils avoient ou n'avoient pas eus ; ils eussent beaucoup mieux fait de se taire. Leur bavardage a renouvelé la querelle et voilà l'origine du mécontentement du Pape (1). » D'ailleurs, l'affaire se limite à quatre prélats et le nombre, le caractère de ces personnages permettent de la réduire à ses proportions exactes : « Le Coz, archevêque de Besançon, homme de parti dans tous les temps ; Lacombe, d'Angoulême, tête souverainement exaltée, Saurine de Strasbourg, assez brave homme, mais un peu vif, et Rémond de Dijon, qui vraiment ne garde ni les convenances ni les mesures de son état. » C'étoit insinuer qu'ils ne méritoient pas d'être soutenus et que la réclamation du Pape se légitimait largement.

On est assez surpris de voir l'évêque d'Orléans se prononcer de façon si catégorique sur ces questions brûlantes ; non content de soutenir le point de vue du Pape, il bouscule, avec une âpre vigueur, constitutionnels et gallicans. Nous sommes loin des formes adoucies, des euphémismes et des ménagements habituels. « Avec ce mouvement de mauvaise humeur (2), » nous sommes plus loin encore de son habituelle sérénité. Sans doute, des ressentiments personnels expliquent cette nouvelle attitude. Comment oublier l'embarras où l'ont mis les dénégations des évêques réconciliés par ses soins ? Comment accepter sans amertume le discrédit qu'il leur doit ? Quant aux libertés gallicanes, d'autant plus facilement invoquées qu'elles sont moins définies, comment ne pas se lasser de les voir à chaque instant surgir ? Ces obstacles, qui se dressent à tout propos sous ses pas, finissent par l'irriter ; il s'énervé de ces préventions inconsistantes qui prennent des allures dogmatiques et se muent en principes sacrosaints. Il faut, pour comprendre cette attitude, tenir compte de ces rancunes et de cet agacement.

Malgré tout, il n'en reste pas moins que cette échappée trahit chez

(1) Bernier à Talleyrand, 19 mess. an XII (2 juil. 1804). Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f^{os} 276-77.

(2) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 304.

Bernier l'évolution signalée plus haut. A plusieurs reprises nous avons constaté que, soit conviction, soit ambition, soit dépit, l'évêque d'Orléans s'était secrètement rapproché de Rome dont, secrètement, il soutenait les intérêts. C'est la première fois, qu'ouvertement, dans une correspondance officielle, il se prononce pour la thèse pontificale. Qu'il le fasse au moment même où, par ses manœuvres, il accule équivalement le Pape à une capitulation pure et simple, la chose a de quoi surprendre. On trouverait difficilement une coïncidence plus curieuse et un contraste plus significatif entre les sentiments intimes du prélat et son inlassable servilité (1).

Talleyrand, garda pour lui ce curieux commentaire et remit à Caprara la note rédigée par Bernier. Suivant son habitude, l'évêque d'Orléans ajouta pour Consalvi une lettre privée qui renforçait l'effet de ce document officiel ; au nom de l'intérêt qu'il porte à son ouvrage, le secrétaire d'État s'y voit prié très instamment de faciliter, par tous les moyens dont il dispose, la venue du Souverain Pontife (2).

Mais Rome était sur ses gardes. Soumise à tout le Sacré Collège, la réponse du gouvernement français passa au crible d'une implacable critique. Sur les trente-quatre cardinaux consultés aucun ne la jugea suffisante. « Tous déclarèrent le langage de Talleyrand vague dans ses promesses, artificieux dans ses justifications (3). » L'expérience du passé les rendait défiants vis-à-vis des conventions les plus fermes ; d'autre part, certaines mesures nouvellement arrêtées leur paraissaient peu rassurantes sur les dispositions du gouvernement français. Car, pour faire pression sur Rome, un certain nombre de décrets venaient d'être pris : réduction des succursalistes, dissolution des Pères de la Foi, obligation pour toute association religieuse d'obtenir une autorisation ; en même temps le *Moniteur* affirmait l'intégrité de la République italienne, et le *Publiciste* annonçait de grands changements dans la Péninsule ; il n'était pas jusqu'à la création d'un

(1) Il paraît donc impossible de partager l'admiration du Père Theiner pour son attitude en cette circonstance. « Ce grand prélat, écrit Theiner, s'acquitta de cette commission de la manière la plus noble. » (*Histoire des deux Concordats*, II, 125). L'habileté de Bernier reste incontestable, et Thiers a justement admiré la note rédigée par lui pour décider le pape à venir sacrer l'Empereur.

(2) Cette lettre du 20 juil. 1804 est publiée par THEINER, *Histoire des deux Concordats*, II, 308.

(3) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 308. Rinieri donne une analyse détaillée de ces votes. *Napoleone e Pio VII*, I, 60-70.

ministère des Cultes confié à Portalis qui n'inquiétât comme une menace d'asservissement (1). »

Tandis que, à Rome, Fesch hâte de son ardeur parfois brutale la négociation, Paris attend, non sans impatience, une réponse ferme et définitive. Bernier n'est pas le moins pressé ; il rôde, pour ainsi dire autour de la Légation, guette les courriers, questionne, interroge. Enfin, le jeudi 16 août, des dépêches arrivent dont l'évêque d'Orléans réussit à prendre connaissance. « Je les ai toutes lues, écrit-il à Talleyrand, même ce qui étoit en chiffres (2), » et, le même jour, dans deux lettres successives, il communique à son ministre sur leur contenu « tous les détails » que celui-ci peut désirer. De ces lettres de Consalvi à Caprara se dégage une conclusion certaine : la venue assurée du Saint-Père à Paris. La note envoyée par Talleyrand a été favorablement accueillie et aucune objection n'a été soulevée contre elle (3). Tout se prépare pour le voyage. « Les cardinaux vont s'assembler, on le leur proposera et tous diront : *Amen*, parce que toute proposition faite en consistoire est chose préalablement admise. Ainsi, voilà sur cet objet le succès assuré (4). » Les choses sont si avancées que le Pape prend déjà ses dispositions et calcule le temps de son absence. On s'occupe de désigner les cardinaux qui accompagneront le Souverain Pontife : Bernier en cite même les noms, ce qui lui permet de joindre aux renseignements recueillis des sugges-

(1) F. MASSON, *le Sacre et le couronnement de l'Empereur Napoléon*, 100.

(2) Bernier à Talleyrand, 30 therm. an XII (18 août 1804). Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f° 340.

(3) On est assez surpris par cette affirmation que dément tout ce que nous avons dit plus haut des objections unanimement opposées par les cardinaux à la note française du 18 juillet.

(4) Bernier à Talleyrand, 30 therm. an XII (18 août 1804). Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f° 344. Il existe de cette lettre deux textes : l'un conservé aux Archives des Affaires étrangères, l'autre à la Bibliothèque d'Orléans, ms 943-945. Dans sa brochure, *Un pape dans l'Orléanais*, le chanoine COCHARD a édité ce second texte qui est en réalité le texte primitif ; la lettre gardée à Orléans n'a pas été envoyée. On trouve entre les deux textes les différences suivantes : 1^o le *post-scriptum* du projet primitif relatif à une dispense nécessaire pour le mariage d'Auguste de Talleyrand est supprimé ; cette affaire privée sera l'objet d'une autre lettre du même jour (Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f° 340) ; 2^o Un passage du projet primitif soulignant une maladresse de Fesch n'a pas été maintenu dans la lettre définitive. Le pape « espérait se rendre à Paris dans l'espace de trente jours à dater de son départ ; et voilà que le cardinal Fesch a dit qu'il en faudrait plus de cinquante ; la réflexion n'était pas rassurante. Le bon cardinal aurait pu l'épargner au pape. Heureusement elle n'a pas changé le projet. » Bernier a supprimé tout ce passage, si intéressant à rétablir.

tions utiles. Il ne faut pas compter sur Consalvi qui se dit « nécessaire à Rome pour la paix de cette capitale et la décision du grand nombre d'affaires qui y sont pendantes » ; toute insistance pour le faire venir demeurerait inutile. Par contre la présence de Di Pietro et de Caselli serait désirable, car le second « va aujourd'hui très bien depuis qu'il est évêque français à Parme et cardinal français par sa pension » ; quant au premier, « ci-devant secrétaire de la Congrégation qui a admis le Concordat, « grand travailleur et plein de bonnes vues », très influent « pour tout ce qui s'appelle *décisions ecclésiastiques* », le légat « le réclame et répond de ses sentiments ». Les autres cardinaux sont indifférents, sauf trois qu'il faut écarter : Antonelli, « exagéré et très entêté », Litta « si contraire au Concordat » qu'il fit une scène au Pape à cette occasion, enfin Roverella « ennemi déclaré du légat et de la France, auteur de l'intrigue ourdie il y a peu de temps contre le cardinal Consalvi par la faction Ruffo ». Naturellement, « il ne saurait être question de Ruffo, ni du cardinal Mauri » qui s'excluent d'eux-mêmes. La composition de cette cour cardinalice est de toute importance car il faut faire en sorte « que le séjour du Pape ici soit paisible et qu'aucune tête étrangère ne lui inspire des sentiments contraires aux vues du gouvernement » (1).

Pour précieuses que fussent ces indications, elles ne constituaient pas encore l'assurance positive attendue. Rentré dans son diocèse pour célébrer, à la Ferté, le mariage d'Auguste de Talleyrand, Bernier suit donc avec une extrême attention la marche de l'affaire ; il reste en contact étroit avec Caprara, qui doit le tenir au courant (2). Mais les nouvelles tardent, et au 26 août, rien encore n'est arrivé. Le 30 même silence. Consalvi, dans sa dernière dépêche, annonçait cependant que dans quatre jours un courrier extraordinaire de Fesch à Talleyrand apporterait au légat la réponse du Saint-Père. Au 4 septembre, la Légation, n'a toujours pas reçu les plis de Rome. Peut-être a-t-il brûlé Paris pour rejoindre le ministre en déplacement.

Le cardinal n'en projetait pas moins une démarche auprès de l'Empereur alors en inspection sur le Rhin afin « de prendre des ordres relativement au sacre et au voyage de Sa Sain-

(1) Bernier à Talleyrand, 30 therm. an XII (18 août 1804). Arch. Aff. Etr. Rome. 936, f^{os} 344-345.

(2) Caprara à Bernier, 26 août 1804. Arch. Nat., AF IV, 1891, 42^e cahier, f^o 49. « Quand je saurai quelque chose, écrit Caprara, vous pouvez être sûr que je vous le communiquerai. »

teté » (1) comme si le voyage était officiellement décidé. Il se dit tout prêt à rejoindre Napoléon « à l'endroit que Sa Majesté voudra bien lui indiquer », et propose même de le faire à ses frais, car « les bienfait reçus de Sa Majesté, comme archevêque de Milan (1e) mettent dans le cas de pouvoir effectuer sans gêne » ce déplacement (2). Toutefois avant de transmettre à Talleyrand cette proposition, Caprara soumet à Bernier ses projets et la minute italienne de sa lettre. Bernier approuve et lettre et projet et, par retour du courrier, renvoie à la Légation le texte mis en français par ses soins (3). Non content d'approuver et de traduire, l'évêque d'Orléans intervient encore personnellement auprès du ministre pour appuyer cette demande à laquelle « le bon cardinal » paraît « attacher un grand prix ». Il profite aussi de l'occasion pour amorcer le problème financier posé par le voyage pontifical. Si Sa Majesté veut bien se charger de payer, le mieux serait de compter les fonds « à un agent du gouvernement qui suivra le Pape et qui avanceroit les sommes sur les mémoires de Sa Sainteté ou de l'intendant qu'elle aurait choisi. » Ce système aurait le double avantage de réduire les dépenses « et d'empêcher toute espèce de spéculation sur les fonds accordés » (4).

Le règlement de cette question financière fut assuré plus tard et de façon libérale, car le sacre donna lieu à d'impériales prodigalités (5). Mais la proposition relative au voyage du légat fut déclinée. Avec des formes polies, en assurant le cardinal « que Napoléon verrait toujours avec plaisir les occasions qui le rapprocheraient » de sa personne, Talleyrand invoque l'incertitude de l'itinéraire suivi, pour éviter à Son Éminence « les fatigues d'un déplacement » où elle risquerait de ne pas joindre Sa Majesté (6). D'ailleurs, lorsque le ministre des Relations extérieures adresse, le 26 septembre, cette lettre datée de Mayence, l'essentiel est acquis pour le gouvernement français, puisque, par l'intermédiaire de Fesch, la réponse de Rome

(1) Bernier à Talleyrand, 22 fruct. an XII (9 sept. 1804). Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f° 402.

(2) Caprara à Talleyrand, sept. 1804. Arch. Nat., F¹⁹, 1906.

(3) Bernier à Caprara, 9 sept. 1804. Arch. Nat., F¹⁹, 1906.

(4) Bernier à Talleyrand, 22 fruct. an XII (9 sept. 1804). Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f° 402.

(5) Sur les cadeaux offerts au pape et à sa suite, voir F. Masson, *le Sacre et le couronnement de Napoléon*, 224-229, et sur les frais du sacre. *Ibid.*, 257. F. Masson estime ces frais à neuf millions.

(6) Talleyrand à Caprara, 3 vendém. an XII (26 sept. 1804). Arch. Aff. Etr. Rome, 937, f° 3.

vient d'arriver affirmative : Pie VII sacrerait l'Empereur à Paris.

Une question toutefois demeurait pendante : celle d'un couronnement civil distinct de la cérémonie religieuse. Le Pape, ayant reçu satisfaction de Fesch sur l'article du serment et sur les évêques constitutionnels, avait donné son acceptation de principe sans que fussent réglés les détails. Sous prétexte qu'il manquait d'instructions, l'ambassadeur de France obtint que cette affaire fût renvoyée au légat qui la négocierait à Paris avec Talleyrand ; elle ne pouvait d'ailleurs, affirmait-il, constituer « un empêchement formel » (1). Rome accepta cette proposition et Caprara fut autorisé « à traiter les susdits articles avec Sa Majesté Impériale, lui faisant les remarques convenables, non seulement sur l'objet en lui-même, mais encore sur les observations de Votre Éminence », écrivait à Fesch le secrétaire d'État Consalvi (2).

Aussi, dès qu'il reçoit notification officielle du voyage pontifical, le représentant du Saint-Siège se préoccupe-t-il de lever ce dernier obstacle en conformité avec ses instructions. Pour y réussir, il recourt une fois de plus à Bernier. L'évêque d'Orléans rédige aussitôt un « Projet de note pour le ministre des Relations extérieures » (3) et à son habitude, lui prépare les voies par une lettre personnelle (4). Sous couleur d'apprendre à Talleyrand l'« arrivée d'un courrier de Rome et la résolution prise par le Pape de se rendre à Paris... (qui) produira sur l'immense majorité des Français catholiques le plus grand et le plus heureux effet, » il introduisait deux requêtes du légat relatives, l'une à l'envoi de la lettre officielle d'invitation, l'autre au projet du couronnement civil, « qui serait de nature à modifier (*sic*) Sa Sainteté » (4). Le parallélisme de cette lettre et du projet de note est extrêmement frappant ; même plan, mêmes démonstrations de joie pour introduire la requête, même hâte pour que la lettre d'invitation au Pape soit adressée dans les formes requises, même façon de mettre en cause discrètement le cardinal Fesch, dont la réponse maladroite n'a fait que redoubler les inquiétudes romaines (5), même

(1) Fesch à Consalvi, 1^{er} sept. 1804 ; note publiée par THEINER, *Histoire des deux Concordats*, II, 169.

(2) Consalvi à Fesch, 2 sept. 1804. *Ibid.*, 170.

(3) Arch. Nat., F¹⁹, 1911.

(4) Bernier à Talleyrand, 30 fruct. an XII (17 sept. 1804). Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f^o 422.

(5) « S. E. le cardinal Fesch a déclaré n'avoir aucune instruction, ce qui

assurance affectée vis-à-vis des sentiments de Sa Majesté « dont l'intention est certainement d'être couronnée par le Saint-Père comme l'ont été Charlemagne, Charles le Chauve et plusieurs empereurs français, sans distinguer un couronnement civil de celui qui se fait au nom de Dieu par l'Église et sans faire de ces deux objets des cérémonies différentes », même certitude sur la réponse à recevoir : « Un mot suffira à apaiser tous les doutes (1) ; » « il ne... sera pas difficile de dissiper cette inquiétude mal fondée » (2).

La lettre de Bernier fut expédiée le 17 septembre ; le légat, on ne sait pour quelle raison, attendit le 12 octobre pour remettre sa note. Or, à cette date, tout ce qui concernait l'invitation officielle exigée par le Pape demeurait sans objet, par suite de la mission confiée au général Caffarelli. On supprima donc purement et simplement tout le paragraphe relatif à cette affaire. Le reste fut maintenu sans autre modification qu'une phrase lourdement ajoutée par le légat afin d'ouvrir une issue imaginée par Consalvi (3) : le couronnement civil, s'il devait avoir lieu, pourrait précéder de quelques jours l'arrivée du Pape. Ainsi la dignité du Souverain Pontife se trouverait suffisamment sauvegardée et les doutes qui peinaient le Saint-Père « disparaîtroient et cesseroient (*sic*) » (4). Le gouvernement renonça à disjoindre les deux cérémonies.

Toute cette négociation préliminaire au sacre aboutit donc à ce triple résultat : donner satisfaction au Pape pour le serment impérial, la soumission des évêques constitutionnels, le couronnement. Mais, ce point acquis, que d'imprécisions demeurent ! Aucun autre engagement net et précis ; au lieu de certitudes, de vagues paroles, de belles espérances. Et cependant combien d'affaires à régler si l'on

n'a fait que redoubler les inquiétudes. » Bernier à Talleyrand, 30 fruct. an XII (17 sept. 1804). Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f° 422.

(1) Arch. Nat., F¹⁹, 1912.

(2) Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f° 422.

(3) « La dignité du Saint-Père souffrirait trop, écrit le 30 août Consalvi à Fesch, si dans le cas où cette cérémonie serait faite par une autre main, la chose n'avait pas lieu au moins avant que Sa Sainteté arrivât pour exécuter ce à quoi elle est invitée. » Cité par THEINER, *Histoire des deux Concordats*, II, 167.

(4) A la phrase proposée par Bernier : « Un mot de réponse de la part de Votre Excellence suffira pour dissiper tous les doutes. » Caprara ajoute : « Qui au cas que devrait avoir lieu ce couronnement civil, disparaîtroient et cesseroient (*sic*) de peiner Sa Sainteté, si ce dit couronnement se feroit quelques jours avant son arrivée à Paris. » Arch. Nat., F¹⁹, 1912. Cette addition, dans le texte envoyé le 12 oct., est mise entre crochets. Arch. Aff. Etr. Rome, 937, f° 27.

veut légitimer aux yeux de l'Europe l'inattendu de ce déplacement pontifical et lui donner aux yeux des cours étrangères une portée vraiment religieuse ! Rien n'est réglé ; ni les cérémonies du sacre, ni l'affaire des Articles organiques, ni la législation sur le mariage, ni la liberté du ministère ecclésiastique, ni l'application du Concordat italien, ni le retour des légations au Saint-Siège.

La négociation devra donc se poursuivre. Cinq mois de débat l'ont seulement amorcée et, après une première phase, une seconde va s'ouvrir presque aussi laborieuse, presque aussi décevante, elle réservera au Souverain Pontife plus de mécomptes que de satisfactions.

II

Le Pape quitta Rome le 2 novembre 1804. Sa suite comprenait six cardinaux : Borgia, Di Pietro, Caselli, Braschi, Bayanne et, malgré Bernier, Antonelli, quatre évêques, six prélats, des aumôniers, des maîtres de cérémonie, deux princes romains commandant la garde noble, sans compter les médecins, camériers, secrétaires, valets de chambre, etc... Fesch avait pris les devants pour organiser le voyage, entreprise assez difficile pour un cortège aussi nombreux, d'autant que l'itinéraire primitif fut plusieurs fois bouleversé, l'Empereur voulant qu'on se hâtât ; il fallut modifier les dates, les arrêts prévus et une certaine confusion s'ensuivit. Des accidents de voiture, l'indisposition de certains cardinaux épuisés de fatigue, achevèrent de disloquer le convoi ; vers la fin, ce fut presque une débandade (1).

Ordres et contre-ordres se succédèrent ainsi jusqu'aux environs de Paris. Bernier avait été avisé par Portalis que le Pape coucherait à Montargis le 30 novembre (2). Aussitôt l'évêque d'Orléans se mit à préparer au Souverain Pontife une réception très solennelle. Une lettre « A Messieurs les Curés et Fabriciens de Montargis » déterminait jusque dans les détails l'ordre de la cérémonie ; le prélat apportera certains ornements, la paroisse en doit fournir d'autres ; les décorations des autels, couleur des tapis et des coussins, nombre de chaises et de fauteuils, place du Pape, des cardinaux, de l'évêque

(1) F. MASSON, *le Sacre et le couronnement de l'Empereur*, 149.

(2) Arch. Nat., F¹⁹, 253, f^o 57.

diocésain et de ses assistants, état du dais qui doit être « propre et décent », car il faut « que l'église de Montargis paraisse ce jour-là digne du Dieu qui l'habite et du Pontife qui la visitera » (1), tout est minutieusement spécifié.

Le 18 novembre cependant, Bernier apprend que le voyage du Pape étant accéléré, Pie VII arriverait à Montargis le 22 novembre au lieu du 30 (2). Le prélat part donc immédiatement pour cette ville. C'était la première fois qu'il y paraissait, bien qu'il fût depuis deux ans évêque du diocèse. C'est pour lui l'occasion de faire son entrée solennelle et d'administrer le sacrement de Confirmation. La matinée du jeudi 22 fut consacrée à cette double cérémonie (3). Le soir, le Pape n'arriva pas, mais un courrier apprit qu'une fois de plus tout était changé, itinéraire et date. Pie VII n'atteindrait Montargis que le samedi 24, passerait rapidement et gagnerait Nemours pour inaugurer dans cette dernière ville un nouveau pont.

Bernier fut très déçu de ce contretemps qui rendait tous ses préparatifs inutiles. Il n'aurait pas l'honneur de recevoir le Souverain Pontife dans son diocèse ; mais surtout, mécompte infiniment plus sensible, il manquerait l'occasion de l'entretenir. Son ennui n'eut d'égal que son embarras. Comment intervenir quand il ignore les dispositions de l'Empereur ? D'ailleurs, c'est peut-être l'Empereur qui a voulu cette modification. L'évêque d'Orléans recourt au cardinal-légat pour sonder le terrain auprès de Talleyrand et savoir ce qu'il peut « faire sur cet objet sans déplaire à Sa Majesté ». Il expose en même temps à son interprète les raisons « plus claires que le jour » qui commandent l'arrêt à Montargis ; l'étape Cosne-Nemours comprend vingt-sept lieues par des chemins « affreux », tandis que l'étape suivante Nemours-Fontainebleau se limite à quatre « par le plus beau chemin de la France » ; la disproportion est flagrante. D'autre part, Sa Sainteté n'arriverait à Nemours qu'après minuit, ce qui ôterait toute grâce à « la cérémonie qu'on veut faire pour le passage du pont que Sa Sainteté franchirait la première ». Il faut prévoir enfin pour le lendemain dimanche la célébration de la messe. Il serait donc beaucoup plus naturel de reprendre le projet primitif et de mettre à la disposition du Pape les logements retenus à Mon-

(1) A MM. les curés et fabriciens de Montargis, 19 nov. 1804 (Archives de la paroisse de Montargis).

(2) Aux mêmes, 19 nov. 1804. *Ibid.*

(3) Sur cette réception épiscopale de Bernier à Montargis, voir : Th. COCHARD, *Un pape dans l'Orléanais*, II.

targis. Ainsi Pie VII pourrait-il « arriver sans peine et sans fatigues sur les 2 ou 3 heures après-midi » à Fontainebleau (1). Caprara s'acquitta heureusement de sa mission, et un nouveau contre-ordre fit droit aux justes observations de l'évêque d'Orléans.

Parti de Cosne de très bonne heure, car il devait parcourir une longue étape, Pie VII atteignit le 24, avant la nuit, les faubourgs de Montargis où l'attendaient avec la garde nationale et les autorités « une foule immense d'habitants » (2). Harangué par le maire, escorté de la maréchaussée, de la gendarmerie, il gagna l'église Sainte-Madeleine, où l'évêque d'Orléans, ses vicaires généraux, une partie de son chapitre, le clergé de la ville et des environs se trouvaient rassemblés pour le recevoir. Après s'être prosterné aux pieds du Pape et lui avoir rendu les honneurs liturgiques, Bernier lui adressa « un discours en français », dont voici à peu près la substance :

« Très Saint-Père, il ne suffisait pas à votre gloire d'avoir rétabli
« la religion et relevé les autels de France ; il ne lui suffisait pas
« d'avoir formé avec le gouvernement français un Concordat, qui
« doit assurer le maintien et l'extension de la religion catholique ;
« votre amour est allé plus loin ; vous venez honorer de votre présence
« notre patrie, si longtemps affligée ; vous venez vous-même
« consolider et perfectionner votre ouvrage. Quelle joie pour nous
« de voir dans nos murs le Vicaire même de Jésus-Christ ! Que
« n'avons-nous pas à espérer des résultats salutaires de son courage
« et de son dévouement ! »

Le Très Saint-Père lui a répondu aussi, dans la même langue :

« Monseigneur l'Évêque, nous ne méritons pas les éloges que vous
« nous donnez, mais nous savons qu'ils sont l'expression de votre
« tendresse filiale et les témoignages de votre fidélité au Saint-Siège
« et de votre attachement à notre personne. Daigne le ciel seconder
« nos désirs et bénir notre entreprise ! Nous lui en rendrons d'éternelles
« actions de grâces (3) ! »

(1) Bernier à Caprara, 22 nov. 1804. Arch. Aff. Etr. Rome, 937, f^{os} 124-125.

(2) *Détails intéressants sur le passage de Notre Saint-Père le pape Pie VII en la ville de Montargis*. Récit d'un témoin oculaire, cité par Th. COCHARD, *Un pape dans l'Orléanais*, 13.

(3) Th. COCHARD, *Un pape dans l'Orléanais*, 13. On trouve également sur le passage du pape à Montargis quelques renseignements dans l'*Itenerario compendioso del Viaggio da Nostro Signore Papa Pio VII a Parigi per la coronazione di Napoleone Primo Imperatore*, par Mgr ALTIERI. Arch. Vat. Miscellanea-arm. XV, vol. 159, f^{os} 13-14.

Après quoi, le Pape assista au salut « avec un profond recueillement (1), » bénit le peuple et se retira pour les réceptions officielles dans la maison qui lui était réservée. Au cours de ces réceptions, il eut à voix basse un long aparté avec l'évêque d'Orléans. Dès le soir même et sans assister au dîner de gala qui réunissait autour du grand maître des cérémonies de Salmantoris, le maire, les autorités et les principaux officiers pontificaux, l'évêque d'Orléans prit, de nuit, le chemin de Fontainebleau, abandonnant le Pape, ses invités, son clergé, pour rejoindre l'Empereur, Talleyrand et Caprara. Pendant ce temps, Montargis en fête célébrait par des illuminations l'honneur de posséder le Souverain Pontife.

III

Sur l'objet de cet entretien mystérieux que Bernier avait formellement sollicité par l'entremise du sous-préfet Mésange (2), les précisions nous manquent. Tant de questions demeuraient en suspens si urgentes à régler, cérémonial du sacre, réconciliation des évêques constitutionnels, Articles organiques, législation du mariage, situation matérielle et morale de l'Église de France, etc... Systématiquement on avait retardé leur solution jusqu'à l'arrivée du Pape, dans l'espoir qu'une négociation directe faciliterait l'accord, en libérant le Souverain Pontife des influences romaines. Tous ces points litigieux furent-ils abordés par Bernier le 24 novembre? Il ne le semble pas. D'abord le temps manquait pour un tel programme, d'autre part, la tactique habituelle de l'évêque d'Orléans voulait qu'on sériât les problèmes pour obtenir plus facilement des concessions successives. Découvertes d'un seul coup, les exigences de l'Empereur se heurteraient à un refus; présentées séparément, elles pouvaient espérer un accueil plus favorable. Bernier commence donc par le cérémonial du sacre. Suivant quels rites et dans quelles conditions Pie VII couronnerait-il Sa Majesté? Emploierait-on le pontifical

(1) *Détails intéressants sur le passage de Notre Saint-Père le pape en la ville de Montargis*, cité par Th. COCHARD, *Un pape dans l'Orléanais*, 13.

(2) Le 24 nov. à Nogent, le sous-préfet Mésange avait, de la part de Bernier, remis au pape une demande relative à cet entretien. Th. COCHARD, *Un pape dans l'Orléanais*, 10.

romain que le Saint-Siège exigeait? Conserverait-on le pontifical rémois de la tradition gallicane? Ou bien les exclurait-on tous deux pour adopter une liturgie de circonstance?

Rome avait demandé qu'on se conformât au pontifical romain. On n'emploierait pas les rites prévus *Pro Imperatore coronando*, qui convenaient seulement à l'empereur romain et dans la ville de Rome, mais ceux qui servaient pour la consécration des rois « en substituant comme la circonstance l'exige la dénomination d'empereur à celle de roi » (1).

Mais, contre le pontifical romain, Talleyrand s'était prononcé dans un rapport à l'Empereur. « Ces rites, écrit-il à Napoléon, ont été imaginés dans un temps où l'autorité ecclésiastique voulait encore faire croire qu'elle investissait la puissance civile, qu'elle conférait les trônes et qu'à elle seule appartenait la puissance des rois. » De plus, un certain nombre de formules de soumission ne s'accordaient « ni avec l'état présent de la puissance ecclésiastique, ni avec la dignité du pouvoir impérial, ni avec la manière de penser générale » ; et le ministre se demandait ce qu'on pourrait dire « si l'on voyait, comme le veut le pontifical romain, deux évêques présenter le prince au Pontife consécrateur en lui disant : Nous vous présentons N..., militaire distingué, pour que vous l'éleviez à la dignité impériale. A quoi le Souverain Pontife répondrait : Savez-vous s'il est digne et s'il est propre à remplir cette place? » (2).

Le cérémonial français en usage à Reims pour le sacre des rois ne présentait pas moins de difficultés. Chacun des rites « évoquait les souverains de la troisième race, attestait les formes de leur gouvernement, les institutions qu'ils avaient créées ou acceptées, les lois qu'ils avaient rendues. Remplies hors de Reims par un personnage qui ne tenait en rien à Hugues Capet, ces fonctions ne pouvaient être qu'une parodie » (3). Si ces rites s'expliquaient « dans une monarchie ayant grandi avec l'Eglise et par l'Eglise, ayant reçu d'elle la consécration de son droit divinisé, ayant conçu le gouvernement absolu, inséparable d'une religion d'Etat » (4), ils ne concordaient pas avec une conception moderne du régime impérial.

(1) Caprara à Talleyrand, 25 juin 1804. Publié par THEINER, *Histoire de deux Concordats*, II, 114.

(2) Rapport de Talleyrand à l'Empereur. Vendém. XIII. Arch. Nat., AF IV, 1694.

(3) F. MASSON, *le Sacre et le couronnement de l'Empereur*, 156.

(4) Id., *Ibid.*, 162.

Il restait donc à retrancher, comme disait Portalis, « les cérémonies qui ne vont point à nos mœurs », et à composer un Rituel nouveau « en prenant en partie dans le pontifical romain, en partie dans l'ancien cérémonial français tout ce qu'il y a dans l'un et l'autre de majestueux et de raisonnable » (1).

Une commission fut donc constituée à cet effet, comprenant l'archichancelier Cambacérès, le grand maître des cérémonies de Ségur, l'abbé de Pradt ; mais la cheville ouvrière fut incontestablement Bernier. « Il serait à désirer que vous fussiez à Paris, lui écrivait, dès le 8 septembre, le ministre des Cultes, pour que nous puissions préparer ensemble les prières pour le sacre (2). » De fait l'évêque d'Orléans se garda bien d'éluder cette invitation. Non content d'adapter et de compléter les anciens pontificaux pour répondre aux intentions de son gouvernement, il réussit encore à obtenir pour son travail l'agrément du Souverain Pontife. « L'avant-veille du sacre (3), » Pie VII adopta avec quelques modifications le cérémonial présenté.

Cette double intervention de l'évêque d'Orléans qui jusqu'ici a échappé aux historiens (4) est absolument certaine. Pour s'en convaincre, il suffit d'étudier aux Archives vaticanes le document capital intitulé : « Formules de cérémonies et de prières pour le Sacre de Leurs Majestés Napoléon Premier, Empereur des Français, et de l'Impératrice Joséphine (5). » Ce texte à mi-page porte dans la colonne de droite les prières latines et les rubriques, dans la colonne de gauche des notes, qui expliquent et légitiment les formules et les rites proposés. Or, le texte est transcrit entièrement par le chanoine Clavelot, secrétaire de l'évêque d'Orléans ; on y lit des corrections autographes faites par Bernier et par le Pape lui-même ; enfin, le style des notes est tout à fait dans la manière du prélat.

(1) Portalis à l'Empereur, 29 fruct. XII (16 sept. 1804). Arch. Nat., AF iv, 1045.

(2) Portalis à Bernier, 21 fruct. an XII (8 sept. 1804). Arch. Nat., F¹⁹ +, 152, n° 1631.

(3) Mazio à de Ségur, 8 févr. 1805. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., V.

(4) Les travaux du P. RINIERI, *Napoleone e Pio VII*, ch. vi et Append. doc. VIII, de F. MASSON, *le Sacre et le couronnement de Napoléon*, 155 et sq., ont fait la lumière sur cette question du cérémonial et détruit toutes les légendes. Mais le rôle joué par Bernier dans cette affaire leur a échappé ; faute de connaître les écritures de Clavelot et de Bernier, ils ont ajouté foi à une indication erronée que porte le document en question : « Toutes ces notes sont de M. de Champagny. »

(5) Arch. Vat. Ep. Nap. Fr. V.

Nous savons de plus que Bernier emporta à Montargis, le 19 novembre, pour le communiquer à Pie VII, le cérémonial composé par ses soins. Caprara venait de recevoir ce document ; chez Portalis, de Ségur lui avait donné un aperçu de ses dispositions essentielles ; un débat s'était ensuite engagé. « Mais à tous mes dires, écrit le cardinal, on a toujours opposé que les circonstances ne permettraient point à l'Empereur de faire autrement et que les modifications ne touchent en rien à la substance de la chose (1). » On ajoutait qu'il était facile de le constater par un examen attentif.

Cet examen attentif, le légat commençait à l'entreprendre, lorsque Bernier lui apprit son départ immédiat pour Montargis, où le Pape arriverait huit jours plus tôt qu'on n'avait prévu. L'évêque d'Orléans proposa-t-il de porter lui-même au Souverain Pontife le projet de cérémonial ? Ou le cardinal le chargea-t-il spontanément de cette mission ? Quoiqu'il en soit, Bernier prit avec lui toutes les pièces, texte et annotations marginales. Une lettre de Caprara à Antonelli nous laisse entrevoir qu'il ne se borna pas à transmettre tout simplement le dossier, qu'il se fit en outre l'interprète des volontés impériales, et sut enfin les justifier par d'excellentes raisons. « Sa Sainteté et Votre Éminence, écrit le cardinal, pourront être pleinement informées de l'affaire par Mgr l'évêque d'Orléans qui pourra d'ailleurs lui dire combien la volonté de Sa Majesté Impériale est arrêtée sur ce point... Le temps me manque pour vous en dire davantage, mais je vous répète que personne mieux que l'évêque d'Orléans ne pourra vous mettre au courant de tout (2). » Ainsi commencèrent, amorcées par Bernier, des négociations qui se poursuivront jusqu'à la fin du mois.

Pour modifier le pontifical traditionnel, Napoléon et son porte-parole invoquaient les « circonstances » et le changement des mœurs. Mais, à ces motifs avoués d'autres s'ajoutaient qui ne se formulent point dans les documents officiels. Une double préoccupation se dégage en effet de ce cérémonial composite : éviter soigneusement ce qui mettrait l'Empereur en état d'infériorité, à plus forte raison de dépendance vis-à-vis du Pape, recueillir et au besoin compléter tous les rites susceptibles de souligner sa puissance.

Le cérémonial prévoit que le Souverain Pontife arrivera avant

(1) Caprara à Antonelli, 19 nov. 1804. Arch. Nat., F¹⁹, 1095.

(2) *Ibid.*

Napoléon et l'attendra. Il ne se fera pas porter sur la *sedes gestatoria*. Sa Majesté le désire « pour trois motifs particuliers » : « le premier résulte du rétrécissement de la galerie par où il faut passer ; le second, de ce que cet usage est insolite en France ; le troisième, de ce que cet honneur a été déferé à un des hommes les plus odieux de la Révolution (Marat qui se fit porter ainsi à Notre-Dame). » D'ailleurs Sa Sainteté sera « également vénérée des Français sous le dais et avec le cortège qui l'accompagnera ». Faut-il supposer avec F. Masson une quatrième raison de derrière la tête, la vraie, « c'est que là où l'Empereur n'est pas porté, nul ne doit l'être, c'est que l'entrée du Pape dans les splendeurs de la pompe romaine, ferait manquer son entrée à lui? » (1).

Le *Veni Creator* sera « substitué à la présentation de l'Empereur..., à la question faite par Sa Sainteté : *Scis illum esse dignum*, à la réponse des présentateurs et à la monition qui la suit..., ces quatre articles n'ayant jamais été usités en France et ne pouvant convenir aux circonstances actuelles ».

La formule du serment sera expurgée de ce qui « ne convient pas à nos mœurs ». « On en a retranché tout ce qui tenait à la promesse de maintenir les Églises dans la possession des biens qu'elles n'ont plus aujourd'hui et à la féodalité. » Le Pape doit encore s'estimer heureux que l'Empereur accepte de prêter le serment dans ces termes édulcorés, car « on a cru gagner beaucoup en obtenant que Sa Majesté s'astreignît à un autre serment que celui que lui prescrivent les constitutions de l'Empire ».

Certaines expressions « trop fortes » ont été également adoucies dans les prières liturgiques ; le Pape ne prie plus pour l'Empereur qu'il a choisi, mais pour l'Empereur qu'il doit consacrer ; il ne lui accorde plus son épée, il la lui offre : *consecraturi sumus* remplace *eligimus*, *oblatum* est substitué à *concessum*.

Enfin, Napoléon se couronne lui-même. Il a encore pour le faire d'excellentes raisons, car il désire « éviter toute discussion inutile entre les grands dignitaires de l'Empire qui prétendraient la lui donner au nom du peuple ». Mais le choix de la formule, prononcée à ce moment par le Pape, indique suffisamment la véritable portée de ce geste ; on n'emploie pas celle du pontifical romain qui est impérative : « *Accipe coronam* » et « qui ne peut plus convenir si l'Empereur prend lui-même la couronne, « mais celle du pontifical français,

(1) F. MASSON, *le Sacre et le couronnement de l'Empereur*, 169.

qui est déprécatore : *Coronet vos Deus*. » Au reste, Sa Majesté pense que le Souverain Pontife « bénissant sa couronne et prononçant une prière pendant que l'Empereur la met sur sa tête, est censée remplir suffisamment l'ancien cérémonial. »

Non content d'expurger les anciens cérémoniaux de tout ce qui implique la moindre investiture ecclésiastique, l'Empereur veut encore les enrichir. Il lui faut une triple bénédiction aux litanies des saints : le *benedicere* et le *consecrare* de la liturgie romaine ne lui suffisent pas ; il rétablit le *sublimare* en « usage en France depuis le commencement de la monarchie ». De même « le Pape fera la tradition de tous les ornements, ceux que prévoit le pontifical, ceux que comporte le cérémonial et ceux qui ne figurent ni dans l'un ni dans l'autre mais qui ont pu, quelque jour, avoir paru au couronnement de quelque empereur ou de quelque roi, dans un pays quelconque de la chrétienté ; tant Napoléon paraît craindre que, s'il manque à son costume d'empereur quelque ornement qu'un empereur ait porté, on ne le tienne plus pour un empereur véritable (1) ». Bernier devra donc composer pour les attributs ainsi ajoutés, pour la couronne, les manteaux, les formules de bénédiction que ne prévoit pas la liturgie ancienne. Enfin, aux neuf onctions trop nombreuses et trop incommodes que recevaient les rois de France et aux deux onctions voulues par le rite romain, l'une à la main droite et l'autre sur le cou, on substituerait, comme pour les pontifes et les prêtres l'« onction sur la tête et aux deux mains ».

Si le chef de l'Église se résigne à ces modifications des rites traditionnels, en revanche il s'oppose fermement à ce qu'on insère dans la cérémonie religieuse le serment constitutionnel du nouveau souverain. Incorporé dans la fonction liturgique, prêté en présence du Pape, ce serment recevrait de ce fait une approbation et une consécration que Pie VII ne veut pas lui donner. En vain le gouvernement insiste-t-il pour qu'il soit prêté aussitôt l'Évangile ; le refus est formel. En vain Bernier, porte-parole de l'Empereur, suggère-t-il de le reporter à la fin de la messe pendant le *Te Deum*, cantique de triomphe qui clorait dignement « cette auguste cérémonie » ; le Pape, devant la manœuvre s'obstine à dissocier ce qu'on s'obstine à unir. Le *Te Deum* suivra immédiatement l'intronisation comme veut le pontifical romain. Sous prétexte de « ne point s'immiscer dans un acte... purement constitutionnel et national », mais, en fait, pour

(1) F. MASSON, *le Sacre et le couronnement de l'Empereur*, 186.

se dégager de toute participation, aussitôt la messe, le Souverain Pontife se retira dans la chapelle du trésor pour déposer ses ornements sacerdotaux. Pendant ce temps, l'Empereur jura sur les Saints Évangiles « de maintenir l'intégrité du territoire de la République, de respecter et de faire respecter les lois du Concordat et de la Liberté des Cultes, de respecter et de faire respecter l'Égalité des Droits, la Liberté politique et civile, l'irrévocabilité de la vente des Biens nationaux... »

Mais on tenait si fort à compromettre le Pape avec cette formule, sur laquelle il a fait, dès le début de la négociation, ses réserves, que la presse inséra « des descriptions tendancieuses susceptibles de donner l'apparence de la victoire à l'Empereur » (1). *La Gazette de France* et le *Journal des Débats* laissèrent supposer que Pie VII avait assisté à la prestation du serment constitutionnel et le procès-verbal officiel fut rédigé dans la même sens. L'intervention de Mgr Mazio fut nécessaire, pour qu'on y rétablît sur ce point l'ordre exact de la cérémonie (2).

Tant de discussions dans une pareille affaire pourraient paraître mesquines si l'on ne se souvenait que deux conceptions du pouvoir s'y heurtent constamment. « Plus épris de grandeur que de logique (3), » l'Empereur, en s'inclinant sous la bénédiction du Pape, abdique en matière religieuse l'esprit de la Révolution, mais prétend maintenir ses conquêtes ; il reconnaît, et de quelle façon ! l'autorité que possède et que donne l'Église, mais il s'applique en même temps à lui échapper. Quant au Souverain Pontife, s'il accepte avec un grand libéralisme un pontifical en rapport avec la situation comme avec « les mœurs de ce temps », il évite, avec une obstination silencieuse et douce, ce qui semblerait une approbation tacite de principes douteux. Son entourage dépaycé sur les bords de la Seine, se plaint de ses concessions de détail et proteste ; lui ne veut considérer que l'immense bénéfice moral retiré de l'incomparable cérémonie.

Cet « Ange » dont Napoléon parlait avec une respectueuse admiration, élevait ses vues plus haut que les liturgistes de sa cour ; à défaut du génie politique auquel il ne prétend pas, l'éminente vertu de ce « pauvre moine » indifférent aux déconvenues personnelles, s'évade

(1) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 341.

(2) Mazio à de Ségur, 8 févr. 1805. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., V.

(3) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 344.

des horizons fermés. En consacrant la puissance temporelle de Napoléon, le sacre du 2 décembre atteste la puissance spirituelle de l'Église dans la France issue de la Révolution, voilà pour lui l'essentiel. Ce n'est pas seulement l'Empereur qui sort grandi de Notre-Dame ; c'est le Pape lui-même (1) ; ce n'est pas seulement un régime qui s'affermirait, c'est une politique religieuse qui s'implante. « Le Concordat devenu loi d'Empire, en partagera désormais la stabilité (2), » écrivait Bernier dans une lettre pastorale, où il demandait les prières de ses diocésains pour l'heureux avènement de Napoléon. Pour le Pape comme pour Bernier, ce « grand ouvrage » du Concordat résumait toute la reconnaissance du catholicisme, comme il résumait ses espoirs et c'est en raison de son grand ouvrage que, malgré tant de mécomptes, Pie VII couronnait l'homme, comme plus tard, malgré Savone et Fontainebleau, il saurait lui pardonner.

IV

Tandis que, dès sa première entrevue avec Pie VII, Bernier s'emploie à poser la question du cérémonial, suit ensuite personnellement l'affaire, et fait triompher le point de vue de l'Empereur, il adopte une conduite toute différente dans la question des évêques constitutionnels. Loin d'offrir ses services comme à l'habitude, il se dérobe ; loin de chercher la formule d'accommodement, il abandonne les prélats aux exigences du Saint-Siège ; loin de les soutenir, il s'applique, sous-main, à les disqualifier.

Avant le sacre, en prévision du problème qu'il poserait et des bulles à expédier, Caprara constitue les dossiers des anciens évêques constitutionnels. Bernier collabore à ce travail. C'est ainsi qu'il procure au légat le discours prononcé par Leblanc-Beaulieu de Soissons « à l'assemblée des constitutionnels qui demeurent à Paris pour le faire connaître à Sa Sainteté ». Il doit y joindre soit une lettre de

(1) « Mon couronnement, son apparition à Paris, lui ont donné de l'importance, » disait Napoléon du souverain pontife. CAULAINCOURT. *Mémoires*, II, 389.

(2) *Mandement qui ordonne des prières publiques et d'actions de grâces, pour l'heureux avènement de Napoléon I^{er} au trône impérial des Français et pour la prospérité de son règne*, 31 mai 1804. Bibl. Orléans, H. 559.

sa main, soit une lettre de ce dernier « qui atteste ses dispositions à se conformer entièrement aux ordres du Saint-Père » (1). La conversion du bon prélat est totale et publique ; son cas ne présente aucune difficulté. Il en est de même pour Primat de Toulouse qui reçoit du cardinal « une nouvelle absolution » (2) ; ses lettres expédiées à Orléans témoignent de ses dispositions. Bien que leur orthodoxie soit beaucoup moins certaine, on considère également comme réconciliés, Berdolet d'Aix-la-Chapelle et Bécherel de Valence. Restent Le Coz de Besançon, Reymond de Dijon, Saurine de Strasbourg, Belmas de Cambrai et Périer d'Avignon, cinq irréductibles. Sur eux toute une documentation a été réunie (3) et un long mémoire rédigé (4) par les secrétaires du légat. Il suffit de parcourir aux Archives Nationales et aux Archives Vaticanes l'une et l'autre pour rencontrer l'évêque d'Orléans.

Lorsque l'affaire s'engage entre le Pape et l'Empereur, les sentiments de Bernier apparaissent très nettement. Une première fois, comme il l'écrit non sans amertume au ministre des Relations extérieures, il s'est « sacrifié » pour « ces Messieurs » (5) ; il n'entend pas le faire une seconde fois. Qu'un autre propose un accommodement et découvre une formule acceptable pour ménager aux constitutionnels une retraite. Éclairé par une cuisante expérience sur les dangers de cette entreprise, il redoute « leur bavardage » (6) et les effets de leur reconnaissance.

D'ailleurs, la situation des cinq irréductibles est mauvaise. Isolés dans l'épiscopat, mal soutenus par l'opinion, car « la réorganisation concordataire tournait à l'avantage de l'orthodoxie » (7), fortement combattus dans leur propre diocèse, ils avaient en outre, à force d'incidents, fatigué le gouvernement lui-même. Talleyrand se désintéresse d'eux ; Fesch se prononce pour leur soumission. Sans compter les ressentiments personnels, l'évêque d'Orléans a donc beaucoup de raisons de ne point s'entremettre en leur faveur.

Une première conférence fut tenue, le 29 novembre, chez Portalis, pour obtenir des constitutionnels la profession de foi exigée par le

(1) Caprara à Bernier, 17 août 1804. Arch. Nat., AF iv, 1893, 41^e cahier, f^o 86.

(2) Arch. Vat. Nunz. Fr., 584, f^{os} 169-170.

(3) Arch. Nat., AF iv, 1889.

(4) Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., liasse 1. Notizia intrusi.

(5) Bernier à Talleyrand, 8 juil. 1804. Arch. Aff. Etr. Rome, 936, f^{os} 276-277.

(6) *Ibid.*, f^{os} 267-277.

(7) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 353.

Pape. Outre les intéressés, le ministre avait convoqué le cardinal-archevêque de Lyon, l'abbé de Pradt et les deux témoins de la première réconciliation, Pancemont et Bernier. Celui-ci ne parut point. A la suite de son voyage de Montargis, « un accident funeste mais vraiment opportun » (1) l'obligeait à garder la chambre. En son absence, on discuta la formule de Rome pour se perdre dans les exégèses subtiles où excellaient Le Coz et ses cinq confrères. Le lendemain, sous couleur d'adresser à Fesch ses excuses et ses regrets, l'évêque d'Orléans lui communiquait « un échantillon de la conduite de l'évêque de Dijon... *C'est une institution canonique donnée par lui sur un dix de carreau dans un cabaret.* Il ne pourra nier la chose, continuait le prélat, cette pièce..... est tout entière écrite de sa main... Votre Éminence verra quel usage elle en peut faire. Je lui demande *seulement de ne pas me nommer* et je confie le tout au zèle qu'elle témoigne pour la gloire du clergé français » (2). Une pareille lettre dispense de tout commentaire ; elle montre assez dans quel sens et par quels moyens s'exerçait dans cette affaire l'action de Bernier.

La résistance des constitutionnels fut tenace. Malgré l'intervention de Fouché, deux seulement, Périer et Lacombe, avaient cédé avant le sacre. Les quatre autres demeuraient intraitables. Tenus à l'écart par le Souverain Pontife qui refusait de les recevoir tant qu'ils n'auraient pas souscrit la formule voulue, déconcertés par le silence de l'Empereur insensible à tous leurs appels, chapitrés par le ministre de la Police, leur ancien protecteur, ils finirent par capituler. Le 22 décembre, au cours d'une audience, Saurine, Reymond et Belmas promirent à Pie VII « soumission aux jugements du Saint-Siège et de l'Église catholique, apostolique et romaine sur les affaires ecclésiastiques de France » (3). Le Coz lui-même, de tous le plus obstiné, dut le lendemain suivre l'exemple de ses collègues ; Fouché lui arracha sa signature. Le Pape obtenait donc entière satisfaction.

Cependant tout n'est pas encore terminé, car si la plupart des constitutionnels ainsi réconciliés observent un silence respectueux, un démenti paraît, le 5 janvier 1806, dans la *Gazette de Strasbourg* « relativement aux bruits qui s'étaient répandus sur le compte de M. Saurine » (4), absolument contradictoires ; les uns affirment qu'on ne l'a pas vu au sacre, qu'il est frappé d'une pénitence de trois mois,

(1) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 353, note 2.

(2) Bernier à Fesch, 30 nov. 1804. Arch. Archevêché, Lyon.

(3) Le Coz à Aubert, 28 févr. 1805. ROUSSEL, *Le Coz*, appendice.

(4) *Gazette de Strasbourg*, 5 janv. 1806.

qu'il ne reviendra pas dans son diocèse, d'autres assurent que Rome lui a tout cédé et chantent la victoire de ce nouveau Bossuet (1). C'est justement pour accréditer cette seconde version que la *Gazette de Strasbourg* publie, à la prière du préfet, une lettre de Paris où se lisent les affirmations suivantes : « M. l'évêque de Strasbourg a eu une audience particulière du Souverain Pontife en présence du légat... Non seulement le Saint-Père ne lui a parlé d'aucune rétractation, comme on en a répandu le bruit, il l'a félicité au contraire sur la solidité et la droiture de ses principes. Après une longue conversation où M. Saurine soutint avec force ses opinions, Sa Sainteté l'embrassa tendrement, lui serra les mains et lui promit une protection particulière (2). » Des tentatives faites par le vicaire général Mainbourg pour arrêter cet article échouent devant la volonté positive du préfet ; Mainbourg défère donc le numéro du journal au représentant du Saint-Siège, tandis que son collègue de Metz demande à quoi s'en tenir sur la conduite de Saurine. Sur les ordres du Pape, le cardinal répondit que « M. l'évêque de Strasbourg a signé l'adhésion pure et simple aux jugements portés par le Saint-Siège sur les affaires ecclésiastiques de France » (3).

Par cette déclaration officielle, la vérité se trouvait rétablie auprès des vicaires généraux. Mais cette satisfaction était insuffisante ; il fallait encore la rétablir devant l'opinion déconcertée, ce qui supposait l'autorisation et l'appui du gouvernement. Caprara recourt donc à Bernier et Bernier sort de la réserve où il se tenait jusqu'ici dans toute cette affaire. Alerté par lui, Portalis prend d'abord les mesures voulues pour que l'entrefilet du journal strasbourgeois, déjà reproduit par le *Courrier du Bas-Rhin*, ne soit pas « inséré dans les journaux français... » (5). Puis, le 15 janvier, le *Moniteur* publie un démenti officiel qui apporte au Pape la plus entière satisfaction. Le préfet se mord les doigts, digérant difficilement « le passage qui le concerne » ; Mainbourg se déclare enchanté d'une mesure aussi catégorique, car « il fallait, écrit-il, un pareil remède au mal que la *Gazette* d'ici préparait » (4). Quant à Saurine, après coup, il manifeste toute

(1) Flessig à Caprara, Metz à Caprara, 4 janv. 1805. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., XVIII.

(2) *Gazette de Strasbourg*, 5 janv. 1805.

(3) Caprara à Metz, 9 janv. 1805. Arch. Nat., AF IV, 1894, 49^e cahier, fo 47, et Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., XVIII.

(4) Bernier à Caprara, 16 janv. 1805. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., XVIII.

(5) Mainbourg à Caprara, 21 janv. 1805. *Ibid.*

sa surprise, prétend ne rien savoir de l'article incriminé, « témoigne beaucoup d'humeur contre ses rédacteurs... proteste qu'il n'a eu aucune connaissance de cette démarche », félicite Mainbourg « d'avoir voulu empêcher » le préfet (1).

Il ne semble pas que le vicaire général ait mis en doute la bonne foi de son évêque ; mais d'autres correspondants du légat se montrent plus sceptiques à cet égard ; ils signalent qu'un chanoine de Strasbourg, nommé Labeyrie, « compagnon apostolique (de Saurine) à l'église de Dax, a été dépêché en toute hâte de Paris pour soutenir publiquement les mêmes propos » (2). Quoiqu'il en soit, par la volonté expresse du gouvernement, le silence se fit peu à peu sur cette affaire.

Des deux côtés, les polémiques s'éteignirent. Au grand regret de Consalvi qui eût voulu pour cette rétractation une plus grande publicité, le Souverain Pontife lui-même se range à l'« avis de l'Empereur qu'on ne fasse pas trop de bruit autour de l'affaire des constitutionnels, puisque tout est allé vraiment bien » (3). Son allocution consistoriale du 26 juin 1805 fut discrète ; elle annonça « le retour sincère de quelques évêques à l'unité catholique », mais sans appuyer sur cet incontestable succès ; la chose pourtant n'eût pas été inutile, car les censeurs ne manquaient pas à la cour pontificale pour blâmer ce voyage en France d'où le Pape revenait les mains vides. Soucieux de répondre aux critiques romaines, Pie VII voulait en même temps ménager la France, où de vieilles querelles s'assoupissaient qu'il n'était pas opportun de réveiller.

Ainsi se termina cette affaire laborieuse qui traînait depuis trois ans. L'énergie du Pape et l'appui de Fesch avaient décidé l'Empereur à imposer la soumission. Cet heureux résultat eût-il été obtenu si Napoléon n'avait cru « périmées les raisons d'opportunité politique qui l'avaient inspiré en 1802 », s'il n'avait reconnu « que la pensée du cardinal grand aumônier traduisait l'état d'esprit de la majorité des catholiques français » (4)? On s'est posé la question. C'est que des circonstances nouvelles sont intervenues pour modifier profondément les données du problème ; le temps a fait son œuvre, le temps, sur lequel Bernier tablait pour tout unir. N'avait-il pas, en 1802, dit et répété que d'aussi graves divisions ne peuvent dispa-

(1) Mainbourg à Caprara, 29 janv. 1805. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., XVIII.

(2) Flessig à Caprara, 4 janv. 1805. *Ibid.*

(3) Consalvi aux nonces, 17 janv., 6 et 9 févr. 1805. Arch. Vat. Cif. Nunz. V, f^{os} 309, 311, 317.

(4) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 362.

raître immédiatement et par des mesures radicales, qu'il faut savoir attendre avec patience l'heure de l'apaisement, que cette heure arrive peu à peu avec le recul et l'oubli. Cette évolution pressentie par sa haute intelligence constituait l'une des perspectives favorites de sa politique religieuse et voici que les événements démontraient la justesse de ses vues. Cette constatation ne pouvait que le remplir de joie.

Toutefois, des souvenirs très amers et des contradictions douloureuses empoisonnaient cette naturelle satisfaction. La seconde réconciliation des constitutionnels lui rappelle la première, et le démenti relatif à Saurine si vigoureusement réprimé des démentis aussi bruyants et qui restèrent sans réponse. De plus, il n'est pas seul à réveiller ce passé et d'autres, beaucoup moins silencieusement, reviennent sur les incidents de 1802. Dans les cercles politiques et ecclésiastiques, jusque dans l'entourage du Pape, on discute le rôle tenu en la circonstance par l'évêque d'Orléans ; sa parole est mise en doute, son honneur suspecté. Il essaie bien de « mettre un terme à ces imputations calomnieuses de la non-remise des brefs » (1), réclame à cet effet de la Légation un témoignage à décharge, obtient de Sala une lettre qui s'applique à le justifier. « Extrêmement peiné » des confidences que Bernier vient de lui faire, le secrétaire de Caprara multiplie les protestations, s'offre à fournir « mille témoignages », propose même de modifier son texte ou d'en minuter un second, au gré de son correspondant. Malheureusement, il ne peut s'appuyer que sur une affirmation de l'évêque de Soissons, dont le cas ne fait justement aucune difficulté, et de l'archevêque de Toulouse, réconcilié avant la venue du Pape. Leblanc-Beaulieu « dans un de ses voyages faits à Paris l'année dernière, dit à la Légation qu'il avait conservé le bref qu'il avait reçu » de Bernier. Quant à l'archevêque de Toulouse, Sala avait de sa part « une preuve beaucoup plus récente de la vérité » (2). Or, c'est précisément pour les autres constitutionnels, dont cette lettre ne parle pas, que le problème se pose. De plus, pour laver Bernier de tout soupçon, il faudrait prouver que les décrets ont été non seulement remis matériellement, mais acceptés avec les dispositions requises et, de cette acceptation, de ces dispositions, le secrétaire du légat ne souffle mot.

(1) Sala à Bernier, 21 janv. 1803. Arch. Nat., AF iv, 1894, 49^e cahier, f^{os} 21-22.

(2) *Ibid.*, 50^e cahier, f^{os} 20-21.

Si insuffisant que fût ce témoignage, il semble bien que Bernier s'en contenta et, malgré la proposition qui lui avait été faite, on ne trouve pas dans les papiers de la Légation qu'il ait sollicité ou rédigé une déclaration plus explicite. Pouvait-il d'ailleurs demander plus?

Faute de preuves qui le justifiasent, la question restait donc ouverte ; dans les milieux politiques et religieux, le problème continua à être agité et une campagne violente, se déchainant à nouveau contre Bernier, prépara pour les mois suivants sa disgrâce définitive.

V

Le sacre terminé et les constitutionnels réconciliés, Pie VII se préoccupa d'engager la conversation sur les autres affaires dont le règlement avait été reporté à Paris par la volonté de l'Empereur. Mais les fêtes incessantes (1), puis une grave indisposition du cardinal Antonelli, qui remplissait à la cour pontificale de Paris les fonctions de secrétaire d'État, retardèrent les pourparlers. Il fallait mettre en œuvre les dossiers amenés de Rome, les compléter par ceux du légat, tenir compte enfin des réclamations de l'épiscopat français, « travail rendu malaisé par les distances qui séparaient les préoccupations du clergé national de celles des congrégations romaines, sans parler des différences de mentalité et de tempérament qui s'accusèrent entre les deux clergés à mesure que se prolongea le séjour du Pape » (2).

Si Bernier se trouva mêlé à ces négociations, ce n'est pas à l'entourage du Souverain Pontife qu'il le doit. Sans doute, Pie VII se montre affectueux et bon ; il lui donne des témoignages publics de sa reconnaissance et de sa faveur (3) ; mais les cardinaux et les prélats romains manifestent des préventions contre sa personne. En vain le légat fera ressortir, devant Antonelli, l'influence dont jouit auprès de l'Empereur l'évêque d'Orléans ; en vain, pour mieux accréditer son homme de confiance exagère-t-il cette influence, alors douteuse,

(1) *Annales littéraires et morales de Boulogne*, 1805, III, 247-280.

(2) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 364. Voir aussi à ce sujet : BOULAY DE LA MEURTHE, *Histoire du rétablissement du culte*, 363, et DE PRADT, *Quatre Concordats*, II, 214-218.

(3) Th. COCHARD, *Un pape dans l'Orléanais*, 14-17.

en affirmant du présent ce qui fut vrai du passé. On demeure sur la réserve, car Antonelli « n'est pas sans savoir que ce prélat n'est bien ni dans l'esprit du cardinal Fesch ni dans celui du cardinal Cambacérès » (1) et son esprit rigide ne peut s'accommoder de cette souplesse insaisissable, dont il reste aussi déconcerté que choqué. D'autre part, dans la première phase de cette négociation les théologiens prennent le pas sur les diplomates ; le cardinal di Pietro, le P. Fontana, Mgr Bertazzoli affirment les principes, accusent les protestations, avec une fermeté toute doctrinale ; la langue qu'ils parlent est celle de l'École, plutôt que celle des chancelleries ; sa précision parfois rude ignore les artifices de style familiers aux rédacteurs de la carrière. Enfin, la cour pontificale de Paris tient soigneusement à l'écart le légat et ses gens ; de toute évidence, Caprara se trouve non seulement dessaisi, mais désapprouvé par les conseillers du Pape ; ceux-ci préconisent des méthodes moins accommodantes et se tiennent pour traiter sur un terrain plus doctrinal et nettement romain. Cataloguées par Di Pietro avant son départ pour la France, leurs revendications portent sur les points suivants : articles organiques, législation sur le mariage, décrets Melzi faussant le Concordat italien, situation religieuse du Piémont, soumission des constitutionnels, « questions surtout de nature théologique et qui concernaient les pays italiens au moins par moitié » (2).

Parallèlement à ce document romain, la Légation avait dressé, de son côté, un tableau de réclamations. Dès le 8 décembre 1804,

(1) Caprara à Antonelli, 17 nov. 1804. Arch. Nat., F¹⁹, 1905. Cette lettre est des plus significatives sur les relations de Caprara et de Bernier. « Je ne sais comment ce prélat est dans l'esprit des cardinaux Fesch et Cambacérès (le texte primitif raturé portait : Votre Éminence n'est pas sans savoir que ce prélat n'est bien ni dans l'esprit du cardinal Fesch ni dans l'esprit du cardinal Cambacérès. Sans me prononcer sur ce qu'il y a de fondé dans ces mauvaises dispositions). Je dirai franchement que le service de Sa Sainteté et du Saint-Siège exige que, de mon côté, je ne montre aucune partialité, d'autant plus que l'Empereur lui-même, dans la plupart des affaires ecclésiastiques, pour ne pas dire dans toutes (mais que cela reste entre nous) avant de prendre une résolution s'en entretient avec Mgr Bernier ; quand les choses sont arrêtées, il donne ses ordres au ministre Portalis ou charge l'évêque lui-même de l'exécution. Si Votre Éminence a un entretien avec ce prélat, elle pourra facilement se convaincre de ce que j'avance et elle trouvera Mgr Bernier aussi informé de tout ce qui importe à savoir. Je renouvelle à Votre Éminence la prière de garder ce que je lui confie pour elle seule, mais elle peut tenir ces renseignements pour certains, et, si elle le juge à propos, elle en fera part à Sa Sainteté. »

(2) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 364.

Bernier et Sala s'étaient concertés pour rédiger un mémoire qui grouperait les desiderata du clergé français. On profiterait du voyage de Pie VII et des circonstances favorables pour les transmettre à l'Empereur. Naturellement, Bernier se charge de ce travail; Sala ne serait pas « à même de faire un envoi aussi parfait » (1); d'ailleurs, le temps lui manque « puisque la besogne a augmenté de manière qu'il m'est impossible d'y suffire » (2), écrit-il à l'évêque d'Orléans. Il se borne donc à réunir les pièces nécessaires, ajoutant aux réclamations extraites des archives les réclamations nouvelles qui lui arrivent journellement. Les 6, 8, 14, 19, 24 décembre 1804, le 1^{er} janvier 1805, les dossiers partent successivement pour l'hôtel d'Angleterre où réside l'évêque d'Orléans. Sur ces données positives, celui-ci construit son mémoire; il y expose à l'intention du Pape quels sont les véritables besoins de l'Église de France : insuffisance du clergé, accroissement des évêchés, dotations des diocèses, traitement des desservants, séminaires, rétablissement des chapitres avec leurs droits et privilèges, célébration de certaines fêtes solennelles, soumission des constitutionnels, etc..., autant de questions pratiques « intéressant l'Église concordataire dans sa vie et son activité quotidienne (qui) paraissent avoir été ignorées des conseillers du Saint-Père jusqu'aux révélations de notre clergé » (3).

Ce mémoire de Bernier, fondu avec le travail des théologiens romains, devint les *Rappresentanze del Papa a S. M. l'Imperatore de Francesi sugli affari della Relligione cattolica in Francia*. Pie VII remit ces *Rappresentanze* à Napoléon, le 21 janvier 1805, en même temps que les réclamations territoriales relatives aux légations, mais sans rien obtenir. Les légations ne feraient pas retour au territoire pontifical; quant aux représentations, Napoléon laissa entendre qu'il lui était impossible de les recevoir sous cette forme et Fesch conseilla de les retirer. Un second mémoire dut être substitué au premier, beaucoup plus court et beaucoup plus simple, il se taisait sur

(1) Sala à Bernier, 8 déc. 1804. Arch. Nat., AF iv, 1853, 14^e cahier, f^{os} 47-48.

(2) *Ibid.*, f^o 89.

(3) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 365. Le mémoire de Bernier se trouve aux Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., III. C'est par la correspondance du cardinal Caprara, Arch. Nat., AF iv, 1853, 14^e cahier, qu'on peut l'authentifier. Cette intervention de Bernier avait échappé jusqu'à présent aux historiens de l'Église concordataire. M. LATREILLE dans sa thèse sur *Napoléon et le Saint-Siège* avait mis fort heureusement en lumière avec les points de vue différents des théologiens romains et de la Légation, le caractère composite des *Rappresentanze del Papa*; il n'avait pas soupçonné l'auteur du mémoire fourni à la Légation.

les Articles organiques, mais contenait, dans un autre ordre, accrues de quelques demandes secondaires, toutes les autres requêtes.

Nous ignorons si Bernier collabora à la rédaction de ce document et dans quelle mesure il s'entremet auprès de Portalis pour faciliter une réponse favorable. Le *post-scriptum* d'une lettre d'administration épiscopale nous montre cependant qu'il suit l'affaire attentivement. « Sa Sainteté, écrit-il à Portalis le 22 février 1805 (les *Rappresentanze* ont été remises la veille), est allée hier à la Malmaison après son dîner. Elle en est revenue sur les 9 heures du soir ; je saurai bientôt ce dont il s'est agi (1). » Nul doute qu'il n'ait, en même temps que Fesch, appuyé les demandes essentielles de l'épiscopat français. Le recrutement du clergé, sa formation, sa situation matérielle, la reconstitution des ordres enseignants, voire contemplatifs, tiennent trop de place dans son activité pastorale pour que, malgré sa mésentente avec le cardinal-oncle, il ne se soit pas, sur ces questions vitales, rencontré avec lui.

VI

Au lendemain d'une révolution qui avait bouleversé les idées en même temps que les institutions, il ne suffisait pas d'assurer des prêtres aux paroisses, des maîtres chrétiens aux écoliers, des hospitalières aux malades, il fallait aussi pourvoir à l'instruction religieuse du peuple et des petits enfants. Or, sur ce terrain, on se heurte tout de suite à une difficulté d'ordre pratique, la diversité des catéchismes. Les territoires réunis par la nouvelle circonscription pour former les évêchés concordataires, gardaient le manuel des diocèses démembrés auxquels ils appartenaient jadis, et les nouveaux diocèses comptaient, selon les cas, deux ou trois et parfois huit catéchismes différents. On juge à quels inconvénients prêtait cette multiplicité. Pour remédier à ce désordre certains évêques adoptent un catéchisme unique, soit qu'ils le composent eux-mêmes comme Reymond de Dijon, « soit qu'ils prennent comme Bayonne celui de Paris, » soit qu'ils reproduisent, comme Aix, « l'ouvrage populaire de M. de Brancas » (2).

(1) Bernier à Portalis, 22 févr. 1805. Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(2) A. LATREILLE, *le Catéchisme impérial de 1806*, 11.

Toutefois, on rêvait mieux que cette uniformité locale et relative. Reprenant le vœu émis en 1775 par l'Assemblée du Clergé de France, certains prélats renouvelèrent le souhait d'un catéchisme national qui, réalisant sur tout le territoire français l'unité de texte, réaliserait par là même l'unité d'enseignement, pour le plus grand avantage de la religion. Le gouvernement, de son côté, ne désirait pas moins cette réforme. Sans doute, voulait-il répondre aux demandes de certains évêques et, comme écrivait Portalis, à « un besoin généralement senti » ; sans doute, arguait-il vis-à-vis de Rome des garanties assurées par un texte indiscutable ; on empêcherait ainsi « que des prélats à peine réconciliés avec le Saint-Siège ne missent leur opinion particulière à la place de la doctrine de l'Église » (1) sans doute, cédait-on à ce goût d'unité et d'ordre qui inspirait toute la nouvelle réorganisation de l'État. Toutefois, l'article 39 des Organiques, qui décidait la création d'un catéchisme national, poursuivait autre chose qu'un objectif religieux ou administratif ; des motifs politiques l'avaient au fond inspiré, car Bonaparte entendait que l'enseignement de l'Église restaurât le sens et le respect de l'autorité, qu'il apaisât ce qui pouvait rester de conflit entre la morale civique et la croyance catholique, qu'il fortifiât les vertus morales et sociales pour le plus grand bien de la nation. Portalis reçut donc mission officielle de faire rédiger un catéchisme pour toutes les églises catholiques de France.

A cette œuvre, son neveu d'Astros, Jauffret, Emery prêtèrent à titres divers leur concours. Pour le fond, on suivit les catéchismes de Bossuet ; de l'abbé Fleury, que des remaniements de forme s'appliquèrent à rajeunir et à adapter. Seul un chapitre consacré à la morale civique se trouve être nouveau, celui dont Bonaparte avait exigé l'insertion et pour lequel il tenait essentiellement à l'uniformité, celui qui concernait les devoirs des citoyens envers l'autorité civile. Ce chapitre, Portalis n'ose le demander « à un d'Astros » (2) ; il recourt donc à Bernier, si expert et si souple lorsqu'il s'agit d'accommoder la théologie morale aux besoins de la politique. Le 15 septembre 1803, l'évêque d'Orléans accepte avec empressement une mission aussi honorable et, le jour même, il adresse au ministre « un extrait du projet de catéchisme à l'usage de toutes les Églises de France. Troisième partie, article quatrième comman-

(1) A. LATREILLE, *le Catéchisme impérial*.

(2) ID., *Ibid.*

dement ». Sept questions définissaient les devoirs des catholiques envers le gouvernement :

D. — Ce commandement ne regarde-t-il que les devoirs des enfants envers leurs père et mère?

R. — Il regarde aussi les devoirs des inférieurs envers leurs supérieurs.

D. — Qu'entend-on par ce mot supérieurs?

R. — On entend ceux qui ont l'autorité dans l'Église ou dans l'État.

D. — De qui les chefs des États tiennent-ils leur autorité?

R. — De Dieu.

D. — Quels sont leurs devoirs à leur égard?

R. — Nous devons les aimer, les révéler, leur obéir, et considérer en eux les images de Dieu et les dépositaires de sa puissance sur la terre.

D. — Est-il permis de manquer à ces devoirs?

R. — Non, Dieu a menacé de sa malédiction ceux qui oseraient les enfreindre.

D. — La soumission due aux chefs de l'État est-elle un dogme de l'Écriture?

R. — Oui, l'Écriture enseigne que ceux qui résistent aux Puissances résistent à l'ordre de Dieu et cette résistance attire la condamnation sur eux-mêmes.

D. — Ne doit-on leur obéir que par crainte?

R. — Saint Paul nous enseigne qu'il faut leur obéir non seulement par crainte, mais encore par principe de conscience.

Dans sa lettre d'envoi, Bernier s'excusait presque d'avoir restreint cette leçon à sept réponses. « Je n'ai fait, écrit-il à Portalis, que fort peu de demandes, pour éviter toute affectation et empêcher la malveillance de dire qu'on n'a fait ce catéchisme que pour prêcher la soumission au gouvernement. Il vaut mieux se contenter d'un petit nombre de questions accompagnées de réponses précises que d'étendre trop une matière qui donnerait au catéchisme une étendue considérable, et induirait les ignorants et les exagérés à croire que l'autorité civile la (*sic*) seule rédigé. »

Quant à la doctrine, « pour ne laisser aucune prise à la censure », il l'avait extraite « mot à mot de saint Paul et de saint Jean-Chrysostome ». On ne pouvait donc lui reprocher de l'avoir minimisée ou exagérée (1). Le projet de Bernier « quelque fût l'art avec lequel il

(1) Bernier à Portalis, 27 fruct. an XI (14 sept. 1803). Arch. Nat., F¹⁹, 5438.

était adapté à ce que les consciences catholiques pouvaient admettre » (1), ne donna pas satisfaction au Premier Consul. Deux questions, l'une relative à l'obéissance par crainte, l'autre au caractère dogmatique de la soumission due au chef de l'État, provoquèrent des observations de Bonaparte ; mais pour le moment, on n'arrêta pas la formule définitive, car la proclamation de l'Empire se préparait qui entraînerait, dans le sens monarchique, une transformation de tout le texte projeté. Cette transformation fut encore l'œuvre de Bernier qui envoya, le 28 décembre 1805, au ministre des Cultes, le chapitre remanié ; questions et réponses demeuraient en gros celles du projet primitif ; quelques additions ou substitutions les adaptent au régime impérial.

Napoléon ne trouva pas que le chapitre fût assez explicite (2) ; sur les fondements de son autorité, sur les devoirs de ses sujets, il voulait qu'on ajoutât des précisions indispensables ; il fallait spécifier comment Dieu avait « manifesté sa volonté que l'Empereur actuel et son successeur occupent le trône de France, en conduisant l'Empereur Napoléon par la main dans les circonstances les plus difficiles, en lui faisant obtenir partout la victoire et en lui donnant constamment la volonté pour le rétablissement de la société, de la justice et de notre sainte religion, enfin, par la nomination de tout le peuple et la consécration de l'Église dans la personne de son Vicaire de Saint-Pierre qui en est le chef ». Il fallait également, pour ce qui concerne l'impôt et la conscription, ajouter : « Nous devons payer avec empressement les impositions nécessaires pour le maintien de l'État et nous ranger sous les drapeaux pour la défense de notre patrie et de son trône (3). » On ne pouvait être plus complet.

Mais il ne suffit pas d'établir un texte, il faut faire accepter de tous les évêques et l'idée d'un catéchisme commun et la rédaction prévue. Or, l'idée n'est pas goûtée de tous ; il faut tenir compte des traditions locales et de particularismes jaloux ; dans beaucoup de régions, par respect pour le passé, par habitude, par routine peut-être, on demeure attaché aux anciens manuels et chaque diocèse voit dans son

(1) A. LATREILLE, *le Catéchisme impérial*, 51.

(2) A la demande : la soumission due aux chefs de l'État est-elle un dogme de l'Écriture ? le Premier Consul voulait substituer la demande suivante : la soumission aux chefs de l'État est-elle un dogme de l'Église ? Il voulait en outre supprimer comme inopportune la dernière question : Ne doit-on leur obéir que par crainte ? A. LATREILLE, *le Catéchisme impérial*, 51.

(3) A. LATREILLE, *le Catéchisme impérial*, 55.

catéchisme propre un symbole de son autonomie et de son unité. Les évêques, d'autre part, n'entendent pas abandonner, surtout entre les mains de la puissance laïque, le droit d'enseignement qui relève de leur charge et de leur autorité spirituelle. Enfin, on redoute que le texte choisi ne renferme des nouveautés. Emery lui-même se montre inquiet et défavorable ; le fait « que le voisin de l'archevêque de Tours... remue cela » ne contribue pas à le rassurer (1).

Bernier n'ignore pas cette opposition, car plusieurs de ses collègues ont manifesté leurs appréhensions aussi bien à Portalis qu'au cardinal-légat ; auprès de l'un comme auprès de l'autre des démarches ont été entreprises pour contrecarrer le projet. Demander aux évêques français qu'ils approuvent le catéchisme universel, c'était se heurter à des difficultés inextricables. Qu'on les consulte séparément, qu'on les consulte en corps, le résultat serait le même. Désireux d'aboutir, le gouvernement se décide donc à recourir au Pape et Bernier s'arrange pour que Pie VII couvre de sa haute autorité l'initiative impériale. Le plan est le suivant : tout régler directement avec le Souverain Pontife dans le plus grand secret, en tenant soigneusement à l'écart l'épiscopat français. Une fois l'approbation du Pape obtenue, « le gouvernement y joindra ses ordres et tout sera fini » (2).

L'évêque d'Orléans crut un instant que son plan aboutissait ; il le mande du moins à Portalis. Le Pape est d'accord sur le principe ; il a vu Sa Sainteté, « non seulement elle goûte ce projet, écrit-il, mais elle m'a déclaré qu'elle le croyait indispensable et que c'était le seul moyen de faire cesser cette diversité d'enseignement qui existe aujourd'hui en France. Elle est également d'accord pour ne pas confier l'examen du texte projeté à « une députation d'évêques, pour n'exciter aucune jalousie entre les appelés et ceux qui ne le seraient pas ». Le cardinal Caselli et Mgr Bertazzoli, son aumônier, seront chargés de ce travail ; s'ils trouvent des difficultés ils appelleront Bernier, en discuteront avec lui et Bernier en réfèrera à Portalis qui lui fera « part des intentions du gouvernement » (3). Tout permet donc d'escompter le succès. L'affaire une fois réglée entre le Pape et l'Empereur, les évêques n'auront qu'à se soumettre et leurs objections tomberont d'elles-mêmes.

Malheureusement, la prudence de Pie VII déjoua tout ce plan.

(1) Émery à Bausset, 21 juil. 1804. *Papiers Emery*, VI, f° 284.

(2) Cité par A. LATREILLE, *le Catéchisme impérial*, 57.

(3) *Id.*, *Ibid.*

Rien ne fut décidé pendant son séjour à Paris. A Rome, la congrégation cardinalice chargée de l'examen se prononce défavorablement « eu égard à l'absence sur certains points d'instructions opportunes et nécessaires, eu égard sur d'autres points à une surabondance de maximes n'appartenant pas à la doctrine catholique » (1).

A défaut du Pape qui se dérobaît, il fallut bien se rabattre sur Caprara qui finit par céder. Le 30 mars 1806, en vertu de l'autorité apostolique dont il était revêtu « en qualité de légat *a latere* du Saint-Siège et de notre Saint-Père le Pape Pie VII », il approuva, proposa et recommanda le catéchisme à l'usage de toutes les églises de l'Empire français.

Bernier était, à cette époque, rentré définitivement dans son diocèse. Comme on peut le penser, il fit au nouveau manuel un accueil enthousiaste et la lettre pastorale qui l'accrédite dans son église se signale par la ferveur de sa soumission ; elle se signale également par la façon dont « il présente effrontément aux fidèles d'Orléans le catéchisme comme émanant directement de Rome » (2). Quelque pressante que paraisse à l'Empereur « l'édition d'un catéchisme général pour établir dans l'enseignement de la jeunesse une sage uniformité... » ce n'est point à lui qu'il s'en rapporte. « C'est la mère et maîtresse de toutes les églises qu'il consulte dans la personne du représentant du Saint-Siège ; c'est son approbation qu'il attend et ce n'est qu'après l'avoir obtenue qu'il munit cet ouvrage du sceau de son autorité. C'est donc du premier Siège que nous recevons directement cet abrégé de la Doctrine chrétienne ; c'est le successeur de Pierre qui, par l'organe de son représentant, le déclare conforme à la doctrine enseignée par Jésus-Christ et les apôtres et le recommande comme tel à toutes les Églises catholiques de France (3). »

Cette pastorale tendancieuse, c'est le mieux qu'on puisse dire, reprend le dessein jadis conçu par l'évêque d'Orléans ; elle invoque pour accréditer le catéchisme impérial l'autorité même de Pie VII. Or Bernier savait pertinemment que, malgré ses efforts, le Souverain Pontife avait refusé toute approbation. Si une pareille lettre fait honneur à la continuité de ses vues, si elle atteste avec quelle faci-

(1) Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., XXIV.

(2) A. LATREILLE, *le Catéchisme impérial*, 121.

(3) *Mandement de l'évêque d'Orléans qui ordonne la publication du catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de l'Empire français pour être enseigné dans tout son diocèse*, 28 août 1806. Bibl. Orléans, H. 559.

lité il se rétablit, elle ne laisse pas de déconcerter par la façon dont elle travestit l'histoire pour masquer un échec.

* * *

Le sacre de l'Empereur avait donc permis à l'évêque d'Orléans une brillante rentrée sur la scène politique. Désiré par Caprara, appelé à Paris par Talleyrand, utilisé par les Affaires étrangères, les Cultes, la Légation, il inspire la manœuvre qui décide l'assentiment de Rome et le voyage pontifical ; il règle le cérémonial du couronnement. On le voit rôder autour du Pape, des cardinaux, du légat, des ministères, de la cour, à l'affût des renseignements comme des affaires, toujours prêt à offrir, sauf pour la réconciliation des constitutionnels, son entremise et ses conseils.

De bons juges, à la suite de M. Thiers, ont admiré sa maîtrise dans les négociations et en particulier sa note du 18 juillet, qui demeure un chef-d'œuvre du genre dans les archives de la diplomatie.

Si des réserves s'imposent sur les moyens qu'il emploie, sur les attitudes qu'il adopte, on doit reconnaître que les résultats ont confirmé dans l'ensemble la justesse de ses vues. L'accord se réalise lorsqu'on suit la ligne de conduite qu'il a tracée, on aboutit dans le cas contraire à un échec. Napoléon s'en aperçut, et le Pape comme lui. Pour avoir outrepassé dans la rédaction du catéchisme la mesure gardée par l'évêque d'Orléans, le premier ne peut obtenir pour son texte l'approbation pontificale ; pour avoir présenté, et sur un autre ton, des représentations que Bernier jugeait, malgré leur légitimité, inopportunes, le second dut retirer son mémoire et seules furent agréées ou presque, les demandes formulées par le prélat pour le compte de la Légation. Une fois de plus, chez l'évêque d'Orléans, l'intelligence apparaît supérieure au caractère, l'habileté au désintéressement et le sens du possible au sens moral. C'est d'ailleurs le moment où son ambition déçue esquisse à l'occasion du Concordat germanique, une tentative suprême pour saisir en Allemagne une fortune qui le fuit.

CHAPITRE XII

BERNIER ET LE CONCORDAT GERMANIQUE

- I. Les premières négociations. — L'archichancelier Dalberg conseille de conclure un concordat pour assurer après les sécularisations la réorganisation de l'Église germanique. — Pie VII fait appel à la médiation de Bonaparte. — Le bref pontifical remis par Bernier. — Ambitions de Dalberg. — Opposition de la Bavière, de l'Autriche. — L'Autriche propose un projet de concordat. — Rome se réserve.
- II. Les négociations de Paris. — Napoléon et Dalberg veulent profiter du sacre pour activer les négociations avec le Saint-Siège. — Échec de Dalberg. — Intervention de Bernier qui délimite le problème. — Opposition des cardinaux romains. — Bernier fait reconnaître la translation de Dalberg à Ratisbonne, sa prééminence dans l'Église germanique, la fusion des chapitres de Mayence et de Ratisbonne.
- III. Bernier candidat à la Légation pontificale de Ratisbonne. — Sa candidature présentée par Dalberg est appuyée par Talleyrand et Caprara. — Le plan de Bernier. — Il échoue par suite du départ de Caprara, de l'opposition de Rome, de la défaveur de Napoléon.
- IV. Disgrâce définitive de Bernier. — Son retour précipité dans son diocèse. — Raisons générales de cette disgrâce. — Bernier écarté de la Légation avec les autres conseillers du cardinal Caprara.

I

Dans la pensée de Napoléon, la proclamation de l'Empire n'est pas seulement la consécration de son œuvre nationale et de son pouvoir ; mais elle inaugure une orientation plus large et plus nette de sa politique européenne. L'Empereur des Français s'est proclamé l'héritier de Charlemagne et cet héritage, qu'il vient de recueillir après dix siècles, déborde les frontières de la ci-devant République, pour embrasser tout l'Occident. Rien de plus significatif à cet égard que son retentissant pèlerinage au tombeau d'Aix-la-Chapelle ; rien de plus significatif que la réception faite au nouveau César par les pays

rhénans, réception « telle que le pays n'en avait jamais faite, même à un empereur du Saint-Empire romain germanique après son couronnement » (1). Si Napoléon ne dévoile pas encore à Talleyrand l'étendue de ses desseins, si ses vues gardent encore quelques incertitudes (2), on chuchote déjà que la maison de Habsbourg pourrait perdre la couronne impériale et le gouvernement français prend vigoureusement en main la direction des affaires germaniques (3).

En Allemagne, il s'agit en effet d'une liquidation et d'une réorganisation totale, à la fois territoriale et religieuse. La liquidation porte sur les biens ecclésiastiques que la paix de Lunéville attribue, en dédommagement, aux princes dépossédés de la rive gauche du Rhin. Adoptée par le Recès de 1803, cette sécularisation des biens ecclésiastiques entraîne avec la ruine de l'Église germanique tout un bouleversement politique. En vain, pour empêcher ou du moins pour restreindre les effets de la mesure spoliatrice, le Pape a-t-il multiplié les démarches à Paris, à Vienne, et près de l'archichancelier Dalberg. Ni les princes catholiques, ni l'empereur d'Allemagne, ni même l'archevêque de Mayence ne sauvegarderaient des biens qu'ils étaient les premiers à s'adjuger (4). Tout en reconnaissant que Pie VII fait son devoir en protestant contre les sécularisations, l'archichancelier Dalberg, constate que « les changements par sécularisation (sont) devenus inévitables ». Comme après les traités de Westphalie, « un nouvel ordre de choses devient nécessaire », adapté à la fatale évolution des affaires germaniques ; l'ancien système hiérarchique se trouvant détruit, il ne reste qu'une solution, un concordat qui sanctionnerait par l'autorité de l'Église une complète réorganisation. Quatre points feraient l'objet principal de ce concordat : liberté de conscience, nouvelle circonscription des diocèses cadrant avec les nouvelles frontières politiques (5), droits du chef de l'Église, fondation des frais de cultes et de subsistance du clergé (6).

Avec une considération pleine de pitié pour la faiblesse de Rome

(1) P. SAGNAC, *le Rhin français*, 321.

(2) Bonaparte à Talleyrand, 18 therm. XII, Correspondance XI, 7906.

(3) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 286.

(4) « Tout est perdu, lit-on dans un mémoire romain... les spoliateurs étant aussi bien des catholiques que des protestants, encore que ceux-ci soient en majorité. » Arch. Vat. Monaco-Baviera, 66. Voir à ce sujet : G. GOYAU, *l'Allemagne religieuse*, I, 867-88.

(5) Il faut, écrit Dalberg, que les sujets d'un prince « dépendent en objets religieux d'un évêque qui ne leur soit pas étranger. »

(6) *Observations sur l'Eglise d'Allemagne du Prince Electeur Archichancelier.*

Talleyrand appuyait les vues de Dalberg et concluait à l'urgence d'un pareil accord. « La sagesse, écrit-il, veut que dans une telle progression, on s'occupe moins des pertes du passé que de celles de l'avenir. Ce qui peut arriver de mieux à la cour de Rome, ce qui doit être l'objet de tous ses soins, n'est pas de reconquérir ce qu'elle vient de perdre, mais de garder ce qui lui reste... En général, les règles imprécises sont extrêmement défavorables aux États faibles. Plus il existera d'objets de contestation entre la cour de Rome et les puissances, plus elles auront d'occasions d'usurper et plus elle aura d'occasions de perdre. Plus elle laissera continuer l'état de choses, plus on verra augmenter les dispositions d'affaiblir les liens de l'obéissance religieuse (1). »

Malgré les déconvenues que lui avaient ménagés les accords conclus avec la France et la République italienne, le Pape lui-même s'acheminait vers cette idée d'un concordat germanique. Le 4 juin 1803, dans un bref au Premier Consul, Pie VII, sans prononcer le mot, demandait à Bonaparte sa médiation en faveur du projet. Obligé d'entamer « pour donner aux églises d'Allemagne la stabilité dont elles ont besoin... une négociation particulière... pour que la religion catholique n'éprouve aucune perte nouvelle dans ces vastes régions... et que, si les biens temporels sont sacrifiés d'une manière si funeste pour l'Église, l'ordre spirituel soit au moins conservé, Sa Sainteté avait résolu de réclamer l'intervention puissante du Premier Consul afin de terminer plus facilement et plus heureusement cette négociation » (2).

La proposition était flatteuse ; elle concordait trop avec ses desseins politiques, pour que Bonaparte l'écartât de son premier mouvement. Une réponse favorable pouvait donc s'escompter. Cependant le bref comportait une contre-partie, la compassion du Pape pour l'Église germanique dépouillée de presque tous ses biens. Sans doute,

Arch. Vat. Nunz. Fr., 597, f^{os} 53-55. Dans une note du 18 août 1804 adressée à Portalis, le légat formulait des demandes analogues. Il indiquait deux points principaux de négociations : 1^o Libre exercice et garantie de la religion catholique, apostolique et romaine dans l'état où elle se trouvait auparavant dans les États et pays qui sont passés même dans les mains des princes protestants ; 2^o Érection ou conservation des évêchés de pleine intelligence entre les deux puissances, dotation des dits évêchés, chapitres, séminaires, paroisses. Arch. Nat., F¹⁹, 1919.

(1) Talleyrand à Cacault, 20 avr. 1803. Arch. Vat. Nunz. Fr., 596, f^{os} 479-480.

(2) Pie VII au Premier Consul, 4 juin 1803. Arch. Nat., F¹⁹, 1903.

la protestation demeurait discrète et enveloppée d'effusions de gratitude qui faisaient présager la résignation au fait accompli. Sous cette forme atténuée, elle était néanmoins perceptible aux responsables, au chef du gouvernement français par conséquent. L'attention du Premier Consul s'arrêterait-elle sur cet aspect du document pontifical et l'heureuse solution de l'affaire n'en serait-elle pas retardée ou compromise?

Soit que le cardinal Caprara ait sollicité son intervention, soit qu'il l'ait spontanément offerte, Bernier traduisit le bref pontifical, et le soumit au Premier Consul. « Si l'objet et l'esprit de ce bref vous conviennent, écrit celui-ci à Bonaparte, Son Éminence vous le présentera à votre retour. » On pourrait alors le faire publier, car « sa publicité ne peut produire qu'un excellent effet. » Glissant ensuite sur les plaintes de Rome, l'évêque insistait complaisamment sur les éloges décernés par le Souverain Pontife « au rénovateur de la religion... », et appuyait chaudement la proposition de Pie VII. Avantageux pour la pacification religieuse de la France, ce projet de concordat ne favorisait pas moins son action extérieure outre-Rhin. D'une part, il confondait « les frondeurs de l'intérieur, les évêques non démissionnaires » et consacrait l'œuvre accomplie par le Premier Consul, puisque, quand il s'agit de conclure un autre concordat dans l'empire, le Saint-Siège invoquait ses lumières et son secours ; d'autre part, en faisant prévaloir l'autorité du Pape sur celle « que l'électeur archichancelier veut s'attribuer » en Allemagne, il servirait les intérêts de la France « parce que, écrit l'évêque d'Orléans, elle influera plus sur le Pape que sur un électeur qui sera trop souvent la créature de l'Empereur » (1).

En accusant Dalberg de visées politiques, Bernier d'ailleurs ne le calomniait nullement. « Dans tout ce vieil édifice de l'Église d'Allemagne jeté à bas pour toujours (2), » ce curieux personnage qui maintient une survivance en faisant figure de novateur, se croit appelé à un rôle historique de premier plan. Électeur, archichancelier de l'empire, prince Primat de Germanie, il appartient par sa situation au passé et par ses tendances au présent. Dernier seigneur ecclésiastique d'une Allemagne sécularisée, à la fois chef spirituel d'un diocèse et chef temporel d'une principauté, il s'annexe comme tout seigneur

(1) Bernier au Premier Consul, 11 therm. an XI (30 juil 1803). Arch. Nat., F¹⁹, 1903.

(2) G. GOYAU, *l'Allemagne religieuse*, I, 100.

laïque les terres d'Église, pour se dédommager des pertes subies dans son diocèse de Mayence et, du même coup, transfère sur la rive droite du Rhin et sa juridiction épiscopale et ses domaines (1).

Homme d'ancien régime, sinon seigneur féodal, cet esprit « éclairé » cultive par contraste la philosophie du dix-huitième siècle, les lettres profanes et les sciences modernes ; Schiller, Herder, Goëthe, Wieland sont ses amis. Archevêque catholique, il appartient à la franc-maçonnerie et fréquente les loges ; l'humanitarisme a sécularisé sa charité et le rationalisme sa religion. Esprit plus brillant que ferme, caractère aimable plus que vigoureux, il aspire moins à la primatie religieuse que lui assure son titre, qu'à la primatie littéraire et à la primatie politique. « Il rêve d'une combinaison qui ferait de lui le premier personnage d'une Allemagne unifiée et non point le chef effectif ni même le directeur d'opinion, mais purement et simplement l'occupant de la place d'honneur. La vanité chez lui lui coupait les ailes à l'ambition et l'immobilisait dans une préséance de façade (2). »

La faiblesse de ce caractère n'a point échappé à la perspicacité de Bernier non plus que ses desseins. Il sait l'archevêque capable de suivre aveuglément le parti qui soutiendra ses vues, en quoi il ne se trompe pas. Mais redoute-t-il vraiment que Dalberg « ne soit trop souvent la créature de l'Empereur » ou joue-t-il seulement de cette crainte pour arriver à ses fins ? On se le demande. Une chose est certaine, l'ardent désir de l'évêque d'Orléans qu'un accord soit conclu, et conclu par son entremise. Ainsi son activité sans emploi s'ouvrirait une nouvelle carrière. Sans doute, il invoque « tout à la fois » les intérêts de la religion de l'Allemagne, de la France ; mais il n'oublie pas les siens et, pour en garder le silence, il ne s'attache pas moins avec passion, à la conduite de cette affaire.

Sur son conseil donc, et sur le conseil de Portalis, Bonaparte fit distribuer le 25 janvier 1804, aux membres de la Diète germanique des copies officielles du bref pontifical. Il se posait ainsi, officiellement, en médiateur dans les affaires religieuses d'outre-Rhin et déclarait son dessein de se concilier la faveur des catholiques de l'empire. Sous

(1) Voir à ce sujet, *l'Allemagne sous Napoléon*, 138. DRIAULT, *le Recès germanique de 1803*. Revue historique, T. C., 1903, 46 et sq., 268 et sq.

(2) G. GOYAU, *l'Allemagne religieuse*, 105. Beaulieu MARCONNAY, *Karl von Dalberg und seine Zeit*, II, 281, écrit de lui : « Toutes les qualités de Dalberg étaient neutralisées par une vanité personnelle toujours croissante et obscurcies par un manque complet de caractère politique. »

la direction de l'archichancelier, électeur Primat, qui tient de Bonaparte son titre et ses domaines, ces catholiques pourraient contrebalancer les influences de Vienne et servir le Premier Consul. Ainsi, un concordat général grouperait ces forces éparses ou rivales, pour le grand avantage de la France, à qui l'Allemagne serait redevable de cette sorte d'unité.

Mais il fallait compter avec les principautés résolues à l'indépendance. Le Wurtemberg veut son concordat à lui, et l'Autriche et la Prusse émettent la même prétention, non seulement pour leurs États héréditaires, mais pour les états qui leur ont été dévolus en indemnité (1). Un instant Bonaparte semble déroger à son plan politique ; c'est en faveur de la Bavière, dont il veut se concilier les efforts. Il propose donc que Caprara soit mandaté pour négocier à Paris un accord particulier avec M. de Cello, représentant de l'électeur palatin (2). Mais Rome s'oppose catégoriquement à toute négociation séparée, tandis que Fesch, fidèle à ses instructions, ne soutiendra la Bavière que pour la forme, se gardant bien d'« entrer à fond dans les démarches de l'électeur » (3).

Plus redoutables sont les menées de l'Autriche ; d'une part elle prend parallèlement l'initiative d'un concordat général ; d'autre part, elle s'applique comme la Bavière et la Prusse à ruiner l'autorité de l'archichancelier Dalberg pour lui substituer sur le siège de Ratisbonne un électeur de son choix.

La cour de Vienne confie la rédaction de ce concordat au référendaire Franck. Celui-ci, avant de soumettre son projet au Pape et à l'Empereur, le communique au nonce Séveroli ainsi qu'au représentant de Dalberg, Kolborn. Huit conférences se tinrent à Vienne, du 6 février au 21 mars 1804. Pendant ce temps, Paris, tenu au courant par l'archichancelier, suit avec la plus vive attention le développement des tractations. Le compte rendu des conférences était étudié successivement par Talleyrand, Portalis, Bernier (4), car le Premier Consul « qui a été invité par le Saint-Siège à intervenir dans ces négociations avec l'empire, « se réserve d'exprimer son opinion particulière sur les discus-

(1) Arch. Aff. Etr. Allemagne, 726, f° 141.

(2) *Ibid.*, f° 326. Arch. Vat. Nunz. Fr., 597, f°s 13 et 606, f°s 81-84.

(3) BOULAY, *Histoire du rétablissement du culte en France*, 292.

(4) Rapport à Napoléon sur le Concordat germanique. Arch. Loiret, V, 380. Ce rapport rédigé par les bureaux de Portalis, et revu par le ministre fut communiqué à Bernier pour examen.

sions qui se sont ouvertes et sur le moyen de les terminer » (1).

D'autre part, en prévision des pourparlers officiels qui succéderont à ces entretiens préparatoires, le Premier Consul favorise la candidature de Caprara qui deviendrait pour les affaires religieuses d'Allemagne, comme pour celles de France et d'Italie, le plénipotentiaire de Rome. Ainsi la France aurait-elle, pour diriger la négociation, un diplomate d'une docilité à toute épreuve. Or, l'Autriche après avoir engagé les conférences, se dérobe brusquement et « très sèchement, Franck déclare à l'agent de l'électeur archichancelier que sa présence étant désormais inutile à Vienne, il ne lui restait qu'à s'en retourner à Ratisbonne » (2). Il refuse de communiquer au nonce l'ensemble du projet ; il refuse même de l'expédier à Rome sous forme d'articles précis et se borne à « de simples énoncés de matières » (3). On devine alors que Vienne veut traîner les choses en longueur ; avec une franchise brutale, le référendaire déclare à Severoli qu'« il n'avait d'autre but que de sonder le terrain... pour s'assurer la marche à suivre pour diriger, selon sa convenance politique, la négociation qui pourra être entamée à Ratisbonne » (4).

Entre temps, l'Autriche secondée par la Bavière et la Prusse, entreprend tout une série de manœuvres pour déposséder l'archichancelier Dalberg de son électorat épiscopal. Des promesses alléchantes, essaient de lui acheter sa démission ou sa succession. La Bavière secrètement lui propose d'échanger ses possessions contre le duché de Berg. La cour de Vienne lui offre, s'il accepte, un archiduc comme coadjuteur, un subside annuel de 100 000 écus, plus la grande maîtrise de l'Ordre teutonique. Mais Dalberg refuse de sacrifier à des avantages personnels « les derniers restes de l'indépendance et de la liberté germaniques » (5). En quoi il sert les desseins de Napoléon lequel ne tolérerait à aucun prix un archiduc autrichien à la tête de l'électorat et de la Diète. « Ce serait la guerre, déclarera-t-il quelques mois plus tard (6). »

Prince temporel jaloux, l'archichancelier connaît d'autre part des déboires religieux. Le siège épiscopal de Mayence a bien été officiel-

(1) Talleyrand à Portalis, 22 vent. an XII (13 mars 1803). Arch. Aff. Etr. Allemagne, 726, f° 247.

(2) Arch. Aff. Etr. Allemagne, 726, f° 302.

(3) BOULAY, *Histoire du rétablissement du culte en France*, 291.

(4) Arch. Aff. Etr. Allemagne, 726, f°s 340.

(5) *Ibid.*

(6) H. BASTGEN, *Dalbergs und Napoléons Kirchenpolitik in Deutschland*, 111.

lement transféré à Ratisbonne, mais Rome n'a pas donné à Dalberg l'institution canonique pour son nouvel évêché, dont il est seulement jusqu'à présent l'administrateur provisoire. Comment, après lui, élira-t-on son successeur? Le mode n'a pas été fixé; l'élection dépend à la fois du chapitre de Mayence, qui garde le privilège de désigner l'électeur archichancelier, et du chapitre de Ratisbonne à qui appartient l'élection de l'archevêque de cette ville. Or les deux chapitres sont invinciblement opposés l'un à l'autre.

« Jusqu'à ce que tout soit défini » (1), Rome de son côté se réserve et temporise. Elle n'a pas confiance dans la stabilité de l'ordre nouveau en Allemagne; et puis, Dalberg lui inspire plus que de la réserve (2). Il est si peu ecclésiastique et si peu sûr! Au congrès d'Ems en 1782, n'a-t-il pas combattu pour l'Église germanique contre le nonce? Son attachement au Pape est douteux. Dès lors, ne doit-on pas craindre qu'il aspire à la primatie effective qui l'établirait chef d'une Église indépendante? Le Saint-Siège pouvait-il oublier qu'à l'époque du concile de Bâle et du congrès d'Ems avait été agitée la question d'un concile national qui, dotant l'Allemagne d'une discipline religieuse particulière, la séparerait de la Curie romaine? L'institution de la Primatie par le *Conclusum* d'empire pourrait bien être une reprise voilée de ce dessein, et, puisque jusqu'ici ce dangereux projet avait échoué, faute d'un centre d'union, Rome voulait écarter absolument de l'Église germanique ce dangereux principe d'autonomie (3).

Aussi bien ce problème religieux se complique-t-il d'un problème politique et de rivalités nationales. En réalité, à l'occasion de la primatie et de Dalberg, c'est la prééminence dans l'empire que se disputent sourdement, sur le terrain ecclésiastique, Paris et Vienne, en attendant la lutte ouverte sur les champs de bataille. Entre les deux cours, le Pape manœuvre, comme il peut, les neutralise l'un

(1) H. BASTGEN, *Dalbergs und Napoleons Kirchenpolitik in Deutschland*, 82, note 1.

(2) Voir à ce sujet, A. DARD, *Napoléon et Talleyrand*, 82-83.

(3) « Il est de la plus grande importance, écrit le 18 juin 1803, au nonce Severoli le cardinal Consalvi, que dans la future circonscription des diocèses on empêche absolument pour toute la Germanie ou pour une partie de la Germanie la formation d'un centre d'union soit qu'il s'agisse d'un primat avec les droits inhérents à la Primatie, soit seulement d'un archevêque pour toute ou presque toute l'Église germanique. Ce centre d'union pourrait avec le temps causer aux souverains pontifes de continuelles difficultés et entraîner les plus funestes conséquences pour les droits du Saint-Siège. » (Arch. Vat. Cif. Nunz. Vol. II.)

par l'autre, pour sauvegarder sa liberté d'action. Quel que soit d'ailleurs, le parti qui triomphe, le Pape n'aura pas lieu de s'en applaudir. Le concordat autrichien de Franck est inadmissible, comme est inacceptable la communication fragmentaire faite au nonce Severoli. De ce projet autrichien, rien ne subsiste dans le contre-projet, sauf « le caractère général d'être étendu à tous les États de l'Allemagne » (1). C'est un projet à refondre entièrement. Quant au projet français, Consalvi repoussait de toutes sa force l'institution « d'une manière de patronage universelle exercée par la France sur les catholiques allemands, et la forme de tutelle qu'on semblait faire presque sur le Saint-Siège. Succédant à l'affaire du concordat italien, l'affaire du concordat germanique aurait achevé de faire passer par Paris toutes les matières religieuses » (2), et le centre de la catholicité s'en fût trouvé déplacé dangereusement. Tout pesé, moindre était le péril à Vienne. Le josphisme et le gallicanisme français sont semblablement désapprouvés à Rome, mais combien moins redoutables les desseins de François II que les tendances césaro-papistes de Napoléon ! Aussi comprend-on Rome d'avoir choisi de deux dangers le moindre, en s'appuyant parfois sur les résistances autrichiennes pour échapper à l'ingérence française.

Mais tout en pratiquant cette politique de bascule, Rome n'entendait pas engager son indépendance vis-à-vis de l'Autriche elle-même. Si elle refuse de traiter à Paris le concordat projeté, elle ne traitera pas davantage à Vienne. C'est à Ratisbonne que se dérouleront les négociations. C'est à Ratisbonne qu'elle délègue pour cet objet un de ses représentants les plus qualifiés, le futur Léon XII, Mgr della Genga.

Cette résolution ne faisait pas l'affaire de Napoléon, pas plus d'ailleurs que celle de Dalberg qui s'inféodait toujours davantage à l'Empereur. Entre le 21 septembre et le 3 octobre, les deux hommes se rencontrèrent à Mayence, au cours du voyage fameux entrepris par le successeur de Charlemagne à travers les pays rhénans. Le premier promit-il au second de profiter du sacre qui amènerait à Paris « son ami », le Pape, pour régler sa situation ecclésiastique et le concordat allemand ? Se fit-il fort de tout enlever en « une paire d'heures » ? On a pu mettre en doute l'authenticité de ces propos (3). Mais le dessein

(1) BOULAY, *Histoire du rétablissement du culte en France*, 293.

(2) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 286.

(3) A. BASTGEN, *Dalbergs und Napoleons Kirchenpolitik in Deutschland*, 6 et sq.

apparaît très net d'utiliser des circonstances aussi favorables pour tout conclure avec Pie VII. Non content en effet d'inviter à son couronnement l'archichancelier, l'Empereur pria le Souverain Pontife d'amener avec lui della Genga, son représentant à Ratisbonne. En même temps, on insiste pour attirer à Paris Troni que Rome avait envoyé auprès de la Diète « comme la colombe de l'arche, pour sonder le terrain » (1). Della Genga et Troni, par ordre de leur cour, se reculèrent. Quant à l'archichancelier, il se garda bien de les imiter ; il arriva dans la capitale sur la fin de novembre et reçut l'hospitalité de Talleyrand (2), « dont les rapports avec le neveu de l'archevêque le baron de Dalberg, ministre de Bade à Paris, commençaient à prendre un caractère d'étrange intimité » (3).

II

L'archichancelier engagea les négociations vers la fin de décembre en présentant à Pie VII un projet de concordat et un mémoire sur l'état religieux de l'Allemagne. Le Pape en réfère à ses cardinaux Antonelli, di Pietro, Caselli et ceux-ci tiennent le 31 décembre, puis le 2 janvier 1805 deux conférences où se manifeste leur volonté bien arrêtée de ne rien conclure. Sur les insistances de Dalberg, les cardinaux acceptent qu'il leur lise son projet ; ils en approuvent même le fonds, comme ils loueront hautement, le 2 janvier, le mémoire de l'archevêque sur la situation de l'Église germanique ; mais ils se refusent à toute négociation. Le Pape, disent-ils, doit envoyer à Ratisbonne un légat avec un texte de concordat qui fournirait une base de discussion. Rien ne peut donc se faire à Paris et, pour l'établir, les cardinaux à défaut de la raison vraie qu'ils ne peuvent invoquer, les engagements du Souverain Pontife envers l'Autriche,

(1) Lettre de Dalberg, citée par Bastgen, *ibid.*, 58.

(2) La présence à Paris du chanoine de Ratisbonne, Stenberg, paraît également significative du plan arrêté entre Napoléon et Dalberg. Le chapitre de Ratisbonne était divisé en deux partis : le parti autrichien avec le doyen Wolf et le parti prussien avec le prévôt conte de Thurn. Stenberg appartenait à ce dernier parti. A Paris, il travailla avec Luchesini, Talleyrand, Durand, disposant de larges crédits disproportionnés à ses revenus. *Ibid.*, 110.

(3) A. LATREILLE. *Napoléon et le Saint-Siège*, 287, note 2.

invoquent l'absence du sceau et « une foule de difficultés de ce genre » (1).

Ainsi rebuté, l'archichancelier demanda l'appui de Napoléon. Celui-ci chargea Talleyrand de reprendre cette affaire si mal engagée. Talleyrand à son tour recourut aux bons offices de Bernier. Personne, à la vérité n'était plus capable de mener à bien cette négociation difficile, personne ne connaissait mieux les prélats romains et le problème germanique qu'il fallait résoudre. Depuis longtemps, avec une attention éveillée, l'évêque d'Orléans se tenait au courant de la question allemande, épiant l'occasion de rentrer en scène et de recouvrer son crédit auprès de l'Empereur. Sans retard, il entame donc les pourparlers. Passant par-dessus les cardinaux, c'est au Pape directement qu'il s'adresse, cherchant de toute évidence à écarter les conseillers du Saint-Père et, par-dessus tout, Antonelli. Le 12 janvier, au cours d'une première audience, il délimite nettement le problème. Les conférences du 31 décembre et du 2 janvier, explique-t-il au Souverain Pontife ont mêlé, mal à propos, deux affaires distinctes : une affaire générale relative à l'Église d'Allemagne, une affaire particulière concernant le seul archevêque de Ratisbonne. « Sa Sainteté croyait qu'il s'agissoit de terminer ici le Concordat germanique en entier. » Bernier le rassure à ce sujet lui représentant qu'« il s'agissoit uniquement de constituer l'État ecclésiastique de l'archichancelier tel que la Diète elle-même l'avoit voulu ».

Ce terrain une fois circonscrit, l'évêque d'Orléans ramène à trois les difficultés qui se présentent ; la translation du siège de Mayence à Ratisbonne, la translation correspondante du chapitre de Mayence et sa fusion avec le chapitre de Ratisbonne, enfin l'extension de la juridiction de l'archevêque. Sur ces trois points, Bernier fournit au Saint-Père des raisons si pertinentes que le Pape lui demande « de les mettre par écrit le plus tôt possible », promettant que « tout de suite il retireroit les papiers des mains des trois cardinaux examinateurs et... donneroit une réponse définitive ». Enfin Pie VII le serre dans ses bras en le remerciant, écrit le prélat, « de l'explication que nous venions d'avoir, en m'assurant qu'il feroit tout pour plaire à Sa Majesté » (2).

Restait cependant un dernier obstacle que le Souverain Pontife

(1) Bernier à Talleyrand, 22 niv. an XIII (12 janv. 1805). Arch. Aff. Etr. Rome, 937, f^o 203.

(2) *Ibid.*, 937, f^os 200-203.

avoue confidentiellement. Pressé par l'Empereur d'Allemagne, peu de jours avant son départ, il avait promis de ne rien statuer sur le Concordat germanique. Bernier lève aussitôt ses scrupules. « Le Concordat germanique, expose-t-il, ne peut avoir pour objet que des points et des articles *qui n'ont pas encore été décidés*. Tous les objets sur lesquels la Diète a statué ne peuvent plus faire partie de ce Concordat, ce seroit remettre en discussion ce que l'Empereur a légalement voulu. » Or, les trois points en question, la translation du siège de Mayence à Ratisbonne, celle du chapitre de Mayence à Ratisbonne, l'extension de la juridiction de l'archichancelier, sont réglés par la Diète avec approbation de l'Empereur. Puisqu'ils ne relèvent pas du Concordat en projet, l'engagement pris par le Pape ne les concerne pas. Rien n'empêche que cette affaire soit traitée à Paris d'autant que « si elle appartient à l'empereur d'Allemagne, elle appartient aussi à l'Empereur des Français, « 1^o comme possesseur de Mayence qui ne peut plus être le siège d'un électeur ; 2^o comme médiateur dans les affaires de l'empire ; 3^o enfin comme ayant été invité par un bref... à accorder sa protection et ses bons offices à l'Église d'Allemagne (1). »

En dépit des espoirs donnés à Talleyrand par Bernier, des explications fournies au Pape de la longue lettre qui les exposait avec adresse, une seconde fois la négociation se trouva arrêtée par l'opposition des cardinaux. L'évêque d'Orléans s'était cependant flatté, pour mieux endoctriner le Pape, d'écarter leurs indésirables conseils ; il avait même, illusion ou vantardise, affirmé au ministre des Relations extérieures que, sur son avis, Pie VII leur retirerait tout le dossier de l'affaire. En réalité, le Souverain Pontife ne pouvait se passer de leurs lumières ; or tous restaient en défiance ; Caselli lui-même élevait contre le projet relatif à Dalberg de fortes objections.

Pour vaincre ces résistances, Napoléon recourant à sa tactique habituelle, convoqua Caprara, Antonelli, di Pietro, Caselli, Dalberg et leur rappela avec colère les services rendus par lui à toute l'Église, en général et à l'Église de France en particulier. Pour l'en récompenser, on empêchait la translation de l'archichancelier sur un siège qui lui était garanti par les traités, au risque de compromettre toute la réorganisation de l'Allemagne. Aux reproches s'ajoutèrent les menaces ; il exigeait que l'affaire fût réglée immédiatement et

(1) Bernier au pape, 25 niv. an XIII (16 janv. 1905). Arch. Aff. Etr. Rome, 937, f^{os} 214-218.

réglée à Paris conformément aux décisions de la Diète ; l'archevêque de Ratisbonne devrait être confirmé dans ses droits. Des cardinaux, l'Empereur pouvait faire de simples chanoines de Rome et du Pape, un évêque (1). Dans ces conditions, oseraient-ils plus longtemps opposer un refus que rien ne légitimait ? Épouvantés par cette colère, les cardinaux recoururent à l'ambassadeur d'Autriche pour demander conseil et même appui.

De son côté, Dalberg entreprit une démarche parallèle pour hâter une solution conforme à ses désirs. Quant à Bernier, il intervient également auprès de Cobenzl au nom de l'archichancelier et au nom de son gouvernement. Or, au grand étonnement d'Antonelli, Cobenzl abonde dans le sens de l'évêque d'Orléans. Sans doute, observe-t-il, Paris ne semble pas indiqué pour négocier les affaires d'Allemagne et envoyer des bulles qui doivent partir de Rome ; cependant, puisque les circonstances le permettaient, pourquoi ne pas utiliser la présence du Pape à Paris, pour régler les affaires pendantes sous réserve de l'agrément de l'empereur d'Allemagne, dans les questions où son consentement serait requis et n'aurait pas été donné ? Quant à la translation du siège métropolitain à Ratisbonne, cette autorisation n'était nullement nécessaire, puisque la chose avait été réglée par le recès d'empire et approuvée par Sa Majesté ; un objet défini ne pouvait prêter à négociation.

Ce premier point fixé, restaient trois difficultés à résoudre.

D'abord, la translation à Ratisbonne du chapitre de Mayence, électeur du métropolitain archichancelier, et son union avec le chapitre de Ratisbonne, électeur de son évêque. Or, les chanoines de Mayence opposaient à cette translation toute la résistance possible, et maintenaient obstinément leurs privilèges traditionnels. D'autre part, Rome, Dalberg, Vienne, Paris intervenaient avec des vues divergentes qui ne facilitent pas l'accord. Tandis que le Saint-Siège voudrait régler directement une affaire qu'il regarde comme essentiellement ecclésiastique, l'archichancelier prétend organiser lui-même son chapitre diocésain, avec des éléments qu'il choisirait parmi les chanoines de Mayence et de Ratisbonne. Tandis que l'Autriche, par ordre de Cobenzl, se réserve d'approuver un choix duquel dépend, avec la succession de l'archevêque-primat, son influence dans l'empire,

(1) Une lettre du neveu de Dalberg, citée par BASTGEN, *Dalbergs und Napoleons Kirchenpolitik in Deutschland*, 84, note 3, nous transmet l'expression de cette menace.

la France, par l'organe de Bernier, appuie de toutes ses forces pour qu'on laisse carte blanche à son protégé. Finalement, après bien des discussions, on s'arrête à une formule flottante qui prêtait aux interprétations les plus larges, si bien que Bernier peut écrire à Talleyrand : « Son Altesse électoral demeure chargée de former, constituer, et établir le chapitre métropolitain de Ratisbonne comme elle l'entendra. Ce qui donne à la France (par le moyen de l'Électeur) toute l'influence qu'elle peut désirer dans la formation de ce chapitre (1). »

Une seconde difficulté fut soulevée par les cardinaux à propos de la primatie que Rome ne voulait pas reconnaître, la regardant comme « fatale à l'unité catholique » (2). A défaut de cette raison, la vraie, qu'il ne veut pas avouer, Antonelli oppose toutes sortes d'objections. Il insiste principalement sur le fait que le titre de Reichsprimat correspond mal à la réalité. Pour le porter légitimement, l'archevêque de Ratisbonne devrait exercer une juridiction effective sur toute l'Église germanique ; or, à l'ouest, les territoires de Prusse et d'Autriche ne ressortissaient nullement à son autorité. A quoi bon maintenir une appellation sans objet ?

Mais l'évêque d'Orléans demeure inébranlable ; il exige non seulement que le titre de primat soit maintenu, mais encore que le Pape l'admette et que l'acte consistorial le mentionne. En vain, Cobenzl propose-t-il une rédaction souple qui concilierait les vues contraires, en stipulant que l'archevêque de Mayence est transféré à Ratisbonne avec tous ses droits et prérogatives ; Bernier repousse cette formule qui sauvegarde, de façon indéterminée, les possessions acquises, dispensant le Pape de se prononcer sur leur compte. Pour empêcher dans l'avenir toute contestation, il tient à ce que Rome sanctionne positivement le titre de primat. Consigné dans le *Conclusum* de l'empire, paragraphe 25, il doit se retrouver dans l'acte consistorial correspondant.

Pie VII céda sans céder ; l'acte consistorial employa « l'ancienne dénomination de prééminence » et Bernier, toujours enclin à grossir ses succès, essaya de prouver l'équivalence des deux termes. « Sa Sainteté, écrit-il à Talleyrand, déclare dans une note que m'a remise le cardinal Antonelli, que dans ce mot de Prééminence, est ren-

(1) Bernier à Talleyrand, 8 pluv. an XIII (28 janv. 1805). Arch. Aff. Etr. Allemagne, 728, f° 168.

(2) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 182.

fermée la Primatie (1). » C'était se prévaloir d'une demi-victoire.

Restait à déterminer la juridiction de l'archichancelier, dernier problème. Cette juridiction, on voulait l'étendre à tous les diocèses d'Allemagne, même aux diocèses soumis à l'Autriche et à la Prusse ; c'était accroître par là même l'influence de Dalberg dont le Saint-Siège se défiait ; aussi le Pape ne presse-t-il pas la solution. Antonelli se défend, pied à pied, au cours de conférences aussi laborieuses que fréquentes et animées. « Il a fallu discuter longtemps, écrit Bernier à Talleyrand ; on est allé jusqu'à me nier que cet article fût dans le *Conclusum*. Je l'avais en poche ; je l'ai exhibé, il a fallu céder et cette prérogative que son Altesse avoit fort à cœur, a été tout de suite accordée (2). » Antonelli se rabattit alors sur la nécessité d'obtenir le consentement des archevêques de Salzbourg, de Trèves, celui du chapitre de Cologne, relevant de leur juridiction métropolitaine. Pour gagner du temps, Bernier propose alors qu'on introduise dans l'acte consistorial érigeant l'archevêché de Ratisbonne, la condition expresse que ces consentements seraient donnés. Par condescendance vis-à-vis de l'Empereur et bienveillance pour l'archichancelier, le Pape accepta cette solution (3).

Ainsi se termina cette laborieuse négociation au plus grand avantage de la France, à la vive satisfaction de Son Altesse électorale qui se réjouissait d'avoir « *gagné la bataille* (sic) *avec canon, drapeaux et bagages* » (4). « L'électeur archichancelier, écrit Bernier à Talleyrand, devenu archevêque et primat de Ratisbonne, étend sa juridiction métropolitaine sur tout ce qui n'est pas soumis à l'Autriche et à la Prusse, il acquiert une prépondérance dans l'Ordre ecclésiastique en Allemagne qu'aucun de ses prédécesseurs n'avoient eu, depuis saint Boniface, dans le huitième siècle. Maître de constituer son chapitre et de lui donner des statuts, il peut s'entendre avec la France, pour exclure à jamais de l'élection, ceux qui porteroient ombrage à

(1) Bernier à Talleyrand, Arch. Aff. Etr. Allemagne, 728, f^{os} 168-169.

Pour les besoins de sa thèse, Bernier force le sens de cette déclaration pontificale. Dans cette note du 27 janv. on lit simplement « Sul primo articolo della primatia, spera il S. Padre che coll'aggiunta che si è fatta di titulis, honoribus et preeminentiis come del foglio che la si trasmetti possa tutto rimaner accomodato. » Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., II.

(2) *Ibid.*, 5 pluv. an XIII (25 janv. 1805). Arch. Aff. Etr. Allemagne, 728, f^o 162.

(3) Antonelli à Bernier, 27 janv. 1805. Arch. Vat. Ep. Nap. Fr., II,

(4) Bernier à Talleyrand, 8 pluv. an XIII (28 janv. 1805). Arch. Aff. Etr. Allemagne, 728, f^o 169.

cette puissance. En un mot Sa Majesté devient par cet arrangement maîtresse de régler de concert avec l'archichancelier actuel, tout ce qui peut assurer dans la suite l'influence de la France, sur cette partie de l'Allemagne (1). »

On ne pouvait mieux dégager les conséquences politiques de cette négociation religieuse.

Ce fut le 1^{er} février 1805, dans un consistoire, tenu à l'archevêché de Paris pour la préconisation de plusieurs évêques, que le Pape Pie VII transféra avec tous ses droits et prérogatives, le siège de Mayence à Ratisbonne érigée en métropole ; il étendait à tous les diocèses d'Allemagne, exception faite des territoires prussiens et autrichiens, la juridiction de Dalberg, promu archevêque de cette ville, et chargeait celui-ci de constituer un nouveau chapitre sous réserve de l'approbation pontificale (2). Le 5 février, l'archichancelier recevait le pallium et les journaux soulignèrent la portée de cette cérémonie, en faisant remarquer que Sa Sainteté avait présidé, en personne, contrairement aux usages reçus.

La partie est donc gagnée, à la grande satisfaction de Talleyrand et de son ami Dalberg (3) qui comblent de compliments leur commun plénipotentiaire. Bernier ne se réjouit pas moins d'un succès qui peut le désigner pour une mission plus importante encore, car cette affaire heureusement conclue par ses soins n'est que l'aspect particulier d'une situation générale qu'il est urgent de régler. C'est toute l'Église germanique en effet, qui réclame son statut nouveau. Un troisième concordat va donc se préparer, aussi nécessaire que les deux premiers mais combien plus difficile, dans un pays qui cherche sa voie entre des forces adverses, sous la pression d'un dynamisme obscur. Si, dans les accords précédents, l'unité politique et religieuse de la France et de la République italienne avaient en quelque sorte simplifié le problème, celui-ci dans l'Empire germanique en évolution se compliquait comme à plaisir de la question protestante et de la rivalité entre Napoléon, la Prusse et l'Autriche.

(1) Bernier à Talleyrand, 9 pluv. an XIII (29 janv. 1805). Arch. Aff. Etr. Allemagne, 728, f^o 214.

(2) *Bulle universaliste curæ*, Paris, 1^{er} févr. 1805.

(3) En attendant la constitution du chapitre métropolitain, les deux chapitres de Mayence et Ratisbonne demeuraient dans le *statu quo*. Une fois constitué le nouveau chapitre élirait l'archevêque d'après les statuts de l'Église de Mayence. Si l'élection devait avoir lieu avant la constitution du chapitre métropolitain de Ratisbonne, les chanoines de Mayence voteraient seuls d'après leurs statuts, sans que le chapitre de Ratisbonne ait le droit d'intervenir.

III

Pour démêler cet embrouillement, Talleyrand le premier pense à Bernier ; c'était chez lui pratique courante de recourir à l'évêque d'Orléans dans les cas difficiles. La netteté de son esprit qui excelle à éclairer les situations les plus confuses, sa perspicacité habile à découvrir dans les bouleversements sociaux les préfigurations de l'avenir, sa subtilité enfin devant laquelle se dissolvent les antithèses les plus irréductibles, ne trouveront nulle part plus utile emploi qu'en Allemagne. Son premier contact avec les affaires germaniques avait d'ailleurs, malgré tant d'obstacles, marqué par un véritable succès. D'Hauterive à qui l'on avait, un moment, projeté de confier la cause de l'archichancelier (1) n'aurait pas, en dépit de ses mérites, obtenu si favorable résultat. Suspect aux Romains pour son gallicanisme et son jansénisme, on pouvait craindre en outre qu'il n'apportât dans les négociations, une raideur doctrinale altière, et une allure hautaine qui eussent compromis tout succès. Bernier, au contraire, après avoir captivé Caprara s'insinue dans les bonnes grâces du Pape, neutralisant dans la mesure du possible, l'influence des cardinaux, par son influence, sans se départir pour autant des principes chers à son ministre. La façon cavalière pour ne pas dire méprisante dont il s'exprime dans ses lettres, et à plus forte raison dans ses conversations (2), sur les Romains en général et Antonelli en particulier (3), garantissent, vis-à-vis de Talleyrand, l'indépen-

(1) H. BASTGEN, *Dalbergs und Napoleons Kirchenpolitik in Deutschland*, 83.

(2) « Si, dans un rapport écrit, Bernier ne craignait pas de répandre des insinuations ou les critiques, peut-on dire ce qu'il livrait, pendant son séjour à Paris, à la confidence des entretiens particuliers? » R. DE CHAUVIGNY, *la Résistance du Concordat de 1801*, 66-67.

(3) Voir en particulier sa lettre à Talleyrand, du 25 janv. 1805. « Le reste du projet (de l'acte consistorial) est entièrement conforme aux vues de Sa Majesté, et aux vôtres, à cela près d'un anachronisme, de quelques incorrections de style, et de quelques formules romaines qui sont encore plus anciennes, que le cardinal-rédacteur. J'en ai demandé la suppression, et on me l'a promise. »

Une anecdote est venue égayer cette discussion, on m'a objecté sur la primatie, que S. Exc. M. le comte de Cobenzl, ne vouloit pas qu'on l'accordât. J'ai répondu que telle avoit pu être son intention mercredy, sur un faux

dance de ses jugements. On ne pouvait remettre en main plus dévouée, plus ferme, plus souple, les intérêts de l'archichancelier.

Pourquoi dès lors ne poursuivrait-il pas une tâche aussi heureusement commencée? Des négociations relatives au Concordat germanique allaient s'ouvrir à Ratisbonne. Au près de la Diète, l'évêque d'Orléans chargé d'une mission officielle ou officieuse serait l'homme de son gouvernement, par lui s'exercerait la pression de la France, à laquelle Pie VII se flattait d'échapper en refusant toute tractation sur les affaires allemandes, pendant son séjour à Paris. Il serait aussi l'homme de Dalberg pour lequel il avait déjà très efficacement travaillé. Il serait enfin l'homme de Talleyrand, auquel il s'inféode de plus en plus, servirait outre-Rhin, la politique personnelle du ministre, adopterait ses clients, l'archichancelier, le principal, et tous les autres. De tout point le choix serait avantageux.

Cependant, si Talleyrand et Dalberg son ami mettent en avant et favorisent cette candidature, personne ne la pousse plus activement que Bernier lui-même. Au pis aller, il se contenterait de jouer à Ratisbonne un rôle d'observateur et de conseiller pour le compte de Napoléon ; mais à ces fonctions mal définies, reçues d'un prince médiateur, il préférerait un mandat officiel qui lui rendrait possible une intervention directe. Pour le succès du Concordat et aussi dans son intérêt personnel, c'est de Rome qu'il veut tenir sa mission. Or le titre de légat apostolique lui permettrait mieux qu'aucun autre de faire aboutir les négociations, puisque le représentant du Saint-Siège disposerait en même temps de l'autorité pontificale, de l'appui de Napoléon et de la confiance de l'archichancelier. Avec de tels enjeux dans la main, l'évêque d'Orléans ne pouvait qu'aboutir pour le plus grand bien de l'Église, de l'Allemagne, de Dalberg et de la France. Sa carrière ecclésiastique prendrait alors une orientation nouvelle et des perspectives s'ouvraient devant cet esprit remuant, ambitieux et inquiet. Peut-être entrevoyait-il la coadjutorerie de

exposé qu'on lui avoit fait, mais que je savois qu'aujourd'hui, détrompé, il pensoit autrement, et qu'on pouvoit s'en assurer, en le lui demandant. Il s'est trouvé, que c'étoit le cardinal Antonelli, lui-même, qui étoit allé le prier de s'opposer à la Primatie, en lui faisant peur de ce titre pour l'Autriche, et qui, aujourd'hui, m'objectoit son refus, ignorant que dans une Conférence chez Son Altesse électorale, M. de Cobenzl avoit fait part des objections du cardinal, et du rôle qu'il avoit joué. » « Vous verrez par les réflexions que j'ai faites, avec quelle singularité on rédige à Rome les projets, en se réservant toujours une clause échappatoire, pour changer, dans la suite, suivant les circonstances. » Arch. Aff. Etr. Allemagne, 728, f^{os} 161 et 167.

Ratisbonne? Peut-être espérait-il se glisser dans les cadres de la diplomatie romaine et obtenir enfin comme récompense de sa légation, le cardinalat? De là tout une intrigue où Dalberg, Talleyrand et même Caprara jouent leur rôle tour à tour, mais dont Bernier tient savamment tous les fils.

L'archichancelier entre le premier en scène. Aussitôt son arrivée à Ratisbonne, le 20 février 1805, il adresse à l'évêque d'Orléans par l'organe de son conseiller intime, M. de Kolbornn, une longue lettre. Dans cette lettre « dont on soupçonnait M. Bernier d'avoir donné le projet » (1), M. de Kolbornn lui proposait le vif désir que les fonctions de légat *a latere* fussent confiées en Allemagne à l'heureux négociateur du Concordat français, car, en réfléchissant sur les qualités nécessaires à ce légat, Son Altesse électorale s'est convaincue « qu'elles ne se trouveront nulle part aussi accomplies que dans la personne de Mgr l'évêque d'Orléans (2). » Les difficultés qui entravaient « la grande besogne » du Concordat germanique, tant du côté de Rome que du côté des princes allemands, ne pouvaient être mieux levées « que par celui, qui a su si bien vaincre des difficultés beaucoup plus grandes dans sa patrie, et qui revêtu de l'autorité du Saint-Siège, ainsi que de la confiance d'un gouvernement respectable, feroit des prodiges » (3) outre-Rhin. Dans le cas où des raisons aussi graves entraîneraient l'acceptation de Bernier, Dalberg entreprendrait toutes les démarches que le prélat voudrait bien lui indiquer. Comme l'archichancelier avait désigné à Rome Mgr della Genga pour la légation d'Allemagne, un *post-scriptum* en apparence insignifiant conciliait cette proposition ancienne avec la candidature nouvelle; la confection du Concordat serait l'ouvrage de Bernier; « son exécution celui de Mgr Genga qui résideroit ensuite chez nous, comme Mgr Caprara à Paris » (4).

Immédiatement, l'évêque d'Orléans communique à Talleyrand cette « demande infiniment honorable » pour sa personne, mais à laquelle il ne peut répondre sans l'aveu et sans les conseils de son ministre. Ce n'est pas qu'elle soit impossible, si l'Empereur l'agrée, car des précédents existent « puisque dès le quinzième siècle, le

(1) ARTAUD, *Histoire du pape Pie VII*, II, 2.

(2) Lettre adressée à Mgr l'évêque d'Orléans, au nom de Son Altesse électorale l'archichancelier de l'Empire germanique par M. de Kolbornn, son conseiller intime, sous la date du 20 févr. 1805. Arch. Aff. Etr. Rome, 937, f^{os} 316-317.

(3) *Ibid.*

(4) Arch. Aff. Etr. Rome, 937, f^o 317.

cardinal-archevêque d'Arles quoi qu'il fut françois, et qu'il eut présidé le concile de Basle, après la déposition d'Eugène IV, fut néanmoins nommé par son successeur, Nicolas V, légat en Allemagne. Une foule d'autres exemples prouveroient la même chose ». Mais il appartient à Talleyrand « de juger ce qu'il faut penser de cette ouverture à laquelle, assure Bernier, j'étois loin de m'attendre » (1). Quant à lui, « dans le cas où le projet ne déplairait pas », il se permettait simplement une réflexion. Son avis était « que l'agent françois eût un caractère moins éclatant que celui de légat : il ne convient de déployer ce dernier caractère, que quand tout est d'accord. Il flatterait alors Mgr della Genga et gênerait moins la cour romaine dont le chef est très conciliant et les agens très difficultueux et très défiants » (2).

Le ministre des Affaires étrangères s'empessa de mettre sous les yeux de Sa Majesté Impériale les deux lettres de Kolbornn et de l'évêque d'Orléans. L'Empereur approuva le désir témoigné par l'archichancelier. « L'esprit d'attachement aux intérêts de la religion et en même temps, la correction et la sagesse » dont avait fait preuve le négociateur du Concordat français lui garantissaient l'heureuse conclusion d'un accord semblable outre-Rhin. Chargé des pouvoirs du Saint-Siège et revêtu du titre de légat, dans les discussions relatives aux affaires ecclésiastiques d'Allemagne, Bernier saurait « concilier les prétentions diverses dans les débats qui allaient nécessairement s'ouvrir pour établir les bases et fixer les droits du clergé germanique » (3).

Fort de l'impériale approbation, l'évêque d'Orléans jugea le moment venu de faire intervenir le cardinal-légat pour emporter l'assentiment de Pie VII. Les bonnes dispositions de Caprara ne faisaient pas de doute ; depuis longtemps, il avait l'habitude de céder, plus ou moins résigné et gémissant, à toutes les demandes du gouvernement français ; depuis longtemps, il se laissait envelopper par les manœuvres de Bernier, qui le connaissait à merveille et le maniait supérieurement. Cette fois, il mettrait à seconder ses vues une complaisance d'autant plus grande qu'il s'agissait d'assurer au prélat un avantage personnel en reconnaissance de ses incontestables services. Restait à Bernier le soin d'apprendre au cardinal son rôle, dans le scénario qu'il s'agit de réussir.

(1) Bernier à Talleyrand, 14 vent. an XIII (5 mars 1805). Arch. Aff. Etr. Rome, 937, f° 339.

(2) *Ibid.*

(3) Talleyrand à Bernier, mars 1805. Arch. Aff. Etr. Rome, 938, f° 59.

Or le plan du diplomate est le suivant. Il ne peut personnellement parler au Pape de sa légation car « ce seroit jouer le rôle de solliciteur et appeler la défiance ». Le cardinal ne doit pas davantage la proposer en alléguant les lettres adressées par Talleyrand au candidat, « parce que ce seroit jouer uniquement le rôle de procureur de celui pour lequel il parleroit ». Il faut donc qu'il reçoive « une impulsion officielle » émanant du gouvernement français. Une note du ministre des Affaires étrangères remplirait excellemment cet objet. Sous prétexte de manifester au Pape « sa satisfaction à l'occasion du voyage qu'il vient de faire en France », Sa Majesté offrirait son intervention afin d'aplanir les difficultés relatives au Concordat germanique ; « instruite que l'archichancelier verroit avec plaisir que l'évêque d'Orléans fût chargé de lever ces difficultés par la voie des négociations », elle déclarerait « également cet évêque digne de sa confiance pour cet important objet » et demanderait « que Sa Majesté lui accorde la sienne » (1).

En possession de cette note, que Bernier avait pris soin de rédiger à l'usage de son ministre (2), le légat irait trouver le Souverain Pontife, lui rapporterait le contenu de cette pièce « *historiquement* et comme une bonne nouvelle à laquelle il demande d'être autorisé par le Pape à répondre » (3). Pie VII ne pourrait « s'empêcher... de payer l'Empereur de réciprocité ». Le légat ferait alors « à Son Excellence une réponse officielle qu'il espère être satisfaisante et qui doit consister, surtout, à dire que Sa Sainteté accorde à l'évêque d'Orléans, toute sa confiance, pour les négociations dont il s'agit ».

Ce résultat obtenu, et la réponse écrite envoyée, l'essentiel serait acquis. Après ce premier pas, il ne resterait plus « qu'à déterminer sous quel titre l'évêque d'Orléans sera revêtu de cette confiance et cette détermination sera prise d'un commun accord, entre le cardinal Consalvi et le cardinal-légat, qui n'y voit aucune difficulté, dès que le Pape aura prononcé le premier mot et l'aura autorisé, à l'écrire au ministre ».

Sans doute, avoue Bernier, « cette marche a l'air un peu timide et lente, mais c'est celle qu'il faut prendre, pour amener le Pape au point que l'on désire. Il faut que le cardinal parle, sans que j'aie l'air

(1) Arch. Aff. Etr. Rome, 937, f^{os} 364-365.

(2) Projet de note à remettre à Son Éminence le cardinal légat, par Son Excellence Monseigneur le ministre des Relations extérieures. Arch. Aff. Etr. Rome 937, f^{os} 366-367.

(3) Arch. Aff. Etr. Rome, 937, f^{os} 364-365.

d'être instruit ; il faut qu'il le fasse au nom du ministre, pour qu'il soit autorisé à répondre par écrit ; il faut qu'il le fasse d'une manière historique et joyeuse, pour n'inspirer aucun soupçon et favoriser l'impulsion qu'il veut donner ; il faut enfin qu'il se garde bien d'annoncer d'abord tout ce que l'on désire, ce seroit donner à l'affaire une tournure majeure, le *Pape, se méfieroit de ses lumières, il consulteroit les cardinaux, or vous savez combien quelqu'uns d'entre eux nous aiment, il me semble, déjà, entendre crier à l'abus, le bon cardinal Antonelli*. Tout cela n'aura point lieu en suivant cette marche. Le légat espère emporter la chose tout de suite, et le premier pas fait, il se croit sûr du reste » (1). Tel est le plan que Bernier expose non sans quelque cynisme, à un sous-ordre de Talleyrand (2), pour que celui-ci le communique à son chef. Ainsi, d'un commun accord, le ministre, le légat et l'évêque d'Orléans suivraient, du même pas, la même marche pour surprendre le consentement de Pie VII (3).

Ce plan subtil échoua complètement. Nonchalance ou calcul, le ministre des Affaires étrangères perd du temps ; sa note a beau renchérir sur le projet minuté le 14 mars par Bernier (4), et se faire aussi pressante que possible, quand il l'expédie, à la fin de mars (5), Caprara a quitté Paris pour rejoindre son archevêché de Milan. De ce fait, le scénario prévu se trouve, et dès le premier acte, l'acte essentiel, totalement démonté. Touché trop tard et trop loin le cardinal ne peut exercer sur le Pape, en dehors de son conseil, l'action réglée par l'évêque d'Orléans ; l'effet de la surprise ne sera pas obtenu ; d'autre part, au lieu de présenter l'affaire en deux temps sui-

(1) Arch. Aff. Etr. Rome, 937, f^{os} 364-365.

(2) Cette lettre ne porte pas l'indication de son destinataire. S'agit-il d'Hauterive, chef, de Roux, sous-chef de la seconde division, d'un certain Devery que Bernier utilisait parfois comme intermédiaire dans ses relations avec Talleyrand (Arch. Aff. Etr. Rome, 937, f^o 125), ou du « fidèle Durand » si lié à Dalberg qu'on a pu appeler le « grand notaire des sécularisations » (E. DARD, *Napoléon et Talleyrand*, 96)? On ne peut le dire avec certitude.

(3) S'il en faut croire les affirmations de cette lettre, le légat aurait non seulement approuvé mais suggéré ce plan ; mais il semble plus vrai de dire que Bernier cherche à se couvrir de son autorité. « Bernier, écrivait Émery, en connaissance de cause, est connu depuis longtemps pour donner ses pensées comme celles des autres et ses décisions pour celles de Rome. » *Emery à Bausset*, 3 janv. 1801. *Papiers Emery*, VI, f^o 86.

(4) Arch. Nat., F¹⁹, 1919. La note de Talleyrand ne reproduit pas le projet minuté par Bernier.

(5) Le brouillon de cette note de Talleyrand est daté du 9 germ. (30 mars). Arch. Aff. Etr. Rome, 938, f^o 17.

vant la marche progressive que conseille le prélat, du premier coup, c'est la légation que l'on propose. Aussi l'accusé de réception de Caprara est-il peu enthousiaste et peu encourageant : il fera son possible « dans ce sujet, comme dans tous les autres..., pour coopérer à l'accomplissement des désirs de Sa Majesté » (1) et, par le premier courrier, transmettra à Rome la demande du gouvernement français.

Rome répondit par un refus. Une lettre de Pie VII à l'Empereur (2), le 10 mai, une dépêche de Consalvi à Caprara (3), le 20, exposèrent que la nomination de Mgr della Genga était chose acquise, qu'on ne pouvait sans déconsidérer « une personne, qui ne mérite pas une pareille insulte », revenir sur cette désignation notifiée à l'empereur d'Allemagne, aux princes, aux cours, que Mgr della Genga, par ses séjours en Allemagne, par sa « grande expérience des affaires, des localités et des personnes », par son étude minutieuse de toutes les questions germaniques, était particulièrement qualifié pour conduire les négociations de Ratisbonne, qu'enfin il avait déjà reçu les instructions du Saint-Père. Par ailleurs, le Pape et son secrétaire d'État manifestent le plus grand étonnement ; ils ne comprennent pas qu'après avoir lui-même proposé della Genga, après lui avoir donné rendez-vous en septembre à Ratisbonne, après lui avoir écrit tout récemment sa confiance, Dalberg ait pensé en même temps à un autre candidat. Faute de connaître le plan imaginé par Bernier pour concilier sa mission avec celle de l'envoyé pontifical, on accusait de duplicité l'archichancelier germanique (4).

Enfin, les nouvelles reçues de Ratisbonne par Troni ne pouvaient qu'accroître « la stupeur » de la cour romaine. Elle apprenait que la candidature de Bernier était le résultat d'une intrigue nouée à Paris par des fonctionnaires français et des membres de la Légation pontificale ; on s'était appliqué à ruiner dans l'esprit de Dalberg le crédit de della Genga, en le représentant comme hautain, violent, borné dans ses vues, mal en cour auprès de Consalvi ; le Pape, affirmait-on, l'avait choisi pour l'unique raison qu'il croyait par ce choix faire

(1) Caprara à Talleyrand, 25 mai 1805. Arch. Aff. Etr. Rome, 938, f° 148.

(2) Arch. Aff. Etr. Rome, 938, f°s 129-130.

(3) Arch. Vat. Nunz. Fr., 584, f° 243.

(4) La désignation de Fesch comme coadjuteur de Ratisbonne, le 28 mai 1806, fit également accuser de duplicité l'archichancelier germanique. Voir à ce sujet l'apologie essayée par BASTGEN, *Dalbergs und Napoleons Kirchenpolitik in Deutschland*, 191-209 et la mise au point de A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 530.

plaisir à l'archevêque de Ratisbonne. Troni ajoutait que Talleyrand et Portalis, dont le fils exerçait auprès de l'archichancelier les fonctions de ministre de France, voulaient, par l'intermédiaire de Bernier, faire la loi dans les affaires religieuses d'Allemagne, qu'enfin Dalberg, mécontent de l'opposition rencontrée à Paris de la part des cardinaux, craignait les mêmes difficultés avec Genga. Bernier qu'il avait appris à connaître, lui paraissait le seul homme capable d'arranger l'épineuse affaire du Concordat germanique ; avec lui, d'un coup d'épée, il trancherait ce nœud gordien (1).

Tant d'intrigues découvertes ou soupçonnées augmentent la défiance du Saint-Siège ; son inquiétude est d'autant plus grande que la cour pontificale, pour avoir pris la note de Talleyrand à la lettre, se croit en présence d'une volonté positive de Napoléon. Rome fut donc aussi surprise que rassurée lorsque arriva la réponse indifférente et détachée de l'Empereur. « J'avais entendu parler vaguement du désir qu'avait l'Électeur archichancelier d'avoir l'évêque d'Orléans pour légat de Votre Sainteté ; je n'ai porté aucune espèce d'intérêt à cette affaire, et quel que soit le légat qu'elle ait à Ratisbonne, je lui accorderai toute l'assistance qui dépendra de moi, pour que les affaires réussissent au gré de Votre Sainteté (2). »

Cette lettre portait le dernier coup à la candidature de Bernier. L'évêque d'Orléans n'obtiendrait pas la légation pontificale qu'il ambitionne et c'est en vain qu'il a tenté ce retour de fortune ; malgré ses finasseries, « malgré les finasseries de ses conjurés » (3), le projet échoue complètement. Il faut avouer d'ailleurs qu'elle présentait bien peu de chances et qu'une « aussi étrange proposition » (4) risquait fort de ne pas aboutir. Indépendamment des traditions qui réservent habituellement à un prélat romain les missions de ce genre, comment Pie VII eût-il préféré, « à un diplomate de curie, offrant au Saint-Siège toutes garanties » (5), un personnage aussi discutable et aussi discuté ? Pour réussir, il aurait fallu une sommation formelle de l'Empereur. Or, loin d'appuyer la candidature de Bernier, Napoléon brise, à cette époque, sa carrière politique et il semble bien qu'au lieu de rétablir sa fortune, cette dernière entreprise ait précipité sa chute et rendit sa disgrâce définitive.

(1) Arch. Vat. Nunz. Baviera, 40, 9 juin 1805.

(2) Cité par ARTAUD, *Vie de Pie VII*, II, 205.

(3) A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 523.

(4) Id., *Ibid.*

(5) Id., *Ibid.*

IV

Sur les causes et les circonstances de cette disgrâce définitive, un certain mystère continue à planer. Les Orléanais constatent la soudaineté d'un retour que rien ne laissait prévoir (1) et attribuent « à quelque chagrin secret l'air soucieux de l'évêque, son front chargé de nuages » (2). « Le bruit se répandit qu'il rentre dans son diocèse pour n'en plus sortir, écrit le 20 mars 1805, le chanoine Pataud, et que les nœuds d'amitié qui l'attachaient à l'Empereur sont rompus (3). » On ajoute même que Napoléon lui aurait fait une scène pénible (4). Mais rien de précis n'a transpercé et les documents que nous possédons laissent entier le problème. Le 14 mars, Bernier s'occupe activement de monter ses intrigues pour obtenir, auprès de la Diète germanique, la mission qu'il ambitionne. Le 18 et le 22, il adresse à Talleyrand, puis à Portalis une lettre d'adieu, ses « besoins » et ses « devoirs » le rappelant immédiatement dans son diocèse (5). Coïncidence fortuite ou voulue, lorsqu'il se présente chez eux pour prendre congé, les deux ministres sont absents l'un et l'autre. L'évêque d'Orléans ne réussit pas à les joindre et quitte Paris sans les revoir. Il a pourtant ses fidèles services à leur offrir et ses intérêts à leur recommander. Mais les portes sont closes et ses lettres ne reçoivent que des réponses correctes et froidement administratives.

Pour expliquer ce brusque revirement, les historiens se sont perdus en conjectures. On a dit que la réconciliation forcée des constitu-

(1) Bernier s'était excusé sur l'importance des affaires qu'il traitait pour ne pas assister aux funérailles de son vicaire général Martin Blain, mort le 12 mars ; en raison du grand rôle joué par Blain pendant et après la Révolution, cette absence de l'évêque avait été très regrettée. Quelques jours après, on apprenait non sans surprise, que l'évêque avait avancé un retour dont la précipitation cachait un mystère. Th. COCHARD, *Monseigneur Bernier*, 42.

(2) BARANTE, *Mémoires*, I, 326.

(3) PATAUD, *Chronologie des faits relatifs à l'histoire d'Orléans*, f° 90. Bibl. Orléans, ms 567.

(4) CRÉTINEAU-JOLY, *Histoire de la Vendée militaire*, II, 530.

(5) Bernier à Talleyrand, 27 vent. an XIII (18 mars 1805). Arch. Aff. Etr. Rome, 937, f° 382.

tionnels par le Pape avait ranimé tous les anciens griefs et qu'à cette occasion, les nombreux ennemis du prélat avaient renouvelé leurs attaques passionnées (1). On a dit que Napoléon avait pris ombrage des relations directes que Bernier avait essayé de nouer avec Pie VII « pour gagner sa faveur sans la devoir à aucun protecteur » (2). On a dit que l'Empereur avait vu d'un mauvais œil ses prétentions relatives à la légation de Ratisbonne, qu'il ne voulait pas introduire en Allemagne un homme que son passé disqualifiait. « Il a fait répandre plus de sang que moi, assurait-il à Dalberg ; il a baptisé dans le sang et c'est par mon entremise qu'il baptise dans l'eau (3). » Ces explications peuvent être partiellement retenues. D'autres sont moins plausibles. Chassin prétend que « Bernier fut supplanté dans la faveur de Napoléon par le cardinal Maury » (4) et l'on attribue l'éloignement du premier à une manœuvre montée par « quelqu'un qui ressemble fort à M. de Talleyrand » pour attirer le second à Paris (5). Mais, d'une part, la chronologie ne semble pas favorable à cette hypothèse, puisque Maury se rallia seulement à l'Empereur dans la seconde moitié de 1805 et ne vint à Paris qu'à la fin de 1806, après la mort de Bernier. D'autre part, les relations du prélat avec Talleyrand et sa famille, les essais tentés par le ministre pour sauver la candidature de Ratisbonne en mars 1805 (6), pour la reprendre en 1806 (7), ne concordent pas avec cette explication.

La clef du problème se trouve plutôt du côté de la Légation. Nous assistons en effet, en mars 1805, à la liquidation de son personnel, Caprara est parti pour Milan où il couronnera Sa Majesté le roi d'Italie ; en son absence, rien ne doit se faire, car on redoute le zèle de ses bureaux ; à son retour, on ne désire pas qu'il retrouve ses appuis, Sala et Mazio qui, continuellement, soutiennent contre les

(1) La lettre de Sala relative aux imputations qui attaquent l'honneur de Bernier. Arch. Nat., AF IV, 1894, 50^e cahier, f^{os} 20-21 est significative de cette campagne.

(2) DE BARANTE, *Mémoires*, Cité par Th. COCHARD, *Monseigneur Bernier*, 43.

(3) Le mot est rapporté par Stadien et cité par BASTGEN, *Dalbergs und Napoleons Kirchenpolitik in Deutschland*, 83, note 2.

(4) Voir à ce sujet, Th. COCHARD, *Monseigneur Bernier*, 43, note 2.

(5) LANGLOIS. « Avant le Concordat. Une double mission secrète : Beulé et Astier ». *Revue des Études historiques*, avril-juin 1922, 182, note 1.

(6) Arch. Nat., F¹⁹, 1919.

(7) En 1806, il fut à nouveau question d'envoyer Bernier à Ratisbonne. Arch. Vat. Cif. Nunz., II, 13 mars 1806. Voir à ce sujet : A. LATREILLE, *Napoléon et le Saint-Siège*, 524.

exigences du gouvernement français la faiblesse du cardinal, retournent à Rome. Le légat doit être livré à lui-même, pour se conformer plus docilement aux désirs de l'Empereur et la chose est d'importance au moment où les relations entre Paris et Rome vont entrer dans une phase nouvelle. Or, Bernier a lié trop étroitement parti avec le représentant du Saint-Siège et avec ses secrétaires pour ne pas devenir, lui aussi, indésirable. Malgré son adresse, l'évolution qui l'a rejeté du côté de Caprara ne pouvait guère passer inaperçue ; ses ennemis le guettaient, Fouché le surveillait, Napoléon était en défiance. Le double jeu auquel l'évêque d'Orléans se livre depuis si longtemps a-t-il été découvert ? La chose n'est pas impossible. A force de braver les difficultés, les meilleurs équilibristes finissent par se rompre ; Talleyrand lui-même, un jour, se trouvera démasqué.

En fait, la correspondance du cardinal et de l'évêque, auparavant si active, se raréfie et devient insignifiante. Bernier cesse d'être le confident, le conseiller, le soutien. « L'inconstance » (1) de son vicaire général Desjardin, qu'il avait introduit à la Légation comme successeur de Sala, supprime le dernier contact qu'il s'est ménagé. Écrasé par la tâche, Desjardin se décourage, parle dès le mois d'août 1805 de se retirer, quitte définitivement, en avril 1806, ses fonctions. Ainsi disparaît un intermédiaire grâce auquel des relations pouvaient s'entretenir sous le manteau.

Le rôle politique et diplomatique de l'évêque d'Orléans a pris fin ; de son diocèse où il rentre, il ne sortira que pour mourir. Dix-huit mois de vie lui restent où dans l'épreuve, la maladie, la souffrance physique et morale, l'exercice de sa charge, un autre Bernier va réapparaître, le Bernier d'avant la Révolution, celui qu'avaient connu, estimé, ses paroissiens de Saint-Laud. On le retrouve « pieux, simple, régulier dans ses mœurs, remplissant tous les devoirs de son saint ministère, aimé et vénéré des fidèles » (2). Les historiens qui lui sont le plus défavorables rendent hommage à son zèle et à sa vertu ; ses ennemis eux-mêmes arrêtent leurs attaques lorsqu'il s'agit de son pastorat. S'il ne réussit pas à rallier tous les dissidents de la Petite Église, il s'applique du moins à circonscrire les ravages du schisme ;

(1) Vingt-neuf mars 1805. Au légat pour lui exprimer des regrets de l'inconstance de M. Desjardin et lui adressé (*sic*) une lettre pour ce dernier. Arch. Ev. Orléans. *Registre pour la correspondance*, commencé le 10 août 1805, f° 53 ; 4 avr. Au légat. Sur le départ de M. Desjardin, *ibid.*, f° 55.

(2) DE BARANTE, *Mélanges historiques et littéraires*, II, 271. Voir à ce sujet, E. VEUILLLOT, *les Guerres de Vendée*, 467, et A. MEYER, *l'Abbé Bernier*, 277.

il administre soigneusement le temporel de son église et développe sa vie spirituelle, assure le recrutement et la subsistance de son clergé, fonde des séminaires, reconstitue les ordres enseignants et hospitaliers. Il restaure enfin et défend les cloîtres où renaît la vie contemplative, et c'est peut-être parmi les applications qu'il fait du Concordat, la plus inattendue.

CHAPITRE XIII

BERNIER ET LA PETITE ÉGLISE

- I. Les débuts du schisme : Habert et les Ursulines de Blois. — Les lettres de M. de Thémines et l'agitation dans le Vendômois. — Visite pastorale de Bernier. — Soumission de Thoinier. — Rapport optimiste de Bernier.
- II. Les prédications de Gourdet. — Beaunier, Bonneau, Thoinier, Gauthier, Compoint lèvent « l'étendard de la révolte ». Bernier les frappe d'interdit. — Le Premier Consul fait interner M. de Thémines dans un couvent d'Espagne. — Condamnation de la dissidence par le Légat. — Silence de Rome. — Les premières mesures de police. — Soumission de Bonneau et d'Habert.
- III. Thoinier, Beaunier et Compoint échappent à toutes les recherches. — L'enterrement clandestin du sieur Adam. — Expulsion des sœurs de Vendôme et de Morée. — Testament de Thoinier.
- IV. Les dissidents et la saint Napoléon. — Proclamation du maire de Meslay. — L'opinion de Rome. — Bernier et Corbigny ; leurs plans opposés. — Les dissidents vendômois insaisissables et irréductibles.

Lorsque Bernier rentre, en mars 1804, dans son diocèse, il le retrouve déchiré par le schisme de la Petite Église. Si le Blésois, un instant troublé, jouit à nouveau d'un calme relatif, le pays de Vendôme est en pleine effervescence où M. de Thémines compte des partisans irréductibles, soulevés par des chefs insaisissables et agissants. Les derniers mois de l'évêque d'Orléans seront empoisonnés par cette dissidence aiguë ; il se heurtera à l'opposition tenace des prêtres, des fidèles, ouvertement séparés de sa communion ; il se heurtera également à la maladresse, à l'impuissance, voire à la complicité des autorités locales. Histoire pénible, où se mêlent les actes de force, les manœuvres sounoises, les épisodes grotesques et où se dérobe continuellement un ennemi qu'on laisse se dérober.

I

Les premiers incidents avaient eu pour théâtre Blois et remontent à la fin de 1802. Le *Mémoire* des évêques non démis (23 décembre 1801), la lettre des non démis au Pape (21 janvier 1802), la *Nouvelle lettre* écrite, le 26 mars 1802, par plusieurs évêques français réfugiés en Allemagne s'étaient répandus dans la ville avec certaines lettres de M. de Thémynes ; car M. de Thémynes ne cessait, en latin, en français, de protester contre sa déposition, de revendiquer ses droits, de dénoncer les périls de l'Église gallicane et sa sujétion à un pouvoir usurpateur. On soupçonna son ancien secrétaire, l'abbé Habert, d'avoir favorisé la diffusion de ces écrits anticoncordataires. Sans doute, Habert avait, le 4 juin, fait par écrit acte de soumission au Concordat. Sans doute, au grand scandale de M. de Thémynes, il avait assisté « à la prise de possession du deuxième époux » (1). Mais il n'exerce aucune fonction ecclésiastique officielle, ne paraît jamais aux offices de la paroisse, et se confine dans la chapelle des Ursulines. On interprète son attitude réservée comme un désaveu de l'organisation nouvelle et on s'autorise d'une abstention, qui paraît systématique, pour lui attribuer dans le mouvement qui se dessine une part prépondérante. Il est donc « averti officiellement par un envoyé de M. Gallois, vicaire général de Mgr l'évêque d'Orléans, que, sous quinze jours ou un mois, il serait déporté ». Mais Habert se justifie devant Corbigny ; il explique que « sa mauvaise santé, l'amour de l'étude et l'habitude, depuis la Révolution, l'ont fait se tenir à la maison », qu'il ignore jusqu'à l'existence des écrits et correspondances incriminées ; qu'il est de fait « soumis au gouvernement et prêt à faire le serment ordonné par le Concordat, quoi qu'il ne soit pas dans l'intention d'occuper aucune charge ecclésiastique » (2). Le préfet admit ces explications, d'autant plus que le blâme comme la menace émanaient de Gallois, agissant comme vicaire général, titre qu'il refusait impitoyablement à un ecclésiastique mal en cour auprès de lui. L'incident fut clos.

(1) BEAUNIER, *la Tradition de l'Eglise catholique puisée dans ses plus pures sources*, 1-2.

(2) Habert à Corbigny, 2 niv. an XI (23 déc. 1802). Arch. Loir-et-Cher, V 2.

En mars 1803, l'affaire rebondit, une scission s'étant produite subitement chez les Ursulines de Blois. Le premier vendredi du mois de mars, « quatre d'entre elles s'étant laissé persuader ainsi qu'une sœur converse », s'échappèrent clandestinement du couvent pendant qu'on célébrait le salut, pour aller se loger dans une maison « préparée par les soins de M. Habert » (1). L'événement fit assez de bruit pour que le préfet s'en mêlât. Il appelle l'aumônier, lui reproche les mauvais conseils qu'il donne à d'anciennes religieuses, le culte qu'il exerce dans une chapelle particulière, les lettres qu'il a écrites pour empêcher ses confrères d'accepter des fonctions ecclésiastiques. Mais Habert nie et proteste; il ne réclame que « la liberté d'opinion, accordée par la loi à tout Français, pourvu qu'il ne la manifeste pas et ne trouble pas l'ordre public » (2). Une seconde fois, Corbigny se laisse persuader; une seconde fois, il soutient l'aumônier des Ursulines pour s'en prendre à Gallois qui, par intérêt personnel, crée des affaires de choses sans importance; car, au fond, écrit le préfet, « M. Gallois est plus mécontent de la perte de son influence sur ce simulacre de couvent et de ce que celles qui s'en sont allées sont les plus riches, que de voir son titre méconnu par deux ou trois prêtres et par quatre filles qui doivent être fort simples ». En réalité, on peut considérer les dissidents comme quantité négligeable; « Il n'y a pas, affirme Corbigny, cinquante personnes de cet avis dans le département, et cette poignée d'opposants est beaucoup moins à craindre que M. Gallois » avec son esprit brouillon et le désir d'étendre son influence et son pouvoir (3). En quoi le préfet, aveuglé par son antipathie pour le curé de Saint-Louis, se montre bien peu perspicace. L'avenir se chargera de l'éclairer sur un mouvement dont il sous-estime la puissance et le danger.

L'année 1803 vit en effet la Petite Église se répandre et se développer dans le Loir-et-Cher comme dans un certain nombre d'autres départements (4). Le 25 mai, le Grand Juge signale, parmi d'autres « écrits séditieux préparés à Londres pour être répandus à l'intérieur »,

(1) RICHAUDEAU, *les Ursulines de Blois*, II, 130.

(2) Corbigny à Bernier, 21 vent. an XI (12 mars 1803), Arch. Loir-et-Cher, V 9.

(3) *Ibid.*

(4) Les principaux centres de dissidence sont, outre Le Blésois, la Seine-Inférieure avec les Clémentins de Rouen, la Manche avec les Basnieristes de Coutances, l'Indre-et-Loire avec les Filochois, l'Ille-et-Vilaine avec les Louisets, le Lot-et-Garonne avec les Illuminés, l'Aveyron avec les Enfarinés, le Calvados avec les Blanchardistes, et Lyon.

une lettre de M. l'évêque de Blois. Corbigny doit empêcher sa diffusion, « arrêter les colporteurs ». Vers la même époque apparaissent les *Réclamations canoniques et très respectueuses* « adressées à Pie VII par les trente-huit évêques non démissionnaires contre différents actes relatifs à l'Église gallicane ». Chose plus grave, ces prélats signifiaient à leurs vicaires généraux que tous les pouvoirs étaient retirés aux prêtres concordataires et qu'ils n'avaient plus à communiquer avec eux. Ainsi se trouvaient aggravées les dispositions prises d'abord par Thémines, car Thémines avait d'abord autorisé les fidèles « pauvres et dépourvus de toutes choses à puiser en passant dans une source nouvelle ». « Ils recevront, sans crime et sans reproche de ma part, avait-il écrit, les secours qui leur seront présentés par d'autres que par moi-même, par des mains qui ne seront, en les leur présentant, ni innocentes ni irréprochables (2). » Désormais ils ne devraient demander ces secours qu'aux mains innocentes et irréprochables des seuls prêtres dissidents.

Malgré toutes les précautions de la police, ces lettres réussissent à se répandre et, aux consignes données par Thémines, correspondent une opposition plus active et plus intraitable. Du Vendômois en particulier, des renseignements peu favorables arrivent au ministre des Cultes ; on lui signale que dans cette région tout un travail se fait contre la nouvelle organisation religieuse et que l'état d'esprit n'est point bon. Portalis en informe Bernier et celui-ci, de Paris, gagne directement Vendôme, vers le 20 septembre. Dans cette ville où se succèdent les réceptions officielles, les « grands dîners » (3), les cérémonies religieuses, il ne manque aucune occasion de prêcher l'union et la paix. Le discours qu'il prononce à l'École centrale produit en particulier, si l'on en croit le sous-préfet Lefèvre, « un très grand effet » et ramène bien des esprits égarés (4). « Le cadeau offert à leur évêque par les élèves du collège fournissait d'ailleurs à son éloquence un thème des plus heureux. C'était un tableau, où l'on voyait le Premier Consul débarquant à Fréjus, ramener avec lui la religion, terrasser des monstres symboliques, rappeler les proscrits, cueillir enfin sur un vieux trône sa dernière branche de laurier. »

(1) 5 prair. an XI (25 mai 1803). Arch. Loir-et-Cher, V 5.

(2) Cité par R. DE CHAUVIGNY, *la Résistance au Concordat*, 18.

(3) Cité par L. CHESNEAU, *les Dissidents vendômois de la Petite Église*, p. 32. On trouvera dans cette étude bien documentée tous les détails de ce voyage épiscopal.

(4) *Ibid.*

« On devine quel est ce laurier (1), » écrit Bernier à Portalis. On devine également quel commentaire pareil chef-d'œuvre pouvait inspirer.

De Plessis-Saint-Amand où l'amène sa tournée pastorale, d'Orléans où il vient de rentrer, Bernier envoie au préfet, puis à la direction des Cultes des nouvelles rassurantes. « Il y a, affirme-t-il, beaucoup d'exagération dans les renseignements très peu favorables » qu'on a reçu à Paris sur cette région de Vendôme. « Il existe bien à Vendôme quelques restes de parti, mais à peine méritent-ils maintenant qu'on y fasse attention (2). » Pour lui, cette opposition locale « tient au dépit d'un seul homme, non placé suivant ses désirs » (3), François Thoinier. Ancien curé de la paroisse supprimée de Saint-Michel de Vendôme, cet ecclésiastique n'accepte pas qu'Hersant, un étranger, le supplante à la Trinité qu'il convoite, car la Magdeleine où on le nomme lui paraît inférieure à son mérite. La fermeté de ses principes, son attitude courageuse pendant la Révolution, les services qu'il a rendus à l'Église constituent à ses yeux autant de droits qu'il trouve méconnus. De là son mécontentement et son opposition au régime nouveau ; de là les campagnes d'excitation auxquelles il se livre contre le Concordat. « Heureusement alarmé des bruits qui couraient sur lui et frappé du touchant spectacle qui se renouvelait chaque jour sous ses yeux, » Thoinier invita Bernier à se rendre dans son église « et là, au pied des autels, il a voulu désavouer dans un discours tout ce qu'on lui avait imputé » (4). La soumission du chef entraîna celle des fidèles « qu'il éloignait par ses prédictions de l'ordre actuel » (5) et les rapports de Bernier se terminent sur une note très optimiste ; après « ce triomphe de la vérité » (6), il semble qu'on puisse attendre un complet apaisement.

S'il y a correspondance exacte entre ces rapports et la pensée de l'évêque d'Orléans, il faut avouer que le prélat se faisait d'étranges

(1) Bernier à Portalis, 14 vendém. an XII (7 oct. 1803). Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(2) Bernier à Corbigny, 5^e compl. an XI (22 sept. 1803). Arch. Loir-et-Cher, V 5.

(3) *Ibid.*

(4) Bernier à Portalis, 14 vendém. an XII (7 oct. 1803). Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(5) Bernier à Corbigny, 5^e compl. an XII (22 sept. 1803). Arch. Loir-et-Cher, V 5.

(6) Bernier à Portalis, 14 vend. an XII (7 oct. 1803). Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

illusions et sur le curé de la Madeleine et sur la situation réelle du Vendômois, car l'opposition de cet ecclésiastique ne tient pas uniquement à une déception personnelle. Sans doute, il y a chez cet homme, qui se juge dépositaire du christianisme vrai dans une Église où le Pape et les évêques manquent à leur mission, un immense et inconscient orgueil. Mais sa conduite s'explique aussi par tout un ensemble de principes doctrinaux et par une tournure d'esprit compliquée d'illuminisme, exaltée par la persécution, contre laquelle ni la raison ni l'autorité ne sauraient prévaloir ; malgré le changement d'évêque et le retour du roi, qu'il avait annoncé dans ses prédictions et appelé de ses vœux, Thoinier demeurera dissident pour mourir dans son schisme. *Sic decet nos implere omnem justitiam*. On lisait, paraît-il, ces mots sur un tableau du Christ, légué à son disciple l'abbé Compoin par le patriarche de Vendôme (1). Le moment n'est pas loin où, après une soumission provisoire et apparente, Thoinier, écartant le voile, reviendra à la pleine intégrité de ce qu'il appelait la vraie justice. A la première occasion, il se détachera de l'Église concordataire et se jettera dans une lutte sans trêve ni merci.

II

L'occasion viendra du diocèse de Versailles et tout le mouvement sera déclenché par un vicaire de Cloyes, nommé Gourdet. Ce Gourdet, lorsque Bernier prend possession de son siège, appartenait au clergé blésois et il exerçait à Romilly les fonctions curiales. Le personnage est si remuant, il constitue dans son canton un tel élément de trouble, il excite si ouvertement ses confrères à l'insubordination, que le prélat s'en débarrasse au profit de M. Charrier de la Roche, son voisin. Mais cet indésirable s'obstine à reparaître, fait des incursions dans le Loir-et-Cher, « essaie de réunir pendant la nuit les paysans, leur dit la messe, en endoctrine, leur annonce une prochaine contre-révolution et les anime contre les desservans ». Parmi ceux-ci, « il n'en est pas un qui n'ait à s'en plaindre » (2).

(1) R. DE CHAUVIGNY, *la Résistance au Concordat de 1801*, 224.

(2) Bernier à Corbigny, 5^e compl. an XI (22 sept. 1803). Arch. Loir-et-Cher, V 2.

Bernier le signale donc « pour le spirituel » à l'évêque de Versailles et pour le temporel à Corbigny ; il serait « fâché qu'on sévît contre lui » mais il désire que le préfet donne « des ordres qui servent à l'effrayer un peu et à le détourner de venir troubler un diocèse auquel il n'appartient plus ni par ses pouvoirs ni par sa résidence » (1).

En même temps qu'il agit sur les populations, Gourdet endoctrine son curé, René Beaunier, et réussit à le « gâter » (2). Ils commencent donc tous deux « à ne plus prêcher, à ne plus administrer les sacrements qu'au nom de M. de Thémynes et en vertu des pouvoirs qu'ils disoient tenir de M. Habert, son délégué » (3). C'est en vain que l'évêque de Versailles essaie de ramener Beaunier par des représentations paternelles ; au lieu d'obéir, celui-ci donne sa démission, laisse sa paroisse « en proie aux partis qu'il y avait excités lui-même et se retire à Meslay près de Vendôme ». Quant à Gourdet, « il est tantôt dans un village, tantôt dans un autre ; quelquefois il exerce son ministère dans le Vendômois, d'autres fois dans les départements de la Sarthe et d'Eure-et-Loir ». Curé et vicaire prophétisent à l'envi ; ils annoncent la démission du Pape, la captivité du Premier Consul, le retour des anciens évêques et celui du roi ; prédit d'abord pour Noël, ce changement est remis à Pâques ou à la Trinité. Curé et vicaire répandent « des lettres venues de Londres de la part des princes, des fragments d'instructions de la part des évêques, des chansons mêmes, car tout est bon ». Enfin, des cartes symboliques permettent à leurs partisans de se reconnaître, « l'une représente le comte d'Artois sous le nom de Charles X, environné de cœurs, la seconde, la Royauté figurée par les armes de France ; la troisième, un lys fleurdelysé ; la quatrième, Judith victorieuse du nouvel Holoferne et la cinquième, une couronne civique jetée sur le carreau avec ces mots : Vive la paix (4). » Autant de signes de ralliement. Ces prosélytes ne se recrutent pas seulement parmi les fidèles ; chose plus grave, Beaunier fait des adeptes parmi les sœurs de Montoire ; Bonneau curé d'Azay, Compoint curé de Chauvigny le suivent

(1) Bernier à Corbigny, 5^e compl. an XI (22 sept. 1815). Arch. Loir-et-Cher, V 2.

(2) Arch. Nat., AF iv, 1044, 4. Ordonné prêtre en 1797 par l'évêque de Saint-Papoul, Beaunier avait ensuite exercé un ministère clandestin dans la région de Cloyes, sans faire la déclaration légale, ce qui lui avait valu les poursuites de la police.

(3) Bernier à Corbigny, 13 niv. an XII (4 janv. 1804). Arch. Loir-et-Cher, V 5.

(4) *Ibid.*

dans son erreur ; enfin, avec Thoinier curé de la Madeleine à Vendôme, Gauthier son vicaire, Casimir son frère, « l'étendard de la division est absolument levé » (1) dans cette ville ; on y insulte Hersant, le curé légitime, on profère même contre lui des menaces de mort. Le 27 janvier 1804, le schisme est officiellement consommé ; après avoir adressé au sous-préfet Lefèvre sa lettre de démission, Thoinier quitte son église, ainsi que son vicaire Gauthier.

Aussitôt, Bernier adresse au clergé et aux fidèles de Vendôme une ordonnance qui frappe d'interdit Thoinier, Gauthier et Compoin, annule tous leurs pouvoirs, remet provisoirement au curé de la Trinité la desserte de la Madeleine et le service de l'Hôpital (2). En même temps il avise le préfet des censures portées contre les dissidents et l'invite à surveiller ces trois prêtres qui pourraient « élever des oratoires secrets, tout en niant qu'ils les ont créés » (3). Car les menées de ces ecclésiastiques ne laissent pas d'être dangereuses ; la preuve en est les « brochures atroces » qu'ils font circuler contre le gouvernement. Pour lui, il a fait son devoir en prenant « dans l'ordre spirituel », les mesures qui relèvent de sa charge ; si d'autres précautions s'imposent dans l'ordre temporel, il appartient à Corbigny d'y pourvoir ; sur ce terrain l'évêque d'Orléans ne peut et ne veut s'engager.

Mais s'il affiche personnellement cette réserve, Bernier entend bien que le bras séculier intervienne contre les schismatiques. Or telle n'est point l'intention du préfet. Pour lui, il s'agit uniquement d'une querelle religieuse et c'est également l'avis du sous-préfet de Vendôme, Lefèvre. Consulté par son supérieur pour savoir « si cette défection tient aux opinions politiques », Lefèvre répond « bien sincèrement que c'est uniquement affaire de religion ». Thoinier d'ailleurs, dans une lettre fort habile, n'a-t-il pas déclaré « qu'il se retire pour vivre tranquille » dans la retraite, qu'il entend ne se mêler d'aucune affaire, qu'il n'élèvera ni directement ni indirectement « aucunes discussions contraires au gouvernement ». Le préfet envoie donc au Grand Juge un rapport rassurant ; ce dissentiment ecclésiastique s'explique par les scrupules de plusieurs prêtres qui regardent comme nulle la démission conditionnelle de M. de Thémynes ; il affirme parallèlement à Bernier « qu'il n'y a là ni rumeur, ni rassem-

(1) Bernier à Lefèvre, sous-préfet de Vendôme, 6 pluv. an XII (27 janv. 1804). Arch. Loir-et-Cher, V 5.

(2) *Dispenses et actes épiscopaux*. Reg. I. Arch. Ev. Orléans.

(3) Cité par L. CHESNEAU, *les Dissidents vendômois de la Petite Église*, 46.

blement, ni rien enfin qui puisse inquiéter l'administration » (1).

Le gouvernement ne partage nullement l'optimisme de Corbigny. Il est vrai que Bernier vient d'arriver de Paris et les mesures de rigueur suivent de si près son retour, qu'entre son arrivée et les instructions du Grand Juge au préfet du Loir-et-Cher d'une part, entre les démarches diplomatiques entreprises près de la cour d'Espagne contre l'évêque de Blois d'autre part, on a cru découvrir un lien (2).

Déjà au mois de juin 1803, pour mettre un terme aux menées de Thémines et de ses deux collègues Coucy et Montagnac, le Premier Consul avait prié Charles IV « de faire arrêter dans des couvents et dans les locaux d'Espagne les plus éloignés de la France », les prélats séditieux. Le 12 décembre, il insiste à nouveau ; le 10 février, une troisième lettre obtient leur emprisonnement (3). Est-ce à une intervention de Bernier qu'ils durent leur captivité? M. Emery le pensait, et désapprouvait cette rigueur, en attendant qu'il travaille de concert avec Fesch à y mettre fin (4). La coïncidence des dates autorise cette supposition.

Mais si l'évêque d'Orléans n'est pas l'inspirateur de cette mesure, il agit certainement sur Rome et sur le légat pour obtenir la condamnation des dissidents. Le cardinal publia un décret apostolique où il déclarait « désobéissans et contumaces envers le Saint-Siège apostolique... provocateurs d'un schisme dans l'Église » tous ceux qui, « au mépris d'un jugement solennel porté par le Saint-Siège, continuent d'adhérer à l'évêque d'un siège supprimé et refusent d'adhérer au nouvel évêque institué canoniquement par le Souverain Pontife pour gouverner le diocèse (5). « Car le Pape, chef suprême de l'Église, peut en vertu de son autorité » délier les nœuds spirituels,

(1) Cité par CHAUVIGNY, *la Résistance au Concordat de 1801*, 50.

(2) *Id. Ibid.*, 55.

(3) Correspondance de Napoléon, nos 6786, 7376, 7534.

(4) Émery à Fesch, 13 mars 1807. « Je suis charmé que Votre Excellence soit disposée à faire sortir M. de Blois. J'imagine que c'était M. Bernier qui avait engagé le gouvernement à le faire détenir. Un traitement aussi dur et aussi longtemps continué n'est point dans le caractère de l'Empereur. Ne pourriez-vous pas découvrir auprès du ministère des Relations extérieures quels sont les griefs qui ont porté à demander sa détention. J'imagine qu'il n'y aura pas eu d'autre prétexte que de dire qu'il entretenait les dissensions dans son diocèse. Mais la prison qui ne l'empêchait pas d'écrire n'aurait point empêché qu'il ne les entretenît. » *Papiers Emery*, V, f^{os} 5-107.

(5) Mandement ordonnant la publication d'un décret apostolique de Son Excellence le cardinal légat aux clergé et fidèles de Vendôme, 9 juil. 1804. *Dispenses et actes épiscopaux*. Reg. II. Arch. Ev. Orléans.

même en omettant certaines formes canoniques, lorsque les circonstances extraordinaires et la nécessité des temps ne permettent pas de les observer (1). » Bernier s'empessa de porter ce décret du cardinal à la connaissance du clergé et des fidèles de Vendôme. Un mandement du 23 juin 1804, l'enrichissait de ses commentaires et l'appuyait de ses exhortations. Non contents de se mettre en garde contre ceux qui voudraient les égarer, le clergé et les fidèles de Vendôme devaient encore prier pour les dissidents afin qu'ils apprennent « à discerner les passions humaines de l'esprit de Jésus-Christ... à préférer le jugement du chef de l'Église au jugement personnel de l'homme, qui trop souvent n'est que le fruit ou des écarts d'une imagination follement exaltée, ou d'un amour-propre excessif et désordonné » (2).

Ce jugement du chef de l'Église aurait eu, sinon aux yeux des schismatiques qui échappent à toute prise, du moins aux yeux de la population hésitante, beaucoup plus de poids si le Souverain Pontife s'était, en l'occurrence, personnellement prononcé. Même renforcée par une lettre pastorale de l'évêque d'Orléans, la condamnation portée par le légat ne valait pas une condamnation portée directement par le Pape. Bernier le sait ; il voudrait bien que Rome intervînt ; il essaie même d'obtenir cette intervention ; mais Rome s'obstine à garder le silence pour des raisons que Caprara expose tout au long. « Puisqu'il n'est pas permis de parler contre les plus coupables (les constitutionnels relaps ou insoumis), à plus forte raison est-il impossible d'élever la voix pour improuver la conduite de ceux qui le sont moins. Lorsqu'on aura mis à la raison les premiers, il sera facile de faire taire les seconds (3). » Cette réponse péremptoire rendait toute insistance superflue.

Il était beaucoup plus facile de mettre en mouvement la police du gouvernement. Le 13 février 1804, le Grand Juge Régnier avise le préfet de Loir-et-Cher qu'il vient de donner les ordres nécessaires pour l'arrestation des cinq prêtres « rebelles et perturbateurs nommés Habert, Turmeau, Thoinier, Gautier et Compoin ». Il invite en même temps « à redoubler de vigilance contres les prêtres séditeux

(1) Mandement ordonnant la publication d'un décret apostolique de S. E. le cardinal légat aux clergé et fidèles de Vendôme, 9 juil. 1804. *Dispenses et actes épiscopaux*. Reg. II. Arch. Ev. Orléans.

(2) *Ibid.*

(3) Caprara à Bernier, 28 juin 1804. Arch. Nat., AF IV, 1893, 38^e cahier, f^{os} 3-4.

dont les machinations sont évidemment combinées avec le Cabinet britannique et les autres ennemis de l'État » (1). Immédiatement, la gendarmerie entre en campagne. Celle du Mans appréhende le 25 février Gourdet qui s'est retiré dans la Sarthe. Mais dans le Loir-et-Cher, la maréchaussée fait buisson creux. Habert à Blois, Turmeau à Bracieux, échappent à toutes les recherches. A Vendôme, le lieutenant Chaton perquisitionne inutilement dans les maisons où résident Thoinier, Gauthier et Compoint; comme elles ont des cachettes impénétrables et des issues de tous côtés, on n'aboutit à aucun résultat. Thoinier se trouvait bien dans son lit à l'arrivée des gendarmes, mais il a réussi à s'éclicher. Faute de mieux, le citoyen Chaton, qui débute ce jour-là dans un rôle aussi douteux que ridicule, se contente de subalternes : il arrête donc « le domestique femelle de Thoinier » ainsi qu'un jeune Suisse attaché à son service, tous deux colporteurs supposés « de sa correspondance criminelle » (2). Par contre, on ne sait pourquoi, ce déconcertant policier n'inquiète nullement le citoyen Hogou, qui loge tout ce monde, favorise l'évasion des rebelles, réunit chez lui leurs disciples, favorise leur culte clandestin.

Entre temps, la conspiration de Cadoudal étant découverte, Bernier ne manque pas d'établir un rapport entre la tentative de Georges, les machinations de l'Angleterre et la campagne des dissidents. Il le fait d'abord dans un mandement « qui ordonne des prières publiques d'actions de grâces pour la conservation des jours du Premier Consul » (3), ensuite « dans une lettre personnelle qu'il adresse à Bonaparte lui-même ». L'évêque d'Orléans met d'autant plus de complaisance à souligner pareille concordance que les événements confirment ses vues, tandis qu'ils infligent à Corbigny un démenti des plus nets. N'a-t-il pas constamment dénoncé dans ce schisme local un mouvement politique, dirigé par les ennemis du Premier Consul et s'encadrant dans un plan général? Le préfet au contraire s'obstinait envers et contre tous à le considérer comme une querelle d'ordre purement religieux et, pour employer les termes mêmes de Bernier, comme « une simple affaire d'opinion »; en quoi il s'abusait. Les schismatiques avaient certainement « reçu des renseignements sur la nouvelle conspiration » et le prélat en administre la preuve, savoir

(1) Cité par R. DE CHAUVIGNY, *la Résistance au Concordat de 1801*, 55.

(2) Rapport cité par R. DE CHAUVIGNY, *la Résistance au Concordat de 1801*, 62.

(3) *Dispenses et actes épiscopaux*, II. Arch. Ev. Orléans, 19 févr. 1804.

un bulletin qu'Habert et Thoinier répandaient parmi leurs affiliés et qui ordonnait à tous les curés et desservants concordataires « de quitter sur-le-champ leurs places, sous peine d'être punis comme schismatiques et intrus ». On voulait ainsi préluder « par le trouble des consciences au bouleversement de l'État qui devait être la suite de l'assassinat projeté ». De fait, Habert, Thoinier, Turmeau, Compoint, Gautier s'étaient détachés de l'évêque d'Orléans « précisément à l'époque où la dernière conspiration devait éclater à Paris » (1).

Néanmoins aucun de ces prêtres n'a été pris sauf Bonneau « cy-devant desservant d'Azay ». Pour Bernier, la chose s'explique aisément. « Le préfet ne l'aimoit pas, il avoit eu querelle avec lui... Il a bien su le trouver préférablement aux autres (2) » pour l'enfermer dans les prisons de Blois. Quant à ses confrères, « on a eu soin de les faire avertir secrètement... et ils se sont cachés » (3). Pour déjouer toute cette conjuration, il ne suffisait pas que le gouvernement prît des mesures aussi rigoureuses que nécessaires, il fallait que ces mesures fussent appliquées par des autorités locales fermes et vigilantes ; la douceur de l'évêque ferait le reste. Ainsi reviendraient les égarés. Tels sont les conseils que le prélat donne et à Portalis et au Premier Consul lui-même, sur le dos de Corbigny.

La conversion de Bonneau arrive à point pour démontrer l'opportunité de ces conseils car « il est résulté de sa capture un effet » correspondant exactement aux prévisions de Bernier. Bonneau « a ouvert les yeux » : les exhortations de Gallois ont obtenu le reste ; repentant et soumis, il promet de reconnaître l'évêque d'Orléans pour son seul évêque et de travailler sous ses ordres « à l'endroit où il sera placé » (4) ; il signe même une déclaration aussi explicite que possible et cette déclaration est, sur sa demande, publiquement lue dans une réunion solennelle du clergé de Blois (5). En conséquence, le prélat sollicite une mise en liberté que le Premier Consul accorde. Puis, non content d'admettre le curé d'Azay à sa communion et d'obtenir du gouvernement sa grâce, il le renvoie dans sa

(1) Bernier au Premier Consul, 24 vent. an XII (15 mars 1804). Arch. Nat., AF IV, 1045.

(2) Bernier à Portalis, 12 avril 1804. Arch., Nat., F¹⁹, 5692.

(3) Bernier au Premier Consul, 24 vent. an XII (15 mars 1804). Arch. Nat., AF IV, 1045.

(4) Bernier à Portalis, 22 germ. an XII (12 avril 1804). Arch. Nat., F¹⁹, 5682.

(5) *Ibid.*, 25 germ. an XII (15 avril 1804). *Ibid.*

paroisse où il le maintiendra, malgré les réclamations du préfet et du sous-préfet, malgré l'opposition du maire qui soulève incidents sur incidents (1); car les griefs du citoyen Ruet n'ont rien à voir avec la dissidence; ils relèvent d'une inimitié personnelle, sinon d'une hostilité systématique à l'égard de la religion. C'est à Corbigny de juger « si cela ne tient point à la haine de la chose, et si tout autre desservant n'aura point à éprouver de sa part les mêmes désagréments » (2).

Malgré le succès de cette conversion, le schisme n'était pas atteint dans son principe; comme Compoin et Pasquier, Bonneau restait un personnage de second plan; les véritables chefs « Habert et Thoinier, également faux, hypocrites et agitateurs », écrivait à Portalis l'évêque d'Orléans, continuaient leur propagande (3). L'affaire parut si importante au Premier Consul qu'il s'en occupa personnellement et régla lui-même l'arrestation d'Habert. Le 23 avril, il ordonna au Grand Juge « d'envoyer en poste un brigadier de la gendarmerie d'élite » pour s'assurer de sa personne. « Il aura soin, ajoute-t-il, de ne s'adresser ni au préfet, ni au commissaire de police et de l'arrêter directement (4). » Si l'on se rappelle les insinuations de Bernier relativement à l'attitude de Corbigny, on devinera sans peine l'inspireur de cette décision.

Le gendarme d'élite ne fut pas plus heureux que ses collègues de Blois; malgré ses enquêtes et ses perquisitions, l'ancien secrétaire de Thémines demeure insaisissable. On étend les recherches aux campagnes environnantes, on les pousse jusqu'à Amboise et Montargis, on alerte la gendarmerie du Loiret et celle d'Indre-et-Loire; peine perdue, partout les résultats sont négatifs.

Le dépit du gouvernement n'eut d'égal que la satisfaction du préfet. Très froissé par « les mesures spéciales » (5) prises par-dessus sa tête, il relève sur un ton assez fier, leur échec; il ne lui déplait nullement que les policiers d'élite expédiés de Paris se heurtent aux impossibilités dont Paris lui fait grief. Mais pour que son triomphe

(1) Voir sur ces incidents, L. CHESNEAU, *les Dissidents vendômois de la Petite Église*, 57-62.

(2) Bernier à Corbigny, 26 vendém. an XIII (18 oct. 1805). Arch. Loir-et-Cher, V 2.

(3) Bernier à Portalis, 22 germ. an XII (12 avril 1804). Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(4) Arch. Nat., F⁷, 6429.

(5) R. DE CHAUVIGNY, *l'Opposition au Concordat de 1801*, 83.

fût complet, il faudrait réussir l'opération qu'ils ont manquée. Après eux, en juillet, Corbigny, se piquant d'honneur, reprend donc pour son propre compte l'action interrompue, soumet à une surveillance étroite les personnes suspectes d'entretenir soit des relations, soit une correspondance avec Habert, ordonne l'arrestation des demoiselles Pillé, prévenues de lui fournir un asile, fait même évacuer et fermer leur maison, dont il garde les clefs.

Habert demeure toujours introuvable, mais traqué de toutes parts, moins tenace et moins soutenu que Thoinier, il finit par se fatiguer et par rendre les armes avant d'être pris. Le 26 juillet, il adresse au préfet une longue lettre où perce sous les explications qu'il donne de sa conduite, le désir de se rallier. En même temps, par l'entremise du chanoine Dubin de Grandmaison, il fait remettre à Bernier un acte formel de soumission. Tout se terminait donc pour le mieux.

Chacun se félicitait d'un dénouement si heureux ; Corbigny d'abord qui gagnait contre le gouvernement et contre son évêque une partie double, en réduisant par ses propres moyens, sans rigueur, un chef dissident qu'on l'accusait de protéger (1). Bernier, de son côté, n'est pas moins satisfait. Toujours partisan des moyens énergiques, tempérés par une sage clémence, il ne manque pas d'invoquer en faveur de sa thèse favorite ce nouvel argument ; toujours soucieux de se ménager le beau rôle, il obtient l'annulation des mesures de contrainte (2) qu'il a en sous-main provoquées ; toujours optimiste pour plaire aux puissances, il augure « de cette démarche la cessation absolue des divisions que M. de Thémines avait essayé de faire naître dans son diocèse » (3).

De fait, on aurait pu croire que la soumission d'Habert porterait à la Petite Église de Loir-et-Cher un coup mortel, puisque, avec le mandataire et le vicaire général de Thémines, elle perdait son

(1) Il est assez indiqué que l'intervention du chanoine Dubin de Grandmaison ait été concertée avec Corbigny ; une soumission pure et simple faisait mieux l'affaire du préfet qui s'était porté à plusieurs reprises garant des sentiments d'Habert. Dubin de Grandmaison se trouvait en excellents termes avec Corbigny dont il prononcera l'éloge.

(2) Bernier sollicite du gouvernement la grâce de Habert, fait rapporter les ordres d'arrestation (Arch. Nat., F¹⁹, 172, f^o 3), demande même au préfet « de le traiter avec bonté ainsi que celles qui l'ont logé, afin de prouver que si le gouvernement sait sévir, il aime plus encore à pardonner ». Bernier à Corbigny, 10 avril 1804. Arch. Loir-et-Cher, V 5.

(3) Arch. Nat., AF iv, 1045, 50.

chef officiel. Mais d'autres chefs lui restaient, intrépides et décidés à tenir jusqu'au bout. Autour de Thoinier, ils vont se grouper pour relever ce que Bernier appelait « l'étendard de la révolte » et pour le tenir, haut et ferme, envers et contre tout, dans le Vendômois.

III

C'est à Vendôme en effet que se trouva le foyer du schisme ; le curé de la Madeleine, Thoinier, y soutient avec ses coadjuteurs, Bonnier et Compoint, une lutte implacable contre le curé « intrus » Hersant et contre la police lancée sur ses pas. Depuis le 20 février 1804, le lieutenant Chaton, avec le concours des brigades voisines, organise recherches sur recherches, enquêtes sur enquêtes. Mais ses opérations, égarées par de faux bruits (1), aiguillées sur de fausses pistes (2), éventées par des indiscrets ou des complices, ne donnent aucun résultat. Les proscrits comptent des partisans passionnés et sûrs, se réfugient dans des cachettes impénétrables, imaginent des ruses de toutes sortes, disposent enfin d'une contre-police vigilante et avertie. La gendarmerie se couvre de ridicule, le sous-préfet Lefèvre avoue son découragement : « Le seul moyen qui nous reste pour parvenir à prendre les prêtres rebelles, écrit-il, le 1^{er} juin 1804, est la ruse et l'argent (3). »

Les choses semblaient donc au point mort quand, le 25 juin, « un scandale public » causé par la secte de Thoinier, « cette clique fanatisée » (4), met à nouveau tout le monde administratif en mouvement : commissaire de police, sous-préfet et maire de Vendôme, préfet de Blois et ministres de l'Empereur sans compter l'évêque d'Orléans (5). Il s'agit de l'« enterrement clandestin » du sieur

(1) A plusieurs reprises on fit courir le bruit que Thoinier n'était plus à Vendôme. Bernier ne voyait dans « cette prétendue absence » qu'une « ruse de guerre », car « il est accoutumé à ces supercheries ». A Corbigny, 29 juil. 1804. Arch. Loir-et-Cher, V 5.

(2) Voir à ce sujet l'arrestation burlesque du prétendu prêtre Pasquier. L. CHESNEAU, *les Dissidents vendômois de la Petite Église*, 55.

(3) Lefèvre à Corbigny, 12 prair. an XII (1^{er} juin 1804). Arch. Loir-et-Cher, V 3.

(4) *Ibid.*, 6 mess. an XII (25 juin 1804). *Ibid.*, V 2.

(5) L. CHESNEAU, *les Dissidents vendômois de la Petite Église*, 84.

Adam, ex-marchand gantier, décédé en sa maison, rue de l'Écrevisse, au bourg Saint-Martin, qui fut porté en terre sans cérémonie religieuse et sans clergé. Quatre enfants accompagnaient le cercueil avec des cierges ; une cinquantaine de pauvres suivaient. Au cimetière, une certaine demoiselle Binet, « la plus forcenée des dissidentes », assure le sous-préfet, tira de sa poche « une phiole dans laquelle était de l'eau bénite et aspergea le corps ». Aucun ministre du culte n'assistait à l'inhumation, mais on soupçonna que, la nuit précédente, des prêtres dissidents avaient, chez le défunt, célébré un service funèbre. Par une curieuse coïncidence, le maire Boirichard était, ce jour-là, à sa maison de campagne ; le commissaire de police Genty ignorait tout, ainsi que le curé Hersant moins renseigné que son sacristain. Le cortège put donc traverser la ville en toute liberté, provoquant sur son passage des réflexions subversives et des propos « indécents » (1).

Averti de ce scandale Corbigny ordonne une enquête extraordinaire, autorise l'arrestation de ceux qui ont pris part au convoi, sollicite les instructions du gouvernement ; enfin, il prie l'évêque d'Orléans de lui accorder son concours pour mettre un terme à tous ces désordres. Ce concours, Bernier le promet d'autant plus volontiers que, depuis deux ans, il ne cesse de dénoncer au préfet les dangers du schisme ; il ne lui déplait pas, à cette occasion, de rappeler ses avertissements ni de faire sentir à son correspondant que l'administration départementale aurait pu fort utilement tenir compte de ses avis. Si affligeantes que soient les scènes de Vendôme, elles n'ont rien d'étonnant, vu le fanatisme de la secte ; tout laisse même supposer que ce « premier essai » sera suivi de plusieurs autres. Des mesures s'imposent donc, sages et fermes, si l'on veut mettre un terme à cette agitation ; l'intérêt général l'exige comme l'exige, Bernier le signifie nettement, l'intérêt personnel de Corbigny. Pour son compte, l'évêque d'Orléans se déclare disposé à tout ce qui sera compatible avec la douceur de son ministère. D'ailleurs, et il ne manque pas de s'en prévaloir, Portalis, puis Réal, ont déjà conféré avec lui sur les dispositions à prendre. Mais il importe essentiellement que les ordres du gouvernement demeurent secrets, faute de quoi les prêtres schismatiques, avertis une fois de plus, pourront se dérober à toutes les recherches ; tant que les dépêches « seront connues de personnes qui tiennent à la dissidence ou par la parenté ou par le sentiment de

(1) Lefèvre à Corbigny, 6 mess. an XII. Arch. Loir-et-Cher, V 2.

leurs épouses », on restera impuissant (1). C'était mettre en cause et assez clairement le sous-préfet et le commandant de gendarmerie, coupables d'imprudences, ainsi que le maire Boisrichard, suspect de complicité.

En attendant les instructions du gouvernement, le préfet soucieux de se dégager frappe à Vendôme les religieuses de l'hospice. Il avait adopté, on ne sait pour quelles raisons, la congrégation de Montoire dont elles faisaient partie ; il avait même voulu déplacer leur maison-mère pour l'installer dans son département ; mais Bernier, l'archevêque de Bourges et Portalis s'étaient mis en travers ; le premier ne désirait nullement enrichir son diocèse d'une congrégation si inféodée à la préfecture ; le second se refusait à appauvrir le sien ; quant au troisième, tout en approuvant des établissements « qui sont autant l'ouvrage de la religion que de l'humanité », il craignait « les rivalités d'autorité et de juridiction qui pourraient contrarier un projet (de restauration) si utile » (2). Mais s'il échoue dans ses tentatives de translation, Corbigny introduit ses protégées à l'hospice de Vendôme malgré Bernier, qui les voyait d'un mauvais œil prendre pied dans un arrondissement difficile et agité. Pour comble de bonheur, parmi les arrivantes se trouvait la sœur du curé de la Madeleine, Marie-Gabrielle Thoinier. Naturellement, elle embrasse le parti de son frère et, par elle, toutes les religieuses de l'hôpital sont bientôt acquises à la dissidence. Elles cessent dès lors d'assister aux offices ; toutefois elles laissent aux malades la plus grande liberté ; tout au plus, peut-on leur reprocher « de n'assister à aucune cérémonie » lorsque les prêtres soumis au Concordat exercent leur ministère dans la maison. Comme par ailleurs elles ont de l'ordre et de l'économie, comme elles s'acquittent avec le plus grand soin de leurs devoirs, le sous-préfet serait d'avis qu'on use à leur égard de sages ménagements (3).

Corbigny, à cette date, ne songe nullement à les frapper ; au contraire, si l'on en croit une dénonciation de l'évêque d'Orléans, il protège plutôt ce foyer de dissidence. D'une lettre autographe adressée par Beaunier, ancien curé de Cloyes, à une sœur de Montoire, il découle, assure Bernier, que le préfet « leur avait permis de ne pas

(1) Bernier à Corbigny, 12 mess. an XII (1^{er} juil. 1804). Arch. Loir-et-Cher, V 2.

(2) Portalis à l'archevêque de Bourges, 28 brum. an XII (14 nov. 1803). Arch. Nat., F¹⁹+ 152, f^o 754.

(3) Lefèvre à Corbigny, 12 pluv. an XII (2 févr. 1804). Arch. Loir-et-Cher, V 2.

me reconnaître, qu'il applaudissoit à leur fermeté sur cet objet, qu'il les autorisoit à renvoyer les novices qui ne pensoient pas comme elles, qu'elles ont usé de cette faculté, et qu'en un mot, elles n'étoient tenues dans l'intention du préfet à rien reconnaître de l'ordre religieux actuel, elles étoient dispensées d'aller à ce que M. Beaunier nomme le *grand magasin*. Est-il possible, ajoutait le prélat, qu'un administrateur s'oublie jusqu'à ce point » (1)?

Soit que Corbigny veuille se laver de cette accusation dont il aurait eu vent, soit que les sœurs de l'hôpital accusent davantage leur adhésion au schisme, soit que le gouvernement intervienne par des ordres positifs, le 21 juin 1804, la communauté est chassée de l'hôpital où des sœurs de la Sagesse la relèvent. D'autres mesures suivront bientôt ; car, au lendemain du scandale donné par l'enterrement clandestin du sieur Adam, les religieuses retirées chez Haugou, un dissident de marque, reçurent l'injonction de se séparer. Elles se dispersèrent alors dans un certain nombre de maisons aussi suspectes, sans se départir pour cela de leurs sentiments. Non contentes de s'obstiner dans leur dissidence, elles menacent leurs remplaçantes « d'une contre-révolution prochaine » (2). Leur attitude devient tellement insupportable que le sous-préfet insiste, le 3 juillet, pour qu'on les éloigne de Vendôme (3) et, quelques jours plus tard, en présence d'un lieutenant de gendarmerie envoyé par le ministre de la Police en mission spéciale, elles quittent la ville pour se retirer à Bourges, dans un établissement de leur ordre.

Lefèvre se félicite de « cette extraction du noyau infernal » dont il attend « le meilleur effet » (4). Malheureusement, ses espérances ne tardent pas à être déçues, car les religieuses de Morée emboîtent le pas derrière leurs sœurs de Vendôme. Appartenant à la même congrégation, soumises aux mêmes influences, elles versent elles aussi dans le schisme, mettent la division dans la commission administrative de l'hôpital, dans leurs malades, dans le clergé, dans la ville, dans tout le pays. Vigoureusement sermonnées du haut de la chaire par le curé Plessis, elles promirent bien « qu'elles suivraient régulièrement les offices et qu'elles prouveraient qu'elles sont attachées au gouvernement » (5). Mais leur attitude reste douteuse, si douteuse

(1) Bernier à Portalis, 6 avril 1804. Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(2) Bernier à Corbigny, 1^{er} juil 1804. Arch. Loir-et-Cher, V 2.

(3) Lefèvre à Corbigny, 14 mess. an XII. Arch. Loir-et-Cher, V 3.

(4) *Ibid.*, cité par L. CHESNEAU, *les Dissidents de Vendôme*, 68.

(5) Arch. Loir-et-Cher, V 3.

même qu'on les accuse de cacher le prêtre dissident Pasquier, de favoriser son ministère clandestin ; Bernier les signale donc à Portalis et, sur l'ordre du gouvernement, Corbigny signifie « à ces indésirables » leur congé. Une ancienne visitandine, Mme Mollandin, leur succède dans la direction de l'établissement. Avec elle, à défaut du bon ordre, de l'économie et de la paix, l'orthodoxie du moins était rentrée dans la maison.

Avec la dispersion de ces deux communautés, les prêtres dissidents perdaient, dans le canton de Morée et dans l'arrondissement de Vendôme, deux points d'appui d'extrême importance. Mais ils ne sont point hommes à se rendre, car il leur reste d'autres refuges et d'autres bases d'opérations ; leur activité semble même s'accroître avec la persécution et rien ne peut mettre un terme à leurs agissements, fût-ce le citoyen Chaton qui vient de reprendre ses recherches avec autant de zèle que d'insuccès. Thoinier continue ses publications clandestines ; il ordonne « des prières publiques pour la tenue d'un futur concile qui reformera tout » (1) et détermine les réponses et les oraisons à réciter pour cet objet. Peu après, se répand un « Testament spirituel de ***, curé de Saint-M*** à Vendôme ». « Devenu membre de l'Église de Jésus-Christ le 4 février 1752, chargé des paroissiens que Dieu lui a donnés dès le 5 juillet 1780 » par Mgr de Thémines, son évêque légitime, « confesseur de la foi dès le 16 janvier 1791 jusqu'à ce jour » l'auteur qu'on devine facilement, lègue à ses fidèles le résumé de sa croyance et le témoignage de son attachement inviolable à l'Église de Jésus-Christ. Car, après le symbole des apôtres, le credo de Nicée et celui de saint Athanase, la doctrine de cette Église trouve son expression dans le credo de Thoinier. Trente-deux articles formulent les principes de ce nouveau docteur ; on y relève parmi des formules confuses sur l'autorité respective du Pape (2) et des évêques, des affirmations aussi nettes que possible sur le droit et le devoir de désobéir au Souverain Pontife, « si par malheur, trompé ou forcé, ou entraîné par quelque motif que ce soit, il enjoignait de communiquer *in sacris* avec des hérétiques notoires et impénitents laïques ou prêtres, et avec les laïques ou prêtres connaissant cette impénitence et communiquant quand même

(1) Bernier à Corbigny, 20 juil. 1804. Arch. Loir-et-Cher, V 2.

(2) « Je crois que le Pape n'est pas l'évêque universel de toutes les Églises particulières comme si tous les évêques n'étaient que ses vicaires et que, s'il en est le pasteur, il n'en est pas le dominateur puisqu'ils gouvernent avec lui l'Église de Dieu par le même droit divin qui l'établit chef. »

avec eux » (1). Telle est la doctrine que Thoinier a toujours enseignée et qu'il enseignera toujours.

Si un instant sa conduite a paru contredire cette doctrine, c'est qu'il a été trompé sur la rétractation des évêques constitutionnels, sur la démission des évêques légitimes, sur les intentions de son propre évêque. On lui avait affirmé que les premiers s'étaient réconciliés, que les seconds avaient en majorité renoncé à leur siège légitime, que M. de Thémynes, après une abdication régulière, avait conseillé de reconnaître son successeur. Dans ces conditions il avait cru pouvoir en toute bonne foi entrer en communion avec M. Bernier et accepter la cure de la Madeleine que celui-ci lui offrait. Mais en 1803, Thoinier découvre que sur ces trois points, on l'a induit en erreur ; victime de « cette foule de mensonges et de fourberies, de violences et d'artifices » employés « pour tromper surprendre et entraîner les âmes droites », en proie à « une angoisse inexprimable », il se mit donc à supplier Dieu « très instamment et très amplement..., par les mérites infinis de Jésus-Christ et par l'intercession de la Très Sainte Vierge, de son ange gardien, de saint François, de saint Martin, ses patrons, de tous les anges, de tous les saints et de tous les martyrs de la foi dans la Révolution, de ne pas permettre qu'il s'égare, de le conduire par la voie droite de la vérité et de la Sainte Église. » Prêt à toutes les tribulations, reconnaissant envers tous ses bienfaiteurs, et ceux qui lui ont valu des joies, et ceux qui lui ont procuré de salutaires épreuves, soumis au Pape, encore qu'il ne lui doive nullement « une obéissance aveugle, servile, et contre les canons qui sont les lois de l'Esprit Saint », il ne demande qu'une chose, « procurer la plus grande gloire de Jésus-Christ », se « conserver tout entier à la défense et à l'exaltation de la Sainte Église. Ainsi soit-il »

Rien ne caractérise mieux l'esprit de la dissidence, celui de son chef, que ce testament « curieux mélange de doctrine, d'hérésie, d'extravagance » (2), d'illuminisme, de piété et d'orgueil, où la confusion des idées répond à l'exaltation des âmes. Déféré au gouvernement par Bernier et par le préfet, ce nouvel écrit détermine une nouvelle action de la police, car « en recherchant les émissaires qui colportoient la pièce, on espéroit, suivant le mot de Corbigny, remonter jusqu'à son auteur » (3). Mais ces espérances furent une fois de plus déçues.

(1) Voir dans L. CHESNEAU, *les Dissidents vendômois de la Petite Eglise*, 96, un résumé de la doctrine exposée par Thoinier dans son testament.

(2) R. DE CHAUVIGNY, *la Résistance au Concordat de 1801*, 115.

(3) Cité par R. DE CHAUVIGNY, *ibid.*

Une fois de plus aussi, la surveillance fatiguée de ses efforts inutiles se relâcha, si bien que l'année 1805 se termine par une sorte de détente. Le préfet assure que le plus grand calme règne dans le département et Bernier, qui vient de faire une tournée pastorale sur les rives de la Loire, écrit à Portalis qu'il « n'avoit plus trouvé trace de l'esprit de dissidence qui désoloit ces contrées » (1). Les protestants eux-mêmes vivent en parfaite harmonie avec les catholiques.

IV

Le décret impérial du 19 février 1806, ordonnant que la fête de saint Napoléon et celle du rétablissement de la religion catholique fussent célébrées le 15 août dans toute l'étendue de l'Empire, ranima la lutte assoupie. Les dissidents profitent de cette innovation pour « bourrer la tête des dévotes » (2). Ils dénoncent les prétentions de l'Empereur qui, de son propre chef, sans aucun aveu du Saint-Siège, substitue au culte de la Sainte Vierge celui d'un saint inconnu sinon inexistant. C'est à leurs yeux, une nouvelle preuve de cette ingérence continuelle qui corrompt la religion en l'asservissant aux puissances politiques, si bien que l'Église concordataire n'a plus rien de commun avec la véritable Église de Jésus-Christ.

La malencontreuse initiative du maire de Meslay apporte bientôt à l'appui de cette thèse un argument local que les dissidents ne manquèrent pas d'exploiter. Ne s'avise-t-il pas d'adresser aux habitants de sa commune une proclamation en règle, pour défendre contre les attaques de la Petite Église, et la religion de leurs pères, et le gouvernement qui l'a si heureusement rétablie? On l'y voit justifier par la liturgie le décret du 19 février, relatif à la saint Napoléon, et par le dogme, le Concordat de 1801. Car la saint Napoléon malgré tout ce qu'on a prétendu, ne supprime pas l'Assomption. « Sachez, écrit Moulmier, que le même jour peut être consacré à plusieurs fêtes à la fois et c'est ce que vous voyez constamment, lorsqu'il y a concurrence entre plusieurs saints dont la fête arrive le même jour. » Quant à la soumission au Concordat, elle est représentée

(1) Arch. Nat., AF iv, 1317.

(2) Lefèvre à Corbigny, 22 mars 1806. Arch. Loir-et-Cher, V 3.

comme une conséquence de la constitution même de l'Église. « De tout temps, on a enseigné que l'Église que vous devez suivre ne peut être sans chef et que ce chef étoit le Souverain Pontife... » Or, « c'est se séparer de sa communion que de condamner le Concordat qui est son ouvrage ». Une conclusion victorieuse terminait cette démonstration péremptoire. « Habitans de cette commune, tenez-vous pour bien éclairés des vérités que je viens de vous tracer (1). »

Au lieu de confondre les dissidents cette proclamation intempestive devint une arme entre leurs mains, car cette immixtion du pouvoir municipal dans les affaires religieuses n'étoit qu'un cas d'un système général qu'ils condamnèrent une fois de plus. Chose plus grave, ancien curé intrus de Meslay et membre du clergé grégorien, Moulmier avait quitté les fonctions ecclésiastiques pour devenir commissaire aux vivres dans les armées républicaines, puis administrateur d'hospice et maire de sa ci-devant paroisse. L'occasion étoit trop propice pour établir la collusion de l'Église concordataire avec les constitutionnels schismatiques et les prêtres apostats. Une telle Église, fût-elle en communion avec le Pape, ne pouvoit être en communion avec le Christ. Le maire de Meslay eut beau, avec une simplicité déconcertante invoquer sa compétence en matière doctrinale et rappeler sa « première jeunesse consacrée à l'étude de la théologie », son intervention ne pouvoit, en l'occurrence, que produire un résultat contraire à ses désirs. Mieux averti que le sous-préfet de Vendôme, Corbigny se garde bien de la tenir pour heureuse ; « à des proclamations qui ne persuadent personne » (2), il eût de beaucoup préféré l'arrestation d'un seul prêtre schismatique ; il estimait de plus que de pareilles questions ne relevaient point des autorités municipales, mais de l'autorité ecclésiastique.

Or si, dans l'ensemble, l'épiscopat français adopte la saint Napoléon, si le légat, toujours docile, la confirme par un indult apostolique, Rome se rencontre avec les dissidents pour réprouver et le culte et la fête. Consultés par le Pape, les cardinaux se montrent nettement défavorables et, dans plus d'un *votum*, on retrouve les arguments, les protestations indignées et presque le langage du patriarche de Vendôme. Di Pietro surtout se signale par sa vigueur. Sans négliger le point de vue historique et le point de vue liturgique, il ramène,

(1) Cité par R. DE CHAUVIGNY, *la Résistance au Concordat de 1801*, 124.

(2) *Ibid.*, 125.

Moulmier reprit en 1833 les fonctions ecclésiastiques, devint chanoine honoraire de Blois en 1834 et desservant de Saint-Ouen avec résidence à Vendôme.

comme Thoinier, la question à une question de principe. A supposer que ce saint introuvable dans le martyrologe soit authentique, ce qui lui paraît, malgré toutes les preuves complaisamment fournies par Caprara, extrêmement douteux, à supposer qu'on n'offense ni la dignité de la Mère de Dieu ni les règles traditionnelles en fixant sa fête au 15 août, il reste que le décret impérial du 19 février constitue une ingérence formelle du pouvoir civil dans le domaine spirituel, car la translation des fêtes et la reconnaissance d'un culte ne relèvent nullement de l'autorité laïque. Or, c'est justement cette ingérence du pouvoir politique qui constitue la gravité de cette affaire et lui donne une portée plus large que son objet direct ; en fait, le patron de Sa Majesté se trouve beaucoup moins en cause que l'indépendance religieuse de l'Église. Aussi Di Pietro dénonce-t-il avec véhémence cette entreprise du gouvernement français ; haussant le ton à la hauteur du débat, il déclare même que le Pape ne peut tolérer la saint Napoléon ni garder le silence sans collaborer à un véritable scandale ; si Caprara se montre faible, si les évêques de France manquent du courage nécessaire pour parler, Pie VII doit opposer à cette fête nouvelle, sinon une condamnation positive, du moins une énergique protestation : « Pilate, ajoutait le *votum*, n'a pas été justifié pour s'être lavé les mains (1). »

L'avis du bouillant cardinal ne prévalut point cependant. D'autres problèmes et combien plus graves se posaient au premier plan qu'il fallait d'abord résoudre. Le ciel est assez couvert de nuages, la situation entre Rome et Paris assez tendue pour qu'on s'épargne une discussion aussi irritante que stérile, d'autant qu'un décret de Caprara approuve et impose la fête litigieuse au nom du Saint-Siège, d'autant que la plupart des évêques de France célèbrent dans leurs lettres pastorales le panégyrique du saint, digne patron du héros. Gagné de vitesse et placé devant le fait accompli, Pie VII estime inopportune une protestation qui blesserait l'Empereur en pure perte, infligerait au légat, aux évêques de France, un pénible désaveu. Au point où les choses se trouvent, il ne faut plus escompter un retour en arrière ; on s'est trop avancé pour qu'une retraite élégante demeure possible. Le Pape se résigne donc au silence, comme on se résigne au moindre mal.

Beaunier et Thoinier se gardèrent bien d'imiter une réserve qu'ils condamnent comme une trahison ; ils prêchent et prophétisent plus

(1) *Votum* de Di Pietro sur la saint Napoléon. Arch. Vat. Nunz. Fr., 607.

que jamais avec « le caractère ardent, la fausseté, l'hypocrisie et l'illuminisme des chefs de parti » (1) et Bernier les compare aux « ci-devant convulsionnaires » de saint Médard. Leur thème ne varie point : l'Église concordataire est devenue anglicane, « l'autorité civile règle tout en matière de religion », elle « s'est attribuée la suprématie de Henri VIII ». Pour établir leur thèse, les arguments ne manquent pas et les incessantes entreprises du temporel sur le spirituel se chargent de les renouveler ; après avoir « détruit la fête de l'Assomption pour mettre la sienne à sa place, » après avoir imposé au culte des chrétiens « un être imaginaire », c'est maintenant à la doctrine que s'attaque le gouvernement ; car, sur ses ordres, un nouveau catéchisme est en préparation qui altère le dogme et la morale catholiques. Ce catéchisme, comment et par quelles « correspondances » les sectateurs de Thoinier ont-ils pu se le procurer avant sa publication ? Bernier l'ignore ; mais il signale à Portalis « qu'on a déjà à Vendôme tout le chapitre qui contient la soumission due au pouvoir » (2), c'est-à-dire le chapitre capital. On devine sans peine comment il est exploité par les dissidents.

L'audace de ceux-ci n'a d'égal que l'impuissance de la police, l'énervement et le désaccord des autorités. Apparenté à Thoinier, humblement soumis à sa femme, l'une des plus fanatiques parmi les admiratrices du saint homme, Boisrichard protège et renseigne les prêtres poursuivis ; naturellement, il est au plus mal avec Hersant ; maire et curé se plaignent l'un de l'autre et se dénoncent réciproquement (3). De son côté, le nommé Chaton, commandant de la gendarmerie de Vendôme, tient tête à ses supérieurs civils (4) et poursuit les schismatiques d'une façon si brutale et si inefficace que Bernier l'accuse de donner à ses recherches systématiquement négatives un caractère systématiquement violent, afin de rendre odieux les persécuteurs (5). L'attitude du préfet de Loir-et-Cher et celle du sous-préfet de Vendôme ne déplaisent pas moins à l'évêque d'Or-

(1) Bernier à Portalis, 23 mai 1806. Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

(2) *Ibid.*, 19 mai 1806. *Ibid.*

(3) On trouve dans le même dossier, F¹⁹, 5692, une série de lettres adressées à Bernier par Hersant, communiquées ensuite à Portalis, qui fournissent sur ces démêlés des détails curieux.

(4) Chaton, le 13 mai 1806, écrit au sous-préfet qu'il n'a pas d'ordre à recevoir de lui pour l'exécution des ordres émanés de la police ou des tribunaux. Voir au sujet de cet incident, L. CHESNEAU, *les Dissidents de la Petite Eglise*, 102.

(5) Bernier à Portalis, 19 mai et 5 août 1806. Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

éans. Le premier, selon ses anciens principes, « se moque un peu de tout cela » et n'entend point « se mêler des choses de la religion » (1); le second, « brave et honnête homme », se montre faible, timide et borné; malgré ses excellentes intentions, il n'aboutit à rien, car Boisrichard et Chaton le dupent à qui mieux mieux (2). Enfin, le gouvernement lui-même, en frappant d'une disgrâce rendue publique le chef du diocèse, contrarie l'action pastorale qu'il serait susceptible d'exercer. L'évêque insiste sur ce point. Si l'on n'avait pas répandu dans tout le pays qu'il a perdu la confiance de l'Empereur, si les autorités civiles avaient accompli leur devoir, cette dissidence serait étouffée depuis longtemps (3).

Pour lui, la solution serait fort simple; il suffirait d'écarter les chefs, et, par là même, tout rentrerait dans l'ordre. Tel est le conseil qu'il donne à Portalis. Quant aux moyens à employer, le prélat en connaît d'inafaillibles qu'il propose d'indiquer. Qu'on laisse dans la plus complète ignorance « les autorités qui, jusqu'ici ont tout toléré », qu'on le charge entièrement de l'affaire, discrètement, avec un agent de confiance, et « tout sera fini par l'éloignement des deux mauvaises têtes que deux ans de douceur et de charité n'ont pas guéris et que dix autres ne guériront pas » (4).

Mais le sous-préfet Lefèvre ne partage pas cette manière de voir. En théorie les vues de l'évêque sont excellentes; une fois le tronc coupé la dissidence se trouverait abattue. Mais puisque, en pratique, l'expérience a montré que « le tronc est inattaquable », il faut adopter une autre méthode et « s'attacher aux branches » (5), c'est-à-dire arrêter indistinctement tous ceux qui de près ou de loin tiennent à « la dissidence et la favorisent », tous les receleurs, « *factotoms* », col-porteurs des prêtres schismatiques, toutes personnes participant aux enterrements clandestins et scandaleux du parti ou recevant des sacrements de ses prêtres ou tenant des propos injurieux ou chantant des chansons contre les fonctionnaires de l'Église et de l'État et surtout contre Sa Majesté Impériale et Royale (6). Un rapport du 12 juin expose et motive ce nouveau plan de bataille.

On aurait pu croire que ces mesures radicales ne recevraient point

(1) Bernier à Portalis, 19 mai 1806. Arch. Nat., F¹⁹ 5692.

(2) *Ibid.*, 5 août 1806. *Ibid.*

(3) *Ibid.*, 19 mai 1806. *Ibid.*

(4) *Ibid.*, 9 mai 1806. *Ibid.*

(5) Cité par R. DE CHAUVIGNY, *la Résistance au Concordat*, 137.

(6) L. CHESNEAU, *les Dissidents de la Petite Eglise*, 113.

l'approbation du préfet de Loir-et-Cher, hostile par principe à toute intervention du bras séculier en matière religieuse. Or, non seulement Corbigny adopte les suggestions de Lefèvre, mais il renchérit encore sur leur sévérité. Étant données les facilités qu'offre pour se cacher la ville de Vendôme et la complicité d'un certain nombre d'habitants, à défaut des « moyens ordinaires qui ne suffiroient pas », Corbigny ne voit que deux partis à prendre : des dragonnades ou l'arrestation massive de tous les suspects. Dans le premier cas une garnison serait établie « dans cette ville, chargée de fournir des soldats qui resteraient à demeure chez tous les partisans des dissidents pendant un plus ou moins grand nombre de jours ». Dans le second, il s'agirait « d'enlever ces partisans et de les mettre dans une maison de détention ou de les placer en surveillance dans des départements assez éloignés pour qu'il n'y ait plus aucun rapport entre eux et leurs adhérents ». Ce dernier parti avait sa préférence : « En annonçant aux familles des personnes qu'on arrêtera que leurs parents ne seront relâchés qu'après que les prêtres dissidents auront été livrés... je pense, écrit-il, que l'on parviendra à faire livrer ces prêtres ». A défaut de ce résultat immédiat, personne n'osera plus « leur donner asile ni manifester des dispositions contraires au Concordat, de peur d'éprouver un sort semblable à celui des gens arrêtés », et le rapport de conclure, que « ce sera un petit mal pour un grand bien » (1).

Consulté par Portalis, Bernier avoue qu'il n'a pu sans frémir prendre connaissance d'un tel projet. « L'exécuter, déclare-t-il, ce serait rendre à jamais odieux dans ce pays le gouvernement et la religion. » « D'abord, toutes ces rigueurs seraient inutiles : la dissidence comprend trois sortes d'éléments », quelques dévotes « entraînées par leur directeur Thoinier, un certain nombre d'individus qui épousent cette querelle non par religion mais par haine de Sa Majesté..., enfin quelques jacobins... qui partagent leur aversion pour le gouvernement ». Les mesures proposées n'atteindraient pas ces opposants politiques ; ils resteront demain ce qu'ils sont aujourd'hui ; « elles tomberont en dernière analyse sur des dévotes et dévots, trompés par un directeur fanatique, et qui, si ce directeur étoit éloigné, reprendroient peu à peu le cours de leurs exercices religieux sous la direction des prêtres soumis au Concordat » (2). C'est donc Thoinier qu'il faut atteindre ; or le saint homme est toujours averti, ce qui lui permet

(1) Cité par R. DE CHAUVIGNY, *la Résistance au Concordat*, 139.

(2) Bernier à Portalis, 5 août 1806. Arch. Nat., F¹⁹, 5692.

non seulement d'échapper, mais encore de faire, à bon compte, le prophète ; ayant un crucifix qui lui parle, il sait d'avance à quelle maison la police s'arrêtera et certifie à ses adeptes extasiés que son heure n'est pas encore venue. Ce manège continuera tant que Chaton commandera la gendarmerie de Vendôme, et que Boisrichard administrera la ville « sous la tutelle » de sa femme.

En outre, ce zèle subit d'un préfet jusqu'alors si tiède en matière religieuse, les conseils de violence qu'il se permet de donner, paraissent à Bernier fort sujets à caution ; il soupçonne que cette conversion inattendue recouvre un calcul et discrètement, sans nommer personne il insinue qu'une pareille politique pourrait correspondre à un double jeu. « Si ce misérable parti n'est pas détruit, assure-t-il, c'est parce que les administrateurs l'ont bien voulu et que plusieurs membres n'étoient pas fâchés de voir cette dissension, comme ils ne seroient pas fâchés aujourd'hui de voir prendre des mesures exagérées pour crier ensuite au despotisme (1). »

Le gouvernement se garda bien d'adopter pareil système ; mais les propositions de l'évêque d'Orléans ne furent pas davantage retenues ; on n'accepta ni son concours discret, ni le concours de son agent de confiance, pour assurer de façon infaillible, l'éloignement de Beaunier et de Thoinier. Les choses restèrent en l'état. Tandis que Chaton perquisitionne dans le vide, Boisrichard et sa femme veillent sur les retraites mystérieuses où se dissimulent les deux chefs ; Lefèvre continue à se laisser duper et le préfet Corbigny à suivre de loin, de haut, avec la même philosophie, une querelle religieuse qui ne l'intéresse pas.

Lorsque Bernier meurt le 1^{er} octobre 1806, aucun résultat n'a été obtenu. Insaisissables et irréductibles, Beaunier et Thoinier poursuivent leur campagne anticoncordataire et leur ministère clandestin.

La disparition d'un homme qu'ils ne pouvaient tenir en odeur de sainteté amènera-t-elle la réconciliation des schismatiques ? On put l'espérer un moment. Le 17 juin 1807, Corbigny signale « la tranquillité parfaite qui règne à Vendôme depuis la mort de cet évêque et la décadence successive de ce parti » (2). Il s'autorise même de cette

(1) Bernier à Portalis, 5 août 1806. Arch. Nat., F¹⁰, 5692.

(2) Cité par R. DE CHAUVIGNY, *la Résistance au Concordat*, 256. En 1814, le préfet Christiani de Ravaran fera lui aussi remonter la source du mal à Bernier, qui « avait sacrifié des pasteurs irréprochables » éprouvés par la Révolution. *Ibid.*, 181. Bernier lui-même, au début de la dissidence, attribuait la retraite de Thoinier au dépit de cet ecclésiastique qui convoitait la Trinité. La valeur de cette explication a été discutée plus haut.

accalmie pour attribuer au prélat défunt, toute la responsabilité de la dissidence. Provoquée par sa maladresse à l'égard de Thoinier, entretenue par la haine qu'il inspire, devenue par son intolérance une affaire d'État, elle se réduit presque aux yeux du préfet à une question de personnes.

C'était prendre la question par le petit côté, se tromper entièrement sur la nature et sur la force de ce mouvement, commettre enfin une réelle injustice. On peut, dans cette misérable affaire, discuter l'attitude et les procédés de Bernier ; on peut mettre en doute la parfaite franchise de son jeu ; on peut convenir de son échec et de ses erreurs. Mais si large part qu'on fasse aux manœuvres, fausses ou louches du prélat, elles ne suffisent pas à tout expliquer ; à leur défaut, d'autres causes psychologiques, religieuses, politiques, auraient suffi à provoquer la scission. Pour naître, pour se maintenir, le schisme de la Petite Église n'avait pas besoin de lui. L'histoire des autres diocèses, l'histoire même du diocèse de Blois, sous les pontificats et sous les régimes suivants, suffit amplement à le démontrer.

CHAPITRE XIV

LE CLERGÉ. — LES FABRIQUES. — LE SÉMINAIRE

- I. Bernier et son clergé. — Les anciens constitutionnels. — Les prêtres mariés. — État numérique du clergé. — Sa misère. — Avant 1804, les succursalistes sans traitement ; le décret de l'an XI et la part des communes. — Après 1804, le traitement des succursalistes et les subventions communales. — Bernier et la situation matérielle de son clergé.
- II. Bernier et les fabriques. — Son mandement sur les fabriques. — Les Bureaux de Bienfaisance et le droit de quête dans les églises. — Fabriques intérieures et fabriques extérieures.
- III. Bernier et le séminaire d'Orléans. — La maison du Bon Pasteur ; son échange contre le petit Évêché ; premiers agrandissements. — Le budget du séminaire ; les quêtes, les fondations, les souscriptions des fabriques. — Inauguration du séminaire. — Le supérieur : M. Mérault. — Les professeurs. — Les lacunes de la première organisation.

I

A Orléans et même à Blois, les prêtres de la Petite Église ne représentent qu'une infime minorité. Malgré les épîtres de Thémines et les efforts de ses sectateurs, le clergé, dans son ensemble, se rallie au nouvel état de choses, accepte le Concordat et reconnaît en Bernier son évêque légitime.

Mais ce clergé est disparate, divisé, d'effectifs insuffisants, de situation misérable. Si l'on veut assurer l'immédiate restauration du diocèse et son avenir religieux, il faut procurer aux desservants et aux paroisses les ressources indispensables, ouvrir et faire vivre les séminaires. Autant de problèmes capitaux qui s'imposent et exigent impérieusement une solution, sans quoi tout l'édifice concordataire croulerait, faute de base assurée.

Le péril était trop réel et trop grave pour que Bernier le méconnût. Il s'applique donc avec un sens très juste des réalisations administratives et de ses responsabilités pastorales, à rendre, matériellement

et moralement, plus acceptable la situation de ses prêtres. Les obstacles qu'il rencontrera ne lui permettront pas de réaliser intégralement son programme ; mais il laissera du moins à ses successeurs une tâche plus facile et un avenir moins incertain.

La Révolution avait profondément divisé le clergé (1). Coupé d'abord en deux Églises par la constitution civile, il se fragmente ensuite en réfractaires, assermentés de 1792 et de l'an V, soumissionnaires de l'an V et de l'an VIII, constitutionnels, abdicataires, traîtres ; les prêtres mariés constituent enfin une dernière catégorie, de toutes la plus tranchée. Dans cet héritage composite, il s'agit de recueillir toutes les volontés utilisables et de leur donner assez de cohésion pour participer à l'organisation nouvelle. Le premier soin de Bernier est de prêcher l'apaisement. Qu'on ne parle plus des « temps malheureux », écrit-il, qu'on renonce aux « anciennes dénominations » (2) ; car il n'existe plus qu'une Église gallicane, dont les chefs sont reconnus par le Souverain Pontife et par le gouvernement. Les prêtres soumis au Concordat et aux pasteurs légitimes ne constituent désormais qu'une seule et même famille, dans la même communion ; entre eux, l'oubli des divisions éteintes ne permet plus de distinguer. Aussi l'évêque d'Orléans affecte-t-il personnellement la plus entière impartialité. Sans doute, il réserve aux prêtres non jureurs les postes principaux du diocèse, mais il le fait avec une dextérité si grande que les assermentés ne peuvent se plaindre d'une exclusion systématique. D'autre part, aucune rétractation n'est formellement imposée aux assermentés ; on se contente d'absoudre ceux qui sollicitent ou acceptent leur réconciliation (3). Ces bons procédés ne laissent pas les jureurs insensibles, et Grégoire lui-même avoue à Le Coz que « le diocèse d'Orléans est un de ceux où les constitutionnels sont encore le mieux traités par l'évêque », qui même en accueille d'autres diocèses. « Deux prêtres du diocèse de Tours, tracassés par M. de Boisgelin, ont été consolés par M. Bernier » (4). Pareil témoignage mérite d'être retenu.

(1) Voir à ce sujet, C. LATREILLE, *l'Opposition au Concordat de 1792 à 1803*, 83.

(2) Mandement concernant les circonscriptions des paroisses et la nomination des curés, 16 sept. 1802.

(3) « Vous avez eu la bonté de souscrire de votre propre main, la sentence de mon absolution, » lui écrit Devilliers qui exerçait à Ouzouer-le-Marché en 1802, lors de la restauration du culte. Arch. Loir-et-Cher, V 9, IV B.

(4) Grégoire à Le Coz, 17 avril 1804. *Correspondance de Grégoire à Le Coz*, p. p. Pingaud, 44.

A l'égard des prêtres mariés, on constate la même modération. Bernier facilite, quand elle est possible, leur « réhabilitation dans l'exercice du saint ministère » et parfois, sa miséricorde va si loin, qu'il faut au bon légat « un effort bien grand d'indulgence » (1), pour accorder le décret sollicité. Quand leur réintégration est impossible, l'évêque s'emploie à légitimer, par une union canonique et religieuse, leur situation. Le Registre de dispenses conservé à l'évêché d'Orléans mentionne une soixantaine de prêtres, soit séculiers soit réguliers, relevés par son entremise de leurs vœux et ramenés à la communion laïque ; encore ce chiffre est-il un minimum, car ce registre ne mentionne pas un certain nombre d'ecclésiastiques dont il est question dans la correspondance de Caprara. Le cardinal, d'ailleurs, est le premier à se réjouir de ce que le diocèse d'Orléans présente un si grand nombre de convertis ; il félicite Bernier de son zèle « qui ne peut être mieux employé » (2), se déclare prêt à coopérer de tout cœur « au retour des brebis égarées » (3), escompte même la grâce du jubilé pour réveiller « les pénitents tardifs de leur assoupissement mortel » (4). Au lieu de rester secrètes, ces régularisations furent parfois célébrées avec un certain apparat. Pataud nous apprend qu'en septembre 1803, « le plus grand nombre de prêtres qui, pendant la Révolution, avaient pris une compagne en présence des officiers municipaux, se présentèrent à leurs paroisses respectives et reçurent le sacrement de mariage, au grand étonnement de quelques aveugles, mais à l'édification des âmes vraiment religieuses » (5). A Sainte-Croix d'Orléans, le vicaire général Blain bénit lui-même l'union de ses confrères et l'on vit « le bon pénitencier pleurer de joie, en embrassant l'un d'entre eux, au moment qu'il quittoit l'autel » (6). On ne pouvait imaginer plus de miséricorde.

Ces mesures ne pouvaient, il est vrai, qu'exercer une influence pacificatrice sur le clergé. Celui-ci se trouvait, à la reprise du culte, peu homogène et trop réduit. Il s'était recruté dans les anciens diocèses d'Orléans, Sens, Chartres, Tours, Blois, Bourges, le Mans, dont

(1) Caprara à Bernier, 20 déc. 1803. Arch. Nat., AF iv, 1892, 28^e cahier, f^o 35.

(2) *Ibid.*, 14 oct. 1803. *Ibid.*, 25^e cahier, f^o 72.

(3) *Ibid.*, 10 nov. 1803. *Ibid.*, 27^e cahier, f^o 19.

(4) *Ibid.*, 27 janv. 1804. *Ibid.*, 30^e cahier, f^o 40.

(5) PATAUD, *Chronologie des faits relatifs à l'histoire d'Orléans*. Bibl. Orléans ms 567, f^o 67.

(6) *Ibid.*

le nouveau diocèse avait hérité, soit en partie, soit intégralement, les territoires. Il comprenait pour une part d'anciens religieux, pour l'autre part des séculiers, amenés dans le pays par la Révolution ou recueillis par l'évêque (1); une quarantaine d'ecclésiastiques du Mans, Tours, Chartres, Nantes, Séez, Versailles, Coutances, Bayeux, Nantes et même Paris furent ainsi incardinés (2). Toutefois, malgré cet apport, la pénurie de personnel demeure grande (3); il faut défalquer les vieillards, les malades, ceux que la misère a prématurément usés; sauf quelques ecclésiastiques ordonnés depuis 1789, soit par des constitutionnels, soit par l'évêque de Saint-Papoul, pas de jeunes prêtres (4); la plupart sont âgés; de 1802 à 1805, cinquante-deux décès; malgré la difficulté d'obtenir un exeat (5), une quinzaine de

(1) Indépendamment de son ami Hersant, curé de Vendôme, le plus notoire parmi ces derniers est l'abbé de Keravenant, vicaire de Saint-Sulpice, expulsé de Paris à la suite de la conjuration de Cadoudal. Parent de Cadoudal, il l'avait assisté à l'échafaud. Voir à ce sujet, Arch. Nat., F¹⁹, 5692. PISANI, *l'Eglise de Paris et la Révolution*, VI (1792-1802), 427. Bernier chargé de sa surveillance, rend témoignage de sa parfaite conduite. Arch. Nat., F⁷, 3706.

(2) *Dispenses et actes épiscopaux*, reg. I et II, Arch. Ev. Orléans.

(3) Cochard. *Les Petits Séminaires d'Orléans*, p. 18.

(4) Tel le curé de La Chaussée-Saint-Victor, ordonné par un constitutionnel et que Bernier envoie du Loiret dans cette paroisse en avertissant Corbigny de garder bien secrète cette particularité (Arch. Loir-et-Cher, V 9¹¹¹), tels Beaunier, curé de Cloyes, et Faucheux, vicaire à Neuville-aux-Bois, ordonnés à Paris pendant la Révolution. En l'an XIII, sur 272 prêtres du Loiret dont l'âge nous est donné par les états de traitement, 5 seulement ont moins de 35 ans, 27 ont de 35 à 40 ans, 42 de 40 à 45, 58 de 45 à 50, 78 de 50 à 60, 39 de 60 à 70, 23 de 70 à 87. Sur 216 prêtres du Loir-et-Cher, à la même date, 4 ont moins de 35 ans, 30 ont de 35 à 40 ans, 35 de 40 à 45, 35 de 45 à 50, 61 de 50 à 60, 41 de 60 à 70, 10 de 70 à 83.

Si approximative soit-elle, faute de posséder tous les éléments nécessaires, cette statistique établit du moins dans les effectifs du clergé un vide de douze ans, presque complet; on pouvait donc prévoir que la pénurie du clergé, déjà sensible au lendemain de la Révolution, serait plus aiguë encore dans les vingt années qui suivraient.

(5) La nouvelle organisation ecclésiastique prêta à beaucoup de difficultés, lorsqu'il s'agit de répartir les prêtres des diocèses supprimés entre les nouveaux, dans la proportion des territoires acquis. D'abord, on adopta la règle suivante: on appartenait au diocèse où l'on possédait un bénéfice avant la Révolution. Plus tard, on admit un principe différent: pour faire partie d'un diocèse il suffisait d'y être employé depuis la nouvelle organisation et d'avoir de l'évêque un certificat de communion. Voir à ce sujet: JAUFFRET, *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France*, I, 188-189. Bernier accordait difficilement leur exeat aux prêtres utilisables. *Registre de correspondance*, 12, 56, 57-58 (Arch. Ev. Orléans). Une lettre à Legrier, desservant de Bouilly, est particulièrement

départs réguliers, sans préjudice des autres ; il faut enfin tenir compte des curés interdits, dissidents, déferés au Grand Juge (1), comme le fameux Bataille, ou même simplement inutilisables. Pour combler ces vides et compenser ces pertes peu de recrues. De 1802 à 1806, Bernier fait bien une vingtaine d'ordinations ; « mais dans sept seulement, il ordonna des prêtres » et il « ne parvient, en quatre ans, qu'à en sacrer treize » (2).

Cette indigence explique, sans les excuser entièrement, les intransigeances de Bernier quand un de ses prêtres veut quitter le diocèse.

significative à cet égard. « C'est à M. l'évêque de Séz et à moi qu'il appartient exclusivement de décider auquel des deux diocèses vous appartenez. Je vous invite à ne pas abandonner votre poste sans avoir reçu ma réponse, que je ferai en sorte de vous faire attendre le moins longtemps possible. » (Arch. Ev. Orléans).

(1) C'est le cas pour Landron, interdit pour indignité. Arch. Nat., F⁷, 8063 et F¹⁹+, 152, n° 1230, et pour Bataille F¹⁹+, 152, n° 862. Dénoncé déjà, en germinal an IV, comme réfractaire (Arch. Nat., F¹⁹, 1011), Bataille était célèbre par son ardeur combative.

(2) Th. COCHARD, *les Petits séminaires d'Orléans*, 18. Il est très difficile, sinon impossible, de savoir exactement le nombre de prêtres effectivement employés dans le ministère des paroisses, sous l'épiscopat de Bernier. Pour établir les listes, on dispose des documents suivants : 1° Registres de l'évêché d'Orléans, I et II. Dispenses et actes épiscopaux ;

2° Tableau officiel de nominations de l'an X, approuvées par le gouvernement ;

3° Tableau officiel de nominations de l'an XI, approuvées par le gouvernement ;

4° États de comptes de 1803 à 1807 ;

5° Pour le Loir-et-Cher, état des prêtres, curés et desservants du Loir-et-Cher, adressé le 14 germ. an XIII au conseiller d'État chargé de la police, par le préfet Corbigny. Arch. Loir-et-Cher, V 1, II, 5 ;

6° Almanachs de l'an XII et de l'an XIII.

Or, ces listes ne concordent pas. Des prêtres, ayant reçu de Bernier provisions, ne figurent pas sur les almanachs, tel Dubard, nommé à Pancourt, Gillotin à Villereau ; d'autres, qui se trouvent interdits, comme Chiquant à Semoy, ou qui n'ont pas reçu de provisions, comme Flye à Vimory, Goupil à Chapelon, Levasseur à Ladon, etc., y figurent ; ces derniers sont assez nombreux ; d'autres, enfin, figurent sur les feuilles de traitements, avec date du jour où le traitement commence à courir (Arch. Loiret, V 120), dont la nomination ne paraît pas sur le registre épiscopal, tels Balanche de Guignonville, Cordienne de Grigneville, Laureau de Vrigny, etc... dont le traitement part de mess. an XII. Enfin, il est assez vraisemblable que certains desservants officiels n'exerçaient pas le ministère, faisant desservir leur paroisse par des voisins ; la chose était courante dans d'autres diocèses ; ils étaient officiellement desservants pour pouvoir toucher leur pension, les titulaires de pension ne pouvant toucher celles-ci sans exercer les fonctions ecclésiastiques. Un tableau, où l'on relèverait tous les noms portés sur toutes les différentes listes, risquerait de donner une vue inexacte de la situation, et laisserait croire que presque toutes les paroisses sont pourvues d'un titulaire effectif.

Il n'accepte même pas une permutation d'un diocèse à l'autre. En avril 1804, Charrier de la Roche, évêque de Versailles, lui demande d'accepter que le prêtre Perotte remplace dans la cure de Thiville (Eure-et-Loir) le curé Simonnot, qui lui succèdera dans sa paroisse laissée vacante. La réponse de l'évêque à son collègue est si brutale et si indécente que Charrier cesse toute relation avec son voisin et se plaint à Portalis. « Si l'évêque d'Orléans, écrit-il, l'a pris sur le ton le plus haut et m'a répondu avec arrogance qu'il ne le (Perotte) céderait pas. Cet ecclésiastique pourtant n'est pas de son diocèse ; il n'a fait, dans la détresse où ils sont tous, que chercher des moyens d'existence qu'il n'avait pas à Villemblain et qu'il avait à Thiville... M. l'évêque d'Orléans appelle cela *se livrer au plus offrant et dernier enrichisseur* (1). » Bernier aurait pu répondre que l'échange était une sorte de duperie, puisque Simonnot quittait sa cure pour raison d'intempérance ; il n'en reste pas moins que son incorrection est inexcusable, vis-à-vis d'un homme aussi respectable que Charrier de la Roche. Aussi bien Portalis donna-t-il tort à l'évêque d'Orléans, qui dut rendre à Perotte sa liberté (2).

Le prélat fut plus heureux et aussi plus courtois avec l'Université. Celle-ci offrait à certains prêtres des avantages matériels qui n'étaient pas à dédaigner. Si l'évêque laisse à l'École centrale d'Orléans les vicaires épiscopaux Rochaz et Septier, c'est que le Concordat les avait trouvés en exercice. Mais que d'autres prêtres, aptes au ministère paroissial, ou que les succursalistes échangent leur paroisse pour le professorat, Bernier ne peut le tolérer. Ainsi lorsqu'en 1806, Doisneau, desservant de Mareuil-aux-Bois veut enseigner au lycée d'Orléans, l'évêque adresse au proviseur une remontrance d'autant plus ferme que l'affaire a été réglée à son insu (3). En même temps, il se plaint au ministre des Cultes d'une défection si contraire aux vues de Sa Majesté. Portalis prend le parti de l'évêque et celui-ci a la satisfaction de provoquer un arrêté du gouvernement, portant « que nulle demande de place dans le lycée ne serait admise de la part des ecclésiastiques (employés dans le ministère), si elle n'était accompagnée de l'agrément de leur évêque » (4). En conséquence, Bernier enjoint à Doisneau de regagner son poste sans délai, car un exemple

(1) Charrier de La Roche à Portalis, 22 avril 1806. Arch. Nat., F¹⁰, 5707.

(2) Arch. Nat., F¹⁰+, 180, f^{os} 75 et 119.

(3) Bernier à M. Genti, proviseur du lycée. *Registre de correspondance*, f^o 27, 26 janv. 1806. Arch. Ev. Orléans.

(4) Portalis à Bernier, 23 janv. 1806. Arch. Ev. Orléans.

aussi fâcheux pourrait entraîner d'autres « désertions » (1).

Doisneau cependant n'était pas sans excuse, car il était de ceux qu'avait lassés la situation précaire du clergé rural. « Les desservants des succursales abandonnent leur poste, écrivait, le 9 novembre 1803, Caprara à l'évêque d'Orléans, ne pouvant y tenir faute de moyens de subsistance. Il paraît que les insinuations et les promesses ne sont pas assez efficaces pour les engager à résister plus longtemps à la misère extrême, à laquelle ils se trouvent réduits (2). » Extrême misère ! le cardinal n'exagérait rien, et toutes les études générales ou locales consacrées à l'application du Concordat corroborent son témoignage (3). Pendant les années qui suivirent la reprise du culte, les prêtres furent bien loin des conditions prévues par le droit canonique, pour « l'honnête entretien » des ecclésiastiques ; ils purent même regretter les temps de la « portion congrue », si décriée pour son insuffisance. La somptueuse façade de l'édifice concordataire dissimulait mal cet envers douloureux, et son imposante architecture ne rachetait point ce vice de constitution, susceptible de compromettre, plus qu'aucun autre, sa robuste structure. De fait, cet état de choses préoccupait beaucoup le légat qui le dénonçait comme un réel danger ; ses plaintes sur les souffrances de ces misérables desservants ne traduisent pas seulement les bons mouvements d'un cœur « vraiment navré » (4) et rempli de douleur ; s'il presse Bernier d'intervenir auprès du gouvernement pour améliorer la situation des prêtres, s'il ne se contente point de mesures individuelles et provisoires, s'il demande des mesures générales et définitives qui assoieraient financièrement, sur des bases fixes, l'organisation nouvelle, c'est qu'il craint le découragement d'un clergé famélique. Celui-ci pourrait se démoraliser, renoncer à une tâche impossible, chercher ailleurs les moyens de subsistance qui lui manquent dans l'exercice de ses fonctions. Que deviendrait alors l'Église de France (5) ? L'œuvre de restauration religieuse croulerait par la base, car son avenir

(1) Le mot est de Portalis. Portalis à Bernier, 23 janv. 1806. Arch. Ev. Orléans.

(2) Caprara à Bernier, 9 nov. 1803. Arch. Nat., AF IV, 1892, 26^e cahier, f^o 67.

(3) Voir à ce sujet : DUPONT, *De la part des communes dans les frais du culte paroissial pendant l'application du Concordat* ; LÉVY-SCHNEIDER, *l'Application du Concordat par un évêque d'ancien régime. Champion de Cicé*, 227 et sq. ; DURAND, *le Département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire*, 426 et sq. ; L. MAHIEU, *Belmas*, 282.

(4) Caprara à Bernier, 13 nov. 1803. Arch. Nat., AF IV, 1892, 26^e cahier, f^o 79.

(5) *Ibid.*, 25 juil. 1803. *Ibid.*, 22^e cahier, f^o 20.

dépend, pour une bonne part, de ce que l'Ancien régime appelait « le clergé de second ordre ».

Or, si la loi sur les cultes avait soigneusement pris toutes les précautions pour que « le clergé de second ordre » fût soumis au pouvoir discrétionnaire des évêques, elle avait oublié d'assurer sa subsistance, soit que le trésor ne pût supporter pareille charge, soit que, par politique, on n'osât lui demander cet effort. Si l'État accorde aux évêques, vicaires généraux, chanoines, curés, un traitement raisonnable, aucune disposition n'est prise en faveur des succursalistes ; ceux-ci recevront seulement du gouvernement leur ancienne pension et comme celle-ci ne leur permet pas de vivre, on escompte les oblations des fidèles et les contributions volontaires des communes pour fournir un indispensable complément. Ainsi aboutissait-on à cette anomalie que les subsides officiels allaient aux titulaires des paroisses populeuses, d'ordinaire les plus riches, les mieux pourvues de casuel, tandis que les desservants des paroisses rurales n'émargeant point au budget, se trouvaient réduits à des ressources aléatoires qui, en fait, leur manquaient le plus souvent.

Les municipalités, en effet, n'apportent aucun empressement à s'imposer des charges facultatives. Quant aux habitants, s'ils tiennent à leur messe et même au sermon dominical ils se soucient beaucoup moins de payer leur curé (1). Le fait est notoire en Normandie et en Provence ; notoire aussi dans le diocèse d'Orléans, où plus d'un prêtre pouvait reprendre à son compte les doléances du curé d'Aillant-sur-Milleron signalant à son évêque « le génie dur des païsans qui ne connoissent que leur intérêt particulier, surtout depuis la Révolution, et regardent leur ministre comme le dernier de leurs domestiques » (2), sans lui donner le moindre liard. Les fondations enfin sur lesquelles on avait tablé au point de les craindre trop abondantes et de les soumettre à des mesures restrictives (3), se faisaient désirer, surtout en campagne où elles eussent été particulièrement nécessaires (4).

(1) RÖDERER, *Mémoires*, III, 475.

(2) 10 mars 1806. Arch. Ev. Orléans, Carton des séminaires. Voir à ce sujet : DUPONT, *De la part des communes dans les frais du culte paroissial pendant l'application du Concordat*, 13 ; LÉVY SCHNEIDER, *Champion de Cicé*, 227 et sq. ; THIRBEAudeau, *le Consulat et l'Empire*, III, 428.

(3) Les fondations ne pouvaient se faire en biens-fonds, mais seulement en rentes sur l'État ; elles étaient soumises à l'approbation du gouvernement. Article organique, 73.

(4) On ne trouve trace d'aucune fondation officielle, avant 1806, dans le diocèse d'Orléans.

De là une situation lamentable qui entravait tout recrutement sacerdotal, et contraignait les malheureux desservants à déserteur leur cure ou du moins à exercer un métier souvent incompatible avec leurs fonctions (1).

Peu à peu, les réclamations du Pape, du légat, des évêques, les instances de Bernier, la bienveillance grandissante de Portalis, le souci toujours plus net chez Napoléon de s'attacher le clergé, déterminèrent le gouvernement à rechercher la solution de ce problème. Or, le problème se compliquait par la multiplication des desservants. Comme ceux-ci n'étaient pas à la charge de l'État, comme d'autre part les titulaires de pension ne pouvaient toucher ces pensions sans exercer les fonctions ecclésiastiques, les évêques, en 1802, avaient créé de nombreuses succursales, contre les avis de modération que leur avaient souvent fait parvenir les préfets. Les charges financières en seraient alourdies d'autant, quand le traitement de tous les succursalistes retomberait sur le trésor.

Napoléon essaya d'abord de détourner vers les communes les frais d'entretien des ministres du culte. La liberté qui leur avait été reconnue de voter aux vicaires et desservants une allocation facultative, se change en obligation en vertu d'un arrêté du 1^{er} pluviôse (21 janvier), du 7 ventôse (28 février), du 18 germinal an XI (8 avril). Mais les municipalités se montrèrent souvent récalcitrantes. De là toute une série de réclamations de Bernier aux préfets d'Orléans et de Blois, au conseiller d'État chargé de la comptabilité des communes, François de Nantes, de là des tractations avec les autorités locales dont il faut stimuler le zèle. C'est trop peu, pour le prélat, d'avoir su provoquer des mesures générales, il en surveille l'application dans son diocèse et le diplomate va se doubler chez lui d'un financier très averti, dont l'action vigilante améliorera la situation matérielle de son clergé. Il fait écrire, au besoin, il écrit personnellement aux maires, réclame des traitements, en débat le montant, s'oppose aux réductions, provoque la rapidité des approbations préfectorales, s'inquiète si les fonds sont prêts pour que le règlement soit immédiat, et même pour qu'on anticipe les paiements par acompte provisoire, quand les besoins sont urgents. Il faut que les prêtres soient assistés, et leurs

(1) Le 6 flor. an XI (26 avril 1803), Portalis communique à Bernier une lettre de Devo, nommé desservant à Huisseau qui « se croit obligé d'accepter de nouvelles fonctions » pour avoir le moyen de se procurer sa subsistance. Portalis s'en remet à Bernier, qui lui indiquera ce qu'il doit faire pour concilier avec la dignité du sacerdoce « ces nouvelles fonctions ». Arch. Nat., F¹⁹+, 249, f^o 27.

créanciers en instance désintéressés, et il s'agit de secourir la partie du clergé « tout à la fois si malheureuse et si peu digne de l'être » (1).

Cependant les succursalistes devront attendre jusqu'à 1804 pour être inscrits au budget des Cultes. « L'Empereur osa ce que n'avait osé le Premier Consul (2). » « Je n'ai, écrivait-il au Pape, le 13 janvier 1804, qu'à me louer en général du clergé de France... Mon intention est de commencer cette année de faire donner un traitement aux succursaux et aux vicaires (3). » Quelques mois plus tard, il met sa promesse à exécution (4). Un décret du 11 prairial an XII (31 mai 1804) décide que la somme de 500 francs serait allouée par le trésor aux desservants ; mais, pour ne point trop grever les finances nationales, il est convenu que leur nombre serait réduit à vingt-quatre mille (5). Une nouvelle circonscription des paroisses serait faite d'accord entre les évêques et les préfets. Les succursales que les évêques jugeraient à propos d'établir, en dehors des succursales ainsi rétribuées, resteraient à la charge des communes, comme le traitement des vicaires. Telles furent les dispositions essentielles de l'arrêté pris le 5 nivôse an XIII (25 décembre 1804).

Ces dispositions ne simplifiaient en rien l'administration épiscopale et prêtaient à bien des conflits avec les communes intéressées. Là où les succursales ne sont pas reconnues, il faut qu'elles subviennent en totalité à l'entretien de leur desservant ; là où elles sont reconnues, il faut qu'elles ajoutent aux 500 francs reçus de l'État le complément indispensable. Or ce complément, d'après la teneur du décret, reste facultatif. Sans doute, Portalis autorise, encourage même les libéralités. « La défense d'exiger, explique-t-il dans une circulaire officielle, n'entraîne pas celle d'accepter des dons volontaires...

(1) Bernier à Maret, 23 frim. an XII (15 déc. 1803). Arch. Loiret, V 146.

Sur ces discussions financières. Arch. Loiret, V 118, 119, 378. Arch. Loir-et-Cher, V 19², 19³. Bibl. Orléans, ms 943-945. Lettres de Bernier, M 1502, fonds Denoyer. Arch. Ev. Orléans. *Registre pour la correspondance*.

(2) DURAND, *De la part des communes dans les frais du culte paroissial*, 53.

(3) *Correspondance de Napoléon*, IX, 7472.

(4) L' « attitude du clergé, lors du plébiscite en faveur de l'Empire, ne pouvait qu'encourager l'Empereur dans ses bonnes dispositions. A Orléans, Bernier adressa une circulaire à ses prêtres « pour les inviter à seconder par l'influence de leur ministère les votes qui vont être émis concernant l'hérédité de la puissance impériale », et Portalis le félicite au nom de Napoléon de son excellent esprit et du zèle qu'il mettait à le servir. Arch. Nat., F¹⁹+, 152, fo 1370.

(5) Les succursales furent réduites à 200 dans le Loiret et à 194 dans le Loir-et-Cher. PATAUD, *Chronologie des faits relatifs à l'histoire d'Orléans*, fo 48. Bibl. Orléans, ms 567.

Le décret impérial n'a point entendu prohiber le doux commerce des bienfaits. Rien ne doit donc empêcher les communes de venir librement au secours de leurs pasteurs (1). » Mais, bien souvent, c'est tout un problème d'obtenir le concours de celles-ci.

Théoriquement, toute la question devait se régler entre le préfet et l'évêque (2), puisque, pour simplifier les choses, une disposition du décret chargeait le premier de déterminer, sur la demande du second, le montant des subventions municipales. Bernier n'en est pas moins obligé d'intervenir auprès des maires. Si certaines communes se montrent trop larges et octroient des traitements supérieurs à ceux des curés de deuxième classe, telles l'Ailly et Baule, et si le prélat doit réduire leurs libéralités excessives, c'est en sens inverse que les chiffres proposés appellent d'ordinaire une révision. Orléans, par exemple, n'alloue à ses desservants pour 1805 que « la modique somme de 500 francs », la pension précomptée, traitement absolument insuffisant ; « il ne paraît convenir ni au caractère des administrateurs, ni aux ressources dont jouit la ville, ni aux dépenses que sont obligées de faire les desservants, ni à la nécessité où ils se trouvent d'assister souvent les pauvres » (3). Ailleurs, à Saint-Jean-de-Braye (4) pour le succursaliste, à Olivet pour le vicaire (5), la municipalité veut prélever sur les deniers de la fabrique les fonds nécessaires, ce qui est « illégal et illégitime ». « Il n'appartient à aucun conseil... de voter des sacrifices sur des deniers qui ne lui appartiennent pas, écrit Bernier à Maret ; autant eût-il valu que la commune prélevât le traitement de son desservant sur votre traitement ou sur le mien ; elle y a égal droit. On peut quelquefois se tromper, ajoute-t-il, mais il n'est jamais permis d'être injuste et ridicule (6). »

D'autre part, on doit tenir compte pour fixer la quote-part de différents éléments sans adopter pour toutes les paroisses un barême uniforme. Les unes imposent à leur titulaire plus de charges ou

(1) Recueil des circulaires, I, 330.

(2) Pour le traitement du clergé dans le diocèse d'Orléans, voir Arch. Loiret, V 119 et 378. Arch. Loir-et-Cher, V 19² A, 19³ B, 98-99.

(3) Lettre au préfet du Loiret relativement au traitement des prêtres de l'arrondissement d'Orléans, non rétribués par le gouvernement, mai 1805. Arch. Ev. Orléans.

(4) *Ibid.*

(5) *Registre pour la correspondance*, f^o 49. Arch. Ev. Orléans.

(6) Lettre au préfet du Loiret relativement au traitement des prêtres de l'arrondissement d'Orléans non rétribués par le gouvernement, mai 1805. Arch. Ev. Orléans.

entraînent plus de frais, soit par leur proximité des villes, soit par les déplacements dispendieux nécessités par leur étendue ; les autres fournissent peu de casuel ; ici, le service est plus ou moins pénible ; là, le succursaliste est moins méritant ; les travaux et les peines qu'il a journellement supportés, les privations qu'il a subies peuvent, d'autre part, légitimer un dédommagement. Il faut enfin se régler sur les ressources des municipalités, leur épargner des contributions excessives, dans certains cas, faire appel aux municipalités qui relèvent de la desserte, pour obtenir leur contribution. Tous ces détails Bernier les aborde ; il discute le montant des taxes nécessaires, donne avis sur les centimes additionnels, il propose aux préfets des virements, leur suggère de reporter sur des succursales non reconnues et sans ressources, le traitement alloué à des succursales reconnues, mais vacantes. Enfin, avant de pourvoir certains postes il pose des conditions ; Foucherolles qui demande un desservant et Beaune qui demande un vicaire, avant d'obtenir satisfaction doivent fournir des garanties ; l'évêque veut être assuré que ses prêtres pourront subsister ; sans quoi, il répondra par un refus (1).

Malgré tant d'efforts, la situation du clergé reste précaire ; dans le diocèse d'Orléans, comme dans beaucoup d'autres, il continue à souffrir de la gêne, car les nouvelles mesures législatives sont un palliatif plutôt qu'un remède véritable. Vers la fin de 1806, Portalis lui-même reconnaîtra l'insuffisance de ces dispositions. Les prêtres, écrira-t-il à l'Empereur, « sont dans la misère partout où les succursales sont à la charge des communes » (2). Si encore ils pouvaient subvenir à leurs besoins quand les cures sont à la charge de l'État ! Malheureusement le traitement reçu du gouvernement, 500 francs, ne permet pas aux desservants d'équilibrer leur budget. Il faut donc attendre des municipalités le surplus indispensable, et celles-ci ne se prêtent guère à ces largesses, le décret du 14 prairial les déliant de toute obligation à ce sujet. De là, entre l'administration épiscopale, les administrations préfectorales et municipales, une série de marchandages souvent pénibles, et, pour le clergé, un « état malheureux » (3).

(1) *Registre pour la correspondance*, f^{os} 48-62. Arch. Ev. Orléans.

(2) Cité par LÉVY-SCHNEIDER, *Champion de Cicé*, 349.

(3) Lettre au préfet du Loiret relativement au traitement des desservants de l'arrondissement d'Orléans non rétribués par le gouvernement, mai 1805. Arch. Ev. Orléans. Des données fragmentaires que gardent les archives épiscopales d'Orléans et de Blois, et les Archives du Loiret et Loir-et-Cher, on ne peut guère

Bernier mourra sans que le problème soit vraiment résolu. Mais si l'évêque n'a pas réussi à tirer complètement de leur misère les prêtres de son diocèse et les prêtres de France, la justice oblige à reconnaître la ténacité de ses efforts et les résultats partiels qu'il obtint. Au ministère des Cultes, il a inspiré les mesures générales dont bénéficieront les succursalistes ; dans les départements de sa juridiction, il tire le maximum d'avantages de dispositions législatives incomplètes et souvent contradictoires (1). Pour être d'ordre purement matériel, pareil service méritait qu'on le signalât. Si, par prudence, le cardinal-légat devait taire aux desservants « le nom de la personne qui s'emploie pour le (*sic*) faire assigner un traitement » (2), sa correspondance avec Bernier nous permet d'identifier aisément ce mystérieux bienfaiteur. Quant au clergé d'Orléans et de Blois, sa détresse même lui permettait d'apprécier, chez un évêque, cette forme éminemment pratique de sollicitude et de charité pastorales.

tirer un état précis de la situation matérielle faite au clergé du diocèse d'Orléans, sous l'épiscopat de Bernier. Si l'on trouve, pour les curés et pour les desservants payés par l'État, les états de paiement nécessaires, il n'en va pas de même pour les traitements, suppléments de traitement et indemnités de logement consentis par les communes. Dans le Loiret, l'état de supplément de traitements et indemnités pour le logement n'existe que pour l'arrondissement de Gien, an XII (V 378). A Orléans, en l'an XII (V 3), l'indemnité de logement pour Sainte-Croix et Saint-Paterne était de 4 500 francs et de 300 francs pour les autres paroisses (Saint-Laurent exclu) ; le traitement des sept desservants était de 500 francs, celui des vicaires de 400, pension déduite. La comptabilité des communes, série O, n'est pas classée. Quant aux communes du Loiret auxquelles incombe le traitement de leur desservant, elles étaient au nombre de cinquante-trois pour le département ; une lettre de Bernier au préfet du 16 mai 1906, permet de constater que, sur trente-neuf communes des arrondissements de Gien, Montargis et Pithiviers, auxquelles incombe le traitement de leur desservant, vingt-deux restaient vacantes. (V 378).

Aux Archives du Loir-et-Cher, on trouve pour l'an XI (V 19, 2) un état des traitements fournis par les communes, mais très incomplet ; douze cantons n'y figurent pas. Sur les trente-cinq communes qui devaient payer leur curé, deux seulement, Sainte-Anne et Saint-Martin se trouvaient vacantes à la mort de Bernier (V, 19 b). Quant aux Archives nationales la liasse F¹⁹, 776, dépenses des communes pour le culte. Traitements et suppléments de traitement, an XII-1814, ne contient aucun état relatif au diocèse d'Orléans.

(1) « Les fluctuations, demi-mesures et contradictions par lesquelles avait passé le gouvernement en matière de budget des cultes, éclairent d'un jour singulier l'histoire administrative de ce régime napoléonien où, à en croire la légende, l'existence et le fonctionnement des services publics étaient impeccablement assurés. » LÉVY-SCHNEIDER, *Champion de Cicé*, 353.

(2) Caprara à Bernier, 25 sept. 1803. Arch. Nat., AF^{IV}, 1892, 24^e cahier, f^o 55.

II

Il ne suffisait pas d'assurer la subsistance personnelle des prêtres, il fallait encore pourvoir aux nécessités financières des paroisses et subvenir aux frais du culte. A cet effet, le 76^e article organique avait prévu la « création de fabriques » pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes », tandis qu'un décret consulaire du 9 floréal an XI (29 avril 1803) autorisait les évêques à établir les règlements provisoires de ces institutions. Le rôle de ces fabriques était double : assurer aux églises les ressources dont elles avaient besoin, gérer leurs revenus, fondations, quêtes, oblations, etc... Or, dans la plupart des communes ces revenus n'existaient pas. Inférieures aux dépenses normales, les recettes se trouvaient d'autant plus insuffisantes qu'il fallait, dans beaucoup de cas, remplacer dans les églises un mobilier sommaire. Pour faciliter aux marguilliers l'équilibre de leur budget, par un décret du 7 thermidor an XI (26 juillet 1803), le gouvernement rendit aux nouvelles fabriques les biens non aliénés des anciennes, mais en stipulant que ces biens seraient administrés « dans la forme particulière aux biens communaux », par trois marguilliers. Ceux-ci seraient choisis par le préfet, sur deux listes que le desservant et le maire dresseraient parallèlement.

Le « Mandement concernant l'établissement des fabriques dans le diocèse d'Orléans » parut quelques semaines après ce dernier décret (1). Or plusieurs de ces dispositions semblèrent aux préfets du Loiret et du Loir-et-Cher en contradiction formelle avec lui. Maret se contente de solliciter les éclaircissements voulus (2). Mais Corbigny le prend sur un autre ton ; il défère au ministre de l'Intérieur l'ordonnance épiscopale où il relève d'intolérables empiétements. D'abord, l'évêque prétend désigner lui-même les marguilliers des différentes paroisses (article II), sur une liste de trente catholiques que lui présentera chaque conseil municipal (article III et IV).

(1) Envoyé de Paris le 31 juil., il fut publié le 20 août 1803. Arch. Ev. Orléans. *Dispenses et actes épiscopaux*. Reg. I.

(2) Maret au ministre de l'Intérieur, 23 fruct. an XI (10 sept. 1803). Arch. Nat., F¹⁹, 440-441.

C'est imposer à ces assemblées une correspondance avec des autorités dont elles ne relèvent nullement, et des réunions, qu'il appartient au préfet seul d'ordonner. C'est surtout s'arroger un droit de nomination illégal. Sans doute, « les préfets ne tiennent pas beaucoup à la nomination des marguilliers qui leur est attribuée par l'arrêté du 7 thermidor, mais ce qui les touche sûrement davantage, et ce qui doit vous intéresser vous-même, écrit Corbigny, c'est la démolition de l'édifice administratif, le plus beau monument élevé par la Révolution, qui est opéré par les entreprises des ecclésiastiques ». Pareille tentative ne pouvait laisser insensible le « chef et protecteur de l'administration civile » (1).

D'autres articles de l'ordonnance épiscopale correspondaient à une entreprise de même nature, tel l'article 1^{er}, qui attribue aux fabriques la distribution des aumônes. Corbigny est bien obligé de constater que « cette disposition est consacrée par l'article 76 de la loi sur les cultes », dont Bernier avait pris soin de reproduire exactement les termes. « Mais elle n'en est pas moins contraire, assure-t-il, à toutes les autres lois et à toutes les instructions sur cette matière. Seuls, les bureaux de bienfaisance sont chargés de secourir les pauvres, et « cette attribution doit être ôtée aux fabriques » (2). Chargés de secourir les pauvres à la place des fabriques, les bureaux de bienfaisance ont donc le droit, conformément à l'arrêté du 5 prairial an XI, de faire des quêtes dans les églises, pour s'assurer les ressources dont ils ont besoin. Or, l'évêque d'Orléans réserve toutes les quêtes aux fabriques ; il autorise seulement deux collectes par année en faveur des pauvres ; il exige enfin une permission écrite de sa main pour toute collecte dont l'église ne bénéficierait pas. Pour un peu, le préfet verrait dans ces dernières mesures une série de manœuvres contre la laïcisation de l'Assistance publique, et un retour à l'ancien état de choses qui réservait au clergé les œuvres de miséricorde.

En réalité, la question était beaucoup plus terre à terre. Aux prises, et pour le culte et pour eux-mêmes, avec des difficultés financières souvent très graves, les desservants n'admettaient pas que l'État et les communes vinssent encore prélever, par des quêtes multiples, sur leurs maigres ressources. Le problème n'était pas nouveau et se posait ailleurs qu'à Orléans ; il attendra longtemps une

(1) Corbigny au ministre de l'Intérieur, 22 brum. an XII (13 nov. 1802). Arch. Nat., F¹⁹, 447.

(2) *Ibid.*, 5 fruct. an XI (23 août 1803). Arch. Nat., F¹⁹, 342.

solution satisfaisante. Pourtant, dès novembre 1803, Portalis se préoccupait de « provoquer une décision qui puisse remplir tous les intérêts (1); dès cette époque, il demandait à Bernier un rapport et des suggestions (2), mais cette conciliation des contraires était bien laborieuse. En septembre 1806, un décret impérial imposera bien un compromis : tout en autorisant les bureaux de bienfaisance « à faire par eux-mêmes des quêtes et à placer un tronc dans chaque église paroissiale de l'Empire », il réservera aux évêques le soin de déterminer, « par un article additionnel à leurs règlements de fabriques intérieures »,... le nombre de ces quêtes, les jours et les offices où elles se font, « sous réserve de notre approbation par notre ministre des Cultes » (3).

Le décret impérial ne supprimera ni l'opposition du clergé ni celle des fabriques; entre desservants, marguilliers et administrateurs des bureaux de bienfaisance, un peu partout, des difficultés continueront de s'élever (4), jusqu'au jour où le tronc des pauvres restera à l'entrée des églises, la seule ressource de ces derniers.

Sur cette question, Corbigny ne reçut pour le moment aucune réponse. Quant à l'organisation des fabriques, Bernier lui communique d'abord, avec copie conforme, la lettre de Portalis relative à cet objet; puis, le ministre de l'Intérieur lui fournit (5), comme à Maret, les éclaircissements nécessaires (6). « Les fabriques, qui doivent être établies conformément à l'arrêté du 7 thermidor, sont

(1) Portalis à Bernier, 10 brum. an XII (2 nov. 1803). Arch. Nat., F¹⁹+, 249, fo 151.

(2) Le rapport de Bernier parvint aux cultes le 22 nov. Arch. Nat., F¹⁹+, 152, fo 789.

(3) Arch. Nat., F¹⁹, 324. Avant la publication de ce décret, Bernier avait pris pour Orléans, avec l'approbation du gouvernement, les dispositions suivantes : Dans les paroisses de cette ville, les fabriciens feraient deux quêtes annuelles, dont ils indiqueraient le montant à l'évêque. Le Bureau de bienfaisance prendrait chez ce dernier connaissance des sommes ainsi obtenues et de leur répartition; il pourrait d'« après cela, faire une égale répartition de ses aumônes, en donnant plus à ceux qui ont moins touché et réciproquement ». Bernier ne voyait que ce moyen de sauvegarder les droits de tous et d'éviter une répartition inégale des aumônes. Arch. Ev. Orléans. *Carton des fabriques*.

(4) Le ministre de l'Intérieur au ministre des Cultes, 27 sept. 1806. Arch. Nat., F¹⁹, 324.

(5) Le ministre de l'Intérieur à Corbigny, 22 brum. an XII (14 nov. 1803). Arch. Nat., F¹⁹, 437.

(6) Le ministre de l'Intérieur à Maret, 22 brum. an XII (14 nov. 1803). Arch. Nat., F¹⁹, 440-441.

différentes et distinctes de celles qui doivent être créées en vertu de l'article 76 de la loi du 16 germinal an X. » Les premières, dites extérieures, ne sont chargées d'administrer que le bien-fonds et les rentes qui sont restituées aux paroisses (revenus extérieurs); les secondes, dites intérieures, doivent « gérer le produit éventuel de tout ce qui peut se percevoir dans le temple » (1) (revenus intérieurs). Relative aux seules fabriques intérieures, l'ordonnance de l'évêque d'Orléans ne contredit nullement l'arrêté du 7 thermidor; elle doit donc recevoir son exécution. Ces fabriques intérieures ne relèvent que de l'autorité ecclésiastique; c'est à l'évêque qu'il appartient de déterminer leur composition, de contrôler leur fonctionnement.

Bernier n'était pas homme à se dessaisir de ce droit. Une « Lettre sur l'ordonnance des fabriques » complète et précise sur ce point les dispositions prises le 24 août dans son mandement. « Les comptes et recettes et quêtes ne doivent être communiqués qu'à nous dans le cours de notre visite pastorale ou à nos vicaires généraux. » Les curés et marguilliers adresseront directement à l'évêque les personnes qui désireraient connaître le montant de ces revenus. Enfin, même lorsque les deux fabriques sont composées des mêmes marguilliers, leurs comptes « ne doivent jamais se réunir ensemble »; deux registres distincts leur seront affectés (2).

Cependant, le gouvernement sait si bien à quoi s'en tenir sur les ressources des paroisses qu'il essaie de les accroître. Mais, comme pour les traitements des succursalistes, il se borne à des mesures timides, incomplètes, parcimonieuses, simples « expédients, a-t-on pu écrire, qui ne pouvaient donner des revenus qu'à la longue » (3). Un arrêté du 25 frimaire an XII (17 décembre 1803) rend aux fa-

(1) Le ministre de l'Intérieur à Corbigny, 22 brum. an XII (14 nov. 1803). Arch. Nat., F¹⁰, 437.

(2) Lettre sur l'ordonnance des fabriques, 14 déc. 1803. *Dispenses et actes épiscopaux*. Reg. I. Arch. Nat., Orléans. Cette dualité de fabriques prêta à des contestations de toutes sortes, les marguilliers des fabriques extérieures voulant administrer les revenus intérieurs et les marguilliers des fabriques intérieures voulant administrer les biens restitués des anciennes fabriques. Voir à ce sujet : JAUFFRET, *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France*, I, 332. Ils se disputaient même les acquisitions nouvelles. Dans le diocèse d'Orléans les premiers voulaient, à Saint-Privé, se voir attribuer le presbytère donné par M. Benoit de Hautchamps à la fabrique intérieure. *Registre pour la correspondance*, f° 8. Arch. Ev. Orléans. Bernier revendique auprès du préfet les droits de celle-ci.

(3) L. LÉVY-SCHNEIDER, *Champion de Cicé*, 329.

briques les biens et les rentes chargées de messes et services religieux qui n'étaient pas aliénés ; le 23 prairial suivant (12 juin 1804), un décret institue à leur profit le monopole des pompes funèbres ; mais il stipule que le produit en serait consacré à l'entretien des églises, des lieux d'inhumation et au paiement des desservants ; de plus, la répartition serait faite suivant la proposition du ministre des Cultes et d'après l'avis des évêques et préfets ; le 6 mars 1805 et le 7 juillet, les biens non vendus des fabriques des anciennes collégiales et des anciennes confréries sont à leur tour restitués aux nouvelles fabriques, enfin le 30 mai 1806, on leur attribue les presbytères et les églises des paroisses supprimées (1).

Si imparfaites que soient ces dispositions, Bernier s'applique à en tirer le maximum d'avantages dont elles sont susceptibles. Il alerte curés, desservants, marguilliers : ceux-ci devront s'informer des biens et rentes disponibles, entreprendre pour les découvrir les recherches nécessaires, se faire « aider par les connaissances des habitants », dresser enfin un état qu'ils enverront à l'administration épiscopale (2) ; car il faut recouvrer intégralement ce que rendent aux paroisses les arrêtés officiels. Quant aux ressources fournies par les pompes funèbres, il s'agit de les déterminer par des tarifs généraux, de régler si elles relèvent des fabriques intérieures ou des fabriques extérieures, de définir leur emploi ; dans quelle mesure peut-on les affecter à la réparation des églises, au traitement des desservants, à l'entretien du culte, autant de problèmes qui mettent aux prises dans le diocèse d'Orléans autorités civiles et religieuses et réclament parfois l'arbitrage de Portalis (3). Enfin, dans les succursales réunies à d'autres paroisses, la vente des églises et presbytères, prévue par

(1) La remise aux fabriques des rentes, fondations, biens de confréries, non aliénés n'eut lieu dans le diocèse d'Orléans qu'après la mort de Bernier, en 1807, comme on peut le constater pour le Loiret. Arch. Loiret, V 4 et 150 et pour le Loir-et-Cher. Arch. Loir-et-Cher, V 19 B à C.

(2) Circulaire aux curés et fabriciens, 8 août 1805. Arch. Ev. Orléans.

(3) Le 20 juin 1806, Portalis répond à une consultation de Bernier que les fabriques doivent contribuer aux grosses réparations des églises ; les rentes et biens des fabriques extérieures seront affectés à ces dépenses, les communes ont cette charge quand les fabriques extérieures n'ont pas de revenus. Arch. Nat., F¹⁹+, 256, f^o 49. Il rend une décision analogue, le 26 août suivant, en désavouant « l'opinion complètement erronée » du préfet du Loiret. *Ibid.*, f^o 113. Relativement au droit de fourniture pour les enterrements « suivant les tarifs que doivent arrêter les préfets sur la proposition des maires », Portalis arrête que le produit de ces fournitures « appartient exclusivement aux fabriques intérieures et que les extérieures n'y ont aucun droit ». *Ibid.*, f^o 71.

l'arrêté du 30 mai 1806, impose à l'évêque un choix bien délicat. Quelles sont les dessertes à sacrifier et au bénéfice de quelles fabriques? Valeur religieuse des paroisses, intérêt artistique des édifices, situation du desservant dans la commune, influences et recommandations, etc., entrent en ligne de compte et motivent la décision épiscopale qui ne concorda pas toujours avec les vues du préfet (1). Ce fut l'une des dernières questions traitées par Bernier. Jusqu'à sa mort, il luttera pour assurer à son clergé une habitation décente (2), des ressources suffisantes, et sauvegardera, contre les prétentions des communes, les maigres deniers de ses paroisses. Le 16 août 1806, il écrit encore au curé de Mer « pour lui dire que je ne puis autoriser la réparation de la girouette de son église aux dépens de la fabrique » (3), et cette lettre prend toute sa signification, à l'avant-dernière page de *Registre pour la correspondance*, brusquement interrompu, le 2 septembre, par l'approche de la mort.

Si Bernier disparut sans que la situation matérielle de ses fabriques et de son clergé fussent assurés de manière acceptable, il mérite cette justice qu'il se consacra à cette tâche de détail avec toute son énergie. Peu de prélats furent en la matière aussi jaloux de leurs droits et aussi soucieux de les faire valoir intégralement. On pourrait même penser qu'il apportait dans ses revendications autant de minutie que d'âpreté. Mais, plus encore que son tempérament autoritaire et que son esprit minutieux, le malheureux état de ses prêtres explique cette attitude ; il fallait remédier à l'imprévoyance du gouvernement, ne rien perdre de ses tardives et parcimonieuses largesses, lutter contre l'apathie des préfets, contre la mauvaise volonté de certaines communes, secouer enfin l'indifférence des

(1) C'est le 18 juin 1806 que Bernier adresse à Corbigny la liste des églises dont il permet la vente dans le Loir-et-Cher. *Registre pour la correspondance*. Arch. Ev. Orléans, f° 19. Arch. Loir-et-Cher, V 19. Cette affaire en Loiret, comme en Loir-et-Cher, ne fut réglée qu'après la mort de Bernier.

(2) L'article 72 des Organiques restituait les presbytères non aliénés. À défaut de presbytères, les communes étaient « autorisées » à procurer au curé une maison et un jardin. Comme pour les traitements à fournir par les communes cette autorisation devient, par arrêté du 7 vent. an XI, une obligation. Mais, en fait, on rencontra de leur part les mêmes résistances. Le 2 déc. 1805, Bernier signale au préfet Maret que le desservant de Coinces est « logé comme au bivouac » (Arch. Loiret, V 40). Le 13 juin 1806, il signale un certain nombre de paroisses qui sont sans prêtres, faute de logements et réparations (*Registre pour la correspondance*. Arch. Ev. Orléans, f° 65) ; il s'agit de Nargis, Nesploy, Dordives, La Cour Marigny, Saint-Hilaire-sur-Puiseaux, Mézières, Coudrai, Breteau.

(3) *Registre pour la correspondance*, f° 77. Arch. Ev. Orléans.

populations qui laissaient trop souvent leur curé dans le besoin.

Après tant d'efforts, dans l'ensemble du diocèse, les desservants et les paroisses rurales resteront fort pauvres. La sollicitude de l'évêque cependant était loin de se trouver en échec. Son administration vigilante avait tiré parti de toutes les circonstances favorables et de toutes les dispositions législatives pour augmenter, dans la mesure du possible, leurs ressources budgétaires. Il réclame pour son clergé avec une liberté et une intransigeance d'autant plus grandes qu'il se montrait personnellement plus désintéressé. Lui, il ne garde rien ; à sa mort, il ne laissera aucune succession à recueillir. « Sa charité compatissante, écrira-t-on au lendemain de ses funérailles, embrassant tous les besoins, faisoit retrancher bien au delà des limites du superflu pour soulager les malheureux (1). » Parmi ces malheureux, les prêtres de son diocèse et les desservants de ses paroisses ont occupé, de toute évidence, une place privilégiée.

III

En même temps qu'il améliore, dans la mesure du possible, les conditions matérielles du clergé, Bernier pourvoit à son recrutement et à sa formation. Il faut en effet d'abord, puisqu'on ne peut encore les accroître, maintenir du moins ses effectifs, car, chaque année, la mort creuse des vides que les ordinations ne comblent pas. Il faut ensuite, qu'une éducation bien entendue, confiée à des maîtres expérimentés, donne aux jeunes générations sacerdotales une cohésion et une unité qui manquent aux survivants de la Révolution. Seule, la fondation d'un séminaire diocésain permettrait d'obtenir ce double résultat.

Dès le début de 1803, Bernier entreprend donc les premières démarches pour se procurer le local nécessaire. Les bâtiments de l'ancien séminaire ont été transformés en caserne et la garnison qui les occupe n'a aucune intention de les rendre. A Orléans, les immeubles ne manquent pas ; mais l'administration diocésaine hésite à risquer dans des acquisitions onéreuses ses ressources fort res-

(1) Projet de mandement à l'occasion de la mort de M. Bernier, évêque d'Orléans. Bibl. Orléans. Lettres pastorales, H 559.

treintes ; Bernier, enfin, caresse l'espoir d'obtenir, soit du gouvernement, soit du département, soit de la ville, la rétrocession gracieuse de quelque maison ecclésiastique ou religieuse.

Sollicité le premier, le conseil d'arrondissement d'Orléans fait la sourde oreille (1). Le Concordat, en autorisant les séminaires, a formellement exclu tout engagement relatif à leur dotation et, pour le moment, ni l'État, ni les administrations locales, ne se prêtent à des libéralités bénévoles. Comme on n'aboutissait pas, M. Mérault prit, en 1804, l'initiative « d'acquérir plusieurs immeubles de la rue du Cloître-Saint-Étienne et d'y installer, à ses frais, tant bien que mal, un équivalent du petit séminaire » (2).

Une solution définitive n'interviendrait qu'en novembre 1805. Le 6 mars de cette année, Bernier obtenait de Napoléon la maison du Bon Pasteur avec son église, pour l'établissement de son séminaire diocésain. Les services rendus par l'évêque d'Orléans dans les négociations du sacre et les affaires d'Allemagne lui avaient permis de solliciter cette faveur. Dès son retour, le 4 avril, le prélat communique à Maret la décision impériale, en insistant pour une application immédiate. « Sa Majesté, écrit-il, a bien voulu, en m'accordant cette maison, me faire la grâce de me dire, qu' « elle vouloit lever tous les obstacles qui pourroient retarder l'exécution de son décret, afin que je pusse être mis le plus tôt possible, en possession de ladite maison (3). »

Mais le conseil municipal d'Orléans convoitait de son côté cet immeuble, « pour y loger les professeurs du lycée, y placer la bibliothèque et l'école de dessin » (4). Il proposa donc à Bernier un échange, et offrit en compensation la « Maison du Doyen » ou « Petit évêché » au chevet de la cathédrale. Par l'intermédiaire de M. Mérault, des pourparlers engagés entre l'évêque et le préfet aboutirent, vers la fin de mai, à un accord de principe.

L'accord de détail fut beaucoup plus laborieux. D'abord Bernier se plaint des lenteurs de Crignon-Désormeaux ; il avait pensé que le maire « se donneroit quelque mouvement pour l'acquisition du Petit évêché ». Mais personne ne remue, aucune proposition n'est faite au propriétaire ; il faut que, « effrayé de cette lenteur », le prélat

(1) PATAUD, *Chronologie des faits relatifs à l'histoire d'Orléans*, 19 avr. 1803, fo 59. Bibl. Orléans, ms 567.

(2) Th. COCHARD, *les Petits séminaires d'Orléans*, 19.

(3) Bernier à Maret, 4 avr. 1805. Arch. Loiret, V 135.

(4) *Ibid.*, 4 juin 1805. Arch. Loiret, V 135.

sonde lui-même les dispositions de ce dernier, s'assure de ses intentions, en avise le préfet. On invoque de prétendus obstacles « du côté du ministre de la Guerre », alors que Bernier sait très bien, et d'une manière officielle, à quoi s'en tenir sur ce point. Pour déprécier le local du Bon Pasteur, on objecte l'inconvenance de certains voisinages, comme si la surveillance ne relevait pas du seul évêque comme si elle ne devait pas être assez active pour que les séminaristes n'aient rien à redouter ! Enfin Maret, renversant les rôles, voudrait que le chef du diocèse proposât lui-même l'échange des immeubles, et le proposât par écrit, alors que l'initiative doit appartenir « à celui qui croit en avoir besoin » ; il l'accuse de n'avoir pas voulu sincèrement obliger la commune ; il lui reproche l'insuffisante netteté de ses réponses. Cette imputation lui vaut une foudroyante réplique, avec l'expression très nette des sentiments épiscopaux ; car « il est pénible, écrit l'évêque d'Orléans, pour un fonctionnaire public qui a rendu quelques services à sa patrie, qui en a reçu les témoignages les plus flatteurs de la part de Sa Majesté, de se voir disputer *pied à pied*, les misérables portions de bâtiment qu'il veut conserver ou à sa *cathédrale* ou à son *séminaire*, de n'être pas même compris quand il parle *français*, et de se voir chercher des querelles quand il consent à ce que l'on demande, et se borne à solliciter qu'on en presse l'exécution » (1). Il conteste, enfin, l'expertise du sieur Lebrun, qui ramène de 30 000 à 24 000 francs l'estimation du Bon Pasteur, pour présenter, écrit-il, l'échange fait avec moi, comme un sacrifice nécessité par les circonstances, tandis que le procès-verbal du conseil de la commune porte expressément que cet échange est voté comme avantageux pour elle. Bernier n'admet pas qu'on dénature ainsi une partie des objets qui font le prix de cette maison, comme si tous les bâtiments étaient en appentis, toutes les chambres sans cheminée, tous les murs en mauvais état, ni qu'on fasse « une mention rapide de l'église dont la grandeur... (va) être si utile à la ville », ni qu'on oublie l'ancien chœur des dames, ni qu'on rétrécisse « près d'un tiers l'espace que contiennent les constructions. Il ne souscrira jamais ce rapport matériellement faux » (2).

Toutes ces difficultés devaient retarder les échanges projetés. L'acte fut enfin signé par le maire et l'évêque le 24 août aux conditions suivantes : l'évêque d'Orléans cédait au maire de cette ville

(1) Bernier à Maret, 3 juin 1805, an XII. Arch. Loiret, V 135.

(2) *Ibid.*, 2 déc. 1805. Arch. Loiret, V 135.

le Bon Pasteur, à lui « délivré par M. le Commissaire des guerres et capitaine du génie, chargé du casernement », le 3 juillet précédent ; le maire cédait à l'évêque « le Petit évêché, situé Cloître-Sainte-Croix tenant au nord au palais épiscopal, consistant en plusieurs bâtiments, cours, jardins », s'obligeait à le faire évacuer par les locataires, avant le 1^{er} novembre, et la partie occidentale occupée par le sieur Philbert Thierry, avant le 15 septembre, avec la charge de dédommager les dits locataires, l'évêque étant quitte de toute indemnité. Bernier renonçait à toute réclamation pour les réparations nécessaires, eu égard à un don de 2 000 francs offert par la ville au séminaire. Enfin, la commune élèverait à ses frais deux murs de clôture avec deux grandes portes, pour l'alignement du terrain, à condition que le terrain clos entre les murs reste propriété publique (1). Cet acte fut approuvé sans aucune objection, le 18 février 1806, par le gouvernement.

Dès octobre 1805, l'évêque d'Orléans se préoccupe déjà d'agrandir ces acquisitions. Pour donner une salle de récréation au rez-de-chaussée et « une habitation plus commode aux ecclésiastiques les plus avancés dans les ordres sacrés », il achète la maison Ravot, contiguë au séminaire ; puis, sous prétexte d'enfermer les portes d'entrée de cette maison dans la clôture, il demande à la municipalité le terrain nécessaire ; la voie publique « après ce retranchement seroit encore plus large que la plupart des rues d'Orléans », et la circulation n'éprouveroit de ce fait aucune gêne ; ce serait « une plus grande sûreté pour le séminaire » et, pour la ville, « un dépôt d'ordures de moins » (2).

On disposait ainsi à proximité de la cathédrale d'un immeuble suffisamment spacieux, qui permettait entre les petits et les grands séminaristes une certaine séparation, les premiers habitant le Petit évêché et les seconds la maison Ravot.

Ce dernier problème résolu, il fallait assurer à cet établissement ecclésiastique les ressources indispensables. Bernier fit donc appel à la générosité de ses diocésains. Le 13 avril 1805, en leur notifiant, dans une lettre pastorale le rétablissement de son séminaire, il les invitait à soutenir la renaissance du clergé, soit par des dons manuels, soit par des souscriptions promises pour une ou plusieurs années, soit enfin par des dotations qu'autoriserait le gouvernement. Pataud nous rapporte que dans toutes les paroisses d'Orléans des quêtes

(1) Acte d'échange, 6 fruct. an XIII (24 avril 1805). Arch. Loiret, V 135.

(2) Bernier au maire d'Orléans, 1^{er} mars 1806. Bibl. Orléans, ms 943-945.

eurent lieu en faveur de l'institution nouvelle : « Celui qui répugnoit au cadeau d'un louis d'or fournissoit un poinçon de vin de 40 litres ; on demandoit des meubles à qui n'avoit point d'argent (1). » Blois suivit cet exemple, bien que Bernier ait positivement refusé d'établir dans cette ville un petit séminaire (2), et la paroisse Saint-Nicolas mérita particulièrement les remerciements de son évêque (3).

Malheureusement, toutes les paroisses ne se montrent pas aussi généreuses. A Aillant-sur-Milleron, le mandement épiscopal est publié sans aucun fruit ; à Châtillon-sur-Loire, lorsque le curé parle de quête, on le renvoie « après les vendanges ; à cette époque le vin n'ayant pas de prix ou plutôt ne se vendant pas », on le remet à Pâques ; à Pâques, le résultat de la collecte demeure encore problématique ; à Sigloy, le succursaliste fait une tournée « sans recevoir un liard ». « Mes pas, écrit-il, ont été infructueux. » A Mont, le desservant, vu la consternation du vignoble, paiera pour ses ouailles, deux fois 24 francs chaque année ; à sa mort, sa mère et sa sœur promettent de verser la même somme, dans les mêmes conditions.

Le cas n'est pas rare de ces ecclésiastiques, qui prélèvent sur leurs ressources personnelles de quoi soutenir la maison où se forme le clergé diocésain. Le supérieur, M. Mérault, ne donne-t-il pas, le premier, un exemple magnifique de libéralité et de désintéressement ? « En quelques années, nous assure-t-on, il eut dissipé sa fortune qui était considérable, et la Providence la lui ayant refaite au moyen d'un héritage inattendu, il dissipa cette seconde fortune, encore plus vite que la première (4). » Or, si les communautés religieuses, en général, et, en particulier, les Ursulines à Beaugency, les Carmélites à Blois, bénéficièrent de ses largesses, c'est incontestablement le séminaire d'Orléans qui absorba le plus clair de son riche patrimoine. Il en avait fait son œuvre ; il lui donna sans compter, jusqu'au jour où, dans des conditions pénibles, sans les ménagements qu'exigeaient pareils services, Mgr de Beauregard provoqua son remplacement (5).

(1) PATAUD, *Chronologie des faits relatifs à l'histoire d'Orléans*, fo 92. Bibl. Orléans, ms 567.

(2) Bernier à M. Huau, 25 août 1805. *Registre pour la correspondance*, fo 5. Arch. Ev. Orléans.

(3) *Ibid.*, fo 7. Dans le diocèse de Saint-Brieuc, on avait institué pour les séminaires une œuvre de dons en nature. DURAND, *le Département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et le Premier Empire*, 422. On ne voit pas que cet exemple ait été suivi dans le Loiret et le Loir-et-Cher.

(4) Arch. Ev. Orléans.

(5) Notice sur M. MÉRAULT, *Annales religieuses du diocèse d'Orléans*, année 1880,

Ces offrandes et ces quêtes, toutes précieuses qu'elles fussent pour le présent, n'assuraient point l'avenir. Seules, des fondations fourniraient annuellement des revenus fixes, réguliers et, financièrement, assoieraient le séminaire sur des bases un peu fermes. Mais en 1805, les fondations sont rares. Bernier cherche donc un autre moyen de garantir au séminaire la stabilité de ses ressources essentielles ; il fait appel à des subventions que verseraient les fabriques paroissiales. Le 27 février 1806, il adresse une circulaire « à Messieurs les curés, desservants et administrateurs des fabriques intérieures de son diocèse », pour solliciter le concours des fabriques. Celles-ci devront souscrire pour le séminaire une somme annuelle, proportionnée à leurs facultés, payable à un terme indiqué dans la souscription. « Cette contribution, écrit-il, est absolument indispensable pour une institution qui, par les frais d'établissement et de réparations, a déjà absorbé la très grande partie de la quête que nous avions précédemment ordonnée (2). » Si la décoration des églises peut se

520. M. Mérault donna sa démission de supérieur, le 29 août 1824. Il n'avait pas la confiance de Mgr de Beauregard qui, voulant réformer le séminaire, changea deux professeurs de théologie, puis imposa un nouveau professeur de philosophie que M. Mérault refusa. Le supérieur offrit alors sa démission qui fut acceptée. « J'ai su, ce qui est rare, écrivait-il à son évêque, distinguer entre deux devoirs, l'un qui m'est personnel et m'est cher et facile, celui d'une obéissance également simple, prompte et entière ; mais, comme administrateur, il est un devoir rigoureux aussi, c'est de résister dans ce qu'on regarde comme nuisible à l'établissement dont on répond ; et résister, c'est se retirer. La fermeté en pareil cas est un devoir rigoureux et il m'en a coûté de le remplir ; mais je le devais et il n'y a pas à hésiter. » (Lettre du 29 août 1824, citée par Th. COCHARD, *les Petits séminaires d'Orléans*, 42). Mgr de Beauregard reprochait au supérieur octogénaire, la faiblesse des études philosophiques dans sa maison, le relâchement de la discipline, sa mauvaise administration financière ; il craignait que M. Mérault n'eût fait des dettes. La mise en retraite du vénérable supérieur suscita dans le clergé et dans la ville une grande émotion et valut à Mgr de Beauregard les plus vives critiques. On retrouve l'écho de ces récriminations ardentes dans une brochure intitulée : M. MÉRAULT, *Biographie du clergé contemporain, par un solitaire*. Livraison 50-51, Paris, 1842. Le chanoine Cochard, dans son livre sur *les Petits séminaires d'Orléans*, a essayé une mise au point, pour expliquer la décision de Mgr de Beauregard ; il ne prétend pas établir l'élégance ni le tact de ses procédés.

(1) Les fondations officielles par legs se réduisent pour 1805 et 1806 à 8 ; brum. an XIV, rente de 200 francs, legs Noirault ; terre de Marmogne, legs Morand, janv. 1806, 27 doubles décalitres de blé et 48 livres de rente, legs anonyme, 150 francs de rente, legs Gramin ; avril, 24 livres 67, legs d'Alonnes, 325 livres Delles Clément, mai, 2 maisons, legs du chanoine Carraud, juillet, 100 francs de rente, legs Huau. Arch. Loiret, V 148.

(2) Mandement et ordonnances, Bibl. Orléans, 559,

faire progressivement, il s'agit pour cette œuvre essentielle de nécessités immédiates.

Cet appel, aussi pressant qu'impératif, ne reçut pas de toutes les fabriques le même accueil. Certaines d'entre elles font la sourde oreille ; d'autres élèvent des difficultés ; d'autres enfin répondent par un refus. A Montlivault, les marguilliers opposent « une résistance entière », et le desservant a bien du mal à leur arracher 12 francs. A Corbeilles, le curé ne peut rien obtenir ; il en est réduit à offrir sur ses deniers personnels 9 francs, que l'administration épiscopale n'accepte point ; la somme sera allouée en compte à la fabrique ; celle-ci n'a pas le droit de repousser la souscription. Montliard n'a pour revenu que la location des bancs, soit en tout 60 livres et ne peut donner qu'un écu. Villechauve manque d'ornements et doit en emprunter, faute de ressources. A Boiscommun, l'intérieur de l'église, terriblement dévastée, se trouve « dans une situation affreuse ». A Chaumont-sur-Loire, un ouragan a détruit tous les vitraux ; il faut d'abord assurer ces réparations indispensables ; le curé fera une quête à la Pentecôte, « dont le produit passera sûrement la somme qu'on essaierait de tirer de la fabrique ; celle-ci ne peut rien (1). » Si, ailleurs, on ne refuse pas le concours financier requis par l'évêque, on n'apporte aucun empressement à le déterminer. Le Loir-et-Cher en particulier se signale dans l'ensemble par ses atermoiements. Dans ce département, au 30 mars 1806, le plus grand nombre de paroisses, « y compris Blois », n'a encore émis aucun vœu (2). » A Vendôme, Hersant lui-même, en dépit de ses amicales relations avec Bernier, fait attendre sa réponse.

Mais le prélat n'entend pas que ses ordonnances demeurent lettre morte ; à deux reprises, il rappelle à l'ordre, et de façon impérative, le curé de la Trinité ; il exprime à Gallois lui-même son étonnement pour toutes ces lenteurs et lui adresse, avec un blâme voilé, ses injonctions formelles : « A l'avenir, aucun desservant n'aura de pouvoir qu'auparavant la fabrique du lieu n'ait souscript (*sic*) par une délibération (3). » Toutes les paroisses doivent concourir, sans exception et d'après leurs possibilités, à l'entretien d'une œuvre, qui intéresse plus qu'aucune autre leur avenir religieux.

Pour souligner toute l'importance qu'il attachait à cette institu-

(1) Arch. Ev. Orléans. *Carton des séminaires*.

(2) *Registre pour la correspondance*, 30 mars 1806, f° 55. Arch. Ev. Orléans.

(3) *Ibid.*, f°s 59-60.

tion, Bernier voulut qu'un mandement annonçât aux fidèles la prochaine ouverture du séminaire et que de grandes solennités marquassent sa fondation. Cette lettre pastorale rendait, naturellement, et en premier lieu, hommage à Sa Majesté l'Empereur et Roi qui, dans sa bienveillance, avait accordé à l'évêque d'Orléans possession paisible du Bon Pasteur. Le prélat expliquait ensuite comment, « par déférence pour vos magistrats et pour procurer à cette ville un double établissement utile et précieux pour elle », il avait échangé cette maison contre le Petit évêché, « qui nous était offert et qui, par la proximité, rendait plus faciles nos communications avec notre séminaire » ; il remerciait ses diocésains, dont les libéralités avaient permis l'aménagement du nouvel établissement ; « solidement réparé, sagement distribué », il se trouvait en état de recevoir « au moins une partie des élèves, qui se destinaient à exercer un jour les fonctions sacrées » ; enfin, le prélat demandait des prières, afin que le ciel « inspire aux élèves cette piété tendre, cet amour du travail, cette soumission parfaite, qui constituent les ministres fidèles du Dieu de toute Sainteté ».

L'inauguration du séminaire eut lieu le 24 novembre 1805. Pour caractériser l'entrée définitive des séminaristes (2), on avait retardé jusqu'à ce jour la fête de la Présentation. A Sainte-Croix, Bernier célébra la messe pontificale ; tout le clergé renouvela ses promesses cléricales ; puis, après un discours « analogue à la circonstance », les élèves furent conduits en procession au Petit évêché, tandis qu'on chantait le *Te Deum*. Le prélat bénit la chapelle, la maison, les cellules et fit avec MM. Corbin et Mérault « tour à tour échange d'encens » (3). Cet échange d'encens entre l'évêque, le chapitre, représenté par M. Corbin, et le supérieur du nouveau séminaire répondit à la satisfaction générale. On ne pouvait que se féliciter d'une fondation qui avait demandé pour aboutir de si longues négociations et de si constants efforts.

Cependant la tâche n'était point finie. La maison ouverte, il fallait lui assurer une marche régulière et faire succéder aux improvisations du début une organisation rationnelle et définitive.

(1) Mandement qui fixe l'ouverture du séminaire diocésain au dimanche 24 nov. et règle l'ordre des cérémonies religieuses qui doivent l'accompagner. *Dispenses et actes épiscopaux*. Reg. II. Arch. Ev. Orléans.

(2) PATAUD, *Chronologie des faits relatifs à l'histoire d'Orléans*, n° 97. Bibl. Orléans, ms 567.

(3) Id., *Ibid.*, Bibl. Orléans, ms 567.

Ce travail supposait, en premier lieu, des éducateurs et des maîtres. Les messieurs de Saint-Sulpice, qui tenaient avant la Révolution le grand séminaire, ne figurent pas dans le nouveau personnel, soit que Bernier, mal vu de M. Émery, n'ait point sollicité leur concours, soit que la Compagnie en voie de reconstitution ait manqué des sujets nécessaires. M. Mérault accepta la charge de supérieur, par obéissance, affirmera-t-il plus tard et non sans verser « des larmes bien amères » (1); car cet ancien oratorien n'a qu'un désir, restaurer sa congrégation pour y reprendre sa vie religieuse (2) et ses attraits ne le portent point à diriger l'établissement ecclésiastique que l'évêque d'Orléans lui voulait confier. Tout cependant le désignait pour cette œuvre d'éducation : son grand air sacerdotal, la culture de son esprit, la distinction et l'affabilité de ses manières, le charme de sa fine et souriante douceur, l'élégance d'une parole qui facilement s'attendrit, « un cœur incomparable » (3), qui donne sans compter; ancien supérieur de la rue d'Enfer et de la maison où se formaient les théologiens de l'Oratoire, il possède en outre une grande expérience des âmes, une forte piété, et les traditions bérulliennes semblent incarnées en lui. Difficilement, on eût trouvé, dans un prêtre, ensemble de qualités naturelles et surnaturelles plus équilibré et plus complet.

Cependant, quelle que fût sa valeur, M. Mérault ne pouvait suffire seul à une tâche aussi complexe. S'il assure lui-même les fonctions de supérieur et d'économe, l'enseignement et la discipline exigent un personnel spécialisé. Or, ce personnel manque, et pour longtemps. Au début, la maison ne compte guère que trois professeurs de carrière, Dubois, Nutein et Thibault, qui exerçaient avant 1789 au collège d'Orléans. A leur défaut, on confie aux aînés la surveillance et les classes de grammaire (5). Pareil système ne favorise point les

(1) M. Mérault à Mgr de Beauregard, 29 août 1824, cité par Th. COCHARD, *les Petits séminaires d'Orléans*, 42.

(2) Sur ces essais de restauration de l'Oratoire, voir le même ouvrage, 24, note 1.

(3) Notice sur M. MÉRAULT, *Annales religieuses du diocèse d'Orléans*, année 1880, 520.

(4) L'abbé Dubois était professeur de sciences : il avait publié et dédié à Bernier une « Méthode éprouvée par laquelle on peut parvenir facilement, sans maître, à connoître les plantes de l'intérieur de la France, en particulier celles des environs d'Orléans. Orléans, an XI, 2 vol. in-8°. Voir sur cet ecclésiastique : Ch. AUFRÈRE, *Notice sur l'abbé Dubois*, Orléans, 1847. Dubois avait, pendant la Révolution, écrit une *Histoire critique du siège d'Orléans*.

(5) Th. COCHARD, *les Petits séminaires d'Orléans*, 22.

études qui restent hâtives, superficielles, incomplètes. Chose plus grave, il ne correspond pas aux exigences de la formation sacerdotale qui suppose, avec des éducateurs attitrés, la séparation effective des petits et grands séminaristes, en deux maisons distinctes. Mais le nombre restreint des élèves, ils n'étaient que cinquante-deux en 1806, et dans ce chiffre figurent seulement sept philosophes et sept théologiens (1), la pénurie d'hommes, le manque de ressources, rendaient impossible pour le moment une organisation normale. Dans cette maison composite, il faudrait se contenter de combinaisons boiteuses et de cadres insuffisants. L'avenir, des efforts soutenus permettraient des conditions meilleures ; en attendant, on devait tirer de la situation présente, et au plus vite, le meilleur parti.

Bernier se consacre immédiatement à cette tâche ; car cet ancien professeur a trop l'expérience de l'enseignement pour s'illusionner sur la perfection de son œuvre et personne mieux que lui ne connaît les lacunes du séminaire qu'il a fondé. Aussi entoure-t-il la maison naissante d'une étroite sollicitude.

Il veille d'abord à ce que les candidats au sacerdoce soient tous dirigés sur Orléans. Jusqu'alors, et faute d'institutions régulières, certains curés tenaient chez eux des sortes d'écoles presbytérales, préparant de leur mieux quelques sujets à la prêtrise ; ce système n'a plus désormais sa raison d'être. Tout reconnaissant qu'il se montre vis-à-vis de ces éducateurs provisoires, il leur signifie nettement que leur tâche a pris fin. A Châtillon-sur-Loire, Tonnelier lui-même, malgré toute la confiance qu'il mérite, n'est pas exempt de la règle commune ; en vain essaie-t-il de s'y soustraire ou de gagner du temps ; une mise en demeure positive lui enjoint d'envoyer son élève au séminaire, sans quoi, aucune démarche ne sera faite en sa faveur auprès du gouvernement (2).

La question du recrutement n'est pas la seule dont se préoccupe Bernier ; il s'intéresse aussi, et de très près, au fonctionnement intérieur de la maison, demande au supérieur et aux directeurs « des notes exactes sur les progrès des élèves » (3), édicte des règlements, s'enquiert de la tenue, de la discipline, des études. Mais s'il exerce personnellement le droit de contrôle qui relève de sa charge épiscopale, il n'entend pas que d'autres le partagent avec lui, et, pour avoir hasardé

(1) *Notice sur l'abbé Beaumarié*, par l'abbé PELLETIER, 4.

(2) Registre pour la correspondance, f^o 19. Arch. Ev. Orléans. Tonnelier était docteur en Sorbonne. Voir à ce sujet : Th. COCHARD, *les Petits séminaires d'Orléans*, 26.

(3) *Ibid.*, f^o 63. Arch. Ev. Orléans.

quelques prétentions, le chapitre de Sainte-Croix se fait remettre assez vertement à sa place. Sans doute, il fut invité à l'inauguration du séminaire et put même, en cette circonstance, exprimer par l'organe du chanoine Corbin, les sentiments qui l'animaient à l'égard de l'institution nouvelle ; jadis par son écolâtre, ce vénérable corps présidait dans la ville d'Orléans à l'éducation des clercs et l'on devait quelque hommage à ces souvenirs du passé. Mais ces souvenirs n'impliquaient aucune survivance d'une juridiction abolie ; car Bernier ne songe point à se dessaisir de son autorité ; c'est de leur évêque et de leurs supérieurs que les séminaristes relèvent exclusivement. Même à la cathédrale, le prélat ne permet pas que les chanoines disposent d'eux, comme autrefois, pour le service du culte canonial ni qu'ils exigent, à certaines fêtes, leur concours. Une ordonnance du 4 juin 1806, « qui règle l'assistance des clercs du séminaire aux offices de la cathédrale et les fonctions qu'ils y doivent remplir » (1), marque nettement sa volonté ; elle précise à quels offices et dans quelles solennités ils doivent venir à Sainte-Croix, exclut les saluts de carême et ceux de l'octave du Saint Sacrement, « pour ne pas troubler l'ordre de la maison », pose enfin les deux principes suivants : les élèves du séminaire ne rempliront aucune fonction, sauf dans les offices pontificaux et dans les services pour les bienfaiteurs décédés ; pour les cérémonies, ils ne recevront d'ordre de qui que ce soit sauf de l'évêque, de leur supérieur ou de leurs directeurs. On ne pouvait affirmer de façon plus ferme leur totale indépendance vis-à-vis du chapitre, jusque dans la cathédrale elle-même.

Bernier mourra avant d'avoir mis la dernière main à son œuvre ; il ne verra pas la maison se peupler, puisque le chiffre de deux cents élèves ne sera atteint qu'en 1810 ; il ne lui donnera pas l'organisation complète qu'elle suppose, puisque la séparation du petit et du grand séminaire sera retardée jusqu'en 1814.

Il a du moins préparé l'avenir. D'autres, après lui, continueront sa tâche et assureront à ces établissements un prestige intellectuel incomparable et une magnifique prospérité. Dans ces humbles et tâtonnants débuts, le rôle de Bernier demeure infiniment plus modeste que celui de ses successeurs. Mais, pour l'avoir rempli avec tant d'obstination, de dévouement, de savoir faire, pour avoir réussi ce laborieux commencement, il reste, devant l'histoire, le second fondateur des séminaires orléanais.

(1) *Dispenses et actes épiscopaux*. Reg. I. Arch. Ev. Orléans.

CHAPITRE XV

BERNIER RESTAURATEUR DE LA VIE RELIGIEUSE ET CONTEMPLATIVE

- I. Bernier est hostile à la reconstitution des ordres d'hommes. — L'affaire Poirier et Bailly ; les prêtres de la société du Cœur de Jésus. — Favorable aux communautés de femmes, il exige que celles-ci relèvent uniquement de la juridiction épiscopale.
- III. Histoire des congrégations charitables et enseignantes dans le diocèse d'Orléans. — Les contemplatives. — Décret de messidor an XII : interprétation différente en Loiret et en Loir-et-Cher. — Giot contre Bernier ; Fouché contre Portalis. — Les enseignantes et les hospitalières sont autorisées. — Comment les contemplatives se mettent en règle avec la loi. — Bernier et la vie religieuse des couvents.

Le Concordat, qui rétablissait le culte catholique, n'avait point aboli les lois supprimant les ordres religieux, et les couvents demeuraient officiellement fermés. Toutes les congrégations sont indistinctement prosrites au nom de la dignité humaine qui interdit aux individus d'aliéner leur liberté. Toutefois le gouvernement et l'esprit public sont particulièrement défavorables aux communautés relevant de supérieurs étrangers et de visiteurs réguliers, à celles surtout qui s'abandonnent « à la spéculation oisive » de la contemplation. L'Église concordataire, en effet, étroitement centralisée et contrôlée par le ministre des Cultes, ne reconnaît qu'un seul clergé, soumis à la juridiction des seuls évêques nommés par le chef de l'État et institués par le Pape. Aucun prêtre ne doit donc se soustraire à cette autorité officielle pour se placer sous l'obédience d'un chef étranger. Si l'Empereur professe jalousement son indépendance de Rome, à plus forte raison repoussera-t-il toute ingérence subalterne. Se défiant des mystiques enfin, il n'admet dans l'Église que les emplois actifs du ministère paroissial. « Pas de moines, déclare-t-il ; donnez-moi de bons évêques et de bons curés ; il ne faut pas autre chose (1). »

(1) Voir à ce sujet : L. DERIES, *la Résurrection et vie des congrégations reli-*

En dépit de ces principes cependant, des défenses législatives toujours en vigueur et des oppositions locales, Bernier travaille à restaurer la vie religieuse dans son diocèse et, à force de fermeté adroite, il aura le bonheur de mener à bien cette entreprise difficile. Il prodiguera toutes ses énergies, ses habiletés, son dévouement au service de pauvres femmes, doucement obstinées, qui veulent se survivre, en transmettant une tradition mystique, que leurs contemporains ne comprennent plus, mais que l'Église juge essentielle à sa vie.

Dans l'histoire de Bernier, où les contrastes abondent, cet épisode n'est ni le moins curieux, ni le moins suggestif. A son ordinaire, l'évêque s'y révèle ondoyant, sinueux, flatteur, quand il négocie avec le pouvoir, âpre et violent dans ses conflits avec les autorités locales, absolu et comme jaloux, s'il revendique ses droits. Mais dans cette âme complexe, un souci nouveau s'éveille : combler une grave lacune de l'organisation concordataire, en rétablissant les ordres religieux, même les contemplatifs, dans leur rôle traditionnel.

I

Cependant si Bernier travaille à restaurer la vie religieuse, c'est à la condition que les religieux n'essaieront pas de se soustraire à son autorité. Les deux prêtres Poirier et Bailly en firent l'expérience à leurs dépens. Ils s'étaient associés pour mener ensemble une façon de vie conventuelle, Poirier ayant, dans ce dessein, quitté de lui-même sa paroisse de Neuvy et prononcé entre les mains de Bailly « je ne sais quels vœux en vertu desquels il se croit bénédictin et le regarde comme son supérieur ». Dans la ville de Blois, on les appelle l'un et l'autre les « *Bénis Pères* » et le curé de Saint-Nicolas, « le bon M. Villain, a été la dupe de ces mômeries qui ont failli le brouiller avec son clergé » (1). Des mesures radicales arrêtent sur-le-champ

gieuses sous le Consulat et l'Empire. Bibl. Nat., f° Ld 13-214, 11. Les Congrégations religieuses au temps de Napoléon. PORTALIS, Discours, rapports et travaux inédits sur le Concordat de 1801. P. DUDON, le Concordat et les Congrégations. Etudes, LXXXVI, 1901, 623 et sq. Napoléon et les Congrégations, ibid., 173 et sq. En marge du décret de messidor, ibid., XLC (1903), 799 et sq.

(1) Bernier à Corbigny, 14 frim. an XIV (5 déc. 1805). Arch. Loir-et-Cher, V 12, 2° c.

la tentative. Le 5 décembre, Gallois reçoit de l'évêque une ordonnance portant interdit de MM. Poirier et Bailly, avec invitation de la faire passer « dans les vingt-quatre heures aux parties et d'en rendre compte ». Bien plus, défense est faite « à Vienne et dans toutes les chapelles de la ville de donner des ornements à ces messieurs » (1). Il est indispensable, enjoint l'évêque, qu'ils se séparent immédiatement. Les consignes données à ce sujet au curé de Saint-Louis sont formelles et doivent être exécutées sans retard. Inutile d'alléguer la maladie de M. Bailly « qui ne peut en aucun cas retenir M. Poirier auprès de lui ». L'évêque en arrive enfin aux mesures extrêmes. Un acte d'autorité, séparant le prétendu supérieur de son novice, nomme Poirier vicaire à la Madeleine de Vendôme, et pour hâter son départ, notifie que son interdit durera jusqu'à ce qu'il soit rendu », que, d'autre part, « M. Bailly demeurera à Blois sous le même interdit jusqu'à ce que Poirier soit rendu à Vendôme » (2).

Cet incident est significatif. Il ne faudrait pas cependant en exagérer la portée. Quand Bernier frappe les deux prêtres, il invoque surtout le caractère ridicule de leur tentative, mais son ironie en parlant de ce prétendu supérieur et le grief qu'il fait à Poirier d'abandonner sa paroisse, « quand il plaît à celui-ci de ramener son *bénédictin* à Blois » (3), semblent trahir chez le prélat un souci d'ordre plus général : maintenir sur ses prêtres son autorité exclusive, et rejeter toute ingérence qui soustrairait l'un d'eux au pouvoir spirituel de celui qui se voulait chef unique du diocèse. C'est, en effet, chez lui doctrine plus encore que système.

Cette doctrine l'évêque l'affirmera nettement, quand il appliquera le décret impérial du 3 messidor an XII (22 juin 1804), supprimant les Pères de la Foi et les congrégations non autorisées. Aux congrégations de femmes non autorisées établies dans son diocèse, il se garde bien de signifier la mesure qui les menace ; bien plus, il livre bataille pour les Carmélites de Blois que le procureur impérial voulait disperser. Mais quand il s'agit des cinq religieux du Sacré-Cœur vivant dans le diocèse, toute différente est sa conduite. Il s'empresse de leur notifier l'ordre de l'Empereur, et les presse de s'y soumettre. Le 9 juillet, l'un d'eux écrit au prélat cette lettre très déférente que celui-ci transmet à Portalis : « Comme j'appartiens, déclare l'auteur,

(1) *Registre pour la correspondance*, f° 23. Arch. Ev. Orléans,

(2) *Ibid.*, f° 48. Arch. Ev. Orléans.

(3) Bernier à Corbigny, 14 frim. an XIV (5 déc. 1805). Arch. Loir-et-Cher, V₁₂, 2° 6.

à l'une de ces sociétés et que ce décret me concerne, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Grandeur la présente pour lui protester de mon adhésion sincère, tant intérieure qu'extérieure, au décret qu'elle a eu la bonté de me notifier. Ce n'est que dans la vue du bien et du plus grand bien que je suis entré dans la société du Cœur de Jésus. Ce qui est défendu par l'autorité qui nous gouverne n'est plus un bien, encore moins un plus grand bien. J'y renonce donc de tout mon cœur et me bornerai à faire tous mes efforts pour vivre avec l'aide de Dieu en bon ecclésiastique (1). »

« Pour le prêtre Chappelin et quatre autres individus » (2), Bernier obtint un rescrit qui les relève de leurs vœux d'obéissance et de pauvreté, et telle est sa diligence que le rescrit lui parvient le 21 juillet (3). De toute évidence, Bernier est heureux de ramener sous l'obédience épiscopale les prêtres et laïcs soumis par leurs engagements religieux à une autorité autre que la sienne.

Avec les communautés non autorisées de femmes il en ira tout autrement. Il les protégera, les soutiendra, les défendra, mais à la condition qu'elles renoncent aux visiteurs de leur ordre et à tout privilège d'exemption, pour dépendre seulement de l'Ordinaire. Il avait d'ailleurs conseillé à Consalvi, en novembre 1802, d'adopter provisoirement cette mesure, seule capable de sauver, affirme-t-il, « les restes malheureux des anciennes congrégations. » L'obstination qu'apportent malgré la défense du gouvernement, malgré même le refus des religieuses, les supérieurs réguliers des Carmélites à continuer leurs pouvoirs ne réussit qu'à troubler intérieurement les monastères et à les compromettre aux yeux du Premier Consul. Si l'on voulait épargner aux couvents « de petites querelles... souvent plus sérieuses qu'on ne pense chez des personnes consacrées à Dieu, il fallait céder au temps et suspendre au moins l'usage d'un privilège dont l'exercice devient aujourd'hui, intempestif, impolitique et dangereux » (4).

Ce sont les vues dont s'inspirera l'évêque pour le diocèse d'Orléans.

(1) Bernier à Portalis, 27 mess. an XII (16 juil. 1804). Arch. Nat., F¹⁰, 6337. Est-il téméraire de supposer que cette lettre envoyée d'Orléans a été suggérée sinon rédigée par Bernier?

(2) « Pro sacerdote aliisque quatuor individuis societatis nuncupate (*sic*) Cordis Jesu, dispensatio seu commutatio simplicium votorum et obedientiae ad annum. » (Arch. Nat., AF iv, 1902). Parmi ces « quatre individus » dont la supplique de Chapelier ne porte pas les noms se trouvaient des laïcs.

(3) *Dispenses et actes épiscopaux*. Reg. II. Arch. Ev. Orléans.

(4) Bernier à Consalvi, 28 nov. 1802. Cité par THEINER, *Histoire des deux Concordats*, I, 528-29.

Aux Carmélites de cette ville il fit comprendre que « d'après le Concordat, toutes les religieuses précédemment gouvernées par des supérieurs particuliers devaient se soumettre à la conduite de l'Ordinaire » et, tout en regrettant vivement leurs visiteurs, « dont la conduite sage et prudente avait depuis si longtemps maintenu la régularité dans notre saint ordre » (1), les religieuses se rangent aussitôt sous son obéissance avec une soumission totale. De même en fit-il pour les autres congrégations.

Ainsi dans cette question des ordres religieux, avons-nous retrouvé le Bernier déjà rencontré, jaloux de commander, se prodiguant à qui le suit, abondonnant qui le néglige ou le combat. Mais nous y reconnaissons aussi la doctrine de ce qu'on a pu appeler le gallicanisme épiscopal (2), en garde contre toute ingérence extérieure, même d'origine religieuse, opposé à tous les privilèges, hostile à toutes les exemptions restrictives des pouvoirs du prélat. Nous constatons enfin que, dans l'esprit de Napoléon, la centralisation était non seulement système politique, mais règle d'administration ecclésiastique. Les tendances personnelles de Bernier correspondaient donc à une doctrine de l'Ancien régime adoptée par le nouveau.

C'est l'explication de l'appui inégal prêté par Bernier aux congrégations renaissantes et de son dévouement absolu aux monastères qu'il patronne. Sur eux seuls se concentre l'ardeur d'un effort si grand, si efficace, qu'on a pu écrire du prélat, sans verser dans l'exagération : « Il fut véritablement le restaurateur de la vie religieuse dans son diocèse (3). »

II

La reconstitution des congrégations charitables et enseignantes d'utilité publique ne fut pas très laborieuse pour Bernier.

Dès mars 1803, nous le voyons installer, avec autorisation du préfet, les sœurs de la Sagesse à Saint-Paterne. A son tour, la cathédrale demande « un second établissement de ce genre » (4). Les religieuses font la classe aux filles indigentes et visitent les malades.

(1) *Chronique du Carmel d'Orléans*.

(2) L. LÉVY-SCHNEIDER, *Champion de Cicé*, 113-115, 463-465.

(3) P. JOUVELLIER, *le Monastère des religieuses carmélites d'Orléans*, 4.

(4) Bernier à Maret, 10 germ. an XI (31 mars 1803). Arch. Loiret, V 40.

Elles s'établissent également dans les hôpitaux de Blois, de Vendôme, sans rencontrer, semble-t-il, aucune opposition.

A leur tour, et cette même année, renaissent les Augustines hospitalières. A vrai dire, elles étaient rentrées dans l'hôpital d'Orléans en 1797 ; mais dépouillées de leurs biens dotaux, soumises à l'inspection d'un bureau d'administration, limitées dans leur recrutement, maigrement rétribuées de 100 livres par an, elles ne constituaient pas officiellement une communauté religieuse (1). Le 8 fructidor an XI (26 août 1803), Bernier intervient auprès du gouvernement pour obtenir la reconnaissance de leur maison. Représentant « que les dames de Saint-Augustin de la ville d'Orléans exercent avec autant de zèle que d'édification leur ministère de charité depuis plus de deux siècles dans l'Hôtel-Dieu de cette ville », il demandait qu'elles fussent autorisées « à suivre leur règle qui n'impose aucun vœu monastique et à pouvoir former des élèves ». Bonaparte se montra favorable, et le 12 du même mois (30 août), Portalis notifiait au prélat que « ces dames peuvent continuer leurs services et former des élèves, pourvu qu'elles s'abstiennent de tout vœu solennel et monastique et qu'elles se conforment aux règlements de police » (2).

Fort de cette réponse, l'évêque d'Orléans fit reprendre aux Augustines le 16 octobre, leur costume religieux et, le 5 novembre suivant, le premier voile blanc fut imposé. Bernier qui présidait la vêtue jongla avec les mots. Il ne recevait pas de postulantes mais des élèves ; il n'acceptait point de vœux monastiques et solennels, mais des engagements qui, sous un autre nom, présentaient le même caractère. C'était éluder les interdictions du pouvoir avec plus d'habileté que de droiture.

Les communautés contemplatives, Carmel, Visitation, Ursulines enseignantes assimilées à ces ordres parce qu'elles vivaient cloîtrées, ne durent leur maintien qu'à l'usage de semblables procédés.

Aussi bien, l'histoire ancienne de ces couvents à Orléans, Beaugency, Montargis et Blois se retrouve essentiellement la même (3). Dispersées par les lois supprimant les ordres religieux, les moniales ont continué la vie commune, mais par petits groupes, dans des maisons amies, observant autant que possible leur règle conventuelle, récitant l'office, mais à voix basse pour ne pas donner l'éveil, rivali-

(1) PATAUD, *Chronologie des faits relatifs à l'histoire d'Orléans*, f° 68. Bibl. Orléans, ms 567.

(2) Arch. Nat., F¹⁹, 249, f° 495.

(3) Voir à ce sujet : Th. COCHARD, *Sous la Terreur*, 4-23.

sant d'adresse pour rester en relation avec leurs supérieurs et les prêtres insermentés (1). Ainsi se passent les mauvais jours de la Terreur. Cependant, après la mort de Robespierre, événement que signalent les Annales de la plupart des congrégations, la vie commune se rétablit et quand Bernier prend possession de son diocèse, il trouve les congrégations restaurées en fait, mais sans le costume religieux et sans clôture officielle. D'autre part, les religieuses sont pauvres, âgées ou infirmes pour le grand nombre, sans recrutement, incertaines de leur lendemain, puisqu'elles sont en marge de la légalité. Aussi certaines maisons après avoir essayé de renaître abandonnent-elles tout espoir. Les Visitandines de Montargis viennent successivement se réunir à leurs sœurs d'Orléans (2) et le Carmel de cette ville songe un instant à s'expatrier (3).

L'espoir cependant renaît à mesure que s'affermît la paix religieuse. Bernier, d'autre part, très bien placé pour connaître les sentiments de Portalis (4), encourageait ses diocésaines qui voyaient dans son épiscopat « un avantage inestimable » et « une des plus grandes faveurs que le ciel nous ait accordé » (5).

C'est ainsi qu'en 1803, les Visitandines ayant repris « tous leurs exercices aux heures marquées », le prélat vint en personne recevoir, le 1^{er} février, les vœux de Marie-Simplicienne Gaudinart qui attendait depuis dix ans la joie de faire profession. Il préside la cérémonie « avec un air de dévotion et de majesté » qui pénètre les religieuses, prononce « un discours analogue à la circonstance, avec le zèle qui

(1) Le cas le plus typique est celui des Visitandines d'Orléans dont certaines sœurs du voile blanc se faisaient marchandes de rues pour maintenir la liaison entre les différents membres de la communauté. *Suite des Annales de notre monastère d'Orléans*. Arch. Visitation, Orléans.

(2) Voir à ce sujet les *Communications faites à la société d'Emulation de l'arrondissement de Montargis en 1932*, 21 avr., 10 oct. Communications de M. l'abbé Crépin.

(3) P. JOUVELLIER, *le Monastère des religieuses carmélites d'Orléans*, 40.

(4) Portalis était en réalité favorable aux congrégations et démentait dans la pratique les déclarations solennelles et doctorales de ses discours officiels. Les Paccarinistes eux-mêmes, chez qui revivait sous d'autres appellations l'esprit de saint Ignace, trouvaient comme les Pères du Sacré-Cœur grâce devant ses yeux. « Il ne suffit pas, écrivait-il le 25 flor. an X (12 sept. 1802), d'avoir des institutions pour classer les citoyens, il faut en avoir encore, si je puis m'exprimer ainsi, pour classer les âmes et donner à tous le moyen régulier de suivre leurs mouvements dans un ordre fixe et commun. » Arch. Nat., AF₁ IV, 1044.

(5) *Suite des Annales de notre monastère d'Orléans*, 44. Arch. Visitation Orléans.

lui est ordinaire » (1). Le 15 octobre de la même année, dans la même ville, il se rend au Carmel où les sœurs viennent de reprendre, en la fête de sainte Thérèse, leur robe monastique. Après la messe qu'il célèbre, l'évêque prononce devant la communauté à genoux le panégyrique « de notre illustre réformatrice, et parle plus d'une heure, avec un tel feu, une telle onction que les infirmes elles-mêmes trouvent la force suffisante pour l'écouter sans défaillir. » Chose plus significative, il accorde aux religieuses la permission d'émettre des vœux solennels « se réservant le droit de les annuler en cas de nécessité » (2). A la Toussaint suivante, les Visitandines s'enhardirent à leur tour « les premières de l'ordre » à reprendre leur costume et renouvellent leurs engagements entre les mains du vicaire général Blain (3). Leur exemple sera bientôt suivi par les autres communautés du diocèse.

Toutefois, cette restauration silencieuse fut troublée par le décret de messidor an X, qui frappait non seulement les Pères de la Foi, mais toute société analogue non pourvue d'autorisation régulière. A Orléans, pour les communautés de femmes du moins, ce décret restera lettre morte et ni les Carmélites ni les Sainte-Marie ne furent inquiétées par les pouvoirs locaux. Ceux-ci leur étaient si favorables que la Société de Bienfaisance établie par Maret, alloue aux Carmélites, le 16 juillet 1802, une somme de 120 livres, en raison de leur grand dénuement (4). Manifestement le procureur interprète l'ordonnance impériale qui, pour lui, ne s'applique nullement « à ces réunions paisibles de personnes respectables qu'un dévouement honorable à leur ancienne institution a réunies sous l'obéissance de leur règle qu'elles pratiquent dans le silence, sans atteinte à l'ordre, ni désobéissance aux lois » (5). Les religieuses ne seront pas inquiétées.

Mais, à Blois, le procureur Giot s'en tenait à la lettre du décret et dénonçait trois associations religieuses « susceptibles des mesures de haute police prévues par le décret » : les Ursulines, les Carmélites, les Dames de Sainte-Marie. Ses enquêtes établissent que ces maisons constituent des communautés illégales. Elles ne communiquent pas, en effet, avec l'extérieur, une supérieure les régit ; le costume et le

(1) *Suite des Annales de notre monastère d'Orléans*, 44. Arch. Visitation Orléans.

(2) *Chroniques du carmel d'Orléans*. Arch. Carmel. Orléans.

(3) *Suite des Annales de notre monastère d'Orléans*. Arch. Visitation Orléans.

(4) *Dates pour la Société de bienfaisance établie à Orléans*. Bibl. Orléans, ms 572, f° 857. Ces notes sont de Pataud.

(5) Bernier à Portalis, 23 therm. an XII (11 août 1804). Arch. Nat., F¹⁹, 6337.

régime sont les mêmes qu'avant la Révolution, enfin elles recrutent des novices. La demoiselle Gaudron, « fille jeune et intéressante » d'un riche propriétaire du faubourg de Vienne, et la demoiselle Savart, « jeune et aimable fille » d'un autre propriétaire, « également fort riche », ont pris le voile au Carmel, ainsi qu'une demoiselle Bourdon, de Mer ; en outre, une demoiselle Bergeron Barreau est entrée comme postulante dans cette communauté (1).

Non content d'aviser le ministre de la Police et le Grand Juge, le zélé magistrat se rend, le 22 juillet, chez les Carmélites ; il « exhibe à la Prieure le n° 6 du *Bulletin des Lois* concernant le décret impérial », lui demande si sa congrégation est autorisée, et lui enjoint, dans le cas contraire, l'ordre formel de la dissoudre (2).

Le procureur, toutefois, avait compté sans l'évêque. Informé celui-ci recourt immédiatement à Portalis, et sa lettre du 27 messidor (16 juillet) précède même d'une journée le rapport de Giot. Le décret impérial relatif aux Pères de la Foi, assure-t-il, ne concerne en aucune façon ces pauvres filles qui sont « les unes aveugles, les autres infirmes et toutes non accoutumées à vivre dans le monde. » Si elle se sont réunies, c'est pour mettre en commun leurs maigres ressources se prêter mutuellement assistance, subsister grâce au « travail des mains de celles qui sont en état de s'y livrer ». Elles ne sollicitent d'autre grâce « que de mourir tranquilles en s'aidant réciproquement et priant d'un commun accord pour la prospérité de l'Empire et la gloire de Sa Majesté ». Leur dissolution satisferait sans doute « les inclinations connues de M. Giot » ; mais cette mesure blesserait le droit public, « qui permet à toutes espèces de personnes non suspectes d'habiter une même maison », et l'humanité « qui veut que les personnes d'un même État puissent... se secourir » ; elle produirait enfin sur l'esprit public le plus fâcheux effet et susciterait dans la ville de Blois des ennemis au gouvernement (3). Portalis ne demandait qu'à se laisser persuader ; il adopte sans discussion la thèse de Bernier et autorise, le 28 messidor (17 juillet), la réunion des Carmélites « pour raison d'économie » (4).

Mais il était beaucoup moins facile de faire accepter par le ministre de la Police cette interprétation ingénieuse du décret impérial.

(1) Giot, au ministre de la Police, 28 et 30 mess. an XII (17 et 19 juil. 1804). Arch. Nat., F⁷, 8063.

(2) Requête des Carmélites de Blois à Portalis. Arch. Nat., F¹⁰, 6337.

(3) Bernier à Portalis, 27 mess. an XII (16 juil. 1804). Arch. Nat., F¹⁰, 6337.

(4) Arch. Nat., F⁹⁺, 152, n° 1441.

L'évêque d'Orléans s'y essaie dans une longue lettre qui réfute point par point les deux rapports du procureur. Aucune des associations incriminées, ni les Ursulines, ni les Carmélites, ni les Sainte Marie, n'existe à Blois « dans leur ancien état ». Il s'agit de vieilles religieuses qui se sont réunies à d'autres d'un âge moins avancé « pour consommer en commun leur pension et s'aider mutuellement à vivre du travail de leurs mains ». Si deux ou trois personnes ont voulu partager leur sort, les assister de leurs ressources et de leurs soins, elles étaient libres de le faire, la loi n'interdisant pas de secourir la misère du prochain. Aucun vœu n'a été prononcé ; Bernier les ayant défendus, ils seraient nuls de plein droit, « puisque leur validité dépend de l'approbation de l'Ordinaire ». Il y a eu tout au plus quelques petites cérémonies pour la réunion de ces personnes avec les anciennes religieuses, mais sans aucune profession. Le procureur le reconnaît lui-même puisqu'il parle de voile blanc et que dans les anciennes communautés, tout le monde le sait, ce voile blanc était reçu sans aucun engagement d'aucune sorte. Ces prétendues communautés n'admettent point de novices. Le procureur général d'ailleurs se contredit lui-même en affirmant que la même personne est à la fois novice à Blois et dans sa famille à Mer. N'est-il pas notoire que les postulantes ne doivent pas sortir du couvent pendant le noviciat ? « Ces vieilles religieuses enfin reconnaissent pour supérieur légitime » l'évêque d'Orléans et leur curé M. Gallois et cela prouve bien « qu'elles ne sont plus ce qu'elles étaient autrefois, puisque les Carmélites n'obéissaient qu'à des visiteurs nommés par le Saint-Siège et n'étoient point soumises à l'évêque diocésain ».

Bernier jugeait sa démonstration péremptoire ; mais, abandonnant la défense pour l'offensive, il s'étonne et se scandalise, que Giot s'acharne sur de misérables religieuses qui ne demandent « qu'à consommer dans l'oubli leurs dernières années et leurs dernières ressources », tandis qu'il tolère la dissidence de la Petite Église, dangereuse pour la tranquillité de l'État. Pourquoi son rapport oublie-t-il de signaler une quatrième communauté, celle des Ursulines « qui reconnaissent M. de Thémynes et le prêtre Habert son agent, et méprisent également le Concordat et l'ordre actuel ? Elles vivent sous le même toit comme les autres et M. le procureur n'en dit rien » ? Pourquoi laisse-t-il chansonner le gouvernement à Blois, tandis qu'on le ridiculise à Vendôme par des scènes scandaleuses et des enterrements clandestins ? Pourquoi cherche-t-il à disculper les coupables « en disant qu'ils prétendaient ne pas être les auteurs d'un pareil

éclat », comme s'il était le confident de leur pensée? Comment expliquer « qu'il réserve ses excuses pour des hommes en rébellion ouverte contre le gouvernement et ses poursuites contre de vieilles femmes qui prient pour la prospérité de l'Empire »? Les conclusions à tirer d'une pareille conduite seraient trop graves pour que Bernier se permette de les indiquer (1).

Malgré une lettre du 13 thermidor (1^{er} août) qui reprenait à son intention le même plaidoyer (2), Fouché, toujours hostile aux ordres religieux, ne se laisse nullement persuader et soutient le procureur impérial de Blois. Sans doute, il est loin d'approuver la partialité évidente de ce magistrat sur lequel il prendra des informations, mais l'existence des couvents n'en demeure pas moins illégale. La soumission au Concordat ne suffit point; il faut une semblable soumission aux lois toujours existantes qui abolissent les ordres monastiques et, touchant enfin le point sensible de la thèse soutenue par Bernier, le conseiller Réal réclamait, au nom du ministre, des précisions embarrassantes : « Vous m'annoncez bien, écrit-il au prélat, qu'elles ne font pas de vœux solennels, mais aussi vous ne me dites pas qu'elles n'en font point d'autres? Je vous prierais d'après ce de m'instruire de ce que vous savez ou pourrez savoir à cet égard (4). » De toute évidence, le ministre de la Police n'était pas dupe des subtiles distinctions de l'évêque d'Orléans. Aussi le 20 thermidor (8 août), Réal insiste-t-il à nouveau pour obtenir des éclaircissements. Bernier répond par une déclaration solennelle : « J'affirme sur mon honneur, écrit-il, n'avoir donné dans le département du Loir-et-Cher le voile à personne, n'avoir reçu ni autorisé à recevoir aucun vœu et n'avoir pas mis les pieds dans aucune des réunions religieuses de ce département. Je défie qui que ce soit de prouver le contraire. » Toutes ces affirmations, restreintes à la réception des vœux et au Loir-et-Cher, étaient matériellement exactes; mais Bernier se gardait bien d'ajouter qu'à Orléans il avait présidé vêtures et professions et qu'à Blois, en son nom, son vicaire général Gallois avait présidé la vêtue de postulantes carmélitaines. Deux attaques vigoureusement dirigées l'une contre le procureur Giot, l'autre contre le préfet Corbigny, encadraient cette déclaration pour en masquer

(1) Bernier à Portalis, 12 therm. an XII (31 juil. 1804). Arch. Nat., F¹⁹, 6337.

(2) Bernier à Fouché, 13 therm. an XII (1^{er} août 1804). Arch. Nat., F⁷, 8063.

(3) Fouché à Bernier, 16 therm. an XII (4 août 1804). *Ibid.*

(4) Réal à Bernier, 16 therm. an XII (4 août 1804). *Ibid.*

les réticences. Au premier, l'évêque d'Orléans reproche d'avoir suscité « cette petite querelle » pour satisfaire « de petites passions » : au fond tout s'explique par la déconvenue d'un sieur Bourdon Champagny qui « voudrait, à quelque prix que ce fût, avoir chez Mlle Bourdon, sa cousine » : or cette jeune fille « s'y refuse absolument : elle s'est réfugiée à cet effet chez les ex-religieuses dont il s'agit » : furieux, mais impuissant, le sieur Bourdon « s'est (donc) entendu avec MM. Mounier, Giot, etc..., pour effectuer la séparation des religieuses » ; il escomptait que « ce coup une fois porté, Mlle Bourdon tombera(ait) dans ses bras ». Toute la ville de Blois connoit cette intrigue « et c'est chose affligeante qu'on trouble des religieuses pour obliger une fille à résider avec un homme qu'elle ne peut souffrir » ; voilà le vrai motif de la campagne entreprise par un honorable magistrat, au nom du décret impérial.

Quant au préfet de Loir-et-Cher, il est bien mal venu lorsqu'il accuse l'évêque d'Orléans de violer la loi qui prohibe les vœux (1) de religion. Si cette loi a été violée « elle ne l'a été que par M. le préfet lui-même ». N'a-t-il pas « de son propre mouvement et de sa propre autorité rétabli la congrégation des sœurs de Montoire qui faisoient des vœux » ? Ne leur a-t-il pas permis de se perpétuer par des novices ? Ne leur a-t-il pas enjoint de lui présenter des *Règlements de discipline intérieure* qu'il approuverait, se constituant ainsi « régulateur de la discipline intérieure d'une congrégation de filles qu'il a fondée » ? Il a fallu que l'évêque du diocèse déférât au gouvernement et que le ministre des Cultes cassât l'arrêté qui consignait toutes ces dispositions. Or il s'agissait de religieuses « fanatiques et dissidentes qu'il a été obligé de chasser lui-même du département par ordre du Grand Juge » (2). Pour le respect de la légalité, Bernier n'a de leçons à recevoir de personne et les autorités de Blois devraient être les dernières à lui rappeler son devoir.

(1) Rappelé à l'ordre par Fouché qui s'étonne de n'avoir pas été averti par ses soins, Corbigny s'était retranché derrière les assurances de Bernier pour expliquer son silence sur les congrégations de Blois. Le préfet ayant exprimé à l'évêque son étonnement de « ce qu'il autorisait ces associations contraires aux lois en les faisant administrer par des prêtres », le prélat lui avait répondu « que le gouvernement n'y mettait point d'opposition » ; il avait cherché à lui démontrer que ces associations n'étaient pas contraires aux lois relatives aux cultes. Il lui avait enfin déclaré « que lui-même avait donné depuis le voile à une jeune personne qui entrait en religion » (Corbigny à Réal, 13 therm. an XII (1^{er} avr. 1804). Arch. Loir-et-Cher, V 94, 1^o).

(2) Bernier à Réal, 27 therm., an XII (14 août 1804). Arch. Nat., F¹⁹, 6337.

A Paris cependant, Portalis soutenait la thèse de Bernier et Fouché la thèse du procureur. Un rapport du ministère de la Police concluait, en effet, que les religieuses étaient atteintes par le décret du 3 messidor. Pour soumises qu'elles soient à l'autorité ecclésiastique, les associations de Blois n'en présentent pas moins les caractères d'un ordre religieux qui nourrit le secret dessein de faire revivre en France les instituts monastiques. Le ministre des Cultes soutient au contraire que le décret ne les concerne pas. Il s'agit, en l'espèce, de monastères qui ont été et restent supprimés ; mais on ne peut défendre aux religieuses qui les composaient, devenues vieilles, pauvres et infirmes, de rester groupées, pour vivre plus économiquement. Il n'y a donc pas lieu de les inquiéter.

Non content de résoudre si libéralement ce problème d'ordre particulier, Portalis s'élève en outre à des considérations générales qui trahissent ses désirs secrets. « Mon cher collègue, écrit-il au conseiller Réal, vous sentez très bien que l'esprit d'association ne s'éteindra jamais chez les hommes ; mille motifs portent à la vie commune des êtres faibles et isolés qui ont besoin de chercher quelque appui ou des êtres exaltés qui seraient souvent très incommodes dans la société si on ne leur ménageait pas un asile dans quelque institution religieuse. Il est en outre nécessaire, ajoute-t-il, qu'il y ait des écoles pour jeunes filles. Il faudra donc tôt ou tard s'occuper de quelque établissement qui, sans avoir les abus et les dangers des anciens couvents, en ait les avantages (1). »

En fait, Portalis réussit à faire accepter l'existence de congrégations qui se voueraient à l'éducation des filles et au service des malades. Mais cette mesure ne réglait pas le sort des congrégations contemplatives condamnées à disparaître, à moins qu'elles ne se transformassent en ordres enseignants ou en ordres hospitaliers. On ne manque pas de leur conseiller, comme unique moyen de salut, cette adaptation qu'elles repoussent comme essentiellement opposée à leurs constitutions. Les Visitandines de Romans et « leurs consœurs de Paris sont dans la plus grande consternation, » écrit à Bernier le légat ému de leurs doléances. « Est-il possible, ajoute-t-il, qu'on veuille tout changer, tout renverser et qu'on n'ait aucun égard pour des règles qui sont l'ouvrage d'hommes aussi célèbres par la sainteté que par les lumières ? Au moins l'expérience qui a fait voir la grande utilité de l'Institut de la Visitation devrait au moins inspirer assez

(1) Portalis à Réal, 11 therm., an XII (30 juil. 1804). Arch. Nat., F⁷, 8063.

de respect pour ne pas toucher à ses règles. » Mais l'évêque d'Orléans ne se trouble pas pour autant ; sans doute envisage-t-il déjà la combinaison qui permettra de tout concilier ; car il répond au légat de tranquilliser ces bonnes filles en attendant une mesure générale qui ne saurait tarder (1).

Cette combinaison consistait à ouvrir dans chaque couvent une ou deux classes gratuites dont les religieuses prendraient la charge, moyennant quoi, elle seraient considérées comme enseignantes et pourraient, à l'intérieur du monastère, continuer leur vie de contemplation. L'Empereur ne fut pas dupe. « C'est un laissez-passer pour l'état civil », répond-il aux Carmélites de Blois, qui invoquent leur école pour obtenir leur autorisation (2). Mais il ferme les yeux. Quant aux religieuses, elles se résignent à cette nécessité temporaire : « C'est un parapluie pour le temps de l'orage, » disaient les Carmélites d'Orléans. Elles ouvrirent donc ce parapluie, en attendant « les beaux jours » qui leur permettront, en 1815 de le fermer (3).

Il devenait dès lors nécessaire de modifier les statuts des différentes communautés afin d'obtenir leur approbation. Les Constitutions des Carmélites et des Visitandines d'Orléans et celles des Ursulines, de Beaugency furent prêtes dans les derniers jours de juillet 1806. Sans tarder, Bernier les expédie au ministère des Cultes avec d'instantes recommandations. Elles furent refusées cependant et les règlements des Carmélites furent particulièrement maltraités. Portalis les retourna « pour les purger de tout ce qui est contraire aux lois et choque nos mœurs ». Deux choses principalement les rendaient inadmissibles : la perpétuité des vœux et le nom de Carmélites conservé à la congrégation. La loi n'admettait en effet ni la perpétuité des vœux, ni les désignations rappelant les corporations supprimées et purement contemplatives. Bernier expurgea donc les statuts conformément aux indications de Portalis. Les Carmélites devinrent ainsi « les sœurs de charité dites de sainte Thérèse ». Quant aux vœux, on supprima purement et simplement l'épithète « perpétuel » qui les rendait illégaux.

Dans ces conditions, rien ne s'opposait à l'approbation sollicitée. L'affaire cependant traîna en longueur et Bernier mourut sans la voir

(1) Caprara à Bernier, 13 sept. 1804. Arch. Nat., AF iv, 1893, 43^e cahier, f^o 51, et 27 sept., 44^e cahier, f^o 23.

(2) Arch. Carmel de Blois.

(3) *Chronique du Carmel d'Orléans*. Arch. Carmel. Orléans.

aboutir. Carmélites et Calvairiennes ne reçurent leur autorisation définitive que sous l'épiscopat de son successeur. Plus heureuses, les Ursulines furent approuvées en avril et les Visitandines en mai 1806. Bernier se hâte de leur transmettre cette bonne nouvelle. Mais en leur adressant les statuts « qu'il a plu à Sa Majesté que vous observassiez en rétablissant votre Institut », il ne manque pas de spécifier qu'il s'agit « de statuts temporels ». Cependant elles observeront aussi « avec une égale fidélité les autres statuts spirituels ». Les premiers se bornent « à envisager la règle dans les rapports extérieurs qu'elle doit avoir avec le gouvernement, l'évêque et la société ». Ils ne concernent nullement « les pratiques de dévotion, les offices et généralement tout ce qui tend à la direction des religieuses » (1). Ainsi se trouvait sauvegardée sous une façade légale, la constitution intérieure et traditionnelle des communautés religieuses.

Pour cette constitution intérieure et traditionnelle des cloîtres, l'évêque d'Orléans professe le plus grand respect. Il ne faudrait pas croire qu'il se bornait à leur assurer une existence légale, mais il veillait aussi à leur ferveur religieuse en leur donnant pour supérieurs et pour aumôniers les plus notables de ces prêtres. Il confie les Carmélites à M. Mérault, « digne fils de notre Bienheureux Père le cardinal de Bérulle, héritier de son esprit et de ses vertus aussi bien que de son amour pour le Carmel » (2), les Visitandines d'Orléans au chanoine Constant son secrétaire, celles de Montargis au chanoine Megnier de la Salle retiré à Mignières, les Augustines au chanoine Jourdan, vice-gérant de Sainte-Croix, les Calvairiennes au doyen du chapitre, M. de Gamanson, les maisons religieuses de Blois à son vicaire géné-

(1) Bernier aux Ursulines de Beaugency, 19 juillet 1805, 10 mai 1806. Arch. Ursulines Beaugency. Il avait été convenu entre Bernier et les Carmélites d'Orléans qu'elles n'auraient qu'une seule classe gratuite qui se limiterait à douze enfants et que cette classe serait ouverte seulement, une fois leur autorisation obtenue. Mais avec son successeur Mgr Rousseau « les choses commencèrent à changer de face pour nous, écrit la chronique... Son successeur porté aux œuvres de charité et persuadé qu'il accélérerait notre réception en nous les faisant embrasser, fit donner à notre mère sur un ton qui ne souffroit point de réplique l'ordre d'ouvrir les classes, sans spécifier qu'elles fussent gratuites et sans vouloir que le nombre d'enfants fût fixé. En cas de retard l'extinction de notre maison était annoncée. » *Chronique du Carmel d'Orléans*. Arch. Carmel. Orléans. De toute évidence les Carmélites d'Orléans regrettèrent vivement Bernier qu'elles préféraient à son successeur. Il suffit pour s'en convaincre de lire la chronique du couvent qui loue le premier sans aucune réserve.

(2) *Chronique du Carmel d'Orléans*. Arch. Carmel. Orléans.

ral, M. Gallois. Il fait mieux, il les édifie par sa piété (1), par ses discours si « touchants et (si) pathétiques (2) » que nous serions tentées de croire, écrivent les Visitandines, que c'est un ange qui nous annonce la parole de Dieu » (3). Aussi les Carmélites ne peuvent-elles « mieux le peindre qu'en le mettant en parallèle avec l'illustre prélat qui soutint notre Sainte Mère dans ses travaux et fit réussir ses projets, en lui accordant sa protection et recevant sous son obéissance le couvent de saint Joseph d'Avila » (4). Quant aux Sainte Marie, elles voient dans toute sa conduite « une vive expression » de leur Bienheureux Fondateur « pour qui il a une dévotion singulière » (5). Autant d'éloges qui méritent d'être cités, quand bien même ils ne devraient pas être absolument retenus.

Ses derniers sermons furent adressés aux communautés contemplatives d'Orléans. Le 2 juillet 1806, il prêche à la Visitation, attendrissant son auditoire et s'attendrissant lui-même jusqu'aux larmes (6). Le 4 du même mois, « déjà fort incommodé », il officie chez les Carmélites en la fête du Sacré-Cœur et leur parle en des termes qui semblent trahir un pressentiment (7). Le 13 août, bénissant le nouvel oratoire des Calvairiennes et confirmant leurs élèves, il adresse aux religieuses et aux enfants un émouvant discours « sur l'un et l'autre sujet » ; son extrême fatigue ne lui permet pas de célébrer la messe, et le curé de Sainte-Croix le supplée dans cet office. Quelques jours avant sa mort, il assure la prieure du monastère « de sa protection et de dévouement » (8). Jusqu'à la fin, il poursuit donc son œuvre.

Aussi, à sa mort, les communautés religieuses se répandent-elles en vifs regrets. « Nous avons perdu un ami et un père (9), » écrivent les Calvairiennes. De semblables témoignages se retrouveraient dans d'autres annales conventuelles pour traduire la même reconnaissance. Lors d'une vêture chez les Sainte Marie, un homme qu'on ne

(1) « Cet ecclésiastique d'un génie profond réunissait aux qualités qui font la politique habile, la piété qui fait les saints. » Arch. Carmel. Orléans.

(2) *Histoire de la fondation et des progrès de ce monastère de N.-D. du Calvaire.* Arch. du Calvaire. Orléans.

(3) *Suite des Annales de notre monastère d'Orléans.* Arch. Visitation. Orléans.

(4) *Chronique du Carmel d'Orléans.* Arch. Carmel. Orléans.

(5) *Suite des Annales de notre monastère d'Orléans.* Arch. Visitation. Orléans.

(6) *Ibid.*

(7) *Chronique du Carmel d'Orléans.* Arch. Carmel. Orléans.

(8) *Histoire de la fondation et des progrès de ce monastère de N.-D. du Calvaire.* Arch. du Calvaire. Orléans.

(9) *Ibid.*

peut soupçonner de verbalisme et de flatterie, M. Mérault, appelle Bernier « le second fondateur de la maison » (1).

Tous les couvents du diocèse auraient pu décerner ce titre à celui qui les avait ressuscités et, si l'on peut contester d'autres mérites à l'évêque, la justice du moins veut qu'on ne lui refuse pas celui-là. (2)

(1) *Suite des Annales de notre monastère d'Orléans*. Arch. Visitation. Orléans.

(2) Bernier favorisa également le rétablissement des Confréries; il rétablit le 7 février 1805, la Confrérie des Sœurs de la Sagesse dans la chapelle de l'Officialité d'Orléans le 7 août 1805, la Confrérie de la Sainte Vierge à Saint-Donatien d'Orléans, le 9 avril 1806, l'Association religieuse dite de l'Adoration perpétuelle à la cathédrale Sainte-Croix (Registre I de l'Évêché; Arch. Ev. Orléans); le 4 juin 1806, la Confrérie du Scapulaire à Blois, qu'il transfère à Saint-Louis. (Arch. Ev. Blois 3 L.) Rien n'indique que le rétablissement de ces confréries ait été contrarié par les pouvoirs publics.

CHAPITRE XVI

LES DERNIERS JOURS ET LA MORT

- I. Maladie de Bernier. — Gravement atteint, il classe ou détruit ses papiers avant de se rendre à Paris. — Son agonie douloureuse et sa mort.
- II. L'Empereur affecte l'indifférence. — Le deuil du diocèse d'Orléans. — Jugements contradictoires sur Bernier. — Comment Portalis l'a-t-il jugé. — C'est une vie malheureuse et empoisonnée.

I

Depuis longtemps Bernier avait ressenti les premières atteintes du mal qui l'emporterait. Sa mission d'Anjou, qui se termine en juin 1802, l'avait laissé fortement déprimé, et des soins nécessaires avait retardé son retour. Il explique les retards de sa correspondance par une indisposition en février 1803, par un traitement médical « aussi nécessaire que désagréable » (1), en mars de la même année. En réalité, mande à Consalvi le cardinal légat, il est atteint « d'une maladie grave, accompagnée de crachements de sang » (2). Un instant l'évêque semble se rétablir, mais la guérison n'est qu'apparente, en dépit de son énergie et de son activité fébrile, qui réussissent à donner le change momentanément. Bientôt les crises se rapprochent, les forces diminuent, le visage s'altère, et, à partir de 1805, prend une expression douloureuse. Mais comme le prélat dissimule ses misères physiques, on attribue sa tristesse et son air dolent au seul chagrin de sa disgrâce. C'est seulement en août 1806 qu'apparaîtra la vérité, car le bruit se répand que l'évêque d'Orléans est gravement malade. Si l'on hésite sur la nature de sa maladie, que la rumeur publique attribue aux champignons qu'il a mangés dans sa jeunesse (3) et les

(1) Bernier à Corbigny, 18 janv., 23 mars 1803, Arch. Loir-et-Cher, V 9, III.

(2) Caprara à Consalvi, 12 mars 1803, Arch. Nat., F¹⁹, 1923.

(3) PATAUD. *Chronologie générale pour l'Histoire d'Orléans*. Bibl. Orléans, ms 546-547.

Carmélites au poison de ses ennemis (1), on s'accorde du moins sur l'inutilité des remèdes. Question de mois sinon de jours, tout espoir est perdu. Bernier renonce à présider les cérémonies auxquelles il avait assuré sa présence. Le 1^{er} août, le curé de Beaugency est informé « que les circonstances ne permettent pas à Monseigneur d'aller bénir sa cloche ». Les confirmations elles-mêmes sont supprimées ; le curé de Montargis en reçoit l'avis le 11 pour tout son arrondissement, et les desservants de Ferrières, La Bussière, Courtenay, Chateaurenard, Douchy, le 12 pour leur paroisse. Le 18, une lettre à Mme de Villemotte excusera l'évêque attendu à Romorantin (2).

Rassemblant ce qui lui reste de forces, celui-ci veut se rendre à Paris pour consulter les maîtres de la science médicale sur son état. Dès le 1^{er} juillet, il en avait informé Portalis (3), mais, soit retard d'autorisation par le ministre, soit apparent « regain de vigueur » (4), c'est seulement vers le milieu d'août qu'il va quitter Orléans. Il met ordre à ses affaires et classe ses papiers. Les papiers d'ordre administratif vont aux archives de l'évêché ; « un nombre immense » (5) de papiers personnels et politiques est systématiquement détruit ; le reste constitue une série de dossiers qui seront inventoriés et mis sous séquestre après la mort du prélat. Ainsi disparurent avec une foule de documents précieux, les Mémoires de l'évêque d'Orléans (6) sur l'insurrection de Vendée.

Ces précautions une fois prises, l'évêque d'Orléans, accompagné du chanoine Clavelot son secrétaire, se rend à Paris, et descend dans un hôtel de la rue des Saints-Pères, tenu par le sieur Houtin de la Valette.

Il s'abandonne aux médecins « avec répugnance » (7) et leurs soins se révèlent inutiles. Impuissants à enrayer le mal, ils adoucissent

(1) *Chronique du Carmel d'Orléans*. Arch. Carmel, Orléans.

(2) *Registre pour la correspondance*, f^{os} 74-76-77. Arch. Ev. Orléans.

(3) *Ibid.*, f^o 69.

(4) Th. COCHARD, *Mgr Bernier*, 54.

(5) Lettre de Mgr Rousseau au ministre des Cultes en date du 28 juil. 1808, citée par Th. Cochard, *ibid.*, 58.

(6) L'existence de ces mémoires est prouvée par une lettre de Bernier au comte de Beauvillier, citée par Th. COCHARD, *ibid.*, 57. Sur les papiers de Bernier voir : Arch. Nat., AF iv, 1045 et les articles du Père Dudon sur les *Papiers Bernier*. (*Annales religieuses du diocèse d'Orléans*, XL III (1903), 396 et sq.) et dans les *Études. Sur la tombe de Bernier*, CIX, 220.

(7) *Notes de Pataud*. Bibl. Orléans, ms 572, f^o 437.

à grand'peine les cruelles souffrances du prélat. Celui-ci se juge perdu et de lui-même, le 27 septembre, il demande le viatique, puis le 28, reçoit l'extrême-onction. Le lendemain, c'est l'agonie, longue autant que douloureuse. Suffoqué par le sang qu'il vomit, secoué d'atroces convulsions, il se débat trois jours durant. Aux tortures physiques de cette fin déchirante par surcroît s'ajoute le souvenir de toutes les amertumes, de toutes les déceptions de son existence prématurément brisée, des haines qui le poursuivent, des ingratitude qui le tuent (1). « C'était un spectacle bien pénible » (2), écrivait à Consalvi le cardinal-légat, qui visite fidèlement son conseiller de jadis, et le quitte bouleversé, sinon effrayé de cette suprême rencontre.

Bernier cependant mourut avec courage. Ses vicaires généraux, en le recommandant aux prêtres du diocèse, l'ont attesté. « Il n'a pas été nécessaire, assurent-ils, de soutenir, de consoler dans ce combat... ce généreux athlète. » C'est lui au contraire qui console et soutient « l'ami fidèle, » qui reçut le 1^{er} octobre à 10 heures du soir, son dernier soupir (3).

II

Ainsi finit, dans une chambre d'hôtel, à quarante-quatre ans, délaissé de tous, sauf du légat et du chanoine Clavelot, cet homme qui avait tenu un si grand rôle dans les affaires politiques et religieuses de France, d'Allemagne et d'Italie.

A Paris, sa mort passe inaperçue, à peine signalée dans les journaux. Avisé dès le 2 octobre par le ministre des Cultes (4), l'Empereur manifeste une totale indifférence. Tandis qu'il exprimera de véritables regrets pour le cardinal de Belloy et de M. de Pancemont, auxquels il élèvera un monument funéraire, témoignage de son estime et de sa reconnaissance, il ne donne pas le moindre souvenir au négociateur du Concordat, et sa réponse à Portalis ne fait aucune mention du prélat défunt. En revanche, le diocèse d'Orléans, si

(1) « Les ingrats m'ont tué », aurait dit Bernier mourant à Caprara. Bibl. Orléans, ms 572, f° 437.

(2) Caprara à Consalvi, 9 oct. 1805. Arch. Nat., F¹⁹, 1911.

(3) Mandement de MM. les vicaires généraux du chapitre cathédrale et diocèse d'Orléans pendant la vacance du siège jusqu'au 7 déc. 1807. Bibl. Orléans.

(4) Arch. Nat. AF IV, 1045.

rapidement réorganisé par la sagesse de l'intelligent évêque et servi par lui avec tant de fidélité, s'honora par sa gratitude. Le dimanche 5 octobre, rapporte Pataud, « ce fut un torrent d'éloges dans toutes les paroisses d'Orléans. Le curé de Sainte-Croix donna l'exemple, il fut suivi par le vicaire de Saint-Paul, le curé de Saint-Paterne, le prieur de Saint-Donatien et le desservant de Recouvrance » (1). Ainsi constitutionnels et réfractaires de jadis se réunissaient-ils pour célébrer le mérite du prélat et déplorer sa mort. D'autres panégyriques, il est vrai, restent plus discrets et se réservent ; mais partout on rappelle la mémoire de Bernier, partout on prie pour lui.

Fidèle aux traditions, le chapitre de Sainte-Croix eût désiré que son premier évêque concordataire « fut inhumé par respect » (2), dans la cathédrale, près des évêques d'Ancien Régime, ses prédécesseurs. Toutefois, il ne tenta aucune démarche pour en obtenir l'autorisation, soit en raison de la distance de Paris à Orléans, soit par crainte de déplaire au pouvoir civil en rétablissant cet usage périmé. L'évêque fut donc enterré dans le cimetière Saint-Pierre-de-Montmartre, après un service funèbre à Saint-Germain-des-Prés.

Seul, le cœur du prélat reprendra la route d'Orléans, à la requête des chanoines, qui, le 1^{er} décembre, le reçurent solennellement, et le déposèrent au pied de l'autel de Notre-Dame-la-Blanche, dans la cathédrale Sainte-Croix. Le lendemain, « Messieurs du chapitre » célèbrent une messe solennelle de *Requiem*, en présence du clergé et des autorités de la ville. L'oraison funèbre fut prononcée par M. Mérault qui assura que l'évêque défunt « méritait deux immortalités : celle de l'histoire et celle de la religion » (3). Ce thème avait été déjà développé dans « le Mandement des vicaires généraux du chapitre d'Orléans, ordonnant des prières pour le repos de l'âme de Mgr Étienne-Alexandre-Jean-Baptiste-Marie Bernier, évêque d'Orléans et membre de la Légion d'honneur, décédé à Paris le 1^{er} octobre à l'âge de quarante-quatre ans ». « M. Bernier, écrivaient les vicaires capitulaires, a réuni la France à Rome ; il a rattaché l'Église gallicane à cette chaire immortelle, le centre de l'unité catholique, et en signant le Concordat, il a mis le sceau à son immor-

(1) *Chronologie pour l'histoire d'Orléans et de l'Orléanais*, par PATAUD, Bibl. Orléans, ms 547, f° 48.

(2) JAUFFRET, *Mémoire sur les Affaires ecclésiastiques de France*. II, 183.

(3) *Chronologie pour l'histoire d'Orléans et de l'Orléanais*, par PATAUD, Bibl. Orléans, ms 547, f° 48.

talité. » « Le grand Bossuet, » ne craignaient-ils pas d'affirmer, eût envié à l'évêque la gloire d'un si grand œuvre. Quant à la tâche immense accomplie en quelques années dans le diocèse d'Orléans « par cet ouvrier infatigable de la vigne du Seigneur, elle eût suffi pour illustrer un long épiscopat ». Aussi nul doute que « ce digne prélat ait été victime de son zèle ». A cette vie si courte et cependant si pleine, pouvait donc s'appliquer à la lettre le texte biblique : « *Expletus in brevi, complevit tempora multa* (1). »

Il ne faudrait pas croire cependant que l'éloge fût unanime. Après sa mort, comme pendant sa vie, Bernier restera discuté. Alors qu'il meurt pauvre, sans avoir assuré à sa vieille mère les plus humbles moyens de subsistance, on lui reproche, à Orléans, de laisser une fortune immense (2). A Saint-Sulpice, qui veut pratiquer le pardon des injures, on prie pour lui, mais M. Émery rappelle tout le mal que l'évêque défunt lui a voulu (3). Grégoire, porte-parole de l'Église constitutionnelle, lui consacre dans ses Mémoires une page méprisante et passionnée (4). Sans sourciller, le général Thiébault affirme qu'« il fut sa propre victime, car n'ayant point obtenu le chapeau de cardinal qu'il disait lui avoir été promis alors qu'il travaillait au Concordat, le dépit et la colère qui, chez lui, ne pouvaient avoir de mesure, réagirent tellement sur lui-même qu'il étouffa en vomissant une partie de sang dont il s'était gorgé » (5). En Vendée, Mme de la Rochejaquelin se reproche « de l'avoir infiniment trop flatté » dans ses Mémoires et rectifie son premier jugement. Elle ne se prononce pas sur les crimes imputés à l'évêque et déclare qu'« on aurait tort de le croire ce qu'on appelle traître à son parti » ; mais elle dénonce « son ambition, son désir de se mêler de tout, son plaisir à semer la discorde, flattant les uns, menaçant les autres », afin de dominer (6). Portalis avait prévu ces appréciations discordantes. « On parlera diversement de ce prélat, écrivait-il, le 2 octobre 1806, à l'Empereur ; il avait peu d'amis et beaucoup d'ennemis. Je lui

(1) Mandement de MM. les vicaires généraux pendant la vacance du siège jusqu'au 7 déc. 1807. Bibl. Orléans. On trouve, dans ce recueil à la suite du mandement publié un « projet de Mandement à l'occasion de la mort de M. Bernier » de forme beaucoup plus oratoire, infiniment plus élogieux, ce projet n'a pas été adopté.

(2) Notes de Pataud. Bibl. Orléans, ms 572, f° 437.

(3) COCHARD, *Mgr Bernier*, 60.

(4) GRÉGOIRE, *Mémoires*, II, 421-422.

(5) *Mémoires du général Thiébault*, II, 350.

(6) Mme DE LA ROCHEJACQUELIN, *Mémoires*, 168 et 446.

dois la justice qu'il administrait bien son diocèse, mais sa vie politique empoisonnait sa vie épiscopale (1). »

On ne pouvait mieux caractériser cette existence dramatique et douloureuse où les meilleures choses se trouvent compromises et comme gâtées par quelque endroit. Chez l'homme une ambition sans dignité, des intrigues louches, des flatteries écœurantes déprécient une intelligence exceptionnelle et paralysent son action ; si l'esprit est lumineux, les desseins demeurent obscurs ; la défiance ne se dissipe jamais entièrement ni de façon définitive. Les immenses services qu'il rend à Rome, à l'Église de France, à l'Empereur, au pays, s'accompagnent de vues si personnelles, de manœuvres si douteuses, le double jeu auquel il se complaît laisse une impression si pénible, que son mérite indéniable en apparaît fortement amoindri. De cruelles déconvenues assombrissent ses plus brillants succès, le Concordat qu'il a le bonheur de conclure ne lui vaut qu'une place de second rang dans un évêché de province, le voyage du Pape qu'il contribue à décider, le sacre dont il règle l'ordonnance liturgique, le rejettent dans l'ombre sans qu'il en puisse sortir. Sa fortune enfin, pour avoir pris son origine de la guerre civile, demeure marquée d'une tare que rien n'effacera ; après l'avoir porté au premier plan l'insurrection vendéenne devient le principe de sa perte ; il lui doit également sa faveur partielle et provisoire et sa disgrâce totale et définitive ; exploitée par lui, elle finit par se retourner contre lui.

L'évêque d'Orléans, en dépit de tous ses efforts, ne se libéra jamais de ces puissances hostiles contre lesquelles il lutte avec une âpre et farouche ardeur. Il eut beau mettre en œuvre toutes ses ressources qui étaient grandes, saisir toutes les occasions, utiliser tous les appuis, s'obstiner avec une énergie qui s'exaspère, toujours elles mêlent à son activité, à son caractère, à ses mérites, à ses joies, un germe pernicieux qui les trouble, les empoisonne, les corrompt. Jamais il n'échappe entièrement à leur influence malfaisante, jamais il ne dégage de leur emprise, pour les utiliser pleinement, les ressources de premier ordre qu'il trouve en lui et autour de lui. Avec une passion rageuse et dépitée, il se débat contre elles sans réussir à les neutraliser, à plus forte raison sans les vaincre, et peu à peu, plus que le travail surhumain qu'il a fourni, cette lutte ardente et stérile consume ses forces ; finalement, elle le tue. Ainsi meurt-il prématurément, la quarante-quatrième année de son âge, et la cin-

(1) Arch. Nat., AF iv, 1045.

quième de son épiscopat, d'une mort tragique, douloureuse, déchirée, comme sa vie.

Aussi l'impression qui se dégage de son histoire est-elle, en dernière analyse, une impression de tristesse. Si chaque page nous fait passer par les sentiments les plus contraires, si l'on se trouve tour à tour, séduit ou repoussé, inquiet et rassuré, si la sévérité des jugements s'atténue soudain pour reprendre bientôt sa rigueur première, on ne se défend pas d'une certaine pitié en face de cette existence dramatique, tourmentée, qui se dispute vainement à des puissances adverses, pour se conclure dans d'atroces douleurs.

C'est pourquoi, si le caractère énigmatique du personnage déconcerte, si les aspects multiples et fuyants de sa physionomie mobile se dérobent à toute appréciation générale qui les voudrait fixer, si l'on peut, si même on doit réserver sa sympathie et son estime, il n'est pas défendu, semble-t-il, d'accorder le bénéfice d'une compassion raisonnée, à celui que l'histoire peut appeler, puisque sa vie se déroula sous le signe de l'infortune, le malheureux Bernier...

SOURCES MANUSCRITES

ARCHIVES NATIONALES

- SÉRIE F⁷ 3021 : Police des Cultes. 1793-1814.
3031 : Arrestations et condamnations à Paris et dans les départements. An IV-1814.
3053 : Rapports pour le ministre de la Police. An IX-An XII. — Rapports de police sur des personnages importants. An XII-1813. — Rapports et avis au ministre de la Police. 1814-1815. — Rapports entre les préfets et la gendarmerie. An XIII-1807.
3681 : (3647-3700) Statistique personnelle et morale : série départementale (1790-1830). Documents se rapportant surtout à la période révolutionnaire.
3703 et 3704 : Minutes de bulletins de police. An XI.
3705 : — An XII.
3706 et 3707 : — An XIII.
3830 : Rapports de la Préfecture de Police. An VIII-1817.
6164 : Affaires politiques. Série B. P. An V-1830.
6192 : Affaires politiques. Série B. P. An V-1830.
6200 : Chouannerie. An VIII-1806.
6229 : Objets généraux. An VIII-An X.
6231 : Objets généraux : A.-C.
6243 : Conspiration anglaise (affaire du Comité anglais). An VIII-An XII.
6269 : Affaires politiques. Série B. P. An V-1830.
7093 : Affaires diverses. Série B.
7096 : 17 niv.-28 ger. An IV.
7098 : — — —
7099 : — — —
7102 : — — —
7150 : Affaires diverses, Série B : 28 germ. — 28 fruct. An IV.
7217 : Affaires diverses. Série B³ : 26 fruct. An IV-13 mess. An V. Permissions de séjour à Paris, lettres du bureau central. An V-An VII.
7875 : Affaires diverses. Série S⁴, prairial. An IX-germ. An X.
8063 : (8058-8071) Affaires religieuses dans les départements dépendant du premier arrondissement : 8063, Loir-et-Cher, Lys. An XIII-1813.

SÉRIE F¹⁹⁺ (Registres).

- 239 : Renseignements sur les ecclésiastiques susceptibles d'être employés dans la nouvelle organisation.
 148 : Dissidents. An X-1806.
 149 à 154 : Lettres aux maires, police du culte, édifices.
 194 : Correspondance avec le légat et le ministre de France sur les questions culturelles. (An X-1806.)
 195 : Analyse des lettres du Pape, du cardinal Consalvi, du cardinal Caprara, etc... relativement aux rapports avec la cour de Rome.

Correspondance ordinaire.

- 196 : 22 vendémiaire an X-13 germinal an X.
 199 : 15 prairial an X-30 ventôse an XI.

Correspondance avec les membres du clergé : archevêques et évêques.

- 200 : 10 mess. X-20 vend. XI.
 145 : 20 vend. XI-9 pluv. XI.
 250 : 10 pluv. XI-22 mess. XI.
 251 : 22 mess. XI-30 niv. XII.
 252 : 1^{er} pluv. XII-3 fruct. XII.
 253 : 4 fruct. XII-22 germ. XIII.
 255 : 23 germ. XIII-25 vend. XIV.
 254 : 26 vend. XIV-30 août 1806.
 256 : 1^{er} mai 1806-22 oct. 1806.

Correspondance avec les préfets et autres fonctionnaires civils et les ministres.

- 207 : 27 vend. X-20 flor. X.
 263 : 20 flor. X-2 fruct. X.
 209 : 2 fruct. X-13 niv. XI.
 186 : 11 niv. XI-9 flor. XI.
 175 : 12 flor. XI-17 vend. XII.
 181 : 18 vend. XII-15 vend. XII.
 192 : 15 vend. XII-6 therm. XII.
 178 : 9 therm. XII-16 brum. XIII.
 176 : 19 brum. XII-30 vent. XIII.
 179 : 30 vent. XIII-21 therm. XIII.
 189 : 22 therm. XIII-2 janv. 1806.
 162 : 2 janv. 1806-4 janv. 1806.
 164 : 4 juin 1806-27 sept. 1806.

Correspondance avec le clergé : archevêques et évêques.

- 249 : Corresp. archevêques et évêques, 17 vent. XII-20 brum. XII.
 152 : — — — 20 brum. XII-4 vend. XIII.
 172 : Corresp. avec les ecclésiastiques, 4 vend. XIII-5 fruct. XIII.
 208 : — — — 6 fruct. XIII-8 févr. 1806.
 180 : — — — 8 févr. 1806-19 mai 1806.

- SÉRIE F¹⁹ 324 à 328 : Affaires diverses des cultes. Correspondances des évêques, Projets. An IX-1842.
- 342 : Affaires des cultes dans les départements de Loire (Haute) à Lot. An IX-1829.
- 437 à 439 : Affaires des cultes dans les départements Loir-et-Cher, Loire. 1791-1836.
- 440 à 441 : Affaires des cultes dans les départements Loire-Inférieure et Loiret, 1790-1815.
- 470 à 471 : Affaires des cultes dans les départements Seine. 1788-1828.
- 616 : États, envoyés par les préfets, des édifices du culte non aliénés, par départements. An X.
- 737 : Demandes relatives à la circonscription des succursales (par diocèse) Orléans. An X-1807.
- 865 à 866 : Renseignements sur les ecclésiastiques qui méritent la confiance du gouvernement (par départements). An IX-An X.
- 1011 : Prêtres réfractaires Loire (Haute) à Lys. An IV-An X.
- 1012 : Prêtres réfractaires Maine-et-Loire à Meuse.
- 1902-1904 : Concordat de 1802. — Articles organiques, notes et rapports de Portalis. — Concordat italien de 1803, — Correspondance du cardinal Fesch. 1791-1818.
- 1905 : Rapports de Pie VII et de Napoléon I^{er}. — Voyage du Pape en France. — Sacre et couronnement de l'Empereur.
- 1906-1923 : Archives Caprara :
- 1910-1911. Correspondance de Caprara.
1912. — avec Talleyrand.
1913. — avec Marescalchi.
- 1915-1918. Lettres du secrétaire d'État Consalvi à Caprara.
1919. Pièces relatives aux concordats italien et allemand.
1923. Correspondance de Caprara avec le cardinal Consalvi : mai 1802-juillet 1804.
- 1924 : Rapports entre la France et Rome : nonciatures, légats, primats. 1784-1899.
- 1925-1926 : Rapports entre la France et Rome sous le Premier Empire. 1802-1813.
- 2446 : Cardinaux. — Nominations, promotions, installations, dossiers individuels. — 1779-1904.
- 2455 : Archevêques et évêques. 1728-1905.
- 2455 : Nominations et mutations, An XI-1912.
- 5438 : Catéchismes : dépôt, catéchisme impérial de 1806. An XII-1814.
- 5598 : Dissidents et anticoncordataires (Petite Église). An X-1815.
- 5663 : Police des cultes. — Angers.
- 5692 : Police des cultes. — Orléans.

- SÉRIE F¹⁹ 6336 : Congrégations de femmes.
6337 : Dossiers départementaux, An X-1905.
7513 : Travaux exécutés dans les évêchés. Orléans. An X-1906.
- SÉRIE AF IV 1031 : Pièces relatives au sacre de l'Empereur.
1044 : Rapports du ministre de l'Intérieur : cultes. Ans VIII-XII.
1045 : Rapports du conseiller d'État, puis du ministre des Cultes.
An XII-1806.
1053 : Rapports du ministre des Cultes. — Vendée.
1220 : Maison de l'Empereur : pièces relatives au sacre et au couronnement.
1317 : Culte, objets généraux. An X-1815.
1694 : Rome. — Lettres du Pape : pièces diplomatiques. An XIII-1804.
1708 : Concordat italien.
1887 : Archives du cardinal Caprara. — Concordat. — Bulles et brefs. — Listes des archevêques et évêques. — Pouvoirs accordés aux nouveaux prélats. — Jubilé. — Fêtes supprimées. — Actes concernant la famille impériale et le gouvernement, nouvelles circonscriptions des diocèses. 1802.
1888 : Facultés accordées aux archevêques, etc. — Indulgences diverses, formules, mariage des prêtres. 1802-1808.
1889 : Papiers Caprara. — Dossiers sur les évêques constitutionnels.
1890 : Informations canoniques sur les évêques et les diocèses.
1891 : Correspondance de la Légation du Saint-Siège en France (1801-mars 1803.)
1892 : Correspondance de la Légation du Saint-Siège en France, (mars 1803-février 1804.)
1893 : Correspondance de la Légation du Saint-Siège en France (février-décembre 1804.)
1894 : Correspondance de la Légation du Saint-Siège en France (décembre 1804-mars 1808.)
1895 à 1905 : Pétitions des prêtres.
1905 à 1910 : Pétitions des religieux.
1910 à 1916 : Mariage des prêtres.

ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Rome. — Correspondance politique.

- Vol. 929. Septembre 1799-sept. 1800. Bertolio, ambassadeur.
— 930. Septembre 1801-mai 1801. Cacault, ministre plénipotentiaire.
— 931. Septembre 1801-février 1802. Cacault, ministre plénipotentiaire.
— 932. Septembre 1801-février 1802. Cacault, ministre.
— 933. Février-septembre 1802.
— 934. Septembre 1802-mars 1803.
— 935. Mars-septembre 1803. Cacault, ministre (jusqu'au 13 juillet, puis le cardinal Fesch, ministre plénipotentiaire).

Vol. 936. Septembre 1803-septembre 1804.

— 937. Septembre 1804-mars 1805.

— 938. Mars-décembre 1805.

— 939. Décembre 1805 à décembre 1806. Le cardinal Fesch, ministre jusqu'à mai 1806, puis Alquier, ambassadeur.

Supplément T. 23. — Pièces relatives au Sacre (1804).

Mémoires et documents. — France.

Vol. 1410. 1793. Déclarations et proclamations des chefs vendéens.

— 1411. 1793. Guerre de Vendée.

— 1413. 1794-1795. Royalistes de Vendée et d'Anjou. Lettres saisies.

— 1415. 1756, 1815. Sacre.

Allemagne. — Correspondance politique.

Vol. 726. Janvier-mai 1804. Bacher, chargé d'affaires, ministre à Ratisbonne.

— 727. Mai-décembre 1804. Bacher, Portalis, ministres à Ratisbonne.

— 728. Janvier-juin 1805. Bacher, Hédouville, ministres à Ratisbonne.

— 729. Juin 1805-Janvier 1806. Portalis et Hédouville, ministres à Ratisbonne.

ARCHIVES HISTORIQUES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE

Armée des Côtes de Brest, B⁵ 28 à 30 (mai-décembre 1795).

Armée des Côtes de Cherbourg, B⁵ 32-33 (mai-décembre 1795).

Armée des Côtes de l'Océan, B⁵ 34-40 (janvier-décembre 1796).

Armée d'Angleterre, B⁵ 41-63 (décembre 1797-décembre 1799).

Armée de Lorient, B⁵ 64 à 70 (décembre 1799-mai 1802).

Mémoires. Vol. 503. Notes rédigées en septembre 1803 par le général Hédouville sur les guerres de Vendée.

— — 523. GIBERT, *Précis des guerres de Vendée*.

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-SULPICE

Papiers Émery. Registre I. — Nomination de M. Émery à l'évêché d'Arras.

— — — V. — Lettres de M. Émery au cardinal Fesch.

— — — VI. — Lettres de M. Émery à Mgr de Bausset.

ARCHIVES DU LOIRET

SÉRIE L. 527. Dossier de Jarente, évêque constitutionnel, 1788-1793.

SÉRIE M. 456. Fêtes publiques. Rétablissement de la fête de Jeanne d'Arc à Orléans. An X-1911.

188.

1691. Fêtes et cérémonies publiques. Cérémonies religieuses. An XI-1839.

SÉRIE M. 1886. Police du culte. An VIII-1882.

2395. Police générale. Honneurs et préséances. 1802-1907.

2459. Passage du Pape. 1805.

SÉRIE V. 40. Culte catholique. Bernier, évêque d'Orléans. An X-XIV.

114. Personnel. An II-1836.

117. Prestation de serments. Ans IX et X.

118. Frais de culte ; Gien, Montargis, Pithiviers. Ans XI et XII.

119. Personnel. Traitement du clergé. An XII-1806.

135. Séminaire. Affaires générales. An XII-1905.

136. Édifices diocésains. Évêché d'Orléans. An VIII-1853.

144. Érections de succursales. An X-1840.

145. — — . An XII-1827.

146. Circonscription des paroisses. An VIII-1827.

148. Séminaire. Dons et legs. An XIV-1889.

150. Culte catholique. Affaires générales. An IX-1889.

163. Congrégations de femmes. Augustines d'Orléans. An XII-1858.

166. — — Visitandines. 1806.

167. — — Ursulines d'Orléans. 1806-1827.

378. État des revenus des communes applicables aux dépenses du culte.

380. Évêché d'Orléans. Affaire générale des cultes. 1802-1887.

409. Fêtes et prières demandées par le gouvernement. 1806-1891.

416. Organisation administrative et comptabilité des fabriques. 1804-1892.

418. Églises et presbytères. 1805-1884.

420. Séminaire. 1805-1882.

422. Nominations de curés, desservants, aumôniers.

427. Discipline ecclésiastique. Notes sur le personnel ecclésiastique. 1794-1882.

ARCHIVES DE L'ÉVÊCHÉ D'ORLÉANS

Registres de l'évêché. Dispenses et actes épiscopaux.

Registre I. 4 juillet 1802-5 juin 1804.

— II. 5 juin 1804-1806.

Registre pour la correspondance commencé le 10 août 1805. Le dernier intitulé de lettre, est du 2 septembre 1806.

Registre du chapitre. I.

Cartons non classés, contenant des pièces relatives à la circonscription des paroisses, aux fabriques, au traitement des ecclésiastiques, aux nominations, aux séminaires.

BIBLIOTHÈQUE D'ORLÉANS

Ms. 546-547. *Chronologie pour l'histoire d'Orléans et de l'Orléanais*, par le chanoine PATAUD.

Ms. 567. *Chronologie des faits relatifs à l'histoire d'Orléans, depuis la chute des*

cinq directeurs de la République française jusqu'à nos jours, pour servir de suite à l'histoire d'Orléans, rédigée par Jacques-François PATAUD, prêtre du diocèse d'Orléans, chanoine honoraire.

Ms. 572. *Notes du chanoine PATAUD sur la guerre de Vendée.*

Ms. 943-945. *Lettres de Bernier.*

Fonds Denoyer. Ms. 1502. *Lettres de Bernier.*

— Ms. 1507. *Lettres de Bernier et de Regnard, curé de Pithiviers.*

— Ms. 1532. *Lettre pastorale de l'archevêque de Paris*, par Mgr BERNIER.

ARCHIVES DU CARMEL D'ORLÉANS

CHRONIQUE DU CARMEL D'ORLÉANS.

ARCHIVES DU CALVAIRE D'ORLÉANS

Histoire de la fondation et des progrès de ce monastère de Notre-Dame du calvaire d'Orléans.

ARCHIVES DE LA VISITATION NOTRE-DAME D'ORLÉANS

Suite des Annales de notre monastère d'Orléans. T. II.

ARCHIVES DES URSULINES DE BEAUGENCY

Lettres de Bernier, relatives à leur autorisation. Mai et Juillet 1806.

ARCHIVES DU LOIR-ET-CHER

SÉRIE V. Culte catholique.

1. Protection du culte catholique.

3. Costume ecclésiastique.

2. Surveillance du culte catholique.

I. Période antérieure au Concordat.

II. Période postérieure au Concordat.

3. Correspondance du préfet avec l'évêque d'Orléans.
Ans XII et XIII.

4. Prestation de serments. An X-1814.

5. Surveillance politique des ministres du culte. An XI-1838.

6. Clergé dissident.

4. Exercice extérieur du culte.

5. Rapports du culte avec les autorités publiques.

- SÉRIE V. Surveillance des écrits pastoraux, ordonnances, circulaires, lettres pastorales.
- 6. B. Prohibition de l'exercice du culte dans les églises supprimées.
 - C. Usage des cloches.
 - D. Fêtes supprimées.
 - 7. Abus contraventions et délits des ministres du culte.
Refus de sacrements et de sépultures. An XII-1815.
 - 9. Organisation du culte catholique.
 - III. Correspondance avec le ministre de l'Intérieur, le préfet, l'évêque d'Orléans et M. Juchereau, relative à l'organisation du culte et aux nominations des ministres du culte.
An X-1806.
 - IV. Ministres du culte catholique.
 - 10. Nominations.
 - 12. 2^o Suppression de succursales et réunions de plusieurs communes en une paroisse. An XI-1808.
 - 16. Fabriques d'église.
 - 19¹. Biens et revenus des fabriques.
 - A. Biens et revenus des biens et rentes restituées ou affectées aux fabriques.
 - B. Revenus ordinaires.
 - 19². D. Charges des fabriques relatives au culte paroissial.
 - A. Impositions communales pour frais de culte. An XI.
 - 19³. B. Traitements et suppléments de traitements aux curés et desservants. An XI-1814.
 - 94. Communautés religieuses.
 - 1^o Suppression des congrégations religieuses (Messidor An XII). Renseignements adressés au ministre de la Police générale. An XIII.
 - 95. II. Ursulines et Visitandines.
 - III. Congrégations à supérieurs généraux, Carmélites et Ursulines.
 - 98. Pensions et traitements.
 - 99. États des traitements. An XI-1810.
 - 107². Édifices consacrés au culte. Églises et presbytères.

ARCHIVES DE L'ÉVÊCHÉ DE BLOIS

SÉRIE H. Chapitre I⁴. Registre du chapitre.

SÉRIE K. Clergé séculier.

- 3^k. État du clergé pendant la période révolutionnaire. Rétractations.
- 4^k. Réorganisation du culte. Enquête des vicaires généraux de M. de Thémines en 1797. Enquête de 1805.
- 5^k. État du clergé, 1801-1805.
- 7^k. Dissidence.
- 8^k. Ordinations.
- 10^k. États nominatifs du clergé.

SÉRIE L. Réguliers.

3. A¹. Congrégations de femmes après la Révolution.

SÉRIE D. Évêques.

9. D. Grégoire.

10. D. Bernier et Rousseau.

Bibliothèque du grand Séminaire de Blois.

Papiers Bergeron.

ARCHIVES DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

L. 242. Police générale. — Surveillance des émigrés, suspects et révoltés.

Bibliothèque de Nantes.

Papiers Dugast-Matifeux. Vol. 27.

— Vol. 60.

ARCHIVES DE MAINE-ET-LOIRE

SÉRIE L. 116. Arrêtés des représentants du peuple.

208. Copie-lettres du procureur général syndic de Maine-et-Loire.

256. Correspondance du commissaire cantonal de Feneu.

258. Correspondance du commissaire cantonal de Saint-Florent-le-Vieil ou Monglonne.

288. Correspondance du commissaire cantonal de Pouancé.

365. Police générale, clergé réfractaire (1790-1792).

960. Culte.

966. Formation des paroisses du district d'Angers (1790-1793).

ARCHIVES DU FOREIGN OFFICE

F. V²⁷. 45. Correspondance des princes, relative à l'expédition du comte d'Artois.

47. Correspondance des princes, relative à l'expédition du comte d'Artois.

British Museum.

Papiers de Puisaye. 8028. Correspondance des chefs de l'armée de Poitou et de Vendée (1795-1798).

— — 8029. Correspondance des chefs de l'armée de Poitou et de Vendée (1795-1798).

— — 37860. Correspondance des chefs de l'armée de Poitou et de Vendée (1795-1798).

ARCHIVES DU VATICAN

« ARCHIVIO SEGRETO DELLA SANTA SEDE »

Le fonds de l'époque napoléonienne est en voie de reclassement. Sauf pour la correspondance des Nonces, on ne peut donc donner que des références provisoires. Le répertoire dressé par l'abbé Audard (*Documents relatifs à l'Histoire religieuse de la Révolution française aux Archives vaticanes, Revue d'histoire de l'Eglise de France*, sept.-nov. 1913), malgré les précieuses indications qu'il fournit sur l'existence de certaines pièces, ne correspond plus au contenu des dossiers de l'*Epoca Napoleonica Francia*, ni à ceux de l'*Epoca Napoleonica Italia*. Certains documents ont été changés de dossier, certains ont été versés à ce fonds, qui, précédemment, appartenaient à d'autres ; c'est le cas en particulier pour le cérémonial du sacre de Napoléon, qui se trouvait auparavant dans *Miscellanea*, Armadio XV, vol. 159.

I. — Correspondance diplomatique.

A. Nonciature de France (abrégé : Arch. Vat. Nunz. Fr.).

Vol. 584. Réponses du secrétaire d'État à Mgr Spina (1800-1801) et au cardinal Caprara.

- 588 à 593. Lettres du cardinal Caprara au cardinal Consalvi (1801 à 1806 : un volume par an).
- 596. Lettres du ministre de France au cardinal Consalvi, 1801-1803 (Cacault, ministre).
- 597. Lettres du ministre de France au cardinal Consalvi, 1804-1809 (Fesch, ministre).
- 599. Lettres du secrétaire d'État au cardinal Caprara, 1802-1803 (minutes).
- 600. Lettres du secrétaire d'État au cardinal Caprara, 1804-1805 (minutes).
- 601. Lettres du secrétaire d'État au cardinal Caprara, 1806 (minutes).
- 603 à 604. Lettres du secrétaire d'État (minutes) au ministre de France de 1801 à 1803 (Cacault).
- 605. Lettres du secrétaire d'État (minutes) au ministre de France, 1803 (Fesch).
- 606. Lettres du secrétaire d'État (minutes) au ministre de France, 1804-1805.

B. Nonciature de Bavière (abrégé : Arch. Vat. Monaco-Baviera).

Vol. 36. Registre des dépêches de Mgr le nonce Zollio, de son auditeur et d'autres, de Mgr della Genga, nonce à Cologne, janvier-décembre 1795, mai 1798, avril 1808.

- 39. Minutes et dépêches de Mgr le Nonce, 1803.
- 40. Lettres de Mgr Tiberio Troni, auditeur, 1804.
- 41. Lettres de Mgr della Genga, nonce, 1806.
- 49. Lettres du secrétaire d'État à Mgr le nonce et à divers, de 1800 à 1808.
- 64. Correspondance de Mgr della Genga pour les affaires de Germanie, 1806-1807.
- 65 à 69. Originaux concernant les négociations pour les affaires de Germanie, 1804-1805.

C. Chiffres aux nonces (abrégé : Arch. Vat. Cif. Nunz.).

- Vol. I. 1800-1802.
 — II. 1803 (minutes).
 — III. 1804-1806 (minutes).
 — IV. 1807-1808 (minutes).
 — V. 1804-1805 (copies, en clair).

II. — *Correspondance diplomatique de la Secrétairerie d'Etat (classement provisoire).*

- (C. P.) 245/1 : Lettres de Sa Sainteté aux Emes cardinaux ; aux évêques ; à divers souverains (avec une liasse *Lettres de Napoléon I^{er} à Pie VII*, quelques-unes originales, quelques-unes avec sa signature).
 (C. P.) 245/2 : Lettres du Pape à divers souverains (1803-1806).
 (C. P.) Registri Segretaria, Reg. 8 : Billets et dépêches de la Secrétairerie d'État à des évêques et archevêques, 1803-1806, et Reg. 18 : Billets et dépêches de la Secrétairerie d'État aux cardinaux, 1803-1809.
 — D/1 : Notes de divers ministres au secrétaire d'État et minutes-réponses ; notes de Fesch, 1803.
 — D/4 : Notes de divers ministres au secrétaire d'État (notes ministérielles, relatives aux affaires de Lucques (1803-1804).
 — D/7 : Correspondance de divers ministres avec la Secrétairerie d'État (1804-1805).
 — D/9 : Correspondance du cardinal Fesch ; correspondance de Mgr Vidoni, gouverneur d'Ancône, 1804.
 (C. P.) 261/6 : Correspondance avec le ministre de France, Cacault (1803).
 — 261/8 : Notes ministérielles du cardinal Fesch (1804-1806).

III. — *Pièces relatives aux affaires religieuses de France, Italie, Allemagne. Classement provisoire.*A. *Epoca napoleonica Francia* (abrégé : Arch. Vat. Ep. Nap. Fr.).

- I. Affaires religieuses de France avant le Concordat. Application du Concordat en particulier : *Notizia di fatto sul punto degli Intrusi nelle Chiese di Francia* (abrégé : *Notizia Intrusi*) ; *Storia del Concordato* (abrégé : St. Concord.) ; *Concordata sua Esecuzione* (abrégé : *Concord-Esecuzione*).
 II. Affaires religieuses de France et d'Allemagne.
 III. Démission des évêques.
 IV. Évêques constitutionnels.
 V. Le sacre.
 VII. Le catéchisme impérial. La légation de Ratisbonne.
 VIII. Nomination des cardinaux.
 IX. Affaires religieuses de France. Démission des constitutionnels.
 X. Articles organiques.
 XI. Concordat.
 XII. Affaires religieuses de France. Circonscription des diocèses.
 XIII. Évêques constitutionnels. Prêtres mariés en particulier : *Memoria sopra la condotta di alcuni Vescovi costituzionali, nominati successivamente ad*

alcune sedi Vescovili della nova circoscrizione delle diocesi francesi
(abrégé : Mem. Vescov. Cost.).

- XIV. Réconciliation des prêtres constitutionnels. Instruction sur la validité des sacrements.
- XVII. Ordres religieux.
- XVIII. Réconciliation des évêques constitutionnels en 1805.
- XXI. Serment de la Légion d'honneur.
- XXV. Circonscription des évêchés de France.

Epoca napoleonica Italia.

- XXI. Notes du cardinal Gazola. Du premier concordat de 1801 à la fin du concordat de Paris, 1811. (Incomplètes.)

BIBLIOTHÈQUE VATICANE

Mgr Mazio. Ceremoniale pro Legato. V. L, 10. 631.

SOURCES IMPRIMÉES

1^o DOCUMENTS PUBLIÉS. — PIÈCES ET JOURNAUX CONTEMPORAINS.

- Actes du second Concile national de France*, Paris, an X, 3 vol. in-8°.
- Annales philosophiques morales et littéraires* (p. p. Abbé Boulogne et Guillon), Paris, 1800-1801, 3 vol. in-8°.
- Annales littéraires et morales*, Paris, 1803-1806, 4 vol. in-8°.
- Mélanges de philosophie, d'histoire, de morale et de littérature*, Paris, 1806-1811, 10 vol. in-8°.
- Annales de la Religion*, Paris, 1795-1803, 17 vol., in-8°.
- AULARD (A.), *Paris sous le Consulat*, Paris, 1903-1909, 4 vol., in-8°.
- *Paris sous le I^{er} Empire*, Paris, 1912-1913, 3 vol., in-8°.
- BAILLEN (P.), *Preussen und Frankreich von 1796 bis 1807. Diplomatische Correspondenz*, Leipzig, 1800-1807, 2 vol., in-8°.
- BARRAL (DE), *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique des premières années du dix-neuvième siècle*, Paris, 1814, in-8°.
- BARRUEL (A.), *Du Pape et de ses droits religieux à l'occasion du Concordat*, Paris, 1803, 2 vol., in-8°.
- BOULAY DE LA MEURTHE (A.), *Documents sur la négociation du Concordat et sur les autres rapports de la France avec le Saint-Siège*, Paris, 1901-1905, 6 vol., in-4°.
- CAPRARA, *Le Concordat et recueil des bulles et brefs du Pape Pie VII*, Paris, 1802.
- ÉMERY (J.), *La conduite de l'Eglise dans la réception des ministres qui reviennent de l'hérésie ou du schisme*, Paris, 1800, in-8°.
- Examen des Articles organiques publiés à la suite du Concordat de 1801*, p. p. Jaufret, Paris, 1817, in-8°.
- Journal des Débats*, an XI-XIII, *Journal de l'Empire*, depuis le 27 mess. an XIII.
- HAUTERIVE (L. D'), *La Police secrète du I^{er} Empire; Bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'Empereur*, Paris, 1908-1922, 3 vol., in-8°.
- NAPOLEON I^{er}, *Commentaires*, p. p. ordre de Napoléon III, Paris, 1867, 6 vol., in-8°.
- *Correspondance de —*, Paris, 1855-1870, 32 vol., in-8°, p. p. ordre de Napoléon III.
- *Supplément à la correspondance de — ; lettres omises par le comité de la publication, rectifications*, par E. du Cassé, Paris, 1884, in-12.
- *Lettres inédites de —*, par Lecestre, 1897, 2 vol., in-8°, t. I, an VIII, 1809.
- *Lettres inédites de —*, L. de Brotonne, 1858, in-8°.
- *Dernières lettres inédites de —* p. p. de Brotonne, 1903, in-8°.
- *183 lettres inédites de — (1806)*, p. p. Frédéric Masson. *Miscellanea Napoleonica*, 1899, série 6.

- NAPOLEON I^{er}, *Lettres à Talleyrand*, p. p. E. Dard, *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1934.
- *Lettres of* — (1744-1807), 178 lettres now first published by H. A. L. Fisher, *English historical Review*, octobre 1903.
- *Ordres et apostilles de Napoléon* (1799-1815), p. p. Chuquet, Paris, 1911-1912, 4 vol., in-8°.
- *Inédits napoléoniens*, t. I, Paris, 1913, in-8°; t. II, 1920, in-8°.
- *Mémoires pour servir à l'Histoire de France*, de Napoléon I^{er}, écrits par les généraux qui ont partagé sa captivité, p. p. Lacroix.
- PORTALIS, *Discours, rapports et travaux du comte — sur le concordat*, Paris, 1845, in-8°.
- *Procès-verbal de la cérémonie du sacre et du couronnement de LL. MM. l'Empereur Napoléon et l'Impératrice Joséphine*, Paris, 1805, in-4°.
- THEINER (R. P. A.), *Documents relatifs aux affaires religieuses de la France* (1790-1800), Paris, 1857-1858, 2 vol., in-8°.
- *Histoire des Deux Concordats de la République française et de la République cisalpine*, Paris, 1869, 2 vol., in-8°.
- TALLEYRAND, *Correspondance diplomatique de*, — p. p. E. Pallain, t. II: le ministère de Talleyrand sous le Directoire, Paris, 1891, in-8°.
- *Lettres inédites de* — à Napoléon (1800-1809), p. p. Bertrand, Paris, 1889, in-8°.
- (1804-1808), *Lettres inédites de* — à Napoléon, p. p. Dard, *Rev. France*, 15 juin 1934.

2^o CORRESPONDANCE PRIVÉE

MÉMOIRES ET SOUVENIRS CONTEMPORAINS

- D'ANDIGNÉ (g^{al}), *Mémoires*, p. p. E. Biré, Paris, 1900, 2 vol., in-8°.
- BEAUREGARD (J. Brumault de), *Mémoires*, Poitiers, 1843, 2 vol., in-12.
- BEAUVAIS (POIRIER DE), *Mémoires inédits*, Paris, 1893, in-8°.
- BÉJARY (A. DE), *Souvenirs vendéens*, Nantes, 1884, in-8°.
- BERNIER (Et.), *Notes sur l'histoire de la Guerre de Vendée; Anjou historique*, III (1902-1903.)
- *Correspondance inédite*, p. p. F. Uzureau, *Revue du monde catholique*, 1905.
- *Lettres de l'abbé Bernier*, 1801-1805.
- *Anjou historique*, XXII (1922).
- *Lettres de Bernier à Girardon* (1800-1803.)
- *Andegaviana*, XXVII (1930.)
- BESNARD (Y.), *Souvenirs d'un Nonagénaire*, p. p. C. Port, Paris, 1880, 2 vol., in-8°.
- BOUÈRE, *Souvenir de la comtesse de la —*, Paris, 1934, in-8°.
- BOUTILLIER de SAINT-ANDRÉ, *Une famille vendéenne pendant la grande guerre* 1793-1795, *Mémoire d'un père à ses enfants*, Paris, 1896, in-8°.
- CHAMPILLONNIÈRE (LUCAS DE LA), *Mémoires de la Guerre de Vendée*, Paris, 1804, in-8°.
- CONSALVI (Card.), *Mémoires*, p. p. Crétineau-Joly, Paris, 1895, 2 vol., in-8°.
- Correspondance secrète de Charette, Stofflet, Puisaye, Cormatin, d'Autichamp, Bernier, Frotté, Scépeaux, Botherel, du prétendant ci-devant comte d'Artois, de leurs ministres et agents*, Paris, an VII, 2 vol., in-8°.
- Correspondance secrète de Charette, Stofflet, Cormatin, etc., de Louis XVIII, du comte d'Artois, de leurs ministres*, Berlin, 1798, 2 vol., in-12.
- Correspondance secrète des chefs vendéens*, p. en 1798 à Hambourg.

- COULON, *Notes sur la Guerre de Vendée, Revue de l'Anjou*, 1893.
- DESMARETS (P.), *Quinze ans de haute police sous le Consulat et l'Empire*, Paris, 1900, in-12.
- DETORCY (F.), *Lettres inédites de François Detorcy relatives aux conciles nationaux de l'Eglise constitutionnelle en 1793 et 1801, adressées à Diot, évêque constitutionnel de la Marne*, p. p. E. Jovy, les Sciences et les Arts de Vitry-le-François, XVIII.
- GRUGET (S.), *Histoire de la constitution civile du clergé en Anjou*, p. p. F. Uzureau, Paris, 1905, in-8°. *Mémoires et journal de l'Abbé*, — curé de la Trinité d'Angers, p. p. E. Quéruau-Lamerie, Angers, 1902, in-8°.
- JAUFFRET (J.), *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de la France pendant les premières années du dix-neuvième siècle*, 3 vol., Paris, 1819, in-8°.
- LE COZ, *Correspondance de —*, p. p. Roussel, Paris, 1903, 2 vol., in-8°.
- *Correspondance de — et Grégoire*, p. p. Pingaud, Besançon, 1906, in-8°.
- LOFFICIAL (L.), *Journal d'un conventionnel en Vendée (1794-1795)*, p. p. C. Leroux-Lestrier, Paris, 1896, in-16.
- MAURY (C^{al}), *Correspondance diplomatique et Mémoires inédits*, p. p. Mgr Ricard, 1895, in-8°.
- Mémoires sur la Vendée, comprenant les mémoires inédits d'un ancien administrateur militaire des armées de la République et ceux de Mme Sapinaud, Baudoin*, 1823, in-8°.
- PACCA (C^{al}), *Mémoires du —*, p. p. Queyras, Paris, 1860, 2 vol., in-16.
- PELET DE LA LOZÈRE, *Opinions de Napoléon, recueillies par un membre de son conseil d'État*, Paris, 1833, in-8°.
- ROCHEJACQUELIN (Mme DE LA), *Mémoires —*, Paris, 1889, in-8°.
- SOYER (L.), *Notes sur la guerre de Vendée, Andegaviana, III* (1905.)
- THIBEAUDEAU, *Mémoires (1799-1815)*, Paris, 1913, in-8°.
- THIÉBAULT (G^{al}), *Mémoires*, Paris, 1893-1895, 5 vol., in-8°.
- TURPIN (Mme DE CRISSÉ), *Mémoires*, 1889.
- VAUBAN (DE), *Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre de Vendée*, Paris, 1806, in-8°.

ÉTUDES

- ADOLPHE (L.), *Portalès et son temps*, Paris, 1936, in-4°.
- ANGOT (A.), *Dictionnaire de la Mayenne*.
- APOLLIS (E.), *S. S. Gausserand*, Albi, 1935, in-8°.
- ARTAUD DE MONTOR, *Histoire du Pape Pie VII*, Paris, 1839, 3 vol., in-12 ;
- *Histoire du Pape Léon XII*, Paris, 1842, in-12 ;
- *Vie et travaux politiques du comte d'Hauterive*, Paris, 1839, in-8°.
- AUFRÈRE-DUVERNAY (C.), *Notice sur l'abbé Dubois*, Orléans, 1847, in-8°.
- AULARD (A.), *Études et leçons sur la Révolution française*, Paris, 1893-1898, 2 vol., in-8°.
- AVENEL (G. D'), *Les évêques et archevêques de Paris*, Paris, 1878, 2 vol., in-8°.
- BARANTE (DE), *Mélanges historiques et littéraires*, Paris, 1831, 3 vol., in-8°.
- *Études historiques et biographiques*, Paris, 1857, 2 vol., in-8°.
- BARRÉ (L.), *Essai sur l'industrie, les mœurs, l'administration et les besoins de la Vendée*, Paris, 1815, in-8°.

- BASTGEN, *Dalbergs und Napoleons Kirchenpolitik in Deutschland*, Paderbon, 1917, in-8°.
- BEAUCHAMPS (A. DE), *Histoire de la guerre de Vendée*, 1^{re} édition, Paris, 1806, 3 vol., in-8° ; 4^e édition, Paris, 1820, 4 vol., in-8° ;
- *Mémoires inédits pour servir à l'histoire contemporaine, recueillis et mis en ordre par —*, Paris, 1825, in-8°.
- BEAULIEU-MARCONNAY (C. VON), *Karl von Dalberg und seine Zeit*, Weimar, 1879, 2 vol., in-8°.
- BENAERTS (L.), *Le département d'Ille-et-Vilaine durant le Consulat*, Paris, 1914, in-8°.
- BERGEVIN et DUPRÉ, *Histoire de Blois*, 1847, 2 vol., in-8°.
- BINDET (S.), *L'évêque constitutionnel de la Manche, François Bécherel*, Morlaix, 1935, in-16.
- BIROT (J.), *Claude-François-Marie Primat*, Lyon, 1909, in-8°.
- BOSSARD (E.), *L'invention de l'évêque d'Agra de Chassin*, Angers, 1893, in-8°.
- BOULAY DE LA MEURTHE (A.), *Histoire de la Négociation du Concordat*, Tours, 1920, in-8°.
- *Histoire du rétablissement du culte en France (1802-1805)*, Tours, 1925, in-8°.
- BOURNISEAUX (P. BERTHRE DE), *Histoire des guerres de la Vendée et des Chouans depuis l'année 1792 jusqu'en 1815*, Paris, 1819, 3 vol., in-8°.
- BOUVIER-DESMORTIERS (LE), *Vie de Charette*, Paris, 1809, 2 vol., in-8°.
- *Supplément à la vie du général Charette*, Paris, 1894, in-8°.
- BRULEZ (E.), *La réunion des paroisses orléanaises, 1790-1791* ; *Bul. Sté archéologique et historique d'Orléans*, XX-355 et sq.
- CADOUDAL (G.), *Cadoudal et la chouannerie*, Paris, 1887, in-8°.
- CARNOT (H.), *Henri Grégoire, évêque républicain*, Paris, 1882, in-8°.
- CAUSSETTE (R.), *Vie du cardinal d'Astros*, Paris, 1853, in-8°.
- CALAN, *Documents inédits sur la Vendée et la chouannerie bretonne*, Rennes, s. d., in-8°.
- CHASSIN (Ch.), *la Préparation de la guerre de Vendée*, Paris, 1892, 3 vol., in-8°.
- *La Vendée patriote*, Paris, 1893-1895, 4 vol., in-8°.
- *Les pacifications de l'Ouest*, Paris, 1896-1899, 3 vol., in-8°.
- CHENESSEAU (G.), *Sainte-Croix d'Orléans*, Paris, 1921, 3 vol., in-4°.
- CHAUVIGNY (R. LE), *La résistance au concordat de 1801*, Paris, 1921, in-8°.
- *Le cardinal de Belloy et l'Eglise de Marseille de 1789 à 1802*, Avignon, 1930, in-8°.
- CHESNEAU (L.), *Les dissidents vendômois de la Petite Eglise*, Vendôme, 1924, in-8°.
- CLAESSENS (P.), *La Belgique chrétienne depuis la conquête française jusqu'à nos jours (1794-1880)*, Bruxelles, 1883, 2 vol., in-8°.
- CLEMANCEAU (R.), *Histoire de la guerre de la Vendée*, p. p. F. Uzureau, Paris, 1909, in-8°.
- COCHARD (Th.), *Sous la Terreur. Le clergé d'Orléans (1791-1802)*, Orléans, 1907, in-8°.
- *Mgr Bernier, évêque d'Orléans*, Orléans, 1907, in-8°.
- *La Résidence des évêques d'Orléans*, Orléans, 1912, in-8°.
- *Les petits Séminaires d'Orléans*, Orléans, 1898, in-8°.
- *Un Pape dans l'Orléanais*, Orléans, 1898, in-8°.
- CONSTRATI, *L'évêque du Nord et Rhône-et-Loire, archevêque concordataire de Toulouse*, Rev. Hist. de Toulouse, XXII, 159 et sq.
- CRÉTINEAU-JOLY (J.), *Histoire de la Vendée militaire*, 5^e édit., Paris, 1865, 4 vol., in-8° ; édit. Drochon, Paris, 1895-1896, 5 vol., in-8°.

- CROSNIER (A.), *Le Bienheureux Noël Pinot*, Paris, 1926, in-8°.
- CUISSARD (Ch.), *Notice historique sur l'abbé Pataud (1752-1817)*, Orléans, 1903, in-8°.
- CUNÉO (T. D'ORNANO), *Hoche, sa vie, sa correspondance*, Paris, 1892, in-8°.
- DARD (E.), *Talleyrand et Napoléon*, Paris, 1935, in-8°.
- DEBIDOUR (A.), *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France (1789-1870)*, Paris, 1898, in-8°.
- DELARC (O.), *l'Eglise de Paris pendant la Révolution française*, Paris, 1895-1898, 3 vol., in-8°.
- DELORME (J.-J.), *Histoire de la ville de Saint-Agnan*, Paris, 1846, in-8°.
- DENIAU (F.), DOM CHAMARD, F. UZUREAU, *Histoire de la guerre de la Vendée*, Angers, s. d., 5 vol., in-8°.
- DERIES (L.), *les Congrégations religieuses au temps de Napoléon*, Paris, 1929, in-8°.
- DESDEVICES DU DEZERT (G.), *l'Eglise et l'Etat en France (1598-1906)*, Paris, 1907-1908, 2 vol., in-8°.
- DEVELLE (E.), *Une paroisse de Loir-et-Cher pendant la Révolution, Saint-Nicolas de Blois*, Blois, 1919, in-8°.
- DRIAULT (E.), *Le recès de la Diète germanique de 1803*, Rev. Historique, T. C.
— *L'œuvre extérieure de Napoléon, la coalition de l'Europe contre Napoléon*, deux art. Et. Nap. août et octobre 1920.
— *La politique orientale de Napoléon (1806-1808)*, Paris, 1904, in-8°.
— *Etudes napoléoniennes; Napoléon en Italie (1800-1812)*, Paris, 1906, in-8°.
I. *Napoléon et l'Europe. — La politique extérieure du Premier Consul (1800-1803)*, Paris, 1910, in-8°.
— II. *Austerlitz, la fin du Saint-Empire (1804-1806)*, 1912.
— *Bonaparte et le recès germanique*, Rev. Hist., T. C., 46 et sq., 268 et sq.
- DROCHON (J.), *La Petite Eglise*, Paris, 1894, in-8°.
- DUBREUIL (L.), *Histoire des insurrections de l'Ouest*, Paris, 1929-1930, 2 vol., in-8°.
- DUCHATEAU (E.), *Histoire du diocèse d'Orléans*, Orléans, 1888, in-8°.
- DUDON (P.), *La réponse de Portalis sur les Articles organiques. — Revue d'histoire diplomatique*, 1907.
— Série d'articles dans les *Etudes* :
Napoléon et les Congrégations, t. LXXXVII ;
La guerre aux chapelles sous le premier Empire, t. XCV ;
En marge du décret de Messidor, t. XCV ;
Le sacre de l'Empereur, t. CI ;
Remontrances du Pape à l'Empereur, t. CII ;
Pie VII et les évêques constitutionnels, t. CII ;
Pourquoi l'épiscopat s'est trouvé faible en face de Napoléon, t. CV ;
Sur la tombe de Bernier, t. CVII.
- DUPONT (E.), *La part des communes dans les frais du culte paroissial pendant l'application du Concordat*, Paris, 1906, in-8°.
- DURAND (A.), *Un prêtre constitutionnel, Jean-François Périer*, Paris, 1900, in-8°.
- DURAND (R.), *Le département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire (1800-1815)*, Paris, 1925, 2 vol., in-8°.
- FÉRET (P.), *La France et le Saint-Siège sous le premier Empire*, Paris, 1911, t. I.
- GABORY (E.), *La Révolution et la Vendée*, Paris, 1925, 3 vol., in-8°.
— *L'Angleterre et la Vendée*, Paris, 1930, 2^e édit., 2 vol., in-8°.
— *Napoléon et la Vendée*, Paris, 1914, in-8°.
— *Les femmes dans la tempête*, Paris, 1934, in-8°.

- GABORY (E.), *Les Bourbons et la Vendée*, Paris, 1923, in-8°.
- GALLERAND (S.), *A l'assaut d'un siège épiscopal, Thémines et Grégoire au début de 1791*, Blois, 1923, in-8°.
- *Les cultes sous la Terreur en Loir-et-Cher*, Blois, 1922, in-8°.
- GAUDRON (J.), *Essai historique sur le diocèse de Blois*, 1870, in-8°.
- GAZIER (A.), *Etudes sur l'histoire religieuse de la Révolution française*, Paris, 1887, in-8°.
- GORCE (P. DE LA), *Histoire religieuse de la Révolution*, Paris, 1924, in-8°, t. II, III, V.
- GOSSELIN (J.), *Vie de M. Emery*, Paris, 1880, 2 vol.
- GOYAU (G.), *L'Allemagne religieuse*, Paris, 1905, in-8°, t. I.
- GRÉGOIRE (E.), *Du Concordat*, Paris, 1818, in-8°.
- *Essai historique sur les libertés de l'Eglise gallicane*, Paris, 1818, in-8°.
- *Histoire des sectes religieuses*, Paris, 1829, 2^e édit., 6 vol.
- GRENTE (J.), *Le culte catholique à Paris, de la Terreur au Concordat*, Paris, 1903, in-8°.
- GRILLE (F.), *La Vendée en 1793*, Paris, 1851-1852, 3 vol., in-8°.
- HAUSSONVILLE (D'), *L'Eglise romaine et le premier Empire*, Paris, 1870, 5 vol., in-16.
- JEANVROT, *Mgr d'Agra. La Révolution française*, t. XXVI (1894), p. 260 et sq.
- KÖNIG (L.), *Pius VII, die Säkularisation und das Reichskordat*, Innsbruck, 1904, in-8°.
- LABREUILLE (C.), *Etude historique sur Montrichard et Nanteuil*, Tours, 1896, 2 vol., in-8°.
- LACOUR-GAYET (G.), *Talleyrand (1754-1838)*, Paris, 1920, 4 vol., in-8°.
- LANZAC DE LABORIE (L. DE), *Paris sous Napoléon*, t. IV. — *La religion*, Paris, 1908, in-8°.
- *La domination française en Belgique, Directoire-Consulat-Empire (1795-1814)*, Paris, 1895, 2 vol., in-8°.
- LAQUIANTE (A.), *Un hiver à Paris sous le Consulat (1802-1803)*, d'après les lettres de F.-J. Reichart, Paris, 1896, in-8°.
- LATREILLE (C.), *Histoire de la Petite Eglise de Lyon*, Lyon, 1910, in-16.
- *L'opposition religieuse au Concordat de 1792 à 1802 ; Après le Concordat, l'opposition de 1803 à nos jours*, Paris, 1910, 2 vol., in-16.
- LATREILLE (A.), *Napoléon et le Saint-Siège (1801-1808)*. — *L'ambassade du cardinal Fesch à Rome*, Paris, 1935, in-8°. — *Le catéchisme impérial*, Paris, 1935, in-8°.
- LAVAQUERY (E.), *Le cardinal de Boisgelin (1732-1804)*, Paris, 1921, 2 vol., in-8°.
- LAVOLLÉE (R.), *Portalès, sa vie, ses œuvres*, Paris, 1869, in-8°.
- LEFEBVRE (G.), GUYOT (R.) et SAGNAC (P.), *La Révolution*, Paris, 1869, in-8°.
- LEFEBVRE (G.), *Napoléon*, Paris, 1935, in-8°. — *Les Thermidorien*, Paris, 1937, in-12.
- LEROY (A.), *Anticoncordataires et gallicans*, Paris, 1923, in-8°.
- LETOURNEAU (G.), *Histoire du Séminaire d'Angers depuis 1695 jusqu'à nos jours*, Paris, 1895, in-8°.
- LÉVY-SCHNEIDER (L.), *L'application du Concordat par un évêque d'Ancien Régime. Champion de Cicé*, Paris, 1921, in-8°.
- LOTTIN (D.), *Recherches historiques sur la ville d'Orléans*, 2^e partie, t. IV, 3^e partie, t. I, Orléans, 1841-1842, in-8°.
- MADELIN (L.), *Fouché (1759-1820)*, Paris, 1901, 2 vol., in-8°.

- MAHIEU (L.), *Mgr Belmas*, Paris, 1934, 2 vol., in-8°.
- MALLERAY (H. DE), *Les cinq Vendées*, Paris, 1924, in-8°.
- MASSON (F.), *le Sacre et le couronnement de Napoléon*, Paris, 1908, in-8°.
- *Pour l'Empereur*, 2^e série, Paris, in-12.
- MATHIEU (Card.), *Le Concordat de 1801*, Paris, 1907, in-8°.
- MAURY (Louis SIFREIN), *Vie du cardinal Maury*, Paris, 1828, in-8°.
- MATHIEZ (A.), *La Révolution française*, Paris, 1928-1929, 3 vol., in-12.
- *Contributions à l'histoire religieuse de la Révolution française*, Paris, 1907, in-8°.
- *La Révolution et l'Eglise*, Paris, 1910, in-8°.
- *Les prêtres révolutionnaires devant le cardinal Caprara*, Ann. Hist. Rev. Fr., Janvier 1926.
- *La Réaction thermidorienne*, Paris, 1929, in-8°.
- *Le Directoire*, du 2 brumaire an IV au 18 fructidor an V, p. p. J. Godechot, Paris, 1934, in-8°.
- MEILLOC (S.), *les Serments pendant la Révolution*, p. p. F. Uzureau, Paris, 1904, in-8°.
- MÉRIC (E.), *Histoire de M. Emery et de l'Eglise de France*, Paris, 1885, 2 vol., in-8°.
- MEYER (A.), *L'abbé Bernier*, Paris, 1923, in-8°.
- MOURRET (F.), *Histoire générale de l'Eglise, l'Eglise et la Révolution*, Paris, 1912, in-8°.
- NOURRISSON (P.), *Histoire légale des congrégations religieuses en France depuis 1789*, Paris, 1928, 2 vol., in-8°.
- PELLETIER (V.), *Les évêques d'Orléans*, Orléans, 1855, in-12.
- *Notice sur l'abbé Duval*, Orléans, 1858, in-8°.
- PINGAUD (A.), *la République italienne*, Paris, 1914, in-8°.
- *Notices et documents biographiques sur l'histoire de la République italienne (1802-1805)*, Florence, 1914.
- *Le premier royaume d'Italie, le développement du système napoléonien*, 3 art., Rev. Ep. Nap. mai-oct. 1923.
- *La politique italienne de Napoléon I^{er}*, Rev. hist., janv.-fév. 1827.
- PIOLIN (Dom), *Histoire de l'Eglise du Mans*, 1851-1863, 6 vol., in-8°.
- *L'Eglise du Mans durant la Révolution*, Le Mans, 1868-1871, 4 vol., in-8°.
- PISANI (P.), *L'Eglise de Paris et la Révolution*, Paris, 1908-1911, 4 vol., in-8°.
- *Répertoire biographique de l'Episcopat constitutionnel*, Paris, 1907, in-8°.
- *Vingt-six ans d'épiscopat : Mgr J.-B. de La Tour Landry*, Paris, 1912, in-8°.
- POIRIER (A.), *Monseigneur Paillou et les débuts du Concordat en Vendée, Société d'émulation de la Vendée*, 1924.
- POMMERET, *L'esprit public dans le département des Côtes-du-Nord*, Saint-Brieuc, 1932, in-8°.
- PORT (C.), *la Vendée angevine, les origines de l'insurrection*, Paris, 1888, 2 vol., in-8°.
- *Dictionnaire de Maine-et-Loire*.
- PORTES (R. BITTARD DE), *Charette et la guerre de Vendée*, Paris, 1902, in-8°.
- PRADT (Mgr DE), *Les quatre Concordats*, Paris, 1818, 2 vol., in-8°.
- REBOUL (R.), *Un archevêque nommé d'Aix, évêque de Metz et ses frères*, Aix-en-Provence, 1896, in-8°.
- REMACLE (L.), *Relations secrètes des agents de Louis XVIII à Paris*, p. p. le comte Remacle, Paris, 1885, in-8°.

- RHEINHARD (N.), *Le département de la Sarthe sous le régime dictatorial*, Saint-Brieuc, 1937, in-8°.
- RICHAUDEAU (P.), *les Ursulines de Blois*, Paris, 1859, 2 vol., in-12.
- RINITRI (R. P. I.), *La diplomazia pontifica nel secolo XIX*, Rome, 1902, 2 vol., in-8°, t. I : *Il concordato tra Pio VII et il Primo Console* (Trad. Verdier, Albi, 1903).
- *Riconciliazione del Talleyrand, Congresso di Lione, Concordato tra Pio VII e la Repubblica italiana* (1802-1805).
- *La secolarizzazione degli Stati ecclesiastici della Germania per opera del Primo console*, Rome, 1906.
- *Napoleone e Pio VII*, Turin, 1906, 2 vol.
- ROBIQUET (P.), *Bonaparte, Hédouville et Bernier. Revue de la Révolution française*, t. XV.
- ROUSSEL (A.), *Le Coz, évêque d'Ille-et-Vilaine et archevêque de Besançon*, Paris, 1898, in-8°.
- *Le centenaire de la Petite Eglise. Correspondant*, 1903.
- SAGNAC (Ph.), *Etude statistique sur le clergé constitutionnel et le clergé réfractaire en 1791. Revue d'histoire moderne et contemporaine*, VIII, 97-115.
- *Le Rhin français pendant la Révolution*, Paris, 1917, in-8°.
- SAVARY, *Guerre des Vendéens et des Chouans contre la République française, par un officier supérieur des armées de la République*, Paris, 1825, 6 vol., in 8°.
- SECHÉ (T.), *Les origines du Concordat*, Paris, 1894, 2 vol., in-8°.
- SÉJOURNÉ (E.), *Les reliques de Saint-Aignan*, Orléans, 1905, in-8°.
- SEVESTRE (E.), *L'histoire, le texte et la doctrine du Concordat*, 2^e édit. Paris, 1905, in-8°.
- SICOTIÈRE (DE LA), *Les conférences (1799-1800), Pouancé, Candé, Montfaucon*, Angers, 1883, in-8°.
- *Louis de Frotté et les insurrections normandes*, Paris, 1889, 2 vol., in-8°.
- STOFFLET (E.), *Stofflet et la Vendée*, Paris, 1875, 2 vol., in-8°.
- THEINER (A.), *Documents relatifs aux affaires religieuses de la France (1790-1800)*, Paris, 1857-1858, 2 vol., in-8°.
- TRAVAUX, *Histoire de l'Eglise et du diocèse d'Angers*, Paris, 1858, 2 vol., in-8°.
- TURPIN (Mme DE CRISSÉ), *Mémoires*, Paris, 1889, in-8°.
- UZUREAU (F.), *L'abbé Bernier et ses paroissiens de Saint-Laud*, Angers, 1920, in-8°.
- *Les premières applications du Concordat dans le diocèse d'Angers*, Angers, 1901, in-8°.
- *Guyot de Folleville. Revue de Bretagne*, 2^e série, 1906.
- Articles dans la collection des *Andegaviana* :
- Le département de Maine-et-Loire en 1802*, II, p. 233-248 ;
- Notes de Jean Soyer sur la guerre des Vendéens* ; III, p. 416-424 ;
- L'organisation militaire en Maine-et-Loire (1795-1801)*, III, p. 439-447 ;
- La guerre de Vendée. — Origine, causes, débuts*, X, p. 143-171 ;
- La Russie et la guerre de Vendée*, X, p. 344-345 ;
- Le général d'Autichamp (1770-1859)*, X, p. 456-460 ;
- Le préfet de Maine-et-Loire et l'abbé Bernier*, X, p. 391-395 ;
- Le district de Saint-Florent-le-Vieil en 1791*, XXV, p. 40-50 ;
- L'abbé Bernier et le Comité de Salut public, juillet-août 1795*, *Ibid.*, p. 222-228 ;
- Les docteurs de la Faculté de Théologie d'Angers pendant la Révolution*, XXVI, p. 172-181 ;

- Le traité de la Jaunaie* (1795), XXVI, p. 236-244 ;
La persécution religieuse en Maine-et-Loire, XXVI, p. 344-354 ;
Les généraux vendéens et l'abbé Bernier, XXVII, p. 79-82.
 — Articles dans l'*Anjou historique* :
Le Concordat et les prêtres constitutionnels de Maine-et-Loire, XIII, p. 632-642.
Les prêtres insermentés de Maine-et-Loire (1795), XIV, p. 177-188 ;
Le district de Segré (1790-1793), XIV, 598-662 ;
Etat du canton de Pouancé après le 18 brumaire, XIV, p. 648-653 ;
Au Conseil supérieur de Châtillon-sur-Seine, XVIII, p. 185-196 ;
L'application du Concordat dans le diocèse d'Angers, XXVII, p. 186-190 ;
Le grand Juge et les curés de la Vendée angevine, XXXV, p. 43-80.
 VAUTHIER (G.), *Les Congrégations religieuses sous l'Empire*, *Rev. Et. Nap.*,
 sept. 1917, p. 233-245.
 VERHAEGEN (A.), *Le cardinal Frankenberg, archevêque de Malines*, 1889, in-8°.
 VERHAEGEN (P.), *La Belgique sous la domination française*, Bruxelles, 1928,
 t. IV et V, in-8°.
 WELSCHINGER (H.), *Le Pape et l'Empereur* (1804-1815), Paris, 1905, in-8°.
 Anonymes :
 A. MÉRAULT, *Biographie du clergé contemporain par un solitaire*, t. V, livraison 50-
 51, Paris, 1842, in-8°.
 A. MÉRAULT, *Archidiacre, doyen du Chapitre, supérieur du séminaire d'Orléans*,
 Orléans, 1886, in-8°.

Cet état porte les curés et vicaires en fonction au début de 1791 (première colonne), en 1801 et 1802 (deuxième colonne) et sous. e Concordat (troisième colonne). Dans cette troisième colonne, la première date est celle de la naissance; la seconde, si elle est en chiffres arabes indique, selon le calendrier grégorien, l'année où la nomination canonique a été faite et portée sur le Registre épiscopal par Bernier; la date en chiffres romains indique selon le calendrier révolutionnaire l'année où cet ecclésiastique est donné comme exerçant, soit par les états de traitements, soit par les états de nomination officiels, soit par les almanachs.

Vu la discordance de ces diverses données, cet état du clergé du Loiret et Loir-et-Cher ne peut être regardé comme définitif pour les premières années du Concordat. Voir à ce sujet livre II, chapitre XIV, p. 283, note 2. Il en est de même pour l'état du clergé en 1801 et 1802, vu la situation flottante du clergé à cette époque et les lacunes des documents officiels, soit ecclésiastiques, soit civils.

ARRONDISSEMENT D'ORLÉANS

1791		1801-1802		1803-1806	
<i>Orléans.</i> — Sainte-Croix....	Chapitre.	Bourdon. Vic. : Gouron. Grégoire. Mouton. Bouzeau. Fournier.	Blain. Paillet. Vic. : Blandin. Guyot. Bourdon.	1727 1803 1757 1805 1759	
Sainte-Euverte	Magny. (A.). Vic. : Rousseau. (A.). Mézières. (A). Lagane. (A.). Forgeot. (A.). Charles. (A.). Vic. : Ibache. (A.). Fiteau. (A.). Laurent. (A.). Meunier. (A.). Pataud. (A.). Perdoux. (A.).	Charles. Vic. : Perdoux. Limosin. Meunier. Chauveau. Bardou. Deslandes.	Charles. Vic. : Limosin. Piteau. Berné. Louvel.	1748 1803	

1803-1806

1804-1802

1791

Sainte-Paterne.....	Girard. (A.).	Duroussin. Louvel. Vesques. Bernard. Vic. : Desvignes. Tremblay. Tremblay. Ronault. Olivier. Loiseau. Pavie. Pilté.	Barbazan. Tremblay. Roux. Desnottes. Roux. Gaudin. Pilté. Levéque. Reculé. Lenormand.	1731 1803 XII XII 1805 XII XII XII XII XII
Saint-Paul	Barbazan. (A.). Vic. : Boitte. (A.). Pilté. (A. R.). Girard. (A.). Montal. (A.). Pavie (A.). Tremblay. (A.). Drouin. (A. R.). Desvignes (A. R.). Rossignol. (I.). Prou. (I.). Luzarches. (A.). Vic. : Jahan. (A.). Hamel. (A.). Piqueret (A.). Couet. (I.)			
Saint-Laurent	Vic. : Sinson. (I.). Antoine. (A.). Chicoisneau. (A.). Cogue. (A.). Lasseux. (A.).	Babey. Vic. : Balichon.	Champion. Vic. : Chaillon. Durand.	1743 1803 XII XIII
Saint-Marceau.....			Dufresne. Vic. : Foucher. Babey. Lumière.	1753 1803 1803 1804

PAROISSES SUPPRIMÉES

Notre-Dame de Recouvrance.	Luzarches. (A.).	
Saint-Pierre-Ensentellée	Vic. : Lumières. (I.). Jourdan. (I.).	
Sainte-Catherine.	Vic. : Vincent. (I.). Paillet. (I.).	
	Vic. : Sinson-Colombier. (I.).	

Saint-Michel.....	Cazabonne. (A.). Vic. : Werndeert. (I.).	Soret. Vic. : Collignon. Destat. Levée. Neveux. Robert. Rousselet. Rozier. Vallerand.	Soret. Vic. : Rousselet. Bertevin. Perdoux. Lenormand.	1737 1803 1803 1803 1803
Saint-Donatien.....	Soret. (A.). Vic. : Collignon. (A.). Neveu. (A.).			
Saint-Benoit.....	Fouquet. (A.).			
N.-D. de la Conception.....	Berton de Fromenthal. (A.).			
N.-D. du Chemin.....	Corbin. (I.).			
Saint-Liphard.....	Renard. (I.).			
Saint-Pierre-Lentin.....	Bardon. (I.).			
Saint-Pierre-Empont.....	Gerente. (A.).			
Saint-Éloi-Saint-Maurice.....	Vic. : Privé. (I.). Soutas. (I.).			
L'Alou-Saint-Mesmin.....	Vic. : Imbault. (I.). Pichard. (I.). Cure vacante. Vic. : Pieger. (I.).			
Saint-Maclou.....	Gonthière. (A.).			
Saint-Marc.....	Carré. (A.). Vic. : Chotard. (I.).	Boitte. (A.).	Boitte. Vic. : Gillede. Vallet.	1758 1803 1803 1803
Saint-Vincent.....	Vesques.			
Le Crucifix-Saint-Aignan ..	Douville. (I.).	Ibache. Parard. Bertheau. Vic. : Houzé.	Chauveau. Fiteau. Bertheau. Vic. : Bordier.	1744 1803 1806 1803 1746 1803
Saint-Aignan.....	Chapitre			

1791	1804-1806	1803-1806
Saint-Aignan.....	Chapitre.	Pisseau.
<i>Artenay</i>	Cahouet. (A.).	Proust. 1763 1803
Bucy.....	Vic. : Proust.	Lefort. 1806
Cercottes.....	Septier. (A.).	Réuni à Chevilly.
	Lambert. (A.).	Marchand. 1803
		Villain. 1805
		Fontarives. 1805
		Vacant. 1806
Chevilly.....	Forest. (I.).	Lebas. 1763 1803
Creuzy.....	Vic. : Noé. (I.).	Réuni à Chemilly.
Gidy.....	Richard. (A.).	Fontarives. 1769 1803
Huêtré.....	Lambert. (A.).	Andebert. 1754 1803
Lion-en-Beauce.....	Andebert. (A.).	Réuni à Ruan.
Ruan.....	Brevet. (A.).	Brissard. 1750 1803
Rebréchien.....	Brissard. (A.).	Chevard. 1747 XII
Sougy.....	Léger. (A.).	Picqueret. 1762 1803
		Gaudry. 1806 XIII
Trinay.....	Gillotin. (A.).	Gillotin. 1749 XII-XIII
<i>Beaugency</i>		Reuilly. 1803
	Cazalis. (A.).	Vic. : Leprince. XII
	Vic. : Reuilly. (A.).	Lemaire. XII
Baule.....		Coulanges. XII
Cravant.....	Lapierre. (A.).	Robichon. 1763 1803
	Desnoue. (I.).	
Lailly.....	Vic. : Fauchet. (I.).	Sion. 1756 XII-XIII
	Truelle. (A.).	Jahant. 1764 1803
	Vic. : Jahant. (A.).	

Messas.....	Lassaut. (A.).	Lion.	Lassaut.	1749	1803
Tavers.....	Lassaut. (A.).	Grivot.	Baschet.	1746	1803
Villorceau.....	Baschet. (I.).	Maréchal.			
Châteauneuf-sur-Loire.....	Picasnon. (A.).	Vac. 1806.	Lejeune.	1752	1803
	Vic. : Maréchal. (I.).		Dupleix.	1743	XIII
Bouzy.....	Larisolles. (I.).		Mercier, révoqué en		XII
Chatenoy.....	Brunet. (I.).		1805.		
	Dessens. (A.).		Legrier.		XII
Combreaux.....	Pellé. (I.).		Vacant.		XIII
Fay-aux-Loges.....	Barbot. (A.).		Couzé.	1755	XII-XIII
Germigny-des-Prés.....	Moret. (I.).		Richard.	1750	1803
Saint-Aignan-des-Gués.....					
Saint-Denis-de-l'Hôtel.....	Auger. (I.).		Landron.	1759	1803
Saint-Martin d'Abbat.....	Vic. : Fouard. (A.).				
	Vic. : Bellemont. (A.).		Reculé.		XII
Seichebrières.....	Lédevin. (A.).		Bidault.		XIII
Sury-aux-Bois.....	Pelletier. (A.).				
Vitry-aux-Loges.....	Séjourné. (I.).		Lunet.	1768	1803
	Vic. : Deshaies. (I.).		Séjourné.		XII
			Gonsault.		1803
Chécy.....	Picqueret.		Picqueret.	1734	1803
	Vic. : Testard.				
Boigny.....	Nardeau. (A.).		Dumuy.		1805
Bou.....	Quetier. (A.).		Prévost.	1748	XII
Combleux.....	Chiquand. (A.).		Paye.		1803
			Dumuy.		1806
Donnery.....	Pradel. (A. R.).				
			Mercy.	1746	XII
Mardié.....	Vincent. (I.).		Paris.		XII
			Dervin.		1802

1791	1801-1802	1803-1806
Mardié.....		Merle. 1804
Marigny	Macé. (A.).	Tassy. 1764 1806
Saint-Jean-de-Braye.....	Gauchon. (A.).	Réuni à Semoy.
	Vic. : Gaudin.	Gravier. 1755 1803
Semoy.....	Loiseau. (A.).	Chiquand. XII
		Gauduy. XIII
		Roussville. 1746 1805
Cléry.....	Bernard.	Bernard. 1742 1803
	Vic. : Meslon (I.).	Vic. : Plaine.
	Doisneau. (A.).	Thiébault. 1756 1803
Dry.....	Leseur.	Servant. 1741 1803
Jouy-le-Potier.....	Servant. (A.).	Vaillant. 1806
Mareau-aux-Prés.....	Alluart. (A.).	Hatton. 1751 1803
Mézières-les-Cléry.....	Guillon. (A.).	Sestier. 1764 XII-XIII
Ingré.....	Chevrier. (A.).	
	Vic. : Feuillatre.	Protot. 1730 XII-XIII
	Fidé. (A.).	Gellet. 1750 XII-XIII
Boulay.....	Rubline. (A.).	Rubline. 1760 XII-XIII
Chaingy.....	Bedhet. (A. R.).	Bataille. 1803
Chanteau		Levaché. 1805
La Chapelle-Saint-Mesmin ..	Gaudry. (A.).	Asselin. 1743 XII-XII
	Vic. : Beaudeduit.	Ripault. 1803
Fleury-aux-Choux.....	Parard. (A.)	Verneurs. 1806
Saint-Jean-de-la-Ruelle.....	Vacant.	Landré. 1729 XII-XIII
Saran.....	Dalut. (A.).	
	Vic. : Marchand. (A.).	Marchand. 1753 XII-XIII

Maire.	Année.	Maire.	Année.
Jargeau.....	Vic. : Bidault. (A.). Thévenin. (A.).	Lambert.	Vic. : Lambert. Maisonneuve. Levassort. Maisonneuve. Mojon. Dumuy. Galland. Denney. Guinebaud. Réuni à Sandillon. Mallet. Lecomte. Boissay.
Darvoy.....	Vacant.	Maisonneuve.	
Féroles.....	Dumuy. (A.).	Dumuy.	1755 1804
Neuzy-en-Sullias.....	Marchand. (I.).	Galland.	1744 1803
Ouvrouer-les-Champs.....	Andrieux. (A. R.).	Denney.	1743 XII-XIII
Sandillon.....	Guinebaud. (A.).	Denney.	1748 XII
Saint-Aignan.....	Bazin. (A.).	Guinebaud.	1748 1803
Sigloy.....	Mallet. (A.).	Réuni à Sandillon.	
Tigy.....	Lecomte.	Mallet.	1756 XII-XIII
Vienne-en-Val.....	Delhoste.	Lecomte.	1749 1803
La-Ferté-Saint-Aubin.....	Lasne. (I.).	Boissay.	1803
Ardon.....	Vic. : Feuillatre. (A.). Balichon. (A.).	Narbot.	1803
Jouy-le-Poitier.....	Besnard. (A.).	Poincloux.	1761 1803
Ligny-le-Thibault.....	Ouvrard. (A.).	Servant.	1741 XII
Marcilly-en-Villette.....	Boucher. (A.).	Besnard.	1756 XII
Ménestreau-en-Villette.....	Bourguignon. (A.).	Gastelier.	XI
Sennely.....	Marchand.	Boissay.	1757 XIII
Vannes.....		Boucher.	1753 1803
Meung. — Saint-Nicolas.....		Quetier.	1750 1803
		Rondenet.	1767 XII-XIII
		Noyon.	1802
		Maillot.	1757 1803
		Desjardins.	1803
		Landais.	1760 1805
		Vic. : Simon.	1803
		Gondon.	1805
Saint-Pierre.....	Dufresnes. (I.).	Bezeau.	1755 1803
Bacon.....		Barbot.	1765 XIII
Le Bardon.....		Legaigneux.	1806

1803-1806

1801-1802

1791

Charsonville.....	Brault. (A.).	Guyot.	Denizot.	1747	1803
Coulmiers.....	Asselin. (I.).	Duclos.	Guyot.	1760	1803
Épieds.....	Duclos. (A.).	Masson.	Duclos.		XII-XIII
Huisseau-sur-Mauves.....	Masson. (A.).		Masson.	1737	1803
Rozières.....	Marchand. (A.).	Devain.	Réuni à Coulmiers.		
Saint-Ay.....	Colas. (I.).	Pasquier.	Devain.	1766	XII-XIII
<i>Neuville-aux-Bois</i>	Pasquier. (A.).				
	Vic. : Nazon.				
	Gaspard.		Pasquier.	1726	1803
Saint-Germain.....	Hanapier. (A.).		Vic. : Fauchoux.	1803	
Bougy.....	Contils de La Pom- meraie. (A.).		Dumoutier.	1806	
Ingrannes.....	Landré. (I.).	Patu.	Réuni à Neuville.		
			Réuni à Neuville.		
Loury.....	Porcher. (A.).		Patu.	XI	
	Vic. : Fétu. (A. R.).		Poncet.	1803	
Saint-Lié.....	Lebrun. (A.).	Sagot.	Bouillon.	1746	1804
		Contils de La Pom- meraie.			
Sully-la-Chapelle.....	Huguet. (A.).		Sagot.	1762	XII-XIII
Trainou.....	Bezeau. (A.).		Contils de La Pom- meraie.	1742	1803
Venncy.....	Borde. (A.).	Lesterlin.	Ricordeau.	1750	1803
Villereau.....	Lejeune. (A.).	Fétu.	Lesterlin.	1765	XII-XIII
		Baschet.	Fétu.	1763	XII-XIII
		Robin.	Gillotin.		1803
			Salmon.		1805
<i>Olivet</i>	Landron. (A.).	Desvines.	Mesland.		1803
Saint-Cyr-en-Val.....	Blouet. (A. R.).		Blouet.		XII
Saint-Denys-en-Val.....	Barraud. (A.).	Feissé.	Gastelier.	1764	1804
Saint-Hilaire-en-Mesmin.....	Pinault. (A.).	Dumuys.	Dumuys.	1748	1803
			Huet de La Martre.		1805
Saint-Privé-Saint-Mesmin.....	Petit. (A.).		Petit.	1748	XII-XIII
Saint-Jean-le-Blanc.....	Ladureau.	Dorneau.	Martin.	1758	1803

Réuni à Coïnces.	
Réuni à Ormes.	
Réuni à Villeneuve-sur-Conie.	
Réuni à Saint-Sigismond.	1803.
Feuillatre.	
Réuni à Patay.	1759
Fouache.	XII-XIII
Leroy.	1806
Legaigneulx.	1758 XII-XIII
Gaudry.	1768 XII
Marie.	1737 1803
Hullin.	1803
Perotte.	1748 XII-XIII

Feuillatre.	
Fouache.	
Sevestre.	
Legaigneulx.	
Hullin.	
Perotte.	

Lemoine. (A.).	
Sainton. (I.).	
Turgeot. (I.).	
Châtelain. (A.).	
Huet. (A.).	
Chapellier. (A.).	
Sevestre. (I.).	
Combault. (A. R.).	
Marie. (A.).	
Devilliers. (A.).	
Dollon. (A.).	

ARRONDISSEMENT DE GIEN

Thouvé.	1738 XII
Imbault.	1762 1803
Réuni à Boismorand.	
Clément.	1750 1803
Réuni au Moulinet.	
Desfossés.	1803
Rabier.	1803
Pandevant.	1803
Lanusse.	1761 1805
Rossignol.	1802
Gaurier.	1759 1803
Chapon.	1756

Thouvé.	
Imbault.	
Clément.	
Desfossés.	
Rabier.	
Pandevant.	
Chapon.	

Cl. Vallet. (A.).	
Vic. : Th. Grange.	
Gouville. (A.).	
Douchet. (A.).	
Bussy. (A.).	
Gauthier. (A.).	
Vic. : Buisson. (A.).	
Chartier. (A.).	
Le Bas. (A.).	
Régner. (A.).	
Clergean. (A.).	
Lemoine. (I.).	
Gaurier. (A. R.).	
Diéné. (A.).	

Gien. — Saint-Laurent.....	
Arrabloy.....	
Boismorand.....	
Les Choux.....	
Coullons.....	
Langesse.....	
Le Moulinet.....	
Nevoy.....	
Poilly.....	
Saint-Brisson.....	
Saint-Gondon.....	
Saint-Martin-sur-Ocre.....	

1791		1802-1803		1803-1806	
<i>Briare</i>	Vallet. (A.). Vic. : Midavoine.	Bureau.	Bureau.	Bureau.	1803
Adon.....	Souesme. (A.).	Souesme.	Faucherie.	Faucherie.	1733 1803
Batilly-sur-Loire.....	Chemin. (A.).	Chemin.	Chemin.	Chemin.	1756 1803
Bonny-sur-Loire.....	Mauduissou. (A. R.).	Mauduissou.	Mauduissou.	Mauduissou.	1758 1803
Breteau.....	Vallon. (A. R.).	Terrier.	Vacant.	Vacant.	
La Bussière.....	Gouville. (A.).	Gouville.	Dutertre.	Dutertre.	1803
Champoulet.....		Terrier.	Réuni à Breteau.	Réuni à Breteau.	
Dammery-en-Puisaye.....		Vauthier.	Advenier.	Advenier.	1768 1803
Escrignelles.....	Chapon. (A.).		Réuni à Feins.	Réuni à Feins.	
Faverelles.....	Thomas. (A.).	Chemin.	Gerbault.	Gerbault.	1805
Feins.....	Hardey. (A.).				
Ousson.....	Varnier. (A.).	Jonville.	Jonville.	Jonville.	XII
Ouzouer-sur-Trézée.....	Hollier. (A.).	Macé.	Macé.	Macé.	XII-XIII
	Vic. : Guyot. (A.).				
	Martin. (A.).				
Thou.....	Gillet. (A.).	Gillet.	Gillet.	Gillet.	1806
<i>Châtillon-sur-Loire</i>	Ratoin. (A. R.).	Ratoin.	Ratoin.	Ratoin.	1803
	Vic. : Pierre. (A. R.).				
Antry-le-Châtel.....	Rossignol. (A. R.).	Rossignol.	Rossignol.	Rossignol.	XII
Beaulieu.....	Briet. (A. R.).	Egret.			
		Delalogué.	Delalogué.	Delalogué.	1765
Cernoy.....	Gaurier. (A.).	Picard.	Lemaignan.	Lemaignan.	1732
Pierrefitte-ès-Bois.....	Picard. (A.).		Bergerat.	Bergerat.	1758
Saint-Firmin-sur-Loire.....	L'Héritier. (A.).	L'Héritier.	Bisson.	Bisson.	
			Raget.	Raget.	1750
<i>Ouzouer-sur-Loire</i>	Ithier. (A.).		Ithier.	Ithier.	1713 1803
Bonnée.....	Boucheron. (A.).	Pignon.	Morret.	Morret.	1805
Les Bordes.....	Liesse. (A.).		Réunie aux Bordes.	Réunie aux Bordes.	
			Pignon.	Pignon.	1749 1803
			Grivot.	Grivot.	1769 1804

Saint-Benoît-sur-Loire.....	Mauduisson. (A.). Vic. : Montigny.	De La Place.	Léger.	1740 1803
Montreau.....	Bouché. (A.).	Villery.	Villery.	1761 XII
<i>Sully-sur-Loire</i>	Bouillier. (A.).	Ratier.	Bouillier.	1737 1803
Saint-Ythier.....		Ravet.		
Sully-sur-Loire l'Oratoire....	Brigot. (A.).	Brigot.	Brigot.	1738 XII
Cerdon.....	Olivier. (A.).	Feuillatre.	Pusseaux.	1769 XII
Gully.....	Nay. (A.).	Nay.	Nay.	1733 XII
Isdes.....	Rousselet. (R.).	Niel.	Niel.	1755 XII
Lion-en-Sullias.....	Dubois. (A.).	Neveu.	Neveu.	1765 XII
Saint-Aignan-le-Jaillard.....	Maury. (A.).	Ciré.	Aignan.	XII
			Caveroy.	1765 XIII
Saint-Florent.....	Duboc. (A.).	Duboc.	Duboc.	1757 1803
Saint-Père.....	Dony. (A.).	Dony.	Morin.	1803
Viglain.....	Rabier. (A.).		Feuillatre.	1770 1803
Villemurlin.....	Bourrier. (A.).	Gravet.	Gravet.	1767 1803

ARRONDISSEMENT DE MONTARGIS

<i>Montargis</i>	Voillerault. (A.). Vic. : Vandergonst. (A.).	Rousselet. Lhoste. Thirion. Barbier.	Rousselet. Vic. : Bard. Collignon.	1718 1803 1742 1803 1805
	Conet. (A.).			
	Gasneau. (A.).			
	Lainet. (A.).			
	Rousselet. (A.).			
	Thévenin. (A.).			
	Vernoy. (A.).			
	Marchand. (A.).			
	Massé. (A.).	Chadeau.	Chadeau.	1731 1803
Amilly.....	Vic. : Villiers. (A.).	Le Doyen.	Le Doyen.	1774 1805
	Massé. (A.).			
Cepoy.....	Deneux. (A.).	Deneux. Rouly.	Lhoste.	1750 XII

1791

1801-1802

1803-1806

Châlette.....	Salles. (A.).	Salles.	1749	1803
Chevillon.....	Lerosier. (A.).	Dupasquier.	1760	XIII
		Gillon.		
Conflans.....	Giraud. (A.).	Jacques.	1737	1806
Corquilleroy.....	Jacques. (A.).			
Lombreuil.....	Salles. (A.).	Brigault.	1764	XII
Saint-Maurice-sur-Fessard.....	Bacquerille. (A.).	Bazin.	1754	1803
Mormant.....	Bardin. (A.).			
Pannes.....	Vacherot. (A.).	Midavoine.	1754	1803
	Vic. : Saligot. (A.).	Barbier.		1803
	Dubar.	De La Forge.	1758	1805
Paucourt.....				
Villemandeur.....	Dechambre. (A.).	Pannes.		
Villevoques.....	Guyon. (A.).	Flye.	1756	XII
Vimory.....	Flye. (A.).			
Bellegarde.....	Lemaitre. (A.).	Beaudichon.	1757	1803
Auvilliers.....	Caille. (A.).	Dupasquier.	1736	XII
Beauchamps.....	Lahaussois. (A.).	Jamet.	1756	1803
Chapelon.....	Veron. (A.).	Goupil.	1762	XII-XIII
Fréville.....	Baltue. (A.).	Garnier.	1756	XII-XIII
Ladon.....	Nandin. (A.).			
	Vic. : Legoupil. (A.).	Levasseur.	1749	XII
Mezières.....	Chaisneau. (A.).	Maynier de La Salle.		
		Goupil.		
Moulon.....	Vaude. (A.).	Legoupil.		XII-XIII
Neploy.....	Gosselin. (A.).	Mesange.	1761	1803
Ouzouer-sur-Bellegarde.....	Jamet. (A.).	Gosselin.		1806
		Chevaux.		
Quiers.....	Vollant. (A.).	Gervais.		1806
Villemoutiers.....	Guillot. (A.).	Guyon.	1746	1803
Châteaurenard.....				

Saint-Firmin-des-Bois.....	Vic. : Santou. (A.).	Verdier.	XII-XIII	Verdier.	XII-XIII	1903
Saint-Germain-des-Prés.....	Langlois. (A.).	Martin.	XII-XIII	Mouthon.	XII-XIII	
Chuelles.....	Léger. (A.).	Genève.	1748	Genève.	XII-XIII	
Douchy.....	Vic. : Leroux. (A.).	Ragonnet.	1758	Ragonnet.	XII-XIII	
Gy-les-Nonains.....	Verchot. (A.).	Fontenoi.	1732	Davoust.	1805	
Melleroy.....	Duchenes. (A.).	Huchard.	XII-XIII	Fontenoi.	XII-XIII	
Montcorbon.....	Vic. : Warnier. (A.).	Vains.	1805	Huchard.	XII-XIII	
La Selle-en-Hermois.....	Vic. : Duchesne. (A.).	Chausson.	1806	Vains.	1805	
Triguères.....	Vic. : Fontenoi. (A.).	Millet.	1753	Chausson.	1806	
Châtillon-sur-Loing.....	Huchard. (A.).	Aumont.	1744	Millet.	XII-XIII	
La Chapelle-sur-Aveyron....	Vic. : Roulx. (A.).	Granger.	1768	Gouville.	XII-XIII	
Aillant-sur-Milleron.....	Corbion. (A.).	Tonnellier.	1760	Granger.	XII-XIII	
Cortrat.....	Lavergne. (A.).	Guillon.	1803	Tonnellier.	1803	
Dammarié-sur-Loing.....	Taillandier. (A.).	Morineau.	1753	Guillon.	XIII	
Sainte-Geneviève-des-Bois...	Vic. : Salmon. (A. R.).	Lamorte.	1775	Morineau.	1803	
Saint-Maurice-sur-Aveyron..	Tonnellier. (A. R.).	Gillon.	1732	Lamorte.	1805	
Montbouy.....	Vic. : Poisson. (A. R.).	Lemanissier.	1747	Gillon.	XII-XIII	
Montresson.....	Berthelin. (A.).	Boyer.	1747	Lemanissier.	1803	
Nogent-sur-Vernisson.....	Vic. : Rohier. (A.).	De Boissy.	1728	Boyer.	1804	
Pressigny.....	Vié. (A.).	Boucher.	1770	De Boissy.	1803	
Solterre.....	Claudel. (A.).	Pasquier.	XII-XIII	Boucher.	1805	
Le Charme.....	Bazier. (A.).	Chesnot.	1749	Pasquier.	XII-XIII	
	Raffias. (A.).	Claudel.	1768	Chesnot.	XII-XIII	
	Miché. (A.).	Protot.		Claudel.	XII-XIII	
	Vic. : Fetout. (A. R.).	Marlin.		Protot.	XII-XIII	
	Pasquier. (A.).	Gillon.		Marlin.	XII-XIII	
	Gasteau. (A.).			Vappereau.	XII-XIII	
	Petit. (A.).			Martin.		
	Claudel. (A.).					
	Boucher. (A.).					
	Précy. (A.).					

1791		1804-1802		1803-1806	
<i>Courtenay</i>	Robert. (A.).	Pancé.	De Forceville.	1755	1803
Saint-Pierre.....	Bouscamp. (A.).		Vic. : Pancé.	1805	
	Vic. : Martin.				
Bazoches.....	Chapouland. (A.).	Rouyer.	Bourgon.	1751	XIII
Chantecoq.....	Rocher. (A.).	Daublaisnes.			
La Chapelle-Saint-Sépulcre..		Delaporte.	Delaporte.	1730	XII-XIII
La Selle-sur-le-Bied.....	Delaporte. (A.).		Ricard.	1765	1806
			Daublaisnes.		XII-XIII
Courtemeaux.....	Daublaisnes. (A.).		Brossard.		XIII
Ervauville.....	Martin. (A.).				
Foucherolles.....			Thirion.	1733	XII
Saint-Hilaires-les-Andrésis...	Marquant. (A.).		Brossard.	1759	XII-XIII
			Leheuf.	1805	
Saint-Loup-de-Gonnois.....	Millet. (A.).		Delaporte.		XII-XIII
Mérinville.....	Bourgeon. (A.).				
Pers.....	Richard. (A.).		Richard.	1741	XII
			Debron.	1805	
Rozoy-le-Vieil.....	Boussingault. (A.).		Pottier.	1766	1805
Louzouer.....	Jomat. (A.).		Voir Pers.		
Thorailles.....			Voir la Chapelle-Saint-Sépulcre.		
<i>Ferrières</i>	Pelvilain. (A.).		Pillé.	1751	
Le Bignon.....	Vic. : Boulanger. (A.).				
	Dupré. (A.).		Dupré.	1741	XII-XIII
Chevannes.....			Lejeune.	1762	XII
Chevery.....	Huegueny. (A.).		Huegueny.		
Corbeilles.....	Finot. (A.).				
	Jacquemart. (A.).		Jacquemart.	1745	XII
	Vic. : Liart. (A.).				

Courtempierre.....	Dupré. (A.).	Plastier.	Martin.	1747	XII-XIII
Dordives.....	Moreau. (A.).	Gaubertin.	P. Legoupil.	1760	1804
Fontenay.....	Despommiers. (A.).	Aumont.	R. Legoupil.	1762	XII
Girolles.....	Roux. (A.).		Bordier.		XII-XIII
	Vic. : Brigault. (A.).		Richard.		1804
Gondreville.....	Levasseur. (A.).				
Griselles.....	Gauthier. (A.).	Meynier de La Salle.			1802
	Ettlicher. (A.).	Mésange.	Olivier.	1738	1803
			Labhé.		XII
Mignerette.....	Daufresne. (A.).		Desepvray.		1804
Nargis.....	Guesneau. (A.).				
Préfontaines.....	Dunretz. (A.).				
Sceaux.....	Enguehard. (A.).				
	Vic. : Vesnard. (A.).				
		Laval, Voir Courtem-	Delaval.		XII
Treilles.....	Dupasquier. (A.).	pière.			
			Mesnard.	1753	XII
Lorris.....	Girard. (R.).	Poisson.			
	Vic. : Lefèvre. (R.).		Girard.	1734	1803
			Vic. : Poisson.	1756	1803
			Bomberault.	1768	1803
Chailly.....	Poiron. (A.).	Daufresne.	Lhote.		1803
			Daufresne.	1756	XII
Changy.....	Rouelle. (A.).	Gosselin.			
Coudroy.....	Moreau. (A.).	Bouché.	Bouché.		XII
La Cour-Marigny.....	Marois. (A.).	Dupuis. (R.).	Dupuis	1741	1803-1804
Saint-Hilaire-sur-Puiseaux.....	Guillaume. (A.).		Poiteau.		XII
Noyers.....	Mauduit. (R.).		Poucet.		XIII
		Thibault.	Thibault.		XIII
Oussoy.....	Bouché. (A.).		Coursean.	1757	1805
		Lezy.	Demery.		1802
Ouzouer-des-Champs.....	Vernet. (A.).		Dutel.	1755	1802
			Demery.		1803
Presnoy.....	Mauger. (R.).	Daufresne.	Daufresne.		1803

1803-1806

1801-1802

1791

Thimory.....
 Varennes.....
 Vieilles-Maisons.....

Fouilloux. (A.).
 Hallard. (A.).
 Gosselin.

Goussault.
 Lezy.
 Gosselin. (A.).

Goussault. 1803
 Dupasquier. 1804
 Mojon. 1803
 Gosselin. 1803
 Lahatte. 1805

ARRONDISSEMENT DE PITHIVIERS

Pithiviers.....
 Ascoux.....
 Bouilly.....
 Bouzonville-aux-Bois.....
 Boynes.....
 Chilleurs.....
 Courcy.....
 Dadonville.....
 Escrennes.....

Regnard. (A.).
 Champion. (A.).
 Lablée. (A.).
 Chevalier. (A.).
 Bonnemain. (A.).
 Pellé. (I.).
 Herault. (A.).
 Regnoul. (I.).

Regnard. 1748 1803
 Proust. 1763 1806
 Bodevin. 1753 1806
 Legrier. 1803
 Brevet. XII
 Chevalier. 1753 XII
 Bonnemain. 1745 XII-XIII
 Laureau. 1754 XII-XIII
 Tetrel. XII-XIII
 Vigreux. XIII
 Roussel. 1765 XII-XIII
 Girault. 1752 1805
 Thiébault. 1763 XII-XIII
 Provenchère. 1758 1803
 Guinanand. 1760 XII-XIII
 Doisneau. XII-XIII
 Perdereau. XII-XIII
 Revilliod. 1753 XII-XIII
 Provenchère. 1757 XII-XIII
 Laureau. 1760 XII-XIII

Bonhomme. (A.).
 Lesas. (A.).
 Provenchère. (A.).
 Lavie. (A.).
 De La Morlière. (A.).
 Cassegrain. (A.).
 Perrin. (A.).
 Marie. (A.).
 Laureau. (I.).

Girault.
 Thiébault.
 Provenchère.
 Doisneau.
 Perdereau.
 Revilliod.
 Provenchère.

Plaisant. (A.).
 Suzor. (A.).

Rousselet (Ét.).

Rousselet. XII
 Trumeau. XII

Estouy.....
 Givraignes.....
 Guigneville.....
 Laas.....
 Mareau-aux-Bois.....
 Pithiviers-le-Vieil.....
 Santeau.....
 Sébouville.....
 Vrigny.....
 Limiers, réuni à Vrigny.....
 Yèvre-la-Ville.....
 Yèvre-le-Châtel.....

Allainville.....
Andonville.....
Asnières.....
Boisseaux.....
Charmont.....
Châtillon-le-Roi.....
Attray.....
Autruy.....
Chaussy.....
Crottes.....
Erceville.....
Faronville.....
Grigneville.....
Guignonville.....
Izy.....
Jouy-en-Pithivars.....
Léonville.....
Montigny.....
Olson.....
Ourtaville.....
Saint-Péray.....
Épreux.....
Teillay-le-Gaudin.....
Tellay-Saint-Benoit.....
Tivernon.....

Aulard. (A.).
Girard. (A.).
Balanche. (A.).
Vic. : Dumain.
Mariette. (A.).
Mesland. (A.).
Poitron. (I.).
Perrin. (A.).
Bertheaux. (A.).
Lejeune. (A.).
Benoit. (A.).
Boucher. (A.).
Porcher. (I.).
Cabanel. (A.).
Balanche. (A.).
Rey. (A.).
Fringon. (A.).
Daniel. (A.).
Dufresneau. (I.).
Suttin. (A.).
Paris. (I.).
Salmon. (I.).
Grosnier. (I.).
Béchar. (A.).
Denizet. (A.).

Sicnois.
Bruetier.
Aulard.
Huet.
Benoit.
Perrin.
Suttin.
Benoit.
Boucher.
Phelipe.
Pouteau.
Cordienne.
Balanche.
Balichon.
Balichon.
Lemassière.
Suttin.
Lavigne.
Sevestre.

Réuni à Erceville.
Huet.
Saget.
Réuni à Andonville.
Huet.
Meunier.
Lemanissier.
Réuni à Grigneville.
Perrin.
Badinet.
Tassis.
Guibée.
Suttin.
Faucheux.
Benoit.
Boucher.
Lavigne.
Lelièvre.
Cordienne.
Balanche.
Balichon.
Réuni à Tivernon.
Lemassière.
Réuni à Attray.
Lavigne.
Sevestre.
Réuni à Chaussy.
Réuni à Crottes.
Brevet.

1756 1803
1758 XII-XIII
1756 1803
1752 1806
1802
1747 XII-XIII
1803
1768 1806
XI
1804
XII-XIII
1806
1758 1803
1754 1803
XII
XII
1745 XII-XIII
1725
1747 XII-XIII
1802
1739 XII-XIII
1765 1803
1803

1791	1801-1802	1803-1806
Tivernon.....		Cuvier de La Bussière 1762 1804 Dubourg. 1756 1806
Beaune-la-Rolande.....	Frou.	Frou. 1803
Auxy.....	Faucherie.	Mulot. 1754 XII Faucherie. XII Roussel. 1804 Trollé. XII Trouillet. XII-XIII Gaillard. 1733 1803
Barville.....	Jaubert.	Delacour. 1803
Batilly.....	Trouillet.	Redu. 1757 1806
Boiscommun.....	Gaillard.	Loccard. 1723 XII-XIII
Bordeaux.....	Delacour.	Girard. 1803
Chambon.....		Quérue. 1804
Chemault.....		Aubert. 1756 XII-XIII
Courcelles.....	Aubert.	Foussereau. 1765 1803
Egry.....	Jolly.	Jolly. 1746 1803
Gaubertin.....	Cherveaux.	Cherveaux. 1742 XII-XIII
Juranville.....	Adam.	Adam. XII-XIII
Lorcy.....		Paris. 1740 1804
Montbarrois.....		Grégoire. 1803
Montliard.....		Grillère. XII
Nancray.....		Bouillon. XII
Nibelle.....		
Sorcy.....		
Saint-Sauveur.....		
		Cherveux. 1742 XII
		Uni à Nibelle.
Saint-Loup-des-Vignes.....	Corpechot.	Corpechot. 1757 XII-XIII
Saint-Michel.....	Corpechot.	Uni à Batilly.

Faillier. (A.).	1733	1803
Malesherbes.....	1757	
Ronville.....		
Trézan.....		
Audeville.....		
Huet. (A.).		
Guyon. (A.).		
Duparc. (A.).		
Coudray.....		
Collainville.....		
Engeville.....		
Intville-la-Guétard.....		
Labrosse.....		
Marsainvilliers.....		
Manhecourt.....		
Morville.....		
Nangeville.....		
Orveau.....		
Pannecières.....		
Ramoulu.....		
Rouvres.....		
Sernaises.....		
Thignonville.....		
Puisseaux.....		
Augerville-la-Rivière.....		
Aulnay.....		
Villereau.....		
Boësses.....		
Héomet. (A.).		
Mireux. (A.).		
Huet. (A.).		
Guyon. (A.).		
Duparc. (A.).		
Jourdan. (A.).		
Nicolas. (A.).		
Trumeau. (A.).		
Trouillet.		
Poirier. (A.).		
Meunier. (A.).		
Adam. (A.).		
Boulloi. (A.).		
Beaugrand. (A.).		
Aubert. (A.).		
Durand. (A.).		
Hourdel. (A.).		
Habart. (A.).		
Maigret Collet. (A.).		
Dromart. (A.).		
Rouy. (A.).		
Destrées. (A.).		
Robert. (A.).		
Héomet.		
Nicolas.		
Poirier.		
Geslin.		
Duparc.		
Delanoue.		
Gille.		
Maigret Collet.		
Pannier.		
Colmet.		
Vacant.		
Fouache.		
Ricard.		
Girard.		
Heurtoir.		
Robert.		
Réuni à Malesherbes.		
Réuni à Malesherbes.		
Vacant.		
Bordier.		
Héomet.		
Réuni à Thignonville, puis à Césarville.		
Nicolas.		
Rattaché à Manchecourt.		
Malivoir.		
Geslin.		
Guiard.		
Bezard.		
Réuni à Mainvilliers.		
Duparc.		
Réuni à Pannecières.		
Thignonville.		
Réuni à Angeville.		
Delanoue.		
Piton.		
Gille.		
Maigret Collet.		
Pannier.		
Colmet.		
Vacant.		
Fouache.		
Ricard.		
Girard.		
Réuni à Ondreville.		
Robert.		

1791	1801-1802	1803-1806
Briares-sur-Essonne.....	Renouf. (A.).	Rousset. 1752 XIII
Bromelles.....	Noirof. (A.).	Mathieu. XIII
Desmonts.....	Thiébauld. (A.).	Robin. 1740 XII
Dimancheville.....	Aubril. (A.).	Noirof. 1740 XII-XIII
Échilleuses.....	Ravinet. (A.).	Réuni à Briares.
Grangermont.....	Pry. (A.).	Sallé. 1764 XIII
La Neuville.....	Mathon. (A.).	Trouillet. 1760 XII-XIII
Ondreville.....	Maurice. (A.).	Debrou. 1764 XII-XIII
Orville.....	Lhote. (A.).	Salmon. 1803
		Jaubert. 1733 1803

ARRONDISSEMENT DE BLOIS

Blois (Est). — Saint-Honoré.	La Roche. (I.).	Couëte. (I.).	
	Vic. : Pasquier. (I.).		
Saint-Martin.....	Cayer. (I.).		
	Renault. (I.).	Guillois. (I.).	
Saint-Sauveur.....	Vic. : Guillois. (I.).		
Saint-Solemn.....	Cl. Mestivier. (A.).	Villain. (I.).	
	Simon.	Vic. : Frileux. (I.).	
Saint-Louis.....	Vic. : J. Chéron. (I.).	Dupont. (A.).	
			Gallois. 1803
La Chaussée-Saint-Victor.....	Chabault. (I.).	Vic. : Mangrin.	1803
	Vic. : Gourdet. (I.).	Besson.	1769 1803
Montlivault.....	Fromet. (I.).		
Saint-Claude.....	Royer. (A. R.).	Poulvé.	1754 1803
Saint-Denys.....	Coulon. (A. R.).	Pillet.	1760 XII
	Vic. : Herbelot. (A. R.).	Couëte.	1757 1803
Villebaron.....	Auger. (A. R.).		
		Jouanneau. (A.).	1761 XII

Villerbon.....	Ensisser. (I.). Vic. : Salmon. (I.).	Hiolle. (A.).	Daveu. Joly. De Caux. Givais. Hartel.	XII XII 1805 1803 1805
Vineuil.....	Gaudin. (A. R.). Vic. : Ouzilleau. (A. R.).	Gallois. (I.). Vic. : Berger. (I.). Menard. (I.). Métivier. (A.). Guilbert. (A.). Chenu. (A.).	Villain. Vic. : Dufay.	1803 1805
Blois (Ouest). — St-Nicolas..	Gallois. (I.). Vic. : Hatry. (I.). Cormier. (I.).	Baignoux. (I.). L. Vallon. (A.). Vic. : David. (A.). Trinité. (A.). Hospice : Masson. (A.). Belin. (A.).	L. Vallon.	1738 XII
Saint-Saturnin.....	L. Vallon. (A.). Vic. : Baignoux. (I.). Maudhuy. (I.).	Manois. (I.). Baignoux. (I.).	Belin.	1764 1803
Cellettes.....	Dufay. (I.). Vic. : Guillon. (I.). P. Baignoux. (I.).		Baignoux. Mulon. Pett. Roger. Aubert. Briare. Chaillet. Maudhuy. Bergeon.	XI XII XI XII 1803 XI XII 1805 XII
Chailles.....	Moreau. (A. R.). Aubert. (A. R.). Blanchet. (A. R.).			
Fossé.....	Cordienne. (A. R.). Besson. (A.).	Joly. (I.).		
Marolles.....	Pilleraut. (A. R.).	Turneau. (I.).	Pilleraut. Guillon. Thibault. La Couture. Bergevin.	1803 XIII 1803 XI XIII
Saint-Lubin.....	Bailly. (A.). Augier. (A. R.).	Baron. (A.).		1747
Saint-Sulpice.....				
Bracieux.....				
Bauzy.....				
Chambord.....				

1791	1801-1802	1803-1806
Crouy.....	Bucheron. (A. R.).	Porché. XI
Fontaine-en-Sologne.....	Berbault. (A.).	Rouzé. 1740 XII
Huisseau.....	Lemoine. (A.).	Morioux. 1772 XII
Maslvies.....	Vic. : Bailleux. (A.).	Garnier. XII
	Corneau. (I.).	Briard. 1765 XII
Mont.....	Ruelle. (A.).	Corneau. XI
Muides.....	Thibault. (A. R.).	Carré. 1766 XII
		Bailly. 1749 1803
Neuvy.....	Lemoine. (A.).	Turneau. XI
		Raillet. 1750 XII
		Pillon. 1805
		Maupineau. XI
		Ferrandon. XII
		Pillon. 1805
Nouan-sur-Loire.....	Vatteau. (A.).	Fourrier. 1744 1805
		Desouche. XII
Saint-Dié.....	Huau. (I.).	Lanusse. 1804
Saint-Laurent-des-Eaux.....	Gonnault. (A.).	Anquelin. 1806
	Vic. : Martin. (A.).	Meunier. 1803
Tour-en-Sologne.....	Delhomme. (I.).	Locatelli. 1764 XIII
Contres.....	Petit. (A. R.).	Couillard. 1762 1803
	Vic. : Lefèvre. (A.).	Muson. XI
		Vacant. XIII
Candé.....	Couasse.	Leleu. 1803
Cheverny.....	Gonthière. (A. R.).	Roger. XI
Chitenay.....	Deshayes. (A.).	Levaché. 1757 XII
		Farges. 1806
		Gonthière. 1753 1803
		Richerd. XI
		Chenu. 1756 1803

Cour-Ufèvernÿ.....	Deiartù. (A.).	Uerbault. (A.).	Marnas.	1722	1803
Feings.....	Vic. : Bailly. (A.).	Proust. (A.).	Voir : Fougères.	1749	XII
Fougères.....	Chapon. (I.).		Blesbois.	XI	XI
Fresnes.....	Lubin. (A.).		Hem.	XI	XI
Monthou-sur-Bièvre.....	Morteseille. (A.).		Mérat.	XI	XI
	Vic. : Proust. (A.).	Mérat. (I.).	Courtin.	1765	XII
	Meysonnier. (A.).		Dalmon..	XI	XI
Les Montils.....	Godart. (I.).	Godart. (I.).	Godart.	1741	XII
Oisly.....	Vic. : de Belleroy.	Berbelot. (A.).	Petit.	1759	XII
Onchamps.....	Petit. (A. R.).	Mérat. (I.).	Petit.	XI	XI
	Massion. (A.).		Drouillon.	1761	XII
Sambin.....	Sornais. (A. R.).	Pinardeau.	Ouilleau.	1733	1803
Sassay.....	Gibert. (A. R.).	Droulin.	Claudinet.	XI	XI
Seur.....	Drouchault. (I.).	Herbelot. (A.).	Sambin.	1730	XI
			Droulin.	1759	1803
Herbault.....	Varay. (A.).		Herbelot.		
Averdon.....	Jordin. (A. R.).	Guillon. (I.).	Girault.	1803	
Chambon.....	Chateigner. (A. R.).	Baron.	Maréchal.	1806	
Champigny.....	Combes. (I.).	Maucler. (I.).	Tillet.	XI	
La-Chapelle-Vendôme.....	Vic. : Drouard. (I.).	Chaillet. (A.).	Jordin.	1740	1803
	Mauson. (A.).		Maucler.	1765	1803
Chouzy.....	Rafarin. (I.).	Compain.	Chéron.	XI	XI
Coulanges.....	Martin. (A.).		Planchet.	1764	1803
Françay.....	Moray. (A. R.).		Chapon.	XI	XI
Lancôme.....	Jaunet. (I.).	Jaunet.	Jamein.	1748	1803
			Bergevin.	1748	1803
			Compain.	XI	XI
			Mangin.	1742	1803
			Moray.	XI	XI
			Duliepvre.	1742	1803
			Jaunet.	XI	XI
			Briard.	1765	1803

1791	1801-1802	1803-1806
Landes.....	Dumont. (A.).	Jouanneau. 1770 1804
Mesland.....		Loiseau. XI
Monteaux.....	Braux. (A.).	André. 1756 1803
Onzain.....		Loiseau. XI
	Delorme. (I.).	Morillon. 1753 XIII
	Vic. : Joly. (I.).	
Orchaise.....	Leloutre. (A. R.).	Joly. XI
		Morel. 1761 XIII
Saint-Cyr-du-Gault.....	Bardin. (I.).	Chemisier. XI
	Vic. : Soucher. (I.).	Provost. 1766 1804
		Bonnet. 1765 1803
Saint-Étienne-des-Guérets....	La-Salla. (A.).	
		Loiseau. XII
Saint-Secondin.....	Pollier. (A.).	Latus. 1750 1803
Santenay.....	Marnet. (A. R.).	Pollier. 1728 1803
		Courgeault. 1759 1803
Seillac.....	Dusson. (A. R.).	Pavy. 1805
		Dusson. XI
Veuves.....	Daveu. (I.).	Courgeault. 1757 1803
		Morillon. XII
Villefrancœur.....	Jordin. (A. R.).	Furmeau. 1751 XIII
		Beaudoin. 1754 1803
Marchenoir.....	Toussaint. (A. R.).	
Autinville.....	R. Joly. (I.).	Toussaint. 1735 1803
Beauvilliers.....	Digoville. (A.).	Joly. 1749 1803
Boisseau et Villeneuve.....	Chesnier. (I.).	Digoville. 1749 1803
Conan.....	Chambrelin. (I.).	Chapon. 1752 1803
		Chambrelin. XI
Concriers.....	Leroy. (A.).	Chesnier. 1761 XII
		Chapon. XI

JUSSES.....	LEURT. (A. R.).	1739	XI	LEURT.	XI
La Magdeleine-Villefrain et Briou.....	F. Métivier. (A.).			Métivier.	
Oucques.....	Debuissens. (A.).			Aignan.	XI
Roches.....	Marié. (A.).	1731	1803	Rossignol.	1803
Saint-Laurent-des-Bois.....	Petit. (A.).			Lecourt.	XI
	Vic. : Martin. (A.).	1763	XII	Maréchal.	XII
Séris.....		1735	XII	Le Roy.	XII
Talcy.....				Habert.	XI
		1765	XII	Drouard.	XII
		1765	XII	Deguernelles.	XII
Mer.....	Moze. (A. R.).				
	Vic. : Thibault. (A.).			Huau.	1803
Aunay.....	Ligier. (A. R.).			Vic. : Maupinot.	1803
	Vic. : Camus. (A.).			Delafoy.	1803
Avaray.....	Chauveau. (A.).	1750	XII	Mauguier.	XI
				Chapon.	XI
La Chapelle-Saint-Martin... Courbouzon.....	Tondereau. (A.).	1751	1803	Chauveau.	XI
	Hault-Dupuy. (A.).	1764	XII	Duval.	1803
				Latinier.	XII
				Boucher.	XII
				Boiet.	1805
				Pier.	1805
Cour-sur-Loire.....	Baffon. (I.).			J. Riffault.	1803
	Vic. : Aubert. (A. R.).	1744	1803	J. Joly.	1805
Herbilly.....	Boiet. (A.).			Boiet.	1803
Lestoul.....	Besnier. (A.).	1754	1803	Besnier.	XII
Maves.....	Sanson. (A.).	1756	XII		
	Vic. : Buron. (A.).			Guy.	XII
Menars.....	Macé. (A.).	1752	XII	Macé.	XII
		1754	XII	Vacant.	XIII
				Bouché.	1805

1791	1801-1802	1803-1806
Mulsans.....	Boisard.	1768 XII
Suèvres.....	André.	1761 1803
Villexanton.....	Huel.	XII
<i>Montrichard</i>	Gatignon.	1756 XIII
	Dupuy.	1803
Angé.....	Férandon.	
Bourré.....	Macé.	1748 XII
	Dumas.	1763 XII
Chaumont-sur-Loire.....	Boirreau.	
	Blesbois. (A.).	1748 1803
Chissay.....	Riffault.	1729 XII
Faverolles.....		
Monthou.....		
Pontlevoy.....		
Rilly.....	Hameau. (A.).	1757 XII
Saint-Georges.....	Villery.	1755 XII
		1759 1803
Saint-Julien-du-Chédon.....		
Thenay.....	Cointault.	1750 XII
Vallières.....	Leroux. (I.).	1805
		1741 XII
		1774 XII
<i>Ouzouer-le-Marché</i>	Devilliers.	1803
	Maisonneuve.	1805
Binas.....		
La Bosse.....	Godineau.	1756 XII
	Beguignon.	1743 XII

Lé Colombe.....	Bourgeois. (L.).	Barbot.	Barbot.	1738	XII
Ecoman.....	Barbot. (L.).		Toutbeau.		XII
Membrolles.....	Lacheaume. (A.).		Hallé.		XII
Moisy.....	Mayet. (A.).		Vacant.		XIII
Ouzouer-le-Doyen.....	Vic. : Poré. (A.).		Lemoine.	1805	
Prévouvillon.....	Dufay. (A. R.).	Dozé.	Dozé.	1754	XII
Semervielle.....	Genét. (A.).		Chesnier.		XI
Tripleville.....	Pelletier. (L.).		Blanchet.	1764	XII
Verdes.....	Lambert. (L.).		Genét.		XI
Viévy-le-Rayé.....	Oury. (A.).		Lampérière.	1767	XII
Villerrmain.....	J. Guy. (A.).		Beucher.		XII
	B. Habert. (L.).		Vacant.		XIII
	Vic. : Venard. (A.).	Venard.	Chauvin.	1760	1803
			Favre.		XII
			Vacant.		XIII
			Thomas.		1805
			Venard.	1762	XII
Saint-Aignan.....	Cabin. (A.).		Levassor.		1803
	Vic. : Morisset. (A. R.).		A. Massé.		1805
			Vic. : Pisseau.		
Châteauvieux.....		Pioche. (A.).			
Choussy.....	Gordon. (A.).	Juchereau. (A.).			
	Saget. (A. R.).	Dubin.			
		Meunier.			
		Buissonnier.			
Coudes.....	Gordon. (A.).	Gondon.	Duval.	1752	XII
Couffy.....	Saget. (A. R.).	Pillereau. (L.).			
Mareuil.....	Renaudin. (A. R.).	Compaigne. (A.).	Renaudin.	1750	XII
Méhers.....	R. Durozier. (A. R.).				
	Lambert.	Bigot.	Bigot.	1752	XII
	Droulin.	Gibert.	Gibert.	1750	1803
			Blanchet.		XI
			Testard.		XII
			Vacant.		XIII

1791	1804-1806	1803-1806
Noyers.....	J. B. Durozier. (A.).	Dorsanne. 1755 XI
Pouillé.....	Dubier. (A. R.).	Guigne. 1753 XII
Saint-Romain.....	Delaleu.	Dubier. 1749 XII
Selgy.....	Clicot. (A. R.).	Delaleu. XII
Thésée.....	Roger. (I.).	Chiveau. 1749 XII
		Buissonnière. 1759 XII
		Morisset.

ARRONDISSEMENT DE ROMORANTIN

	Biais.	Gable. Vic. : Chabon.	
<i>Romorantin</i>	Levassor. (A. R.). Vic. : Cottureau. (A.).		1803 1803
Courmenin.....	Meunier. (A.). Prodhomme. (A.). Laurenceau. (A.).	Cottureau. Martin. Texier.	1764 1803 1805 1803
Lanthenay.....	Gervaise. (A.).	Vacant.	XIII
Loreux.....	Rochet. (A.).	Rochet.	1803
Millançay.....	Blain. (I.).	Vacant.	XIII
Monthault.....		Blain.	1759 1803
Pruniers.....	Pelletier. (I.).	Texier.	XIII
		Regnault.	XIII
		Pelletier.	XII
		Goumet.	1747 XII
		Vacant.	XIII
Veillens.....	Menier. (A.).	Des Roches.	1806
Vernon.....	Charenton. (A.).	Reully.	1766 1803
Villeherviers.....	Léger. (A. R.).	Charenton. Desouche. Duveau.	1755 1803 1769 1804 1765 1803

Chaumont-Tharonne.....	Servant. (A.).	1806
Chaon.....	Dennery. (I.).	1803
Nouan-le-Fuzellier.....	Chaudeau. (A.).	XI
Souigny.....	Vic. : Moreau. (A.).	XII
Vouzou.....	Grivot. (A.).	1744
Yvoy-le-Marron.....	Dremigny. (I.).	1743
	Vic. : Guyon. (A.).	1759
	Collevilliers. (A.).	XII
<i>Menetou</i>	Guy. (A.).	XII
La Chapelle-Saint-Martin....	Vic. : Bigot. (A.).	1765
	Vaillant.	1741
Châtres.....	Fleury. (I.).	XII
Langon.....	Colladon. (A.).	1750
Maray.....	Thibault. (I.).	1803
Saint-Julien-sur-Cher.....	Dubois. (A.).	XI
Saint-Loup.....	Lefèvre. (A.).	XII
Villefranche.....	Chereau. (A.).	XII
	Vic. : Guyon. (A.).	1742
<i>Neung-sur-Beuvron</i>	Chenille. (A.).	1740
Dhuizon.....	Rouzé. (A.).	1785
La-Ferté-Beauharnais.....	Briquet. (A. R.).	XII
La-Ferté-Saint-Aignan.....	Dehuernelle. (A.).	1735
La Marolle.....	Petau-Bourin. (A.).	XII
Montreux.....	Rouleau. (A.).	1767
Thoury.....	F. Rouzé. (A.).	XIII
		1749
		XI
		1751
		1803

1794	1804-1802	1803-1806
Villeny.....	Compère. (A.).	Besson. XI Sansou. 1803 Mesland. 1805 Fay. XI Davoust. 1767 XII
Saint-Cyr...Samblecy.....		
Salbris.....	Bezard. (A.). Vic. : Gabaud. (A.).	Bezard. 1803
La-Ferté-Imbault.....	Servantier. (A.).	
Marçilly.....	Merceret. (A.).	Merceret. 1740 1803 Godineau. XIII Coladon. 1754 XIII
Orçay.....	Godineau. (A.).	
Pierrefitte.....	Couzé. (I.).	Callier. 1754 XIII
Saint-Viâtre.....	Servantin. (A.).	
Selles-Saint-Denys.....	Vic. : Auger. (A.). Bourassin. (A.). Caillet.	
Souesmes.....	Vic. : Bataille. (I.).	
Thailay.....	Boucheret. (I.).	Thereneau. 1769 XIII Jourdain. 1753 XIII Le Roy. 1762 XIII
Tremblois.....	Jourdain. Couillard.	
Selles-sur-Cher.....	Patnaud. Vic. : Froumy. (A.). Rochoux. (A.). Rossignol. (A.). Cartier. (A.).	Pioche. 1750 1803 Vic. : Gonnét.
Billy.....		Rossignol. 1752 1803 Cartier. XI Mouan. XII Girault. XII Rabier. 1764 1803 Ragneau. 1757 XIII
Chémery.....	Girault. (A.).	
Gièvres.....	Morlet. (A.).	

T. II.

Meusnes.....	Brosse. (A.).	Droulin.	Froumy. Belot.	1761 XII 1803
Mur-de-Sologne.....	Guillet. (A.).			
Rougeon.....	Bergerat. (A.).			
Soings.....	Auger. (A.).	Testars.	Testars. Voir : Gy. Biet. Voir : Gièvres.	1765 XIII 1803
Villedieu.....				
<i>Vendôme. — Trinité.</i>	Noirot. (A.).	Noirot.	Hersant. Vic. : Gaignol. Millet.	1803 XIII 1806
Saint-Martin.....	Thoinier. (I.).	Gauthier. (I.). Thoinier. (I.). Meunier. (A.).	Thoinier. Savare. Vic. : Poirier.	1803 1804 1806
Madeleine.....	Vic. : Amirault. (I.). Chapeau. (I.).			
Saint-Lubin.....	Barthélémy. (A.).	Bonneau.	Bonneau. Brizard.	1745 XIII 1744 XIII
Saint-Bienheure.....	Vic. : Du Plessis. (A. R.).			
Azé.....	Bodineau. (A.). Bonneau. (I.).			
Marilly.....	Vic. : Lelée. (A.).			
Mazengé.....	Chéné. (A.).			
Meslay.....	Lecomte. (A.).	Aubourg. (A.).	Aubourg. Touchain. Chaumont.	1762 1803 1803 1770 XIII
Naveil.....	Vic. : Aubourg. (A.). Chéron. (I.).			
Sainte-Anne.....	Boucher. (A.). Vic. : Chahumeau. (A. R.). Fourny. (I.).	Buron. (A.). Chahumeau. (A.).	Morin. Barbot. Chahumeau. Vacant.	XI 1743 XII 1803 XIII

ARRONDISSEMENT DE VENDÔME

1791	1801-1802	1803-1806
Sainte-Anne.....		Jumeau. XII
Saint-Ouen.....	Touchain. (I.).	
Thoré.....	Effray. (A.).	1755 1803
Villerable.....	Morin. (I.).	1756 XII XII
		Vacant. XII
Villiers.....	Babault. (I.).	1720 1803
Villiersfaux.....	Faucon. (A.).	1803 1803
		Brizard. 1803
		Vacant. XIII
Droué.....	Billault. (A.).	1803
	Vic. : Paris. (A.).	
Bouffry.....	Delaboissières. (A.).	Delaboissières. XI
		Vacant. XIII
Boursay.....	Plessis. (I.).	XII
	Vic. : Joly. (I.).	1745 XIII
La Chapelle-Vicomtesse.....	Lalory. (A.).	XII XII
		Vacant. XIII
Chauvigny.....	Lecour. (I.).	1805
		Bureau. XII
Fontaine-Raoul.....	Préaux.	Debray. XII
		Compoint. XII
		Robin. 1805
		Gorneau. XI
		Lamotte. XII
		Simonneau. 1755 1806
La Fontenelle.....	Tasse. (A.).	
	Vic. : Hélié. (A. R.).	1752 XII
La Gault.....	Garnier. (A. R.).	1742 XII
	Vic. : Duval.	XIII
Le Poislay.....	Corneville. (A. R.).	XI
	Vic. : Lamotte. (A.).	1762 XII
Romilly.....	Hubert.	
	Vic. : Thomas.	
	Gourdet. (I.).	XI

Ruan.....	La Bourre. (A.).	Drousseron.	XI
Villebout.....	Fouchard. (A.).	Vacant.	XII-XIII
<i>Mondoubleau</i>	Boissel. (I.).	Compoint.	XI
Arville.....	Vic. : Blanchet. (I.).	Labatie.	XII
Baillou.....	Brix. (A. R.).	Vacant.	XIII
Beauchêne.....	Le Boucher. (A.).	Noyers.	1803
Choué.....	Legrand. (A.).	Vic. : Rivière.	1803
Cormenon.....	Ballay. (I.).	Brix.	XII
Oigny.....	Vic. : Chemin. (I.).	Vacant.	XIII
Le Plessis-Dorin.....	Grison. (I.).	Bernard.	XII
Saint-Agil.....	Prouteau. (A. R.).	Proust.	XII
Saint-Avit.....	Cosnier. (A.).	Charpentier.	1806
Saint-Marc-du-Cor.....	Georget. (I.).	Ballay.	XI
Sargé.....	Vic. : Proust. (A. R.).	Duplessis.	1764 XIII
	Chevron. (A.).	Dubois.	1768 1803
	Gluneau. (I.).	Vacant.	XIII
	Quesnot. (A. R.).	Prouteau.	1759 XII
	Vic. : Chevrier. (A.).	Cosnier.	1745 XII
Souvay.....	Morice. (A.).	Georget.	XI
Le Temple.....	Vic. : Renard. (A.).	Vovart.	XIII
	Noyers. (I.).	De Rotrou.	1805
		Chevron.	XI
		De Rotrou.	1747 XII
		Gluneau.	1748 XII
		Marchand.	XII
		Quesnot.	1738 XII
		Dubois.	1803
		Quesnot.	XII
		Marchand.	1751 XIII
		Labrosse.	XII
		Perreton.	1805

Bréainville.....	Guillard. (A.).	Pasquier. (I.).	Guillard.	XII
Busloup.....	Raimbaud.	Guillard.	Lornet.	XI
Danzé.....	Fournier. (A. R.).	Legret.	Fourny.	XII
Fréval.....	Chaillon. (I.).		Legret.	XII
Lignéres.....	Chévereau. (A. R.).		Chaillon.	XI
			Morait.	XII
			Gaudin.	XI
			Noiroi.	XIII
			Aubert.	1805
			Voir : Pezou.	
			Moulinier.	XI
			Debray.	XIII
			Besnier.	XI
			Le Gagneulx.	XII
			Chahumeau.	1805
			Meunier.	1735
			Pasquier.	XI
			Daupley.	1804
			Jacques.	1739
			Deveau.	XI
			Proust.	XII
			Picheré.	1731
			Sornais.	1804
			Gauthier.	XI
			Bouton.	1735
			Sornais.	XII
			Lecomte.	1752
			Planchet.	1805
			Lecomte.	XI
			Buron.	1755
			Gagneux.	XII
			Billot.	XI
			Vacant.	XII
				XIII

1791	1801-1802	1803-1806
Huisseau-en-Beauce.....	Debray. (A. R.).	Fournier. XI
Lancé.....	Renouard. (A.).	Desro. XII 1750
		Renouard. XII
		Tassy. 1804
Longpré.....	Besnard. (I.).	Guérin. 1804
Nouray.....	Lecomte. (A.).	Perrotte. 1806
Prunay.....	Fleury. (I.).	Brou. XIII
	Vic. : Godet. (I.).	Buron. XIII
Saint-Gourgon.....	J. Loiseau. (I.).	Fleury. XII 1756
Saunières.....	Hérode. (A.).	Loiseau. XII 1748
Villechaive.....	J. C. Loiseau. (I.).	Guénon. XII
Villeporcher.....		Godet. XII 1762
		Loiseau. XII
		Péan. 1804
Savigny.....	Monoir. (A.).	Delahaye. 1803
	Vic. : Marchand.	
Bonneveau.....	Renouard. (A.).	Perreton. XII 1755
Cellé.....	Ploux. (A.).	Ploux. XII 1742
Épuisay.....	Guillet. (A. R.).	Pelletier. XII
		Guyon. 1805
Fontaine-en-Beauce.....	De Torquat. (A.).	Torquat. XII 1741
Fortan.....	Le Bouc. (A.).	Le Bouc. XII 1748
Lunay.....	Dourday. (A.).	Cointereau. XI
	Vic. : Marteau.	Gorneau. 1752 1803
Sougé.....	Thuillier. (I.).	
	Vic. : Mirault. (I.).	Mirault. XII 1761
Selommes.....	Simmonnet. (I.).	Beucher de Bourgneuf. 1803
	Vic. : Métivier. (I.).	Dulièvre. 1806
Baignaux.....	Gourdet. (I.).	Voir : Saint-Gemme.
La Chapelle-Enchérie.....	Racinet. (I.).	Guyon. 1751 1803

Coulmiers.....	Hubert. (I.).	Leroy.	1803
Épiaïs.....	Bouton. (I.).	Chesnier.	1763 XIII
Faye.....	Roussille. (I.).	Voir : Saint-Gemmes.	
Périgny.....	Simon. (I.).	Roussille.	XI
	Vic. : Aubert. (A. R.).	Vacant.	XIII
Pray.....	Garnier. (A.).	Lhuillier.	XI
Renay.....	Huger. (A.).	Devarennes.	1754 XII
Rhodon.....	Pommerie. (I.).	Voir : Tourailles.	
Rocé.....	Richeaudeau. (I.).	Dumans. (A.).	1769 1803
		Chéron.	1803
		Leroy.	XII
		Chauvin.	XI
		Maigret.	XII
		Beligny.	XIII
		Bouton.	1803
		Turgeot.	XIII
		Mesnard.	XI
		Denozot.	XI
		Auger.	XII
		Georges.	XII
	Georges.	Voir : Coulmiers.	1755 1803
	Chesnier. (I.).		

INDEX NOMINUM

Les noms de personnes cités dans ce volume sont en petites capitales, les noms des lieux italique.

On ne trouvera sur cet index :

1^o Ni les noms de NAPOLÉON, PIE VII, CONSALVI, CAPRARA. TALLEYRAND, PORTALIS, BERNIER, qui reviennent dans certains chapitres presque à chaque page.

2^o Ni les noms d'Orléans, Blois, Allemagne, Angleterre, Autriche, France, Paris, Rome.

A

- ADAM, II, 18, 74, 266, 268.
Agen, II, 3.
Aillant-sur-Milleron, II, 286, 302.
Aire, I, 231.
Aix-en-Provence, I, 215, 216, 227, 255 ; II, 36, 124, 216.
Aix-la-Chapelle, I, 217 ; II, 40, 181, 207, 223.
Ajaccio, I, 199, 203.
Alais, I, 123, 226, 240.
Amboise, II, 263.
Amiens, I, 218.
Ancône, I, 138, 149.
 ANDIGNÉ (D'), I, 88, 245.
Angers, I, 2, 4, 5, 6, 9, 19, 38, 73, 76, 81, 89, 96, 98, 99, 100, 101, 103, 107, 115, 194, 201, 216, 217, 226, 254, 293, 300, 301, 303, 304, 306, 307, 310, 312 ; II, 41.
Angoulême, II, 164, 190.
Angrie, I, 86, 95.
 ANTONELLI, I, 155, 156, 157, 158 ; II, 169, 193, 197, 203, 213, 214, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 240, 244.
- ARGENTRÉ (DU PLESSIS D'), J.-B., I, 231.
 ARGENTRÉ (DU PLESSIS D'), L. C., I, 231.
Arles, I, 200.
Arras, I, 253.
Artenay, II, 5, 69.
 ARTOIS (comte D'), I, 30, 39, 61, 65, 66, 67, 74, 77, 78, 82, 88, 102 ; II, 257.
 ASSAS (D'), I, 160.
 ASSELINE, I, 224, 230, 231.
 ASTIÉ, I, 142, 144, 224.
 ASTROS (D'), I, 237, 282 ; II, 66, 133, 217.
Auch, I, 229.
 AUGER, II, 14.
Augsbourg, I, 231 ; II, 97.
Austerlitz, II, 97.
 AUTICHAMP (D'), I, 74, 75, 86, 88, 93, 97, 98, 99, 102, 104, 108.
Autun, I, 126, 216, 222, 227, 247 ; II, 2.
 AVIAU (D'), I, 282.
Avignon, I, 218, 219, 241 ; II, 208.
Avranches, I, 28.
Azay, II, 257, 262.

B

- BACHER, I, 232.
 BAILLET, I, 295, 296, 318; II, 5, 6, 39.
 BAILLY, II, 311, 312.
 BALANCHE, II, 283.
 BARBIER, II, 70.
 BARD, II, 70.
 BARANTE (DE), I, 37.
 BARBAZAN, II, 5, 6, 7, 64, 66, 68.
 BARBOT, I, 35.
 BARBOTIN, I, 16.
 BARRAL (DE), II, 8.
 BARRÉ, I, 58.
 BARRÉ, L.-L., I, 89, 90, 91, 98, 99, 100, 101, 108, 116, 119, 301.
 BARTHÉLÉMY, II, 14.
 BARVILLE, II, 69.
Bastia, I, 199.
 BATAILLE, II, 283.
 BATARD, I, 11.
Baule, II, 289.
 BAUSSET (DE), I, 123, 130, 135, 227, 231, 242; II, 3, 130, 131.
 BAVIÈRE (van den), II, 163.
Bayonne, I, 200, 216; II, 197.
Bazoches, II, 5, 69.
 BEAUCHAMPS (A. DE), I, 15, 19, 22, 23, 24, 30, 33, 34, 68, 70, 72, 82, 299.
 BEAUDOUX, I, 4.
Beaugency, II, 7, 69, 302, 314, 322.
Beaune, II, 290.
Beaune-la-Rolande, II, 5, 69.
 BEAUNIER (René), II, 257, 267, 268, 273, 277, 282.
Beaupréau, I, 62, 108, 116.
 BEAUREGARD (BRUMAULT DE), I, 14, 26, 61, 229; II, 302, 303.
 BEAUREPAIRE, I, 42, 44, 52.
 BEAUVAIS (L.), I, 109.
 BEAUVAIS (POIRIER DE), I, 25, 26, 32, 33, 35, 41, 44, 51.
 BEAUVOLLIER (DE), I, 27, 28, 84, 88, 99, 100.
 BÉCHEREL, II, 160, 208.
 BÉJARRY, I, 34, 48, 58, 59, 60, 65.
 BÉLIER, I, 303.
Bellegarde, II, 69.
Belleville, I, 48.
 BELLOY (DE), I, 227, 232, 255, 257, 258, 270, 294, 295, 296; II, 37, 130, 144, 328.
 BELMAS, I, 270, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 284, 287, 288; II, 40, 51, 52, 155, 160, 163, 208, 209.
 BELMONT (DE), II, 53.
 BENOÎT XIV, II, 54, 55, 175, 176, 178.
 BÉRARD, I, 41.
 BERDOLET, I, 284; II, 39, 208.
 BERGERON-BARREAU, II, 317.
 BERNADOTTE, I, 115.
 BERNIS (DE),,
 BERTAZZOLI, II, 214, 220.
 BERTIN, II, 53, 54.
Besançon, I, 198; II, 50, 161, 162, 192, 208.
 BESNARD (Y.), I, 9, 10, 11, 38, 104, 298.
 BESNARD (curé de Cléry), II, 68, 69.
 BEULÉ, I, 142, 143, 144, 224.
 BEXON, II, 140, 147, 148.
 BEZARD, II, 76.
 BIET, II, 76.
 BILLAUT, II, 75.
 BINET, II, 266.
 BINOS, I, 283.
 BLAIN, II, 1, 5, 7, 10, 32, 61, 62, 66, 68, 247, 281, 316, 329.
 BLANBISSE (HUDEBERT DE), II, 1, 7, 32, 66.
Blois, I, 123, 194, 228, 259, 293, 304; II, 2, 6, 8, 14, 16, 18, 19, 21, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 31, 61, 77, 78, 79, 81, 152, 165.
Boiscommun, II, 304.
 BOISGELIN (DE), I, 227, 243, 254, 255, 293; II, 8, 42, 130, 220, 280.
 BOISRICHARD, II, 266, 274, 277.
 BONAPARTE (Joseph), I, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 201, 202; II, 98.
 BONAPARTE (Louis), II, 98.
 BONAPARTE (Lætitia), I, 111.
 BONCHAMPS, I, 7, 24, 25, 240.
 BONNEAU, II, 258, 262, 263.
 BONNEVAL (DE), I, 232.
Bordeaux, I, 198, 227; II, 3, 124.
 BORGIA, II, 197.
 BORROS DE GAMANSON, II, 66, 323.
 BOSSARD, I, 58, 65.
Botz, I, 13.
 BOUCHÉ, I, 270.
 BOUCHER (vicaire épiscopal), II, 14, 16.
 BOUCHER, II, 165.
 BOUERE (comte DE LA), I, 40, 41.

BOUERE (comtesse DE LA), I, 29, 35, 70, 72.
 BOULLIER, II, 70.
Boulay (de la), I, 32.
Boulogne, I, 224, 231.
 BOUMARD, I, 11.
Bourg, I, 216, 217, 218.
Bourges, I, 199, 231, 232; II, 5, 21, 75, 121, 267, 268.
 BOURMONT (DE), I, 61, 82, 87, 88, 97, 98, 104, 105, 106, 245.
 BOURDEILLES (DE), I, 231, 232.
 BOURDON, II, 6, 7, 33, 67.
 BOURDON-CHAMPAGNY, II, 320.
 BOURDON (Mlle), II, 317.
 BOURLIER, I, 239.
 BOURNISSEAUX, I, 34.
Boursay, II, 14.
 BOUTILLIER DU CÔTEAU, I, 17.
Bracieux, II, 75, 261.
 BRANCAS (DE), I, 216.
 BRASCHI, II, 197.
 BRAULT, I, 284.
Breteau, II, 297.
Briare, II, 69.
 BRIENNE (DE), II, 2, 3.
 BROGLIE (DE), I, 241.
 BRUC (DE), I, 48, 52.
Bruxelles, II, 148, 156.
 BRIN, I, 58.
 BRÛLARD, I, 106.
 BRUNE, I, 100, 101, 106, 115.
 BUREAU DE LA BATARDIÈRE, I, 46.
 BUSSIÈRE (LA), II, 327.

C

CACAULT, I, 112, 132, 158, 161, 162, 163, 165, 166, 167, 168, 169, 171, 172, 206, 242, 261; II, 125.
 CADOULDAL, I, 86, 87, 88, 104, 106, 134, 143, 245, 311; II, 8, 261, 282.
 CADY, I, 58.
Caen, I, 12.
 CAFFARELLI, II, 196.
Cahors, I, 216; II, 158, 159.
 CAILLARD, I, 178, 184, 186, 201.
 CAMBACÉRÈS (archichancelier), I, 103, 180, 181, 183, 240, 265; II, 98, 108, 121, 167, 168, 169, 202.
 CAMBACÉRÈS (cardinal), I, 240, 254, 270, 279; II, 37, 121, 124, 130, 167, 168, 169, 214.
Cambrai, I, 201, 233; II, 51, 163, 208.

CANCLAUX, I, 81.
Candé, I, 95.
 CANTITEAU, I, 39.
 CARANDINI, I, 157, 158.
Carcassonne, I, 200.
 CARRÉ, II, 6.
 CARRIER, I, 46.
 CASELLI, I, 124, 176, 186, 189, 190; II, 124, 193, 197, 220, 232, 234.
 CASONI, I, 229, 230; II, 21.
 CATHELINÉAU, I, 30, 113.
 CAUX (DE), I, 231.
 CELLO (DE), II, 228.
 CELY (DE), I, 238.
 CESBRON, I, 58.
 CHABOT, II, 16.
 CHABROL (DE), II, 114, 115, 117.
Chaingy, II, 68.
 CHALON, I, 58.
Châlons-sur-Marne, I, 232.
Châlon-sur-Saône, I, 231.
 CHALUS (DE), I, 76.
Chambéry, I, 215, 216, 217.
 CHAMPORCIN (DE), I, 232.
 CHAMPVALLIN (DE), II, 89.
 CHANLAIRE, I, 201, 203, 205, 214, 216, 295.
 CHAPELON, II, 283.
 CHAPPELIER, II, 312.
 CHAPPELIN, II, 312.
 CHAPTAL, I, 82, 83, 84, 108, 109.
 CHARETTE, I, 7, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 39, 40, 41, 42, 44, 46, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 55, 56, 58, 59, 60, 61, 62, 65, 67, 68, 75, 81, 115.
 CHARLES IV, II, 259.
 CHARLES, II, 11, 64, 68, 70, 121.
 CHARRIER DE LA ROCHE, I, 238; II, 256, 257, 284.
Chartres, I, 214.
Château-Gonthier, I, 2; II, 36.
Châteauneuf-sur-Loire, II, 5, 69.
Château-Renard, II, 69, 327.
 CHATILLON (DE), I, 86, 97, 108.
Châtillon, I, 13.
Châtillon-sur-Loire, II, 4, 5, 69, 302, 307.
Châtillon-sur-Loing, II, 69, 70.
 Chaton, II, 261, 265, 269, 274, 277.
Chaumont, II, 76.
Chaumont-sur-Loire, II, 304.
Chaussée-Saint-Victor (la), II, 282.
Chaussy, I, 5.
Chécy, II, 69.
Chemillé, I, 67, 70, 72.

CHENILLE, II, 76.
 CHENU, II, 20.
Cherbourg, I, 27, 109.
 CHESNIER-DUCHÊNE, I, 74.
 CHEVERNY (DUFORT DE), II, 17.
 CHEVEIN, I, 81.
Chevy, II, 68.
 CHILLEAU (DE), I, 231.
 CHICQUANT, II, 69, 283.
Chitenay, II, 14.
Cholet, I, 23, 50, 54, 72, 75.
 CHOMEL (Adélaïde), II, 3.
 CICÉ (CHAMPION DE), I, 227; II, 4, 5, 36, 37, 218.
 CLAMBART, I, 14.
 CLARKE, I, 95, 96, 103.
 CLAVELOT, I, 251; II, 67, 93, 202, 327.
 CLÉMANCEAU, I, 7, 72.
 CLÉMENT (évêque de Seine-et-Oise), I, 295; II, 5.
 CLÉMENT, II, 165, 166.
Clermont, I, 222.
 CLERMONT-TONNERRE (DE), I, 232, 238.
Cléry, II, 68, 69.
 CLORIVIÈRE (DE LA), I, 142, 143.
Cloyes, II, 14, 256, 267, 282.
 COBENZL (DE), I, 189; II, 235, 236, 239.
 CODET, I, 281, 284.
Coinces, II, 297.
 COLBERT, I, 61, 67, 68, 71, 72.
 COLLIGNON, II, 160.
 COLMER, I, 241.
Cologne, II, 237.
Comminges, I, 227.
 COMPOINT, II, 256, 260, 261, 262, 263.
 CONDÉ (DE), II, 4.
Corbeilles, II, 304.
 CORBIGNY (DE), II, 8, 19, 23, 24, 26, 27, 62, 71, 72, 73, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 100, 105, 165, 252, 253, 257, 258, 260, 261, 263, 264, 266, 267, 268, 270, 275, 276, 277, 282, 292, 293, 294, 320.
 CORBIN, II, 112, 113, 305, 308.
 CORDIENNE, II, 283.
 CORMATIN, I, 109.
 CORPET, I, 295.
Cosne, II, 198, 199.
 COUCY (DE), I, 79, 223, 228, 229, 230; II, 253.
Coudrai, II, 297.
 COUDRIN, I, 18.

COUETUS, I, 48, 50, 52, 67, 81.
 COULON, I, 35.
Coulons, II, 165.
 COURJARET, I, 13.
Cour Marigny (la), II, 297.
Courtenay, II, 5, 69, 227.
 COUSIN DE GRAINVILLE, II, 158.
 CRÊTET, I, 183, 184, 185, 186, 187, 189, 190, 242.
 CRIGNON-DESORMEAUX, II, 8, 10, 87, 99, 108, 109, 111, 112, 114, 116, 117, 299.
 CUISSART (DE), I, 27.

D

DAMOTTE, II, 163.
Daon-sur-Mayenne, I, 1.
 DAVID (d'Angers), I, 25.
 DAVID (prêtre de Blois), II, 26.
Dax, I, 200, 229; II, 211.
 DELAUNAY, I, 303.
 DELCHER, II, 53.
 DEMADIÈRE, II, 32, 66.
 DEMANDRE, II, 161.
 DESALMANÇON, II, 32.
 DESHAYES, II, 14.
 DESLAURIERS, I, 2.
 DESJARDINS, II, 5, 248.
 DESMARETS, I, 245.
 DESPARRIN, II, 119, 120.
 DESSAUBAZ, I, 296.
 DESSESSARTS (M.), I, 20.
Deux-Ponts, I, 200.
 DEVILLIERS, II, 11.
 DEVIRY, II, 244.
 DEVO, II, 287.
Digne, I, 199, 216, 231.
Dijon, I, 231, 232; II, 49, 163, 164, 190, 208, 217.
 DOISNEAU, II, 284, 285.
Dol, I, 17, 18, 26, 28.
Dordives, II, 297.
 DORDOLOI, II, 161.
 DORIA, I, 178, 179, 187, 218; II, 132, 135.
 DORNIER, I, 50.
Douai, II, 52.
Douchy, II, 327.
Droué, II, 75.
 DUBARD, II, 283.
 DUBIN DE GRANDMAISON, II, 81, 264.
 DUBOIS, II, 306.
 DUBOUCHET, I, 99, 100, 103.

DUBOURG, II, 121.
 DUBOYS, I, 88.
 DUCCI, I, 275, 276, 277.
 DUCLAUX, I, 2, 251.
 DUCOUDRAY, II, 150, 151.
 DUFOUR, I, 303, 306.
 DUFRAISSE, II, 21.
 DUPERRIER, II, 76.
 DUPONT, II, 6, 14, 19, 20, 23, 27, 29, 74, 77.
 DUPUIS, I, 39, 40.
 DURAND, II, 232, 244.
 DUVAL, I, 5.
 DALBERG (DE), (archichancelier), II, 22, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 240, 241, 243, 244, 245, 246, 248.
 DALBERG (DE), II, 232.
 DALTON, I, 106.

E

ELBÉE (D'), I, 30, 113.
Elschingen, II, 98.
Embermesnil, II, 16.
 EMBRUN (D'), II, 90, 91.
Embrun, I, 226.
 ÉMERY, I, 2, 123, 130, 135, 143, 171, 217, 229, 231, 236, 242, 251, 252, 253, 254, 255, 257, 258, 293; II, 35, 88, 130, 131, 132, 186, 217, 259, 306, 330.
Ems, II, 230.
 ERSKINE, I, 264.
 ERNAULT, I, 47.
 EUGÈNE IV, II, 242.
Evreux, I, 239.

F

FAUCHEUX, II, 282.
 FAYS (DE), I, 28.
 FERRÉ, I, 16.
 FERRÉ (curé de Saint-Samson), I, 306, 310.
Ferrières, II, 5, 69.
 FERRIÈRE (LA), I, 245.
Ferté (la), II, 5, 193.
 FESCH, I, 252; II, 88, 130, 132, 136, 179, 182, 183, 184, 185, 186, 192, 195, 197, 209, 211, 214, 215, 216, 228, 245, 259.
 FLAMARENS, I, 233.

FLAVIGNY, II, 161.
 FLEURIOT, I, 44, 48, 52, 58.
 FLEURY, 217.
Florac, I, 203.
 FLYE, II, 283.
 FOLLEVILLE (Guyot DE), I, 16, 17, 18, 19, 20, 24, 25, 26, 27.
 FONTAINE, I, 70.
 FONTANA, II, 214.
Fontainebleau, II, 198, 200, 207.
 FONTANGES, II, 128.
Fontenay, I, 16, 109.
 FORCEVILLE, II, 69.
 FORESTIER, I, 73, 83, 109, 110, 311.
 FOUCHÉ, I, 136, 171, 173, 225, 227, 236, 237, 240, 243, 244, 246, 247, 248, 255, 294, 296, 297, 300, 303; II, 24, 67, 70, 81, 98, 160, 209, 248, 317, 319, 320, 321.
Foucherolles, II, 292.
 FOURÉ, I, 5.
 FOURNIER, I, 171, 245.
 FRANCKENBERG (DE), II, 150.
France (Ile de), II, 175, 178.
 FRANCE, II, 229, 231.
 FRANÇOIS II, II, 231.
 FRANÇOIS DE NANTES, II, 287.
Fréjus, II, 254.
Fréigné, I, 40.
 FRON, II, 69.
 FROTTÉ, I, 86, 87, 104, 106.

G

GABLE, II, 76.
 GALLOIS, I, 7, 11.
 GALLOIS (vicaire général de Blois), II, 17, 18, 19, 20, 25, 27, 62, 74, 77, 78, 79, 80, 81, 106, 252, 253, 273, 304, 311, 318, 324.
 GAND, I, 215.
Gap, I, 200.
 GARDE (DE LA), I, 75, 77, 78, 109.
 GARNIER, II, 163.
 GARNIER (DE SAINTES), II, 17.
 GARREAU, I, 306.
 GASNIER (Mme), I, 46.
 GAUDINART, II, 315.
 GAUDRON, II, 316.
 GAURIER, II, 68.
 GAUSSERAND, II, 53, 54.
 GAUTHIER, II, 69, 258, 260, 261, 262.
 GAUTREAU, I, 10, 11.
Genève, I, 217, 218.

GENGA (DELLA), I, 233; II, 231, 232, 241, 245, 246.
Grenoble, I, 216, 226, 233.
 GENSONNÉ, I, 7, 12.
 GENTY, II, 266.
 GERDIL, I, 155, 157, 158.
Ghipelde, II, 163.
Gien, II, 5, 69, 70, 165, 166.
 GILLOTIN, II, 283.
 GIOT, II, 316, 317, 318, 320.
 GIRARD, II, 4, 69.
 GIBARDON, I, 115, 116, 118, 119, 254, 298, 301, 302, 303, 304, 305, 307, 308, 309, 310, 312, 313; II, 11.
Giromagny, II, 163.
 GIUSTIANI, I, 138, 149.
 GOBEL, I, 271.
 GËTHE, II, 227.
 GOUPIL, II, 283.
 GOURDET, II, 256, 257, 261.
 GOUVION, I, 312, 313.
Grainville, I, 23, 27.
 GRAPPIN, II, 161.
 GRAVET, II, 6.
 GRÉGOIRE, I, 122, 123, 171, 224, 236, 256, 284, 293, 295; II, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 25, 27, 31, 74, 102, 131, 162, 175, 280, 330.
 GRÉGOIRE XVI, II, 137.
 GRIGNEVILLE, II, 283.
 GRIGNON (Mlle DE), I, 71.
 GROLET, II, 22.
 GUICHARD, I, 70.
 GUIGNONVILLE, II, 283.
Güntzbourg, II, 97.
 GUY, II, 14, 74, 75, 76.

H

HABERT, II, 18, 252, 253, 257, 260, 261, 262, 263, 264, 318.
 HAUGOU, II, 261, 268.
 HAUGWITZ, II, 58.
 HAUTERIVE (D'), I, 160, 178, 238, 239; II, 239, 244.
 HÉBERT, II, 16.
 HÉDOUVILLE, I, 81, 86, 88, 89, 91, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 115, 116, 118, 301.
 HÉLIOT, I, 4.
 HERDER, II, 227.
 HERSANT, II, 76, 255, 265, 266, 282, 304.

HOCHE, I, 38, 61, 62, 63, 64, 65, 68, 76, 77, 79, 80, 81, 82, 83, 110, 113, 190.
 HOUTIN DE LA VALETTE, II, 327.
 HOZIER (D'), II, 8.
 HUCÉÉ, I, 44.
 HUET, II, 163.
 HUILIER (L'), I, 58.
Huisseau, II, 287.
 HUMBERT, I, 50.
 HUNAUT DE LA CHEVALERIE, I, 37.

I

Izy, I, 6.

J

JARENTE (Louis-François DE — D'ORGEVAL), II, 2, 3, 4.
 JARENTE (Louis-Sextius DE — D'ORGEVAL), II, 2.
Jargeau, II, 69.
 JAGAUT, I, 20, 27.
Jallais, I, 33, 42, 48, 60, 72.
 JAUFFRET (Joseph), I, 240, 241, 257; II, 41, 173.
 JAUFFRET (abbé), II, 217.
Jaunaye, (la) I, 48, 49, 50, 56, 58, 60.
 JAUNET, I, 16, 17.
 JERPHANION (DE), I, 296.
Joinville, II, 49.
 JOSÉPHINE, I, 178; II, 183, 202.
 JOURDAN, II, 66, 67, 68, 323.
 JOUSSELIN (DE), I, 37.
Jouy-le-Pothier, II, 68.
 JOYAU, I, 160.
 JUCHEREAU, I, 73, 74, 77, 78.
 JUIGNÉ (DE), I, 230, 231, 232, 262.

K

KÉRANEVANT (DE), I, 296; II, 282.
 KOLBORN (DE), II, 228, 241.

L

LABEYRIE, II, 211.
 LABRADOR, I, 143.
 LACOMBE, I, 270, 272, 273, 283, 284, 287, 288; II, 40, 160, 164, 190, 209.
Ladon, II, 283.
La Ferté, II, 69.

La Flèche, II, 76.
Lailly, II, 289.
 LAMBERT, I, 11, 12.
 LAMÉE, II, 3.
 LANCVEAU, I, 109.
 LANDAIS, II, 69.
 LANDRON, II, 283.
Landser, II, 163.
Langres, I, 232.
 LANTSHERE, II, 151.
 LANOUE, I, 246.
Laon, I, 199, 200.
 LAPLANCHE, II, 6, 119.
 LASNEAU, II, 67.
 LAU (DU — D'ALLEMANS), I, 220, 223.
 LAUREAU, II, 68, 283.
Laval, I, 19; II, 161.
Lavoir (le), I, 37, 38, 50, 54, 67, 76, 89, 90, 115, 299, 300, 304.
 LEBEAULT, I, 109.
 LEBLANC-BEAULIEU, I, 224, 270, 272, 279, 284, 285, 287, 288, 290; II, 40, 41, 207, 212.
 LEBRUN, I, 103, 180, 240, 265.
 LECLERC, II, 103, 104.
 LE COZ, I, 224, 241, 270, 272, 273, 279, 282, 283, 284, 286, 287, 288, 290; II, 8, 40, 41, 159, 160, 162, 192, 208, 209, 210, 211, 212.
 LEFÈVRE, II, 254, 258, 265, 268, 271.
 LEGRIS-DUVAL, I, 109.
 LEMAÎTRE, I, 281, 284.
 LENOIR, I, 303, 304, 308, 309.
 LEPIERRE, II, 121.
Lescar, I, 227.
 LESCURE, I, 24, 25, 115.
 LEVASSEUR, II, 283.
 LEVIS, I, 296.
 LEYRIS (DE D'ESPONGHEZ), I, 226.
 LEYSSIER (DE), 226.
 LEVASSOR, II, 76, 77.
 LHOTE, II, 70.
Liège, I, 199, 215.
Limoges, I, 231; II, 121.
 LITTA, II, 193.
 LIZE, I, 71.
Lorris, II, 4, 5, 69.
 LORRY (DE), I, 6, 19, 55, 79, 226.
 LOTTIN (E.), I, 6.
 LOUIS XVI, I, 13; II, 21.
 LOUIS XVII, I, 39.
 LOUIS XVIII, I, 39, 60, 61, 66, 74, 75, 77, 79, 84, 224, 228; II, 8, 21, 110.
 LOUTIL, I, 69, 70, 71, 72, 73.
 LUCHESINI, I, 138; II, 58, 59, 232.

Luçon, I, 23, 228, 231.
Lunéville, I, 147, 150; II, 58, 59, 224.
 LUZERNE (DE LA), I, 232.
Lyon, I, 198, 216, 217, 222; II, 88, 130, 181.

M

Madagascar, II, 175.
 MAILLÉ DE LA TOUR LANDRY, I, 5, 138, 226, 245; II, 282.
 MAILLOT, II, 69.
 MAINBOURG, II, 210, 211.
Malesherbes, II, 5, 69.
Malines, I, 201.
 MARCHAND, I, 310.
 MARCHAND, II, 68.
Marchenoir, II, 76.
Marengo, I, 114, 116, 117.
 MARESCALCHI, II, 170, 171.
 MARET (Jean-Philibert), II, 6, 8, 9, 10, 11, 32, 62, 64, 65, 68, 70, 71, 81, 82, 83, 84, 85, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 105, 106, 108, 112, 114, 115, 116, 118, 289, 293, 294, 299, 316.
 MARET (Hugues), II, 71, 109, 117.
Mareuil-aux-Bois, II, 284.
 MARIGNY, I, 23, 30, 32, 33, 34, 35, 36; II, 382.
Marigny, II, 69.
Marsaincilliers, II, 68.
 MARTIN, I, 49.
 MARTIN, II, 165, 166.
 MARTINIANA, I, 114, 141, 193.
Martinique, II, 175.
 MATTEI, I, 112.
 MAURY, I, 25, 144, 151, 228; II, 193, 248.
May (le), I, 62, 64, 77.
Mayence, I, 215; II, 194, 224, 227, 229, 230, 233, 234, 235, 236, 238.
 MAYNEUF, I, 88.
 MAZIO, I, 258, 264, 270, 275, 276, 277, 278, 279; II, 137, 138, 140, 206, 248.
Meaux, I, 215.
 MÉHUL, II, 11.
 MEILLOC, I, 305, 306, 308, 309, 310.
 MELZI (DE), II, 57, 214.
Mende, I, 203, 216.
Mennetou, II, 14, 74, 76.
 MENOU, II, 173.
Mer, II, 297, 317, 318.
 MÉRAULT, II, 4, 67, 81, 299, 302, 303, 305, 306, 323, 324.
 MERCIER, I, 87, 106.

MERCY, I, 228, 231; II, 121.
 MÉRINVILLE (DE), I, 231, 232.
 MERLIER, II, 132, 147.
 MERLIN, I, 316; II, 3.
 MESANGE, II, 200.
 Meslay, II, 194, 257, 271, 272.
 MÉTIVIER (vicaire général d'Orléans),
 II, 1, 7, 14, 32, 66.
 MÉTIVIER, I; II, 14.
 METZ (DE), II, 210.
 Metz, II, 160.
 Meung, II, 69.
 MEYNIER DE LA SALLE, II, 323.
 Mézières, II, 297.
 Milan, I, 112; II, 344, 348.
 MILSCENT, I, 38.
 Mirepoix, I, 200.
 Modène, I, 112.
 MOLERAND, I, 109.
 MOLLANDIN, II, 269.
 MONCEY, II, 165.
 Mondovi, II, 173.
 Mont, II, 302.
 MONTAGNAC (DE), II, 259.
 Montargis, II, 4, 5, 69, 70, 197, 198,
 199, 200, 203, 209, 263, 314, 315,
 323, 327.
 MONTAULT (Charles), I, 224, 236, 238,
 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308,
 309, 310, 313, 315; II, 52.
 MONTAULT (P.), I, 107, 298, 301, 302,
 303, 304, 305, 307, 309, 310.
 Montfaucon, I, 98, 99, 101, 102, 104,
 301.
 Monliard, II, 304.
 Montlivault, II, 304.
 Montmoutiers, I, 94, 98.
 Montoire, II, 257, 267.
 Montpellier, I, 240.
 Montrichard, II, 17.
 Morée, II, 268, 269.
 MOREL, II, 22.
 MORET, II, 69.
 MORETT (DE), II, 119, 120, 121.
 MORIN DE LETZ, II, 67.
 Morozière (la), I, 37, 39, 40.
 Mortagne-sur-Sèvre, I, 19.
 MORTIER, I, 238.
 Moulins, II, 166, 167.
 MOULNIER, II, 271, 272.
 MOUNIER, II, 320.
 Munich, II, 97.
 MURAT, I, 138, 148, 149, 150, 172;
 II, 98.
 MUSQUIZ (DE), I, 149, 150.

N

Namur, I, 199, 217; II, 133, 140, 147
 150, 151.
 Nantes, I, 14, 46, 109, 216, 217.
 NARDON, I, 309, 310, 312, 313.
 Nargis, II, 297.
 Nemours, II, 138, 173.
 Neploy, II, 297.
 Neung, II, 76.
 Neuville, II, 69.
 Neuville-aux-Bois, II, 282.
 Neuvy-en-Mauges, I, 19, 65, 109, 299.
 Neuvy-en-Sullias, II, 68.
 NICOLAS, I, 58.
 NICOLAS V, II, 242.
 Nice, I, 215, 217.
 Nîmes, I, 219.
 NOÉ (DE), I, 227.
 NOTTIN, II, 165, 166.
 Novi, I, 110.
 NUSSE, II, 16.
 NUTEIN, II, 306.

O

ODEZENNE, II, 119.
 ODIGIER, II, 3.
 OISEL (HELY D'), I, 37.
 Olivet, II, 289.
 ONZAIN, II, 22, 23.
 OSMOND (D'), I, 227, 271.
 OTIAR, II, 70.
 Ouzouer-le-Marché, II, 11.
 Ouzouer-sur-Loire, II, 69.

P

PALMONI, I, 146, 148, 149, 151, 152,
 153, 155, 156, 157, 160, 166, 167,
 169, 170, 172.
 PALLU-DUPARC, I, 102.
 Pamiers, I, 232.
 PANCEMONT, I, 131, 231, 232, 235,
 243, 244, 251, 254, 270, 273, 278,
 279, 280, 281, 282, 286, 295, 296,
 297, 307; II, 36, 37, 39, 40, 42, 60,
 144, 145, 209, 328.
 Pancourt, II, 283.
 PANISSET, I, 230.
 PARDESSUS, II, 80, 81.

Parme, II, 193.
 PASQUIER, II, 263.
 PATAUD, I, 72; II, 8, 10, 70, 104, 107, 118, 120, 121, 247, 328.
Patay, II, 5, 69.
 PAUDRY (LE), I, 54.
 PAULTRE DE LA MOTTE, I, 100, 103.
 PAUMELIÈRE (MABILLE DE LA), I, 37, 38, 109.
 PAUMELIÈRE (MINE DE LA), I, 37, 38, 109, 115, 299, 312.
Pavie, I, 112.
 PELLETIER (H.), I, 9.
 PERÈS, II, 147.
 PÉRIER, I, 219, 239, 270, 273, 279, 284, 287, 288, 290; II, 40, 41, 208, 209.
Périgueux, I, 223.
 PÉROTTE, II, 284.
Perpignan, I, 226.
 PETIT, II, 103.
 PETITJEAN, II, 49.
 PHILBERT, I, 271; II, 164, 165.
 PICHÉ, II, 75.
 PIE VI, I, 26, 95, 110, 112, 122, 219, 264, 316; II, 4, 37, 44, 45, 137, 160.
 PIERRE (DE), I, 296.
 PIETRO (DI), I, 157, 158, 205; II, 138, 193, 197, 214, 232, 234, 272, 273.
 PILLEREAU, II, 75.
 PINEAU, I, 71.
Pin-en-Mauges, I, 39.
 PIOCHE, II, 77.
 PIRON, I, 23.
 PISANI DE LA GAUDE, II, 150, 152.
Pithiviers, II, 5, 69, 70.
 PLESSIS, II, 14, 75, 268.
Plessis-Saint-Amand, II, 254.
 PLUMANT, II, 67.
 POINTEAU, II, 26, 27, 29, 30, 119.
 POIRIER, II, 311, 312.
 POISSON, II, 4, 69.
Poitiers, I, 16, 17, 18.
Pouancé, I, 86.
 POUR, II, 70.
 PRADT (DE), II, 202, 209.
 PRÉJEAN, I, 311.
 PRESSIGNY (CORTOIS DE), I, 226, 243.
 PRÉVALAYE (LA), I, 81, 108.
 PRIEUR, I, 310.
 PRIMAT, I, 224, 241, 243, 255, 270, 273, 279, 284, 285, 287, 288, 290; II, 40, 41, 212.
 PROUST, II, 69.
 PRUDHOMME, I, 48, 49.

PUISAYE (DE), I, 74, 82.
 PUYSÉGUR (DE), I, 231, 232.
Puiseaux, II, 5, 62.

Q

Quiberon, I, 61.
Quimper, I, 200.

R

RAIMBAULT, I, 71.
 RANGEARD, I, 19, 55.
Ratisbonne, I, 257; II, 58, 228, 229, 230, 231, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 240, 245, 246.
 RÉAL, II, 266, 319, 320.
 REGNARD, II, 69, 70.
 RÉGNIER, II, 167, 253, 258, 260, 263, 283, 317, 320.
Reims, I, 198, 201, 224, 229, 230, 231, 271.
 REMOLLIÈRE (DE LA), I, 23.
 RÉPÉCAUD, II, 14.
Réunion (la), II, 175, 178.
 RENOU, I, 70, 99, 100.
 REY, II, 6.
 REYMOND, I, 270, 281, 284, 285, 287; II, 40, 49, 157, 160, 163, 164, 190, 208, 209, 216.
 RICHARD, I, 41, 49, 70.
 RICHER, I, 28.
 RIFFAULT, II, 14.
 RIVIÈRE (DE), I, 30.
 ROCHAS, II, 6, 284.
Rochelle (la), I, 16, 200, 223, 228, 229, 230; II, 154.
Rochefort-sur-Loire, I, 303.
 ROCHEJACQUELIN (H. DE), I, 23, 30.
 ROCHEJACQUELIN (MINE DE LA), I, 25, 28; II, 330.
 ROCHEJEAN, II, 16.
 ROHAN (DE GUÉMÉNÉ), I, 232.
Romans, II, 320.
Romilly, II, 256.
Romorantin, II, 76, 77.
 ROQUELAURE (DE), I, 138, 227, 232; II, 8.
 ROSTAING (DE), I, 40.
 ROUANNET, II, 53, 54.
Rouen, I, 198, 217, 254; II, 39, 121, 130, 167.
 ROUERIE (LA), I, 7.

Rouillère (la), I, 40.
 ROUSSEAU, II, 77, 80, 81, 323.
 ROUSSELET, II, 5, 70.
 ROUX (vicaire général d'Avignon), I, 241.
 ROUX (curé de Vallières), II, 165.
 ROUX, II, 244.
 ROYER, I, 224, 236, 245, 270, 295; II, 161.
 RUBLINE, II, 68.
 RUELE, I, 56.
 RUET, II, 263.

S

Saint-Aignan, II, 73, 74, 77.
Saint-Amand, II, 75.
Sainte-Anne, II, 291.
Saint-Aubin, II, 69.
Saint-Dié, I, 232.
Saint-Domingue, II, 174.
Saint-Flour, II, 53.
Saint-Florent, I, 23, 24, 25, 32, 35, 51, 54, 240.
Saint-Germain, I, 17.
Saint-Gondon, II, 68.
Saint-Jean de Braye, II, 289.
Saint-Jean-de-Maurienne, I, 200.
Saint-Hilaire-sur-Puiseaux, II, 297.
Saint-Laurent, I, 17.
Saint-Léonard, II, 165.
Sainte-Lucie, II, 175.
Saint-Malo, I, 27, 226, 243.
Saint-Martin, II, 291.
Saint-Papoul, I, 226, 246.
Saintes, I, 200.
 SALA, I, 217, 263, 276, 277, 284, 285; II, 137, 138, 140, 149, 156, 212, 214, 248.
 SALAMON, I, 240
Salbris, II, 76.
 SALMANTORIS (DE), II, 200.
 SALTZBOURG, II, 237.
 SANS-PITIÉ, I, 160.
 SANTA CROCE, I, 150.
 SAPINAUD, I, 7, 30, 32, 39, 40, 48, 50, 52, 58, 61, 65.
Saumur, I, 15, 16.
 SAURINE, I, 239, 241, 270, 273, 279, 284, 287, 290; II, 8, 40, 41, 159, 160, 162, 192, 208, 209, 210, 211, 212.
 SAVART, II, 317.
 SAVARY, I, 35.
Savenay, I, 28.
 SAVINE, II, 2.

Saugrenière (la), I, 69, 70, 71.
 SCÉPEAUX, I, 30, 58, 59, 60.
 SCHEINER, II, 10.
 SCHILLER, II, 227.
 SCHWEITZER, II, 159.
Sedan, II, 160, 163, 164.
Sééz, I, 231; II, 283.
 SÉGUIN, II, 161.
 SÉGUR (DE), I, 245.
 SÉGUR (DE), II, 202, 203.
Selles, II, 77.
Semoy, II, 283.
Senlis, I, 138, 226, 232.
Sens, I, 198, 199; II, 2, 4, 5.
 SEPTIER, II, 6, 284.
 SERVANT, II, 68, 76.
 SERVOIS, II, 6.
 SÉVEROLI, II, 228.
 SÉZEURE, II, 6.
Sigloy, II, 302.
 SIMONNOT, II, 284.
Soing, II, 14.
Soissons, I, 200, 231, 232; II, 207, 212.
 SORET, I, 318, 319, 320; II, 5, 6, 7, 66.
 SOUVAROV, I, 110.
 SOYER (F.), I, 35, 69, 110.
 SOYER (S.), I, 38, 69, 85.
 SPINA, I, 120, 121, 124, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 133, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 146, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 157, 160, 162, 163, 165, 166, 167, 168, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 181, 188, 189, 190, 203, 204, 206, 207, 214, 218, 221, 225, 226, 242, 243, 245; II, 137.
 STÉAL (Mine DE), II, 72.
 STENBERG, II, 232.
 STOFFLET, I, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 53, 55, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 113.
Strasbourg, I, 241; II, 154, 190, 208, 210.
Sully, II, 69, 70.
 SUZANNET, I, 66, 245.

T

TABARAUD, I, 5.
 TALLEYRAND-PÉRIGORD (archevêque de Reims), I, 224, 230, 231, 239, 271.
 TALLEYRAND (Auguste DE), II, 152, 153.

TALMONT (DE), I, 23, 27, 28.
Tarbes, I, 316; II, 3.
 TARDIF, I, 309, 310, 313.
 TREYSSIERE (DE), II, 8.
 THÉMINES (DE), I, 228, 229; II, 2, 12, 14, 17, 18, 20, 21, 23, 24, 25, 31, 75, 78, 251, 254, 257, 258, 263, 264, 270, 318.
 THIBAUT, II, 306.
 THIÉBAULT, I, 251; II, 9, 96, 114, 115, 116, 117, 330.
Thiville, II, 284.
 THOINIER (Casimir), II, 258.
 THOINIER (François), II, 255, 256, 258, 260, 261, 262, 263, 264, 269, 270, 273, 274, 276, 277, 278.
 THOINIER (Marie-Gabrielle), II, 267.
Thouars, I, 16, 17.
 THURN (DE), II, 232.
Tolentino, I, 218, 232.
 TOLOZAN (DE), I, 245.
 TONNELIER, II, 4, 5, 69, 70, 307.
Toulouse, I, 4, 198; II, 212.
 TOUR D'Auvergne (DE LA), I, 241.
 TOUR DU PIN (DE LA), I, 229; II, 128.
Tours, I, 199, 201, 216, 217, 245, 254; II, 130, 220.
 TOUSSAINT, II, 76.
Trèves, II, 237.
 TRONI, II, 232, 245.
 TROTOUIN (Joachim), I, 48.
 TROTOUIN (Joseph), I, 76.
Troyes, I, 215; II, 68.
 TURMEAU, II, 260, 261, 262.
Turin, II, 172, 173.

U

Ulm, II, 97, 98.

V

VADORINI, I, 276, 277, 278; II, 137.
Valence, I, 216, 218, 219; II, 208.

VALFRAUBERT, II, 166.
 VALLERAND, II, 69.
 VALLET, II, 5.
Vallières-les-Grandes, II, 165.
 VALLON (Charles), II, 14, 17, 20, 26.
 VALLON (Claude), II, 14.
Vannes, II, 40.
Varades, I, 25.
Vendôme, II, 14, 76, 251, 254, 255, 258, 260, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 276, 277, 304, 311.
Verceil, I, 120, 140, 146.
 VERDOLLIN (DE), I, 222.
Verdun, I, 199.
Verneuil, I, 106.
Versailles, I, 215.
Vesoul, II, 161.
Vienne, I, 198.
Vihiers, I, 23, 54.
 VILAIN, II, 78, 310.
 VILLARET, II, 172, 173, 174.
Villechauve, II, 304.
Villemblain, II, 284.
 VILLEMOTTE (DE), II, 327.
Villereau, II, 283.
Vimory, II, 283.
 VIRIEUX (DE), I, 245.
Viviers, II, 2.
 VOISINS (DE), I, 296.
Vrigne-aux-Bois, II, 160.
Vrigny, II, 283.

W

Wertingen, II, 97.
 WIELAND, II, 227.
 WILLOT, I, 67.
 WINDHAM, I, 75.
 WOLF, II, 232.

Y

Yeu, I, 61.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE II (*Suite*)

L'APPLICATION DU CONCOPDAT (*Suite*)

CHAPITRE V

INSTALLATION DE BERNIER A ORLÉANS ET A BLOIS

- I. Situation religieuse du Loiret à l'arrivée de Bernier. — Les constitutionnels : l'évêque de Jarente, le presbytère, les chefs : Bourdon, Barbazan, Soret. — Les insermentés ; leurs chefs, Blain. — Bernier et l'opinion orléanaise. 1
- II. Installation de Bernier. — Bernier à Saint-Paterne..... 9
- III. Situation religieuse du Loir-et-Cher. — Grégoire et M. de Thémynes. — Le clergé constitutionnel ; ses effectifs, sa valeur. — Le presbytère, les chefs : Dupont, Vallon, Métivier. — Le clergé insermenté ; ses effectifs, sa valeur, la rigueur de ses principes. — Situation religieuse de la ville de Blois. — Opposition aiguë des deux partis. — M. de Thémynes, Grégoire et Bernier..... 12
- IV. Installation de Bernier à Blois. — Réception des insermentés, des constitutionnels. — L'office pontifical à Saint-Louis..... 23
- V. Organisation provisoire du culte dans l'église de Blois. — Fermeture des oratoires. — Confirmation des titulaires en exercice. — Organisation particulière de l'église Saint-Louis. — L'union des deux clergés officiellement réalisée..... 28
- VI. Organisation provisoire du culte dans l'église d'Orléans. — Fermeture des oratoires. — La cathédrale. — Les curés en exercice. — Les paroisses supprimées 32

CHAPITRE VI

LE RETOUR A PARIS. — BERNIER AUX CULTES ET A LA LÉGATION

- I. Bernier et l'opinion. — La réconciliation des prêtres constitutionnels de second ordre. — Bernier perd la confiance de la Légation. — L'affaire Baillet. — L'affaire des évêques réconciliés par Bernier. — Mécontentement de la Légation et du gouvernement. — Les explications de Bernier..... 35

- II. La question des mariages. — Les dispenses. — Les réguliers..... 43
- II. Bernier et les anciens évêques constitutionnels. — Leur théologie du mariage. — Leur opposition au mariage religieux des prêtres unis civilement pendant la Révolution. — Les bulles des anciens évêques constitutionnels..... 48
- IV. Bernier et la réforme de la liturgie gallicane..... 54
- V. Bernier et l'Église de la République italienne. — Concordat ou bulles. — Premiers projets de concordat italien. — Bernier et les Églises d'Allemagne. — La sécularisation 56

CHAPITRE VII

L'ORGANISATION DU DIOCÈSE D'ORLÉANS

- I. L'Organisation religieuse du Loiret. — La nouvelle circonscription des paroisses : les paroisses rurales, les paroisses d'Orléans. — Les nominations ecclésiastiques. — Les vicaires généraux. — Le chapitre. — Les chanoines. — La désignation des curés et desservants ; les principes dont s'inspire Bernier pour cette désignation ; les résultats..... 62
- II. L'organisation religieuse du Loir-et-Cher. — Le préfet Corbigny. — La circonscription des paroisses ; Bernier s'oppose à leur réduction. — Les nominations ; les influences opposées. — Les cures de sous-préfectures. — Les cures de Blois. — Le chapitre. — Corbigny et Gallois..... 71
- III. Bernier et le préfet d'Orléans. — Bernier refuse de soumettre ses mandements à son visa. — Portalis blâme sévèrement Maret..... 81

CHAPITRE VIII

RESTAURATION DE LA CATHÉDRALE, DU PALAIS ÉPISCOPAL,
DU CULTE EXTÉRIEUR

- I. Restauration de la cathédrale Sainte-Croix. — Bernier fait intervenir le Premier Consul. — Les anciens bâtiments capitulaires..... 86
- II. Bernier recouvre intégralement le palais épiscopal des évêques d'Orléans. — Sa restauration. — Son ameublement..... 90
- III. Restauration du culte. — Bernier orateur. — Ses mandements. — Ses signes au clergé..... 95
- IV. Le culte extérieur. — Service solennel pour le docteur Petit et le général Leclercq. — Les sonneries des cloches. — Le costume ecclésiastique.. 102
- V. Les processions. — Les processions pascuales. — La fête de la Pucelle et la délivrance d'Orléans. — Bernier fait approuver par le Premier Consul la reprise de cette fête ; il en compose la messe. — Lettre pastorale sur le rétablissement de la fête de la Pucelle. — Ordre de la cérémonie, conflit de préséance entre le préfet et le président de la Cour d'appel. — Conflit entre l'évêque et le maire relatif au droit d'invitation..... 107
- VI. La procession de la fête-Dieu à Orléans (1803). — La restauration du culte de Saint-Aignan. — Translation solennelle des reliques de Saint-Aignan 118

CHAPITRE IX

UN CARDINALAT MANQUÉ. — LES ARTICLES ORGANIQUES

- I. Bonaparte demande des cardinaux français et désigne nommément Bernier. — Le cardinalat de Bernier. — L'opposition que rencontre cette candidature : elle ne vient pas de Rome, mais des milieux politiques. — Bonaparte se ravise. — Bernier demeurera cardinal *in petto*. — Dépit de Bernier. — Vains efforts de Caprara pour que son cardinal soit proclamé. — Évolution de Bernier ; il se retourne vers la Légation, devient l'homme de confiance et le conseiller de Caprara..... 124
- II. Bernier et les Articles organiques. — Il leur ménage dans l'article premier du Concordat un point d'insertion dans les accords. — L'idée des organiques vient-elle de lui? — Il collabore à leur rédaction. — Protestation du Pape. — Lenteur de Caprara. — Il s'adresse à Bernier pour rédiger sa note relative aux organiques. — L'affaire des organiques à Namur. — Le voyage du Légat en Belgique. — Démission de l'évêque de Namur. — Nomination de Mgr Pisani de la Gaude..... 140

CHAPITRE X

LES AFFAIRES RELIGIEUSES DE FRANCE, D'ITALIE. — LES MISSIONS

- I. Les fêtes transférées. — Règles adoptées par Bernier dans son diocèse. — Attitudes divergentes des évêques. — Caprara établit avec Bernier une instruction sur les fêtes transférées qui donne pour tous les diocèses une règle uniforme..... 153
- II. Bernier et les évêques de France. — Les anciens évêques constitutionnels et les instructions du Légat sur les sacrements. — Les refus de sépulture religieuse. — Bernier et le cardinal Cambacérès..... 157
- III. Bernier et la conclusion du Concordat italien. — Bernier et la nouvelle circonscription des évêchés d'Italie..... 169
- IV. Les missions. — Le Premier Consul veut que les missions françaises dépendent de l'archevêque de Paris. — Bernier chargé de cette négociation. — Opposition de Caprara et de Rome. — Projet d'un séminaire des missions françaises..... 174

CHAPITRE XI

LE SACRE

- I. Les négociations préliminaires. — Les premières ouvertures. — Les objections de Rome et la note de Caprara. — Talleyrand recourt à Bernier qui rédige la réponse du gouvernement français. — La tactique de l'évêque d'Orléans ; ses sentiments personnels ; ses informations. — Le voyage en Rhénanie projeté par le Légat. — La question du couronnement civil. 182
- II. Le voyage du Pape. — Bernier insiste pour que Pie VII fasse étape à Montargis. — Il le reçoit solennellement dans cette ville et amorce des négociations directes avec lui..... 197

- III. Le cérémonial du sacre impérial. — Le gouvernement français n'accepte ni le pontifical romain, exigé par le Pape, ni le cérémonial rémois en usage pour le couronnement des rois de France. — Bernier s'inspire de l'un et de l'autre pour composer un cérémonial nouveau et le présente à Pie VII. — Comment il expurge de certains rites et de certaines formules les cérémoniaux romains et français. — Comment il les complète. — Le couronnement. — La place du serment constitutionnel. 200
- IV. La réconciliation des évêques constitutionnels. — Bernier et leurs dossiers. — Bernier se tient à l'écart des négociations relatives à leur réconciliation. — Les démentis de la *Gazette de Strasbourg*. — Bernier essaie de justifier son attitude lors de la première rétractation. 207
- V. Les représentations du Pape à l'Empereur. — Bernier et les réclamations de cour pontificale. — Bernier et les réclamations de la Légation. — Bernier et les desirata de l'épiscopat français. 213
- VI. Le catéchisme impérial. — Pourquoi l'Empereur veut un catéchisme unique et national. — Bernier rédige le chapitre relatif aux devoirs du citoyen. — Il essaie de surprendre l'approbation du Pape qui se refuse. — Caprara approuve le catéchisme impérial au nom du Pape. 216

CHAPITRE XII

BERNIER ET LE CONCORDAT GERMANIQUE

- I. Les premières négociations. — L'archichancelier Dalberg conseille de conclure un concordat pour assurer après les sécularisations la réorganisation de l'Eglise germanique. — Pie VII fait appel à la médiation de Bonaparte. — Le bref pontifical remis par Bernier. — Ambitions de Dalberg. — Opposition de la Bavière, de l'Autriche. — L'Autriche propose un projet de concordat. — Rome se réserve. 223
- II. Les négociations de Paris. — Napoléon et Dalberg veulent profiter du sacre pour activer les négociations avec le Saint-Siège. — Échec de Dalberg. — Intervention de Bernier qui délimite le problème. — Opposition des cardinaux romains. — Bernier fait reconnaître la translation de Dalberg à Ratisbonne, sa prééminence dans l'Eglise germanique, la fusion des chapitres de Mayence et de Ratisbonne. 232
- III. Bernier candidat à la Légation pontificale de Ratisbonne. — Sa candidature présentée par Dalberg est appuyé par Talleyrand et Caprara. — Le plan de Bernier. — Il échoue par suite du départ de Caprara, de l'opposition de Rome, de la défaveur de Napoléon. 239
- IV. Disgrâce définitive de Bernier. — Son retour précipité dans son diocèse. — Raisons générales de cette disgrâce. — Bernier écarté de la Légation avec les autres conseillers du cardinal Caprara. 247

CHAPITRE XIII

BERNIER ET LA PETITE ÉGLISE

- I. Les débuts du schisme : Habert et les Ursulines de Blois. — Les lettres de M. de Thérin et l'agitation dans le Vendômois. — Visite pastorale

de Bernier. — Soumission de Thoinier. — Rapport optimiste de Bernier.....	252
I. Les prédications de Gourdet. Beaunier, Bonneau, Thoinier, Gauthier, Compoint lèvent « l'étendard de la révolte ». Bernier les frappe d'interdit. — Le Premier Consul fait interner M. de Thémines dans un couvent d'Espagne. — Condamnation de la dissidence par le Légat. — Silence de Rome. — Les premières mesures de police. — Soumission de Bonneau et d'Habert.....	256
III. Thoinier, Beaunier et Compoint échappent à toutes les recherches. — L'enterrement clandestin du sieur Adam. — Expulsion des sœurs de Vendôme et de Morée. — Testament de Thoinier.....	265
IV. Les dissidents et la saint Napoléon. — Proclamation du maire de Meslay. — L'opinion de Rome. — Bernier et Corbigny ; leurs plans opposés. — Les dissidents vendômois insaisissables et irréductibles.....	271

CHAPITRE XIV

LE CLERGÉ. — LES FABRIQUES. — LE SÉMINAIRE

I. Bernier et son clergé. — Les anciens constitutionnels. — Les prêtres mariés — État numérique du clergé. — Sa misère. — Avant 1804, les succursalistes sans traitement ; le décret de l'an XI et la part des communes. — Après 1804, le traitement des succursalistes et les subventions communales. — Bernier et la situation matérielle de son clergé.....	279
II. Bernier et les fabriques. — Son mandement sur les fabriques. — Les Bureaux de Bienfaisance et le droit de quête dans les églises. — Fabriques intérieures et fabriques extérieures.....	292
III. Bernier et le séminaire d'Orléans. — La maison du Bon Pasteur ; son échange contre le petit Évêché ; premiers agrandissements. — Le budget du séminaire ; les quêtes, les fondations, les souscriptions des fabriques. — Inauguration du séminaire. — Le supérieur : M. Mèrault. — Les professeurs. — Les lacunes de la première organisation.....	298

CHAPITRE XV

BERNIER RESTAURATEUR DE LA VIE RELIGIEUSE ET CONTEMPLATIVE

I. Bernier est hostile à la reconstitution des ordres d'hommes. — L'affaire Poirier et Bailly ; les prêtres de la société du Cœur de Jésus. — Favorable aux communautés de femmes, il exige que celles-ci relèvent uniquement de la juridiction épiscopale.....	310
III. Histoire des congrégations charitables et enseignantes dans le diocèse d'Orléans. — Les contemplatives. — Décret de messidor an XII : interprétation différente en Loiret et en Loir-et-Cher. — Giot contre Bernier ; Fouché contre Portalis. — Les enseignantes et les hospitalières sont autorisées. — Comment les contemplatives se mettent en règle avec la loi. — Bernier et la vie religieuse des couvents.....	313

CHAPITRE XVI

LES DERNIERS JOURS ET LA MORT

I. Maladie de Bernier. — Gravement atteint, il classe ou détruit ses papiers avant de se rendre à Paris. — Son agonie douloureuse et sa mort....	326
II. L'Empereur affecte l'indifférence. — Le deuil du diocèse d'Orléans. — Jugements contradictoires sur Bernier. — Comment Portalis l'a-t-il jugé. — C'est une vie malheureuse et empoisonnée.....	328
SOURCES MANUSCRITES.....	333
SOURCES IMPRIMÉES.....	345
ÉTAT DU CLERGÉ DU LOIRET ET LOIR-ET-CHER.....	355
INDEX NOMINUM.....	393
TABLE DES MATIÈRES.....	405

Vu le 15 décembre 1937.

Pour le Doyen de la Faculté des Lettres :

L'Assesseur,

J. VENDRYES.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur
de l'Académie de Paris.

ROUSSY.

